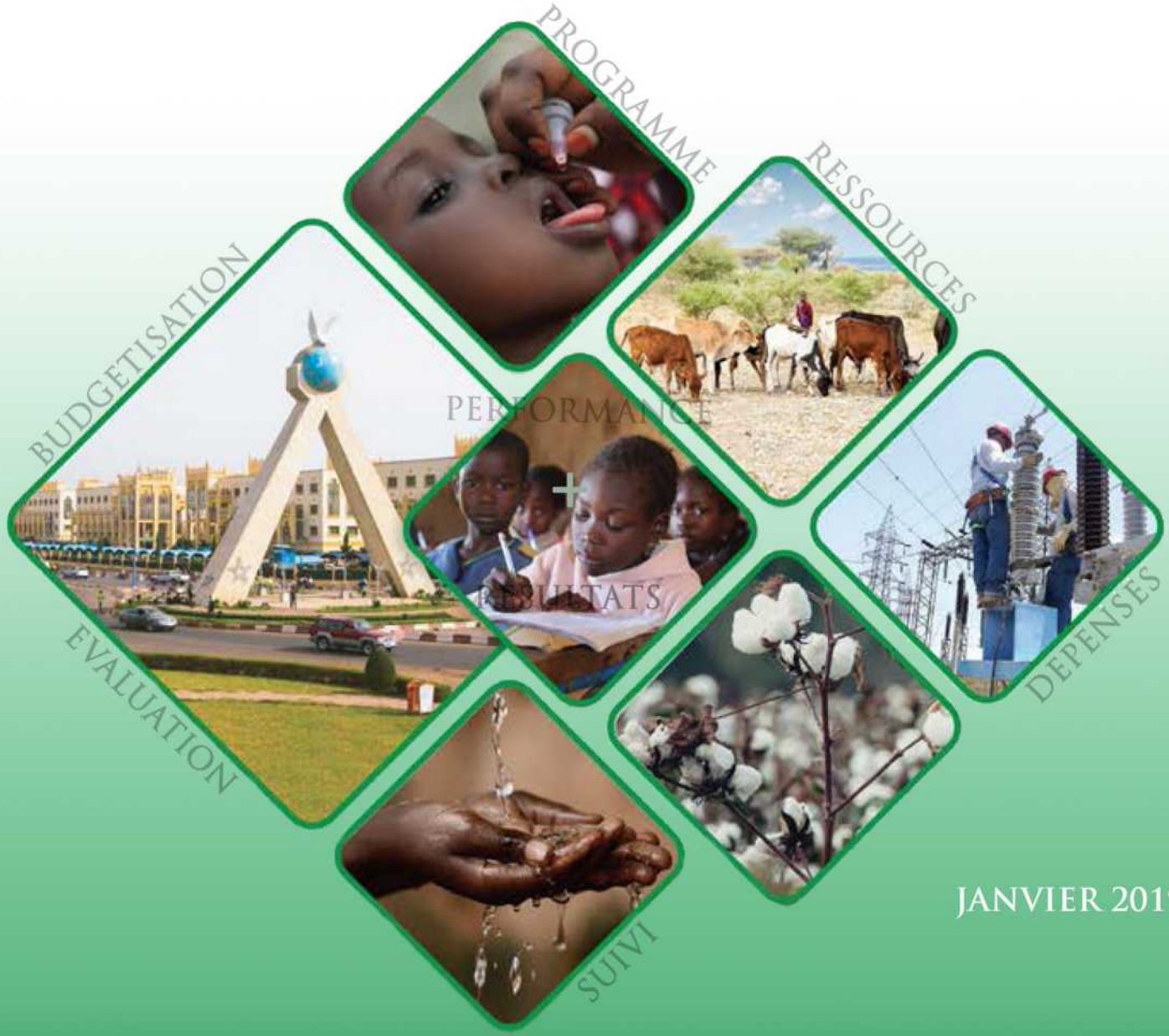
RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

LOI DE FINANCES 2019



JANVIER 2019

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT2019 1-34

II. LOI DE FINANCES 2019 35-108

III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019 109-243

IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2019-2021 244-289

V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES 290-772

- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2019-2021..... 291-313
- Etat B : Plafond des Effectifs par Programme..... 314-322
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme..... 323-331
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme 332-333
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme 334-335
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales 336-385
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses 386-394
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses..... 395-407
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses..... 408-419
- Etat J : Tableau Récapitulatif des Programmes par Ministère et Institution 420-429
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement..... 430-556
- Etat L : Restes à Payer..... 557-571
- Etat M : Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé..... 572-575
- Etat N : Echéances courantes de la dette..... 576-588
- Etat O : Estimation des Subventions à la Consommation sur les Produits Pétroliers 589-596
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés..... 597-607
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) 608-613
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation..... 614-615
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales 616-666
- Etat T : Restes à Recouvrer..... 667-669
- Etat U : Annexe Fiscale 670-689
- Etat V : Annexe sur le Genre 690-772

VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2018 773-852

- Mobilisation des ressources de l'Etat 776-796
- Exécution des charges de l'Etat 797-809
- Annexes 810-852

NOTE DE PRESENTATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2019

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

A. Environnement économique international[1]

La préparation de la loi de Finances 2019 intervient dans un contexte marqué par le raffermissement de l'activité économique au niveau international, en raison de la poursuite de la dynamique de croissance enclenchée en 2017 aux Etats Unis, en Europe et en Asie. Toutefois, cette dynamique d'expansion se révèle moins égale et fragile, avec une révision à la baisse des prévisions de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume Uni par rapport aux prévisions d'avril 2018. Les principales raisons de cette vulnérabilité résident dans les tensions financières et commerciales croissantes ainsi que des facteurs non économiques tels que l'incertitude politique dans le contexte d'élections qui prévaut dans plusieurs pays. La croissance mondiale devrait passer de 3,7% en 2017 à 3,9% en 2018 et en 2019.

De manière globale, l'inflation devrait s'accélérer en raison du rebond des prix du pétrole, d'une augmentation de l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés et émergents et d'une légère augmentation des prix des produits de base agricoles due à la diminution de l'offre excédentaire.

En matière de politiques budgétaires, la constitution d'amortisseurs devrait s'inscrire en perspective aussi bien dans les pays émergents et en développement, que dans les pays avancés qui procèdent à des relances budgétaires procycliques. Cependant, des mesures supplémentaires sont nécessaires dans les pays avancés qui disposent d'un espace budgétaire confortable et qui affichent un excédent du solde extérieur, tel que l'Allemagne.

Dans les **pays avancés**, le taux de croissance en 2018 devrait se maintenir au même niveau qu'en 2017 soit 2,4% avant de tomber à 2,2% en 2019. L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, devrait y passer de 1,7% en 2017 à environ 2,2% en 2018 et 2019.

La zone euro devrait enregistrer un ralentissement de la croissance qui passerait de 2,4% en 2017 à 2% en 2018 et à 1,9% en 2019. L'inflation hors alimentation et énergie a augmenté graduellement dans la zone.

[1] Source : FMI, « Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2018 » et « Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2018 ».

Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait s'affermir à court terme. Le taux de croissance serait de 2,7% en 2019, contre 2,9% en 2018. Le niveau de la production demeurera supérieur à son potentiel et le taux de chômage y connaitra une baisse substantielle, grâce aux effets combinés d'une relance budgétaire de grande envergure et d'une demande finale robuste. Par ailleurs, l'augmentation des importations du fait de la hausse de la demande intérieure, devrait creuser le déficit des transactions courantes et ainsi aggraver les déséquilibres mondiaux. L'inflation hors alimentation et énergie s'est affermie à cause des tensions croissantes du marché du travail.

Quant aux **pays émergents et en développement**, leur croissance devrait s'accélérer, passant de 4,9% en 2018 à 5,1% en 2019 grâce aux résultats économiques solides dans les pays émergents d'Asie. Toutefois, les perspectives varient d'un pays à un autre, en fonction de leur capacité d'adaptation aux phénomènes extérieurs (hausse des prix du pétrole, appréciation du dollar, tensions commerciales, conflits géopolitiques etc.).

Dans ces pays, l'inflation hors alimentation et énergie devrait s'accroitre à cause des effets secondaires de la hausse des prix des carburants dans certains cas et de la dépréciation de la monnaie dans d'autres. Elle passera de 4% en 2017 à 4,4% en 2018 et 2019.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait enregistrer une augmentation, portée par la hausse des prix des produits de base. Elle passera de 3,4% en 2018 à 3,8% en 2019.

Au Nigéria, la croissance devrait passer de 2,1% en 2018 à 2,3% en 2019 grâce à l'amélioration des perspectives des prix du pétrole.

En Afrique du Sud, le PIB devrait augmenter de 0,2 point de pourcentage entre 2018 et 2019, passant de 1,5% à 1,7%. Le regain de confiance des chefs d'entreprise, lié aux changements à la tête du pays, devrait se traduire par une augmentation de l'investissement privé et un redressement de l'économie sur le reste de 2018 et en 2019.

Dans la zone UEMOA, les perspectives macroéconomiques de juin 2018 projettent un taux de croissance de 6,8% en 2018 et 2019, soit une légère hausse rapport à 2017 (6,6%). Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,9% en 2018 et 2019.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution de la croissance et de l'inflation dans les différentes régions.

Tableau 1 : Croissance et inflation par région.

ZONES	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Monde	3,7	3,9	3,9	-	-	-
Pays avancés	2,4	2,4	2,2	1,7	2,2	2,2
Pays émergents et en développement	4,7	4,9	5,1	4,0	4,4	4,4
Afrique subsaharienne	2,8	3,4	3,8	11,0	9,5	8,9
UEMOA	6,6	6,8	6,8	0,9	1,6	1,9

Source : FMI, perspectives économiques de juin et de juillet 2018.

B. Environnement économique national

Les perspectives macroéconomiques s'annoncent favorables en 2019. Le taux de croissance économique reste robuste en 2019, soit 4,8%, nonobstant un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. L'économie malienne fait montre de résilience et le taux de croissance prévisionnel sera soutenu grâce aux investissements publics et aux secteurs agricole et tertiaire. Les prix à la consommation devraient varier de 0,1 point de pourcentage et atteindre 2,1%, ce qui permet de rester dans la norme communautaire de 3% par an, pourvu que la campagne agricole soit favorable.

II. CADRAGE ET ORIENTATIONS DU BUDGET 2019

Les orientations budgétaires en 2019 tiennent compte de ce cadrage macroéconomique et des engagements de l'Etat aux plans interne et externe. Ainsi, les grandes masses du budget sont projetées sur la base des principaux agrégats macroéconomiques.

Par ailleurs, l'année 2019 marque la deuxième année de préparation et d'exécution du budget d'Etat en mode programmes. A l'instar du budget d'Etat de 2018, celui de 2019 met l'accent sur les questions d'efficacité et d'efficience des allocations budgétaires et sur leurs liens avec les objectifs de politiques publiques à l'intérieur des programmes.

A. Hypothèses de prévision du budget 2019

Les prévisions budgétaires de 2019 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 4,8% contre 5,1% en 2018.

L'inflation est projetée à 2,1% en 2019 contre 2,0% en 2018.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2018-2021

Hypothèses	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2019-2021
PIB nominal (En milliards de FCFA)	9 591	10 238	10 950	11 723	**10 970**
Taux de croissance réel du PIB	5,1%	4,8%	4,8%	4,8%	**4,8%**
Déflateur du PIB	2,2%	1,8%	2,0%	2,1%	**2,0%**
Inflation (En fin de période)	2,0%	2,1%	2,1%	2,2%	**2,1%**

Source : MEF, FMI (revue FEC, juin 2018).

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été principalement utilisées pour projeter le niveau des recettes fiscales et non fiscales.

B. Orientations de la politique budgétaire

En 2019, la politique budgétaire sera prudente et s'inscrira dans la trajectoire de l'atteinte de l'objectif d'un déficit budgétaire soutenable de 3%, conformément aux critères de convergence de l'UEMOA.

Au titre des ressources du budget pour l'exercice 2019, la politique fiscale sera fondée sur l'accroissement (i) de la mobilisation des recettes intérieures, à travers, notamment, l'élargissement de l'assiette fiscale, la maîtrise des exonérations et la lutte contre la fraude et (ii) des recettes de porte.

Au titre des dépenses pour l'exercice 2019, la politique budgétaire s'inscrit dans le cadre de la consolidation des acquis du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018 et de la mise en œuvre des grandes lignes de la mission du Chef du Gouvernement, fixée par le Président de la République, se présentant comme suit : (i) la gouvernance et les réformes politiques et institutionnelles, (ii) la promotion d'une croissance inclusive, (iii) le développement du capital humain et de l'inclusion sociale, (iv) l'environnement, le changement climatique et le développement durable, et (v) la diplomatie, la coopération et le partenariat.

Dans ce contexte, le budget 2019 prend en charge :

- l'opérationnalisation des nouvelles régions ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire et celle relative à la Sécurité Intérieure et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- l'incidence financière des avantages accordés aux salariés suite aux négociations avec les partenaires sociaux ;
- le renforcement des crédits alloués au secteur de l'Agriculture, aux secteurs sociaux et aux dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance et la création d'emplois ;
- les transferts budgétaires aux Collectivités Territoriales pour atteindre l'objectif de 30%.

Ces orientations de la politique budgétaire sont conformes avec les engagements pris dans le cadre du programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI) et les organisations régionales d'intégration économique (UEMOA et CEDEAO). En effet, dans le cadre de l'arrangement triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) convenu avec le Fonds Monétaire International, le Gouvernement s'est engagé à :

- mettre en œuvre une politique budgétaire qui vise à maintenir le solde budgétaire de base proche de l'équilibre ;
- maintenir le solde budgétaire global (dons inclus) à un niveau compatible avec la viabilité de la dette publique ;
- maintenir un rythme soutenu de mobilisation des recettes fiscales de 0,5 point du PIB par an.

Aussi, dans le cadre du pacte de convergence et de surveillance multilatérale de l'UEMOA et de la CEDEAO, les objectifs du déficit budgétaire ne doivent pas s'écarter des normes définies par les critères établis à cet effet.

Tableau 3 : Position du Mali face aux critères de convergence de l'UEMOA

Critères de convergence	Norme UEMOA	2017 Réal	2018 Prév. Initiale	2018 Prév. Révisée	2019 Prév
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en %PIB	≥ -3%	-2,9%	-3,3%	-3,3%	-3,0%
Taux d'inflation	≤ 3%	1,1%	1,4%	2,0%	2,1%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	35,4%	32,0%	36,6%	37,0%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	31,95%	34,5%	34,4%	37,3%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	15,2%	15,9%	15,6%	15,6%
Nombre de critères respectés		**3**	**3**	**3**	**3**

La lecture du tableau 3 nous permet d'affirmer que parmi les critères de convergence de l'UEMOA, le Mali respectera trois (03) sur cinq (05) en 2019 à savoir les trois (03) critères de premier rang : (i) le ratio du solde budgétaire global, dons inclus en pourcentage du PIB, (ii) le taux d'inflation et (iii) l'encours de la dette publique rapporté au PIB.

Tableau 4 : Position du Mali face aux critères de convergence de la CEDEAO

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2017 Réal	2018 Prév. Initiale	2018 Prév. Révisée	2019 Prév
Critères de premier rang					
Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	≤ 3%	4,5%	4,5%	4,5%	4,7%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	1,1%	1,4%	2,0%	2,1%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤10%				
Réserves de change en mois d'importations*	≥ 6				
Critères de second rang					
Non accumulation des arriérés intérieurs élimination de tous les anciens arriérés	0%	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio recettes fiscales /PIB	≥20%	15,2%	15,9%	15,6%	15,6%
Masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	≤ 35%	31,9%	34,5%	34,4%	37,3%
Ratio investissements publics financés sur les ressources intérieures/Recettes ≥20% fiscales	≥ 20%	39,2%	42,7%	42,7%	37,5%
Stabilité du taux de change réel *					
Taux d'intérêt réel positif *					
Nombre de critères respectés		**4**	**4**	**4**	**3**

*** Non applicable aux pays de l'UEMOA.**

Du tableau 4, nous retiendrons que, concernant la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2019, trois (03) critères de convergence applicables aux pays de l'UEMOA contre quatre (04) critères en 2018 dont :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en fin de période ;
- deux (02) critères de second rang : (i) la non accumulation des arriérés intérieurs et l'élimination de tous les anciens arriérés, et (ii) les investissements publics financés sur les ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.

Il convient de noter que le non respect du critère relatif à la **masse salariale rapportée aux recettes fiscales** au niveau de l'UEMOA et de la CEDEAO s'explique globalement par l'augmentation du taux des cotisations de 12% à 17% à la Caisse Malienne de Sécurité Sociale, dans le cadre de la Loi n°2018-053 du 11 juillet 2018 portant Code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires.

III. DONNEES CHIFFREES DU BUDGET DE L'ETAT

A. Ressources de l'Etat

Les ressources de l'Etat sont composées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

A.1. Recettes budgétaires

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2019 s'élèveront à 2 023,150 milliards de FCFA contre 1 957,625 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une augmentation de 35,025 milliards de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 3,35%, imputable à l'accroissement des recettes du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor.

Le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2019 est donné dans le tableau 5.

Tableau 5 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2019.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
			Montants	%
Budget général	**1 834,498**	**1 896,563**	**62,065**	**3,38%**
Dons projets et legs	80,972	136,067	55,095	68,04%
Recettes fiscales nettes	1 504,823	1 603,618	98,795	6,57%
Recettes non fiscales	145,231	24,501	-120,730	-83,13%
Dons programmes et legs	33,591	64,782	31,191	92,85%
dont ABS	*7,391*	*8,140*	0,749	10,13%
dont ABG	*26,200*	*56,642*	30,442	116,19%
Recettes exceptionnelles	18,995	17,839	-1,156	-6,09%
Produits financiers	50,886	49,756	-1,130	-2,22%
Budgets annexes	**6,514**	**7,858**	**1,344**	**20,63%**
Recettes non fiscales	6,514	7,858	1,344	20,63%
Comptes spéciaux du Trésor	**116,613**	**118,729**	**2,116**	**1,81%**
Recettes fiscales	85,735	88,639	2,904	3,39%
Recettes non fiscales	3,429	2,940	-0,489	-14,26%
Transferts reçus d'autres budgets	27,449	27,150	-0,299	-1,09%
Total recettes budgétaires	**1 957,625**	**2 023,150**	**65,525**	**3,35%**

***Source** : DGB, 2018.*

1. Présentation des recettes par type de budget

1.1. Budget général

Les recettes du budget général s'élèveront à 1 896,563 milliards de FCFA en 2019 contre 1 834,498 milliards de FCFA en 2018, soit une variation à la hausse de 62,065 milliards de FCFA ou un taux de 3,38%, imputable à l'augmentation des recettes fiscales et des dons projets et programmes.

1.2. Budgets annexes

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin.

Les recettes des budgets annexes sont estimées à 7,858 milliards de FCFA en 2019 contre 6,514 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 1,344 milliard de FCFA ou un taux de progression de 20,63 %. Ce taux de progression s'explique, essentiellement, par la création des Entrepôts Maliens au Bénin.

1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les recettes des Comptes spéciaux du Trésor sont estimées à 118,729 milliards de FCFA en 2019 contre 116,613 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 2,116 milliards de FCFA ou un taux de progression de 1,81%.

Les comptes spéciaux du Trésor sont constitués du :

- Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National de Développement de la Statistique ;
- Fonds pour le Développement Durable ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières.

2. Présentation des recettes budgétaires par nature

2.1. Recettes du budget général :

Ventilées par nature, les recettes du budget général sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des dons programmes/projets et legs, des recettes exceptionnelles et des produits financiers.

2.1.1. Recettes fiscales nettes[2]

Les recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, s'élèveront à 1 603,618 milliards de FCFA en 2019 contre 1 504,823 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit un accroissement de 98,795 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 6,57% imputable, essentiellement, à l'augmentation des impôts sur les revenus, des bénéfices et gains en capital et des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services.

2.1.2. Recettes non fiscales

Elles s'élèveront à 24,501 milliards de FCFA pour 2019 contre 145,231 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 120,730 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 83,13%, imputable au fait que les ressources issues de la vente et du renouvellement des licences téléphoniques en 2018, ne sont pas reconduites en 2019.

[2] Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

2.1.3. Dons programmes / projets et legs

Constitués des dons des institutions internationales et des gouvernements étrangers, ils s'élèveront en 2019 à 200,849 milliards de FCFA contre 114,563 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une augmentation de 86,286 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 75,32 %. Cette augmentation s'explique, essentiellement, par la hausse des appuis projets (BSI financement extérieur) et de l'Appui Budgétaire Général (ABG) en dons.

L'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) passe de 7,391 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2018 à 8,140 milliards de FCFA dans le projet de budget de 2019, soit une augmentation de 749 millions de FCFA ou un taux d'accroissement de 10,13%. Cette augmentation est due, essentiellement, à la conclusion d'une nouvelle entente d'appui budgétaire avec le Canada, en matière de santé sexuelle et de la reproductivité.

Les prévisions d'ABS par Partenaire Technique et Financier pour l'exercice 2019 sont données dans le tableau 6.

Tableau 6 : Evolution des Appuis budgétaires sectoriels.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
			Montants	%
Suisse	4,946	4,707	-0,239	-4,83%
Canada (Santé)	1,576	3,433	1,857	117,83%
Canada (Education)	0,869	0,000	-0,869	-100,00%
Total	**7,391**	**8,140**	**0,749**	**10,13%**

Source : DGB, 2018.

En ce qui concerne l'appui budgétaire général inscrit dans les recettes budgétaires, il est dorénavant constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dons au titre de l'ABG sont estimés à 56,642 milliards de FCFA contre 26,200 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une augmentation de 30,442 milliards de FCFA ou un taux de progression de 116,19%. Cette augmentation s'explique par les annonces faites par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne.

La répartition de l'ABG par Partenaire Technique et financier est donnée dans le tableau 7.

Tableau 7 : Evolution des Appuis budgétaires généraux (Dons).

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
			Montants	en %
Union Européenne	26,200	33,000	6,800	25,95
Banque Africaine de Développement (BAD)	0,000	7,000	7,000	-
Banque Mondiale	0,000	16,642	16,642	-
TOTAL ABG (Dons)	**26,200**	**56,642**	**30,442**	**116,19**

***Source** : DGB, 2018.*

2.1.4. Recettes exceptionnelles

En 2019, elles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 17,839 milliards de FCFA contre 18,995 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une baisse de 1,156 milliard de FCFA ou un taux de régression de 6,09%.

2.1.5. Produits financiers

En 2019, ils s'élèveront à 49,756 milliards de FCFA contre 50,886 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2018, soit une baisse de 1,130 milliard de FCFA. Cette diminution s'explique par la baisse des revenus des titres de placements (dividendes).

2.2. Recettes des budgets annexes

Les prévisions de recettes des budgets annexes ont augmenté de 20,63 % par rapport à 2018, atteignant 7,858 milliards de FCFA en 2019 contre 6,514 milliards de FCFA en 2018. Cette augmentation se justifie par l'opérationnalisation des Entrepôts du Mali au Bénin et l'augmentation des prévisions budgétaires d'autres entrepôts du Mali à l'étranger, notamment, ceux situés au Sénégal.

2.3. Recettes des comptes spéciaux du trésor

Concernant les prévisions de recettes des comptes spéciaux du trésor, elles enregistreront une augmentation de 1,81% en 2019, passant de 116,613 milliards de FCFA en 2018 à 118,729 milliards de FCFA en 2019. Cette augmentation est liée à celle des prévisions de ressources du Fonds de remboursement des crédits de TVA.

A.2. Ressources de Trésorerie

Pour 2019, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 378,305 milliards de FCFA contre 297,437 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une augmentation de 80,868 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 27,19%.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est donnée dans le tableau 8.

Tableau 8 : Evolution des ressources de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
			Montants	%
Produits provenant de la cession des actifs	16,178	64,435	48,257	298,29
Aliénations du Domaine mobilier	*0,353*	*0,385*	*0,032*	*9,07*
Aliénations d'immeubles	*9,825*	*14,050*	*4,225*	*43,00*
Recettes de Privatisation	*6,000*	*50,000*	*44,000*	*733,33*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	256,728	209,909	-46,819	-18,24
Produits des emprunts projets	*169,028*	*183,267*	*14,239*	*8,42*
Produits des emprunts programmes	*87,700*	*26,642*	*-61,058*	*-69,62*
Dépôts sur les comptes des correspondants	14,160	94,369	80,209	566,45
Remboursement des prêts et avances	10,371	9,592	-0,779	-7,51
Total ressources de trésorerie	**297,437**	**378,305**	**80,868**	**27,19**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2018.*

1. Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 64,435 milliards de FCFA en 2019 contre 16,178 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une augmentation de 48,257 milliards de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 298,29%. Ces ressources additionnelles proviendront essentiellement des recettes de privatisation, notamment la vente d'une partie des actions de l'Etat dans la SOTELMA pour environ 47,000 milliards de FCFA.

2. Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Prévus pour 209,909 milliards de FCFA en 2019 contre 256,728 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, les produits des emprunts à court, moyen et long termes connaîtront une baisse de 46,819 milliards de FCFA en 2019, correspondant à un taux de régression de 18,24%.

Cette baisse s'explique par l'arrivée à terme en décembre 2018 de l'accord de Facilité Elargie de Crédit (FEC) qui lie le Gouvernement du Mali au Fonds Monétaire International (FMI) ainsi que la réduction de l'Appui budgétaire général de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale.

Lesdits produits sont constitués des tirages sur les prêts accordés au Gouvernement dans le cadre (i) du financement de projets inscrits au budget spécial d'investissement, financement extérieur et (ii) de l'appui budgétaire général.

Le détail des prêts ABG par Partenaire Technique et Financier est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Appuis budgétaires généraux (Prêts).

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
			Montants	en %
Banque Africaine de Développement (BAD)	17,000	10,000	-7,000	-41,18
Banque Mondiale	20,000	16,642	-3,358	-16,79
Fonds Monétaire International (FMI)	50,700	0,000	-50,700	-100,00
TOTAL ABG (Prêts)	**87,700**	**26,642**	**-61,058**	**-69,62**

***Source** : DGB, 2018.*

3. Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2019, leurs dépôts sont prévus pour 94,369 milliards de FCFA contre 14,160 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 80,209 milliards de FCFA. Cette augmentation importante de 566,45% s'explique par le projet de dépôt au Trésor des ressources des Etablissements Publics dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative de Compte Unique du Trésor.

4 .Remboursement des prêts et avances

En 2019, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 9,592 milliards de FCFA contre 10,371 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une diminution de 779 millions de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

A.3. Présentation des ressources de l'Etat par service d'assiette et de recouvrement

En 2019, les prévisions de ressources par les services d'assiette et de recouvrement s'élèveront à 1 910,961 milliards de FCFA dont 1 742,565 milliards de FCFA de recettes budgétaires (sur un total de 2 023,150 milliards de FCFA) et 168,396 milliards de FCFA de ressources de trésorerie (sur un total de 378,305 milliards de FCFA).

Les prévisions de ressources par service d'assiette et de recouvrement, au titre de l'exercice budgétaire 2019, et leur évolution entre 2018 et 2019 sont données dans le tableau 10.

Tableau 10 : Répartition des ressources par structure.

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des recouvrements	
	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	LF2018 (4)	PLF 2019 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	LF 2018 (1) + (4)	PLF 2019 (2) + (5)
Direction Générale de la Douane	641,100	689,100	48,000	0,000	0,000	0,000	641,100	**689,100**
Direction Générale des Impôts	845,602	908,700	63,098	0,000	0,000	0,000	845,602	**908,700**
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	32,863	35,900	3,037	14,160	94,369	80,209	47,023	**130,269**
Direction Nationale des Domaines	243,161	108,865	-134,296	10,178	14,435	4,257	253,339	**123,300**
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	6,000	50,000	44,000	6,000	**50,000**
Direction Générale de la Dette Publique	0,000	0,000	0,000	10,371	9,592	-0,779	10,371	**9,592**
TOTAL	**1 762,726**	**1 742,565**	**-20,161**	**40,709**	**168,396**	**127,687**	**1 803,435**	**1 910,961**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2018.*

L'évolution des prévisions de recouvrement des ressources, avec et sans TVA, entre 2018 et 2019, est projetée dans le tableau 11.

Tableau 11 : Evolution des ressources par service avec et sans crédits de TVA.

(Montants en milliards de FCFA)

SERVICES	Ressources 2018		Ressources 2019		Evolution entre 2018 et 2019	
	Avec TVA	Sans TVA (1)	Avec TVA	Sans TVA (2)	Ecart = (2-1)	Taux
Direction Générale des Douanes	641,100	616,387	689,100	663,224	46,837	7,60%
Direction Générale des Impôts	845,602	808,529	908,700	869,886	61,357	7,59%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	47,023	47,023	130,269	130,269	83,246	177,03%
Direction Nationale des Domaines	253,339	253,339	123,300	123,300	-130,039	-51,33%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	6,000	6,000	50,000	50,000	44,000	733,33%
Direction Générale de la Dette Publique	10,371	10,371	9,592	9,592	-0,779	-7,51%
TOTAL	**1 803,435**	**1 741,649**	**1 910,961**	**1 846,270**	**104,621**	**6,01%**
Montant TVA	**61,786**		**64,691**		**2,905**	**4,70%**

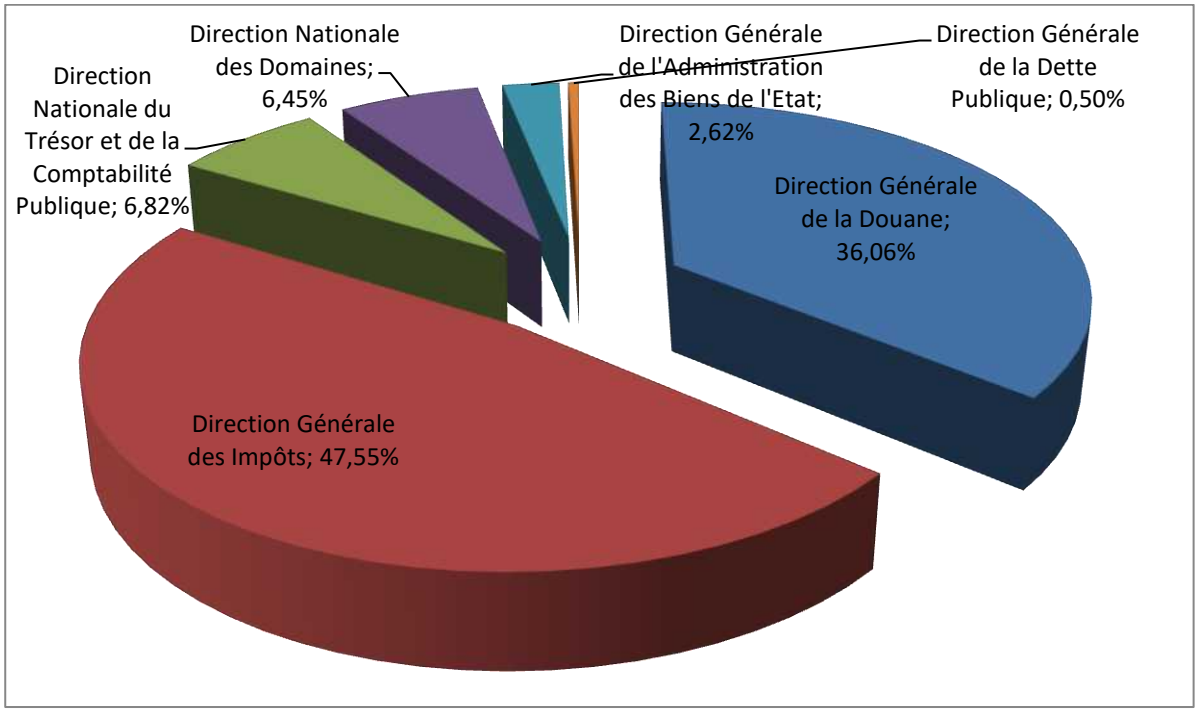
***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2018.*

La comparaison des prévisions de ressources pour l'exercice 2019 par service d'assiette et de recouvrement à celles du budget d'Etat de 2018, sans TVA, fait ressortir une augmentation de 104,621 milliards de FCFA ou un taux de progression de 6,01%.

Quant aux crédits de TVA, ils passeront de 61,786 milliards de FCFA dans le budget de 2018 à 64,691 milliards de FCFA dans celui de 2019, soit une hausse de 4,70%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est donnée pour 2019 dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions de recouvrement des ressources pour 2019.



***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2018.*

L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2019 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts

Pour l'atteinte des objectifs de recettes 2019, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés ;
- un meilleur suivi des contribuables qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;
- une revue des dossiers en contrôle fiscal et/ou à programmer, susceptibles d'être achevés au plus tard le 30 octobre 2019 ;

- une revue de la structure des arriérés d'impôts au titre des exercices 2016, 2017 et 2018, y compris les droits issus du contrôle fiscal ;
- une recherche accrue des renseignements sur les contribuables ;
- la mise en place progressive d'un système informatique plus performant ;
- l'intensification des contrôles des dossiers importants en termes d'attentes des résultats de la vérification ;
- le suivi plus rapproché des opérations de contrôle pour accroître leur efficacité se poursuivra et une attention particulière sera portée au suivi des contrôles de crédits de TVA ;
- l'intensification des opérations de recensement, particulièrement celles des immeubles passibles de l'impôt sur les revenus fonciers ;
- la mise en œuvre des mesures de communication interne et externe ;
- le suivi de l'exécution du programme de la brigade mixte Impôts-Douanes ;
- la poursuite de la mise en place des mesures de simplification et de clarification de la législation fiscale (relecture du Code Général des Impôts et du Livre des Procédures Fiscales) ;
- l'exécution du programme de formation initiale et continue ;

La mise en œuvre des réformes ainsi que des activités de communication issues du plan stratégique de la DGI et le renforcement des contrôles internes seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes. La présente mesure est liée :

- à la réalisation des objectifs de croissance projetée ;
- à une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- à la résolution des contentieux fiscaux avec certaines sociétés minières ;
- à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions issu du rapport de l'audit sur les exonérations fiscales ;
- au maintien d'un climat social apaisé au sein de la Direction Générale des Impôts.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- poursuivre la reforme et l'extension du système informatique ;
- accompagner la Direction Générale des Impôts pour l'aboutissement et la réussite de la mise en œuvre de ses réformes tant sur le plan organisationnel que fiscal ;
- accompagner constamment les structures de recouvrement ;
- mettre en œuvre une synergie d'actions entre la DGI, la DGD, la DNTCP et la DGCC ;
- poursuivre l'interconnexion du système d'information de la DGI avec les systèmes d'information de la DGMP, de la DNGM et de l'INPS.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le renforcement du contrôle interne ;
- le renforcement de l'exploitation des résultats du scanning ;
- le contrôle rigoureux des certificats d'origine ;
- la dynamisation de l'opération « base vie » ;
- la maitrise des exonérations à travers la mise en œuvre intégrale de la loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- l'intensification des efforts de lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière ;
- la poursuite de l'informatisation des structures ;
- la mise en œuvre du nouveau mécanisme de taxation des produits pétroliers ;

Au titre de la Direction Nationale des Domaines

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la maitrise de l'orpaillage traditionnel ;
- la cessation de l'octroi d'exonérations aux promoteurs immobiliers sur le prix de cession des terrains urbains et ruraux du domaine de l'Etat ;
- le règlement du conflit de compétence entre les services intervenant dans les domaines foncier et minier, notamment en ce qui concerne les recouvrements de la taxe d'extraction et du ramassage des matériaux, des redevances superficiaires, ainsi que des droits d'enregistrement sur les locations verbales et la taxe sur la plus-value de cession réalisée sur les titres miniers ;
- l'accroissement de l'information relative aux titres miniers ;
- la cession de terrains relevant du domaine privé immobilier de l'Etat ;
- l'aliénation de biens meubles et immeubles de l'Etat.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le renforcement du dispositif de taxation des jeux de hasard, notamment les « tombolas, grattage, loto sportif » ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

Au titre de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur la réussite des opérations de cession (i) d'une partie des actifs de l'Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques (UMPP) et de la SOTELMA ainsi que (ii) de l'Hôtel Club de Selingué.

B. Charges de l'Etat

Les charges de l'Etat sont composées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

B.1. Dépenses budgétaires

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2019 s'élèveront à 2 410,400 milliards de FCFA contre 2 330,778 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2018, soit une augmentation de 79,622 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 3,42%.

B.1.1. Répartition par budget et par nature économique

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budget et par nature économique est présentée dans le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des dépenses par budget et par nature économique.

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF 2018		PLF 2019		Ecart		Variation	
	AE (1)	CP (2)	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)	AE	CP
Budget Général (1)	**796,119**	**2 207,651**	**798,620**	**2 283,813**	**2,501**	**76,162**	**0,31%**	**3,45%**
Dépenses ordinaires		**1 295,173**		**1 357,362**		**62,189**	-	**4,80%**
Personnel		516,409		595,600		79,191	-	**15,33%**
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales		*150,506*		*158,570*		*8,064*	-	5,36%
Acquisitions de biens et services, dont		358,137		358,347		0,210	-	**0,06%**
Matériel		*123,397*		*121,762*		*-1,635*	-	-1,32%
Communication		*45,838*		*47,319*		*1,481*	-	3,23%
Autres Dépenses		*107,627*		*96,137*		*-11,490*	-	**-10,68%**
élections		*45,000*		*20,750*		*-24,250*	-	**-53,89%**
Charges financières		78,337		101,056		22,719	-	**29,00%**
Transferts et subventions, dont		336,290		294,651		-41,639	-	**-12,38%**
Bourses		*17,796*		*17,796*		*0,000*	-	0,00%
subvention CMSS		*40,000*		*0,000*		*-40,000*	-	-100,%
Subvention Intrants		*43,000*		*43,000*		*0,000*	-	0,00%
Subvention EDM-SA		*27,000*		*30,000*		*3,000*	-	11,11%
filet social		*4,000*		*4,000*		*0,000*	-	0,00%
Dépenses en atténuation des recettes		6,000		7,709		1,709	-	**28,48%**
Dépenses en capital	**796,119**	**912,478**	**798,620**	**926,451**	**2,501**	**13,973**	**0,31%**	**1,53%**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	796,119	912,478	798,620	926,451	2,501	13,973	0,31%	**1,53%**
dont filet social	*10,000*	*10,000*	*10,000*	*10,000*	*0,000*	*0,000*	0,00%	0,00%
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0	0	0,000	-	**-**
Budgets annexes (2)	**1,840**	**6,514**	**2,560**	**7,858**	**0,720**	**1,344**	**39,13%**	**20,63%**
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**51,995**	**116,613**	**51,593**	**118,729**	**-0,402**	**2,116**	**-0,77%**	**1,81%**
TOTAL GENERAL (1+2+3)	**849,954**	**2 330,778**	**852,773**	**2 410,400**	**2,819**	**79,622**	**0,33%**	**3,42%**

***Source** : DGB, 2018.*

1. Présentation des dépenses par type de budget et par nature

1.1 Budget général

Les dépenses du budget général pour 2019 sont évaluées à 2 283,813 milliards de FCFA dont 1 357,362 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 926,451 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 3,45% par rapport à celles de 2018.

Dans le budget 2019, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que, les dépenses en capital le sont en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de Finances. Les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

1.1.1. Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2019 sont évalués à 1 357,362 milliards de FCFA contre 1 295,173 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018, soit une augmentation de 62,189 milliards de FCFA ou un taux de progression de 4,80%. Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2019 à 595,600 milliards de FCFA contre 516,409 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2018, soit une augmentation de 15,33%. Cette augmentation s'explique globalement par l'augmentation de la part patronale dans le cadre de la Loi n°2018-053 du 11 juillet 2018 portant Code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires[3], les recrutements, et les avancements statutaires du personnel civil et militaire.

- **Acquisitions de biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 358,137 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018 à 358,347 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2019, soit une augmentation de 0,06%. Cet accroissement léger est imputable essentiellement à l'opérationnalisation des nouvelles régions administratives et d'autres services publics.

[3] Le rehaussement du taux des cotisations de 12% à 17% enregistré au niveau de la rubrique « Personnel » concerne le personnel des administrations centrales et déconcentrés et du personnel des collectivités territoriales émargeant sur le budget d'Etat. Quant au personnel des organismes personnalisés émargeant sur le budget d'Etat, l'incidence financière liée à l'augmentation de leur taux de cotisation est prise en compte dans la rubrique « Transferts et Subventions ».

- **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2019 s'élèveront à 101,056 milliards de FCFA contre 78,337 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018, soit une augmentation de 29,00%. Ils servent au paiement des intérêts sur la dette intérieure (65,709 milliards de FCFA) et extérieure (35,347 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 294,651 milliards de FCFA en 2019 contre 336,290 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018, soit une diminution de 12,38%. Cette diminution découle de la suppression de la subvention d'équilibre en faveur de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale, suite à l'augmentation du taux des cotisations de 12% à 17% dans le cadre de la Loi n°2018-053 du 11 juillet 2018 portant Code des pensions des fonctionnaires, des militaires et des parlementaires.

Malgré cette diminution, la rubrique « Transferts et Subventions » prend en compte la création des sections budgétaires pour des nouveaux organismes personnalisés et les activités préalables à l'opérationnalisation du Régime d'Assistance de Maladie Universelle (RAMU).

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes passent de 6,000 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018 à 7,709 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2019, soit une augmentation de 28,48% imputable au niveau de paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement.

1.1.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

En 2019, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 798,620 milliards de FCFA contre 796,119 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 0,31%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 926,451 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 912,478 milliards de FCFA dans celui de 2018, soit une hausse de 1,53%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit.

- **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffreront à 305,782 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 345,020 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 39,238 milliards de FCFA. En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'élèveront à 321,381 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 345,020 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2018, soit une diminution de 23,639 milliards de FCFA. La diminution est liée, essentiellement, au changement de la codification de certaines lignes de dépenses d'investissement en fonctionnement, en vue de se conformer aux exigences du Plan comptable de l'Etat.

Malgré cette diminution, la rubrique « Equipement-investissement » enregistre des augmentations, entre autres, au titre :

- de l'équipement des nouvelles régions et des nouveaux services publics ;
- de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- du programme de vaccination du cheptel.

- **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffreront à 403,672 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 280,408 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une augmentation de 123,264 milliards de FCFA. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils passent de 316,067 milliards de FCFA dans le budget 2018 à 285,304 milliards de FCFA dans le budget 2019, soit une diminution de 30,763 milliard de FCFA.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des projets routiers, à l'amélioration du plateau technique des formations sanitaires et aux investissements agricoles.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources intérieures en 2019 :

Projets saillants dans le BSI intérieur :

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Construction et Equipement hôpitaux	11,400
Aménagement en 2x2 voies du 3ème pont à la route nationale n°6, construction d'échangeur et réhabilitation de la Section Tour d'Afrique	11,400
Construction de la route Kayes-Kenieba	9,500
Réhabilitation de la route Bamako-Kayes-Kidira	9,500
Construction du 2ème pont Kayes	9,443
Construction de la section Yanfolila-Kalana-frontière Guinée	7,600
Construction de la grande prison de Bamako	6,650
Construction et bitumage de la bretelle Katelé-Kadiolo-Zegoua et Aménagement de 10 Km de voiries	6,313
Construction de la voie ceinture ouest à Koulikoro	5,700
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	4,750
Entretien et Aménagement des Infrastructures et vulgarisation Office du Niger	4,750
Contrat Plan Etat Régions	4,180
Construction de l'Hôtel des Finances	3,325
Fonds d'étude et de préparation des projets	3,325

- **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

En 2019, pour les dépenses du BSI financement extérieur, les Autorisations d'Engagement seront fixées à 81,026 milliards de FCFA contre 163,300 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 82,274 milliards de FCFA.

Quant aux crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils se chiffreront à 319,334 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 250,000 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une augmentation de 69,334 milliards de FCFA. Cette augmentation est due, essentiellement, à celle du volume des projets d'investissement, notamment au titre des infrastructures routières.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources extérieures en 2019 :

Projets saillants dans le BSI extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	36,918
Etude et Aménagement du Barrage de Taoussa	25,600
Construction et Bitumage de la route de Kolondieba-Zantiebougou -frontière RCI	25,000
Bitumage tronçon Gouma-Coura-Tombouctou	23,247
Projet de Renforcement de la Résilience au sahel	12,000
Aménagement de la traversée de la ville de Sikasso	9,892
Projet de reconstruction et de relance Economique /IDA	9,000
Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel	8,737
Programme de Développement de l'Irrigation	7,800
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/IDA	7,200
Programme Mali Nord	6,428

- **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 8,140 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 7,391 milliards de FCFA dans le budget 2018, soit une augmentation de 0,749 milliard de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont égaux aux AE pour les exercices 2018 et 2019. Leur augmentation est imputable à la conclusion d'une nouvelle entente d'appui budgétaire avec le Canada dans le domaine de la santé sexuelle et de la reproductivité.

Ci-dessous est présentée dans le tableau 13, la répartition de l'ABS des trois (03) dernières années et les prévisions pour 2019 par programme d'intervention du partenaire :

Tableau 13 : Répartition des Appuis Budgétaires Sectoriels.

(Montants en FCFA)

PROGRAMMES	BAILLEURS	2017 Initiale	2017 rectifiée	2018	2019
PISE	Canada	2 500 000 000	3 630 000 000	868 940 000	0
	S/Total	**2 500 000 000**	**3 630 000 000**	**868 940 000**	**0**
ADER, PAFA, PACUM, PDSU, PPG, PENF, PSEL-Delta et PASEM	Suisse	6 027 185 000	7011276000	4 946 025 000	4 707 200 000
	S/Total	**6 027 185 000**	**7 011 276 000**	**4 946 025 000**	**4 707 200 000**
PRODESS	Canada	6 412 500 000	6 525 000 000	1 576 400 000	
	S/Total	**6 412 500 000**	**6 525 000 000**	**1 576 400 000**	**0**
SSR	Canada	**0**	**0**	**0**	**3 432 720 000**
	S/Total	**0**	**0**	**0**	**3 432 720 000**
Report dotation N-1		3 028 084 000	4 241 391 000	0	
	S/Total	**3 028 084 000**	**4 241 391 000**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL		**17 967 769 000**	**21 407 667 000**	**7 391 365 000**	**8 139 920 000**

***Source** : DGB, 2018.*

- **Dépenses de transferts en capital :**

Aucun montant n'est prévu au titre des dépenses de transferts en capital.

1.2 Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,560 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 1,840 milliard de FCFA dans celui de 2018, soit une augmentation de 0,720 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 7,858 milliards de FCFA en 2019 contre 6,514 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 1,344 milliard de FCFA.

1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes spéciaux du Trésor se chiffrent à 51,593 milliards de FCFA dans le budget 2019 contre 51,995 milliards de FCFA dans celui de 2018, soit une diminution de 0,402 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 118,729 milliards de FCFA contre 116,613 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 2,116 milliards de FCFA.

2. Analyse des points saillants du budget

2.1 Amélioration des conditions de vie des travailleurs

Le budget d'Etat 2019 permettra de consolider et poursuivre l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, entamée notamment dans le budget d'Etat 2018, à travers l'octroi de nouveaux avantages de 10,109 milliards de FCFA dont :

- 3,687 milliards de FCFA pour le corps préfectoral ;
- 0,523 milliard de FCFA pour la police ;
- 5,899 milliards de FCFA au titre de l'amélioration de la grille du statut général de la fonction publique.

2.2 Opérationnalisation des nouveaux services publics

La Loi de Finances 2019 prend en compte l'opérationnalisation des nouveaux services publics pour une incidence globale de 13,823 milliards de FCFA, à savoir :

- sept (07) nouvelles Régions administratives (Nioro, Bougouni, Koutiala, Dioïla, Kita, Nara et San) pour 8,849 milliards de FCFA ;
- de nouvelles cantines scolaires pour 2,000 milliards de FCFA ;
- dix (10) nouveaux Centres de formation professionnelle pour 332,500 millions de FCFA ;
- le Cabinet et la Direction des finances et du matériel du Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique 457,450 millions de FCFA ;
- l'Institut Zayed des sciences économiques et juridiques de Bamako pour 202 millions de FCFA ;
- l'Agence d'assurance qualité de l'Enseignement supérieur pour 139,400 millions de FCFA ;
- l'Office national des pupilles du Mali pour 472,000 millions de FCFA ;
- le Centre national d'Appui pour la promotion de l'économie solidaire et sociale pour 121,840 millions de FCFA ;
- la Fondation pour la solidarité pour 323,500 millions de FCFA ;
- la Direction générale de la Police scientifique et technique pour 100 millions de FCFA ;
- la Direction nationale de l'économie numérique pour 100 millions de FCFA ;
- le Fonds d'appui à l'industrie cinématographique pour 147,500 millions de FCFA ;
- la Direction générale de la recherche scientifique et de l'innovation technologique pour 95,000 millions de FCFA ;
- l'Observatoire national de l'industrie pour 99,250 millions de FCFA ;
- l'Université de Sikasso pour 247,898 millions de FCFA ;
- la Mission Universitaire de Bandiagara pour 34,848 millions de FCFA ;
- les Agences de Développement Régional de Taoudénit et de Ménaka pour 100 millions de FCFA.

2.3 Renforcement de la défense et de la sécurité

En ce qui concerne la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), le cumul des inscriptions budgétaires en faveur du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants de 2015 à 2019 (durée de mise en œuvre de la LOPM) s'élève à 1 332,549 milliards de FCFA tandis que la Loi n°2015-008 du 06 mars 2015 portant Loi d'Orientation et Programmation Militaire projette sur la même période, un montant de 1 230,564 milliards de FCFA.

Il en ressort l'inscription d'un montant supplémentaire de 101,985 milliards de FCFA sur la période par rapport aux prévisions de la LOPM.

Les crédits budgétaires alloués au Département au titre de l'exercice 2019, s'élèvent à 278,704 milliards de FCFA contre 275,200 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 3,504 milliards de FCFA (1,27%) liée au recrutement de trois milles (3 000) militaires dont mille (1 000) dans le cadre du programme de réintégration des ex-combattants.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), les crédits budgétaires alloués au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile passeront de 80,337 milliards de FCFA en 2018 à 90,276 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de l'ordre 9,939 milliards de FCFA et un taux d'accroissement de 12,37%. Cette augmentation permettra de renforcer davantage la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national. Il s'agit notamment : (i) du recrutement de deux mille deux cents (2200) éléments au niveau de la police nationale et de cinq cents (500) au niveau de la protection civile ; (ii) de l'acquisition de matériels de maintien d'ordre ; (iii) de l'opérationnalisation de la Direction Générale de la Police Scientifique.

2.4 Contribution budgétaire à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

Les inscriptions budgétaires au titre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger s'élèveront en 2019 à 109,841 milliards de FCFA contre 128,402 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 14,46% due, essentiellement, à la baisse de la provision budgétaire pour les élections.

Ces inscriptions sont destinées à la prise en charge des dépenses :

- du Fonds de Développement Durable pour 40,000 milliards de FCFA ;
- relatives aux élections pour 20,750 milliards de FCFA ;
- du Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord pour 3,990 milliards de FCFA ;
- des Agences de Développement Régional pour 1,801 milliard de FCFA ;
- liées à la poursuite de l'opérationnalisation des régions de Taoudénit et de Ménaka pour 5,836 milliards de FCFA ;
- relatives à la mise en œuvre des contrat-plans Etat/Région pour 4,180 milliards de FCFA.

A ces montants s'ajoutent l'opérationnalisation des sept (07) nouvelles régions (Nioro, Bougouni, Koutiala, Dioïla, Kita, Nara et San) pour 8,849 milliards de FCFA et une provision de 21,320 milliards de FCFA constituée pour faire face à diverses dépenses, dont la réalisation du projet TAOUSSA pour 1,900 milliard de FCFA.

Les inscriptions cumulées, de 2015 à 2019, au titre de la mise en œuvre de l'Accord s'élèvent globalement à 403,268 milliards de FCFA.

2.5 Amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 343,270 milliards de FCFA en 2019 contre 338,033 milliards de FCFA dans celui de 2018, soit une augmentation de 5,237 milliards de FCFA ou un taux d'accroissement de 1,55%. Cette augmentation découle, essentiellement, de l'opérationnalisation de sept (07) nouvelles Régions administratives. Toutefois, en incluant les allocations budgétaires des organismes personnalisés intervenant dans les Régions et les provisions budgétaires destinées à la prise en charge des gaps sur les crédits de personnel dans les régions, les crédits déconcentrés s'élèveront à 395,288 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités territoriales s'élèveront à 347,539 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2019 contre 326,238 milliards de FCFA dans celui de 2018, soit une augmentation de 21,301 milliards de FCFA ou une progression de 6,53%. Cette progression ramène les crédits transférés aux Collectivités Territoriales à 21,35% des recettes budgétaires en 2019 contre 19,77% en 2018.

Dans le cadre de la stratégie de régionalisation, les crédits déconcentrés et décentralisés y compris les crédits globaux[4] s'élèveront à 497,717 milliards de FCFA, soit 30,57% des recettes budgétaires correspondant ainsi à la cible de 30% prévue dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

2.6 Maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement

La réalisation d'investissements dans les secteurs sociaux, de l'Agriculture et des infrastructures demeure une priorité pour le Gouvernement dans le cadre de la consolidation des acquis du CREDD, afin de stimuler la croissance. Le ratio de 15% des dépenses budgétaires allouées au secteur de l'Agriculture a été maintenu.

Le niveau des investissements augmente globalement, passant de 972,313 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018 à 988,312 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2019, soit une augmentation de 15,999 milliards de FCFA. Cependant, le ratio « Dépenses d'investissement/ dépenses récurrentes » enregistre une baisse dans le budget d'Etat 2019, passant de 41,72% des dépenses totales en 2018 à 41,00%. Cette diminution est due, essentiellement, à l'accroissement des charges récurrentes en faveur des nouveaux services publics à opérationnaliser et la fin de certains projets routiers.

[4] Les crédits globaux regroupent les crédits inscrits au niveau central qui sont ensuite transférés ou délégués dans les budgets régionaux, sur la base des demandes de notification de crédits.

2.7 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2017 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2019. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires, en vue de pallier les effets d'éventuelles dégradations des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes.

Sur la base d'une simulation de rétention de 5% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2019 à 10,070 milliards de FCFA contre un montant révisé de 30,683 milliards FCFA en 2018.

B.1.2. Répartition par type de programmes

La cartographie des programmes entre 2018 et 2019 a été modifiée. Dans le budget d'Etat 2019, cette modification comprend la création de deux (02) nouveaux programmes, la suppression de quatre (04) autres, ainsi que la migration de quatre (04) programmes vers d'autres sections budgétaires, conformément à la configuration du nouveau gouvernement suivant le Décret n° 2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 ; il s'agit :

Au titre de la création

- d'un (01) programme d'administration générale pour le Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique ;
- d'un (01) programme opérationnel dans le budget du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, regroupant les Agences de Développement Régional et l'Agence pour le Développement du Nord du Mali ;

Au titre de la suppression

- des programmes d'administration générale (i) de l'ex-Ministère des Droit de l'Homme, (ii) de l'ex-Ministère des Collectivités Territoriales, (iii) de l'ex-Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne et (iv) de l'ex-Ministère du Développement Industriel.

Au titre de la migration

- du programme opérationnel de l'ex-Ministère des Collectivités Territoriales vers le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
- des deux (02) programmes opérationnels de l'ex-Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne vers le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne ;
- du programme opérationnel de l'ex-Ministère du Développement Industriel vers le Ministère du Développement Industriel et de la Promotion des Investissements.

A l'issue de cette modification, le budget d'Etat de 2019 s'articulera autour de :

- 145 programmes dont 36 programmes de pilotage, 97 programmes opérationnels, 1 programme des budgets annexes et 11 programmes de comptes spéciaux du trésor (CST);
- 328 actions dont 128 dans les programmes de pilotage, 182 dans les programmes opérationnels, 7 dans le programme des budgets annexes et 11 dans les programmes des comptes spéciaux du trésor ;
- 457 objectifs dont 127 dans les programmes de pilotage, 308 dans les programmes opérationnels, 2 dans le programme des budgets annexes et 20 dans les programmes des comptes spéciaux du trésor ;
- 1 097 indicateurs dont 270 dans les programmes de pilotage, 765 dans les programmes opérationnels, 14 dans le programme des budgets annexes et 48 dans les programmes des comptes spéciaux du trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 14.

Tableau 14 : Répartition des dépenses par type de programme.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2018		PLF 2019						Ecart	
	AE (1)	CP (2)	Nombre				AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de Pilotage (1)	**210,291**	**602,724**	**36**	**128**	**127**	**270**	**154,120**	**590,288**	**-56,171**	**-12,436**
Personnel		170,767						174,985		4,218
Biens et services		129,473						142,296		12,823
Transferts et subventions		74,793						77,443		2,650
Investissement	210,291	227,691					154,120	195,564	-56,171	-32,127
Programmes opérationnels (2)	**438,084**	**1 185,656**	**97**	**182**	**308**	**765**	**416,607**	**1 171,459**	**-21,477**	**-14,197**
Personnel		293,539						299,589		6,050
Biens et services		102,748						107,661		4,913
Transferts et subventions		206,826						161,698		-45,128
Investissement	438,084	582,543					416,607	602,511	-21,477	19,968
Programmes des Budgets annexes (3)	**1,840**	**6,514**	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,560**	**7,858**	**0,720**	**1,344**
Personnel		1,959						2,004		0,045
Biens et services		2,127						2,471		0,344
Transferts et subventions		0,588						0,823		0,235
Investissement	1,840	1,840					2,560	2,560	0,720	0,720
Programmes des CST (4)	**51,995**	**116,613**	**11**	**11**	**20**	**48**	**51,593**	**118,729**	**-0,402**	**2,116**
Personnel		0,470						0,430		-0,040
Biens et services		63,240						66,098		2,858
Transferts et subventions		0,908						0,608		-0,300
Investissement	51,995	51,995					51,593	51,593	-0,402	-0,402
Dotations (5)	**147,744**	**419,271**	**0**	**0**	**0**	**0**	**227,893**	**522,066**	**80,149**	**102,795**
Personnel		52,103						121,027		68,924
Biens et services		204,253						209,445		5,192
Transferts et subventions		54,671						55,510		0,839
Investissement	147,744	108,244					227,893	136,084	80,149	27,840
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**849,954**	**2 330,778**	**145**	**328**	**457**	**1 097**	**852,773**	**2 410,400**	**2,819**	**79,622**

***Source** : DGB, 2018.*

3.1 Programmes de pilotage

En 2019, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèveront à 154,120 milliards de FCFA contre 210,291 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 56,171 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 590,288 milliards de FCFA en 2019 contre 602,724 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 12,436 milliards de FCFA.

Les programmes d'administration générale sont des programmes qui permettent d'assurer la coordination des actions menées par les programmes opérationnels et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

3.2 Programmes opérationnels

En 2019, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèveront à 416,607 milliards de FCFA contre 438,084 milliards de FCFA en 2018, correspondant à une diminution de 21,477 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 171,459 milliards de FCFA contre 1 185,656 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 14,197 milliards de FCFA. Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels, Institutions et assimilées.

3.3 Programme des budgets annexes

En 2019, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,560 milliards de FCFA contre 1,840 milliard de FCFA en 2018, soit une augmentation de 0,720 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 7,858 milliards de FCFA en 2019 contre 6,514 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 1,344 milliard de FCFA.

3.4 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2019, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'élèveront à 51,593 milliards de FCFA contre 51,995 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 0,402 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 118,729 milliards de FCFA en 2019 contre 116,613 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 2,116 milliards de FCFA.

3.5 Dotations

En 2019, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèveront à 227,893 milliards de FCFA contre 147,744 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 80,149 milliards de FCFA.

Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 522,066 milliards de FCFA en 2019 contre 419,271 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2018, soit une hausse de 102,795 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : l'Assemblée Nationale, les Charges communes et la Direction Générale de la Sécurité d'Etat.

3. Présentation des dépenses par fonction

Tableau 15 : Classification fonctionnelle des dépenses.

(Montant en milliers de FCFA)

FONCTION	LF 2018		PLF 2019	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	551 876 052	23,68	584 905 703	24,27
Défense	272 337 615	11,68	277 896 817	11,53
Ordre et sécurité publics	130 514 982	5,60	145 037 170	6,02
Affaires économiques	668 746 629	28,69	633 293 326	26,27
dont Agriculture	*349 849 918*	*15,01*	*361 801 004*	*15,01*
Protection de l'environnement	8 968 795	0,38	53 387 163	2,21
Logement et équipements collectifs	55 362 695	2,38	83 816 500	3,48
Santé	124 489 595	5,34	122 843 149	5,10
Loisirs, culture et culte	22 159 547	0,95	20 760 094	0,86
Enseignement	396 423 978	17,01	375 072 034	15,56
Protection sociale	99 899 050	4,29	113 387 799	4,70
TOTAL	**2 330 778 938**	**100,00**	**2 410 399 755**	**100,00**

***Source* : DGB, 2018.**

B.2. Charges de trésorerie

Pour l'exercice 2019, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 348,798 milliards de FCFA contre 345,161 milliards de FCFA dans la loi de Finances de 2018, soit une augmentation de 3,637 milliards de FCFA, liée à la hausse prévisionnelle des retraits sur les comptes des correspondants.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est donnée dans le tableau 16.

Tableau 16 : Evolution des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF 2018 (1)	PLF 2019 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
			Montants	Variation
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	331,001	254,429	-76,572	-23,13%
Principal dette intérieure	*224,169*	*142,372*	*-81,797*	*-36,49%*
Principal dette extérieure	*106,832*	*112,057*	*5,225*	*4,89%*
Retraits sur les comptes des correspondants	14,160	94,369	80,209	566,45%
prêts et avances	0,000	0,000	0,000	-
TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	**345,161**	**348,798**	**3,637**	**1,05%**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DNTCP, 2018.*

B.2.1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2019, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 254,429 milliards de FCFA contre 331,001 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2018, soit une baisse de 76,572 milliards de FCFA ou un taux de régression de 23,13%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 142,372 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 112,057 milliards de FCFA.

B.2.2. Retraits sur les comptes des correspondants

En 2019, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 94,369 milliards de FCFA contre 14,160 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 80,209 milliards de FCFA. Cette augmentation importante de 566,45% s'explique par la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor à travers le dépôt au Trésor des ressources des Etablissements Publics.

B.2.3. Prêts et avances

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2019.

C. Déficit budgétaire et moyen de son financement

Arrêté en recettes à la somme de 2 023,150 milliards de FCFA et en dépenses à celle de 2 410,400 milliards de FCFA, le projet de budget 2019 présente un déficit budgétaire global de 387,250 milliards de FCFA contre 373,153 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2018, soit une augmentation de 3,78%. Ce déficit sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau 17.

Tableau 17 : Financement du déficit

(Montant en FCFA)

Besoins de financement	**736 047 947 798**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	254 429 050 000
dont principal dette intérieure	*142 372 050 000*
dont principal dette extérieure	*112 057 000 000*
Déficit budgétaire à financer	387 249 738 000
Prêts et avances	0
Retraits sur les comptes des correspondants	94 369 159 798
Ressources de financement	**736 047 947 798**
Tirages sur des emprunts projets	183 267 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	357 742 788 000
Tirages sur des emprunts programmes	26 642 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	64 435 000 000
Remboursements de prêts et avances	9 592 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	94 369 159 798

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DNTCP, 2018.

Bamako, le 21 septembre 2018
Le Ministre,

Dr Boubou CISSE
Officier de l'Ordre National

LOI DE FINANCES

Mme DIARRA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

LOI N°2018-072 / DU 21 DEC. 2018

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2019

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 13 décembre 2018

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE :

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE 1ER :

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE 1ER :

AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics est effectuée pendant l'année 2019 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de Finances.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi de Finances, sont confirmées pour l'année 2019.

CHAPITRE II :
DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

SECTION 1ERE :
EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 4 : Pour 2019, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **2 023 150 017 000 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS
Budget général	**1 896 563 327 000**
Dons projets et legs	136 067 407 000
Recettes fiscales nettes	1 603 617 753 000
Recettes non fiscales	24 501 247 000
Dons programmes et legs	64 781 920 000
Recettes exceptionnelles	17 839 000 000
Produits financiers	49 756 000 000
Budgets annexes	**7 857 978 000**
Recettes non fiscales	7 857 978 000
Comptes spéciaux du Trésor	**118 728 712 000**
Recettes fiscales	88 639 144 000
Recettes non fiscales	2 940 000 000
Transferts reçus d'autres budgets	27 149 568 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**2 023 150 017 000**

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2019

Récapitulation par article

Edition du 12/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Article/ Paragraphe	Intitulés	Inscriptions 2018	Prévisions 2019
1 BUDGET GENERAL			
12	**DONS PROJETS ET LEGS**	**80 972 000**	**136 067 407**
12.1	Dons projets des institutions internationales	80 972 000	136 067 407
71	**RECETTES FISCALES**	**1 504 823 366**	**1 603 617 753**
71.1	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	319 550 000	343 799 830
71.2	Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations	103 908 000	111 793 288
71.3	Impôts sur le Patrimoine	7 413 780	7 864 672
71.4	Autres impôts directs	130 641 815	131 909 820
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	684 288 000	743 594 463
71.6	Droits de timbre et d'enregistrement	39 115 771	34 511 308
71.7	Droits et taxes à l'importation	179 985 000	186 996 000
71.9	Autres recettes fiscales	39 921 000	43 148 372
72	**RECETTES NON FISCALES**	**145 231 081**	**24 501 247**
72.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	133 879 471	12 620 000
72.2	Droits et frais administratifs	35 000	37 076
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	988 000	1 036 991
72.9	Autres recettes non fiscales	10 328 610	10 807 180
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**33 591 365**	**64 781 920**
74.1	Dons des institutions internationales	26 200 000	56 642 000
74.2	Dons des gouvernements étrangers	7 391 365	8 139 920
75	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**18 995 000**	**17 839 000**
75.1	Remises et annulations de dette	18 995 000	17 839 000
77	**PRODUITS FINANCIERS**	**50 885 812**	**49 756 000**
77.4	Revenus des titres de placements	50 885 812	49 756 000
TOTAL BUDGET GENERAL		**1 834 498 624**	**1 896 563 327**

Récapitulation par article

Edition du 12/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Article/ Paragraphe	Intitulés	Inscriptions 2018	Prévisions 2019
2 BUDGETS ANNEXES			
72	**RECETTES NON FISCALES**	**6 514 208**	**7 857 978**
72.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	870 495	1 194 342
72.2	Droits et frais administratifs	4 531 377	5 094 100
72.9	Autres recettes non fiscales	1 112 336	1 569 536
TOTAL BUDGETS ANNEXES		**6 514 208**	**7 857 978**

Récapitulation par article

Edition du 12/09/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget		**Inscriptions**	**Prévisions**
Article/ Paragraphe	Intitulés	**2018**	**2019**
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
71	**RECETTES FISCALES**	**85 734 722**	**88 639 144**
71.1	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	20 859 372	20 859 372
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	62 553 397	65 457 819
71.7	Droits et taxes à l'importation	676 000	676 000
71.8	Droit et taxes à l'exportation	1 645 953	1 645 953
72	**RECETTES NON FISCALES**	**3 428 750**	**2 940 000**
72.2	Droits et frais administratifs	3 165 417	2 676 667
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	223 333	223 333
72.9	Autres recettes non fiscales	40 000	40 000
73	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**	**27 449 568**	**27 149 568**
73.1	Transferts reçus du budget général	27 449 568	27 149 568
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		**116 613 040**	**118 728 712**
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		**1 957 625 872**	**2 023 150 017**

Article 5 : Pour 2019, les recettes des budgets annexes, évaluées à **7 857 978 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS
Entrepôts Maliens au Sénégal	3 009 417 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 859 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	622 838 000
Entrepôts Maliens en Guinée	648 900 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	810 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	652 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	255 000 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	**7 857 978 000**

Article 6 : Pour 2019, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **118 728 712 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS
Fonds de Remboursement des crédits TVA	64 690 692 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts	1 021 250 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune	278 750 000
Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières	350 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	500 000 000
Fonds pour le Développement Durable	40 000 000 000
Fonds National de Développement de la Statistique	2 981 400 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 616 620 000
Programme de Développement des Ressources Minérales	605 000 000
Fonds d'Appui pour la promotion de la Recherche pétrolière	685 000 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**118 728 712 000**

SECTION II :

EVALUATION DES RESSOURCES DE TRESORERIE

Article 7 : Pour 2019, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **378 305 159 798 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS
Produits provenant de la cession des actifs	64 435 000 000
Aliénations du Domaine mobilier	*385 000 000*
Aliénations d'immeubles	*14 050 000 000*
Recettes de Privatisation	*50 000 000 000*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**209 909 000 000**
Produits des emprunts projets	*183 267 000 000*
Produits des emprunts programmes	*26 642 000 000*
Dépôts sur les comptes des correspondants	**94 369 159 798**
Remboursements de prêts et avances	**9 592 000 000**
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**378 305 159 798**

TITRE 2 :
DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES
CHAPITRE 1ER :
DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

SECTION 1ERE :
EVALUATION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Article 9 : Pour 2019, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **2 410 399 755 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Dépenses ordinaires	**1 429 796 767 000**
Dépenses de personnel	598 034 000 000
Charges financières de la dette	101 056 000 000
Dépenses d'acquisitions de biens et services	426 915 363 000
Dépenses de transfert courant	296 082 096 000
Dépenses en atténuation de recettes	7 709 308 000
Dépenses en capital	**980 602 988 000**
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	980 602 988 000
Dépenses de transferts en capital	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	**2 410 399 755 000**

Article 10 : Pour 2019, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 283 813 065 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Personnel	595 600 000 000
Biens et services	459 402 631 000
Transferts et subventions	294 650 846 000
Investissement	934 159 588 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**2 283 813 065 000**

Article 11 : Pour 2019, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **7 857 978 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Personnel	2 004 000 000
Biens et services	2 471 040 000
Transferts et subventions	823 000 000
Investissement	2 559 938 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	**7 857 978 000**

Article 12 : Pour 2019, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **118 728 712 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS
Personnel	430 000 000
Biens et services	66 097 692 000
Transferts et subventions	608 250 000
Investissement	51 592 770 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**118 728 712 000**

Article 13 : Pour 2019, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **110 054 agents**.

SECTION II :
EVALUATION DES CHARGES DE TRESORERIE

Article 14 : Pour 2019, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **348 798 209 798 FCFA** et reparties comme suit :

(Montant en FCFA)

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	**254 429 050 000**
dont principal dette intérieure	*142 372 050 000*
dont principal dette extérieure	*112 057 000 000*
Retraits sur les comptes des correspondants	**94 369 159 798**
Prêts et avances	**0**
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	**348 798 209 798**

TITRE 3 :

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2019, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses et l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

(Montant en milliers de FCFA)

Recettes budgétaires		Dépenses budgétaires		Soldes
Budget général				
Dons projets et legs	136 067 407	Personnel	595 600 000	
Recettes fiscales nettes	1 603 617 753	Biens et services	459 402 631	
Recettes non fiscales	24 501 247	Transferts et subventions	294 650 846	
Dons programmes et legs	64 781 920	Investissement	934 159 588	
Recettes exceptionnelles	17 839 000			
Produits financiers	49 756 000			
Total recettes du budget général	**1 896 563 327**	**Total dépenses du budget général**	**2 283 813 065**	**-387 249 738**
Budgets annexes				
Recettes non fiscales	7 857 978	Personnel	2 004 000	
		Biens et services	2 471 040	
		Transferts et subventions	823 000	
		Investissement	2 559 938	
Total recettes des budgets annexes	**7 857 978**	**Total dépenses des budgets annexes**	**7 857 978**	**0**
Comptes Spéciaux du Trésor (CST)				
Recettes fiscales	88 639 144	Personnel	430 000	
Recettes non fiscales	2 940 000	Biens et services	66 097 692	
Transferts reçus d'autres budgets	27 149 568	Transferts et subventions	608 250	
		Investissement	51 592 770	
Total recettes des CST	**118 728 712**	**Total dépenses des CST**	**118 728 712**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 023 150 017**	**TOTAL DES DEPENSES**	**2 410 399 755**	**-387 249 738**
Solde budgétaire global				**-387 249 738**
Solde budgétaire de base				**-107 800 000**

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2019, étant respectivement arrêtées à **2 023 150 017 000 FCFA** et **2 410 399 755 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **387 249 738 000 FCFA** et un solde budgétaire de base négatif de **107 800 000 000 FCFA.**

Article 17 : Pour 2019, le tableau de financement du déficit est approuvé comme suit :

(Montant en FCFA)

Besoins de financement	**736 047 947 798**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	254 429 050 000
dont principal dette intérieure	*142 372 050 000*
dont principal dette extérieure	*112 057 000 000*
Déficit budgétaire à financer	387 249 738 000
Prêts et avances	0
Retraits sur les comptes des correspondants	94 369 159 798
Ressources de financement	**736 047 947 798**
Tirages sur des emprunts projets	183 267 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	357 742 788 000
Tirages sur des emprunts programmes	26 642 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	64 435 000 000
Remboursements de prêts et avances	9 592 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	94 369 159 798

Article 18 : Au cours de l'exercice 2019, le Ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2019, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **313 222 738 000 FCFA**.

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement publique 2019-2021. Le Ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2019 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2019-2021, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20 : Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le Ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2019, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA.**

SECONDE PARTIE :
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE 1ER :
AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
110 ASSEMBLEE NATIONALE				
0.001 Assemblée Nationale		**1 507 529**	**15 885 675**	**15 808 465**
	Personnel	0	2 448 000	2 448 000
66	Charges de personnel	0	2 448 000	2 448 000
	Biens et services	0	10 355 946	10 355 946
60	Achats de biens	0	3 385 035	3 385 035
61	Acquisitions de services	0	6 270 911	6 270 911
62	Autres services	0	700 000	700 000
	Transferts et subventions	0	1 574 200	1 496 990
64	Transferts	0	1 574 200	1 496 990
	Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	517 201	517 201	517 201
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	859 000	859 000	859 000
26	Prises de participations et cautionnements	131 328	131 328	131 328
Total		**1 507 529**	**15 885 675**	**15 808 465**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle		**427 500**	**4 153 389**	**6 706 281**
	Personnel	0	1 083 776	1 083 776
66	Charges de personnel	0	1 083 776	1 083 776
	Biens et services	0	2 339 613	4 877 005
60	Achats de biens	0	2 077 339	2 046 438
61	Acquisitions de services	0	262 274	2 830 567
	Transferts et subventions	0	280 000	318 000
63	Subventions	0	90 000	90 000
64	Transferts	0	190 000	228 000
	Investissement	427 500	450 000	427 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	427 500	450 000	427 500
1.002 Administration Générale		**200 140**	**7 377 638**	**6 735 983**
	Personnel	0	440 285	440 285
66	Charges de personnel	0	440 285	440 285
	Biens et services	0	5 281 928	5 604 958
60	Achats de biens	0	3 155 423	2 814 429
61	Acquisitions de services	0	2 126 505	1 970 758
62	Autres services	0		819 771
	Transferts et subventions	0	635 000	490 600
64	Transferts	0	635 000	490 600
	Investissement	200 140	1 020 425	200 140
21	Immobilisations incorporelles		10 285	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 140	1 010 140	200 140
2.001 Sécurité et Défense		**190 000**	**698 886**	**655 746**
	Biens et services	0	458 886	465 746
60	Achats de biens	0	375 553	350 553
61	Acquisitions de services	0	83 333	77 193
62	Autres services	0		38 000
	Investissement	190 000	240 000	190 000
21	Immobilisations incorporelles		40 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	200 000	190 000
Total		**817 640**	**12 229 913**	**14 098 010**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
130 PRIMATURE				
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale		**95 000**	**5 951 043**	**5 327 286**
	Personnel	0	1 010 994	1 010 994
66	Charges de personnel	0	1 010 994	1 010 994
	Biens et services	0	3 393 725	3 681 292
60	Achats de biens	0	2 431 807	2 068 753
61	Acquisitions de services	0	961 918	841 215
62	Autres services	0		771 324
	Transferts et subventions	0	475 000	540 000
64	Transferts	0	475 000	540 000
	Investissement	95 000	1 071 324	95 000
21	Immobilisations incorporelles	47 500		47 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	47 500	1 071 324	47 500
1.004 Administration Générale et Contrôle		**523 086**	**6 348 017**	**4 334 649**
	Personnel	0	624 700	624 700
66	Charges de personnel	0	624 700	624 700
	Biens et services	0	2 046 157	2 116 407
60	Achats de biens	0	687 776	611 190
61	Acquisitions de services	0	1 358 381	1 438 717
62	Autres services	0		66 500
	Transferts et subventions	0	991 867	1 070 456
64	Transferts	0	991 867	1 070 456
	Investissement	523 086	2 685 293	523 086
21	Immobilisations incorporelles		110 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	523 086	2 575 293	523 086
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés		**190 000**	**504 688**	**495 750**
	Personnel	0	118 256	119 000
66	Charges de personnel	0	118 256	119 000
	Biens et services	0	154 932	176 750
60	Achats de biens	0	52 882	57 000
61	Acquisitions de services	0	102 050	99 750
62	Autres services	0		20 000
	Transferts et subventions	0	20 000	10 000
64	Transferts	0	20 000	10 000
	Investissement	190 000	211 500	190 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	211 500	190 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
130 PRIMATURE				
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles		**285 000**		**530 729**
Personnel		0		117 740
66 Charges de personnel		0		117 740
Biens et services		0		102 989
60 Achats de biens		0		80 750
61 Acquisitions de services		0		22 239
Transferts et subventions		0		25 000
64 Transferts		0		25 000
Investissement		285 000		285 000
21 Immobilisations incorporelles		47 500		47 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		237 500		237 500
Total		**1 093 086**	**12 803 748**	**10 688 414**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS				
2.003 Participation à la Gestion des Elections		**14 363**	**584 019**	**503 062**
Personnel		0	66 816	66 816
66 Charges de personnel		0	66 816	66 816
Biens et services		0	472 084	421 883
60 Achats de biens		0	93 000	94 000
61 Acquisitions de services		0	79 084	71 383
62 Autres services		0	300 000	256 500
Investissement		14 363	45 119	14 363
21 Immobilisations incorporelles			30 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		14 363	15 119	14 363
Total		**14 363**	**584 019**	**503 062**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE				
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle		**78 243**	**1 155 864**	**842 350**
Personnel		0	230 149	230 149
66 Charges de personnel		0	230 149	230 149
Biens et services		0	554 551	500 746
60 Achats de biens		0	303 189	245 182
61 Acquisitions de services		0	251 362	212 088
62 Autres services		0		43 476
Transferts et subventions		0	43 700	33 212
64 Transferts		0	43 700	33 212
Investissement		78 243	327 464	78 243
21 Immobilisations incorporelles			32 540	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		78 243	294 924	78 243
Total		**78 243**	**1 155 864**	**842 350**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
150 COUR SUPREME				
2.005 Cour Suprême		**394 000**	**2 413 500**	**2 211 097**
	Personnel	0	878 481	878 481
66	Charges de personnel	0	878 481	878 481
	Biens et services	0	630 519	858 616
60	Achats de biens	0	429 106	364 611
61	Acquisitions de services	0	131 413	114 305
62	Autres services	0	70 000	379 700
	Transferts et subventions	0	170 000	80 000
64	Transferts	0	170 000	80 000
	Investissement	394 000	734 500	394 000
21	Immobilisations incorporelles		70 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	389 500	660 000	389 500
26	Prises de participations et cautionnements	4 500	4 500	4 500
Total		**394 000**	**2 413 500**	**2 211 097**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE				
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices		**0**	**951 421**	**897 670**
	Personnel	0	167 171	235 000
66	Charges de personnel	0	167 171	235 000
	Biens et services	0	72 250	108 250
60	Achats de biens	0	31 250	31 250
61	Acquisitions de services	0	41 000	77 000
	Transferts et subventions	0	712 000	554 420
64	Transferts	0	712 000	554 420
Total		**0**	**951 421**	**897 670**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL				
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques		**131 177**	**1 370 464**	**1 155 263**
	Personnel	0	284 201	311 383
66	Charges de personnel	0	284 201	311 383
	Biens et services	0	703 763	681 828
60	Achats de biens	0	281 950	268 745
61	Acquisitions de services	0	421 813	403 583
62	Autres services	0		9 500
	Transferts et subventions	0	32 500	30 875
64	Transferts	0	32 500	30 875
	Investissement	131 177	350 000	131 177
21	Immobilisations incorporelles		10 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	126 177	335 000	126 177
26	Prises de participations et cautionnements	5 000	5 000	5 000
Total		**131 177**	**1 370 464**	**1 155 263**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités		**285 000**	**1 919 993**	**1 932 313**
	Personnel	0	757 101	757 101
66	Charges de personnel	0	757 101	757 101
	Biens et services	0	705 392	783 337
60	Achats de biens	0	291 753	306 954
61	Acquisitions de services	0	411 639	428 883
62	Autres services	0	2 000	47 500
	Transferts et subventions	0	112 500	106 875
64	Transferts	0	112 500	106 875
	Investissement	285 000	345 000	285 000
21	Immobilisations incorporelles		45 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	285 000	300 000	285 000
Total		**285 000**	**1 919 993**	**1 932 313**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE				
1.006 Administration Générale		**7 637 200**	**39 282 588**	**39 086 433**
	Personnel	0	13 590 100	13 595 100
66	Charges de personnel	0	13 590 100	13 595 100
	Biens et services	0	13 066 068	13 833 181
60	Achats de biens	0	3 680 723	3 574 394
61	Acquisitions de services	0	9 385 345	9 527 802
62	Autres services	0		730 985
	Transferts et subventions	0	4 657 435	4 507 952
64	Transferts	0	4 657 435	4 507 952
	Investissement	7 637 200	7 968 985	7 150 200
21	Immobilisations incorporelles	1 440 200	1 391 000	1 440 200
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 197 000	2 427 985	1 710 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	
26	Prises de participations et cautionnements	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale		**0**	**1 827 419**	**1 854 048**
	Personnel	0	1 694 943	1 694 943
66	Charges de personnel	0	1 694 943	1 694 943
	Biens et services	0	112 476	106 855
60	Achats de biens	0	86 662	82 330
61	Acquisitions de services	0	25 814	24 525
	Transferts et subventions	0	20 000	52 250
64	Transferts	0	20 000	52 250
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux		**0**	**97 902**	**105 721**
	Personnel	0	64 277	64 277
66	Charges de personnel	0	64 277	64 277
	Biens et services	0	18 625	17 694
60	Achats de biens	0	14 240	13 528
61	Acquisitions de services	0	4 385	4 166
	Transferts et subventions	0	15 000	23 750
64	Transferts	0	15 000	23 750
Total		**7 637 200**	**41 207 909**	**41 046 202**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

15/12/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE				
1.007 Administration Générale		**38 000**	**1 060 849**	**854 624**
	Personnel	0	161 382	161 382
66	Charges de personnel	0	161 382	161 382
	Biens et services	0	590 538	640 042
60	Achats de biens	0	148 832	165 412
61	Acquisitions de services	0	441 706	404 130
62	Autres services	0		70 500
	Transferts et subventions	0	215 429	15 200
64	Transferts	0	215 429	15 200
	Investissement	38 000	93 500	38 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	38 000	93 500	38 000
2.010 Intégration Africaine		**0**	**249 035**	**374 575**
	Personnel	0	171 007	91 007
66	Charges de personnel	0	171 007	91 007
	Biens et services	0	78 028	135 301
60	Achats de biens	0	75 786	95 597
61	Acquisitions de services	0	2 242	1 704
62	Autres services	0		38 000
	Transferts et subventions	0		148 267
64	Transferts	0		148 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur		**351 500**	**972 876**	**728 886**
	Personnel	0	75 490	75 490
66	Charges de personnel	0	75 490	75 490
	Biens et services	0	156 639	153 925
60	Achats de biens	0	134 000	111 720
61	Acquisitions de services	0	22 639	17 205
62	Autres services	0		25 000
	Transferts et subventions	0	114 747	97 971
64	Transferts	0	114 747	97 971
	Investissement	351 500	626 000	401 500
21	Immobilisations incorporelles	161 500		211 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	275 000	190 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		351 000	
Total		**389 500**	**2 282 760**	**1 958 085**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL				
2.012 Bureau du Vérificateur Général		**142 500**	**3 493 623**	**3 447 841**
	Personnel	0	2 250 000	2 382 000
66	Charges de personnel	0	2 250 000	2 382 000
	Biens et services	0	959 713	893 341
60	Achats de biens	0	437 500	355 180
61	Acquisitions de services	0	522 213	434 697
62	Autres services	0		103 464
	Transferts et subventions	0	45 000	30 000
64	Transferts	0	45 000	30 000
	Investissement	142 500	238 910	142 500
21	Immobilisations incorporelles		88 910	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	142 500	150 000	142 500
Total		**142 500**	**3 493 623**	**3 447 841**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE				
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration		**28 500**	**1 032 057**	**1 004 978**
	Personnel	0	378 280	390 378
66	Charges de personnel	0	378 280	390 378
	Biens et services	0	100 107	100 107
60	Achats de biens	0	63 357	63 357
61	Acquisitions de services	0	36 750	36 750
	Transferts et subventions	0	523 670	485 993
64	Transferts	0	523 670	485 993
	Investissement	28 500	30 000	28 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	28 500	30 000	28 500
Total		**28 500**	**1 032 057**	**1 004 978**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT				
2.014 Egal accès aux medias d'Etat		**15 000**	**149 518**	**143 660**
	Personnel	0	12 980	12 980
66	Charges de personnel	0	12 980	12 980
	Biens et services	0	108 908	115 680
60	Achats de biens	0	49 066	49 492
61	Acquisitions de services	0	59 842	60 558
62	Autres services	0		5 630
	Investissement	15 000	27 630	15 000
21	Immobilisations incorporelles		7 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 000	20 630	15 000
Total		**15 000**	**149 518**	**143 660**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
1.008 Administration Générale		**85 130 546**	**266 140 240**	**268 745 000**
Personnel		0	98 607 968	103 708 334
66 Charges de personnel		0	98 607 968	103 708 334
Biens et services		0	52 036 847	58 908 529
60 Achats de biens		0	36 786 724	41 971 052
61 Acquisitions de services		0	14 792 046	14 698 118
62 Autres services		0	458 077	2 239 359
Transferts et subventions		0	699 185	799 185
64 Transferts		0	699 185	799 185
Investissement		85 130 546	114 796 240	105 328 952
21 Immobilisations incorporelles		71 271	1 845 899	71 271
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		8 611 202	9 303 862	8 611 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		203 783	203 783	203 783
25 Équipements militaires		76 183 959	103 382 365	96 382 365
26 Prises de participations et cautionnements		60 331	60 331	60 331
2.015 Gestion des Opérations Militaires		**375 123**	**7 806 382**	**8 498 009**
Biens et services		0	7 350 829	8 035 089
60 Achats de biens		0	5 653 133	6 010 754
61 Acquisitions de services		0	1 691 874	1 885 643
62 Autres services		0	5 822	138 692
Transferts et subventions		0	77 797	87 797
64 Transferts		0	77 797	87 797
Investissement		375 123	377 756	375 123
21 Immobilisations incorporelles		101 474	114 344	101 474
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		235 247	235 010	235 247
26 Prises de participations et cautionnements		38 402	28 402	38 402
2.016 Inspection des Armées		**15 000**	**319 825**	**324 406**
Biens et services		0	304 825	309 406
60 Achats de biens		0	112 771	114 778
61 Acquisitions de services		0	192 054	194 628
Investissement		15 000	15 000	15 000
21 Immobilisations incorporelles		15 000	15 000	15 000
2.017 Formation		**45 350**	**668 248**	**770 673**
Biens et services		0	634 860	725 323
60 Achats de biens		0	420 093	447 586
61 Acquisitions de services		0	182 323	226 470
62 Autres services		0	32 444	51 267
Investissement		45 350	33 388	45 350
21 Immobilisations incorporelles		13 489	13 489	13 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		31 861	19 899	31 861

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS				
2.018 Gestion des Transmissions		**48 402**	**265 305**	**366 267**
	Biens et services	0	236 903	317 865
60	Achats de biens	0	188 293	223 915
61	Acquisitions de services	0	48 610	93 950
	Investissement	48 402	28 402	48 402
21	Immobilisations incorporelles	10 000		10 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	38 402	28 402	38 402
Total		**85 614 421**	**275 200 000**	**278 704 355**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
220 MINISTERE DE LA JUSTICE				
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle		**1 856 300**	**6 850 451**	**6 312 205**
Personnel		0	2 273 135	2 273 135
66 Charges de personnel		0	2 273 135	2 273 135
Biens et services		0	2 076 294	1 790 549
60 Achats de biens		0	1 473 250	1 171 192
61 Acquisitions de services		0	503 044	501 627
62 Autres services		0	100 000	117 730
Transferts et subventions		0	438 770	392 221
64 Transferts		0	438 770	392 221
Investissement		1 856 300	2 062 252	1 856 300
21 Immobilisations incorporelles		118 750	65 000	118 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 737 550	1 897 252	1 737 550
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			100 000	
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation		**118 261**	**9 254 802**	**9 468 135**
Personnel		0	6 578 617	6 578 617
66 Charges de personnel		0	6 578 617	6 578 617
Biens et services		0	1 495 079	1 413 656
60 Achats de biens		0	570 023	728 008
61 Acquisitions de services		0	84 556	65 868
62 Autres services		0	840 500	619 780
Transferts et subventions		0	500 522	550 101
64 Transferts		0	500 522	550 101
Investissement		118 261	680 584	925 761
21 Immobilisations incorporelles			58 200	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		118 261	622 384	925 761
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée		**2 378 516**	**5 254 452**	**9 582 090**
Personnel		0	1 249 091	1 249 091
66 Charges de personnel		0	1 249 091	1 249 091
Biens et services		0	1 975 344	1 654 483
60 Achats de biens		0	1 962 440	1 635 034
61 Acquisitions de services		0	12 904	19 449
Investissement		2 378 516	2 030 017	6 678 516
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 378 516	2 030 017	6 678 516
Total		**4 353 077**	**21 359 705**	**25 362 430**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE				
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite		**190 000**	**1 340 738**	**1 601 682**
Personnel		0	664 300	864 300
66 Charges de personnel		0	664 300	864 300
Biens et services		0	458 438	547 382
60 Achats de biens		0	284 445	340 382
61 Acquisitions de services		0	173 993	189 000
62 Autres services		0		18 000
Investissement		190 000	218 000	190 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		190 000	218 000	190 000
Total		**190 000**	**1 340 738**	**1 601 682**
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME				
1.041 Administration Générale		**0**	**440 000**	**0**
Personnel		0	82 500	0
66 Charges de personnel		0	82 500	0
Biens et services		0	357 500	0
60 Achats de biens		0	321 500	0
61 Acquisitions de services		0	36 000	0
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles			**522 918**	
Personnel			117 740	
66 Charges de personnel			117 740	
Biens et services			25 178	
60 Achats de biens			19 647	
61 Acquisitions de services			5 531	
Transferts et subventions			30 000	
64 Transferts			30 000	
Investissement			350 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles			300 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			50 000	
Total		**0**	**962 918**	**0**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME				
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme		**47 500**	**500 000**	**617 150**
Personnel		0	250 000	250 000
66 Charges de personnel		0	250 000	250 000
Biens et services		0	230 000	319 650
60 Achats de biens		0	185 000	193 200
61 Acquisitions de services		0	45 000	78 950
62 Autres services		0		47 500
Investissement		47 500	20 000	47 500
21 Immobilisations incorporelles		47 500		47 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		0	20 000	0
Total		**47 500**	**500 000**	**617 150**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE				
1.010 Administration Générale		**6 384 742**	**13 110 254**	**14 421 897**
	Personnel	0	301 650	302 121
66	Charges de personnel	0	301 650	302 121
	Biens et services	0	4 350 214	6 713 534
60	Achats de biens	0	3 359 808	3 533 808
61	Acquisitions de services	0	990 406	1 179 726
62	Autres services	0		2 000 000
	Transferts et subventions	0	955 538	1 021 500
64	Transferts	0	955 538	1 021 500
	Investissement	6 384 742	7 502 852	6 384 742
21	Immobilisations incorporelles		1 975 410	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 308 992	1 470 969	2 308 992
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	4 075 750	4 056 473	4 075 750
2.021 Ordre et Sécurité		**3 079 747**	**54 501 344**	**61 818 691**
	Personnel	0	34 263 992	38 196 984
66	Charges de personnel	0	34 263 992	38 196 984
	Biens et services	0	4 216 320	5 282 589
60	Achats de biens	0	3 149 279	3 604 385
61	Acquisitions de services	0	1 056 149	1 656 812
62	Autres services	0	10 892	21 392
	Transferts et subventions	0	221 750	259 371
64	Transferts	0	221 750	259 371
	Investissement	3 079 747	15 799 282	18 079 747
21	Immobilisations incorporelles		10 500	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 978 519	15 707 554	17 978 519
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	101 228	81 228	101 228
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours		**5 789 937**	**12 755 044**	**14 035 412**
	Personnel	0	5 945 480	6 798 116
66	Charges de personnel	0	5 945 480	6 798 116
	Biens et services	0	1 223 895	1 426 359
60	Achats de biens	0	1 014 977	1 169 200
61	Acquisitions de services	0	208 918	257 159
	Transferts et subventions	0	21 000	21 000
64	Transferts	0	21 000	21 000
	Investissement	5 789 937	5 564 669	5 789 937
21	Immobilisations incorporelles	200 000		200 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 572 452	5 372 184	5 572 452
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	17 485	192 485	17 485
Total		**15 254 426**	**80 366 642**	**90 276 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
235 SECURITE D'ETAT				
0.002 Securite d'Etat		**11 500 000**	**6 072 573**	**9 686 737**
	Biens et services	0	5 572 573	8 186 737
60	Achats de biens	0	5 303 576	7 817 740
61	Acquisitions de services	0	268 997	368 997
	Investissement	11 500 000	500 000	1 500 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	11 500 000	500 000	1 500 000
Total		**11 500 000**	**6 072 573**	**9 686 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
1.011 Administration Générale		**24 440 000**	**37 843 177**	**36 830 644**
	Personnel	0	1 403 980	903 980
66	Charges de personnel	0	1 403 980	903 980
	Biens et services	0	4 131 766	4 617 709
60	Achats de biens	0	2 759 253	2 591 292
61	Acquisitions de services	0	1 372 513	1 712 075
62	Autres services	0		314 342
	Transferts et subventions	0	5 477 089	4 198 955
63	Subventions	0	100 000	95 000
64	Transferts	0	5 377 089	4 103 955
	Investissement	24 440 000	26 830 342	27 110 000
21	Immobilisations incorporelles	1 206 500	200 000	1 206 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	23 043 500	25 290 342	25 713 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	190 000	1 340 000	190 000
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire		**4 945 054**	**8 955 023**	**10 237 867**
	Personnel	0	1 489 112	1 594 112
66	Charges de personnel	0	1 489 112	1 594 112
	Biens et services	0	2 045 412	2 716 522
60	Achats de biens	0	1 513 104	1 552 344
61	Acquisitions de services	0	532 308	849 745
62	Autres services	0		314 433
	Transferts et subventions	0	1 204 546	982 179
64	Transferts	0	1 204 546	982 179
	Investissement	4 945 054	4 215 953	4 945 054
21	Immobilisations incorporelles	855 000	938 579	855 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 947 554	3 277 374	3 947 554
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	142 500		142 500
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales		**1 151 910**	**14 184 524**	**16 749 855**
	Personnel	0	8 552 671	9 611 792
66	Charges de personnel	0	8 552 671	9 611 792
	Biens et services	0	1 096 026	1 426 403
60	Achats de biens	0	833 308	999 766
61	Acquisitions de services	0	262 718	276 262
62	Autres services	0		150 375
	Transferts et subventions	0	2 320 000	2 374 750
64	Transferts	0	2 320 000	2 374 750
	Investissement	1 151 910	2 215 827	3 336 910
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 151 910	2 215 827	3 336 910

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
2.025	**Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics**	**847 775**	**5 843 061**	**6 604 370**
	Personnel	0	2 750 459	2 820 459
66	Charges de personnel	0	2 750 459	2 820 459
	Biens et services	0	1 600 207	2 326 386
60	Achats de biens	0	678 425	1 154 875
61	Acquisitions de services	0	794 182	995 091
62	Autres services	0	127 600	176 420
	Transferts et subventions	0	380 000	609 750
64	Transferts	0	380 000	609 750
	Investissement	847 775	1 112 395	847 775
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	847 775	1 112 395	847 775
2.026	**Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier**	**1 199 442**	**4 545 896**	**4 984 383**
	Personnel	0	2 434 005	2 469 005
66	Charges de personnel	0	2 434 005	2 469 005
	Biens et services	0	549 320	857 086
60	Achats de biens	0	326 565	539 347
61	Acquisitions de services	0	222 755	289 739
62	Autres services	0		28 000
	Transferts et subventions	0	500 000	458 850
64	Transferts	0	500 000	458 850
	Investissement	1 199 442	1 062 571	1 199 442
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 199 442	1 062 571	1 199 442
2.027	**Gestion de la Dette Publique**	**332 500**	**521 989**	**785 974**
	Personnel	0	139 890	139 890
66	Charges de personnel	0	139 890	139 890
	Biens et services	0	102 099	101 744
60	Achats de biens	0	63 602	65 172
61	Acquisitions de services	0	38 497	36 572
	Transferts et subventions	0	10 000	211 840
64	Transferts	0	10 000	211 840
	Investissement	332 500	270 000	332 500
21	Immobilisations incorporelles	142 500		142 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	150 000	190 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		120 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels		**5 352 439**	**6 145 962**	**6 891 679**
Personnel		0	734 342	734 342
66 Charges de personnel		0	734 342	734 342
Biens et services		0	392 474	328 362
60 Achats de biens		0	232 533	194 204
61 Acquisitions de services		0	159 941	134 158
Transferts et subventions		0	100 000	476 536
64 Transferts		0	100 000	476 536
Investissement		5 352 439	4 919 146	5 352 439
21 Immobilisations incorporelles		4 389 000	3 220 000	4 389 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		963 439	724 146	963 439
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			975 000	
2.029 Gestion des Biens de l'Etat		**3 420 000**	**4 431 181**	**4 359 110**
Personnel		0	141 527	141 527
66 Charges de personnel		0	141 527	141 527
Biens et services		0	29 101	110 083
60 Achats de biens		0	7 899	59 392
61 Acquisitions de services		0	21 202	40 138
62 Autres services		0		10 553
Transferts et subventions		0	250 000	117 500
64 Transferts		0	250 000	117 500
Investissement		3 420 000	4 010 553	3 990 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		570 000	1 010 553	1 140 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		2 850 000	3 000 000	2 850 000
Total		**41 689 120**	**82 470 813**	**87 443 882**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES				
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière		**0**	**1 361 900**	**936 925**
Personnel		0	250 000	250 000
66 Charges de personnel		0	250 000	250 000
Biens et services		0		10 620
61 Acquisitions de services		0		10 620
Transferts et subventions		0	711 900	676 305
64 Transferts		0	711 900	676 305
Investissement		0	400 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		0	400 000	0
Total		**0**	**1 361 900**	**936 925**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)				
2.068 Régulation de la commande publique		**0**	**450 411**	**443 390**
	Biens et services	0		24 000
61	Acquisitions de services	0		24 000
	Transferts et subventions	0	450 411	419 390
64	Transferts	0	450 411	419 390
Total		**0**	**450 411**	**443 390**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
1.012 Administration Générale		**937 750**	**2 388 279**	**2 324 620**
	Personnel	0	354 571	354 571
66	Charges de personnel	0	354 571	354 571
	Biens et services	0	1 046 997	999 049
60	Achats de biens	0	512 057	403 486
61	Acquisitions de services	0	318 227	372 443
62	Autres services	0	216 713	223 120
	Transferts et subventions	0		33 250
64	Transferts	0		33 250
	Investissement	937 750	986 711	937 750
21	Immobilisations incorporelles	610 000	500 000	610 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	327 750	486 711	327 750
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat		**328 700**	**1 245 599**	**921 564**
	Personnel	0	198 675	198 675
66	Charges de personnel	0	198 675	198 675
	Biens et services	0	294 924	394 189
60	Achats de biens	0	70 182	175 887
61	Acquisitions de services	0	10 376	55 385
62	Autres services	0	214 366	162 917
	Investissement	328 700	752 000	328 700
21	Immobilisations incorporelles	186 200		186 200
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	142 500	752 000	142 500
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail		**28 207**	**685 686**	**701 840**
	Personnel	0	491 381	491 381
66	Charges de personnel	0	491 381	491 381
	Biens et services	0	134 614	159 452
60	Achats de biens	0	94 931	122 884
61	Acquisitions de services	0	39 683	36 568
	Transferts et subventions	0	30 000	22 800
64	Transferts	0	30 000	22 800
	Investissement	28 207	29 691	28 207
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	28 207	29 691	28 207
Total		**1 294 657**	**4 319 564**	**3 948 024**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE				
1.013 Administration Générale		**121 881**	**2 003 439**	**2 089 215**
	Personnel	0	376 574	376 574
66	Charges de personnel	0	376 574	376 574
	Biens et services	0	999 826	1 208 997
60	Achats de biens	0	688 527	569 165
61	Acquisitions de services	0	311 299	434 395
62	Autres services	0		205 437
	Transferts et subventions	0	409 845	381 763
64	Transferts	0	409 845	381 763
	Investissement	121 881	217 194	121 881
21	Immobilisations incorporelles	47 310	73 902	47 310
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	27 071	93 292	27 071
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	47 500	50 000	47 500
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi		**444 969**	**9 869 701**	**8 272 722**
	Personnel	0	130 238	130 238
66	Charges de personnel	0	130 238	130 238
	Biens et services	0	135 568	212 436
60	Achats de biens	0	94 621	179 400
61	Acquisitions de services	0	40 947	33 036
	Transferts et subventions	0	657 097	585 079
64	Transferts	0	657 097	585 079
	Investissement	444 969	8 946 798	7 344 969
21	Immobilisations incorporelles	218 500		218 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	226 469	8 781 798	7 126 469
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		165 000	
2.034 Formation Professionnelle		**967 575**	**1 850 542**	**2 101 518**
	Personnel	0	113 182	113 182
66	Charges de personnel	0	113 182	113 182
	Biens et services	0	68 577	60 898
60	Achats de biens	0	39 478	37 783
61	Acquisitions de services	0	4 099	3 115
62	Autres services	0	25 000	20 000
	Transferts et subventions	0	729 548	959 863
64	Transferts	0	729 548	959 863
	Investissement	967 575	939 235	967 575
21	Immobilisations incorporelles	14 250	15 000	14 250
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	953 325	924 235	953 325

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE				
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes		**330 567**		**2 616 045**
	Personnel	0		818 577
66	Charges de personnel	0		818 577
	Biens et services	0		308 661
60	Achats de biens	0		125 886
61	Acquisitions de services	0		75 049
62	Autres services	0		107 726
	Transferts et subventions	0		18 240
64	Transferts	0		18 240
	Investissement	330 567		1 470 567
21	Immobilisations incorporelles	0		47 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	330 567		1 423 067
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté		**116 500**		**2 047 476**
	Personnel	0		452 088
66	Charges de personnel	0		452 088
	Biens et services	0		1 266 684
60	Achats de biens	0		1 202 684
61	Acquisitions de services	0		64 000
	Transferts et subventions	0		212 204
64	Transferts	0		212 204
	Investissement	116 500		116 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	116 500		116 500
Total		**1 981 492**	**13 723 682**	**17 126 976**
328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE				
1.044 Administration Générale et Contrôle		**0**		**457 450**
	Personnel	0		82 500
66	Charges de personnel	0		82 500
	Biens et services	0		374 950
60	Achats de biens	0		316 200
61	Acquisitions de services	0		54 000
62	Autres services	0		4 750
Total		**0**		**457 450**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION				
1.014 Administration Générale et Contrôle		**114 000**	**3 949 659**	**3 830 792**
	Personnel	0	611 575	570 304
66	Charges de personnel	0	611 575	570 304
	Biens et services	0	2 230 447	2 311 042
60	Achats de biens	0	1 329 362	1 119 433
61	Acquisitions de services	0	887 548	966 021
62	Autres services	0	13 537	225 588
	Transferts et subventions	0	877 657	835 446
64	Transferts	0	877 657	835 446
	Investissement	114 000	229 980	114 000
21	Immobilisations incorporelles	114 000	68 425	114 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		161 555	
2.036 Administration du Territoire		**16 290 985**	**23 754 533**	**43 259 557**
	Personnel	0	4 742 251	4 923 522
66	Charges de personnel	0	4 742 251	4 923 522
	Biens et services	0	14 172 038	20 291 702
60	Achats de biens	0	8 831 601	10 476 823
61	Acquisitions de services	0	4 751 723	9 139 354
62	Autres services	0	588 714	675 525
	Transferts et subventions	0	1 689 169	1 753 348
64	Transferts	0	1 689 169	1 753 348
	Investissement	16 290 985	3 151 075	16 290 985
21	Immobilisations incorporelles	47 500		47 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 243 485	3 101 075	16 243 485
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière		**332 500**	**428 389**	**526 067**
	Personnel	0	26 967	26 967
66	Charges de personnel	0	26 967	26 967
	Biens et services	0	42 050	114 947
60	Achats de biens	0	30 810	99 269
61	Acquisitions de services	0	11 240	10 678
62	Autres services	0		5 000
	Transferts et subventions	0	54 372	51 653
64	Transferts	0	54 372	51 653
	Investissement	332 500	305 000	332 500
21	Immobilisations incorporelles	95 000		95 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	237 500	205 000	237 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION				
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales		**21 704 199**		**25 148 460**
	Personnel	0		189 408
66	Charges de personnel	0		189 408
	Biens et services	0		513 846
60	Achats de biens	0		453 208
61	Acquisitions de services	0		44 457
62	Autres services	0		16 181
	Transferts et subventions	0		2 741 007
64	Transferts	0		2 741 007
	Investissement	21 704 199		21 704 199
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	21 399 615		21 399 615
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	304 584		304 584
2.064 Développement Régional et Local		**191 000**		**2 500 035**
	Transferts et subventions	0		2 309 035
64	Transferts	0		2 309 035
	Investissement	191 000		191 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	191 000		191 000
Total		**38 632 684**	**28 132 581**	**75 264 911**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL				
2.095 Protection des Données à Caractère personnel		**211 380**	**1 597 980**	**873 797**
	Personnel	0	129 731	177 393
66	Charges de personnel	0	129 731	177 393
	Biens et services	0	414 630	380 524
60	Achats de biens	0	121 368	116 151
61	Acquisitions de services	0	293 262	264 373
	Transferts et subventions	0	100 000	104 500
64	Transferts	0	100 000	104 500
	Investissement	211 380	953 619	211 380
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	211 380	953 619	211 380
Total		**211 380**	**1 597 980**	**873 797**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
1.036 Administration Générale		**0**	**712 542**	**0**
	Personnel	0	82 500	0
66	Charges de personnel	0	82 500	0
	Biens et services	0	463 052	0
60	Achats de biens	0	383 310	0
61	Acquisitions de services	0	79 742	0
	Transferts et subventions	0	6 775	0
64	Transferts	0	6 775	0
	Investissement	0	160 215	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	10 215	0
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales		**0**	**28 667 506**	**0**
	Personnel	0	189 408	0
66	Charges de personnel	0	189 408	0
	Biens et services	0	523 858	0
60	Achats de biens	0	477 061	0
61	Acquisitions de services	0	46 797	0
	Transferts et subventions	0	5 325 859	0
64	Transferts	0	5 325 859	0
	Investissement	0	22 628 381	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	21 802 336	0
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	826 045	0
Total		**0**	**29 380 048**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE				
1.015 Administration Générale		**48 108**	**959 699**	**859 658**
Personnel		0	118 323	118 323
66 Charges de personnel		0	118 323	118 323
Biens et services		0	440 862	395 474
60 Achats de biens		0	231 456	219 315
61 Acquisitions de services		0	209 406	161 909
62 Autres services		0		14 250
Transferts et subventions		0	334 874	297 753
64 Transferts		0	334 874	297 753
Investissement		48 108	65 640	48 108
21 Immobilisations incorporelles			15 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		48 108	50 640	48 108
2.039 Religion et Culte		**47 500**	**272 410**	**160 239**
Personnel		0	5 000	5 000
66 Charges de personnel		0	5 000	5 000
Biens et services		0	95 000	86 450
60 Achats de biens		0	75 000	71 250
61 Acquisitions de services		0	20 000	15 200
Transferts et subventions		0	22 410	21 289
64 Transferts		0	22 410	21 289
Investissement		47 500	150 000	47 500
21 Immobilisations incorporelles		47 500	50 000	47 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		0	100 000	0
Total		**95 608**	**1 232 109**	**1 019 897**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE				
1.016 Administration Générale		**0**	**994 933**	**921 563**
Personnel		0	113 933	117 351
66 Charges de personnel		0	113 933	117 351
Biens et services		0	676 020	651 488
60 Achats de biens		0	454 744	373 834
61 Acquisitions de services		0	221 276	228 142
62 Autres services		0		49 512
Transferts et subventions		0	156 080	152 724
64 Transferts		0	156 080	152 724
Investissement			48 900	
21 Immobilisations incorporelles			16 600	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles			32 300	
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale		**0**	**2 241 204**	**2 193 018**
Transferts et subventions		0	2 241 204	2 193 018
64 Transferts		0	2 241 204	2 193 018
Total		**0**	**3 236 137**	**3 114 581**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE				
1.032 Administration Générale		**38 000**	**1 253 810**	**1 220 424**
Personnel		0	338 079	338 079
66 Charges de personnel		0	338 079	338 079
Biens et services		0	644 878	801 751
60 Achats de biens		0	403 154	330 659
61 Acquisitions de services		0	241 724	298 285
62 Autres services		0		172 807
Transferts et subventions		0	56 046	42 594
64 Transferts		0	56 046	42 594
Investissement		38 000	214 807	38 000
21 Immobilisations incorporelles			40 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		38 000	174 807	38 000
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés		**1 757 544**	**5 385 812**	**5 846 147**
Personnel		0	679 727	679 727
66 Charges de personnel		0	679 727	679 727
Biens et services		0	426 410	347 598
60 Achats de biens		0	360 604	276 238
61 Acquisitions de services		0	65 806	71 360
Transferts et subventions		0	246 629	261 278
64 Transferts		0	246 629	261 278
Investissement		1 757 544	4 033 046	4 557 544
21 Immobilisations incorporelles		517 750	25 000	517 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 239 794	3 488 046	4 039 794
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			520 000	
Total		**1 795 544**	**6 639 622**	**7 066 571**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
1.017 Administration Générale		**1 388 954**	**38 348 240**	**37 205 883**
	Personnel	0	23 642 176	23 642 176
66	Charges de personnel	0	23 642 176	23 642 176
	Biens et services	0	8 105 540	9 684 514
60	Achats de biens	0	3 153 505	4 163 198
61	Acquisitions de services	0	1 778 156	1 570 965
62	Autres services	0	3 173 879	3 950 351
	Transferts et subventions	0	3 247 946	2 490 239
63	Subventions	0	2 556 925	1 943 263
64	Transferts	0	691 021	546 976
	Investissement	1 388 954	3 352 578	1 388 954
21	Immobilisations incorporelles	95 000		95 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 293 954	3 252 578	1 293 954
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	
2.041 Développement de l'Education de Base		**8 785 491**	**250 511 024**	**176 830 894**
	Personnel	0	171 562 612	148 948 793
66	Charges de personnel	0	171 562 612	148 948 793
	Biens et services	0	30 864 238	18 674 441
60	Achats de biens	0	25 678 125	13 222 730
61	Acquisitions de services	0	921 624	688 312
62	Autres services	0	4 264 489	4 763 399
	Transferts et subventions	0	8 144 051	422 169
64	Transferts	0	8 144 051	422 169
	Investissement	8 785 491	39 940 123	8 785 491
21	Immobilisations incorporelles	4 523 642	28 671 324	4 523 642
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 946 483	10 483 833	2 946 483
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 315 366	784 966	1 315 366
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général		**6 984 874**	**8 781 265**	**19 402 393**
	Personnel	0	657 369	7 981 000
66	Charges de personnel	0	657 369	7 981 000
	Biens et services	0	3 824 170	4 436 519
60	Achats de biens	0	3 376 275	3 649 799
61	Acquisitions de services	0	262 927	227 963
62	Autres services	0	184 968	558 757
	Investissement	6 984 874	4 299 726	6 984 874
21	Immobilisations incorporelles	3 043 356	195 104	3 043 356
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 092 850	2 255 954	2 092 850
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 848 668	1 848 668	1 848 668

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
2.043	**Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel**	**22 267 891**	**3 073 059**	**53 736 625**
	Personnel	0	374 975	15 665 163
66	Charges de personnel	0	374 975	15 665 163
	Biens et services	0	1 492 501	8 946 125
60	Achats de biens	0	1 366 494	8 341 634
61	Acquisitions de services	0	126 007	167 917
62	Autres services	0		436 574
	Transferts et subventions	0	314 897	6 857 446
64	Transferts	0	314 897	6 857 446
	Investissement	22 267 891	890 686	22 267 891
21	Immobilisations incorporelles	21 690 747	206 581	21 690 747
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 420	110 381	3 420
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	573 724	573 724	573 724
Total		**39 427 210**	**300 713 588**	**287 175 795**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
1.018 Administration Générale		**2 711 620**	**11 760 084**	**11 258 234**
	Personnel	0	6 358 440	6 358 440
66	Charges de personnel	0	6 358 440	6 358 440
	Biens et services	0	1 506 206	1 832 432
60	Achats de biens	0	990 564	678 073
61	Acquisitions de services	0	515 642	754 636
62	Autres services	0		399 723
	Transferts et subventions	0	403 137	355 742
64	Transferts	0	403 137	355 742
	Investissement	2 711 620	3 492 301	2 711 620
21	Immobilisations incorporelles		302 330	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 711 620	3 189 971	2 711 620
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur		**7 817 032**	**69 610 256**	**65 610 681**
	Personnel	0	535 479	535 479
66	Charges de personnel	0	535 479	535 479
	Biens et services	0	537 659	570 545
60	Achats de biens	0	454 905	479 572
61	Acquisitions de services	0	60 059	52 817
62	Autres services	0	22 695	38 156
	Transferts et subventions	0	57 685 394	58 787 625
64	Transferts	0	57 685 394	58 787 625
	Investissement	7 817 032	10 851 724	5 717 032
21	Immobilisations incorporelles	324 500	1 350 520	372 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 492 532	9 451 204	5 345 032
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique		**272 268**	**1 102 630**	**1 196 676**
	Biens et services	0		23 750
62	Autres services	0		23 750
	Transferts et subventions	0	791 032	900 658
64	Transferts	0	791 032	900 658
	Investissement	272 268	311 598	272 268
21	Immobilisations incorporelles	129 768	161 598	129 768
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	142 500	150 000	142 500
Total		**10 800 920**	**82 472 970**	**78 065 591**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

15/12/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
510 MINISTERE DE LA CULTURE				
1.019 Administration Générale		**104 500**	**2 390 769**	**2 241 514**
	Personnel	0	604 507	604 507
66	Charges de personnel	0	604 507	604 507
	Biens et services	0	1 319 870	1 445 107
60	Achats de biens	0	597 417	625 914
61	Acquisitions de services	0	388 656	372 029
62	Autres services	0	333 797	447 164
	Transferts et subventions	0	162 660	87 400
64	Transferts	0	162 660	87 400
	Investissement	104 500	303 732	104 500
21	Immobilisations incorporelles	95 000	5 058	95 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 500	198 674	9 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel		**632 700**	**1 495 155**	**1 342 799**
	Personnel	0	169 494	169 494
66	Charges de personnel	0	169 494	169 494
	Biens et services	0	139 043	111 047
60	Achats de biens	0	106 924	94 283
61	Acquisitions de services	0	32 119	16 764
	Transferts et subventions	0	445 618	429 558
64	Transferts	0	445 618	429 558
	Investissement	632 700	741 000	632 700
21	Immobilisations incorporelles	9 500	85 000	9 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	623 200	656 000	623 200
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique		**760 000**	**1 420 298**	**1 206 787**
	Transferts et subventions	0	420 298	446 787
64	Transferts	0	420 298	446 787
	Investissement	760 000	1 000 000	760 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	760 000	1 000 000	760 000
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire		**1 088 592**	**3 783 803**	**3 937 838**
	Personnel	0	465 379	465 379
66	Charges de personnel	0	465 379	465 379
	Biens et services	0	288 781	234 259
60	Achats de biens	0	174 853	156 599
61	Acquisitions de services	0	65 030	40 498
62	Autres services	0	48 898	37 162
	Transferts et subventions	0	1 760 073	1 699 608
64	Transferts	0	1 760 073	1 699 608
	Investissement	1 088 592	1 269 570	1 538 592
21	Immobilisations incorporelles	19 000	20 000	19 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 069 592	1 249 570	1 519 592
Total		**2 585 792**	**9 090 025**	**8 728 938**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
520 MINISTERE DES SPORTS				
1.020 Administration Générale		**389 987**	**4 524 788**	**4 522 685**
Personnel		0	334 716	320 535
66 Charges de personnel		0	334 716	320 535
Biens et services		0	3 271 850	2 734 617
60 Achats de biens		0	923 868	795 522
61 Acquisitions de services		0	817 864	707 341
62 Autres services		0	839 051	706 544
65 Charges exceptionnelles		0	691 067	525 210
Transferts et subventions		0	132 392	127 546
64 Transferts		0	132 392	127 546
Investissement		389 987	785 830	1 339 987
21 Immobilisations incorporelles			17 103	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		389 987	768 727	1 339 987
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives		**1 014 583**	**2 177 328**	**2 057 540**
Personnel		0	327 797	327 797
66 Charges de personnel		0	327 797	327 797
Biens et services		0	67 077	97 660
60 Achats de biens		0	41 370	32 149
61 Acquisitions de services		0	25 707	46 511
62 Autres services		0		19 000
Transferts et subventions		0	825 000	617 500
64 Transferts		0	825 000	617 500
Investissement		1 014 583	957 454	1 014 583
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 014 583	957 454	1 014 583
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents		**12 307**	**1 336 996**	**665 391**
Personnel		0	238 995	238 995
66 Charges de personnel		0	238 995	238 995
Biens et services		0	416 557	368 209
60 Achats de biens		0	268 717	255 852
61 Acquisitions de services		0	3 018	2 293
62 Autres services		0	144 822	110 064
Transferts et subventions		0	658 489	45 880
64 Transferts		0	658 489	45 880
Investissement		12 307	22 955	12 307
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		12 307	22 955	12 307
Total		**1 416 877**	**8 039 112**	**7 245 616**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE				
1.038 Administration Générale		**0**	**555 298**	**0**
	Personnel	0	184 795	0
66	Charges de personnel	0	184 795	0
	Biens et services	0	340 503	0
60	Achats de biens	0	170 605	0
61	Acquisitions de services	0	95 898	0
62	Autres services	0	74 000	0
	Investissement	0	30 000	0
21	Immobilisations incorporelles		10 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	20 000	0
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes		**0**	**2 876 097**	**0**
	Personnel	0	818 577	0
66	Charges de personnel	0	818 577	0
	Biens et services	0	385 557	0
60	Achats de biens	0	152 548	0
61	Acquisitions de services	0	94 307	0
62	Autres services	0	138 702	0
	Transferts et subventions	0	24 000	0
64	Transferts	0	24 000	0
	Investissement	0	1 647 963	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	1 597 963	0
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté		**0**	**2 308 050**	**0**
	Biens et services	0	340 490	0
60	Achats de biens	0	340 490	0
	Transferts et subventions	0	272 560	0
64	Transferts	0	272 560	0
	Investissement	0	1 695 000	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	1 670 000	0
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		25 000	
Total		**0**	**5 739 445**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE				
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation		**4 945 594**	**24 249 173**	**23 132 782**
Personnel		0	11 480 764	11 480 764
66 Charges de personnel		0	11 480 764	11 480 764
Biens et services		0	5 638 837	4 396 942
60 Achats de biens		0	4 793 859	3 195 475
61 Acquisitions de services		0	844 978	785 429
62 Autres services		0		416 038
Transferts et subventions		0	1 485 750	2 309 482
63 Subventions		0	59 435	45 171
64 Transferts		0	1 426 315	2 264 311
Investissement		4 945 594	5 643 822	4 945 594
21 Immobilisations incorporelles		147 250	492 935	147 250
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 798 344	5 050 887	4 798 344
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			100 000	
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies		**3 675 118**	**34 138 580**	**34 207 675**
Personnel		0	18 048 272	18 048 272
66 Charges de personnel		0	18 048 272	18 048 272
Biens et services		0	7 484 342	6 861 996
60 Achats de biens		0	5 103 712	4 658 204
61 Acquisitions de services		0	1 545 440	1 410 363
65 Charges exceptionnelles		0	835 190	793 429
Transferts et subventions		0	6 774 410	5 622 289
64 Transferts		0	6 774 410	5 622 289
Investissement		3 675 118	1 831 556	3 675 118
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 675 118	1 155 956	3 675 118
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	675 600	0
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation		**6 412**	**3 724 437**	**3 530 752**
Biens et services		0	3 717 688	3 524 340
60 Achats de biens		0	3 699 472	3 509 245
61 Acquisitions de services		0	18 216	15 095
Investissement		6 412	6 749	6 412
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		6 412	6 749	6 412

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE				
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche		**17 161 588**	**45 755 696**	**43 420 939**
	Personnel	0	262 391	262 391
66	Charges de personnel	0	262 391	262 391
	Biens et services	0	70 305	55 675
60	Achats de biens	0	64 317	50 842
61	Acquisitions de services	0	5 988	4 833
	Transferts et subventions	0	23 358 171	22 426 285
64	Transferts	0	23 358 171	22 426 285
	Investissement	17 161 588	22 064 829	20 676 588
21	Immobilisations incorporelles	589 559	570 588	589 559
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 572 029	21 444 241	20 087 029
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	
Total		**25 788 712**	**107 867 886**	**104 292 148**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA				
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA		**0**	**3 060 310**	**2 437 364**
	Personnel	0	108 595	108 595
66	Charges de personnel	0	108 595	108 595
	Biens et services	0		88 560
61	Acquisitions de services	0		88 560
	Transferts et subventions	0	2 951 715	2 240 209
64	Transferts	0	2 951 715	2 240 209
Total		**0**	**3 060 310**	**2 437 364**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE				
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles		**534 282**	**2 635 737**	**2 092 320**
	Personnel	0	700 575	700 575
66	Charges de personnel	0	700 575	700 575
	Biens et services	0	895 005	810 807
60	Achats de biens	0	606 869	513 673
61	Acquisitions de services	0	288 136	277 707
62	Autres services	0		19 427
	Transferts et subventions	0	61 390	46 656
64	Transferts	0	61 390	46 656
	Investissement	534 282	978 767	534 282
21	Immobilisations incorporelles	0	20 450	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	534 282	928 317	534 282
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		30 000	
2.059 Promotion de la Femme		**1 130 994**	**5 433 190**	**1 908 668**
	Personnel	0	370 799	541 783
66	Charges de personnel	0	370 799	541 783
	Biens et services	0	195 439	235 891
60	Achats de biens	0	113 725	147 577
61	Acquisitions de services	0	81 714	88 314
	Investissement	1 130 994	4 866 952	1 130 994
21	Immobilisations incorporelles	190 000		190 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	940 994	4 381 952	940 994
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		485 000	
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille		**598 358**	**1 378 187**	**1 284 333**
	Personnel	0	327 950	156 966
66	Charges de personnel	0	327 950	156 966
	Biens et services	0	231 862	292 496
60	Achats de biens	0	177 257	193 230
61	Acquisitions de services	0	54 605	19 266
62	Autres services	0		80 000
	Transferts et subventions	0	264 957	236 513
64	Transferts	0	264 957	236 513
	Investissement	598 358	553 418	598 358
21	Immobilisations incorporelles	104 500		104 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	493 858	443 418	493 858
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		110 000	
Total		**2 263 634**	**9 447 114**	**5 285 321**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE				
1.023 Administration Générale		**196 868**	**10 876 909**	**4 168 010**
Personnel		0	1 193 918	1 193 918
66 Charges de personnel		0	1 193 918	1 193 918
Biens et services		0	1 397 927	1 154 381
60 Achats de biens		0	561 505	452 655
61 Acquisitions de services		0	608 078	500 921
62 Autres services		0		27 264
65 Charges exceptionnelles		0	228 344	173 541
Transferts et subventions		0	99 135	1 622 843
64 Transferts		0	99 135	1 622 843
Investissement		196 868	8 185 929	196 868
21 Immobilisations incorporelles		47 500	28 699	47 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		149 368	8 107 230	149 368
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			50 000	
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion		**456 000**	**2 059 394**	**2 803 244**
Personnel		0	300 706	300 706
66 Charges de personnel		0	300 706	300 706
Biens et services		0	108 596	83 955
60 Achats de biens		0	56 875	43 224
61 Acquisitions de services		0	51 721	40 731
Transferts et subventions		0	1 370 092	1 962 583
64 Transferts		0	1 370 092	1 962 583
Investissement		456 000	280 000	456 000
21 Immobilisations incorporelles		63 650	67 000	63 650
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		392 350	213 000	392 350
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire		**231 063**	**53 763 088**	**11 954 510**
Personnel		0	1 564 661	1 537 808
66 Charges de personnel		0	1 564 661	1 537 808
Biens et services		0	385 093	239 833
60 Achats de biens		0	261 751	155 936
61 Acquisitions de services		0	123 342	83 897
Transferts et subventions		0	51 470 109	9 945 806
64 Transferts		0	51 470 109	9 945 806
Investissement		231 063	343 225	231 063
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		231 063	343 225	231 063
2.063 Lutte Contre la Pauvreté		**612 750**	**1 219 775**	**1 141 028**
Transferts et subventions		0	574 775	528 278
64 Transferts		0	574 775	528 278
Investissement		612 750	645 000	612 750
21 Immobilisations incorporelles		308 750	45 000	308 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		304 000	320 000	304 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	280 000	0

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE				
Total		**1 496 681**	**67 919 166**	**20 066 792**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT				
1.024 Administration Générale		**798 000**	**2 258 642**	**2 258 627**
	Personnel	0	385 331	441 507
66	Charges de personnel	0	385 331	441 507
	Biens et services	0	857 416	869 402
60	Achats de biens	0	462 118	452 292
61	Acquisitions de services	0	395 298	359 560
62	Autres services	0		57 550
	Transferts et subventions	0	196 894	149 718
64	Transferts	0	196 894	149 718
	Investissement	798 000	819 001	798 000
21	Immobilisations incorporelles	142 500	57 273	142 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	655 500	711 728	655 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		50 000	
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie		**139 656 166**	**171 144 978**	**138 755 764**
	Personnel	0	740 607	740 607
66	Charges de personnel	0	740 607	740 607
	Biens et services	0	188 888	231 636
60	Achats de biens	0	87 557	151 818
61	Acquisitions de services	0	101 331	79 818
	Transferts et subventions	0	744 908	606 075
64	Transferts	0	744 908	606 075
	Investissement	139 656 166	169 470 575	137 177 446
21	Immobilisations incorporelles	38 000	140 000	38 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	139 398 266	169 103 175	136 919 546
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	190 000	202 500	190 000
26	Prises de participations et cautionnements	29 900	24 900	29 900
Total		**140 454 166**	**173 403 620**	**141 014 391**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
1.025 Administration Générale		**247 000**	**1 453 157**	**1 453 573**
Personnel		0	354 967	354 967
66 Charges de personnel		0	354 967	354 967
Biens et services		0	697 445	851 606
60 Achats de biens		0	313 785	312 241
61 Acquisitions de services		0	383 660	428 550
62 Autres services		0		110 815
Transferts et subventions		0	17 430	0
64 Transferts		0	17 430	0
Investissement		247 000	383 315	247 000
21 Immobilisations incorporelles		95 000	60 000	95 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		152 000	223 315	152 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			100 000	
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations		**3 807 887**	**9 130 869**	**5 255 231**
Personnel		0	675 666	675 666
66 Charges de personnel		0	675 666	675 666
Biens et services		0	453 942	383 836
60 Achats de biens		0	298 175	238 338
61 Acquisitions de services		0	155 767	125 448
62 Autres services		0		20 050
Transferts et subventions		0	386 581	387 842
64 Transferts		0	386 581	387 842
Investissement		3 807 887	7 614 680	3 807 887
21 Immobilisations incorporelles		541 500		541 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 266 387	7 063 351	3 266 387
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	551 329	0
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger		**9 582 500**	**2 429 980**	**4 240 402**
Transferts et subventions		0	279 980	273 902
64 Transferts		0	279 980	273 902
Investissement		9 582 500	2 150 000	3 966 500
21 Immobilisations incorporelles		332 500	160 000	332 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		9 250 000	1 675 000	3 634 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			315 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
2.071 Protection et Conservation de la Nature		**6 872 922**	**8 941 536**	**8 134 608**
Personnel		0	2 122 964	2 132 964
66 Charges de personnel		0	2 122 964	2 132 964
Biens et services		0	632 186	562 587
60 Achats de biens		0	417 165	325 390
61 Acquisitions de services		0	170 699	136 386
62 Autres services		0	44 322	100 811
Transferts et subventions		0	69 419	55 135
64 Transferts		0	69 419	55 135
Investissement		6 872 922	6 116 967	5 383 922
21 Immobilisations incorporelles		783 750	100 000	783 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		6 089 172	5 581 775	4 600 172
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	435 192	0
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement		**603 250**	**3 216 285**	**3 102 488**
Transferts et subventions		0	398 285	390 611
64 Transferts		0	398 285	390 611
Investissement		603 250	2 818 000	2 711 877
21 Immobilisations incorporelles		603 250		603 250
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		0	1 653 000	2 108 627
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			1 165 000	
Total		**21 113 559**	**25 171 827**	**22 186 302**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				
1.026 Administration Générale		**332 500**	**28 058 222**	**31 391 018**
	Personnel	0	318 851	318 851
66	Charges de personnel	0	318 851	318 851
	Biens et services	0	598 634	728 267
60	Achats de biens	0	336 726	311 126
61	Acquisitions de services	0	261 908	291 404
62	Autres services	0		125 737
	Transferts et subventions	0	27 015 000	30 011 400
63	Subventions	0	27 000 000	30 000 000
64	Transferts	0	15 000	11 400
	Investissement	332 500	125 737	332 500
21	Immobilisations incorporelles	332 500		332 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		125 737	
2.073 Développement des Ressources Energétiques		**4 257 303**	**34 433 499**	**38 719 499**
	Personnel	0	299 829	299 829
66	Charges de personnel	0	299 829	299 829
	Biens et services	0	212 340	195 384
60	Achats de biens	0	166 913	143 843
61	Acquisitions de services	0	45 427	51 541
	Transferts et subventions	0	5 981 284	5 986 983
64	Transferts	0	5 981 284	5 986 983
	Investissement	4 257 303	27 940 046	32 237 303
21	Immobilisations incorporelles	897 109		897 109
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 360 194	27 190 046	31 340 194
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		750 000	
2.074 Développement des Ressources en Eau		**17 422 100**	**47 444 404**	**103 836 292**
	Personnel	0	828 303	828 303
66	Charges de personnel	0	828 303	828 303
	Biens et services	0	401 332	355 851
60	Achats de biens	0	190 501	157 563
61	Acquisitions de services	0	210 831	167 238
62	Autres services	0		31 050
	Transferts et subventions	0	461 063	478 038
64	Transferts	0	461 063	478 038
	Investissement	17 422 100	45 753 706	102 174 100
21	Immobilisations incorporelles	2 071 000	800 000	2 071 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 351 100	43 177 206	100 103 100
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	1 776 500	0
Total		**22 011 903**	**109 936 125**	**173 946 809**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE				
1.027 Administration Générale		**105 487**	**1 881 465**	**1 651 619**
	Personnel	0	274 631	274 631
66	Charges de personnel	0	274 631	274 631
	Biens et services	0	979 965	835 991
60	Achats de biens	0	755 995	525 390
61	Acquisitions de services	0	223 970	214 797
62	Autres services	0		95 804
	Transferts et subventions	0	400 026	435 510
64	Transferts	0	400 026	435 510
	Investissement	105 487	226 843	105 487
21	Immobilisations incorporelles	95 000		95 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		95 804	
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	10 487	131 039	10 487
2.075 Développement des ressources minérales		**1 884 795**	**2 313 826**	**2 600 303**
	Personnel	0	550 510	550 510
66	Charges de personnel	0	550 510	550 510
	Biens et services	0	182 320	164 998
60	Achats de biens	0	99 831	92 276
61	Acquisitions de services	0	82 489	72 722
	Investissement	1 884 795	1 580 996	1 884 795
21	Immobilisations incorporelles	190 000	50 000	190 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 694 795	1 430 996	1 694 795
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	
Total		**1 990 282**	**4 195 291**	**4 251 922**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION				
1.028 Administration Générale		**14 725**	**1 097 568**	**1 059 220**
	Personnel	0	199 682	199 682
66	Charges de personnel	0	199 682	199 682
	Biens et services	0	580 023	631 538
60	Achats de biens	0	391 341	360 312
61	Acquisitions de services	0	188 682	220 232
62	Autres services	0		50 994
	Transferts et subventions	0	249 085	213 275
63	Subventions	0	100 000	95 000
64	Transferts	0	149 085	118 275
	Investissement	14 725	68 778	14 725
21	Immobilisations incorporelles		45 678	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 725	23 100	14 725
2.076 Medias et Communication Publics		**1 501 000**	**7 933 360**	**7 620 275**
	Transferts et subventions	0	5 783 360	5 644 275
64	Transferts	0	5 783 360	5 644 275
	Investissement	1 501 000	2 150 000	1 976 000
21	Immobilisations incorporelles	76 000		171 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 425 000	1 970 000	1 805 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		180 000	
2.077 Poste et Nouvelles Technologies		**503 500**	**2 413 577**	**2 355 724**
	Personnel	0		30 000
66	Charges de personnel	0		30 000
	Biens et services	0		70 000
60	Achats de biens	0		50 000
61	Acquisitions de services	0		20 000
	Transferts et subventions	0	1 768 577	1 752 224
64	Transferts	0	1 768 577	1 752 224
	Investissement	503 500	645 000	503 500
21	Immobilisations incorporelles	28 500	30 000	28 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	475 000	615 000	475 000
Total		**2 019 225**	**11 444 505**	**11 035 219**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION				
2.096 Régulation de la Communication		**475 000**	**1 439 968**	**1 546 106**
	Personnel	0	694 710	694 710
66	Charges de personnel	0	694 710	694 710
	Transferts et subventions	0	345 258	376 396
64	Transferts	0	345 258	376 396
	Investissement	475 000	400 000	475 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	475 000	400 000	475 000
Total		**475 000**	**1 439 968**	**1 546 106**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME				
1.029 Administration Générale		**2 169 800**	**4 364 504**	**4 198 970**
Personnel		0	773 254	773 254
66 Charges de personnel		0	773 254	773 254
Biens et services		0	1 112 530	1 050 967
60 Achats de biens		0	587 842	520 298
61 Acquisitions de services		0	491 688	481 839
62 Autres services		0	33 000	48 830
Transferts et subventions		0	219 720	204 949
64 Transferts		0	219 720	204 949
Investissement		2 169 800	2 259 000	2 169 800
21 Immobilisations incorporelles		356 250	225 000	356 250
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 813 550	1 859 000	1 813 550
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			175 000	
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière		**0**	**3 299 462**	**335 116**
Personnel		0	1 259 121	200 000
66 Charges de personnel		0	1 259 121	200 000
Biens et services		0	275 795	135 116
60 Achats de biens		0	141 121	106 616
61 Acquisitions de services		0	84 674	28 500
62 Autres services		0	50 000	0
Transferts et subventions		0	440 000	0
64 Transferts		0	440 000	0
Investissement		0	1 324 546	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		0	1 324 546	0
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires		**7 229 459**	**14 559 496**	**8 582 525**
Personnel		0	1 030 534	1 030 534
66 Charges de personnel		0	1 030 534	1 030 534
Biens et services		0	363 216	322 532
60 Achats de biens		0	271 154	250 237
61 Acquisitions de services		0	92 062	72 295
Investissement		7 229 459	13 165 746	7 229 459
21 Immobilisations incorporelles		755 000	590 000	755 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		6 474 459	12 391 866	6 474 459
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	183 880	0
Total		**9 399 259**	**22 223 462**	**13 116 611**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
1.031 Administration Générale et Contrôle		**3 052 650**	**3 788 154**	**3 799 371**
	Personnel	0	108 748	108 748
66	Charges de personnel	0	108 748	108 748
	Biens et services	0	475 796	613 936
60	Achats de biens	0	294 491	231 371
61	Acquisitions de services	0	181 305	266 065
62	Autres services	0		116 500
	Transferts et subventions	0	30 710	24 037
64	Transferts	0	30 710	24 037
	Investissement	3 052 650	3 172 900	3 052 650
21	Immobilisations incorporelles	3 005 150	2 981 400	3 005 150
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	47 500	166 500	47 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		25 000	
2.080 Population		**332 500**	**7 528 445**	**5 499 785**
	Personnel	0	111 945	111 945
66	Charges de personnel	0	111 945	111 945
	Biens et services	0	46 500	55 340
60	Achats de biens	0	20 000	15 200
61	Acquisitions de services	0	26 500	20 140
62	Autres services	0		20 000
	Investissement	332 500	7 370 000	5 332 500
21	Immobilisations incorporelles	190 000	50 000	190 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	142 500	7 170 000	5 142 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	
2.081 Aménagement du Territoire		**427 500**	**533 984**	**553 548**
	Personnel	0	91 921	91 921
66	Charges de personnel	0	91 921	91 921
	Biens et services	0	33 063	34 127
60	Achats de biens	0	15 000	11 400
61	Acquisitions de services	0	18 063	13 727
62	Autres services	0		9 000
	Investissement	427 500	409 000	427 500
21	Immobilisations incorporelles	332 500	200 000	332 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	95 000	109 000	95 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National		**1 472 500**	**3 483 591**	**3 502 560**
	Transferts et subventions	0	668 336	605 060
64	Transferts	0	668 336	605 060
	Investissement	1 472 500	2 815 255	2 897 500
21	Immobilisations incorporelles	902 500	100 000	902 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	570 000	2 165 255	1 995 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		550 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
Total		**5 285 150**	**15 334 174**	**13 355 264**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS				
1.042 Administration Générale		**0**	**685 382**	**511 760**
	Personnel	0	138 676	82 500
66	Charges de personnel	0	138 676	82 500
	Biens et services	0	446 706	429 260
60	Achats de biens	0	369 782	320 760
61	Acquisitions de services	0	76 924	108 500
	Investissement		100 000	
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		100 000	
2.066 Développement et sécurisation des transports		**5 185 759**	**5 735 263**	**4 886 480**
	Personnel	0	838 359	838 359
66	Charges de personnel	0	838 359	838 359
	Biens et services	0	249 624	238 838
60	Achats de biens	0	180 063	183 335
61	Acquisitions de services	0	69 561	55 503
	Transferts et subventions	0	1 067 796	823 524
64	Transferts	0	1 067 796	823 524
	Investissement	5 185 759	3 579 484	2 985 759
21	Immobilisations incorporelles	475 000		475 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 655 309	2 999 534	2 455 309
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	38 000	562 500	38 000
26	Prises de participations et cautionnements	17 450	17 450	17 450
Total		**5 185 759**	**6 420 645**	**5 398 240**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL				
1.039 Administration Générale		**0**	**831 348**	**0**
	Personnel	0	139 981	0
66	Charges de personnel	0	139 981	0
	Biens et services	0	445 367	0
60	Achats de biens	0	302 882	0
61	Acquisitions de services	0	142 485	0
	Transferts et subventions	0	21 000	0
64	Transferts	0	21 000	0
	Investissement	0	225 000	0
21	Immobilisations incorporelles	0	15 000	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		60 000	
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	
2.084 Développement du secteur industriel		**0**	**1 777 250**	**0**
	Personnel	0	768 474	0
66	Charges de personnel	0	768 474	0
	Biens et services	0	268 374	0
60	Achats de biens	0	178 319	0
61	Acquisitions de services	0	90 055	0
	Transferts et subventions	0	252 006	0
64	Transferts	0	252 006	0
	Investissement	0	488 396	0
21	Immobilisations incorporelles	0	12 450	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	400 946	0
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		75 000	
Total		**0**	**2 608 598**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS				
1.033 Administration Générale		**142 500**	**1 171 756**	**1 348 500**
Personnel		0	209 971	280 916
66 Charges de personnel		0	209 971	280 916
Biens et services		0	866 560	912 924
60 Achats de biens		0	325 956	302 593
61 Acquisitions de services		0	310 604	314 306
62 Autres services		0	230 000	296 025
Transferts et subventions		0		12 160
64 Transferts		0		12 160
Investissement		142 500	95 225	142 500
21 Immobilisations incorporelles		142 500	50 000	142 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles			45 225	
2.084 Développement du secteur industriel		**544 821**		**1 830 426**
Personnel		0		768 474
66 Charges de personnel		0		768 474
Biens et services		0		210 608
60 Achats de biens		0		140 479
61 Acquisitions de services		0		70 129
Transferts et subventions		0		306 523
64 Transferts		0		306 523
Investissement		544 821		544 821
21 Immobilisations incorporelles		144 827		144 827
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		399 994		399 994
2.085 Appui au développement du secteur privé		**558 125**	**1 537 729**	**1 554 796**
Biens et services		0	175 805	161 046
60 Achats de biens		0	28 083	21 343
61 Acquisitions de services		0	3 329	2 530
62 Autres services		0	144 393	137 173
Transferts et subventions		0	949 424	835 625
64 Transferts		0	949 424	835 625
Investissement		558 125	412 500	558 125
21 Immobilisations incorporelles		225 625	12 500	225 625
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		332 500	200 000	332 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			200 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS				
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance		**47 500**	**185 317**	**176 659**
	Personnel	0	38 406	38 406
66	Charges de personnel	0	38 406	38 406
	Biens et services	0	27 054	90 753
60	Achats de biens	0	16 619	15 788
61	Acquisitions de services	0	10 435	7 931
62	Autres services	0		67 034
	Investissement	47 500	119 857	47 500
21	Immobilisations incorporelles	47 500	106 454	47 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		13 403	
Total		**1 292 946**	**2 894 802**	**4 910 381**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
1.034 Administration Générale		**6 710 000**	**37 156 434**	**36 373 419**
Personnel		0	1 481 326	1 481 326
66 Charges de personnel		0	1 481 326	1 481 326
Biens et services		0	2 512 893	2 459 100
60 Achats de biens		0	1 439 019	1 234 782
61 Acquisitions de services		0	693 874	681 194
62 Autres services		0	380 000	543 124
Transferts et subventions		0	20 974 991	20 922 993
64 Transferts		0	20 974 991	20 922 993
Investissement		6 710 000	12 187 224	11 510 000
21 Immobilisations incorporelles		665 000	95 000	665 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols			1 500 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		5 570 000	8 617 224	10 370 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		475 000	1 975 000	475 000
2.087 Appui au Monde Rural		**4 600 236**	**28 589 692**	**34 546 132**
Personnel		0	3 627 749	3 627 749
66 Charges de personnel		0	3 627 749	3 627 749
Biens et services		0	541 193	426 418
60 Achats de biens		0	446 925	352 213
61 Acquisitions de services		0	94 268	74 205
Transferts et subventions		0	1 676 081	1 448 729
64 Transferts		0	1 676 081	1 448 729
Investissement		4 600 236	22 744 669	29 043 236
21 Immobilisations incorporelles		608 000	60 000	608 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 656 236	21 852 669	28 099 236
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		336 000	832 000	336 000
2.088 Aménagement et Equipement Rural		**38 783 914**	**65 376 298**	**56 252 719**
Personnel		0	613 372	613 372
66 Charges de personnel		0	613 372	613 372
Biens et services		0	240 592	195 273
60 Achats de biens		0	167 929	137 746
61 Acquisitions de services		0	72 663	57 527
Transferts et subventions		0	3 137 521	2 954 160
64 Transferts		0	3 137 521	2 954 160
Investissement		38 783 914	61 384 813	52 489 914
21 Immobilisations incorporelles		4 142 000	443 565	4 142 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		475 000		475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		34 166 914	57 026 248	47 872 914
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			3 915 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
2.089 Recherche et Formation		**1 073 500**	**11 814 258**	**12 308 297**
	Personnel	0	6 431	6 431
66	Charges de personnel	0	6 431	6 431
	Biens et services	0	40 000	30 874
60	Achats de biens	0	33 000	25 460
61	Acquisitions de services	0	7 000	5 414
	Transferts et subventions	0	3 910 327	3 906 492
64	Transferts	0	3 910 327	3 906 492
	Investissement	1 073 500	7 857 500	8 364 500
21	Immobilisations incorporelles	522 500		6 859 500
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	551 000	7 707 500	1 505 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		150 000	
Total		**51 167 650**	**142 936 682**	**139 480 567**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

15/12/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
1.037 Administration Générale		**2 233 000**	**23 132 377**	**19 800 936**
	Personnel	0	152 048	152 048
66	Charges de personnel	0	152 048	152 048
	Biens et services	0	795 044	822 112
60	Achats de biens	0	519 117	413 779
61	Acquisitions de services	0	275 927	261 955
62	Autres services	0		146 378
	Transferts et subventions	0	3 354 688	3 280 776
64	Transferts	0	3 354 688	3 280 776
	Investissement	2 233 000	18 830 597	15 546 000
21	Immobilisations incorporelles	71 250	76 861	71 250
22	Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		3 300 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 161 750	11 248 360	15 474 750
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		4 205 376	
2.090 Développement des Productions et Industries Animales		**7 242 664**	**3 279 929**	**5 722 299**
	Personnel	0	1 062 472	1 062 472
66	Charges de personnel	0	1 062 472	1 062 472
	Biens et services	0	289 462	259 629
60	Achats de biens	0	196 465	158 600
61	Acquisitions de services	0	92 997	75 238
62	Autres services	0		25 791
	Transferts et subventions	0	115 638	119 853
64	Transferts	0	115 638	119 853
	Investissement	7 242 664	1 812 357	4 280 345
21	Immobilisations incorporelles	204 250	20 483	299 250
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 185 914	1 199 799	2 128 595
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 852 500	592 075	1 852 500
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles		**1 354 269**	**3 083 341**	**4 216 393**
	Personnel	0	707 421	707 421
66	Charges de personnel	0	707 421	707 421
	Biens et services	0	250 992	213 203
60	Achats de biens	0	160 410	127 053
61	Acquisitions de services	0	90 582	71 768
62	Autres services	0		14 382
	Transferts et subventions	0	280 000	218 500
64	Transferts	0	280 000	218 500
	Investissement	1 354 269	1 844 928	3 077 269
21	Immobilisations incorporelles	95 000	5 000	95 000
22	Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	665 000		665 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	594 269	1 714 928	2 317 269
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		125 000	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire		**499 449**	**2 866 907**	**2 984 914**
	Personnel	0	1 390 343	1 390 343
66	Charges de personnel	0	1 390 343	1 390 343
	Biens et services	0	345 922	337 688
60	Achats de biens	0	229 665	233 872
61	Acquisitions de services	0	116 257	91 930
62	Autres services	0		11 886
	Transferts et subventions	0	803 220	757 434
64	Transferts	0	803 220	757 434
	Investissement	499 449	327 422	499 449
21	Immobilisations incorporelles	0	89 800	0
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	24 449	237 622	24 449
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000		475 000
Total		**11 329 382**	**32 362 554**	**32 724 542**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE				
2.093 Sécurité Alimentaire		**10 434 010**	**6 909 740**	**7 752 828**
	Personnel	0	221 798	221 798
66	Charges de personnel	0	221 798	221 798
	Biens et services	0	128 892	145 942
60	Achats de biens	0	72 707	63 606
61	Acquisitions de services	0	56 185	73 847
62	Autres services	0		8 489
	Transferts et subventions	0	29 050	22 078
64	Transferts	0	29 050	22 078
	Investissement	10 434 010	6 530 000	7 363 010
21	Immobilisations incorporelles	726 750	8 936	726 750
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 307 260	4 356 064	5 236 260
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		765 000	
26	Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Total		**10 434 010**	**6 909 740**	**7 752 828**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME				
1.040 Administration Générale		**50 000**	**684 836**	**760 793**
Personnel		0	153 849	153 849
66 Charges de personnel		0	153 849	153 849
Biens et services		0	456 187	505 796
60 Achats de biens		0	304 570	320 571
61 Acquisitions de services		0	151 617	165 725
62 Autres services		0		19 500
Transferts et subventions		0	54 800	51 148
63 Subventions		0	49 800	37 848
64 Transferts		0	5 000	13 300
Investissement		50 000	20 000	50 000
21 Immobilisations incorporelles			10 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		50 000	10 000	50 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat		**2 439 546**	**1 631 668**	**2 323 122**
Personnel		0	288 626	288 626
66 Charges de personnel		0	288 626	288 626
Biens et services		0	138 935	120 409
60 Achats de biens		0	74 601	66 441
61 Acquisitions de services		0	64 334	53 968
Transferts et subventions		0	264 561	274 541
64 Transferts		0	264 561	274 541
Investissement		2 439 546	939 546	1 639 546
21 Immobilisations incorporelles		0	10 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 439 546	929 546	1 639 546
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme		**113 116**	**563 439**	**459 506**
Personnel		0	18 488	18 488
66 Charges de personnel		0	18 488	18 488
Biens et services		0	224 271	180 674
60 Achats de biens		0	107 900	85 865
61 Acquisitions de services		0	116 371	94 809
Transferts et subventions		0	151 610	147 228
64 Transferts		0	151 610	147 228
Investissement		113 116	169 070	113 116
21 Immobilisations incorporelles		14 250		14 250
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		98 866	152 070	98 866
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier			17 000	
Total		**2 602 662**	**2 879 943**	**3 543 421**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL				
990 CHARGES COMMUNES				
0.003 Provisions pour imprévus		**214 885 935**	**318 975 251**	**395 514 729**
	Personnel	0	49 654 783	118 578 610
66	Charges de personnel	0	49 654 783	118 578 610
	Biens et services	0	109 987 092	89 846 786
60	Achats de biens	0	57 425 527	33 077 910
61	Acquisitions de services	0	13 855 108	13 062 419
62	Autres services	0	1 160 509	1 160 509
65	Charges exceptionnelles	0	36 310 000	41 310 000
67	Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
	Transferts et subventions	0	53 096 462	54 012 665
64	Transferts	0	53 096 462	54 012 665
	Investissement	214 885 935	106 236 914	133 076 668
21	Immobilisations incorporelles	3 200 000	3 200 000	3 200 000
22	Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	161 776 627	56 836 914	79 967 360
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 409 308	21 700 000	20 409 308
26	Prises de participations et cautionnements	25 000 000	20 000 000	25 000 000
0.004 Dette		**0**	**78 337 000**	**101 056 000**
	Biens et services	0	78 337 000	101 056 000
67	Intérêts et frais financiers	0	78 337 000	101 056 000
Total		**214 885 935**	**397 312 251**	**496 570 729**
Total BUDGET GENERAL		**798 620 361**	**2 207 651 690**	**2 283 813 065**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
2 BUDGETS ANNEXES				
770 MINISTERE DES TRANSPORTS				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports		**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**
	Personnel	0	1 959 000	2 004 000
66	Charges de personnel	0	1 959 000	2 004 000
	Biens et services	0	2 127 273	2 471 040
60	Achats de biens	0	1 029 450	931 867
61	Acquisitions de services	0	1 016 500	1 223 250
62	Autres services	0	56 000	290 000
67	Intérêts et frais financiers	0	25 323	25 923
	Transferts et subventions	0	588 000	823 000
64	Transferts	0	588 000	823 000
	Investissement	2 559 938	1 839 935	2 559 938
21	Immobilisations incorporelles		63 000	
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 513 500	1 026 497	1 513 500
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	456 438	350 438	456 438
26	Prises de participations et cautionnements	590 000	400 000	590 000
Total		**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**
Total BUDGETS ANNEXES		**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
3.001 Remboursement des Crédits TVA		**0**	**61 786 270**	**64 690 692**
	Biens et services	0	61 786 270	64 690 692
65	Charges exceptionnelles	0	61 786 270	64 690 692
3.009 Fonds pour le Développement Durable		**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
	Investissement	40 000 000	40 000 000	40 000 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total		**40 000 000**	**101 786 270**	**104 690 692**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique		**2 616 620**	**2 616 620**	**2 616 620**
	Investissement	2 616 620	2 616 620	2 616 620
21	Immobilisations incorporelles	2 616 620	2 616 620	2 616 620
Total		**2 616 620**	**2 616 620**	**2 616 620**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE				
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant		**0**	**800 000**	**500 000**
	Transferts et subventions	0	800 000	500 000
64	Transferts	0	800 000	500 000
Total		**0**	**800 000**	**500 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune		**170 000**	**278 750**	**278 750**
	Biens et services	0	108 750	108 750
60	Achats de biens	0	108 750	108 750
	Investissement	170 000	170 000	170 000
21	Immobilisations incorporelles	83 750	83 750	83 750
22	Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	86 250	86 250	86 250
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts		**676 750**	**1 021 250**	**1 021 250**
	Biens et services	0	236 250	236 250
60	Achats de biens	0	236 250	236 250
	Transferts et subventions	0	108 250	108 250
64	Transferts	0	108 250	108 250
	Investissement	676 750	676 750	676 750
21	Immobilisations incorporelles	108 250	108 250	108 250
22	Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	236 250	236 250	236 250
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	332 250	332 250	332 250
Total		**846 750**	**1 300 000**	**1 300 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

15/12/2018 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget/ Section / Programme/ Article	Intitulés	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE				
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières		**0**	**350 000**	**350 000**
	Biens et services	0	350 000	350 000
60	Achats de biens	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)		**15 000**	**515 000**	**605 000**
	Personnel	0	260 000	310 000
66	Charges de personnel	0	260 000	310 000
	Biens et services	0	220 000	280 000
60	Achats de biens	0	110 000	170 000
61	Acquisitions de services	0	110 000	100 000
62	Autres services	0		10 000
	Investissement	15 000	35 000	15 000
21	Immobilisations incorporelles		15 000	
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	15 000	20 000	15 000
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)		**133 000**	**1 263 750**	**685 000**
	Personnel	0	210 000	120 000
66	Charges de personnel	0	210 000	120 000
	Biens et services	0	538 750	432 000
60	Achats de biens	0	333 750	184 500
61	Acquisitions de services	0	205 000	172 500
62	Autres services	0		75 000
	Investissement	133 000	515 000	133 000
21	Immobilisations incorporelles	90 000	430 000	90 000
24	Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	43 000	85 000	43 000
Total		**148 000**	**2 128 750**	**1 640 000**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
3.008 Appui au développement de la statistique		**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
	Investissement	2 981 400	2 981 400	2 981 400
21	Immobilisations incorporelles	2 981 400	2 981 400	2 981 400
Total		**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE				
3.006 Appui au financement de l'Agriculture		**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
	Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23	Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total		**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		**51 592 770**	**116 613 040**	**118 728 712**
TOTAL GENERAL		**852 773 069**	**2 330 778 938**	**2 410 399 755**

Article 23 : Pour 2019, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à **l'état B**, annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2019, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à **l'état C**, annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2019, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à **l'état D**, annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2019, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à **l'état E**, annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2019, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à **l'état F** annexé à la présente loi.

TITRE 2 :

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le Ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2019 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le Ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi de finances, le Ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits sur le budget d'Etat 2019, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur Financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur Financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un Arrêté du Ministre chargé des Finances.

TITRE 3 :

AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2019, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à **l'état G,** annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2019, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à **l'état H,** annexé à la présente loi.

Article 35: Pour 2019, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à **l'état I,** annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2019, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à **l'état J,** annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2019, le détail du Programme Triennal d'Investissement 2019-2021 figure à **l'état K** annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, **état L**, des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi de finances.

Article 39 : Pour 2019, le Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé est établi conformément à **l'état M** annexé à la présente loi,

Article 40 : Pour 2019, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à **l'état N.**

Article 41 : Pour 2019, l'Estimation des Subventions à la consommation sur les Produits Pétroliers figure à **l'état O** annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2019, les statistiques sur les emplois créés figurent à **l'état P**, annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2019, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état Q** annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2019, la Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation figure à **l'état R**, annexé à la présente loi.

Article 45 : Pour 2019, l'annexe relative aux Dépenses Fiscales figure à **l'état S**, annexé à la présente loi.

Article 46 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T**, annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2019, l'annexe relative au genre figure à **l'état V**, annexé à la présente loi.

Article 48 : Pour 2019, l'annexe Fiscale figure à **l'état U,** annexé à la présente loi.

Bamako, le 21 DEC. 2018

Le Président de la République,

Ibrahim Boubacar KEITA

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2019



Septembre 2018

I. PRESENTATION GENERALE

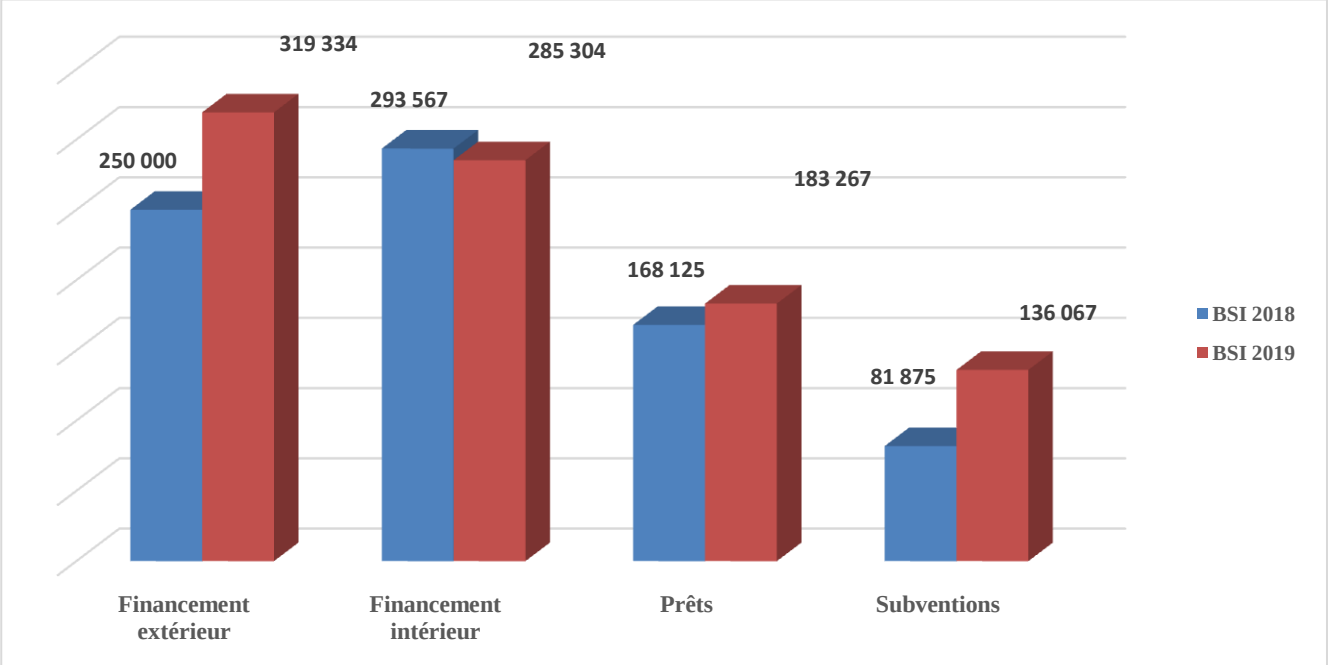
Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2019 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2019-2021 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2018 et se poursuivront en 2019 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de 2019.

Ventilation du BSI par source de financement

Le BSI 2019 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **604,638 Milliards de FCFA** contre **543,567 Milliards de FCFA** en 2018 soit une augmentation de **61,071 Milliards de FCFA** correspondant ainsi **11,24%.**

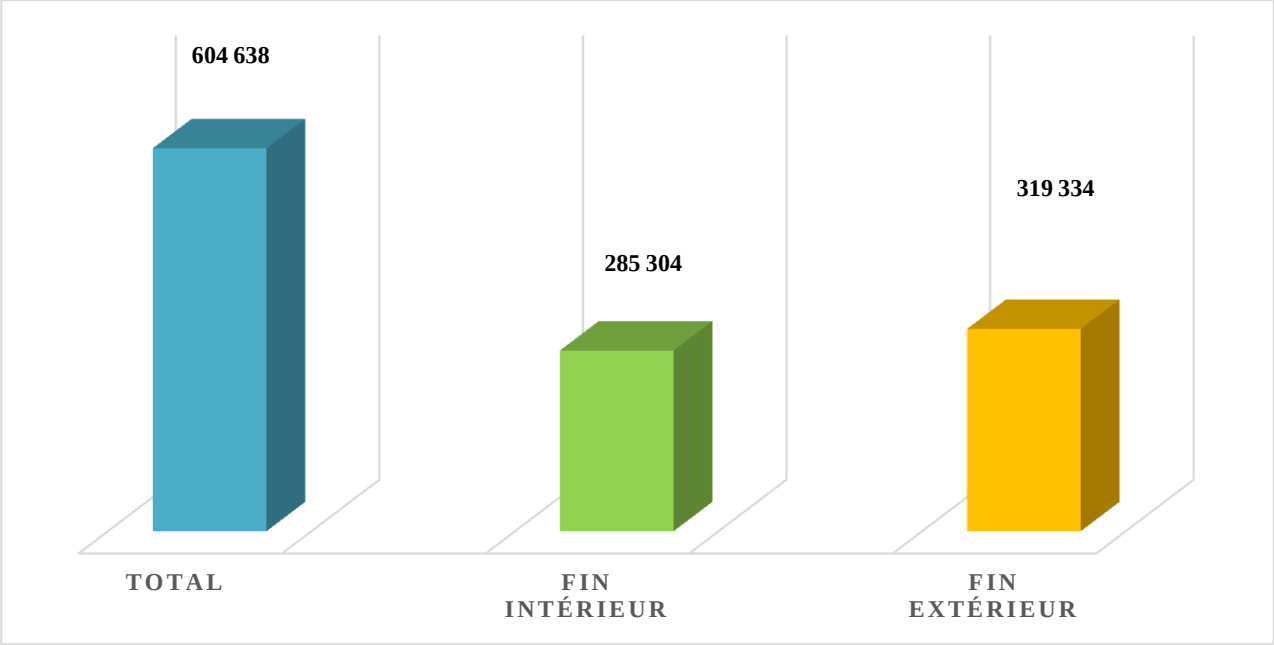
Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2019 proviennent respectivement du financement intérieur pour **285,304 Milliards FCFA**, soit **47,19%** et du financement extérieur pour **319,334 Milliards FCFA**, soit **52,81%.**

Graphique 1 : Evolution du BSI de 2018 à 2019 (en milliard de FCFA)



Ce graphique montre que le financement extérieur a augmenté de façon significative à hauteur de **27,73%** contrairement aux ressources intérieures qui ont enregistré une baisse de **2,81%**.

Graphique 2 : Ventilation du BSI 2019 par source de financement (en milliard de FCFA)



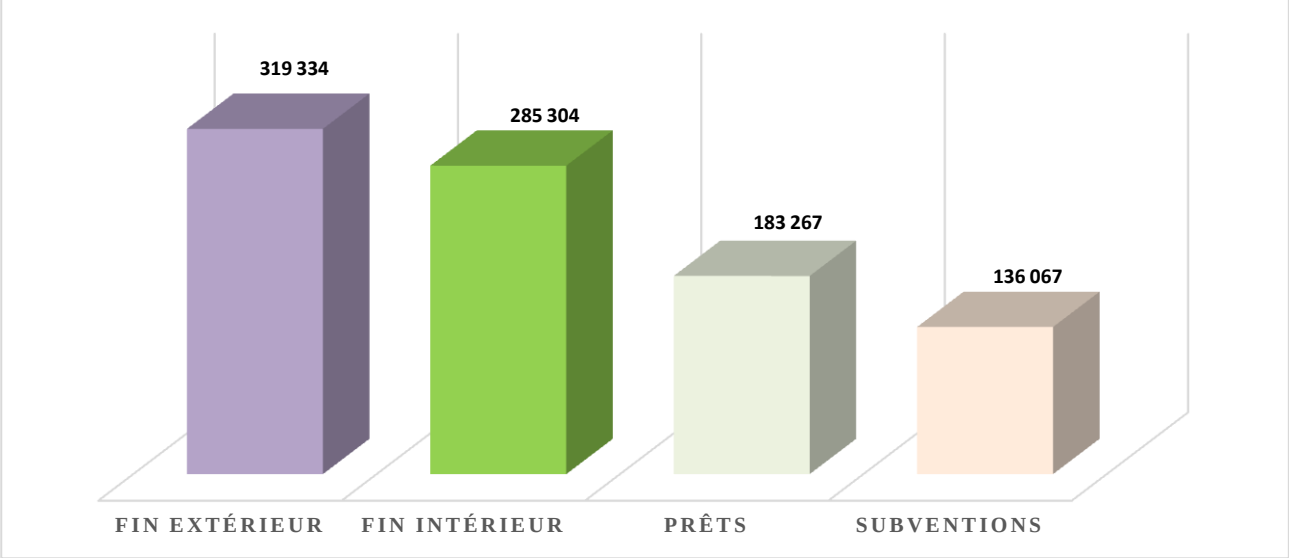
La part du financement intérieur a dimunié par rapport à 2018 passant de **293,567 Milliards** de FCFA à **285,304 Milliards** de FCFA, soit un taux de regression de **2,81%**. Par contre, celle du financement extérieur a augmenté passant de **250 Milliards** à **319,334 Milliards** de FCFA, soit **27,73%** de progression.

Ventilation du BSI 2019 par nature de financement

Le financement intérieur est entièrement assuré par le budget national. Quant au financement extérieur du BSI 2019, il se décompose en **Prêts** pour un montant de **183,267 milliards** de FCFA, soit **57,39%** et en **Subventions** pour un montant de **136,067 milliards** de FCFA**,** soit **42,61%.**

La part des prêts dépasse celle des subventions de **47,200 milliards**. Cette situation se traduit par l'importance des prêts dans le financement de trois (03) secteurs de planification, à savoir : **Economie rurale (68,56%), Secondaire (60,88%) et Infrastructures (53,57%).**

Graphique 3 : Ventilation du BSI 2019 par nature de financement (en milliard de FCFA)



Le graphique 3 montre que les prêts représentent une part importante dans le financement extérieur.

Tableau 1 : Ventilation du BSI 2019 par source et nature de financement (million de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% source nature	% total
Financement Intérieur (F.I.)	**285 304**	**100**	
- Budget de l'Etat dont :	285 304	100	
*Equipement- Investissement:	285 304	100	**47,19**
- Autofinancement	-	-	
- Divers Autres	-	-	
Financement Extérieur (F.E.)	**319 334**	**100**	
- Subventions	136 067	42,61	**52,81**
- Prêts	183 267	57,39	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**604 638**	**100**	**100**

A la lumière de ce tableau, on remarque que le BSI 2019 s'élève à **604,638 milliards de F CFA.** Son financement est assuré à hauteur de **52,81%** par les PTF et **47,19%** par le Gouvernement de la République du Mali.

II.PRESENTATION SECTORIELLE

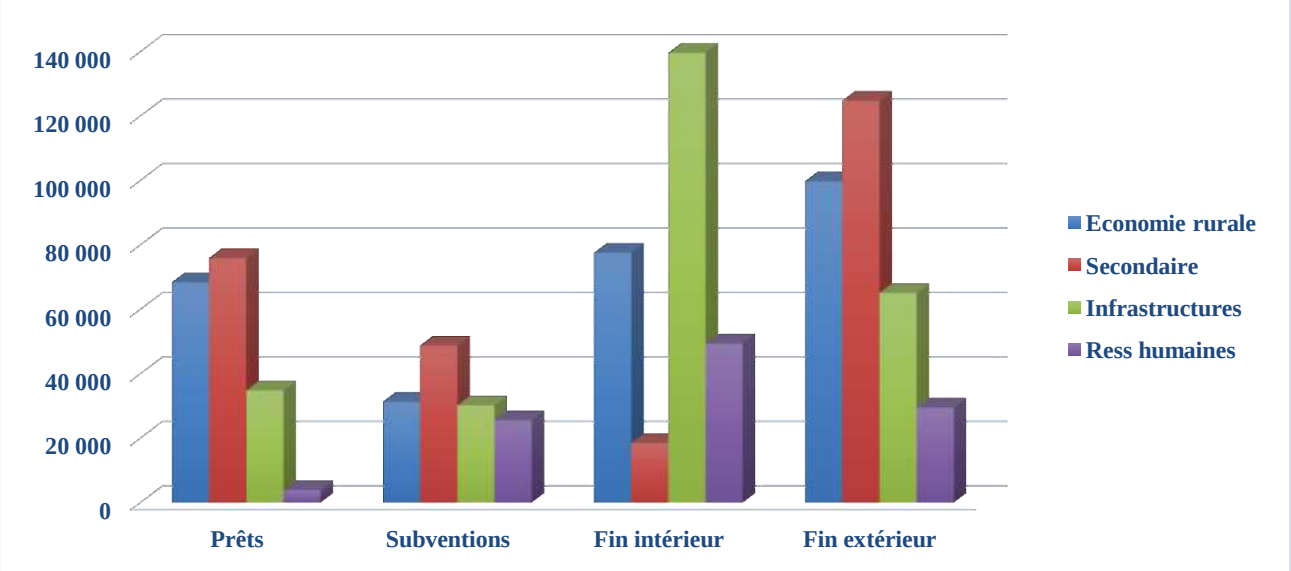
Ventilation du BSI 2019 par source et nature de financement par secteurs de planification

De façon globale, le BSI 2019 est dominé par le secteur **Infrastructures** avec **33,88%** du montant total contre **44,69%** au titre du BSI 2018. Il est suivi du secteur **Economie rurale** avec **29,34%** contre **22,09%** en **2018**. Ensuite viennent les secteurs **Secondaire** avec **23,71%** contre **14,56%** en 2018 et **Ressources humaines** avec **13,07%** contre **18,66%** en 2018.

Par rapport au financement extérieur, le secteur **Secondaire** vient en tête des secteurs de planification avec **39,08%** contre **22,27%** en 2018, il est suivi respectivement des secteurs **Economie Rurale 31,26%** contre **34,65**% en 2018 ; **Infrastructures** avec **20,40% contre 24% e**n 2018 et **Ressources humaines** avec **9,26%** contre **19,07%** en 2018 (cf graphique 4).

Concernant le financement intérieur, le secteur **Infrastructures** vient largement en tête des secteurs de planification avec **48,96%,** il est suivi respectivement des secteurs **Economie rurale** avec **27,20%** ; **Ressources humaines** avec **17,34%** et **Secondaire** avec **6,50%** (cf graphique 4)**.**

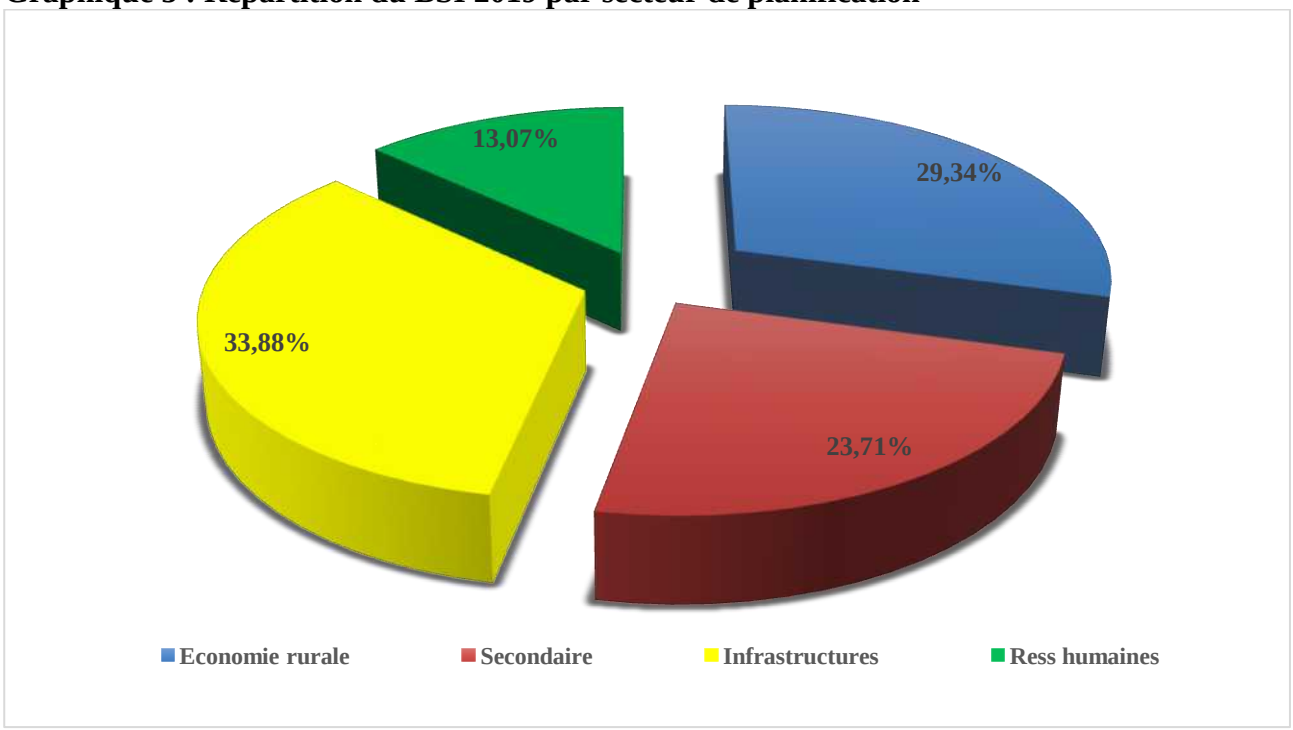
Graphique 4 : Ventilation du BSI par source et nature de financement (million de FCFA)



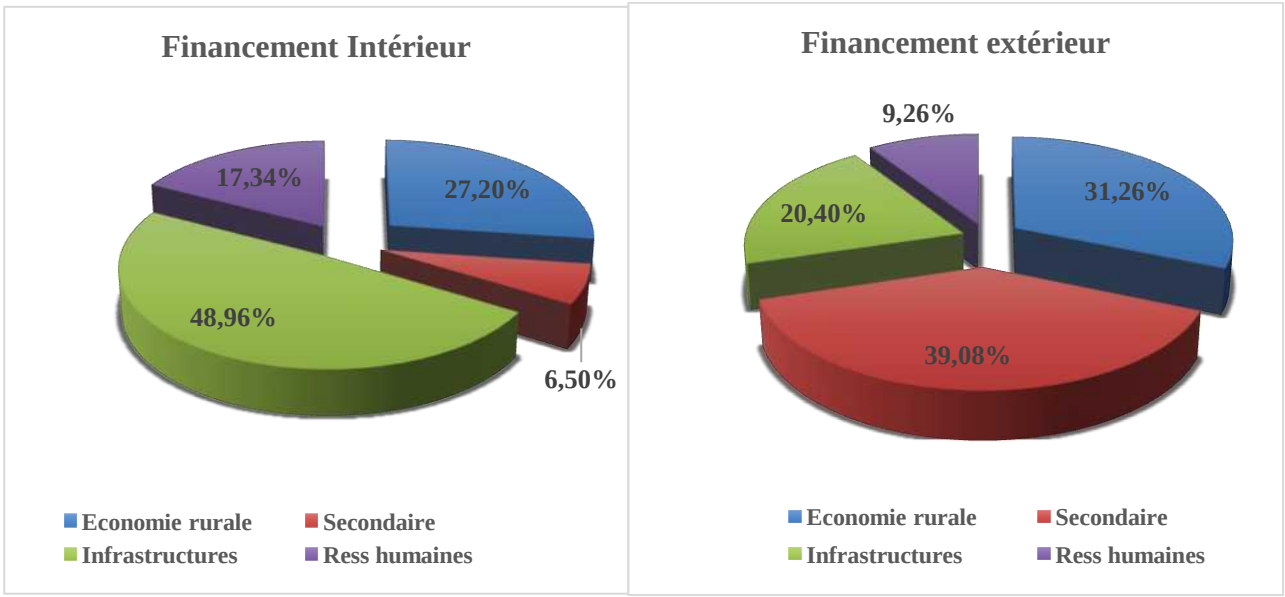
Ventilation du BSI par secteur de planification

La répartition du BSI 2019 entre les différents secteurs est largement dominée par celui des **Infrastructures**, soit **33,88%** contre **44,69%** en 2018. Il est suivi des secteurs **Economie rurale**, **Secondaire** et **Ressources Humaines** avec respectivement **29,34%** ; **23,71%** et **13,07%** (cf graphique 5)**.**

Graphique 5 : Répartition du BSI 2019 par secteur de planification



Graphique 6 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



Les deux graphiques (n°6) ci-dessus montrent que le financement par secteur évolue selon la source. Ainsi, les secteurs **Secondaire** et **Economie rurale** représentent **70,34%** du financement extérieur dont **(39,08%** pour le **Secondaire** et **31,26%** pour **l'Economie rurale**). Quant au financement intérieur, les secteurs **Infrastructures** et **Economie rurale** sont les plus importants avec **76,16%**, soit respectivement **48,96% et 27,20%.**

Ventilation du BSI 2019 par sous-secteur

Secteur et sous-secteurs des Infrastructures

Dans la répartition sectorielle du BSI 2019, le Secteur **Infrastructures** occupe la première place avec un financement de **204,835 milliards de FCFA**, dont **139,696 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur. Ce montant représente **33,88%** du montant total du BSI intérieur 2019.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **67,06%** du secteur regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandare-Kayes-Diboli ;
- les travaux du 2ème pont de Kayes ;
- les travaux d'entretien des pistes de la CMDT ;
- les travaux d'aménagement traversée de la ville de Sikasso ;
- les travaux de construction voies ceinture Ouest Koulikoro (13,8km) ;
- les travaux de bitumage Route Goma Coura-Tombouctou ;
- les travaux de construction bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (km) et aménagement de 10 km voirie localité de Kadiolo ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Zantiebougou-Kolondieba-Frontière RCI ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Kayes-Kéniéba (250 km) ;
- les travaux d'aménagement en 2X2 voies de la voie reliant le 3ème pont de Bamako à la RN6 (3,26 km) y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et réhabilitation de la section de la Tour de l'Afrique ;
- les travaux de construction/bitumage route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nomsombougou ;
- les travaux de construction de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée (52 km) ;
- les travaux d'aménagement de la voie Kouloubleni (5 km) commune rurale Kalaban coro.

Pour le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** qui occupe la seconde place avec **28,32%** du secteur et entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- Travaux de construction et d'équipement des infrastructures de l'Administration, notamment les sièges de certains services centraux (DNDC, DGCC, ANTIM, Hôtel des Finances, la Direction Générale des Douanes, siège INSTAT, DGSE, Hôtel des Sports) ;
- Travaux de construction de la grande prison de Bamako, nouvelle ENSUP et l'extension de l'Hôpital du Mali ;
- Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), réhabilitation/équipement des anciennes régions et opérationnalisation des nouvelles régions.

Le sous-secteur **Urbanisme et Habitat** avec **2,89%** du secteur, entièrement financé sur les ressources intérieures, est dominé par les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, les projets d'assainissement et la prise en charge des infrastructures de l'ANGESEM.

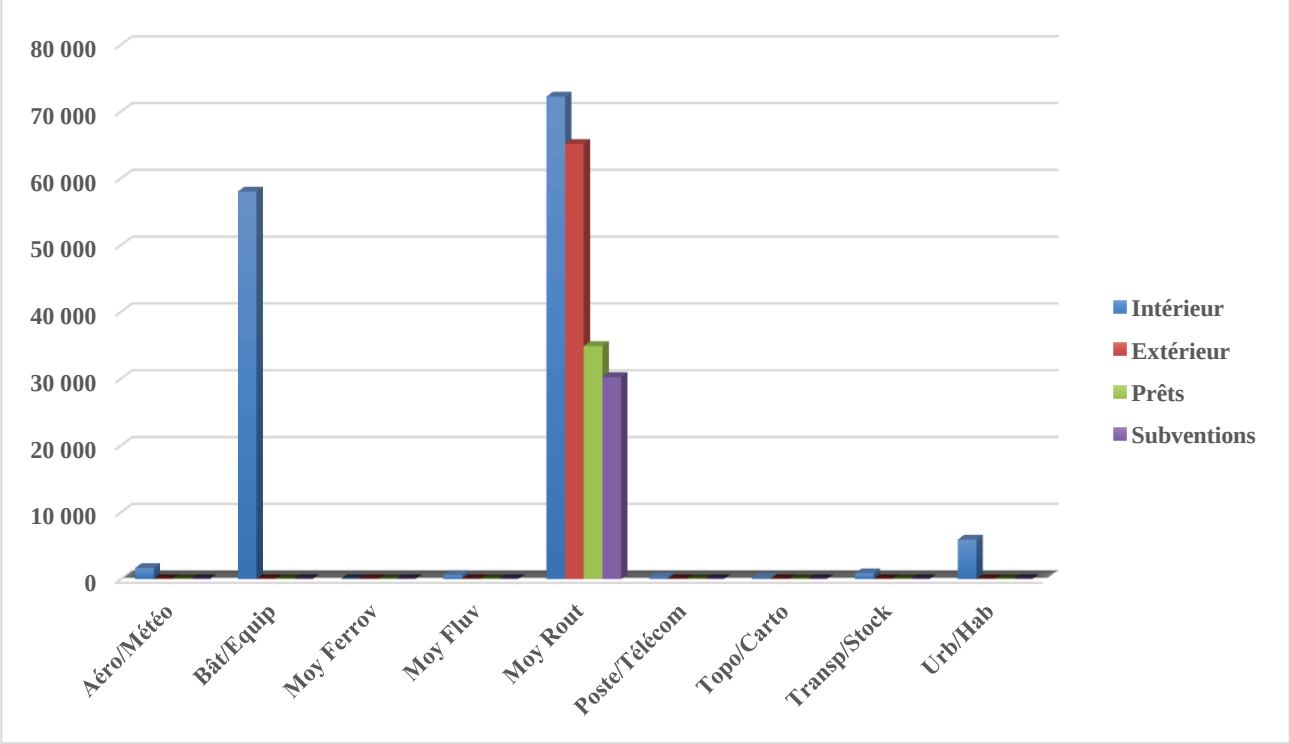
Les autres sous-secteurs occupent au total **1,74%** du secteur.

Tableau 2 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (millions de FCFA)

Sous-Secteurs	TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	**137 358**	**67,06%**	72 219	65 139	34 892	30 247
Moyens Ferroviaires	**0**	**0,00%**	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	**570**	**0,28%**	570	0	0	0
Aéronautique/Météo	**1 663**	**0,81%**	1 663	0	0	0
Poste/Télécom	**285**	**0,14%**	285	0	0	0
Topo et Cartographie	**190**	**0,09%**	190	0	0	0
Bâtiments et Equipement	**58 003**	**28,32%**	58 003	0	0	0
Urbanisme et Habitat	**5 911**	**2,89%**	5 911	0	0	0
Transport/Stockage	**855**	**0,42%**	855	0	0	0
TOTAL	**204 835**	**100%**	**139 696**	**65 139**	**34 892**	**30 247**

La part du financement extérieur qui représente **31,80%** est entièrement consacrée au sous-secteur Moyens routiers**.**

Graphique 7 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) du Secteur Infrastructures en sous-secteurs (millions de FCFA)



Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est très important dans le secteur des Infrastructures, soit **68,20%** du BSI intérieur 2019**.** Il est orienté essentiellement sur les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **67,06%** et **28,32%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous-secteur **Moyens routiers** et réparti comme suit : les prêts **53,57%** contre **46,43%** pour les subventions.

Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2019, l**e Secteur Economie rurale** occupe la seconde place avec un financement de **177,428 milliards de FCFA**, dont **77,600 milliards de FCFA** au titre du

financement intérieur, soit **43,70%** du financement.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **84,50%** du secteur regroupe d'importants projets dans le domaine des aménagements hydro agricoles avec un financement intérieur considérable de l'ordre de **72,906 milliards de FCFA**, soit **93,95%** du financement total intérieur du secteur de l'**Economie rurale**. La part des ressources extérieures dans le financement du sous-secteur de l'**Agriculture** est également très importante avec **77,017 Milliards** de FCFA, soit **77,15%** du montant total du secteur.

Il s'agit entre autres de :

- la mise en œuvre des contrats plans Etat-Offices de développement rural (Office du Niger, Office Riz Mopti, Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou, Office du Moyen Bani (OMB), et l'appui à l'OPAM, la mise en œuvre des projets et programmes de développement rural (le Programme de Développement de l'Irrigation au Mali (PDI-BS), le Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase 2 (PDRIK II), le Projet d'Amélioration de la Productivité agricole des petits Exploitants pour l'Afrique subsaharienne (SAPEP), le Projet d'Appui au Développement Rural de Soke 1 (PADER-S1), le Projet d'Appui Régional à I 'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), l'Irrigation de Proximité dans le Delta Intérieur/IPRODI, IPRO dans les zones de Ménaka et Gao, le Projet d'Appui à la Compétitivité Agroindustrielle au Mali (PACAM), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à la Sécurité Alimentaire (PRIA), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN-KL), et le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA/DCI) ;
- la mise en œuvre des programmes d'infrastructures économiques dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou ;
- le développement de la filière anacarde au Mali et le renforcement de la sécurité alimentaire à travers Projet de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM).

Par rapport au sous-secteur **Elevage** qui occupe la seconde place avec **10,12%**, il est largement dominé par les ressources extérieures, **soit 92,98%** du financement total du sous-secteur contre **7,02%** pour les ressources intérieures.

Les principaux projets sont entre autres :

- les projets/programmes de développement (Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage intensif au Mali (PADEL-M) et le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)- Mali) ;
- l'appui au Centre National d'Insémination Artificielle ;
- le programme d'appui au renforcement de l'élevage et de l'économie pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK).

Le sous-secteur **Forêts** avec **4,04%** du secteur est dominé essentiellement par la mise en œuvre des actions de gestion des ressources naturelles (parc de Tienfala, le Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger/ PDD-DIN II) dans le cadre des changements climatiques et des travaux d'aménagement et de conservation des massifs, parcs nationaux ainsi qu'à la protection des

berges (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN) et au reboisement.

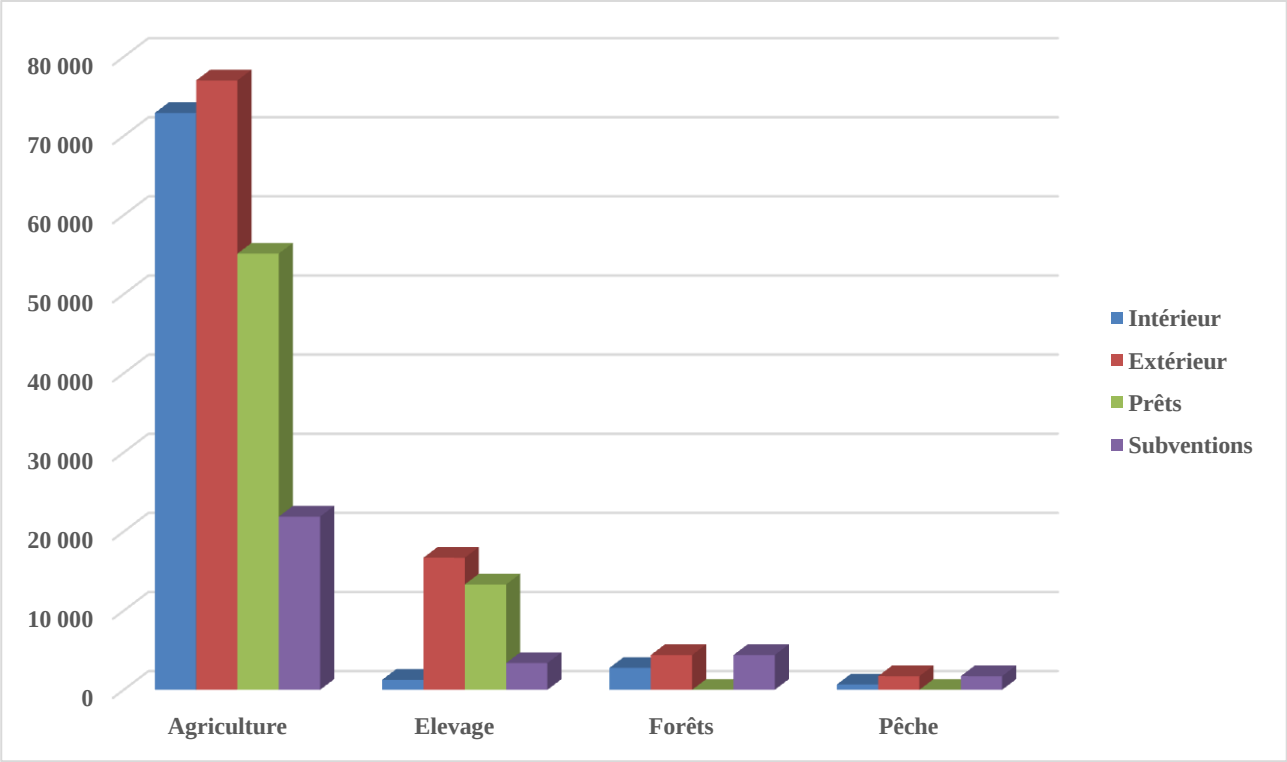
Quant au sous-secteur **Pêche** avec **1,35%** du secteur, il se caractérise par la mise en œuvre du Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), le Projet d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA) et l'appui au marché central à poisson de Bamako.

Tableau 3 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (million de FCFA)

Sous-Secteur	TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	**149 923**	**84,50%**	72 906	77 017	55 130	21 887
Elevage	**17 953**	**10,12%**	1 260	16 693	13 313	3 380
Pêche	**2 389**	**1,35%**	666	1 723	0	1 723
Forêts	**7 163**	**4,04%**	2 768	4 395	0	4 395
TOTAL	**177 428**	**100**	**77 600**	**99 828**	**68 443**	**31 385**

La part du financement extérieur qui fait **56,26%** du financement total du secteur est largement dominée par les Prêts, soit **68,56%** du montant total du financement extérieur contre **31,44%** pour les subventions.

Graphique 8 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Le graphique 8 montre que la part du financement extérieur dans ce secteur est importante au niveau de deux (02) sous-secteurs agriculture et Elevage et dépasse même celui de l'intérieur au niveau de tous les sous-secteurs.

Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2019, le Secteur **Secondaire** vient en troisième position avec un financement de **143,357 milliards de FCFA** dont **124,807 milliards de FCFA** au titre du financement extérieur, soit **87,06%** du montant total du financement du secteur.

Le sous-secteur **Eaux** qui vient en tête avec **54,58%** du secteur est largement financé par les ressources extérieures, soit **92,92%** du financement total du sous-secteur. On note entre autres les projets et programmes suivants :

- les Programmes d'Alimentation en Eau Potable (AEP) et de mobilisation des ressources en eau en milieu rural et dans la ville de Bamako et des projets d'assainissement ;
- les travaux de protection des berges du fleuve Niger.

Le sous-secteur **Energie** avec **41,74%** du secteur est financé par les ressources extérieures à hauteur de **51,205 Milliards** de FCFA, soit **85,57%.** Il est réparti entre les prêts pour **87,99**% contre **12,01%** pour les subventions. Les principales actions financées sont entre autres :

- la mise en œuvre du projet d'aménagement de Taoussa ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ainsi que le programme d'urgence d'accès à l'énergie.

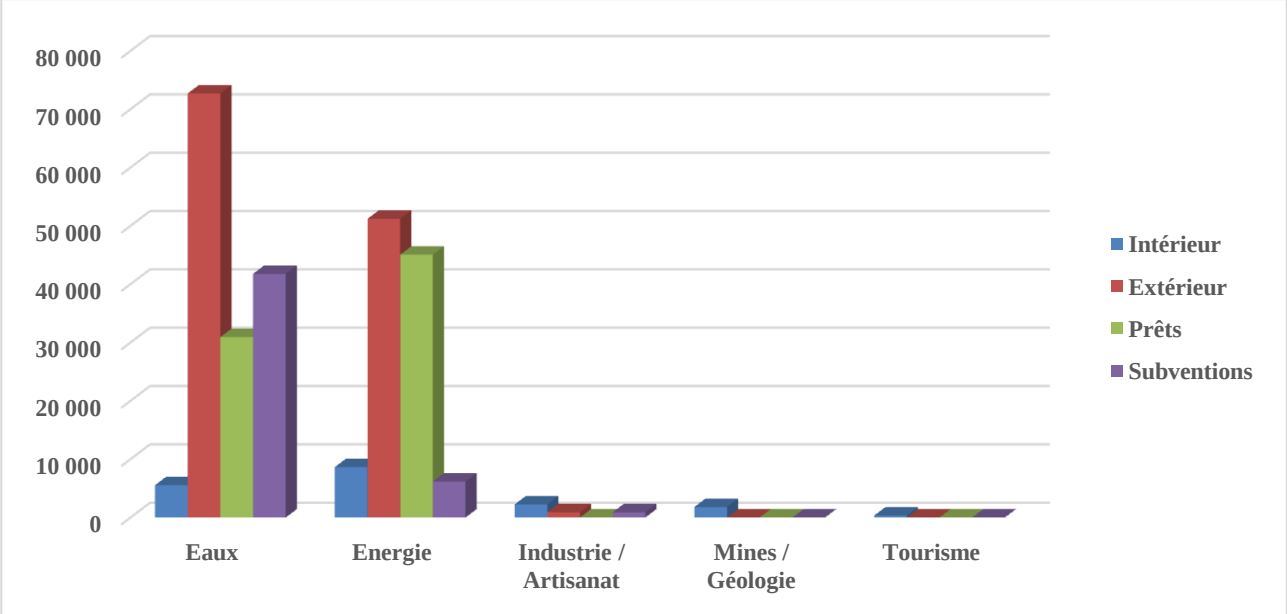
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Industries/Artisanat, Mines/Géologie et Tourisme**) occupent au total **3,68%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la promotion de nouvelles zones minières et pétrolières, du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des acteurs du commerce.

Tableau 4 : Financement par sous-secteur du Secteur Secondaire (million de FCFA)

SOUS-SECTEURS	TOTAL GENERAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	Total	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	**1 805**	**1,26%**	1 805	0	0	0
Eaux	**78 243**	**54,58%**	5 541	72 702	30 927	41 775
Energie	**59 843**	**41,74%**	8 638	51 205	45 055	6 150
Industrie / Artisanat	**3 133**	**2,19%**	2 233	900	0	900
Tourisme	**333**	**0,23%**	333	0	0	0
TOTAL GENERAL	**143 357**	**100,00%**	**18 550**	**124 807**	**75 982**	**48 825**

Le financement du secteur est largement dominé par les ressources extérieures qui représentent **87,06%**. Elles sont réparties entre les prêts pour **60,88%** contre **39,12%** pour les subventions. Les sous-secteurs **Tourisme et Mines/Géologie** ne sont pas couverts par le financement extérieur.

Graphique 9 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Eaux et Energie) et dépasse même le financement intérieur. Les prêts sont largement en tête dans le financement desdits sous-secteurs.

Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2019, le Secteur **Ressources humaines** vient en quatrième et dernière position avec un financement de **79,018 milliards de FCFA** dont **49,458 milliards de FCFA** au titre du financement intérieur, soit **62,59%** du montant total du financement du secteur.

Le sous-secteur **Administration/Plan/Finances** représente **48,66%** (**38,448 Milliards** de FCFA dont **20,788** Milliards pour les ressources intérieures) du financement total du secteur. Il regroupe d'importants projets parmi lesquels on peut citer entre autres :

- les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, PAMORI, appui à l'ODHD et à l'INSTAT) ;
- la mise en œuvre du Programme filets sociaux, du fonds de préparation des projets d'investissements, des contrats plans Etat-Région et le renforcement des capacités nationales à travers les programmes de formation ;
- l'interconnexion des bases de données du MEF et la mise en œuvre du Programme d'Urgence de renforcement du système judiciaire.

Le sous-secteur **Santé** et **affaires sociales** avec **27,31%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **73,83% (16,581 Milliards** de FCFA). Il finance la mise en œuvre des actions ci-après : (i) les accords d'établissements des Centres Hospitaliers Universitaires ; (ii) le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires et (iii) les projets relatifs à la promotion des femmes.

Quant au sous-secteur **Education et Formation** avec **9,30%** du secteur, il est entièrement financé par les ressources intérieures et assurent la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires et universitaires (lycées, IFM, laboratoires, facultés) ainsi que de la culture et de la jeunesse.

Concernant le sous-secteur **Emploi/travail** avec **9,50%** du secteur, son financement est dominé par

les ressources extérieures, soit **91,95%** dont **57,25%** de prêts et **42,75%** de subvention. Elles financent les projets de formation, d'apprentissage et d'insertion des jeunes à travers le projet de développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ) et le projet d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER).

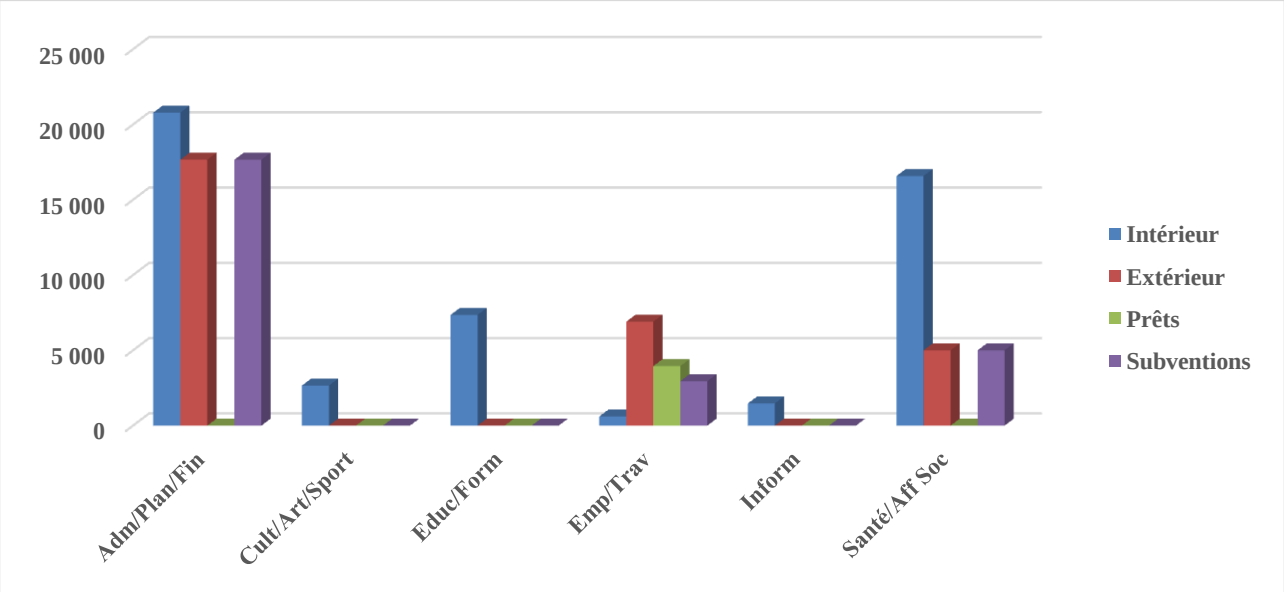
Les autres sous-secteurs **Culture/art/sport** et **Information** représentent au total **5,23%** du financement du secteur et sont entièrement financés par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur des travaux de réhabilitation et d'équipement d'infrastructures sportives, de la jeunesse et de la communication à travers le renforcement des infrastructures de l'ORTM (Tour de l'ORTM), de l'ANCD et le programme national de la promotion de la jeunesse.

Tableau 5 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (million de FCFA)

Sous-Secteur	TOTAL GENERAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	TOTAL	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	7 504	**9,50%**	**604**	**6 900**	3 950	2 950
Education / Formation	7 352	**9,30%**	**7 352**	**0**	0	0
Santé / Affaires Sociales	21 581	**27,31%**	**16 581**	**5 000**	0	5 000
Culture / Art / Sport	2 660	**3,37%**	**2 660**	**0**	0	0
Information	1 473	**1,86%**	**1 473**	**0**	0	0
Administration/Plan/Finances	38 448	**48,66%**	**20 788**	**17 660**	0	17 660
TOTAL GENERAL	**79 018**	**100,00%**	**49 458**	**29 560**	**3 950**	**25 610**

Le tableau 5 indique que les ressources extérieures contribuent au financement de deux (02) sous-secteurs (Emploi/ Travail et Santé / Affaires Sociales).

Graphique 10 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Ce graphique indique que le financement extérieur dans ce secteur est considérable au niveau de trois (03) principaux sous-secteurs avec une part importante des subventions au niveau des sous-secteurs (Santé/affaires sociales et Administration/Plan/Finances).

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement et des projets/programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le budget 2019 s'inscrira dans la consolidation des acquis du Cadre Stratégique pour la relance Economique pour le Développement Durable (CREDD) 2016-2018, la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de Développement (Post CREDD), la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire ainsi que celle relative à la Sécurité Intérieure et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Cependant, malgré les efforts consentis par l'Etat et les PTF, le BSI 2019 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes :

- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements souscrits par l'Etat sans s'assurer de leur soutenabilité sur le plan budgétaire au moment des négociations des accords de financement ;
- le nombre élevé d'avenants dus, le plus souvent, aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (retard dans la finalisation des travaux, coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI) ;
- le vieillissement et le caractère récurrent de certains P/P.

Au regard de ce qui précède, il est nécessaire d'améliorer la qualité des projets à l'entrée et de veiller à leur soutenabilité budgétaire

ANNEXES

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	104 783	81 735	-1	301 449	177 428	170 711	6 717	77 600	77 600	0	0	99 828	68 443	31 385
Agriculture	83 490	65 240	-0	243 612	149 923	143 206	6 717	72 906	72 906	0	0	77 017	55 130	21 887
Elevage	12 300	11 650	-0	40 577	17 953	17 953	0	1 260	1 260	0	0	16 693	13 313	3 380
Pêche	750	750	0	4 423	2 389	2 389	0	666	666	0	0	1 723	0	1 723
Forêts	8 243	4 095	-1	12 837	7 163	7 163	0	2 768	2 768	0	0	4 395	0	4 395
Secondaire	71 164	52 185	-1	359 113	143 357	143 357	0	18 550	18 550	0	0	124 807	75 982	48 825
Mines et Géologie	1 097	1 097	0	5 205	1 805	1 805	0	1 805	1 805	0	0	0	0	0
Eaux	25 499	11 545	-1	128 839	78 243	78 243	0	5 541	5 541	0	0	72 702	30 927	41 775
Energie	41 410	36 485	-0	217 246	59 843	59 843	0	8 638	8 638	0	0	51 205	45 055	6 150
Industrie / Artisanat	2 808	2 808	0	7 490	3 133	3 133	0	2 233	2 233	0	0	900	0	900
Tourisme	350	250	-0	333	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0
Infrastructures	191 085	150 438	-1	593 185	204 835	204 835	0	139 696	139 696	0	0	65 139	34 892	30 247
Moyens routiers	127 600	99 613	-0	432 644	137 358	137 358	0	72 219	72 219	0	0	65 139	34 892	30 247
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	500	500	0	1 370	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	2 250	2 250	0	3 163	1 663	1 663	0	1 663	1 663	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	415	415	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	250	250	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	53 270	41 410	-0	136 467	58 003	58 003	0	58 003	58 003	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	6 320	6 000	-0	15 011	5 911	5 911	0	5 911	5 911	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	480	0	-1	3 055	855	855	0	855	855	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	85 777	54 196	-2	217 699	79 018	77 418	1 600	49 458	49 458	0	0	29 560	3 950	25 610
Emploi / Travail	9 110	5 610	-0	15 278	7 504	7 504	0	604	604	0	0	6 900	3 950	2 950
Education / Formation	10 745	4 995	-1	18 768	7 352	7 352	0	7 352	7 352	0	0	0	0	0

Santé / Affaires sociales	28 050	20 900	-0	63 181	21 581	21 581	0	16 581	16 581	0	0	5 000	0	5 000
Culture / Art / Sport	2 900	1 200	-1	5 860	2 660	2 660	0	2 660	2 660	0	0	0	0	0
Information	1 170	1 170	0	7 073	1 473	1 473	0	1 473	1 473	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	33 802	20 321	-0	107 539	38 448	36 848	1 600	20 788	20 788	0	0	17 660	0	17 660
Total	452 809	338 554	-5	1 471 446	604 638	596 321	8 317	285 304	285 304	0	0	319 334	183 267	136 067

Annexe 2 :

Etat récapitulatif des dépenses et leur financement Selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE 2019 - 2021			DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019			FINANCEMENT EXTERIEUR 2019		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	104 783	100	-22,00	301 449	100,00	20,49	177 428	100,00	29,34	77 600	100,00	27,20	99 828	100,00	31,26
Agriculture	83 490	65 240	-0,22	243 612	80,81	16,56	149 923	84,50	24,80	72 906	93,95	25,55	77 017	77,15	24,12
Elevage	12 300	11 650	-0,05	40 577	13,46	2,76	17 953	10,12	2,97	1 260	1,62	0,44	16 693	16,72	5,23
Pêche	750	750	0,00	4 423	1,47	0,30	2 389	1,35	0,40	666	0,86	0,23	1 723	1,73	0,54
Forêts	8 243	4 095	-0,50	12 837	4,26	0,87	7 163	4,04	1,18	2 768	3,57	0,97	4 395	4,40	1,38
Secondaire	71 164	100	-26,67	359 113	100,00	24,41	143 357	100,00	23,71	18 550	100,00	6,50	124 807	100,00	39,08
Mines et Géologie	1 097	1 097	0,00	5 205	1,45	0,35	1 805	1,26	0,30	1 805	9,73	0,63	0	0,00	0,00
Eaux	25 499	11 545	-0,55	128 839	35,88	8,76	78 243	54,58	12,94	5 541	29,87	1,94	72 702	58,25	22,77
Energie	41 410	36 485	-0,12	217 246	60,50	14,76	59 843	41,74	9,90	8 638	46,57	3,03	51 205	41,03	16,03
Industrie / Artisanat	2 808	2 808	0,00	7 490	2,09	0,51	3 133	2,19	0,52	2 233	12,04	0,78	900	0,72	0,28
Tourisme	350	250	-0,29	333	0,09	0,02	333	0,23	0,06	333	1,80	0,12	0	0,00	0,00
Infrastructures	191 085	100	-21,27	593 185	100,00	40,31	204 835	100,00	33,88	139 696	100,00	48,96	65 139	100,00	20,40
Moyens routiers	127 600	99 613	-0,22	432 644	72,94	29,40	137 358	67,06	22,72	72 219	51,70	25,31	65 139	100,00	20,40
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	500	500	0,00	1 370	0,23	0,09	570	0,28	0,09	570	0,41	0,20	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	2 250	2 250	0,00	3 163	0,53	0,21	1 663	0,81	0,28	1 663	1,19	0,58	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	415	415	0,00	885	0,15	0,06	285	0,14	0,05	285	0,20	0,10	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	250	250	0,00	590	0,10	0,04	190	0,09	0,03	190	0,14	0,07	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	53 270	41 410	-0,22	136 467	23,01	9,27	58 003	28,32	9,59	58 003	41,52	20,33	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	6 320	6 000	-0,05	15 011	2,53	1,02	5 911	2,89	0,98	5 911	4,23	2,07	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	480	0	-1,00	3 055	0,52	0,21	855	0,42	0,14	855	0,61	0,30	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	85 777	100	-36,82	217 699	100,00	14,79	79 018	100,00	13,07	49 458	100,00	17,34	29 560	100,00	9,26
Emploi / Travail	9 110	5 610	-0,38	15 278	7,02	1,04	7 504	9,50	1,24	604	1,22	0,21	6 900	23,34	2,16
Education / Formation	10 745	4 995	-0,54	18 768	8,62	1,28	7 352	9,30	1,22	7 352	14,87	2,58	0	0,00	0,00

Santé / Affaires sociales	28 050	20 900	-0,25	63 181	29,02	4,29	21 581	27,31	3,57	16 581	33,53	5,81	5 000	16,91	1,57
Culture / Art / Sport	2 900	1 200	-0,59	5 860	2,69	0,40	2 660	3,37	0,44	2 660	5,38	0,93	0	0,00	0,00
Information	1 170	1 170	0,00	7 073	3,25	0,48	1 473	1,86	0,24	1 473	2,98	0,52	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	33 802	20 321	-0,40	107 539	49,40	7,31	38 448	48,66	6,36	20 788	42,03	7,29	17 660	59,74	5,53
Total	452 809	338 554	-25,23	1 471 446		100,00	604 638		100,00	285 304		100,00	319 334		100,00

Annexe 3 :

Situation du financement national Selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	B U D G E T N A T. 2018							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	77 600	77 600	0	0	0	0	0	77 600
Agriculture	72 906	72 906	0	0	0	0	0	72 906
Elevage	1 260	1 260	0	0	0	0	0	1 260
Pêche	666	666	0	0	0	0	0	666
Forêts	2 768	2 768	0	0	0	0	0	2 768
Secondaire	18 550	18 550	0	0	0	0	0	18 550
Mines et Géologie	1 805	1 805	0	0	0	0	0	1 805
Eaux	5 541	5 541	0	0	0	0	0	5 541
Energie	8 638	8 638	0	0	0	0	0	8 638
Industrie / Artisanat	2 233	2 233	0	0	0	0	0	2 233
Tourisme	333	333	0	0	0	0	0	333
Infrastructures	139 696	139 696	0	0	0	0	0	139 696
Moyens routiers	72 219	72 219	0	0	0	0	0	72 219
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	570	570	0	0	0	0	0	570
Aéronautique / Météo	1 663	1 663	0	0	0	0	0	1 663
Poste / Télécommunication	285	285	0	0	0	0	0	285
Topo et Cartographie	190	190	0	0	0	0	0	190
Bâtiments et Equipement	58 003	58 003	0	0	0	0	0	58 003
Urbanisme et Habitat	5 911	5 911	0	0	0	0	0	5 911
Transport / Stockage	855	855	0	0	0	0	0	855

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	49 458	49 458	0	0	0	0	0	49 458
Emploi / Travail	604	604	0	0	0	0	0	604
Education / Formation	7 352	7 352	0	0	0	0	0	7 352
Santé / Affaires sociales	16 581	16 581	0	0	0	0	0	16 581
Culture / Art / Sport	2 660	2 660	0	0	0	0	0	2 660
Information	1 473	1 473	0	0	0	0	0	1 473
Administration / Plan et Finances	20 788	20 788	0	0	0	0	0	20 788
Total	285 304	285 304	0	0	0	0	0	285 304

Annexe 4 :
Situation du financement extérieur Selon la source par secteur et nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AFD	2 250	0	2 250	0	0	0	3 360	0	3 360	900	27 950	28 850	6 510	27 950	34 460
BAD	0	29 800	29 800	5 000	20 000	25 000	0	0	0	0	26 017	26 017	5 000	75 817	80 817
Belgique	2 625	0	2 625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 625	0	2 625
BID	0	14 019	14 019	0	2 000	2 000	0	0	0	0	9 673	9 673	0	25 692	25 692
BM	2 878	24 624	27 502	0	0	0	22 200	2 000	24 200	1 342	1 342	2 684	26 420	27 966	54 386
BOAD	0	0	0	2 000	12 892	14 892	0	0	0	0	5 000	5 000	2 000	17 892	19 892
Canada	4 345	0	4 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 345	0	4 345
FIDA	0	0	0	0	0	0	0	1 950	1 950	0	0	0	0	1 950	1 950
FNU	466	0	466	0	0	0	0	0	0	0	0	0	466	0	466
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	6 000	7 000	1 000	6 000	7 000
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 264	0	2 264	2 264	0	2 264
KfW	10 145	0	10 145	0	0	0	0	0	0	25 452	0	25 452	35 597	0	35 597
Norvège	954	0	954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	954	0	954
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 216	0	3 216	3 216	0	3 216
PNUD	0	0	0	0	0	0	50	0	50	0	0	0	50	0	50
Suède	2 553	0	2 553	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 553	0	2 553
UE	5 169	0	5 169	23 247	0	23 247	0	0	0	14 651	0	14 651	43 067	0	43 067
ENSEMBLE SECTEURS	31 385	68 443	99 828	30 247	34 892	65 139	25 610	3 950	29 560	48 825	75 982	124 807	136 067	183 267	319 334

Annexe 5 :

Etat détaillé des projets par Secteur et par source de financement

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	14 750	4 750	4 750	0	4 750	4 750	0	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	500	0	-1	475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	250	250	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	19 130	19 130	0	17 665	10 365	10 365	0	2 565	2 565	0	0	7 800	7 800	0	BAD
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 500	0	-1	4 800	4 800	4 800	0	0	0	0	0	4 800	4 800	0	BM

SECTEUR	Economie rurale						SOUS-SECTEUR	Agriculture								
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 800	3 500	-0	4 544	3 909	3 909	0	285	285	0	0	3 624	3 624	0	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	410	410	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	150	0	-1	2 956	1 097	1 097	0	143	143	0	0	954	0	954	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	2 100	100	-1	3 476	2 956	2 956	0	76	76	0	0	2 880	2 880	0	BID
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	7 300	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	6 500	6 500	0	6 190	6 190	6 190	0	190	190	0	0	6 000	6 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	8 400	8 400	0	4 190	4 190	4 190	0	190	190	0	0	4 000	4 000	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	300	300	0	780	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	330	330	0	1 328	428	428	0	428	428	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	500	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 250	250	-1	9 219	3 177	3 177	0	238	238	0	0	2 939	2 939	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 870	8 870	0	14 655	12 855	12 855	0	855	855	0	0	12 000	12 000	0	BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	250	250	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	3 000	3 000	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 700	1 700	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	UE
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	350	350	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	300	300	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	46 126	46 126	46 126	0	46 126	46 126	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	350	350	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	5 900	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 360	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3084	Appui Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	4 127	4 127	4 127	0	4 127	4 127	0	0	0	0	0	
3085	APPUI SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER (STF)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3086	APPUI SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	286	286	286	0	286	286	0	0	0	0	0	
3087	APPUI OBSERVATOIRE DU MARCHE AGRICOLE (OMA)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	209	209	209	0	209	209	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	2 700	2 500	-0	8 590	2 690	2 690	0	190	190	0	0	2 500	2 500	0	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	0	-1	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	2 000	2 000	0	13 299	6 571	6 571	0	143	143	0	0	6 428	0	6 428	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	10 535	6 717	0	6 717	380	380	0	0	6 337	6 337	0	BM
3133	PROJET APPUI IRRIGAT° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	11 151	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	0	3 717	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	2 250	2 250	AFD BM
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	4 345	4 345	4 345	0	0	0	0	0	4 345	0	4 345	Canada

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	6 378	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	UE
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	3 168	1 193	1 193	0	0	0	0	0	1 193	0	1 193	Belgique
TOTAL SOUS-SECTEUR			83 490	65 240	-7	243 612	149 923	143 206	6 717	72 906	72 906	0	0	77 017	55 130	21 887	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	71	71	71	0	71	71	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	3 600	3 600	0	6 019	4 719	4 719	0	143	143	0	0	4 576	4 576	0	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	7 650	7 650	0	18 142	8 880	8 880	0	143	143	0	0	8 737	8 737	0	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	4 374	1 575	1 575	0	143	143	0	0	1 432	0	1 432	Belgique

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	0	0	0	10 411	1 948	1 948	0	0	0	0	0	1 948	0	1 948	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			12 300	11 650	-4	40 577	17 953	17 953	0	1 260	1 260	0	0	16 693	13 313	3 380	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Pêche*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	350	350	0	333	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	0	0	0	3 057	1 723	1 723	0	0	0	0	0	1 723	0	1 723	UE
TOTAL SOUS-SECTEUR			750	750	0	4 423	2 389	2 389	0	666	666	0	0	1 723	0	1 723	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	195	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / PROG. ABN LUTTE CONTRE ENSABLEMENT FLEUVE NIGER	75	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	50	0	71	71	71	0	71	71	0	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONAL GESTION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	

2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	953	75	-1	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	700	0	-1	166	166	166	0	166	166	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	200	0	350	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	50	0	-1	4 973	2 648	2 648	0	95	95	0	0	2 553	0	2 553	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	2 075	2 000	-0	958	589	589	0	143	143	0	0	446	0	446	UE
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	20	0	-1	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	590	90	-1	643	523	523	0	57	57	0	0	466	0	466	FNU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	150	0	1 025	1 025	1 025	0	95	95	0	0	930	0	930	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 700	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	

3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	150	0	-1	738	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	880	880	0	2 313	713	713	0	713	713	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			8 243	4 095	-8	12 837	7 163	7 163	0	2 768	2 768	0	0	4 395	0	4 395	
TOTAL SECTEUR			104 783	81 735	-19	301 449	177 428	170 711	6 717	77 600	77 600	0	0	99 828	68 443	31 385	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Mines et Géologie*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	MINISTERE DES MINES / PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	350	350	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	MINISTERE DES MINES / EQUIPEMENT PDRM	500	500	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	247	247	0	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 097	1 097	0	5 205	1 805	1 805	0	1 805	1 805	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	175	175	0	293	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	300	300	0	780	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 500	2 500	0	2 375	2 375	2 375	0	2 375	2 375	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	1 500	1 500	0	1 860	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	400	400	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	12 604	0	-1	51 183	37 393	37 393	0	475	475	0	0	36 918	26 017	10 901	BAD UE
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 200	3 200	0	8 883	8 883	8 883	0	143	143	0	0	8 740	0	8 740	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	585	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	100	100	0	8 443	2 827	2 827	0	143	143	0	0	2 684	1 342	1 342	B.M. BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	250	0	-1	4 006	3 406	3 406	0	190	190	0	0	3 216	0	3 216	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 070	70	-1	34 843	15 543	15 543	0	143	143	0	0	15 400	0	15 400	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 100	3 000	-0	3 663	3 663	3 663	0	95	95	0	0	3 568	3 568	0	BID
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	4 988	940	940	0	76	76	0	0	864	0	864	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	5 904	1 312	1 312	0	0	0	0	0	1 312	0	1 312	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR			25 499	11 545	-3	128 839	78 243	78 243	0	5 541	5 541	0	0	72 702	30 927	41 775	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	19 000	19 000	0	118 500	27 500	27 500	0	1 900	1 900	0	0	25 600	24 200	1 400	AFD FSD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	8 000	8 000	0	17 375	7 375	7 375	0	2 375	2 375	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	0	100	100	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	100	100	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	1 050	150	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	3 060	3 060	0	4 532	4 532	4 532	0	532	532	0	0	4 000	4 000	0	Fonds Abou Dabi

SECTEUR		Secondaire					SOUS-SECTEUR			Energie							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	350	350	0	711	361	361	0	361	361	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 500	0	-1	31 855	5 505	5 505	0	0	0	0	0	5 505	5 505	0	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	8 632	3 143	3 143	0	143	143	0	0	3 000	2 000	1 000	Fonds Abou Dabi Fonds. Abou. Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 000	2 000	0	4 375	2 375	2 375	0	2 375	2 375	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 750	1 375	-0	20 500	7 500	7 500	0	0	0	0	0	7 500	3 750	3 750	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 000	2 000	0	8 814	600	600	0	0	0	0	0	600	600	0	BID
TOTAL SOUS-SECTEUR			41 410	36 485	96	217 246	59 843	59 843	0	8 638	8 638	0	0	51 205	45 055	6 150	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 833	1 833	0	5 892	2 135	2 135	0	1 235	1 235	0	0	900	0	900	AFD
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / CABINET	75	75	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE / DIRECTION NATIONALE DES INDUSTRIES	150	150	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / CABINET	50	50	0	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	600	600	0	1 075	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 808	2 808	0	7 490	3 133	3 133	0	2 233	2 233	0	0	900	0	900	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Tourisme*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	100	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			350	250	-1	333	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			71 164	52 185	92	359 113	143 357	143 357	0	18 550	18 550	0	0	124 807	75 982	48 825	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	400	400	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	17 500	17 500	0	33 096	23 247	23 247	0	0	0	0	0	23 247	0	23 247	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 000	0	-1	111 400	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	500	0	39 125	2 285	2 285	0	285	285	0	0	2 000	2 000	0	BID
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	15 000	15 000	0	9 443	9 443	9 443	0	9 443	9 443	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	3 000	0	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	24 000	24 000	0	25 000	25 000	25 000	0	0	0	0	0	25 000	20 000	5 000	B.A.D BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	13 087	0	-1	23 040	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 686	8 686	0	1 835	1 835	1 835	0	1 835	1 835	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 215	3 215	0	14 849	5 700	5 700	0	5 700	5 700	0	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 214	3 214	0	2 817	2 817	2 817	0	2 817	2 817	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 918	7 918	0	8 254	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 945	6 945	0	8 169	7 600	7 600	0	7 600	7 600	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 143	2 143	0	21 291	6 313	6 313	0	6 313	6 313	0	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 292	5 292	0	207	207	207	0	207	207	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	0	-1	27 465	11 400	11 400	0	11 400	11 400	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	77 500	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	20 088	10 196	10 196	0	304	304	0	0	9 892	7 892	2 000	B.O.A.D BOAD
TOTAL SOUS-SECTEUR			127 600	99 613	-5	432 644	137 358	137 358	0	72 219	72 219	0	0	65 139	34 892	30 247	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	MINISTERE DES TRANSPORTS / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	300	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			500	500	0	1 370	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Aéronautique / Météo*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	2 000	2 000	0	2 925	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	250	250	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 250	2 250	0	3 163	1 663	1 663	0	1 663	1 663	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Poste / Télécommunication*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	415	415	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			415	415	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Topo et Cartographie*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	250	250	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			250	250	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	200	0	585	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	1 300	1 300	0	4 044	1 235	1 235	0	1 235	1 235	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	320	320	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	250	250	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	240	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	2 165	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	175	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	300	300	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / INSTITUT NAT. FORMATION PROFES. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	175	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS / CABINET	0	500	500	1 371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	260	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	600	600	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	300	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	0	-1	3 325	3 325	3 325	0	3 325	3 325	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	350	0	-1	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	665	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	500	500	0	1 275	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	2 350	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	300	300	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	800	800	0	3 835	1 235	1 235	0	1 235	1 235	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	2 171	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / HOPITAL DU MALI	1 000	1 000	0	5 850	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0	0	0	
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES / ADM. HAUT CONSEIL COLLECTIVITES	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	8 302	6 650	6 650	0	6 650	6 650	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	800	0	-1	760	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	1 000	1 000	0	2 360	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	1 000	1 000	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	900	900	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE LA CULTURE / MUSEE NATIONAL	350	350	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	333	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	400	400	0	570	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 000	1 000	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CHAMBRE DES METIERS	200	200	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 500	1 500	0	3 384	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	300	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	150	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10 000	10 000	0	14 750	4 750	4 750	0	4 750	4 750	0	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	400	400	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	400	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	600	600	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	275	275	0	713	713	713	0	713	713	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	500	500	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	1 000	1 000	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	600	600	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	1 500	1 500	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	2 000	2 000	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	1 550	2 000	0	3 430	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	PRIMATURE / AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	800	0	-1	67	67	67	0	67	67	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	400	400	0	962	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE LA CULTURE / CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	1 000	0	-1	1 560	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	375	375	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE LA CULTURE / PYRAMIDE DU SOUVENIR	200	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	300	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	200	200	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION NAT. FONCT. PUBL. & PERSONNEL	190	190	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	500	500	0	808	808	808	0	808	808	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	300	300	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	500	0	1 575	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	0	0	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	BM
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	400	400	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	500	0	-1	11 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	0	0	0	760	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			53 270	41 410	474	136 467	58 003	58 003	0	58 003	58 003	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	500	500	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	300	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 000	1 000	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	800	800	0	2 160	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	270	0	-1	257	257	257	0	257	257	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	2 000	2 000	0	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	

2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	750	750	0	488	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	BM

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	50	0	-1	98	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	500	500	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			6 320	6 000	-2	15 011	5 911	5 911	0	5 911	5 911	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Transport / Stockage*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS / ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)	280	0	-1	2 865	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	MINISTERE DES TRANSPORTS / ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			480	0	-2	3 055	855	855	0	855	855	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			191 085	150 438	465	593 185	204 835	204 835	0	139 696	139 696	0	0	65 139	34 892	30 247	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Emploi / Travail*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	145	145	0	138	138	138	0	138	138	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 190	5 190	0	4 555	3 181	3 181	0	181	181	0	0	3 000	2 000	1 000	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 575	75	-1	9 995	3 995	3 995	0	95	95	0	0	3 900	1 950	1 950	AFD FIDA
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE / CABINET	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			9 110	5 610	-1	15 278	7 504	7 504	0	604	604	0	0	6 900	3 950	2 950	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	300	0	-1	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 000	2 000	0	6 090	2 090	2 090	0	2 090	2 090	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	1 380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 300	300	-1	633	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	133	133	133	0	133	133	0	0	0	0	0	

2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	300	300	0	5 825	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	683	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	150	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 200	200	-1	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	325	325	0	309	309	309	0	309	309	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE LA CULTURE / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	200	200	0	990	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	120	120	0	207	67	67	0	67	67	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	150	150	0	454	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			10 745	4 995	-8	18 768	7 352	7 352	0	7 352	7 352	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 650	150	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	150	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	250	250	0	738	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / HOPITAL DU POINT G.	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / HOPITAL GABRIEL TOURE	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / HOPITAL DE KATI	250	250	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / INSTITUT NAT. DE RECH. EN SANTE PUBI. (INRSP)	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	7 100	7 000	-0	12 195	5 095	5 095	0	95	95	0	0	5 000	0	5 000	BM
2978	AMELIORATÂ° PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	0	-1	12 850	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CABINET	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	250	250	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12 000	12 000	0	35 400	11 400	11 400	0	11 400	11 400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			28 050	20 900	-5	63 181	21 581	21 581	0	16 581	16 581	0	0	5 000	0	5 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	1 200	1 200	0	3 540	1 140	1 140	0	1 140	1 140	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE LA CULTURE / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	500	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	MINISTERE DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	300	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	0	-1	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 900	1 200	-5	5 860	2 660	2 660	0	2 660	2 660	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Information*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION / CABINET	320	320	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2867	CONSTRUCTION TOUR ORTM	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	300	300	0	4 975	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE / CABINET	200	200	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 170	1 170	0	7 073	1 473	1 473	0	1 473	1 473	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	760	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	PRIMATURE / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	350	350	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	120	120	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE / ADMINISTRATION GENERALE	150	150	0	314	114	114	0	114	114	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	160	160	0	472	152	152	0	152	152	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE LA CULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	0	95	95	95	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT / APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES / APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	120	120	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	351	170	-1	212	212	212	0	162	162	0	0	50	0	50	PNUD

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	200	200	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	450	450	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	66	66	0	148	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	300	300	0	1 328	428	428	0	428	428	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	150	150	0	166	166	166	0	166	166	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	250	250	0	738	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 500	1 500	-1	31 900	9 100	9 100	0	1 900	1 900	0	0	7 200	0	7 200	BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 125	3 125	0	10 325	3 325	3 325	0	3 325	3 325	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	8 150	150	-1	13 295	9 143	9 143	0	143	143	0	0	9 000	0	9 000	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	100	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	50	50	0	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	75	75	0	71	71	71	0	71	71	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	400	400	0	1 328	428	428	0	428	428	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*									
			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE / CABINET	4 400	4 400	0	12 980	4 180	4 180	0	4 180	4 180	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	360	360	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	175	175	0	516	166	166	0	166	166	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	100	0	-1	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	1 500	1 500	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	200	200	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	MINISTERE DE LA JUSTICE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 600	1 600	0	4 720	1 520	1 520	0	1 520	1 520	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	100	100	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	50	50	0	7 874	1 505	0	1 505	95	95	0	0	1 410	0	1 410	AFD
TOTAL SOUS-SECTEUR			33 802	20 321	-5	107 539	38 448	36 848	1 600	20 788	20 788	0	0	17 660	0	17 660	
TOTAL SECTEUR			85 777	54 196	-24	217 699	79 018	77 418	1 600	49 458	49 458	0	0	29 560	3 950	25 610	
TOTAL GENERAL			452 809	338 554	514	1 471 446	604 638	596 321	8 317	285 304	285 304	0	0	319 334	183 267	136 067	

Annexe 6 :

Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	500	0	-1	11 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	333	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	150	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 150	300	-3	12 118	2 118	2 118	0	2 118	2 118	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRIMATURE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	350	350	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	800	0	-1	67	67	67	0	67	67	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 650	750	-2	1 427	827	827	0	827	827	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	400	400	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			400	400	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	ADM. HAUT CONSEIL COLLECTIVITES	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	800	800	0	3 835	1 235	1 235	0	1 235	1 235	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	CABINET	400	400	0	962	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 350	1 350	0	5 092	1 805	1 805	0	1 805	1 805	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	351	170	-1	212	212	212	0	162	162	0	0	50	0	50	PNUD
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			601	420	-1	602	402	402	0	352	352	0	0	50	0	50	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	8 302	6 650	6 650	0	6 650	6 650	0	0	0	0	0	
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 600	1 600	0	4 720	1 520	1 520	0	1 520	1 520	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	200	200	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	500	500	0	808	808	808	0	808	808	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 300	4 300	0	14 273	9 121	9 121	0	9 121	9 121	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	CABINET	250	250	0	738	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	CABINET	175	175	0	516	166	166	0	166	166	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET	100	0	-1	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET	1 500	1 500	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	CABINET	200	200	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET	325	325	0	309	309	309	0	309	309	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET	100	100	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	0	0	0	760	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	300	300	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	320	320	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	200	200	0	585	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 000	1 000	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	1 300	1 300	0	4 044	1 235	1 235	0	1 235	1 235	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	400	400	0	570	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	600	600	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	600	600	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	400	400	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 125	3 125	0	10 325	3 325	3 325	0	3 325	3 325	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	400	400	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	360	360	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	760	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	120	120	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	66	66	0	148	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	0	-1	3 325	3 325	3 325	0	3 325	3 325	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 500	1 500	-1	31 900	9 100	9 100	0	1 900	1 900	0	0	7 200	0	7 200	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	8 150	150	-1	13 295	9 143	9 143	0	143	143	0	0	9 000	0	9 000	BM
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	50	50	0	7 874	1 505	0	1 505	95	95	0	0	1 410	0	1 410	AFD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	500	500	0	1 275	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			35 841	17 141	-6	103 356	40 176	38 671	1 505	22 566	22 566	0	0	17 610	0	17 610	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	300	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	DIRECTION NAT. FONCT. PUBL. & PERSONNEL	190	190	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			990	690	-1	2 151	951	951	0	951	951	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	CABINET	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	CABINET	150	150	0	454	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	1 200	1 200	0	3 540	1 140	1 140	0	1 140	1 140	0	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	120	120	0	207	67	67	0	67	67	0	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	145	145	0	138	138	138	0	138	138	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	200	200	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 190	5 190	0	4 555	3 181	3 181	0	181	181	0	0	3 000	2 000	1 000	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 575	75	-1	9 995	3 995	3 995	0	95	95	0	0	3 900	1 950	1 950	AFD FIDA
TOTAL MINISTERE			11 130	7 230	-2	21 382	9 757	9 757	0	2 857	2 857	0	0	6 900	3 950	2 950	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	1 000	1 000	0	2 360	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	CABINET	800	0	-1	760	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	1 000	1 000	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	900	900	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	CABINET	4 400	4 400	0	12 980	4 180	4 180	0	4 180	4 180	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	CABINET	1 500	1 500	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	CABINET	2 000	2 000	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	CABINET	300	300	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	CABINET	0	0	0	5 900	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	CABINET	0	0	0	2 360	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	CABINET	0	0	0	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	CABINET	0	0	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	CABINET	0	0	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	500	500	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	1 000	1 000	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	ADMINISTRATION GENERALE	150	150	0	314	114	114	0	114	114	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			13 550	12 750	-1	58 452	19 352	19 352	0	19 352	19 352	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	600	600	0	1 075	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	1 550	2 000	0	3 430	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 833	1 833	0	5 892	2 135	2 135	0	1 235	1 235	0	0	900	0	900	AFD
TOTAL MINISTERE			3 983	4 433	0	10 397	4 510	4 510	0	3 610	3 610	0	0	900	0	900	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 000	2 000	0	6 090	2 090	2 090	0	2 090	2 090	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 300	300	-1	633	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	133	133	133	0	133	133	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 200	200	-1	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			7 150	3 150	-2	7 779	3 079	3 079	0	3 079	3 079	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	CABINET	300	0	-1	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	CABINET	350	0	-1	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	CABINET	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	CABINET	300	300	0	5 825	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	CABINET	150	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	CABINET	300	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	0	0	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	175	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	1 380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	683	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 575	1 000	-9	14 034	5 084	5 084	0	5 084	5 084	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	375	375	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	0	95	95	95	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	200	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	200	200	0	990	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	350	350	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	500	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	1 000	0	-1	1 560	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 025	1 325	-3	5 161	2 946	2 851	95	2 946	2 946	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES SPORTS*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	2 350	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	0	-1	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	STADE MODIBO KEITA	300	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 500	400	-4	4 385	2 185	2 185	0	2 185	2 185	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	665	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATÂ° PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	0	-1	12 850	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12 000	12 000	0	35 400	11 400	11 400	0	11 400	11 400	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	INSTITUT NAT. DE RECH. EN SANTE PUBl. (INRSP)	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	150	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	250	250	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	HOPITAL DU POINT G.	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	300	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	1 000	1 000	0	5 850	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	250	250	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			20 650	14 800	-5	56 534	19 334	19 334	0	19 334	19 334	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	CABINET	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	250	250	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 650	150	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 700	1 700	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	UE
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	300	300	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 900	3 200	-3	1 618	1 618	1 618	0	1 618	1 618	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	CABINET	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	CABINET	200	200	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 100	1 100	0	2 983	1 283	1 283	0	1 283	1 283	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	400	400	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	17 500	17 500	0	33 096	23 247	23 247	0	0	0	0	0	23 247	0	23 247	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 000	0	-1	111 400	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	500	0	39 125	2 285	2 285	0	285	285	0	0	2 000	2 000	0	BID
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	15 000	15 000	0	9 443	9 443	9 443	0	9 443	9 443	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	3 000	0	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	24 000	24 000	0	25 000	25 000	25 000	0	0	0	0	0	25 000	20 000	5 000	B.A.D BAD

MINISTERE *MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

		Exécution du budget 2018				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	13 087	0	-1	23 040	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 686	8 686	0	1 835	1 835	1 835	0	1 835	1 835	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 215	3 215	0	14 849	5 700	5 700	0	5 700	5 700	0	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 214	3 214	0	2 817	2 817	2 817	0	2 817	2 817	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 918	7 918	0	8 254	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0		0	0
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 945	6 945	0	8 169	7 600	7 600	0	7 600	7 600	0	0	0		0	0
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 143	2 143	0	21 291	6 313	6 313	0	6 313	6 313	0	0	0		0	0
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 292	5 292	0	207	207	207	0	207	207	0	0	0		0	0
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	0	-1	27 465	11 400	11 400	0	11 400	11 400	0	0	0		0	0
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	77 500	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0		0	0
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	20 088	10 196	10 196	0	304	304	0	0	9 892	7 892	2 000	B.O.A.D BOAD
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0		0	0

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	260	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	250	250	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	INSTITUT NAT. FORMATION PROFES. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			128 810	100 363	-7	432 872	137 786	137 786	0	72 647	72 647	0	0	65 139	34 892	30 247	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	880	880	0	2 313	713	713	0	713	713	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	CABINET	300	300	0	780	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	CABINET	1 500	1 500	0	1 860	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	160	160	0	472	152	152	0	152	152	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	800	800	0	2 160	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	CABINET	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	270	0	-1	257	257	257	0	257	257	0	0	0	0	0	
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	CABINET	700	0	-1	166	166	166	0	166	166	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	CABINET	50	0	-1	4 973	2 648	2 648	0	95	95	0	0	2 553	0	2 553	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	2 075	2 000	-0	958	589	589	0	143	143	0	0	446	0	446	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	590	90	-1	643	523	523	0	57	57	0	0	466	0	466	FNU

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	CABINET	150	150	0	1 025	1 025	1 025	0	95	95	0	0	930	0	930	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	275	275	0	713	713	713	0	713	713	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	CABINET	100	100	0	8 443	2 827	2 827	0	143	143	0	0	2 684	1 342	1 342	B.M. BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	CABINET	150	0	-1	738	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	CABINET	50	0	-1	98	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	CABINET	500	500	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	150	0	195	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	50	0	71	71	71	0	71	71	0	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONAL GESTION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	200	200	0	350	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	20	0	-1	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 700	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	300	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 000	1 000	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	240	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	953	75	-1	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	750	750	0	488	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	BM
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	PROG. ABN LUTTE CONTRE ENSABLEMENT FLEUVE NIGER	75	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			14 998	9 930	-13	35 814	16 054	16 054	0	8 975	8 975	0	0	7 079	1 342	5 737	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 500	2 500	0	2 375	2 375	2 375	0	2 375	2 375	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	250	250	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	12 604	0	-1	51 183	37 393	37 393	0	475	475	0	0	36 918	26 017	10 901	BAD UE
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 200	3 200	0	8 883	8 883	8 883	0	143	143	0	0	8 740	0	8 740	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	250	0	-1	4 006	3 406	3 406	0	190	190	0	0	3 216	0	3 216	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 070	70	-1	34 843	15 543	15 543	0	143	143	0	0	15 400	0	15 400	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	4 988	940	940	0	76	76	0	0	864	0	864	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	5 904	1 312	1 312	0	0	0	0	0	1 312	0	1 312	KfW
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	CABINET	3 060	3 060	0	4 532	4 532	4 532	0	532	532	0	0	4 000	4 000	0	Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	CABINET	350	350	0	711	361	361	0	361	361	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	CABINET	2 000	2 000	0	4 375	2 375	2 375	0	2 375	2 375	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	CABINET	2 750	1 375	-0	20 500	7 500	7 500	0	0	0	0	0	7 500	3 750	3 750	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	CABINET	2 000	2 000	0	8 814	600	600	0	0	0	0	0	600	600	0	BID
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	8 000	8 000	0	17 375	7 375	7 375	0	2 375	2 375	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 500	0	-1	31 855	5 505	5 505	0	0	0	0	0	5 505	5 505	0	BID
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	175	175	0	293	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	585	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	8 632	3 143	3 143	0	143	143	0	0	3 000	2 000	1 000	Fonds Abou Dabi Fonds. Abou. Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 100	3 000	-0	3 663	3 663	3 663	0	95	95	0	0	3 568	3 568	0	BID
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	0	100	100	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	400	400	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	19 000	19 000	0	118 500	27 500	27 500	0	1 900	1 900	0	0	25 600	24 200	1 400	AFD FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	100	100	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	1 050	150	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			65 259	46 380	93	335 382	134 499	134 499	0	13 276	13 276	0	0	121 223	74 640	46 583	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	247	247	0	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	120	120	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	350	350	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	EQUIPEMENT PDRM	500	500	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 217	1 217	0	5 500	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	320	320	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	600	600	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	415	415	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2867	CONSTRUCTION TOUR ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	300	300	0	4 975	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 835	1 835	0	7 568	1 568	1 568	0	1 568	1 568	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	CABINET	500	500	0	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	CABINET	100	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	2 000	2 000	0	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	CABINET	0	0	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	BM
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10 000	10 000	0	14 750	4 750	4 750	0	4 750	4 750	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			12 600	12 500	-1	19 768	7 268	7 268	0	7 268	7 268	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	CABINET	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	CABINET	200	200	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	CABINET	450	450	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	CABINET	75	75	0	71	71	71	0	71	71	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	400	400	0	1 328	428	428	0	428	428	0	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	250	250	0	738	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	7 100	7 000	-0	12 195	5 095	5 095	0	95	95	0	0	5 000	0	5 000	BM
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	50	50	0	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 500	1 500	0	3 384	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	500	0	1 575	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			10 625	10 525	-0	22 289	8 730	8 730	0	3 730	3 730	0	0	5 000	0	5 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	CABINET	2 000	2 000	0	2 925	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	CABINET	0	500	500	1 371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	300	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)	280	0	-1	2 865	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	250	250	0	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 030	3 050	498	8 769	2 898	2 898	0	2 898	2 898	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CABINET	75	75	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	CABINET	50	50	0	48	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CABINET	200	200	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	DIRECTION NATIONALE DES INDUSTRIES	150	150	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	443	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	100	100	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	150	150	0	166	166	166	0	166	166	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			975	875	-1	1 465	1 165	1 165	0	1 165	1 165	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	CABINET	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	CABINET	500	0	-1	475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	410	410	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	CABINET	7 300	0	-1	238	238	238	0	238	238	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	6 500	6 500	0	6 190	6 190	6 190	0	190	190	0	0	6 000	6 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	8 400	8 400	0	4 190	4 190	4 190	0	190	190	0	0	4 000	4 000	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	300	300	0	780	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	330	330	0	1 328	428	428	0	428	428	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	250	250	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	CABINET	200	200	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	3 000	3 000	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	300	300	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CABINET	0	0	0	46 126	46 126	46 126	0	46 126	46 126	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	350	350	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	CABINET	2 700	2 500	-0	8 590	2 690	2 690	0	190	190	0	0	2 500	2 500	0	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	CABINET	2 000	2 000	0	13 299	6 571	6 571	0	143	143	0	0	6 428	0	6 428	KfW
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 500	0	-1	4 800	4 800	4 800	0	0	0	0	0	4 800	4 800	0	BM
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 800	3 500	-0	4 544	3 909	3 909	0	285	285	0	0	3 624	3 624	0	BID
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	500	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 250	250	-1	9 219	3 177	3 177	0	238	238	0	0	2 939	2 939	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	8 870	8 870	0	14 655	12 855	12 855	0	855	855	0	0	12 000	12 000	0	BAD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	350	350	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	300	0	-1	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	10 535	6 717	0	6 717	380	380	0	0	6 337	6 337	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	2 250	2 250	AFD BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	6 378	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	UE
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	150	150	0	143	143	143	0	143	143	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	19 130	19 130	0	17 665	10 365	10 365	0	2 565	2 565	0	0	7 800	7 800	0	BAD
3133	PROJET APPUI IRRIGAT° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	11 151	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	0	3 717	KfW
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	14 750	4 750	4 750	0	4 750	4 750	0	0	0	0	0	
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	175	0	-1	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	4 345	4 345	4 345	0	0	0	0	0	4 345	0	4 345	Canada
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	300	300	0	1 328	428	428	0	428	428	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	2 100	100	-1	3 476	2 956	2 956	0	76	76	0	0	2 880	2 880	0	BID
TOTAL MINISTERE			81 965	63 690	-7	218 726	138 371	131 654	6 717	63 501	63 501	0	0	74 870	55 130	19 740	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	C A B I N E T	3 600	3 600	0	6 019	4 719	4 719	0	143	143	0	0	4 576	4 576	0	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	C A B I N E T	0	0	0	10 411	1 948	1 948	0	0	0	0	0	1 948	0	1 948	BM
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	71	71	71	0	71	71	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	0	-1	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	350	350	0	333	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	7 650	7 650	0	18 142	8 880	8 880	0	143	143	0	0	8 737	8 737	0	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 180	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	400	400	0	1 033	333	333	0	333	333	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	4 374	1 575	1 575	0	143	143	0	0	1 432	0	1 432	Belgique

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	0	0	0	3 057	1 723	1 723	0	0	0	0	0	1 723	0	1 723	UE
TOTAL MINISTERE			13 050	12 400	-4	45 000	20 342	20 342	0	1 926	1 926	0	0	18 416	13 313	5 103	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*INSTITUT D'ECONOMIE RURALE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	150	0	-1	2 956	1 097	1 097	0	143	143	0	0	954	0	954	Norvège
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	200	200	0	390	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			350	200	-1	3 346	1 287	1 287	0	333	333	0	0	954	0	954	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3084	Appui Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	4 127	4 127	4 127	0	4 127	4 127	0	0	0	0	0	
3085	APPUI SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER (STF)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
3086	APPUI SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	286	286	286	0	286	286	0	0	0	0	0	
3087	APPUI OBSERVATOIRE DU MARCHE AGRICOLE (OMA)	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	209	209	209	0	209	209	0	0	0	0	0	
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	3 168	1 193	1 193	0	0	0	0	0	1 193	0	1 193	Belgique
TOTAL MINISTERE			0	0	0	7 917	5 942	5 942	0	4 749	4 749	0	0	1 193	0	1 193	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2019
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2018			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR 2019				FINANCEMENT EXTERIEUR 2019			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2019 - 2021	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	500	0	2 165	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	95	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	2 171	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	CHAMBRE DES METIERS	200	200	0	285	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 050	850	-1	4 716	1 710	1 710	0	1 710	1 710	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES			452 809	338 554	514	1 471 446	604 638	596 321	8 317	285 304	285 304	0	0	319 334	183 267	136 067	

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

==========

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

==========

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

==========

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP 2019-2021

Avril 2018

LISTE DES ABREVIATIONS

AICE	Application Intégré de la Comptabilité de l'Etat
BCEAO	Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
BSI :	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CMSS :	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSCRP:	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CUT	Compte Unique du Trésor
DGABE :	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
DGI :	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DNDC :	Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM _SA	Energie du Mali
EMOP	Enquête Modulaire d'Evaluation de la Pauvreté
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAGAM/GFP	Plan d'Action Gouvernemental d'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Cadre d'Evaluation de la Gestion des Finances Publiques
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Paquet Minimum d'Activités

PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESUP	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

L'élaboration du DPBEP a été institutionnalisée par le nouveau cadre harmonisé de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA. Le DPBEP est un outil budgétaire à partir duquel est élaboré le projet de loi de finances. Son élaboration ou sa mise à jour, sur la base des hypothèses du cadrage macro-économique, constitue la phase initiale du processus d'élaboration de la loi de finances.

L'élaboration du DPBEP revêt un intérêt particulier dans le cadre de la réforme de la gestion des finances publiques. Elle permet d'apporter une réponse aux problèmes d'articulation entre les stratégies de développement et le budget de l'Etat. Elle permet également de situer la loi de finances dans une perspective pluriannuelle et de préciser la trajectoire des finances publiques.

Dans le cadre du présent DPBEP couvrant la période 2019-2021, la projection des finances publiques est établie sur la base d'une prévision de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) en moyenne de 4,7% entre 2019 et 2021.

L'objectif de la politique budgétaire demeure le renforcement de sa soutenabilité en cohérence avec les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO ainsi que les engagements pris avec le FMI. Sur la période du cadrage, le solde budgétaire de base hors PPTE en pourcentage du PIB se situerait en moyenne annuelle à -1,2% du PIB et le solde budgétaire global base engagement (dons inclus) autour de -3,0 % du PIB.

Les objectifs d'allocations budgétaires s'inscriront dans la consolidation des actions du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali qui constitue le document cadre de référence des politiques et stratégies nationales de développement sur la période 2016-2018.

En termes d'allocations budgétaires sectorielles, la priorité sera accordée notamment : (i) au financement des investissements productifs, (ii) à la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% du budget d'Etat au secteur du Développement Rural, (iii) à la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), (iv) à la consolidation des acquis des secteurs sociaux et (vi) au renforcement de la décentralisation à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Le document comporte quatre (04) parties, à savoir:

- le contexte macroéconomique ;
- la gestion des finances publiques ;
- la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
- la situation financière des organismes publics.

I. LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution de la situation macroéconomique 2015-2017

1. L'économie malienne a connu une croissance régulière estimée à 6% en 2015 et 5,8% en 2016. Cette performance est imputable à un rebond de la croissance dans les secteurs primaire et tertiaire.

   En 2015, grâce à une pluviométrie favorable et la mise en œuvre de la politique de subvention des intrants agricoles, la production du secteur primaire a augmenté de 7,6 %. Dans le secteur secondaire, la production a régressé de 1,1% à la suite d'un repli dans le secteur des industries agroalimentaires. Dans le secteur tertiaire, la croissance a été de 7,4 % grâce notamment au développement des transports et télécommunications qui ont enregistré un rebond de 10,6%.
2. Malgré une légère décélération en 2016, la croissance de l'économie est restée robuste en s'établissant à 5,8% grâce à une légère reprise dans le secteur secondaire et à la bonne tenue du secteur primaire en lien avec l'agriculture vivrière.
3. En 2017, le taux de croissance attendu est projeté à 5,3% soutenu essentiellement par le secteur secondaire et tertiaire.
4. L'inflation est restée très modeste sur la période 2015-2016 en raison, principalement, de la bonne tenue des campagnes agricoles et d'une relative stabilité du prix des produits pétroliers. Sur ladite période, la moyenne annuelle du taux d'inflation est estimée à 2,15 % contre la norme de 3 % pour la zone UEMOA.
5. Le déficit du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements s'est détérioré pour atteindre 7,2 % du PIB en 2016 contre 5,3 % en 2015 à cause principalement de l'augmentation des importations concomitantes avec la reprise économique. Il a été projeté en 2017 à 7,1%, partiellement financé par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'aide extérieure et d'investissements directs étrangers. En conséquence, le solde global de la balance des paiements enregistrerait un déficit moyen d'environ 205,6 milliards de FCFA entre 2015-2017, financé essentiellement par l'utilisation des réserves de changes de la BCEAO.
6. La masse monétaire a crû de 13,2% en 2015 et 7,3% en 2016. Elle devrait poursuivre cette dynamique en 2017 avec une croissance prévue à 7,8% sous l'impulsion du crédit à l'économie qui augmenterait en moyenne de 17,1 %.
7. En matière de finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste du fait du financement des actions prioritaires contenues dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et de la prise en charge de l'incidence financière de la LOPM de la LPSI et des revendications des partenaires syndicaux. Le déficit budgétaire (dons inclus, base caisse) est ressorti en moyenne à 2,9 % sur la période 2015-2016 et son niveau est estimé 3,6% en 2017 contre la norme de 3 % pour la zone UEMOA.

1.2. Perspectives économiques 2018

8. L'année 2018 serait marquée par différents évènements électoraux combinés à une situation sécuritaire qui reste fragile, nonobstant les multiples efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires. C'est pourquoi, les perspectives macroéconomiques 2018 intègrent, notamment, les actions entreprises dans le cadre du rétablissement progressif de la sécurité à la faveur de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali et des mesures prises par le gouvernement pour soutenir et améliorer la production nationale. Le taux de croissance économique ressortirait à 5,0 % en 2018 contre 5,3 % en 2017.
9. L'inflation moyenne est prévue à 1,3% en 2018 contre 1,6% en 2017, ce qui permet de rester dans la norme communautaire de 3% par an, dans l'hypothèse d'une bonne campagne agricole et d'une évolution favorable des cours du pétrole.

10. Dans la logique de la poursuite de la stabilité du cadre macroéconomique instituée en relation avec le programme économique et financier, la politique budgétaire sera fondée, d'une part, sur l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures et, d'autre part, sur la mise en cohérence des allocations budgétaires avec les objectifs de politiques publiques tels que préconisé par la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, portant lois de finances. Il s'agira en particulier, de mettre l'accent sur les dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance économique, la création d'emplois et la réduction des inégalités.
11. Le déficit budgétaire de base visé serait de 1,3 % du PIB contre 0,9 % en 2017 et le déficit global dons compris (base engagement) est attendu à 3,3 % contre une estimation de 2,5% en 2017.
12. Le déficit des opérations courantes (dons compris) devrait se situer autour de 6,5 % du PIB en 2018 et être essentiellement financé par les investissements directs étrangers et par l'aide extérieure sous forme de prêts.

Tableau 1 : Evolution de la situation macroéconomique internationale 2016-2018

	Croissance réelle du PIB(%)			Inflation en %		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Pays avancés[1]	1,7	2,2	2,0	0,8	1,7	1,7
pays émergents et pays en développement	4,3	4,6	4,9	4,3	4,2	4,4
Chine	6,7	6,8	6,5	2,0	1,8	2,4
Afrique Subsaharienne	1,4	2,6	3,4	11,3	11,0	9,5

Source : FMI (Perspectives Economiques, octobre 2017)

13. Le contexte économique mondial laisse entrevoir une légère reprise de la croissance des pays avancés en 2017 de 2.2% contre 1,7% en 2016. Cette reprise de la croissance économique devrait se poursuivre en 2018 pour atteindre 2%. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance économique passe de 4,3% en 2016 à 4,6% en 2017, pour s'établir à 4,9% en 2018. Cette évolution de la croissance dans la zone est imputable à la vigueur de l'économie.
14. S'agissant de la Chine, on observe une croissance vigoureuse, passant de 6,7% en 2016 à 6,5 % 2018.Cette robustesse de la croissance est due en partie par la croissance de la demande intérieure.
15. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance économique devrait passer de 1,4% en 2016 à 3,4 % en 2018 soit une augmentation de 2 points. Cette hausse s'explique en partie par la relance de l'activité économique au Nigeria et par un environnement extérieur plus favorable.
16. Les prix restent stables dans les pays avancés (soit 1,7% en 2017 et 2018) tandis qu'ils continuent d'augmenter dans les pays émergents et en développement en passant de 4,2% en 2017 à 4,4% en 2018. En Afrique subsaharienne, l'inflation a atteint 11% aussi bien en 2016 qu'en 2017 et devrait fléchir en 2018 en s'établissant à 9,5%.

[1] Etats-Unis, zone EURO, Japon, Royaume-Uni, Canada, etc.

Tableau 2 : Evolution de la situation macroéconomique des pays de l'UEMOA 2016- 2018

	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
UEMOA	6,2	6,5	6,6	0,4	1,5	1,9
Bénin	4,0	5,4	6,0	-0,8	2,1	2,2
Burkina-Faso	5,4	6,1	6,3	0,7	1,5	2,0
Côte d'Ivoire	7,9	7,9	7,8	1,0	1,5	2,0
Guinée-Bissau	4,8	5,0	5,0	2,4	2,6	2,8
Mali	5,8	5,3	5,0	-1,8	1,6	1,3
Niger	4,6	5,2	5,5	1,1	2,0	2,1
Sénégal	6,6	6,8	7,0	1,1	1,7	1,8
Togo	5,0	5,0	5,3	0,9	1,5	1,9

Source : *MEF, FMI (8ème revue FEC, octobre 2017), Rapport des services du FMI sur les Politiques communes des Etats membres de l'UEMOA, avril 2017.*

17. Entre 2016 et 2017, le Mali a enregistré une croissance moyenne de 5,6% contre une 6,4% pour la zone UEMOA. En 2018, le taux de croissance devrait rester robuste en se situant à 5% dans un contexte marqué par la fragilité de la situation sécuritaire. Dans la zone UEMOA, la croissance resterait forte en 2018 grâce au dynamisme de l'activité économique en Côte d'Ivoire et au Sénégal.
18. L'inflation a été maitrisée aussi bien au Mali que dans toute la zone UEMOA entre 2016 et 2017. Elle devrait être toujours maintenue en dessous de la norme communautaire de 3% en 2018.

Tableau 3 : Evolution de quelques indicateurs 2016-2018

	Encours de la dette en % du PIB			Déficit global, dons inclus en % du PIB (base caisse)		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
UEMOA	45,9	46,3	44,8	4,5	4,7	3,7
Bénin	48,3	52,4	52,7	5,3	7,6	4,3
Burkina-Faso	32,5	33,3	33,7	2,5	3,6	3,5
Côte d'Ivoire	48,3	47,9	46,4	4,1	3,8	3,5
Guinée-Bissau	47,9	45,7	43,9	4,2	1,7	2,1
Mali	35,9	34,7	36,1	4,0	3,4	3,6
Niger	44,6	48,7	50,6	6,7	8,3	6,2
Sénégal	58,4	55,7	49,9	4,2	3,7	3,0
Togo	79,1	70,9	62,8	9,4	9,7	3,2

Source : *MEF, FMI (8ème revue FEC, octobre 2017), Rapport des services du FMI sur les Politiques communes des Etats membres de l'UEMOA, avril 2017.*

19. En matière de politique d'endettement, le Mali reste un pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2016-2018, l'encours de la dette publique rapporté au PIB reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%. Quant au déficit budgétaire, il demeure au-dessus de la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3% du PIB. Cette situation est notamment liée à la prise en compte.

1.3. Les projections macroéconomiques 2019-2021

1.3.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

20. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2019-2021 repose sur les hypothèses de l'évolution de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

21. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours de l'or, du pétrole et du coton. Elles indiquent une amélioration du cours de l'or et une légère baisse du cours de pétrole et du coton sur la période 2019-2021.
22. En effet, les cours de l'or vont passer respectivement de 1378 dollars en 2019, à 1417,9 dollars l'once en 2020 et 1449,3 dollars l'once en 2021.
23. Pour le pétrole, son cours quitterait de 61,3 $/baril en 2019 à 58,5 $/baril en 2020 et à 57 $/baril en 2021.
24. Quant au coton, son cours devrait légèrement fléchir sur la période 2019-2021 en passant de 84,5 cts/lb en 2019 à 82,6 cts/lb respectivement en 2020 et 2021.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

25. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national reposent sur les actions suivantes :

Au plan politique :

- la poursuite de la stabilité sociopolitique et sécuritaire du pays à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;

Au plan économique :

- la poursuite des reformes sur l'amélioration du cadre des affaires ;
- la poursuite des réformes du secteur de l'énergie afin d'augmenter l'offre d'énergie ;
- la poursuite de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales ;
- l'augmentation de la production minière à travers l'ouverture de nouvelles mines d'or.

Au plan budgétaire et de la gouvernance :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du budget-programmes ;
- la poursuite de la politique de soutien au secteur primaire à travers la subvention des intrants agricoles et la mécanisation agricole ;
- le transfert des ressources aux Collectivités Territoriales ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des exonérations ;
- la mise en œuvre des mesures du Plan de Réforme pour la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM/GFP 2017-2021).

1.3.2. Les hypothèses du cadrage budgétaire 2019-2021

a. Secteur réel

26. La croissance moyenne du PIB attendue serait de 4,7% sur la période 2019-2021 contre 5% prévue en 2018. Il ressort un fléchissement du rythme de la croissance constaté dans tous les secteurs de production.

27. Le secteur primaire enregistrerait une croissance moyenne de 4,4 % sur la période 2019-2021 contre 4,9% en 2018. La production dans le primaire serait tirée par l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exploitation.

28. S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait en moyenne à 5,2% entre 2019-2021 contre 5,5% en 2018. La croissance dans ce secteur serait soutenue par la production de l'électricité-eau, les Industries agroalimentaires, les textiles et la branche construction.

29. Quant au secteur tertiaire, sa croissance se situerait à 5,5 % en moyenne sur la période contre 6% en 2018. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient entre autres le commerce, les transports et télécommunications, les activités financières et les activités des administrations publiques.

30. Le déflateur du PIB ressortirait en moyenne à 1,7 % sur la période 2019-2021.

Tableau 4: Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2018-2021

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2019-2021
PIB nominal (Mds FCFA)	9 445	10 037	10 688	11 414	**10 713**
Taux croissance PIB réel	5,0%	4,7%	4,7%	4,7%	**4,7%**
Déflateur du PIB	1,4%	1,5%	1,7%	2,0%	**1,7%**

Source : *MEF, FMI (8ème revue FEC, octobre 2017)*

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2018-2021

Secteurs	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2019-2021
Secteur primaire	4,9%	4,6%	4,3%	4,3%	4,4%
Secteur secondaire	5,5%	5,2%	5,2%	5,1%	5,2%
Secteur tertiaire	6,0%	5,6%	5,4%	5,4%	5,5%

Source : *INSTAT, Comptes Nationaux (Nouvelle série des comptes nationaux).*

b. Les objectifs de la politique budgétaire

31. La politique budgétaire vise à maintenir le solde budgétaire de base proche de l'équilibre et à atteindre un solde budgétaire global conforme au critère de convergence de l'UEMOA et compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2019-2021, le déficit budgétaire de base se situerait en moyenne à 1,2 % du PIB contre 1,3 % en 2018. Quant au solde budgétaire global (dons inclus), il ressortirait en moyenne à - 3,0 % du PIB contre - 3,3% en 2018.

Tableau 6: Projection des soldes budgétaires 2017-2020

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2019-2021
Solde global dons inclus (%PIB)	-3,3%	-3,1%	-3,0%	-2,9%	**-3,0%**
Solde global dons exclus (%PIB)	-4,5%	-4,5%	-4,4%	-4,3%	**-4,4%**
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,5%	-1,4%	-1,3%	-1,2%	**-1,3%**
Solde budgétaire de base hors PPTE (en% PIB)	-1,3%	-1,3%	-1,2%	-1,2%	**-1,2%**

Source : *DGB*

32. Durant la période du cadrage, le gouvernement poursuivra les efforts de mobilisation accrue des recettes intérieures à travers la mise en œuvre des mesures et engagements pris dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI. Il s'agira d'appliquer les différentes mesures contenues dans le mémorandum de politique Economique et Financière.

33. Le niveau de déficit s'expliquerait en partie par la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs à l'incidence de **(i)** la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), **(ii)** la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15 % du budget d'Etat au secteur du Développement Rural **(iii)** la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale et **(iv)** la mise en œuvre du programme Présidentiel d'Urgence Sociale et la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

1.3.3. Les orientations prioritaires de la politique budgétaire

34. Les objectifs d'allocations budgétaires viseront la consolidation des actions déjà entamées dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable qui intègre les mesures prioritaires contenues dans les axes du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 ainsi que les orientations issues de la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre adoptée par l'Assemblée Nationale, le 23 avril 2018.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2015-2017

35. Malgré les effets encore visibles de la crise sociopolitique, l'orientation générale de la politique budgétaire a été globalement satisfaisante sur la période. L'évolution des soldes budgétaires, tel que le solde budgétaire (dons inclus), indique une trajectoire proche de la norme communautaire de l'UEMOA, en ressortant en moyenne à -3,1 % du PIB. Quant au solde budgétaire global hors dons, il est ressorti en moyenne à - 5,0 % du PIB contre la norme de -4,0 % prévue par les critères de convergence de la CEDEAO. Ces résultats sont aussi le reflet d'une sous-exécution des dépenses en capital, notamment sur financement extérieur, liée surtout à la lenteur des procédures d'exécution de ces dépenses.

Tableau 7: Evolution des soldes budgétaires 2015-2017

	2015	2016	2017	Moyenne 2015-2017
Solde global dons inclus, base caisse (%PIB)	-3,2%	-4,0%	-2,1%	-3,1%
Solde global dons exclus, base caisse (%PIB)	-6,0%	-5,6%	-3,5%	-5,0%
Solde budgétaire de base (%PIB)	0,3%	-2,1%	-1,1%	-1,0%
Solde budgétaire de base hors PPTE (% PIB)	0,5%	-1,9%	-0,9%	-0,8%

Source : *DGB*

2.1.1. Evolution des ressources budgétaires 2015-2017

36. Les recettes et dons ont évolué en moyenne annuelle de 9,5 %. L'évolution des recettes budgétaires est en moyenne de 14,2 % passant de 1 134,1 milliards en 2015 à 1479,6 milliards en 2017. Quant aux dons, ils sont évalués à 129,1 milliards en 2017 contre 207,7 milliards en 2015 et 132,5 milliards en 2016, soit une baisse en moyenne de 21,2 % entre 2015 et 2017.

37. Les recettes fiscales ont connu une nette progression sur la période, avec une croissance moyenne annuelle de 11,8%. Elles sont passées de 1 082,3 milliards en 2015 à 1 353,3 milliards de FCFA en 2017.

38. Le taux de pression fiscale est ressorti en moyenne à 14,7 % avec une augmentation d'environ 0,6 point du PIB par an tout en demeurant inférieur au seuil communautaire de l'UEMOA (20%). Ce faible niveau du taux de pression fiscale est dû essentiellement à la faible fiscalisation de certains secteurs contributeurs au PIB, notamment l'agriculture, le foncier, le secteur informel.

39. Aussi, l'adoption de la nouvelle méthodologie de calcul du PIB conformément au ***Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93) des Nations Unies*** constitue-t-elle un facteur explicatif du bas niveau de la pression fiscale. En effet, cette méthodologie améliore substantiellement le niveau de la production nationale grâce à la prise en compte de plusieurs sources d'informations. Elle adapte aussi la couverture et les définitions des comptes nationaux aux réalités économiques nouvelles et aux besoins d'information nouveaux.

Tableau 8: Evolution des ressources budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2015-2017

Rubriques	2015	2016	2017	Taux crois. Moyen 15-17
RECETTES, DONS	**1 481,0**	**1 522,2**	**1 774,2**	**9,5%**
Recettes totales	**1 273,3**	**1 389,7**	**1 645,1**	**13,7%**
Recettes budgétaires	**1 134,1**	**1 284,7**	**1 479,6**	**14,2%**
Recettes fiscales	**1 082,3**	**1 239,4**	**1 353,3**	**11,8%**
Impôts directs	330,8	367,7	419,4	12,6%
Impôts indirects	751,5	871,6	933,9	11,5%
TVA	411,3	467,4	523,5	12,8%
Taxes sur produits pétroliers	93,1	100,9	84,7	-4,6%
Taxes sur importations	141,8	157,4	180,1	12,7%
Autres droits et taxes	189,3	218,0	234,8	11,4%
Recettes non fiscales	**51,8**	**45,3**	**126,3**	**56,1%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**139,2**	**105,0**	**165,5**	**9,0%**
Dons	**207,7**	**132,5**	**129,1**	**-21,2%**
Projets	98,1	78,6	66,4	-17,7%
Budgétaires	88,9	45,5	48,6	-26,1%
Appui budgétaire	20,7	8,4	14,2	-17,3%

Source : *DGB*

2.1.2 Evolution des dépenses 2015-2017

40. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort que les dépenses budgétaires ont évolué en moyenne de 11,2 %. Le rythme de croissance des dépenses courantes a été en moyenne de 9,5 % et celui des dépenses en capital de 13,9 %. Cette tendance est imputable aux efforts du gouvernement et de l'ensemble de ses partenaires à soutenir la croissance indispensable pour une amélioration continue des conditions de vie des populations.

Tableau 9 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2015-2017 (présentation TOFE)

Rubrique	*2015*	*2016*	*2017*	*Taux crois. Moyen 15-17*
Dépenses Totales, Prêts Nets	**1 622,3**	**1 850,0**	**1 994,8**	**10,9%**
Dépenses budgétaires	**1 488,0**	**1 752,9**	**1 839,3**	**11,2%**
Dépenses courantes	**922,0**	**1 013,0**	**1 105,0**	**9,5%**
Personnel	358,2	400,9	432,6	9,9%
Biens et Services	260,9	268,5	297,6	6,8%
Transferts et subventions	257,0	287,5	300,4	8,1%
Intérêts dus	45,9	56,1	74,4	27,3%
Dette intérieure	22,9	30,0	46,2	42,0%
Dette extérieure	23,0	26,1	28,2	10,7%
Dépenses en capital	**566,0**	**739,9**	**734,4**	**13,9%**
Financement extérieur	281,1	240,9	203,0	-15,0%
Financement domestique	284,9	499,0	531,4	36,6%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**139,2**	**105,0**	**165,5**	**9,0%**
Prêts nets	**-4,9**	**-7,9**	**-10,0**	**42,9%**

Source : *DGB*

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

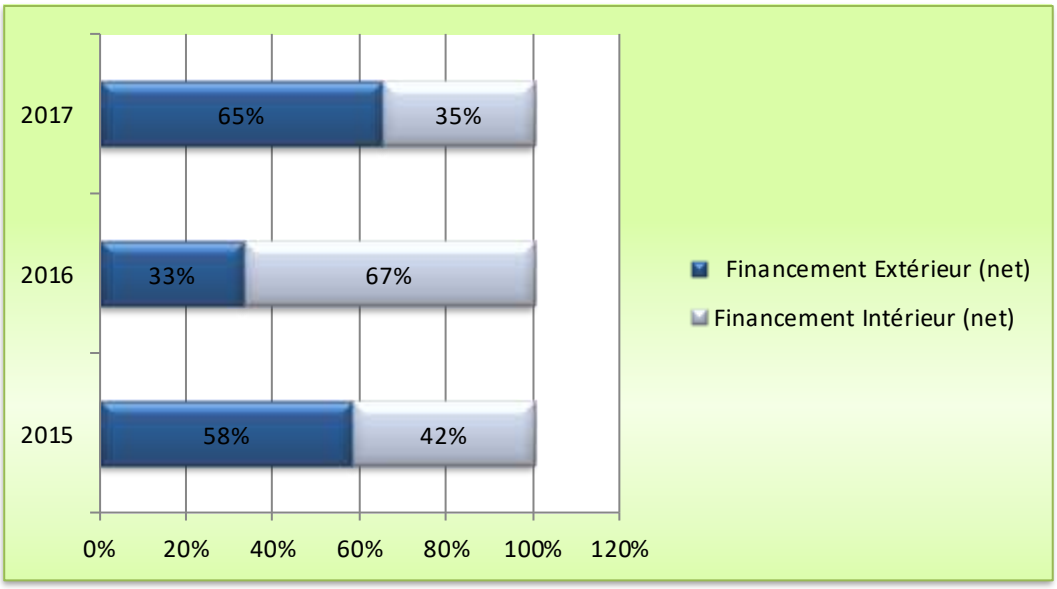
41. Le déficit a été financé en termes net à hauteur de 48% en moyenne sur ressources intérieures (bons et obligations) contre 52% sur ressources extérieures.

Tableau 10 : financement du déficit (en milliards de FCFA) 2015-2017

Rubriques	2015	2016	2017	Total 2015-2017
FINANCEMENT	**248,3**	**329,4**	**183,7**	**761,4**
Financement extérieur (net)	**145,1**	**109,2**	**119,8**	**374,1**
Emprunts	**225,2**	**149,9**	**171,2**	**546,3**
Projets	160,5	149,9	121,4	431,8
Prêts budgétaires	64,7	0,0	49,8	114,5
Amortissement	-97,5	-58,4	-69,6	-225,5
Annulation de la dette (PPTE)	17,4	17,7	18,2	53,3
Variation d'arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement intérieur (net)	**103,2**	**220,1**	**63,9**	**387,2**

Source : *DGB*

Figure 1 : Part des sources de financement du déficit budgétaire



2.2 Situation de la dette en fin 2017

42. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2017 est estimé à 3 167,7 milliards de FCFA, dont 2 182,2 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 985,5 milliards de FCFA de dette intérieure.

Tableau 11: Encours de la dette publique entre 2014 et 2017 (en milliards de FCFA)

	2014	2015	2016	2017 *
Total de l'encours	**1 930,0**	**2 376,0**	**2 986,4**	**3 167,7**
Dette extérieure**	1 484,6	1 754,4	2 073,9	2 182,2
Dette intérieure	445,4	621,6	912,5	985,5
Total des tirages	**565,7**	**698,9**	**567,1**	**662,0**
Dette extérieure	110,6	204,6	114,3	188,6
Dette intérieure	455,1	494,3	452,8	473,4
Total du service de la dette ***	**359,1**	**392,0**	**240,7**	**536,8**
Dette extérieure	68,8	69,0	80,4	96,2
Dette intérieure	290,3	323,0	160,3	440,6
Total des remboursements de principal	**337,2**	**365,7**	**194,7**	**469,6**
Dette extérieure	49,9	47,0	55,0	69,3
Dette intérieure	287,3	318,7	139,7	400,3
Total des paiements d'intérêts et de commissions	**21,9**	**26,3**	**46,0**	**67,2**
Dette extérieure	18,9	22,0	25,4	26,9
Dette intérieure	3,1	4,3	20,6	40,3

*Source : **DGDP***

NB :

* Chiffres provisoires pour l'encours et les tirages en 2017 ;

** Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

*** Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2019-2021

43. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des ressources 2019-2021

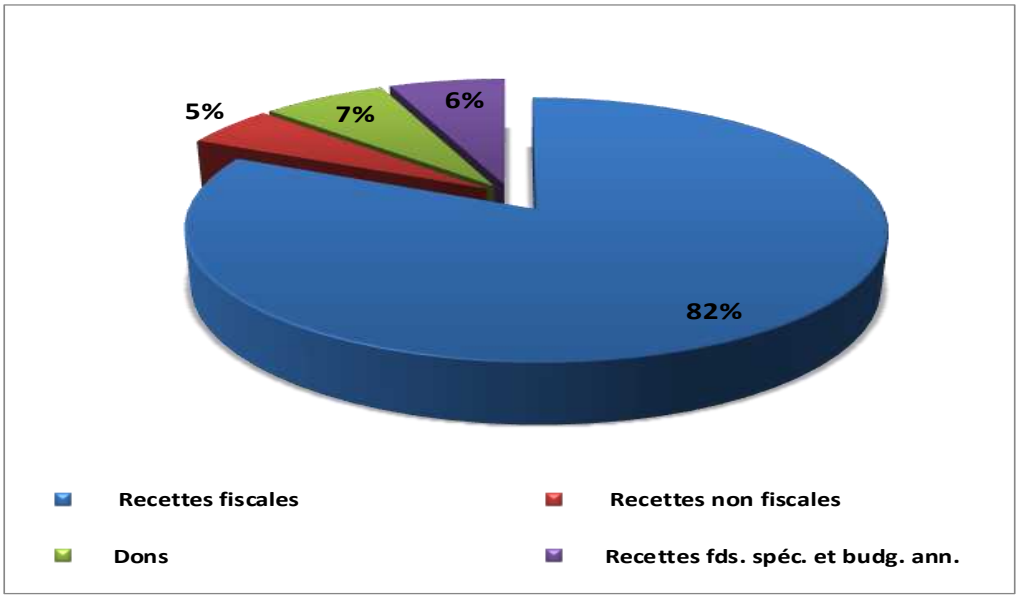
44. Les ressources (recettes et dons) sont projetées à 2392,2 milliards de FCFA en 2021 contre 1 948,9 milliards de FCA dans le budget 2018. Elles connaitraient une croissance moyenne de 8,4% sur la période 2019-2021 contre 9,5 % sur la période 2015-2017.

Tableau 12 : Projection des ressources 2018-2021

Rubriques	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*	*Taux crois. moyen 2019-2021*
RECETTES, DONS	**1 948,9**	**2 035,4**	**2 208,2**	**2 392,2**	**8,4%**
Recettes totales	**1 834,3**	**1 896,5**	**2 057,6**	**2 229,6**	**8,4%**
Recettes budgétaires	**1 711,1**	**1 765,6**	**1 918,2**	**2 080,8**	**8,6%**
Recettes fiscales	**1 498,8**	**1 656,8**	**1 804,5**	**1 969,5**	**9,0%**
Impôts directs	**459,6**	**516,5**	**562,2**	**613,8**	**9,0%**
Impôts indirects	**1 039,2**	**1 140,3**	**1 242,3**	**1 355,7**	**9,0%**
TVA	562,2	617,2	672,3	730,6	8,8%
Taxes sur produits pétroliers	95,2	102,0	113,2	126,0	11,1%
Taxes sur les importations	192,3	209,0	225,3	244,3	8,1%
Autres droits et taxes	257,3	284,1	308,2	336,7	8,9%
Recettes non fiscales	**212,3**	**108,8**	**113,7**	**111,2**	**1,1%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**123,2**	**130,9**	**139,4**	**148,8**	**6,6%**
Dons	**114,6**	**138,9**	**150,7**	**162,6**	**8,2%**
Projets	**81,0**	**90,0**	**100,0**	**110,0**	**10,6%**
Budgétaires	**26,2**	**26,3**	**26,5**	**26,7**	**0,6%**
Appui budgétaire	**7,4**	**22,6**	**24,2**	**25,9**	**7,1%**

Source : *DGB*

Figure 2 : Part moyenne des catégories de ressources



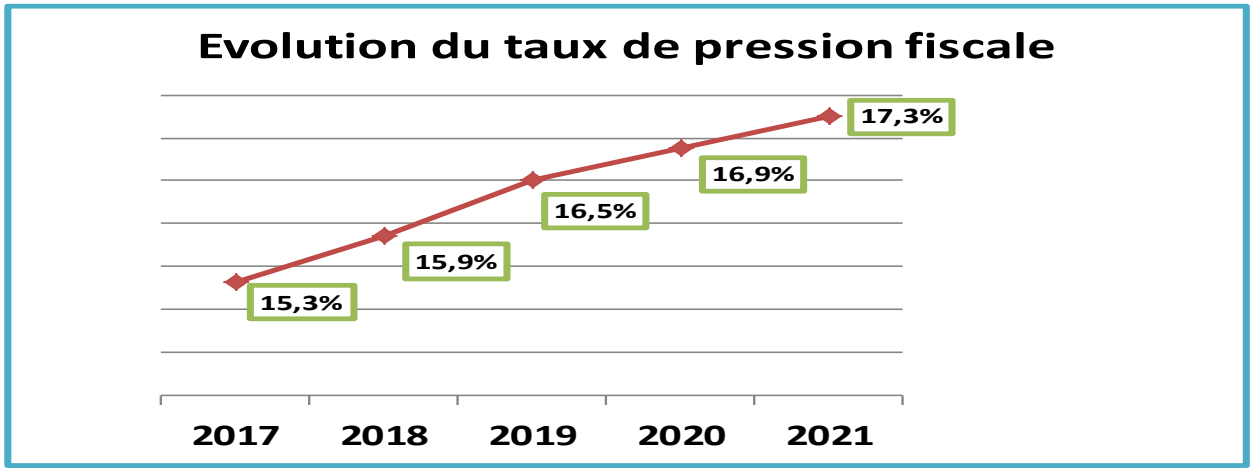
a. Projections par nature de ressources

❖ Les recettes fiscales

45. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 1 810,3 milliards de FCFA sur la période 2019-2021 contre 1 498,8 milliards en 2018. Elles représenteraient une croissance moyenne annuelle de 9,0% sur la même période contre 11,8 % sur la période 2015-2017.

46. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2019-2021 seront respectivement de 16,5 %, 16,9% et 17,3 %.

Figure 3 : Evolution du taux de pression fiscale 2017-2021



❖ Les recettes non fiscales

47. Les recettes non fiscales, constituées entre autres des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 111,2 milliards de FCFA entre 2019-2021, soit en baisse par rapport à leur niveau dans le budget 2018 prévu à 212,3 milliards. Le niveau élevé des recettes non fiscales en 2018 s'explique essentiellement par les ressources provenant de la vente des licences téléphoniques.

❖ Les dons

48. Les appuis budgétaires sont projetés en moyenne à 150,7 milliards entre 2019-2021 contre 114,6 milliards en 2018. Ils enregistreraient une croissance moyenne annuelle de 8,2% imputable aux appuis projets contre une baisse d'environ 21,2% entre 2015 et 2017.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

49. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le gouvernement mettra en œuvre les recommandations contenues dans le Mémorandum de Politique Economique et Financière (MPEF) issu des différentes Revues de la FEC avec le FMI et de celles contenues dans le rapport d'étude sur l'évaluation du montant et du processus d'octroi des exonérations fiscales et douanières financé par l'UE.

Il s'agira essentiellement de :

- poursuivre la réduction progressive des exonérations à travers le paiement de tous les marchés publics en toutes taxes incluses et la révision de différents textes, notamment le code minier, le Code des

investissements, le Code général des impôts, le Code des douanes, le Code pétrolier, la loi sur la promotion immobilière, la Loi sur les Associations et toute autre législation fiscale ;

- poursuivre les efforts d'amélioration de l'administration fiscale, douanière, et domaniale en vue d'élargir l'assiette fiscale et accroître le rendement des impôts ;
- améliorer de manière durable le fonctionnement et le rendement de la TVA ;
- élargir l'assiette fiscale à travers la recherche de nouvelles niches ;
- maîtriser l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- créer un environnement propice aux affaires et au civisme fiscal par le paiement à bonne date des créances sur l'Etat ;
- assurer une meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et une amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;

50. En outre, la mise en œuvre du nouveau programme de réforme des finances publiques 2017-2021 contribuera à rehausser le niveau de mobilisation des recettes budgétaires.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2019-2021

51. Les charges sont projetées en moyenne à 2 533,2 milliards de FCFA sur la période 2019-2021 contre 2 260 milliards en 2018. Elles progresseront en moyenne de 7,7 % par an contre 11,2 % sur la période 2015-2017. Le rythme d'évolution des charges de l'Etat est fortement influencé par les dépenses de personnel et celles liées au paiement d'intérêt de la dette publique. Entre 2019-2021, les charges représenteraient en moyenne 23,6 % du PIB contre en moyenne 24,9% dans la zone UEMOA.

52. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique entre autres par : (i) l'incidence de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (ii) le financement des investissements structurants ; (iii) l'incidence de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ; (iv) les efforts soutenus en faveur du secteur de l'Agriculture et (v) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 13 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2018-2021 (en milliards FCFA)

Rubriques	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*	*Taux crois. Moy 19-21*
Dépenses Totales, Prêts Nets	**2 260,0**	**2 349,2**	**2 527,7**	**2 722,7**	**7,7%**
Dépenses budgétaires	**2 147,2**	**2 218,3**	**2 388,3**	**2 573,8**	**7,7%**
Dépenses courantes	**1 249,7**	**1 276,6**	**1 384,0**	**1 487,5**	**7,9%**
Personnel	516,4	549,4	613,5	669,6	10,4%
Biens et Services	323,5	302,8	311,4	321,5	3,0%
Transferts et subventions	331,5	334,1	357,1	382,4	7,0%
Intérêts dus	78,3	90,3	102,0	114,0	12,4%
Dette intérieure	47,3	60,5	69,7	79,1	14,3%
Dette extérieure	31,0	29,8	32,3	34,9	8,2%
Dépenses en capital	**897,5**	**941,7**	**1 004,3**	**1 086,3**	**7,4%**
Financement extérieur	257,4	282,6	304,2	325,9	7,4%
Financement domestique	640,1	659,1	700,1	760,4	7,4%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	123,2	130,9	139,4	148,8	6,6%
Prêts nets	**-10,4**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**-**

Source : *DGB*

Tableau 14 : Evolution des dépenses en % du PIB des pays de l'UEMOA 2018-2021

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 19-21
UEMOA	**25,4**	**25,0**	**25,0**	**24,8**	**24,9**
Bénin	21,9	20,2	19,5	18,9	19,5
Burkina-Faso	26,8	27,5	27,3	27,5	27,4
Côte d'Ivoire	24,8	24,5	24,5	24,5	24,5
Guinée-Bissau	20,8	20,8	21,3	20,7	20,9
Mali	**23,9**	**23,4**	**23,6**	**23,9**	**23,6**
Niger	27,3	26,4	26,0	24,4	25,6
Sénégal	27,7	27,6	27,5	27,6	27,6
Togo	27,8	25,6	26,2	25,7	25,8

Source : *MEF, FMI (Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, avril 2017).*

a. Les dépenses courantes

53. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 1 382,7 milliards de FCFA entre 2019-2021 contre 1 249,7 milliards en 2018, soit une progression moyenne annuelle de 7,9 % sur la période 2019-2021 contre 9,5% pour la période 2015-2017. Par rapport au PIB, leur évolution se situerait en moyenne autour de 12,9% du PIB entre 2019-2021 contre 15% dans la zone UEMOA. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

54. La projection des dépenses de personnel a été faite en tenant compte des critères de convergence de l'UEMOA (pourcentage des dépenses de personnel par rapport aux recettes fiscales ≤ à 35 %). Les dépenses de personnel représenteront en moyenne 33,7 % des recettes fiscales.

55. La masse salariale en 2018 s'élève à 516,4 milliards FCFA et se chiffrera en moyenne à 610,9 milliards entre 2019-2021, soit une progression moyenne de 10,4 % par an contre 9,9 % sur la période 2015-2017. La projection tient compte de l'incidence des recrutements annuels, de l'incidence des accords avec les organisations syndicales, de la LOPM et de la LPSI.

- **les dépenses de biens et services**

56. Les dépenses de biens et services connaitraient une croissance moyenne de 3,0% par an entre 2019-2021 contre 6,8% constatés pendant la période 2015-2017. En valeur absolue, ces dépenses passeraient de 323,5 milliards en 2018 à 311,9 milliards en moyenne sur la période 2019-2021. La politique budgétaire vise à maitriser les dépenses de fonctionnement de l'administration tout en renforçant : i) les acquis dans les secteurs sociaux (santé, Education et Développement social, Hydraulique, etc.), ii) la mise en œuvre de la LOPM, de la LPSI et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

- **les transferts et subventions**

57. Les transferts et subventions s'élèvent à 331,5 milliards en 2018 et s'établiraient en moyenne à 357,9 milliards sur la période 2019-2021, soit en moyenne annuelle une progression de 7,0 % contre 8,1 % entre 2015-2017. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base, la prise en charge de la retraite, de certaines maladies (cancer, sida, paludisme…) et des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

58. Les intérêts sont prévus en moyenne à 102,1 milliards sur la période 2019-2021 contre 78,3 milliards en 2018, soit une augmentation moyenne de 12,4 %.

b. les dépenses en capital

59. Les charges en capital sont prévues en moyenne à 1010,8 milliards entre 2019-2021 contre 897,5 milliards de FCFA en 2018. Elles progresseraient en moyenne 7,4 % par an sur la période du cadrage contre 13,9 % pour la période 2015-2017. Le pourcentage des dépenses d'investissement financées sur les ressources internes rapportées aux recettes fiscales sera en moyenne de 39,1 % (au-dessus de la norme minimale de 20 % fixée par la CEDEAO).

60. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du gouvernement de : **(i)** booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; **(ii)** soutenir le développement rural à travers l'allocation de 15 % du budget conformément à l'engagement du Président de la République ; et **(iii)** renforcer la mise en œuvre la LOPM, de la LPSI et de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

61. Le gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par le PEFA 2016, l'évaluation du PAGAM/GFP II et les missions d'assistance technique du FMI, à travers la mise en œuvre du Plan de réforme de la gestion des finances publiques du Mali (PREM 2017-2021).

Il s'agira, durant la période 2019-2021, de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique en :

- améliorant la gestion des dépenses et la transparence des finances publiques à travers la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA ;
- améliorant la gestion des investissements publics par : **(i)** la réduction de l'écart d'efficience identifié lors de l'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) d'août 2017 ; **(ii)** le renforcement de la culture de résultat dans la gestion des investissements par la mise en place progressive des contrats de performance appliqués aux projets d'investissement ; **(iii)** l'amélioration progressive des procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement ; **(iv)** l'introduction des évolutions règlementaires liées aux partenariats publics privés (PPP).
- améliorant la gestion de la dette intérieure ;
- accélérant la production et l'audit des comptes annuels de l'Etat ;
- renforçant le suivi des délais de paiement afin d'éviter la constitution d'arriérés ;
- renforçant le contrôle interne et externe des dépenses publiques à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Contrôle Interne (SNCI) et le renforcement des capacités de la Section des Comptes de la Cour Suprême ;
- améliorant la gestion de la trésorerie à travers la poursuite de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT).

2.3.3 Projections des soldes budgétaires 2019-2021

62. Selon la présentation TOFE, le déficit global dons inclus et le déficit global hors dons ressortiront respectivement en moyenne à 318,7 milliards et à 460,4 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 311,1 milliards et 425,7 milliards en 2018. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB serait conforme à la norme de l'UEMOA sur la période tandis que le critère de la CEDEAO relatif au déficit global dons inclus (3,0 % du PIB) ne serait pas respecté.

63. La trajectoire du déficit serait liée à une nette amélioration de la mobilisation des recettes budgétaires consécutive à la mise en œuvre des réformes entreprises au niveau des administrations fiscales et non fiscales.

Tableau 15 : Evolution du déficit global 2018-2021

Rubriques	2018	2019	2020	2021	*Moyenne 2019-21*
Solde global dons inclus base engagement (en milliards FCFA)	-311,1	-313,7	-319,4	-330,5	-318,7
Solde global dons exclus base engagement (en milliards FCFA)	-425,7	-452,7	-470,1	-493,0	-460,4
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-3,3%	-3,1%	-3,0%	-2,9%	-3,0%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-4,5%	-4,5%	-4,4%	-4,3%	-4,4%

Source : *DGB, TOFE*

Figure 4: Tendance du solde budgétaire global

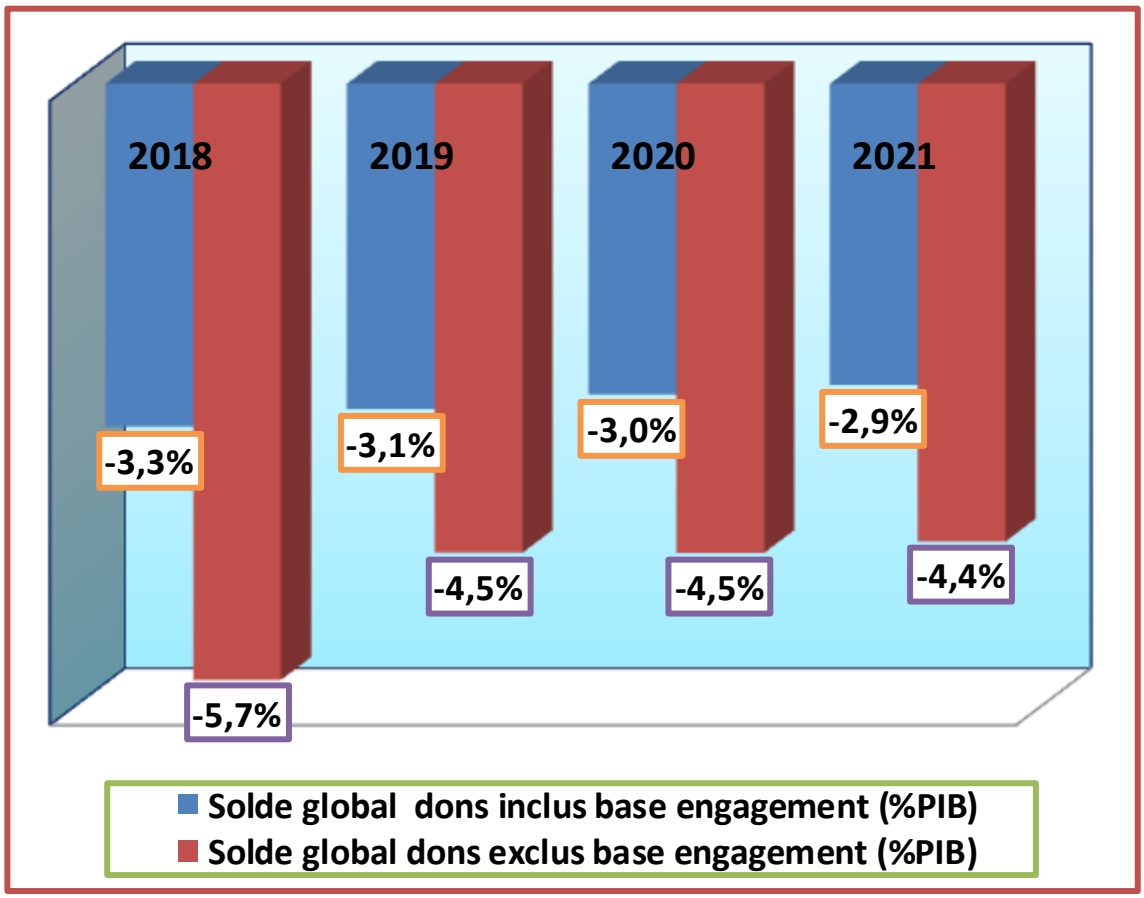


Tableau 16: Solde budgétaire global dons inclus base caisse (en pourcentage du PIB) des pays de l'UEMOA 2018-2021

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 19-21
UEMOA	**-3,7**	**-3,0**	**-2,7**	**-2,5**	**- 2,7**
Bénin	-4,3	-1,9	-0,8	-0,2	- 1,0
Burkina-Faso	-3,5	-3,5	-3,5	-3,5	- 3,5
Côte d'Ivoire	-3,5	-3,1	-2,9	-3,0	- 3,0
Guinée-Bissau	-2,1	-1,6	-1,7	-0,8	- 1,4
Mali	**-3,6**	**-3,1**	**-3,0**	**-2,9**	**- 3,0**
Niger	-6,2	-4,7	-2,9	-0,9	- 2,8
Sénégal	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	- 3,0
Togo	-3,2	-0,3	0,0	0,1	- 0,1

Source : *DGB-MEF ; Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, avril 2017.*

2.3.4 Projection des financements du déficit

64. Le déficit budgétaire ne serait couvert que partiellement par les financements extérieur et intérieur. Il se dégagera un écart de financement[2] de :

- 379,9 milliards en 2019 ;
- 421,6 milliards en 2020 ;
- 361,5 milliards en 2021.

65. Le niveau élevé du besoin de financement sur la période du cadrage (2019-2021), est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. La tendance du besoin de financement connaitrait un fléchissement à partir de 2020 en partie liée aux efforts de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses courantes. Pour consolider cette tendance et conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique réalisée par le FMI indiquant un risque d'endettement modéré jusqu'en 2035, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2018-2020 a été bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de maturité longue.

Tableau 17 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2018-2021

	2018	*2019*	*2020*	*2021*
FINANCEMENT (net)	**335,8**	**-66,2**	**-102,2**	**-31,0**
Financement extérieur (net)	**133,3**	**121,9**	**110,6**	**108,2**
Emprunts	206,0	208,5	221,3	234,0
Projets	169,0	170,0	180,0	190,0
Prêts budgétaires	37,0	38,5	41,3	44,0
Amortissement	-91,7	-104,5	-119,6	-134,8
Annulation de la dette (PPTE)	19,0	17,8	9,0	9,0
Financement intérieur (net)	**202,5**	**-188,1**	**-212,8**	**-139,2**
ECART de FINANCEMENT	**0,0**	**379,9**	**421,6**	**361,5**

Source : *DGB, TOFE*

[2] L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

66. Au plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 18 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2018-2021

Critères de convergence	Norme UEMOA	2018	2019	2020	2021
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-3,3%	-3,1%	-3,0%	-2,9%
Taux d'inflation	≤3%	1,3%	1,6%	1,9%	2,1%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	36,1%	37,0%	38,3%	39,4%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	34,5%	33,2%	34,0%	34,0%
Taux de pression fiscale	≥20%	15,9%	16,5%	16,9%	17,3%
Nombre de critères respectés		**3/5**	**3/5**	**4/5**	**4/5**

Source : *MEF, FMI (8ème revue FEC, octobre 2017)*

Tableau 19: Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2018-2021

Critères de convergence	Norme CEDEAO	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*
Critères de premier rang					
Solde global hors dons/PIB	≤ 3%	-3,3%	-3,1%	-3,0%	-2,9%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	1,4%	1,7%	2,0%	2,2%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale en % des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤ 10%				
Réserves Extérieures en mois d'importations*	≥ 3				
Critères de second rang					
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB	≤70%	36,1%	37,0%	38,3%	39,4%
Variation du taux de change nominal*	+/-10%				

Source : *MEF, FMI (8ème revue FEC, octobre 2017)*

NB :* le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA

III. LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

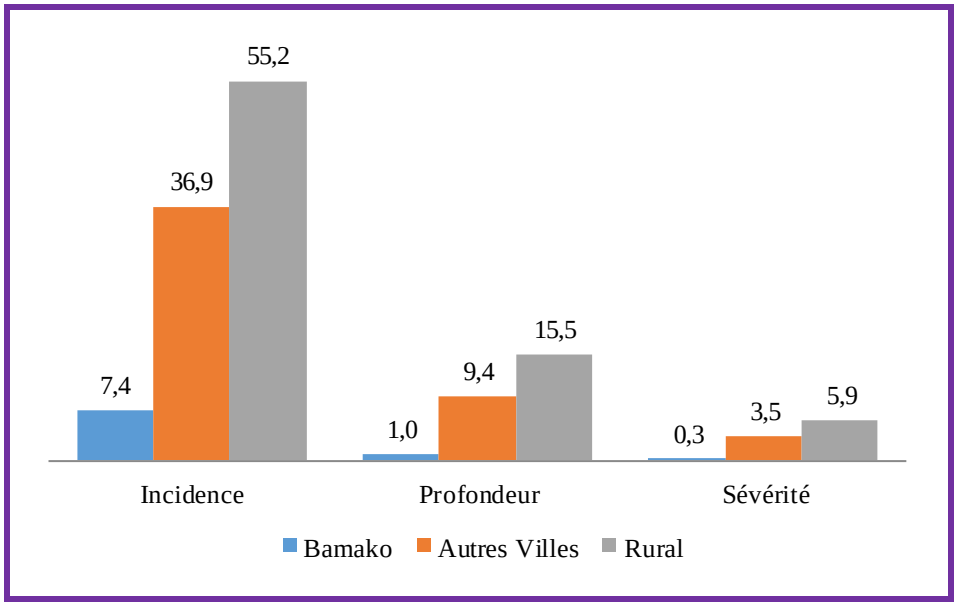
3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

67. L'incidence de la pauvreté aurait, selon les dernières données statistiques, légèrement diminué passant de 47,2% en 2015 à 46,8% en 2016. Il convient toutefois, de signaler que cette diminution n'est pas suffisamment significative pour se prononcer définitivement sur le caractère substantiel et durable du niveau de pauvreté. Depuis 2013, ce niveau fluctue autour de 47%. La situation de la pauvreté concerne plus de 8 millions d'individus. Les résultats de l'enquête révèlent une incidence de la pauvreté estimée à 7,4 % à Bamako contre respectivement 36,9 % et 55,2 % dans les autres villes et en milieu rural. L'ampleur de la pauvreté est la plus élevée à Sikasso, Mopti et Ségou avec des incidences respectives de 66,2 %, 64,6 % et 55,5 %.

68. On observe la même tendance au niveau de la profondeur aussi bien que de la sévérité c'est-à-dire qu'il y a plus d'efforts à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

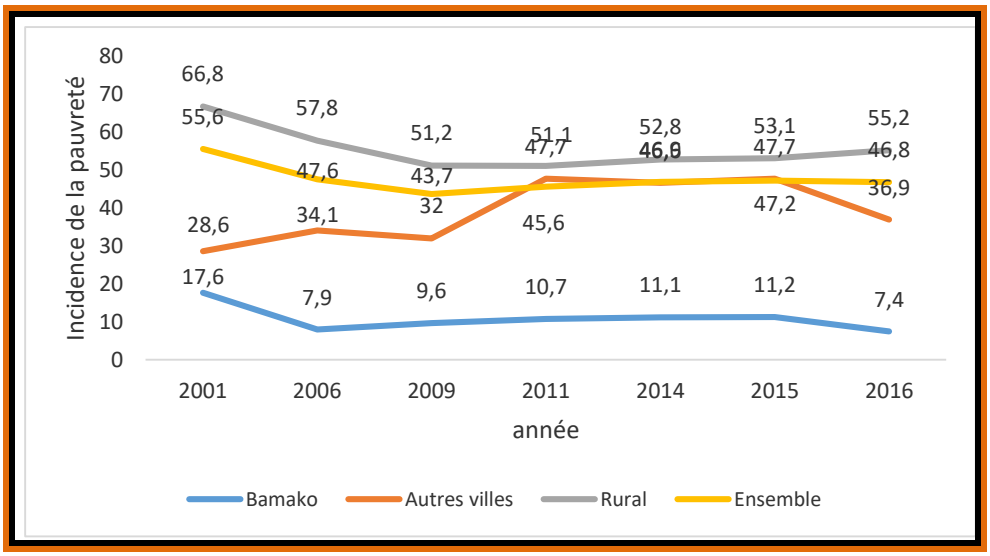
Figure 5: Indices de pauvreté selon le milieu de résidence (en %)



Source : *Rapport 2016 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018)*

69. L'évolution de la pauvreté est marquée par une tendance baissière de 2001 à 2009 liée à une diminution substantielle de celle-ci dans le monde rural. A partir du choc de 2012, elle a affiché la hausse jusqu'en 2015 en rapport avec la tendance haussière des villes secondaires pour baisser légèrement en 2016 et se retrouver à 46.8% (voir graphique).

Figure 6: Évolution de l'incidence de la pauvreté selon le milieu de résidence (%)

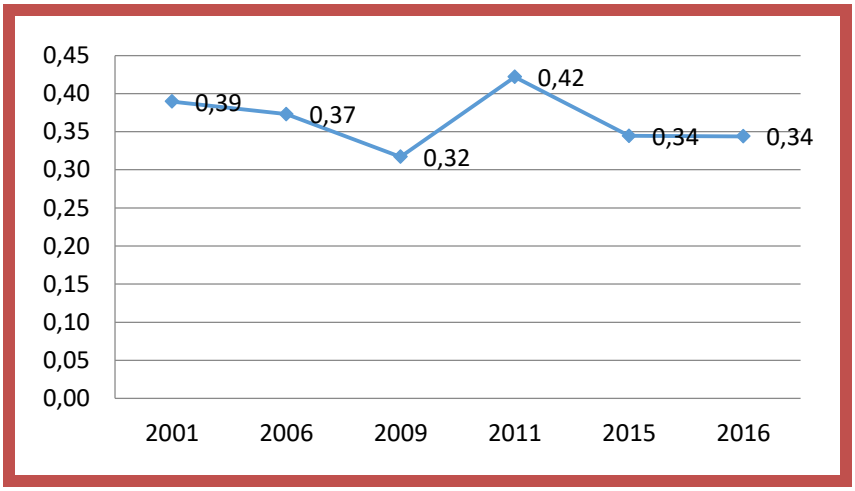


Source : *Rapport 2016 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018)*

70. S'agissant de l'inégalité, l'indice de Gini ressort globalement à 0,34 en 2016. L'analyse spatiale montre que l'inégalité à Bamako est la plus élevée (0,37) suivie des autres agglomérations urbaines (0,32), alors qu'elle est moins accentuée en milieu rural (0,29). L'inégalité la plus faible est observée à Tombouctou (0,19) suivi de Kayes (0,25).

71. L'analyse dynamique de l'inégalité sur la période 2001-2016 est mitigée. Elle est marquée par des fluctuations qui ne permettent pas de dégager une tendance. De 2001 à 2009, l'indice de Gini est passé de 0,39 à 0,32 traduisant ainsi une réduction substantielle des disparités. En 2011, l'indice est passé à 0,42 pour rechuter à 0,34 en 2016 marquant la très grande variabilité du phénomène d'une année à une autre.

Figure 7 : Évolution de l'inégalité entre 2001 et 2015 – coefficient de Gini



Source : *Rapport 2016 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018).*

Gouvernance, Paix, Sécurité et réconciliation nationale

72. Des avancées ont été obtenues par le Gouvernement en matière de lutte contre la corruption à travers notamment la révision du Code des marchés publics, l'adoption par l'Assemblée Nationale en 2014 de la loi relative à l'enrichissement illicite et la création de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI). Le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre la loi sur l'enrichissement illicite, en particulier le dispositif de dépôt des déclarations de patrimoines sous la supervision de la cour suprême et la diligence de l'OCLEI.

73. En matière de paix et de sécurité, des avancées notables ont été réalisées. Le gouvernement du Mali et les groupes armées ont signé en juin 2015, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Le dialogue politique avec les groupes armés et la réconciliation, ont été promus comme des priorités nationales par le Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA et son Gouvernement. La relecture des textes de base de la décentralisation devrait permettre d'accélérer le processus de mise en œuvre de l'Accord.

74. En matière de justice et de réconciliation nationale, la Commission Vérité Justice et Réconciliation a effectivement démarré ses travaux. Pour améliorer son caractère inclusif et accroître la représentation des mouvements signataires, le Gouvernement a adopté des textes modificatifs pour porter le nombre des membres à 25. Ainsi, dix (10) commissaires supplémentaires ont été nommés. Le Gouvernement a élaboré un avant-projet de document sur la justice transitionnelle, assorti d'un plan d'actions et un plan national de mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce plan national permettra de développer des stratégies de lutte contre les violences basées sur le genre et de participer à la mise en œuvre de l'Accord.

75. En matière de défense et de sécurité, la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019) et la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) se poursuivent. Le Gouvernement a procédé à la nomination du Président de la Commission Nationale Désarmement -Démobilisation-Réinsertion (DDR) et du Président de la Commission d'Intégration. Les effectifs de ces Commissions et celui du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité sont désormais au complet avec la nomination des représentants des parties signataires.

76. Par ailleurs, la Commission Technique de sécurité et le Mécanisme Opérationnel de Coordination ont présenté un plan de mise en œuvre des arrangements sécuritaires pour le nord, prévoyant le déploiement de patrouilles mixtes pour sécuriser le processus de cantonnement et de désarmement, démobilisation et réintégration. Aussi, la mise en place et l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel constituent des avancées notoires pour la stabilisation et la sécurisation du pays.

Relance économique

77. En 2016, la croissance économique est restée vigoureuse en atteignant 5,8 % contre 6,0 % en 2015. Cette croissance a été soutenue par les efforts du gouvernement en faveur du développement rural qui a bénéficié d'un appui substantiel en termes d'allocations budgétaires. Des efforts ont été aussi consentis dans le domaine des infrastructures structurantes et du développement des services. L'augmentation continue de la production et de la productivité du secteur agricole durant les dernières années contribue à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations, particulièrement en milieu rural.

78. Des efforts importants ont été faits dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires. En effet, dans le rapport du classement Doing Business 2017, le Mali s'est classé 141ème sur 190 pays concernés.

Au sein de la zone l'UEMOA, le Mali s'est classé leader en matière de facilité de faire les affaires. Cependant, la situation semble se détériorer selon le rapport Doing Business 2018 car le Mali n'a pas mis en œuvre de réformes du climat des affaires sur la période concernée par le rapport, d'où la perte de deux points en se classant 143ème sur 190 pays.

Secteurs sociaux

79. Les évolutions des indicateurs du secteur de l'éducation sont jugées globalement préoccupantes. Bien que certains indicateurs comme le taux brut de scolarisation, le taux de succès au bac, le nombre d'étudiants dans le supérieur progressent positivement, l'augmentation du nombre d'élèves par maître, l'achèvement du premier cycle, le taux brut de scolarisation au secondaire font peser des doutes sérieux sur la performance du système éducatif dans les prochaines années, compte tenu de l'augmentation prévisible des effectifs des jeunes générations à venir.

80. Les indicateurs liés à la performance dans le secteur de la santé progressent plutôt favorablement même si la qualité des soins et l'accessibilité géographique sont encore insuffisantes. Le taux global de mortalité intra hospitalière en pédiatrie dans les établissements publics hospitaliers (EPH), 11,1% en 2016, est globalement en baisse par rapport au niveau de 2015 (15,2%). Cependant, la proportion des décès maternels dans les EPH a augmenté. Le taux de prévalence contraceptive, le taux d'accouchements assistés, le nombre de césariennes ont progressé favorablement. Par contre, l'accessibilité géographique au PMA à moins de 5km est restée stationnaire et celle à moins de 15 km a connu une légère baisse de 6 points, malgré la création de 56 nouveaux CSCOM en 2016.

81. L'accès à l'emploi est un enjeu majeur pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail avec ou sans qualification. Le taux de chômage a progressé de 0,45 point en passant de 9,60% en 2015 à 10,05% en 2016. Les créations d'emplois dans le secteur formel sont insuffisantes. En termes de créations d'emplois, 67 204 emplois ont été créés en 2016 dans le secteur formel dont 20 908 (soit 31,1%) emplois privés et 46 296 (soit 68,9%) emplois publics.

82. L'accès à l'eau et à l'assainissement progresse. Toutefois, l'accès à une infrastructure d'assainissement constitue encore un privilège occasionnant des problèmes importants liés à l'hygiène et à l'insalubrité. L'accès à l'eau potable s'est amélioré passant de 65,3% en 2015 à 66,9% en 2016. L'accès à un service d'assainissement amélioré et durable a progressé de 24% en 2015 à 27% en 2016.

83. La protection sociale progresse, permettant de couvrir de plus en plus de personnes contre les accidents de la vie. Toutefois, la cible pour atteindre la couverture universelle est encore très éloignée. En effet, les mutuelles couvrent 5% de la population et les Instituts de Sécurité Sociale, 16% de la population.

3.2 Les priorités du gouvernement sur la période 2019-2021

84. Le cadrage budgétaire 2019-2021 vise surtout à consolider des actions entamées dans le CREDD, document cadre de référence des politiques et stratégies nationales de développement.

85. **En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à :**

- la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019) ;
- la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) ;
- l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% au secteur « Agriculture » ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;

- au financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- au renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales.

86. Les projections budgétaires sont mises en cohérence avec les priorités d'allocations budgétaires du CREDD. Ainsi, les allocations selon les axes stratégiques se présentent comme suit :

    - le premier axe stratégique serait financé en moyenne à 769,3 milliards de F CFA, soit 27,1% des dépenses totales ;
    - la part de l'axe stratégique 2 dans le budget serait en moyenne de 758,3 milliards de F CFA, soit 26,7 % des dépenses totales ;
    - l'axe stratégique 3 représenterait en moyenne 927,3 milliards de F CFA, soit 32,7 % des dépenses totales.

87. Les paiements au titre de la dette publique seront évalués en moyenne à 384,0 milliards de F CFA représentant 13,5% des dépenses totales.

Tableau 20: Allocations budgétaires suivant les axes du CREDD (en milliards de FCFA) 2018-2021

AXES		2018	2019	2020	2021	Moyenne
		LFI	Proj.	Proj.	Proj.	2019-2021
AXE1 :	Croissance économique inclusive et durable	699,9	713,7	766,6	827,7	769,3
AXE2 :	Développement social et accès aux services sociaux de base	676,2	703,9	756,6	814,5	758,3
AXE3 :	Développement institutionnel et la gouvernance	845,7	865,2	926,3	990,3	927,3
Dette (intérêt + principal)		379,1	365,0	416,7	370,2	384,0
TOTAL		**2 600,8**	**2 647,8**	**2 866,2**	**3 002,7**	**2 838,9**

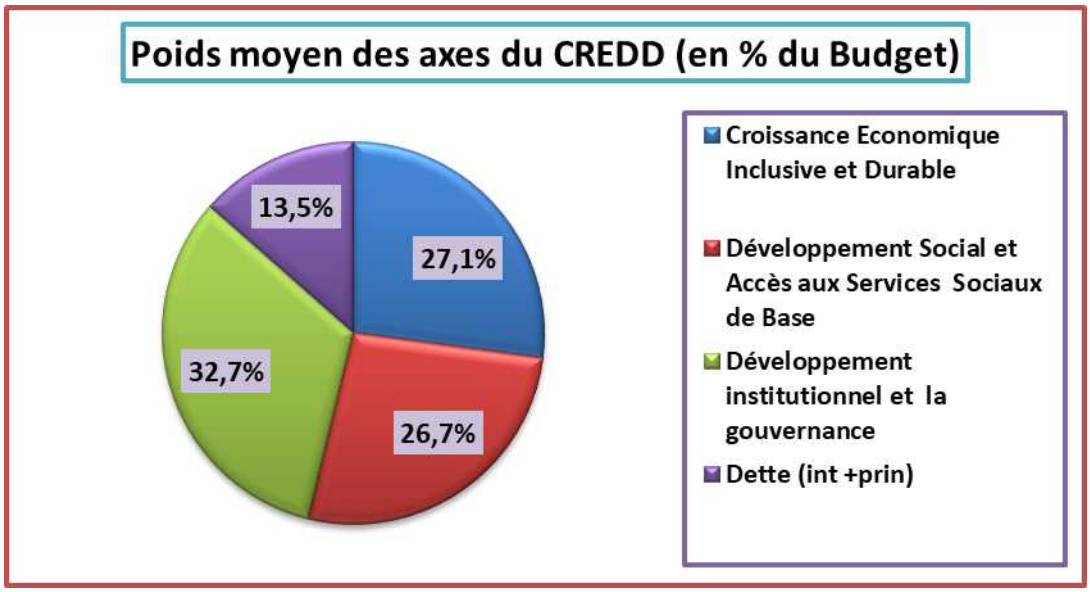
Source : *DGB*

Tableau 21 : Ratios par rapport aux dépenses totales 2018-2021

AXES		2018	2019	2020	2021	Moyenne
		LFI	Proj.	Proj.	Proj.	2019-2021
AXE1 :	Croissance économique inclusive et durable	26,9%	27,0%	26,7%	27,6%	27,1%
AXE2 :	Développement social et accès aux services sociaux de base	26,0%	26,6%	26,4%	27,1%	26,7%
AXE3 :	Développement institutionnel et la gouvernance	32,5%	32,7%	32,3%	33,0%	32,7%
Dette (intérêt + principal)		14,6%	13,8%	14,5%	12,3%	13,5%

Source : *DGB*

Figure 8: Part moyenne des axes du CREDD dans les dépenses totales



3.3 Analyse des allocations budgétaires 2019-2021 par fonction

88. L'analyse des dépenses par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions appelées divisions, tels que présentées dans le tableau ci-après.

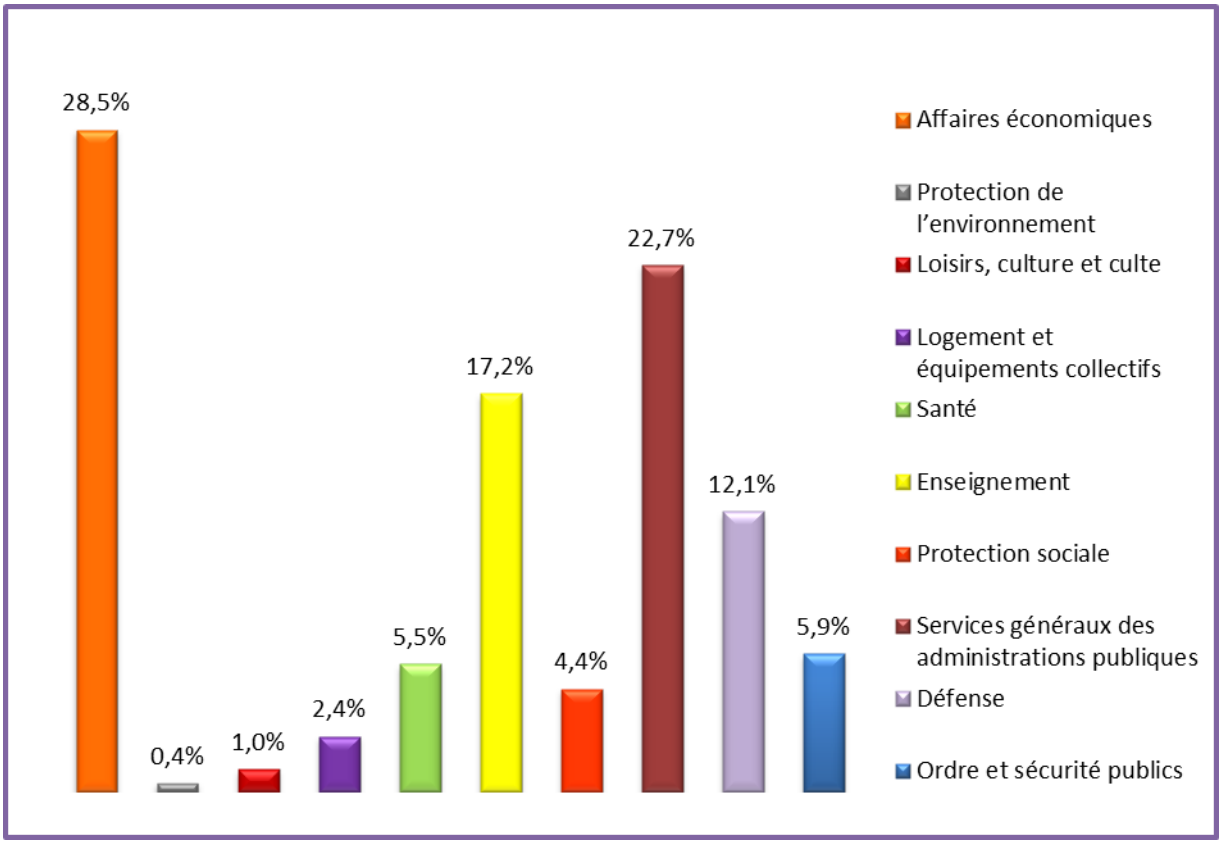
Tableau 22: **Evolution des dépenses par fonction 2018-2021 (en milliards de FCFA)**

Fonction	LFI 2018	Projections			moyenne 2019-2021	Taux de croissance 2019-2021
		2019	2020	2021		
Affaires économiques	668,7	682,0	732,5	791,2	735,2	7,7%
Protection de l'environnement	9,0	9,0	9,4	9,8	9,4	4,0%
Loisirs, culture et culte	22,2	22,7	24,7	26,7	24,7	8,6%
Logement et équipements collectifs	55,4	57,1	60,9	65,3	61,1	7,0%
Santé	124,5	130,8	141,4	151,7	141,3	7,7%
Enseignement	396,4	410,1	440,8	475,3	442,1	7,7%
Protection sociale	99,9	105,9	113,4	122,2	113,8	7,4%
Services généraux des administrations publiques	551,9	550,7	583,0	621,0	584,9	6,2%
Défense	272,3	284,8	311,7	336,4	311,0	8,7%
Ordre et sécurité publics	130,5	139,4	153,0	166,4	152,9	9,3%
Total (hors remboursement dette)	**2 330,8**	**2 392,4**	**2 570,9**	**2 765,9**	**2 576,4**	**7,5%**
Dette (remboursement)	**270,0**	**255,4**	**295,2**	**236,8**	**262,5**	**-3,7%**

Source : DGB

89. L'analyse des projections hors remboursement de la dette publique montre que les fonctions les plus dominantes sur la période 2019-2021 sont : affaires économiques (28,5%), services généraux des administrations publiques (22,7%) enseignement (17,2%) et la défense (12,1%) **(Cf. figure 1).**

Figure 9: Poids moyen des dépenses par fonction 2019-2021



3.3.1 Services Généraux des Administrations Publiques

90. Les allocations en faveur des services généraux des administrations publiques (hors remboursement dette publique) sont projetées en 2019 à 550,7 milliards de FCFA contre une inscription de 551,9 milliards dans le budget 2018. Elles s'établiraient à 583 milliards en 2020 et 621 milliards en 2021.Les dotations au titre de l'année 2019 permettront de :

- poursuivre la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- assurer le fonctionnement des Institutions de la République ainsi que l'administration publique ;
- renforcer les capacités des collectivités territoriales.

3.3.2 Défense

91. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 311,0 milliards de FCFA contre 272,3 milliards de FCFA en 2018, soit un taux de croissance moyenne de de 8,7% sur la période 2019-2021. Au cours de la période, le poids moyen des dépenses de défense dans le budget d'Etat serait de 12,1%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM).

3.3.3 Ordre et Sécurité

92. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses de sécurité s'établiraient à 139,4 milliards de FCFA en 2019, contre 130,5 milliards de FCFA dans le budget 2018. Elles sont projetées à 153,0 milliards de FCFA en 2020 et à 166,4 milliards de FCFA en 2021, soit un taux de progression de 9,3% sur la période du cadrage. Les augmentations se justifient par le renforcement des capacités opérationnelles de forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile et l'amélioration des services judiciaires.

3.3.4 Affaires économiques

93. Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 735,2 milliards FCFA sur la période 2019-2021 contre 668,7 milliards de FCFA en 2018. Elles représentent en moyenne 28,5 % des dépenses totales hors remboursement de la dette publique, avec un taux de croissance annuel moyen de 7,7% sur la période 2019-2021.Cette hausse est imputable principalement à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation des infrastructures publiques et (iii) le soutien à la production d'énergie.

Les principaux projets/programmes concerneront :

- la réalisation d'actions de développement durable au Mali ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- le développement de l'irrigation ;
- le bitumage du tronçon Goma Coura-Tombouctou ;
- l'aménagement d'infrastructures routières structurantes (PAIRS) ;
- la construction du deuxième pont de Kayes ;
- la construction et le bitumage de la route Kolondièba-Zantièbougou (frontière RCI);
- la construction de la route Kayes–Kenièba.

3.3.5 Protection de l'environnement

94. Les dépenses en faveur de la protection de l'environnement sont projetées à 9 milliards de FCFA en 2019, 9,4 milliards de FCFA en 2020 et 9,8 milliards de FCFA en 2021, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,0% sur la période 2019-2021.Ces allocations viseront à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs.

3.3.6 Logement et équipements collectifs

95. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs qui s'élèvent à 55,4 milliards de FCFA dans le budget 2018, s'établiraient à 57,1 milliards FCFA, à 60,9 milliards et à 65,3 milliards de FCFA respectivement en 2019,2020 et 2021.Ces dépenses visent entre autres à : (i) moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat (ii) promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et (ii) garantir un cadre de vie sain et hygiénique. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

    - la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
    - la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée ;
    - la mise en œuvre du programme d'urgence d'adduction d'eau potable en milieu rural ainsi que dans la ville de Bamako à travers Kabala.

3.3.7 Santé

96. Dans le cadre de la mise en œuvre du PRODESS, les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées à 130,8 milliards de FCFA en 2019, à 141,4milliards de FCFA en 2020 et s'établiraient à 151,7 milliards FCFA en 2021, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,7% sur la période. En moyenne sur la même période, le montant se chiffrerait à 141,3 milliards de FCFA contre 124,5 milliards de FCFA en 2018. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre le VIH/Sida à travers notamment :

    - la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Csréf, etc.) ;
    - l'amélioration du plateau Technique des hôpitaux.

3.3.8 Loisirs, culture et culte

97. Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffreraient à 22,7milliards de FCFA en 2019, à 24,7 milliards de FCFA en 2020 et atteindront un montant de 26,7 milliards de FCFA en 2021. Avec un rythme d'augmentation moyen de 8,6%, elles afficheraient un montant moyen de 24,7 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre 22,2 milliards de FCFA en 2018.Ces allocations serviront à promouvoir les secteurs de l'artisanat et du tourisme, à fournir des services récréatifs, sportifs et culturels et soutenir des actions de culte et autres services communautaires.

98. Les principaux axes d'intervention concerneront :

    - la redynamisation du cinéma malien ;
    - la revalorisation du service national des jeunes ;
    - la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

3.3.9 Enseignement

99. Les dotations relatives à l'enseignement sont projetées à 410,1 milliards de FCFA en 2019, 440,8 milliards de FCFA en 2020 et 475,3 milliards de FCFA en 2021, soit un montant moyen de 442,1milliards de FCFA contre 396,4 milliards de FCFA en 2018.Elles représentent en moyenne 17,2% des dépenses totales avec une augmentation annuelle moyenne de 7,7%.Cette augmentation confirme la volonté des plus hautes autorités du pays à rendre performant le système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités seront accordées à:

    - le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
    - la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
    - la maitrise de la gestion de flux des étudiants.
    - Etc.

3.3.10 Protection sociale

100. Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffreraient à 105,9 milliards de FCFA en 2019, à 113,4 milliards de FCFA en 2020 et atteindront un montant de 122,2 milliards de FCFA en 2021. Avec un taux de progression moyen de 7,4%, elles afficheraient un montant moyen de 113,8 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre 99,9 milliards de FCFA en 2018. Ces dépenses visent d'une part, à assurer la prise en charge de la retraite vieillesse à travers les différents régimes d'assurance, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente.

Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires concerneront les points ci-après :

- la mise en œuvre du programme national appui femmes opératrices économiques ;
- la poursuite de la mise en œuvre du projet filets sociaux JIGUISEME-YIRI ;
- l'appui aux organisations panafricaines des femmes ;
- la poursuite de l'appui à l'autonomisation des femmes dans les filières agro-sylvo-pastorales et Karité ;
- la poursuite de l'appui à l'autonomisation des femmes et à l'épanouissement des enfants ;
- la mise en œuvre du projet d'appui à la promotion femmes rurales ;

- la réhabilitation des centres d'autopromotion des femmes.

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

101. La sécurité sociale au Mali est gérée par trois organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) et (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM).

4.1.1 L'Institut National de Prévoyance Sociale

102. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le code du travail.

103. Les régimes gérés par l'INPS sont :

- les Prestations familiales (PF) ;
- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

104. Par ailleurs, la loi N° 99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielle, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

105. Enfin, l'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

106. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 23: Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisions			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'assurés	184 984	194 049	224 320	259 313	299 766	346 530	400 589
Nombre d'employeurs	29 188	31 004	32 864	34 836	36 926	39 141	41 490

Source : *INPS*

Tableau 24: Evolution des ressources de l'INPS

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	86,97	91,39	103,45	112,93	121,97	131,72	142,26
Autres recettes (en milliards F CFA)	4,29	5,11	6,57	8,89	9,60	10,37	11,20

Source : *INPS*

- **Situation financière de branches gérées par l'INPS**

107. Depuis plusieurs années les ressources provenant des cotisations de la branche retraite ne couvrent plus les dépenses techniques des prestations de vieillesse (cf. tableau 27). Ce déficit va grandissant d'année en année en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement. Le financement du déficit est assuré par les excédents des branches des prestations familiales (cf. tableau 25) et des accidents du travail (cf. tableau 26).

108. Par ailleurs, Cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

109. Le déséquilibre quasi structurel du régime de la retraite est lié à :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- des demandes croissantes des pensions anticipées (elles représentent 20% des montants payés en 2015) ;
- des revalorisations périodiques des montants des pensions (dont la dernière date de 2015) ;
- du faible taux de couverture des populations assujetties réduisant la base des cotisants ;
- du transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- au cumul des arriérés de cotisation dus par les sociétés et entreprises publiques restructurées ou privatisées.

110. En effet, dix ans après la dernière étude actuarielle, la question de l'équilibre des régimes et leur pérennisation restent d'actualité, d'où la nécessité de commanditer une autre étude dont la réalisation est en cours. Cette étude permettra d'avoir une vision synoptique et de prendre des mesures conséquentes pour l'avenir de l'ensemble des régimes.

Tableau 25 : Situation financière de la branche Prestations Familiales

Rubriques	Réalisation			Prévision			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	35,02	36,91	43,47	44,85	49,34	54,27	59,70
Dépenses (en milliards F CFA)	6,72	8,29	11,14	14,72	19,43	25,64	33,85
Résultats (en milliards F CFA)	28,31	28,62	32,33	30,13	29,91	28,63	25,85

Source : *INPS*

Tableau 26 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles

Rubriques	Réalisation			Prévision			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	12,27	12,70	15,04	16,37	17,68	19,10	20,62
Dépenses (en milliards F CFA)	1,45	1,04	1,21	1,15	1,21	1,27	1,33
Résultats (en milliards F CFA)	10,82	11,66	13,83	15,22	16,47	17,83	19,29

Source : *INPS*

Tableau 27 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès

Rubriques	Réalisation			Prévision			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	39,40	41,52	48,90	50,46	51,97	53,53	55,14
Dépenses (en milliards F CFA)	41,12	46,10	52,67	53,57	54,64	55,74	56,85
Résultats (en milliards F CFA)	-1,72	-4,58	-3,77	-3,11	-2,67	-2,20	-1,71

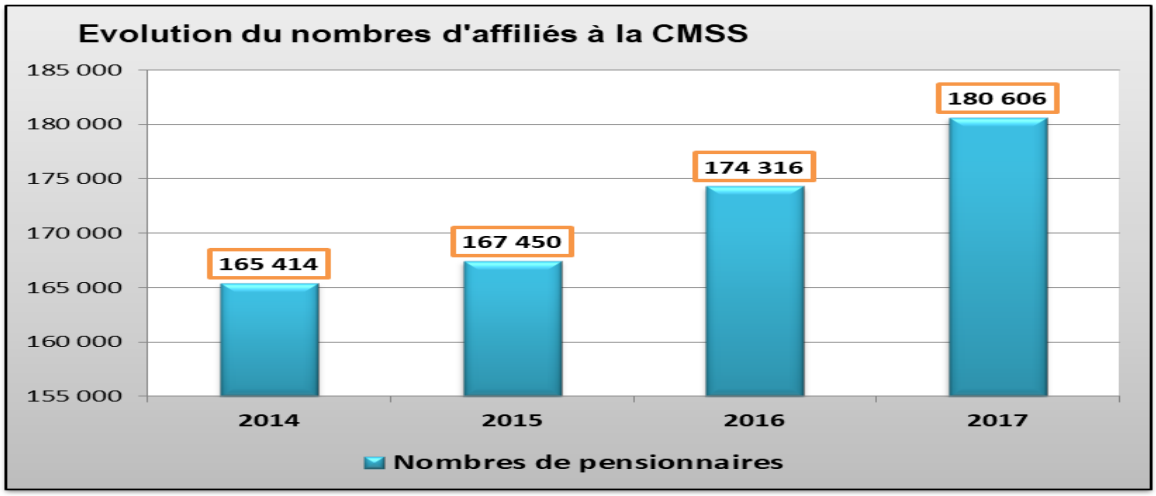
Source : *INPS*

4.1.2 La Caisse Malienne de Sécurité Sociale

111. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'Etat lui confie.

112. L'effectif des pensionnaires affiliés à la CMSS est passé de 165 414 personnes en 2014 à 180 606 personnes en 2017, soit un accroissement annuel moyen de 3,0 %. Cet effectif émane du seul employeur à savoir l'Etat.

Figure 10 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS



Source : *CMSS*

Tableau 28 : Les affiliés de la CMSS par catégorie d'agents

Affiliés CMSS	Réalisations		
	2015	2016	2017
Pensionnés	48 591	51 233	54 012
Fonctionnaires de l'Etat	48 617	49 522	45 313
Fonctionnaires des collectivités	40 407	44 082	49 713
Militaires	29 688	29 332	31 421
Députés	147	147	147
TOTAL	**167 450**	**174 316**	**180 606**

Source : CMSS

113. Les ressources de la CMSS proviennent de la subvention de l'Etat, des cotisations et des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Elles sont passées de 70,86 milliards en 2015 à 82,97 milliards en 2017 soit une augmentation d'environ 17 % sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2018, les ressources de la caisse seraient évaluées à 101,08 milliards. Il serait aussi attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 111,19 milliards en 2019, 122,31 milliards en 2020 et 134,54 milliards en 2021 soit en moyenne 10 % d'augmentation par an entre 2018 et 2021.

114. La subvention accordée par l'Etat représente en moyenne 52,3 % entre 2015 et 2017. Cette proportion devrait fléchir pour atteindre 48,5 % en 2018 et 2021.

115. Les cotisations sont en nette progression passant de 26,55 milliards F CFA en 2015 à 37,46 milliards F CFA en 2017 avec cependant une chute brutale de plus de 6 milliards entre 2016 et 2017. Sur la période 2015-2017, les cotisations ont représenté en moyenne 45,9 % des ressources de la CMSS. En perspective pour 2018 et 2021, les cotisations devraient contribuer à hauteur de 50 % dans les ressources de la CMSS.

116. Les autres catégories de ressources de la CMSS (intérêts, pénalités et autres produits de gestion courante) ont été de l'ordre de 1,8 % entre 2015 et 2017. Cette proportion devrait baisser sur la période 2018-2021 en s'établissant à 1,5 % du total des ressources de la CMSS.

Tableau 29: Evolution des ressources de la CMSS (en milliards F CFA)

Nature des ressources	Réalisations			Prévisions			
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cotisation	26,55	44,23	37,46	50,51	55,56	61,12	67,23
Poids	**37,5%**	**55,1%**	**45,2%**	**50,0%**	**50,0%**	**50,0%**	**50,0%**
Subvention (Etat)	43,17	34,23	44,32	49,02	53,92	59,31	65,24
Poids	**60,9%**	**42,6%**	**53,4%**	**48,5%**	**48,5%**	**48,5%**	**48,5%**
Pénalités	0,72	1,29	0,74	1,10	1,21	1,33	1,46
Poids	**1,0%**	**1,6%**	**0,9%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**
Intérêts créditeurs	0,14	0,14	0,08	0,08	0,09	0,10	0,11
Poids	**0,2%**	**0,2%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**
Autres produits de gestion courante (indument perçus, frais DAO)	0,28	0,41	0,36	0,38	0,42	0,46	0,51
Poids	**0,4%**	**0,5%**	**0,4%**	**0,4%**	**0,4%**	**0,4%**	**0,4%**
Total	**70,86**	**80,30**	**82,97**	**101,08**	**111,19**	**122,31**	**134,54**

Source : *CMSS, nos calculs*

117. La situation financière de la CMSS reste très volatile au regard de l'analyse du tableau relatif aux résultats d'exercice (voir ci-dessous). En effet, après avoir enregistré un résultat positif en 2014, la caisse est tombée en déficit en 2015 avant de rebondir en 2016 avec un résultat exceptionnel de plus de deux milliards F CFA.

Tableau 30 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliers FCFA)

Rubriques	Réalisations		
	2014	2015	2016
Produits	59 835 197	63 467 357	93 572 204
Charges	59 365 167	70 416 681	91 358 214
Résultat	**470 030**	**-6 949 324**	**2 213 990**

Source : *CMSS*

4.1.3 La Caisse Nationale d'Assurance Maladie

118. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la loi n°09- 010 du 26 juin 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du régime Maladie Obligatoire ;
- l'immatriculation des employeurs et des assurés et la mise en jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur déroulement ;
- l'appui aux organismes gestionnaires délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- la consolidation des comptes des organismes gestionnaires délégués.

119. L'effectif des pensionnaires affiliés à la CANAM est passé de 810 075 personnes en 2015 à 1 241 122 personnes en 2017, soit un accroissement annuel moyen de 24 %. Sur la même période, le nombre d'employeurs affiliés à la CANAM a augmenté en moyenne de 14 % passant de 6 790 employeurs en 2015 à 8 766 en 2017.

Tableau 31 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'assurés	810 075	1 058 122	1 241 622	1 441 622	1 641 622	1 841 622	2 041 622
Nombre d'employeurs	6 790	7 766	8 766	9 766	10 766	11 766	12 766

Source : CANAM

120. La constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audiovisuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des employeurs que celui des assurés (employés).

Tableau 32 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions FCFA)

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cotisations	32 381	38 963	47 957	55 000	65 450	77 885	92 684
Subventions (Etat)	137	39	0	0	0	0	0
Autres ressources[3]	1 262	1 353	1 843	2 011	2 394	2 848	3 390
Total	**33 780**	**40 355**	**49 800**	**57 011**	**67 844**	**80 733**	**96 074**

Source : CANAM

121. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations AMO recouvrées par les organismes gestionnaires délégués que sont l'INPS et la CMSS et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, subvention d'exploitation, intérêt et dividendes reçues). Elles ont progressé en moyenne par an de 21% entre 2015 et 2017. Les prévisions de ressources progresseraient en moyenne annuelle de 19% entre 2019-2021.

Tableau 33 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2015-2017 (en millions FCFA)

Rubriques	Réalisations		
	2015	2016	2017
Produits	33 780	40 356	49 800
Charges	27 787	36 076	47 913
Résultat	**5 993**	**4 280**	**1 887**

Source : *CANAM*

122. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de l'assurance maladie au bénéfice des assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement indispensable à la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses courantes essentiellement constituées de frais de personnel.

123. L'analyse de la situation financière de la CANAM indique un résultat excédentaire sur la période 2015-2017. Ce qui dénote de la stabilité du régime de l'assurance maladie obligatoire.

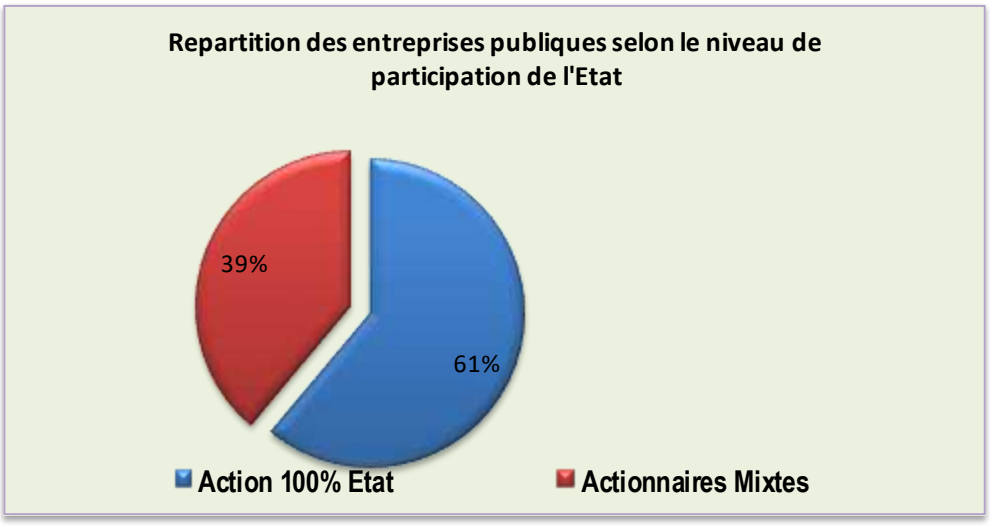
4.2 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

124. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, le Mali détient des participations financières dans quarante-deux (42) établissements de divers domaines d'activités. Parmi celles-ci, il y'a dix-huit (18) établissements ou entreprises dont les actions sont détenues exclusivement ou en majorité par l''Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

125. Ainsi, 61 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat. Il partage les actions avec d'autres acteurs dans 39 % des établissements publics tout en restant l'actionnaire majoritaire.

[3] Recettes de production, intérêts et dividendes reçus, produits exceptionnels.

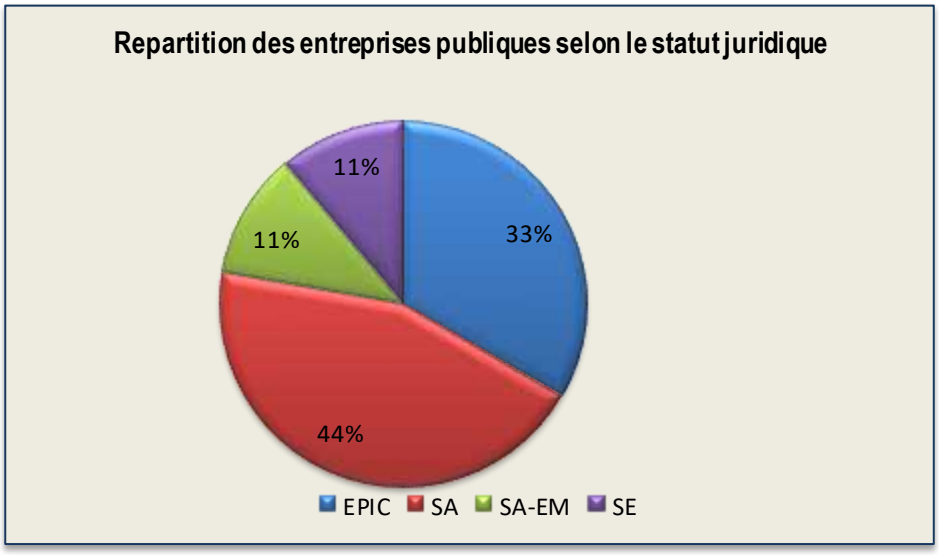
Figure 11: Actionnariat dans les entreprises publiques



Source : *DGABE, nos calculs*

126. L'analyse du statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (soit 44 %) sont des Sociétés Anonymes (SA). Les Etablissements Publiques à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) représentent 33% tandis que les Société d'Etat (SE) et les Sociétés d'Etat à Economie Mixte (SE-EM) occupent respectivement 11 % du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure ci-dessous).

Figure 12: Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



Source : *DGABE, nos calculs*

127. Les entreprises publiques sont présentes dans la plupart des secteurs d'activités du pays, mais elles sont plus nombreuses dans les domaines de l'industrie/secteur rural, des transports et des services d'eau et d'électricité, (voir tableau 34).

Tableau 34: Répartition des entreprises publiques par secteurs d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Communication	2	11%
Construction. Métallique	1	6%
Eau/Electricité	3	17%
Immobilier	2	11%
Industrie Pharmaceutique	2	11%
Industrie/Secteur Rural	4	22%
Loterie	1	6%
Transport	3	17%
Total général	**18**	**100%**

Source : *DGABE, nos calculs*

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2018 -2021

	2018	2019	2020	2021
RECETTES, DONS	**1 948,9**	**2 035,4**	**2 208,2**	**2 392,2**
Recettes totales	**1 834,3**	**1 896,5**	**2 057,6**	**2 229,6**
Recettes budgétaires	**1 711,1**	**1 765,6**	**1 918,2**	**2 080,8**
Recettes fiscales	**1 498,8**	**1 656,8**	**1 804,5**	**1 969,5**
impôts directs	459,6	516,5	562,2	613,8
impôts indirects	1 039,2	1 140,3	1 242,3	1 355,7
TVA	562,2	617,2	672,3	730,6
TVA intérieur	208,7	240,5	264,4	310,8
TVA sur importation	353,6	376,7	407,8	419,8
Taxes intérieures sur produits pétroliers	95,2	102,0	113,2	126,0
Taxes sur les importations (DD et taxes)	192,3	209,0	225,3	244,3
Autres droits et taxes	257,3	284,1	308,2	336,7
Remboursement exonérations	-6,0	-6,0	-6,0	-6,0
Remboursement crédit TVA	-61,8	-66,0	-70,7	-75,9
Recettes non fiscales	**212,3**	**108,8**	**113,7**	**111,2**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**123,2**	**130,9**	**139,4**	**148,8**
Dons	**114,6**	**138,9**	**150,7**	**162,6**
Projets	81,0	90,0	100,0	110,0
Budgétaires	26,2	26,3	26,5	26,7
Appui budgétaire	7,4	22,6	24,2	25,9
Dépenses Totales, Prêts Nets	**2 260,0**	**2 349,2**	**2 527,7**	**2 722,7**
Dépenses budgétaires	**2 147,2**	**2 218,3**	**2 388,3**	**2 573,8**
Dépenses courantes	**1 249,7**	**1 276,6**	**1 384,0**	**1 487,5**
Personnel	**516,4**	**549,4**	**613,5**	**669,6**
Fonctionnaires Etat	365,9	390,0	436,8	472,8
Fonctionnaires Collectivités	150,5	159,4	176,7	196,9
Biens et Services	**323,5**	**302,8**	**311,4**	**321,5**
Matériel	123,4	125,4	129,1	133,0
Communication - énergie	45,8	50,4	50,6	50,9
Déplacements et transports	62,4	60,5	55,1	50,1
Elections	45,0	25,0	15,0	10,0
Autres dépenses sur biens et services	46,9	41,5	61,5	77,5
Transferts et subventions	**331,5**	**334,1**	**357,1**	**382,4**
Bourses	17,8	18,0	18,0	18,0
Filet social	4,0	5,0	5,0	5,0
Subventions eau - électricité	27,0	27,0	27,0	27,0
Intrants agricoles	43,0	43,0	43,0	43,0
Subventions CRM (Caisse de Retraite)	40,0	44,0	48,0	52,0
Plans sociaux (PASEP)	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	197,7	195,1	214,1	235,4
Intérêts dus	**78,3**	**90,3**	**102,0**	**114,0**
Dette intérieure	47,3	60,5	69,7	79,1
Dette extérieure	31,0	29,8	32,3	34,9
Dépenses en capital	**897,5**	**941,7**	**1 004,3**	**1 086,3**
Financement extérieur	257,4	282,6	304,2	325,9
Financement domestique	640,1	659,1	700,1	760,4
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**123,2**	**130,9**	**139,4**	**148,8**
Prêts Nets	**-10,4**	**0,0**	**0,0**	**0,0**

Source : *DGB*

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2018 -2021 (suite)

	2018	2019	2020	2021
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-425,7	-452,7	-470,1	-493,0
Dons inclus	-311,1	-313,7	-319,4	-330,5
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-450,4	-452,7	-470,1	-493,0
Dons inclus	-335,8	-313,7	-319,4	-330,5
Solde budgétaire de base	**-142,1**	**-143,7**	**-139,4**	**-140,5**
Solde budgétaire de base hors PPTE	**-123,1**	**-125,9**	**-130,5**	**-131,5**
FINANCEMENT	**335,8**	**-66,2**	**-102,2**	**-31,0**
Financement extérieur (net)	**133,3**	**121,9**	**110,6**	**108,2**
Emprunts	206,0	208,5	221,3	234,0
Projets	169,0	170,0	180,0	190,0
Prêts budgétaires	37,0	38,5	41,3	44,0
Amortissement	-91,7	-104,5	-119,6	-134,8
Annulation de la dette (PPTE)	19,0	17,8	9,0	9,0
Financement intérieur (net)	**202,5**	**-188,1**	**-212,8**	**-139,2**
Gap de financement Etat (+ = déficit)	**0,0**	**379,9**	**421,6**	**361,5**

Source : *DGB*

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2018	2019	2020	2021
P.I.B. (importé de MME_XLS)	**9 445,0**	**10 037,0**	**10 688,0**	**11 414,0**
Recettes budgétaires (% PIB)	18,1%	17,6%	17,9%	18,2%
Recettes totales (% PIB)	19,4%	18,9%	19,3%	19,5%
Recettes fiscales (% PIB)	15,9%	16,5%	16,9%	17,3%
Recettes non fiscales (% PIB)	2,2%	1,1%	1,1%	1,0%
Dons / (% PIB)	1,2%	1,4%	1,4%	1,4%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	23,9%	23,4%	23,6%	23,9%
Dépenses budgétaires (% PIB)	22,7%	22,1%	22,3%	22,5%
Dépenses courantes (% PIB)	13,2%	12,7%	12,9%	13,0%
Dépenses en capital (% PIB)	9,5%	9,4%	9,4%	9,5%
Dépenses PPTE (% PIB)	1,6%	1,6%	1,7%	1,7%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-3,3%	-3,1%	-3,0%	-2,9%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-4,5%	-4,5%	-4,4%	-4,3%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-3,6%	-3,1%	-3,0%	-2,9%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-4,8%	-4,5%	-4,4%	-4,3%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,5%	-1,4%	-1,3%	-1,2%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en%PIB)	-1,3%	-1,3%	-1,2%	-1,2%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	0,6%	0,8%	1,1%	1,3%
Solde primaire , dons inclus (%PIB) 3/	-3,7%	-3,6%	-3,4%	-3,3%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-1,0%	-0,8%	-0,6%	-0,5%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	4,9%	4,9%	5,0%	5,2%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	5,8%	6,0%	6,1%	6,3%
Assistance budgétaire (%PIB)	0,9%	0,8%	0,7%	0,7%
Masse salariale /Recettes fiscales	34,5%	33,2%	34,0%	34,0%
Equipement-Investissement (financem. intér.)/ Recettes fiscales	42,7%	39,8%	38,8%	38,6%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	11,6%	11,1%	11,3%	11,3%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	24,4%	23,5%	24,2%	24,0%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	42,7%	39,8%	38,8%	38,6%
Masse salariale / (% PIB)	5,5%	5,5%	5,7%	5,9%
Intérêts / (% PIB)	0,8%	0,9%	1,0%	1,0%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-3,7%	-3,6%	-3,4%	-3,3%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	58,2%	57,5%	57,9%	57,8%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	41,8%	42,5%	42,1%	42,2%

Source : *DGB*

ANNEXE 3 : REPARTITION FONCTIONNELLE DES DEPENSES (en milliards FCFA)

Fonctions	2018	Projections			moyenne 2019-2021	Taux de croissance 2019-2021
		2019	2020	2021		
Affaires économiques	668,7	682,0	732,5	791,2	735,2	7,7%
Protection de l'environnement	9,0	9,0	9,4	9,8	9,4	4,0%
Loisirs, culture et culte	22,2	22,7	24,7	26,7	24,7	8,6%
Logement et équipements collectifs	55,4	57,1	60,9	65,3	61,1	7,0%
Santé	124,5	130,8	141,4	151,7	141,3	7,7%
Enseignement	396,4	410,1	440,8	475,3	442,1	7,7%
Protection sociale	99,9	105,9	113,4	122,2	113,8	7,4%
Services généraux des administrations publiques	551,9	550,7	583,0	621,0	584,9	6,2%
Défense	272,3	284,8	311,7	336,4	311,0	8,7%
Ordre et sécurité publics	130,5	139,4	153,0	166,4	152,9	9,3%
Total (hors dette**)**	**2 330,8**	**2 392,4**	**2 570,9**	**2 765,9**	**2 576,4**	**7,5%**
Dette (remboursement)	**270,0**	**255,4**	**295,2**	**236,8**	**262,5**	**-3,7%**

Source : *DGB*

ANNEXE 4 : **Liste des Entreprises Publiques à capital majoritairement détenu par l'Etat**

N°	Sociétés	Statut	Activités	Date de Création	Capital	Part de l'Etat	%
1	Aéroports du Mali	EPIC	Transport	1970	1 652 926 815	1 652 926 815	100
2	Agence de Cessions Immobilières	SA-EM	Immobilier	1992	50 000 000	25 000 000	50
3	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Immobilier	2003	10 000 000	5 990 000	59,9
4	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Transport	2006	1 000 000 000	510 000 000	51
5	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Construction. Métallique	1929	257 127 367	257 127 367	100
6	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie/Secteur Rural	1974	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49
7	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Transport	1968	1 500 000 000	1 500 000 000	100
8	Energie du Mali	SA	Eau/Electricité	1960	32 000 000 000	20 480 000 000	64
9	La Poste	EPIC	Communication	2011	2 249 850 743	2 249 850 743	100
10	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Industrie/Secteur Rural	1965	18 165 259 081	18 165 259 081	100
11	Office du Niger	EPIC	Industrie/Secteur Rural	1994	240 866 446	240 866 446	100
12	Pharmacie Populaire du Mali	SE	Industrie Pharmaceutique	1960	400 000 000	400 000 000	100
13	Société d'Assemblage de Tracteurs	SA	Industrie/Secteur Rural	2009	1 000 000 000	490 000 000	49
14	Société su Pari Mutuel Urbain	SA-EM	Loterie	1994	300 000 000	225 000 000	75
15	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SA	Eau/Electricité	2010	2 000 000 000	2 000 000 000	100
16	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SA	Communication	2015	10 000 000 000	10 000 000 000	100
17	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SA	Eau/Electricité	2010	5 000 000 000	5 000 000 000	100
18	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie Pharmaceutique	1983	25 551 129 438	25 551 129 438	100

Source : DGABE

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-
COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2019-2021

Août 2018

SIGLES ET ACRONYMES

AID	Association Internationale pour le Développement
ATM	Durée Moyenne de Maturité
ATR	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Breton Woods
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI)
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA

INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement des projets de développement.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

C'est en raison de cette exigence communautaire, des contraintes budgétaires d'ordre interne et de la rareté des ressources financières à moindre coût (concessionnelles) sur le marché international, assorties de risques acceptables, que le Mali a jugé nécessaire et utile, depuis quelques années, de se doter d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement.

Ce document a pour objectif d'encadrer le processus d'endettement du Mali dans un souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

L'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2019-2021 intervient dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets de la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent, que le pays a connue au cours de l'année 2012.

Pour sortir de cette crise, l'Etat du Mali a multiplié des actions et initiatives allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature, le 15 mai 2015, de

l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale, etc.

La mise en œuvre des multiples engagements et actions issus de cet accord et autres initiatives nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2018 est marquée par la poursuite de :

- la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement du pays (document Post CREDD) ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la promotion de la politique agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- la mise en œuvre de la politique de régionalisation du pays ;
- la mise en œuvre du programme présidentiel d'urgences sociales ;
- la mobilisation des ressources liées à l'organisation des différentes élections au cours de l'année 2018.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au souci de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des deux principaux points ci-après :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2018 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2019-2021.

A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  (i) vie moyenne de la dette;
  (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  (i) période moyenne de révision;
  (ii) dette révisable dans 1 an;
  (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
  (ii) répartition du portefeuille de la dette par devises.
- soutenabilité de la dette :
  (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%);
  (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%);
  (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%);
  (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en juin 2018.

I. Revue du portefeuille de la dette publique

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dans le cadre de l'initiative PPTE et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours a repris son envol depuis quelques années et ressortait déjà à 27,1% du PIB en 2013, puis a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB en 2016 et 2017. Au 31 décembre 2018, il devrait ressortir à 35,5% du PIB.

Par le passé, le pays a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, à partir de juin 2003, le Mali a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché de titres publics par l'émission de bons du Trésor (depuis 2003) et d'obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2018 les analyses ci-après :

1.1. Dette publique

1.1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

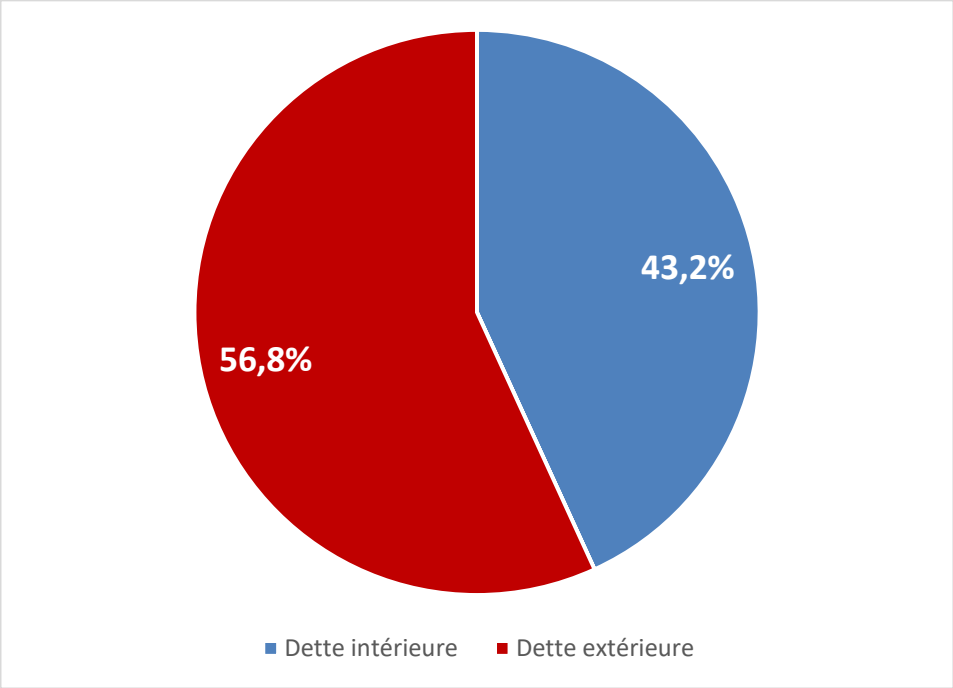
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	3 350 199	100,0
Dette intérieure	1 446 321	43,2
Dette extérieure	1 903 878	56,8

Source : DGDP, DNTCP 2018

NB :

- **La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts FMI et BOAD ;**
- **la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.**

Graphique 1 : Composition de la dette publique



Source : DGDP 2018

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2018 à 3 350,199 milliards de FCFA constitué de 1 903,878 milliards de FCFA de dette extérieure (soit 56,8%) et 1 446,321 milliards de FCFA de dette intérieure (soit 43,2%).

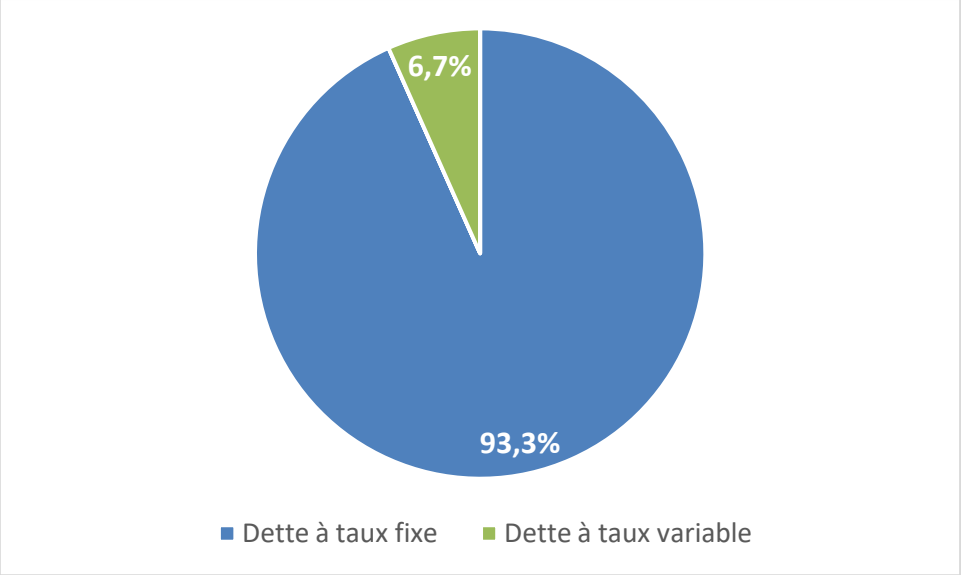
1.1.2. Composition par type de taux d'intérêt

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêt

	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	**3 350 199**	**100,0**
Dette à taux fixe	3 126 549	93,3
Dette à taux variable	223 650	6,7

Source : DGDP 2018

Graphique 2 : Dette publique par type de taux d'intérêt

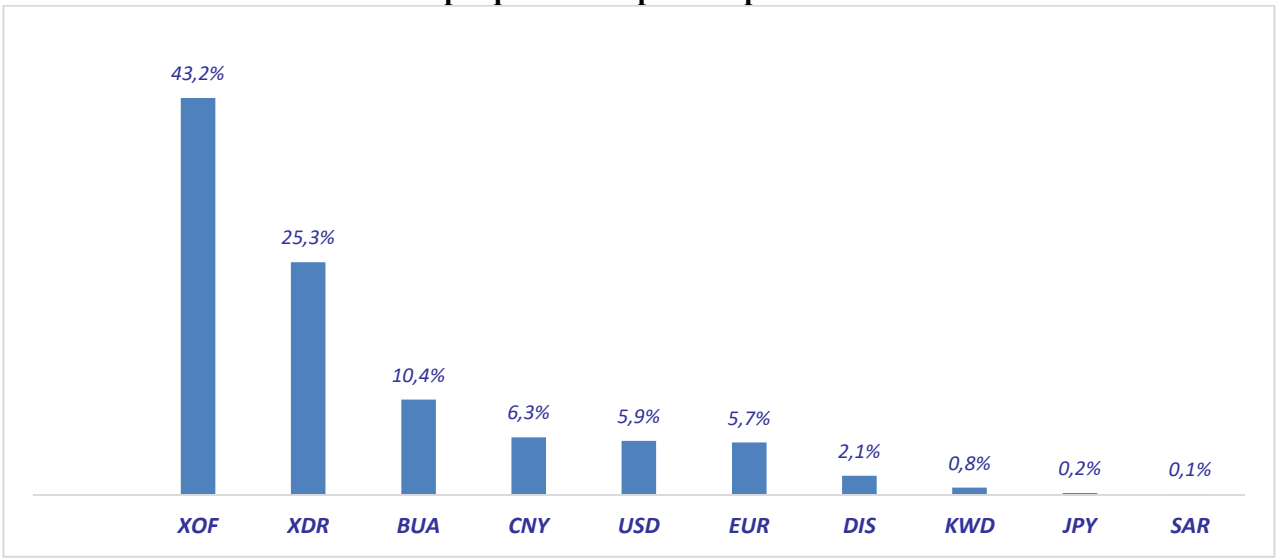


Source : DGDP 2018

Le portefeuille est essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe représentant 93,3% de la dette totale. Par conséquent, il est faiblement exposé au risque de taux d'intérêt.

1.1.3. Composition par devises

Graphique 3 : Composition par devises



Source : DGDP 2018

Note : XOF = Franc CFA ; **XDR** = Droits de tirage spéciaux ; **BUA** = Unité de compte BAD ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **DIS** = Dinar Islamique ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien.

La dette publique, au 31 décembre 2018, serait constituée de 56,8% de devises étrangères et de 43,2% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de taux de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (5,7%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

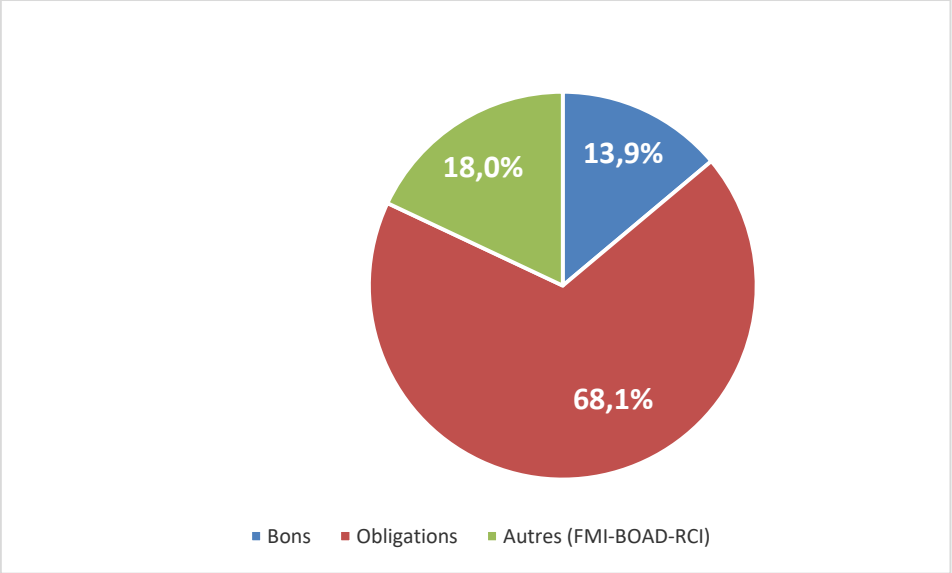
1.2. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	1 446 321	100,0
Bons du trésor	201 268	13,9
Obligations	984 977	68,1
Autres (FMI-BOAD-RCI)	260 076	18,0

Sources : DNTCP ; DGDP 2018

Graphique 4 : Dette intérieure par type d'instrument



Source : DNTCP ; DGDP 2018

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court et moyen termes dont 68,1% d'obligations et 13,9% de bons du Trésor**.** Les autres instruments (18%) sont constitués de prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD),des allocations de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI et du prêt de la Côte d'Ivoire.

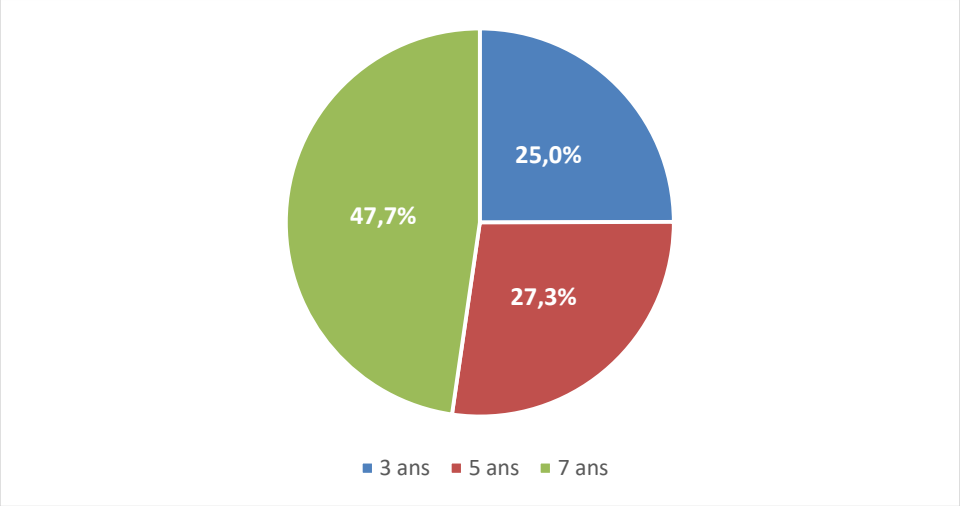
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité.

Tableau 4 : Maturités des Obligations

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	245 766,82	25,0
5 ans	269 329,29	27,3
7 ans	469 881,13	47,7
Total	**984 977,24**	**100,0**

Source : DGDP ; DNTCP 2018

Graphique 5 : Maturités des Obligations



A la lecture du tableau, il ressort qu'environ 27,3% des obligations ont une maturité de 5 ans contre 47,7% pour 7 ans et 25% pour 3 ans. Il est à noter qu'il n'y a plus d'obligations de 10 ans de maturité dans le portefeuille.

1.3. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers

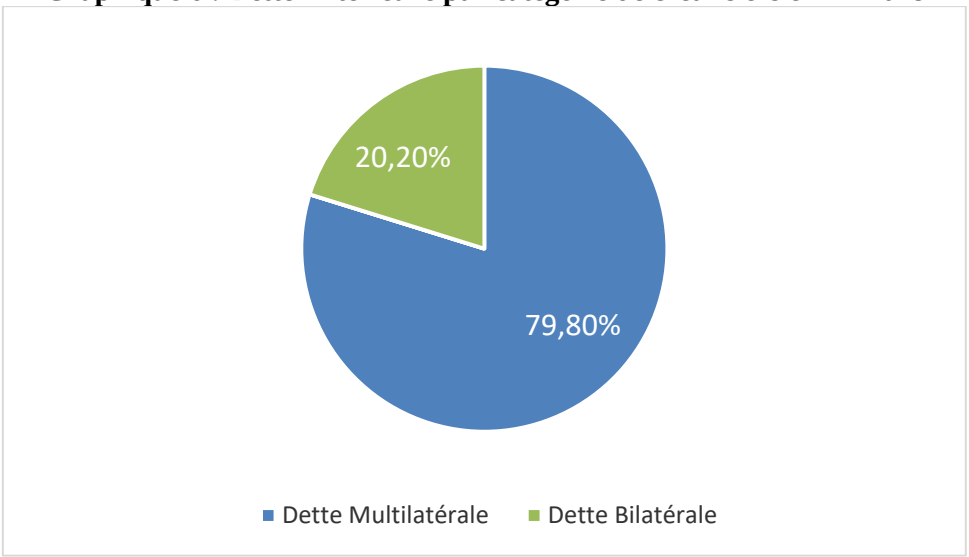
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	**1 903 878**	**100**
Dette Multilatérale	1 519 274	79,8
Dette Bilatérale	384 604	20,2

Source : DGDP 2018

En fin 2018, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit:

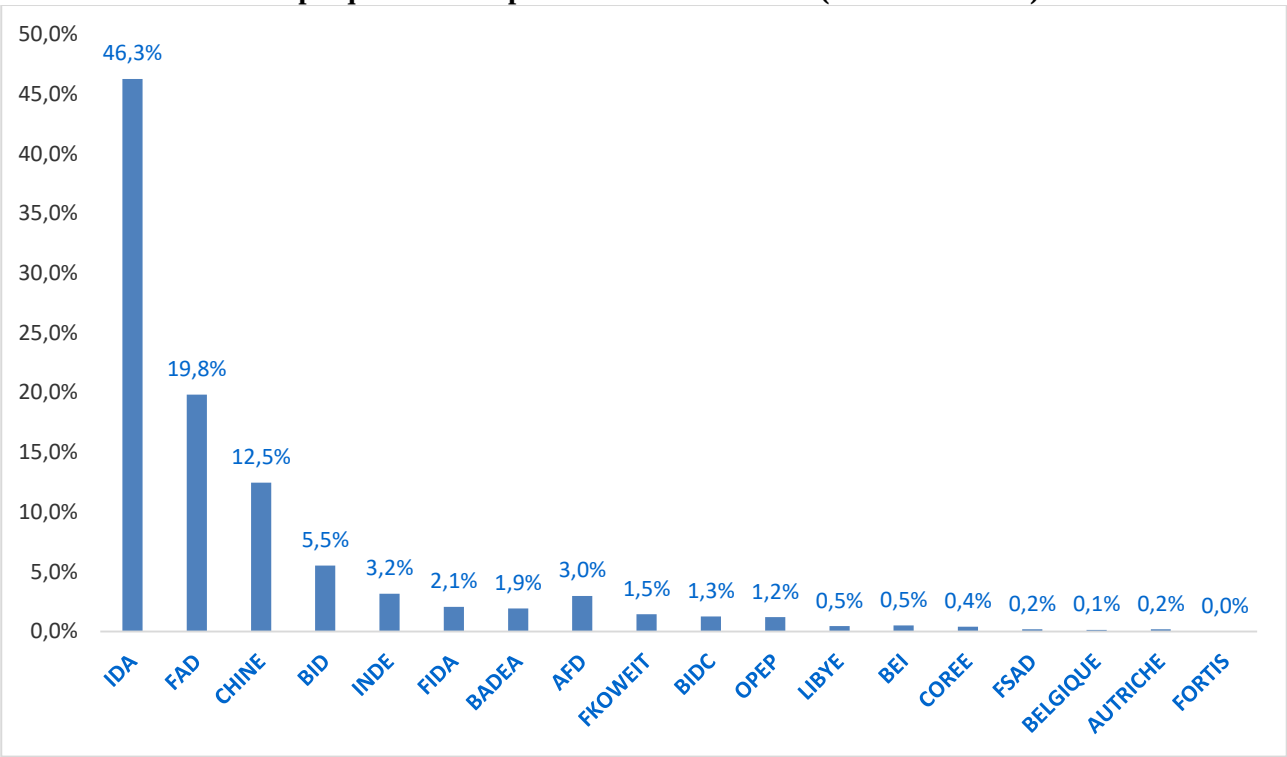
- 1 519,274 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 79,8% ;
- 384,604 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 20,2%.

Graphique 6 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers en fin 2018



Source : DGDP 2018

Graphique 7 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure)



Source : DGDP 2018

Les principaux créanciers du Mali en fin 2018 sont : la Banque Mondiale (IDA) (46,3%), le FAD (19,8%), la Chine (12,5%), la BID (5,5%), l'Inde (3,2%), l'AFD (3%), le FIDA (2,1%), ainsi que la BADEA (1,9%).

1.4. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette

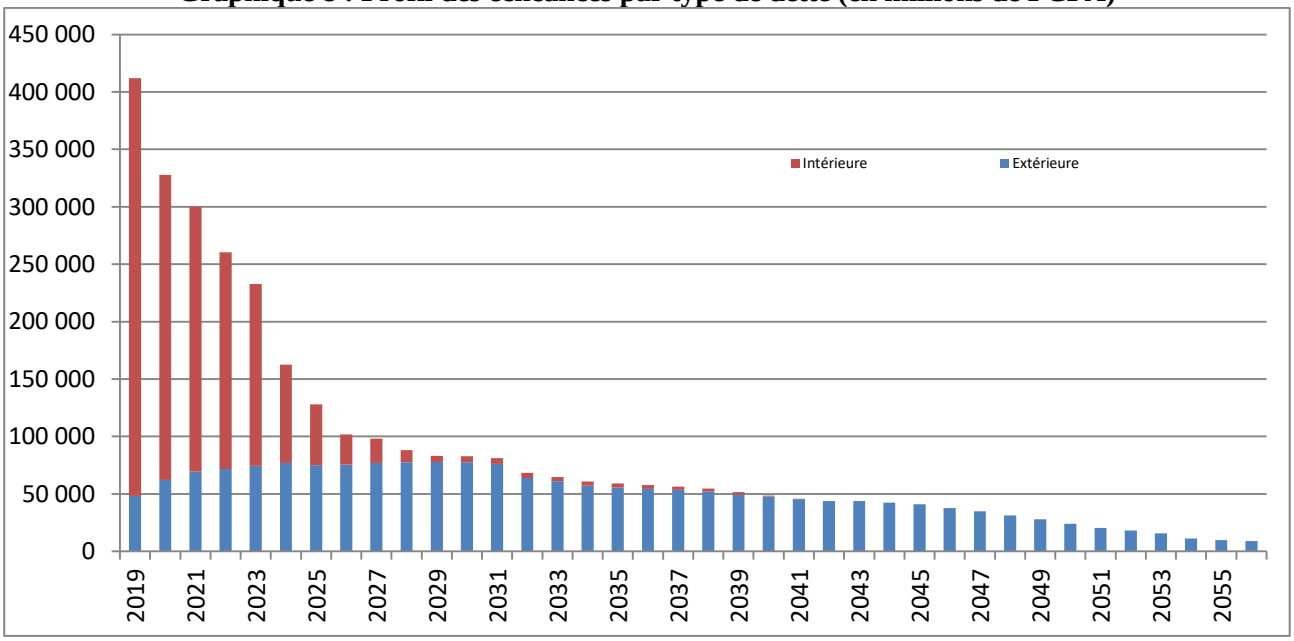
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	2,93
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	5,52
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	0,97

Source : DGDP 2018

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ six (06) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,93%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (0,97%).

1.5. Profil des échéances par type de dette

Graphique 8 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)

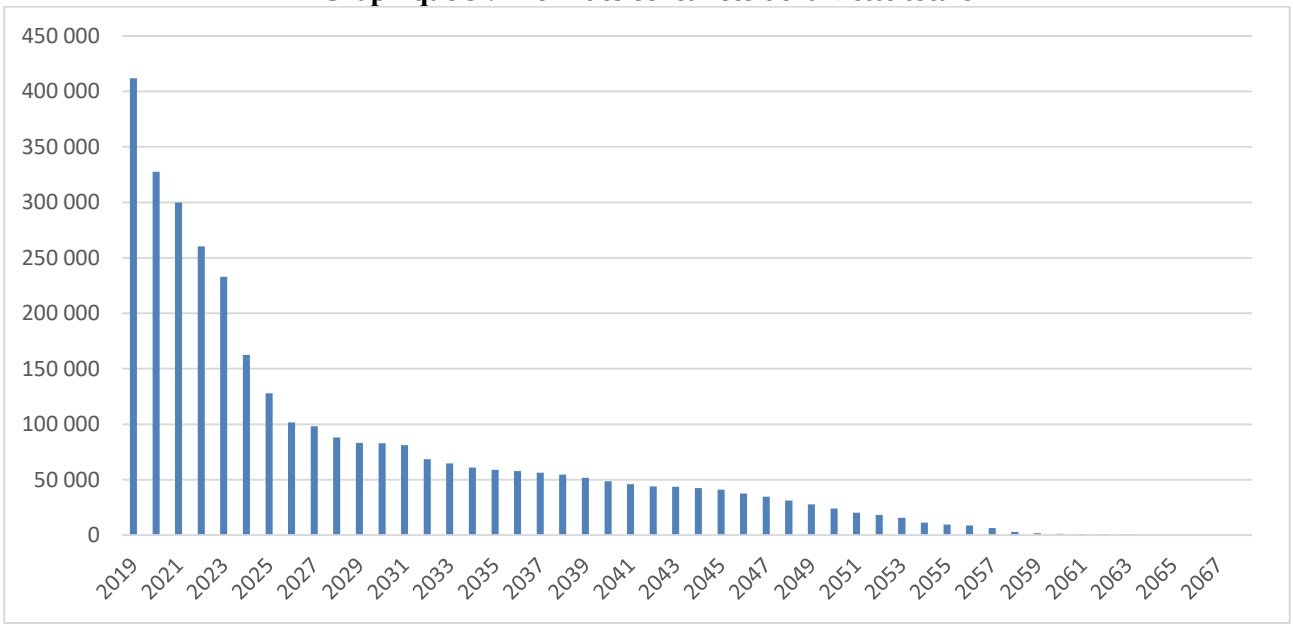


Source: DGDP 2018

Plus de la moitié de la dette intérieure (59%) arrive à échéance dans les trois (03) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement longue, prouvant encore une fois de plus son caractère concessionnel.

1.6. Profil des échéances de la Dette totale

Graphique 9 : Profil des échéances de la Dette totale



Source: DGDP 2018

Au regard de ce profil de remboursement de la dette totale, on constate qu'une forte proportion de la dette totale arrive à échéance dans les cinq prochaines années, due à la dette intérieure. Ce profil montre une tendance à la baisse en termes de remboursement d'année en année.

II. Récapitulatif des indicateurs

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		1 903 877,8	1 446 320,7	3 350 198,5
Dette nominale (% du PIB)		20,2	15,3	35,5
Valeur actualisée nette (% du PIB)		12,2	15,8	28,0
Coût de la dette	Taux d´intérêt moyen pondéré (%)	1,0	5,5	2,9
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM	14,8	3,1	9,8
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du total)	2,5	25,1	12,3
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	14,8	3,1	9,7
	Dette refixée durant l´année prochaine (% du total)	3,5	25,1	12,9
	Dette à taux d´intérêt fixe (% du total)	98,82	86,1	93,3
Risque de taux de change	Dette en devises (% du total)			56,8
	Amortissements en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)			4,10

Source : DGDP 2018

En fin 2018, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 35,5% ; ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA (≤70%).

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 28,0%, inférieure à 40% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA[1]est compris entre 3,25 et 3,75 (pour le Mali le CPIA est de 3,37 de 2014 à 2016).

On constate que la dette intérieure coûte environ six (06) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,93%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (0,97%).

En ce qui concerne la dette intérieure, les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (3,1ans) et sa proportion qui arrive à échéance dans un an (25,1%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

[1] CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)

La proportion de la dette intérieure révisable dans un an (1) est de 25,1%. Ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêts.

Il importe de faire également mention du risque de taux de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 56,8%.

III. Sources de financement (extérieures et intérieures), plafond d'endettement public pour la période 2019-2021

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2019-2021.

3.1. Justification de l'emprunt public

En dépit des bonnes performances enregistrées par l'économie nationale au cours des cinq dernières années avec notamment une croissance réelle moyenne du PIB de plus de 4%, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2019, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de **16,5%**. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement de l'Etat ressort en 2019 à **734,4 milliards de FCFA**, soit 7,3**%** du PIB nominal. Ce besoin comprend: le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.

3.1.1. Besoins de financement (Milliards de FCFA)

Tableau 8 : Besoins de financement

	2019	2020	2021
Recettes Publiques (y compris dons)	2035,4	2 208,2	2 392,2
Dépenses totales hors intérêt	2 258,9	2 425,7	2 608,7
Solde Primaire	223,5	217,5	216,5
Intérêts	98,3	76,7	60,0
Amortissement	412,6	328,6	302,0
Besoins de Financement	734,4	622,8	578,5
PIB	10 037,0	10 688,0	11 414,0
Besoins de Financement (%PIB)	7,3	5,8	5,1

Sources: DGB - INSTAT- DGDP 2018

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 734,4 milliards de FCFA pour 2019 ;
- 622,8 milliards de FCFA pour 2020 ;
- 578,5 milliards de FCFA pour 2021.

De 2019 à 2021, on note une diminution annuelle sensible des besoins de financement de 734,4 milliards de F CFA en 2019 à 578,5 milliards de F CFA en 2021. Cette tendance se justifie par une hausse des recettes et une maîtrise des dépenses.

3.1.2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2019

Les termes et conditions de nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2019

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	Taux d'intérêt
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	40	6	0,75%
Multilatéral (BEI, BIDC, OPEP)	Fixe	Concessionnel	20	5	0,75%
Bilatéral Europe (AFD, Belgique)	Fixe	Concessionnel	20	5	1,12%
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW)	Fixe	Concessionnel	20	5	2,00%
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25	5	1,50%
Multilatéral(BID)	Variable	Concessionnel	15	3	2,00%
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	25	5	1,50%
BOAD-FMI	Fixe	Concessionnel	15	3	2,25%
Bons du Trésor (1an)	Variable	Marché	1	0	6,00%
Bons du Trésor (3ans)	Fixe	Marché	3	2	6,10%
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	1	6,25%
Obligations de 7 ans	Fixe	Marché	7	3	6,40%
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	2	6,75%
Obligations de 12 ans	Fixe	Marché	12	2	7,00%
Prêts commerciaux	Fixe	Marché	12	4	7,50%

Source : DGDP 2018

3.2. Orientations de la politique d'endettement pour la période 2019-2021

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2019, 2020 et 2021 portent respectivement sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent à 734,4 milliards de FCFA, 622,8 milliards de FCFA et 578,5 milliards de FCFA.

Le Gouvernement prévoit de recourir aux bons et obligations du Trésor sur le marché financier régional et sur le marché international suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

B. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2019-2021

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2019-2021. Quatre (4) stratégies sont testées. Elles sont basées sur les tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement des projets de développement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse.

I. Présentation des stratégies

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1.1. Stratégie S1 : Stratégie de base

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements. A cet effet, le Mali continuera à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les bons du trésor et les obligations avec une maturité proche de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 60% durant la période 2019-2021.

1.2. Stratégie S2 : Changement de la structure de la dette intérieure en accordant la primauté aux dettes à long terme

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure.Il sera question de changer la structure de la dette intérieure en introduisant les obligations à long terme (10 ans) tout en réduisant les instruments à court et moyen terme (bons du trésor, obligations de 3 et 5 ans).

Parallèlement, l'Etat envisage de mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles de l'ordre de 21,5% contre 17,2% dans la stratégie S1. En outre, le financement domestique représenterait 50% des nouveaux besoins de financement durant la période 2019-2021.

1.3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts concessionnels extérieurs

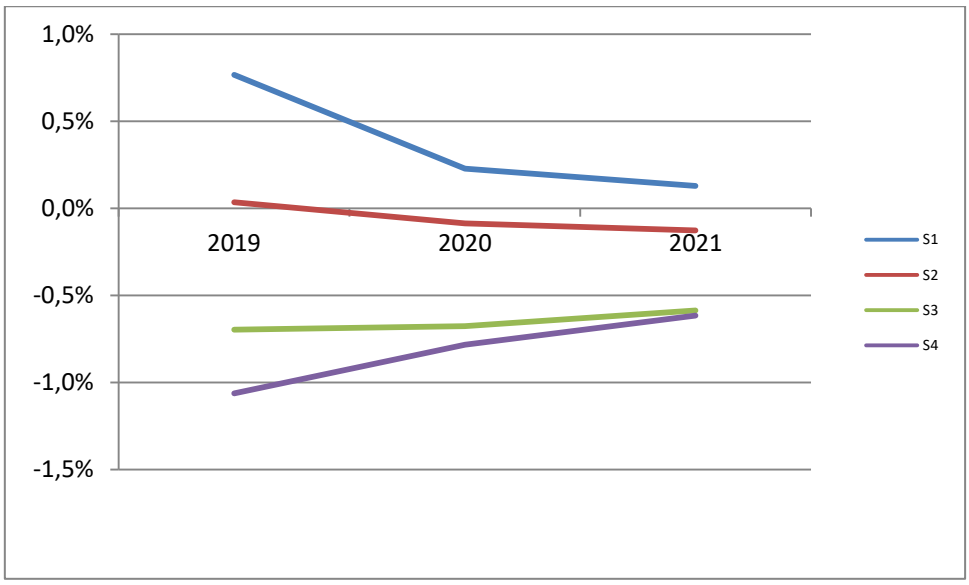
Concernant la stratégie S3, l'Etat envisagera de mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles de 30% en 2019 et 31,2% en 2020 contre 17,2% pour la stratégie S1. Dans cette stratégie, il s'agit de diminuer la part des instruments de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur serait porté à 60% pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2019-2021.

1.4. Stratégie S4 : Recours aux emprunts commerciaux extérieurs

La quatrième stratégie (S4) consiste à recourir aux emprunts commerciaux extérieurs (EUROBONDS) et aux prêts semi-concessionnels entrainant la réduction des prêts hautement concessionnels. Ainsi, le financement extérieur serait porté à 65% pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2019-2021.

II. Validation des hypothèses

Graphique 10 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2018

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du financement intérieur net rapporté au PIB et ce, à travers les différentes stratégies examinées. Bien-que les stratégies S3 et S4 montrent une évolution tendancielle progressive, leur ratio reste toujours négatif. Ce qui signifie que les remboursements prévus en termes de financement domestique de 2019-2021 dépassent les nouvelles mobilisations domestiques de la même période.

Quant à la stratégie S2, la situation étant favorable en 2019, le ratio amorce une baisse et devient négatif sur le reste de la période ; ce qui signifie que les nouveaux remboursements seront supérieurs aux nouvelles mobilisations.

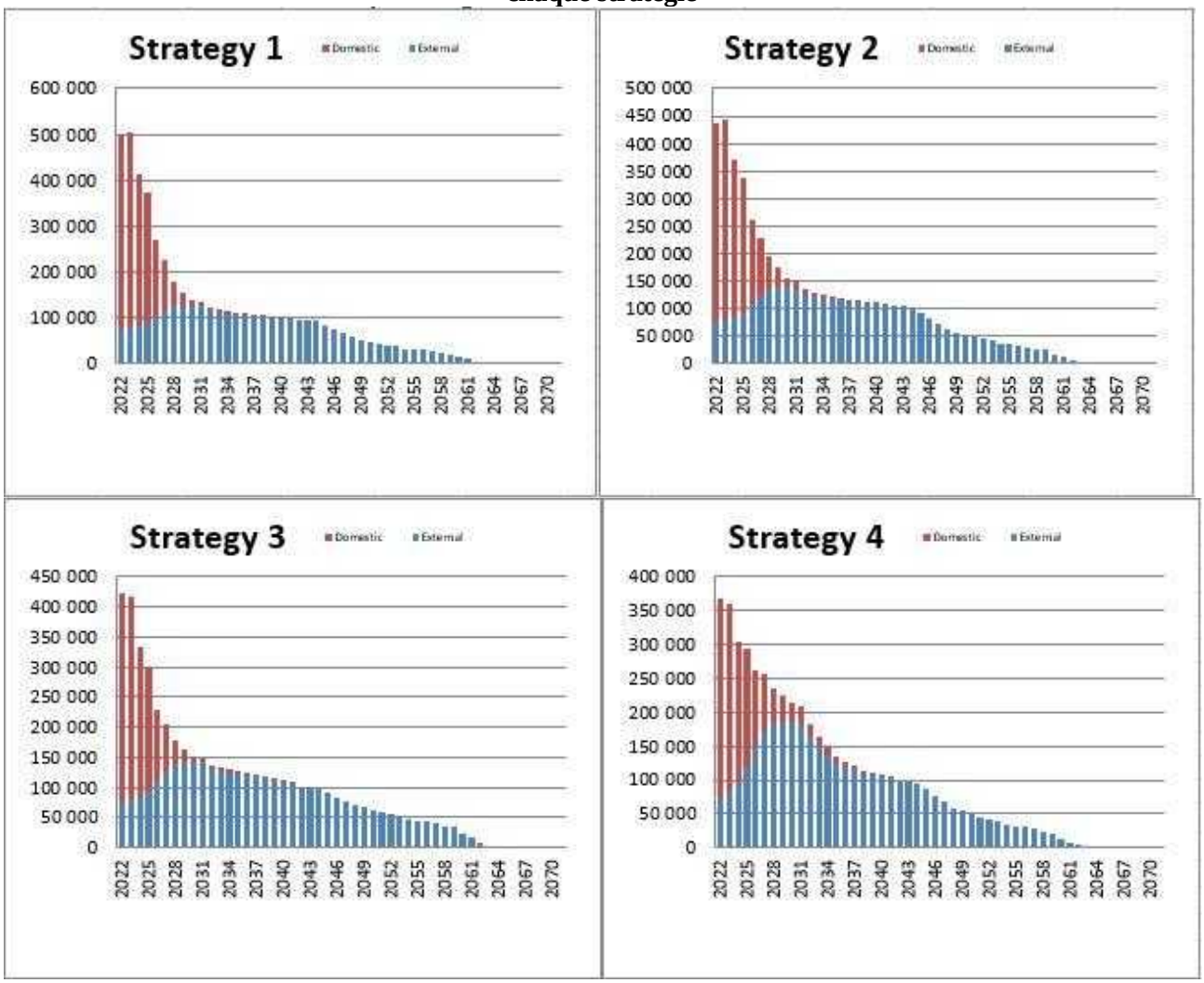
S'agissant de la stratégie S1, malgré une tendance baissière observée sur toute la période, le ratio demeure positif ; cela signifie que les nouvelles mobilisations couvriront entièrement les nouveaux remboursements prévus.

III. Analyse des résultats

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section.

3.1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 11 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2018

Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		35,5	36,5	37,0	37,1	37,4
Valeur actualisée (% du PIB)		28,0	27,8	27,5	26,4	28,2
Taux d´intérêt moyen pondéré (%)		2,9	2,8	2,7	2,5	2,4
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	14,8	16,0	16,2	16,8	15,0
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,1	3,3	3,5	3,3	3,9
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette totale	9,8	11,1	11,9	12,9	12,0
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	9,7	11,1	11,9	12,8	11,8
	Dette refixée durant l´année prochaine (% du total)	12,9	12,5	10,8	10,5	10,9
	Dette à taux d´intérêt fixe (% du total)	93,3	97,9	98,4	98,4	97,2
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	56,8	62,5	66,2	70,8	72,2
	Amortissement en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)	4,1	5,5	5,5	5,5	5,5

Source: DGDP 2018

Stratégie S1 :

L'analyse du profil d'amortissement montre en 2022 une situation défavorable due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

S'agissant de la durée moyenne d'échéance du portefeuille de la dette extérieure, elle évolue légèrement en passant de 14,8 à 16,0 ans. On peut également constater que le coût de la dette reste toujours bas en passant de 2,9% dans l'année de référence à 2,8% au niveau de S1. Ce qui sous-entend que le caractère concessionnel du portefeuille est toujours maintenu. Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure demeure, bien que la Durée Moyenne de Maturité (ATM) de la dette domestique ait connu une légère augmentation dans cette stratégie.

Le niveau du risque de taux de change demeure toujours élevé puisque le pourcentage de la dette en devise s'est accru.

Stratégie S2 :

Il est à noter une légère amélioration au niveau du profil de remboursement de cette stratégie dans les premières années au regard de celui de la stratégie S1. Cela est dû, d'une part, à l'augmentation sensible de la part réservée au financement extérieur dans les nouveaux besoins de financement et, d'autre part, à la primauté accordée aux obligations à long terme

dans le financement domestique. La durée moyenne du portefeuille a connu une légère amélioration au regard de celle de la stratégie S1.

On constate également que le coût de la dette reste toujours faible en passant de 2,8% dans S1 à 2,7% au niveau de S2, soit une diminution de 0,1 point de pourcentage.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure existe toujours, bien que l'ATM domestique ait connu une légère progression dans cette stratégie de 3,3 à 3,5.

Le niveau du risque de change reste élevé. En effet, le pourcentage de la dette en devise a légèrement augmenté (de 62,5% à 66,2%).

Stratégie S3 :

Comparativement aux deux stratégies précédentes, le profil d'amortissement a connu une amélioration considérable. Cela est dû à la forte proportion des financements extérieurs dans les nouveaux besoins de financement (60% contre 40%).

Le coût de la dette a légèrement baissé au regard des stratégies S1, S2 et par rapport à la situation de référence.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure existe toujours.

Cette stratégie S3 expose le portefeuille à un risque de change légèrement élevé comparativement aux autres stratégies.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 35%. Une partie du financement extérieur sera constituée d'emprunt sur le marché financier international.

Comparativement à la stratégie S3, la durée moyenne du portefeuille a légèrement baissé. Ce qui entraine une légère augmentation du risque de refinancement du portefeuille global. Par ailleurs, l'augmentation du financement extérieur a engendré une augmentation du risque de taux de change comparativement aux autres stratégies.

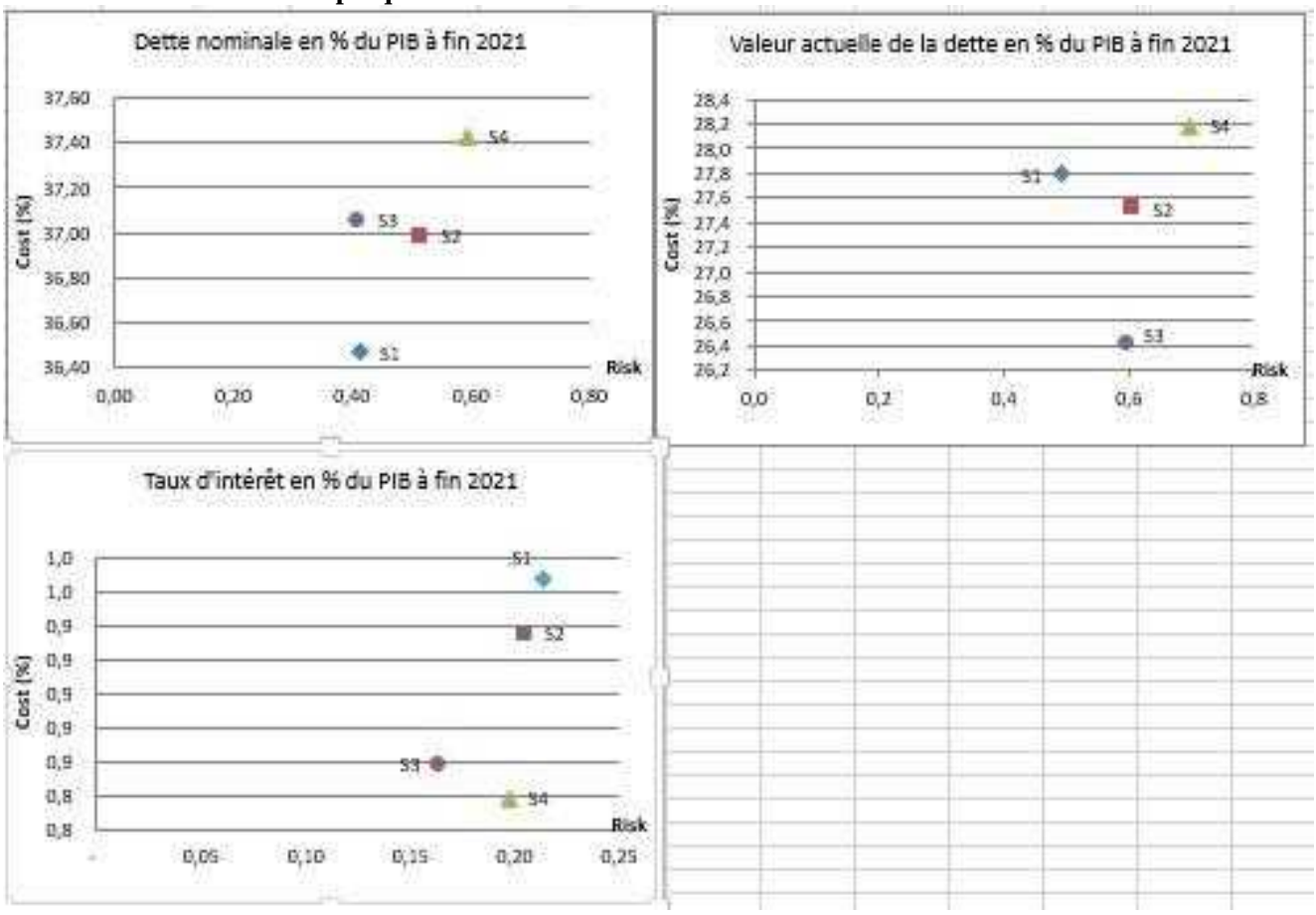
Le risque du taux d'intérêt a sensiblement augmenté par rapport aux stratégies S2 et S3. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an est de 10,9% pour la S4 contre respectivement 10,8% et 10,5% pour les stratégies S2 et S3.

3.2. Analyse de la sensibilité aux chocs et perspectives de viabilité de la dette

3.2.1. Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une appréciation du taux de change du dollar US de l'ordre de 30% par rapport au Franc CFA et en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques de 15% ou à une combinaison de ces deux chocs.

Graphique 12 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source: DGDP 2018

Les tests de sensibilité montrent que la stratégie S4 exerce plus de pression sur les ratios «encours de la dette /PIB (%)» et « valeur actuelle/PIB (%) » que les autres stratégies. Tandis que la stratégie S3 est globalement moins coûteuse et à moindre risque comparativement aux autres stratégies. A titre de rappel, la stratégie S3 vise à mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles avec un financement extérieur de l'ordre de 60%.

3.2.2. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD). Ainsi, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 150% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et à 250% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent que les ratios sont respectivement, en 2018, de 66,4% pour les exportations de biens et services, de 15,1% du PIB et de 77,8% des recettes budgétaires. Le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios restent inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2038 si les tendances de l'économie se maintiennent et si les actes d'endettement futurs sont conformes à la présente stratégie. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

C. RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S3 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

1. **Mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles ;**

2. **Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en émettant des obligations du Trésor de maturités supérieures à 5 ans, voire 10 ans ou plus, et en gardant les échéances des services annuels équilibrées, pour éviter d'avoir des années de pic;

3. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**; en favorisant la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts, dans la mesure du possible ;

4. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêt ;

5. **Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de la dette intérieure (bons et obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;

6. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette et le Trésor :** concertation préalable sur les décisions de gestion de la trésorerie qui impactent la gestion de la dette.

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires:

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire;

- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI);

- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et améliorer l'efficacité de l'aide.

- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique et économique, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali.

ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

11/09/2018

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
110 ASSEMBLEE NATIONALE						
0.001 Assemblée Nationale	2 448 000	26	5	0	31	348
TOTAL	2 448 000	26	5	0	**31**	**348**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	1 083 776	25	9	1	35	115
1.002 Administration Générale	440 285	18	16	4	38	182
TOTAL	1 524 061	43	25	5	**73**	**297**
130 PRIMATURE						
1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	1 010 994	48	43	8	99	163
1.004 Administration Générale et Contrôle	996 700	44	41	3	88	60
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	119 000	8	2	3	13	8
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	117 740	12	4	2	18	10
TOTAL	2 244 434	112	90	16	**218**	**241**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS						
2.003 Participation à la Gestion des Elections	66 816	7	1	6	14	8
TOTAL	66 816	7	1	6	**14**	**8**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE						
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	230 149	7	6	4	17	32
TOTAL	230 149	7	6	4	**17**	**32**
150 COUR SUPREME						
2.005 Cour Suprême	878 481	12	33	1	46	89
TOTAL	878 481	12	33	1	**46**	**89**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE						
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	235 000	1	0	0	1	40
TOTAL	235 000	1	0	0	**1**	**40**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL						
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	311 383	14	4	1	19	103
TOTAL	311 383	14	4	1	**19**	**103**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES						
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	757 101	9	8	3	20	92
TOTAL	757 101	9	8	3	**20**	**92**

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	14 810 786	302	101	17	420	1118
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	1 694 943	56	10	4	70	16
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	64 277	8	3	2	13	3
TOTAL	16 570 006	366	114	23	**503**	**1137**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.007 Administration Générale	161 382	6	19	2	27	21
2.010 Intégration Africaine	91 007	2	4	1	7	3
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	75 490	16	4	2	22	7
TOTAL	327 879	24	27	5	**56**	**31**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	231 682	25	2	1	28	8
TOTAL	231 682	25	2	1	**28**	**8**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	12 980	1	0	1	2	4
TOTAL	12 980	1	0	1	**2**	**4**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 273 135	68	53	28	149	79
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	6 580 649	520	570	282	1 372	310
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 249 091	52	109	272	433	36
TOTAL	10 102 875	640	732	582	**1 954**	**425**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE						
1.010 Administration Générale	52 121	3	0	1	4	7
2.021 Ordre et Sécurité	32 166 984	304	7625	0	7 929	2
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 000 000	89	198	1322	1 609	3
TOTAL	37 219 105	396	7823	1323	**9 542**	**12**

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section / Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES						
1.011 Administration Générale	1 213 929	124	101	15	240	87
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	1 489 112	127	122	43	292	87
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	9 461 792	1124	1239	348	2 711	592
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	2 750 459	253	142	43	438	53
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	2 434 005	259	334	105	698	84
2.027 Gestion de la Dette Publique	139 890	22	14	1	37	10
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	734 342	66	77	56	199	49
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	105 232	6	5	1	12	8
TOTAL	18 328 761	1981	2034	612	**4 627**	**970**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE						
1.012 Administration Générale	354 571	24	23	5	52	62
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	198 675	23	28	3	54	31
2.031 Amelioration du Cadre legislatif du Travail	491 381	60	57	8	125	123
TOTAL	1 044 627	107	108	16	**231**	**216**
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE						
1.013 Administration Générale	403 600	45	50	6	101	125
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	130 238	13	6	0	19	59
2.034 Formation Professionnelle	158 242	14	4	0	18	62
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	818 577	94	72	13	179	76
TOTAL	1 510 657	166	132	19	**317**	**322**
328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE						
1.044 Administration Générale	82 500	20	35	12	67	10
TOTAL	82 500	20	35	12	**67**	**10**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION						
1.014 Administration Générale et Contrôle	570 304	61	47	18	126	161
2.036 Administration du Territoire	4 735 427	331	305	193	829	1036
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	26 967	2	3	5	10	8
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	214 526	16	5	5	26	22
2.064 Développement Régional et Local	226 264	4	5	0	9	40
TOTAL	5 773 488	414	365	221	**1 000**	**1267**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL						
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	49 753	4	1	0	5	1
TOTAL	49 753	4	1	0	**5**	**1**

11/09/2018

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE						
1.015 Administration Générale	105 998	7	11	1	19	16
TOTAL	105 998	7	11	1	**19**	**16**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE						
1.016 Administration Générale	117 351	6	4	2	12	16
TOTAL	117 351	6	4	2	**12**	**16**
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE						
1.032 Administration Générale	338 079	28	28	8	64	51
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marché	711 289	85	121	66	272	101
TOTAL	1 049 368	113	149	74	**336**	**152**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017 Administration Générale	8 183 176	171	112	29	312	216
2.041 Développement de l'Education de Base	146 796 018	2701	45103	1509	49 313	2249
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	7 553 765	1919	194	10	2 123	48
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	15 246 962	2455	2706	22	5 183	25
TOTAL	177 779 921	7246	48115	1570	**56 931**	**2538**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018 Administration Générale	2 468 294	84	48	7	139	58
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	17 181 064	1837	392	122	2 351	183
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	610 104	49	23	6	78	28
TOTAL	20 259 462	1970	463	135	**2 568**	**269**
510 MINISTERE DE LA CULTURE						
1.019 Administration Générale	604 507	63	46	16	125	126
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	367 937	41	26	2	69	20
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	58 102	7	8	1	16	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	807 526	86	93	6	185	63
TOTAL	1 838 072	197	173	25	**395**	**215**
520 MINISTERE DES SPORTS						
1.020 Administration Générale	320 535	21	39	9	69	46
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	327 797	39	21	17	77	31
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	76 202	10	8	2	20	7
TOTAL	724 534	70	68	28	**166**	**84**

11/09/2018

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE						
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	3 877 613	163	127	21	311	160
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	17 632 485	1900	4950	86	6 936	716
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	10 617 030	1153	824	53	2 030	333
TOTAL	32 127 128	3216	5901	160	**9 277**	**1209**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	108 595	13	9	0	22	18
TOTAL	108 595	13	9	0	**22**	**18**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE						
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	700 575	31	32	8	71	40
2.059 Promotion de la Femme	541 783	76	55	13	144	40
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	265 219	32	20	4	56	27
TOTAL	1 507 577	139	107	25	**271**	**107**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE						
1.023 Administration Générale	1 193 918	38	35	10	83	59
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	577 335	77	29	7	113	62
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 537 808	227	133	9	369	143
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	3 644	1	0	0	1	0
TOTAL	3 312 705	343	197	26	**566**	**264**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT						
1.024 Administration Générale	471 624	45	62	19	126	75
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	1 118 295	97	142	30	269	163
TOTAL	1 589 919	142	204	49	**395**	**238**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE						
1.025 Administration Générale	354 967	37	24	0	61	48
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	793 329	98	71	45	214	93
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	108 841	16	5	2	23	8
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 092 274	175	295	308	778	179
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	99 629	18	5	0	23	5
TOTAL	3 449 040	344	400	355	**1 099**	**333**

11/09/2018

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU						
1.026 Administration Générale	318 851	23	20	10	53	37
2.073 Développement des Ressources Energétiques	558 868	61	61	27	149	50
2.074 Développement des Ressources en Eau	975 350	103	129	20	252	201
TOTAL	1 853 069	187	210	57	**454**	**288**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE						
1.027 Administration Générale	274 631	28	18	5	51	42
2.075 Développement des ressources minérales	532 510	69	57	15	141	30
TOTAL	807 141	97	75	20	**192**	**72**
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION						
1.028 Administration Générale	199 682	14	16	7	37	35
2.076 Medias et Communication Publics	1 310 551	127	143	23	293	32
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	491 527	33	24	10	67	40
TOTAL	2 001 760	174	183	40	**397**	**107**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION						
2.096 Régulation de la Communication	694 710	1	0	0	1	13
TOTAL	694 710	1	0	0	**1**	**13**
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME						
1.029 Administration Générale	773 254	63	58	18	139	118
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 021 440	52	194	92	338	151
TOTAL	1 794 694	115	252	110	**477**	**269**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE						
1.031 Administration Générale et Contrôle	108 748	13	18	1	32	15
2.080 Population	111 945	12	5	5	22	8
2.081 Aménagement du Territoire	91 921	16	13	6	35	14
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	332 103	19	10	5	34	1
TOTAL	644 717	60	46	17	**123**	**38**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS						
1.042 Administration Générale	37 500	0	0	0		4
2.066 Développement et sécurisation des transports	838 359	44	106	69	219	102
TOTAL	875 859	44	106	69	**219**	**106**

11/09/2018

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS						
1.033 Administration Générale	280 916	23	17	6	46	32
2.084 Développement du secteur industriel	845 868	39	41	7	87	44
2.085 Appui au développement du secteur privé	11 041	1	2	0	3	1
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	38 406	5	3	1	9	8
TOTAL	1 176 231	68	63	14	**145**	**85**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE						
1.034 Administration Générale	1 481 326	121	104	45	270	304
2.087 Appui au Monde Rural	3 941 677	300	528	532	1 360	258
2.088 Aménagement et Equipement Rural	2 102 240	209	249	230	688	221
2.089 Recherche - Formation	3 214 531	105	53	54	212	84
TOTAL	10 739 774	735	934	861	**2 530**	**867**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE						
1.037 Administration Générale	94 162	7	3	5	15	11
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 041 106	100	117	133	350	70
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	707 421	55	84	127	266	69
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	1 916 288	153	189	163	505	78
TOTAL	3 758 977	315	393	428	**1 136**	**228**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE						
2.093 Sécurité Alimentaire	221 798	13	9	3	25	23
TOTAL	221 798	13	9	3	**25**	**23**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME						
1.040 Administration Générale	153 849	11	4	3	18	13
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	30 180	25	11	4	40	117
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	123 338	16	14	1	31	15
TOTAL	307 367	52	29	8	**89**	**145**
TOTAL	368 795 505	20 042	69 646	6 928	96 616	13 353
2 BUDGETS ANNEXES						
770 MINISTERE DES TRANSPORTS						
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	841 000	14	9	5	28	36
TOTAL	841 000	14	9	5	**28**	**36**
TOTAL	841 000	14	9	5	28	36
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						

11/09/2018

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE						
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	120 000	14	6	1	21	0
TOTAL	120 000	14	6	1	**21**	**0**
TOTAL	120 000	14	6	1	21	
TOTAL GENERAL	369 756 505	20 070	69 661	6 934	96 665	13 389

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**			
0.001	Assemblée Nationale	1 507 529	15 885 675	15 808 465
TOTAL		**1 507 529**	**15 885 675**	**15 808 465**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**			
1.001	Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	427 500	4 153 389	6 706 281
1.002	Administration Générale	200 140	7 377 638	6 735 983
2.001	Sécurité et Défense	190 000	698 886	655 746
TOTAL		**817 640**	**12 229 913**	**14 098 010**
130	**PRIMATURE**			
1.003	Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	95 000	5 951 043	5 327 286
1.004	Administration Générale et Contrôle	523 086	6 348 017	4 334 649
2.002	Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Pe	190 000	504 688	495 750
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000		530 729
TOTAL		**1 093 086**	**12 803 748**	**10 688 414**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**			
2.003	Participation à la Gestion des Elections	14 363	584 019	503 062
TOTAL		**14 363**	**584 019**	**503 062**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**			
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	78 243	1 155 864	842 350
TOTAL		**78 243**	**1 155 864**	**842 350**
150	**COUR SUPREME**			
2.005	Cour Suprême	394 000	2 413 500	2 211 097
TOTAL		**394 000**	**2 413 500**	**2 211 097**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**			
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	951 421	897 670
TOTAL		**0**	**951 421**	**897 670**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**			
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	131 177	1 370 464	1 155 263
TOTAL		**131 177**	**1 370 464**	**1 155 263**
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**			
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	285 000	1 919 993	1 932 313
TOTAL		**285 000**	**1 919 993**	**1 932 313**
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**			
1.006	Administration Générale	7 637 200	39 282 588	39 086 433
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	1 827 419	1 854 048
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	97 902	105 721
TOTAL		**7 637 200**	**41 207 909**	**41 046 202**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**			
1.007	Administration Générale	38 000	1 060 849	854 624
2.010	Intégration Africaine	0	249 035	374 575
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	351 500	972 876	728 886
TOTAL		**389 500**	**2 282 760**	**1 958 085**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**			
2.012	Bureau du Vérificateur Général	142 500	3 493 623	3 447 841
TOTAL		**142 500**	**3 493 623**	**3 447 841**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**			
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 032 057	1 004 978
TOTAL		**28 500**	**1 032 057**	**1 004 978**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**			
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	15 000	149 518	143 660
TOTAL		**15 000**	**149 518**	**143 660**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**			
1.008	Administration Générale	85 130 546	266 140 240	268 745 000
2.015	Gestion des Opérations Militaires	375 123	7 806 382	8 498 009
2.016	Inspection des Armées	15 000	319 825	324 406
2.017	Formation	45 350	668 248	770 673
2.018	Gestion des Transmissions	48 402	265 305	366 267
TOTAL		**85 614 421**	**275 200 000**	**278 704 355**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE**			
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 856 300	6 850 451	6 312 205
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	118 261	9 254 802	9 468 135
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Su	2 378 516	5 254 452	9 582 090
TOTAL		**4 353 077**	**21 359 705**	**25 362 430**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**			
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	1 340 738	1 601 682
TOTAL		**190 000**	**1 340 738**	**1 601 682**
225	**MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME**			
1.041	Administration Générale		440 000	
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles		522 918	
TOTAL			**962 918**	
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**			
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	500 000	617 150
TOTAL		**47 500**	**500 000**	**617 150**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**			
1.010	Administration Générale	6 384 742	13 110 254	14 421 897
2.021	Ordre et Sécurité	3 079 747	54 501 344	61 818 691
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 789 937	12 755 044	14 035 412
TOTAL		**15 254 426**	**80 366 642**	**90 276 000**
235	**SECURITE D'ETAT**			
0.002	Securite d'Etat	11 500 000	6 072 573	9 686 737
TOTAL		**11 500 000**	**6 072 573**	**9 686 737**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**			
1.011	Administration Générale	24 440 000	37 843 177	36 830 644
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 945 054	8 955 023	10 237 867
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	1 151 910	14 184 524	16 749 855
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	847 775	5 843 061	6 604 370
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système F	1 199 442	4 545 896	4 984 383
2.027	Gestion de la Dette Publique	332 500	521 989	785 974
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Econon	5 352 439	6 145 962	6 891 679
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 420 000	4 431 181	4 359 110
TOTAL		**41 689 120**	**82 470 813**	**87 443 882**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**			
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	0	1 361 900	936 925
TOTAL		**0**	**1 361 900**	**936 925**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**			
2.068	Régulation de la commande publique	0	450 411	443 390
TOTAL		**0**	**450 411**	**443 390**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**			
1.012	Administration Générale	937 750	2 388 279	2 324 620
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	328 700	1 245 599	921 564
2.031	Amelioration du Cadre legislatif du Travail	28 207	685 686	701 840
TOTAL		**1 294 657**	**4 319 564**	**3 948 024**
323	**MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**			
1.013	Administration Générale	121 881	2 003 439	2 089 215
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	444 969	9 869 701	8 272 722
2.034	Formation Professionnelle	967 575	1 850 542	2 101 518
2.035	Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	330 567		2 616 045
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 500		2 047 476
TOTAL		**1 981 492**	**13 723 682**	**17 126 976**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
328	**MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE**			
1.044	Administration Générale	0		457 450
TOTAL		**0**		**457 450**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**			
1.014	Administration Générale et Contrôle	114 000	3 949 659	3 830 792
2.036	Administration du Territoire	16 290 985	23 754 533	43 259 557
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	332 500	428 389	526 067
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	21 704 199		25 148 460
2.064	Développement Régional et Local	191 000		2 500 035
TOTAL		**38 632 684**	**28 132 581**	**75 264 911**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	211 380	1 597 980	873 797
TOTAL		**211 380**	**1 597 980**	**873 797**
335	**MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**			
1.036	Administration Générale		712 542	
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales		28 667 506	
TOTAL			**29 380 048**	
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**			
1.015	Administration Générale	48 108	959 699	859 658
2.039	Religion et du Culte	47 500	272 410	160 239
TOTAL		**95 608**	**1 232 109**	**1 019 897**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**			
1.016	Administration Générale	0	994 933	921 563
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 241 204	2 193 018
TOTAL		**0**	**3 236 137**	**3 114 581**
380	**MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE**			
1.032	Administration Générale	38 000	1 253 810	1 220 424
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la (	1 757 544	5 385 812	5 846 147
TOTAL		**1 795 544**	**6 639 622**	**7 066 571**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
1.017	Administration Générale	1 388 954	38 348 240	37 205 883
2.041	Développement de l'Education de Base	8 785 491	250 511 024	176 830 894
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	6 984 874	8 781 265	19 402 393
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 267 891	3 073 059	53 736 625
TOTAL		**39 427 210**	**300 713 588**	**287 175 795**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
412	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.018	Administration Générale	2 711 620	11 760 084	11 258 234
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	7 817 032	69 610 256	65 610 681
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	272 268	1 102 630	1 196 676
TOTAL		**10 800 920**	**82 472 970**	**78 065 591**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**			
1.019	Administration Générale	104 500	2 390 769	2 241 514
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	632 700	1 495 155	1 342 799
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	760 000	1 420 298	1 206 787
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 088 592	3 783 803	3 937 838
TOTAL		**2 585 792**	**9 090 025**	**8 728 938**
520	**MINISTERE DES SPORTS**			
1.020	Administration Générale	389 987	4 524 788	4 522 685
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	1 014 583	2 177 328	2 057 540
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	1 336 996	665 391
TOTAL		**1 416 877**	**8 039 112**	**7 245 616**
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**			
1.038	Administration Générale		555 298	
2.035	Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes		2 876 097	
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté		2 308 050	
TOTAL			**5 739 445**	
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**			
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	4 945 594	24 249 173	23 132 782
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	3 675 118	34 138 580	34 207 675
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financi	6 412	3 724 437	3 530 752
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	17 161 588	45 755 696	43 420 939
TOTAL		**25 788 712**	**107 867 886**	**104 292 148**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	3 060 310	2 437 364
TOTAL		**0**	**3 060 310**	**2 437 364**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**			
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	534 282	2 635 737	2 092 320
2.059	Promotion de la Femme	1 130 994	5 433 190	1 908 668
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	598 358	1 378 187	1 284 333
TOTAL		**2 263 634**	**9 447 114**	**5 285 321**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Répartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE**			
1.023	Administration Générale	196 868	10 876 909	4 168 010
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	456 000	2 059 394	2 803 244
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	231 063	53 763 088	11 954 510
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	612 750	1 219 775	1 141 028
TOTAL		**1 496 681**	**67 919 166**	**20 066 792**
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**			
1.024	Administration Générale	798 000	2 258 642	2 258 627
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la top	139 656 166	171 144 978	138 755 764
TOTAL		**140 454 166**	**173 403 620**	**141 014 391**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
1.025	Administration Générale	247 000	1 453 157	1 453 573
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	3 807 887	9 130 869	5 255 231
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	9 582 500	2 429 980	4 240 402
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 872 922	8 941 536	8 134 608
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Env	603 250	3 216 285	3 102 488
TOTAL		**21 113 559**	**25 171 827**	**22 186 302**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
1.026	Administration Générale	332 500	28 058 222	31 391 018
2.073	Développement des Ressources Energétiques	4 257 303	34 433 499	38 719 499
2.074	Développement des Ressources en Eau	17 422 100	47 444 404	103 836 292
TOTAL		**22 011 903**	**109 936 125**	**173 946 809**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**			
1.027	Administration Générale	105 487	1 881 465	1 651 619
2.075	Développement des ressources minérales	1 884 795	2 313 826	2 600 303
TOTAL		**1 990 282**	**4 195 291**	**4 251 922**
730	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION**			
1.028	Administration Générale	14 725	1 097 568	1 059 220
2.076	Medias et Communication Publics	1 501 000	7 933 360	7 620 275
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	503 500	2 413 577	2 355 724
TOTAL		**2 019 225**	**11 444 505**	**11 035 219**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
2.096	Régulation de la Communication	475 000	1 439 968	1 546 106
TOTAL		**475 000**	**1 439 968**	**1 546 106**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
740	**MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**			
1.029	Administration Générale	2 169 800	4 364 504	4 198 970
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	0	3 299 462	335 116
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 229 459	14 559 496	8 582 525
TOTAL		**9 399 259**	**22 223 462**	**13 116 611**
750	**MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**			
1.031	Administration Générale et Contrôle	3 052 650	3 788 154	3 799 371
2.080	Population	332 500	7 528 445	5 499 785
2.081	Aménagement du Territoire	427 500	533 984	553 548
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique I	1 472 500	3 483 591	3 502 560
TOTAL		**5 285 150**	**15 334 174**	**13 355 264**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS**			
1.042	Administration Générale	0	685 382	511 760
2.066	Développement et sécurisation des transports	5 185 759	5 735 263	4 886 480
TOTAL		**5 185 759**	**6 420 645**	**5 398 240**
800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**			
1.039	Administration Générale		831 348	
2.084	Développement du secteur industriel		1 777 250	
TOTAL			**2 608 598**	
812	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**			
1.033	Administration Générale	142 500	1 171 756	1 348 500
2.084	Développement du secteur industriel	544 821		1 830 426
2.085	Appui au développement du secteur privé	558 125	1 537 729	1 554 796
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	47 500	185 317	176 659
TOTAL		**1 292 946**	**2 894 802**	**4 910 381**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**			
1.034	Administration Générale	6 710 000	37 156 434	36 373 419
2.087	Appui au Monde Rural	4 600 236	28 589 692	34 546 132
2.088	Aménagement et Equipement Rural	38 783 914	65 376 298	56 252 719
2.089	Recherche - Formation	1 073 500	11 814 258	12 308 297
TOTAL		**51 167 650**	**142 936 682**	**139 480 567**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**			
1.037	Administration Générale	2 233 000	23 132 377	19 800 936
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	7 242 664	3 279 929	5 722 299
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 354 269	3 083 341	4 216 393
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	499 449	2 866 907	2 984 914
TOTAL		**11 329 382**	**32 362 554**	**32 724 542**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Répartition des crédits du budget général par dotation et programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
2.093	Sécurité Alimentaire	10 434 010	6 909 740	7 752 828
TOTAL		**10 434 010**	**6 909 740**	**7 752 828**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**			
1.040	Administration Générale	50 000	684 836	760 793
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	2 439 546	1 631 668	2 323 122
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	113 116	563 439	459 506
TOTAL		**2 602 662**	**2 879 943**	**3 543 421**
990	**CHARGES COMMUNES**			
0.003	Provision pour imprévus	214 885 935	318 975 251	395 514 729
0.004	Dette	0	78 337 000	101 056 000
TOTAL		**214 885 935**	**397 312 251**	**496 570 729**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**798 620 361**	**2 207 651 690**	**2 283 813 065**

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
770 MINISTERE DES TRANSPORTS				
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0	440 000	455 000
	Biens et services	0	569 000	616 417
	Transferts et subventions	0	493 000	728 000
	Investissement	1 210 000	1 182 497	1 210 000
Total		**1 210 000**	**2 684 497**	**3 009 417**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0	432 000	432 000
	Biens et services	0	445 000	767 000
	Transferts et subventions	0	95 000	95 000
	Investissement	565 000	170 000	565 000
Total		**565 000**	**1 142 000**	**1 859 000**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0	250 000	251 000
	Biens et services	0	242 500	274 500
	Investissement	127 000	154 000	127 000
Total		**127 000**	**646 500**	**652 500**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0	354 000	271 000
	Biens et services	0	274 550	251 900
	Investissement	99 938	120 938	99 938
Total		**99 938**	**749 488**	**622 838**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0	255 000	260 000
	Biens et services	0	373 900	243 900
	Investissement	145 000	62 500	145 000
Total		**145 000**	**691 400**	**648 900**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0	228 000	233 000
	Biens et services	0	222 323	237 323
	Investissement	340 000	150 000	340 000
Total		**340 000**	**600 323**	**810 323**
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0		102 000
	Biens et services	0		80 000
	Transferts et subventions	0		0
	Investissement	73 000		73 000
Total		**73 000**		**255 000**
Total		**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**
Total		**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**
TOTAL GENERAL		**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Credits TVA	0	61 786 270	64 690 692
3.009 Fonds de Développement Durable	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total	**40 000 000**	**101 786 270**	**104 690 692**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	2 616 620
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**2 616 620**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	800 000	500 000
Total	**0**	**800 000**	**500 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	278 750
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	1 021 250
Total	**846 750**	**1 300 000**	**1 300 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	15 000	515 000	605 000
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	1 263 750	685 000
Total	**148 000**	**2 128 750**	**1 640 000**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	2 981 400
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL GENERA COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**51 592 770**	**116 613 040**	**118 728 712**

ETAT F

CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Ressources des Etablissements Publics (EP) et Ressources Transférées aux Collectivités

I. RESSOURCES DES EP

		(En de FCFA)	
Section comptable	DESIGNATION	2018	2019
133	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD MALI (ADN)**		
	Budget d'Etat	879 897 000	723 917 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**879 897 000**	**723 917 000**
222	**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)**		
	Budget d'Etat	558 722 000	1 409 011 000
	Ressources Propres	15 000 000	16 000 000
	Appui Autres Partenaires	72 000 000	
	Total EPA	**645 722 000**	**1 425 011 000**
313	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KAYES**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**
314	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**
315	**OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)**		
	Budget d'Etat	921 673 000	1 471 673 000
	Ressources Propres	1 119 594 473	907 410 561
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**2 041 267 473**	**2 379 083 561**
316	**INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (INSTAT)**		
	Budget d'Etat	477 812 000	2 840 130 000
	Ressources Propres	2 500 000	7 500 000
	Appui Autres Partenaires	4 500 000	
	Total EPA	**484 812 000**	**2 847 630 000**
317	**CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)**		
	Budget d'Etat	657 150 000	902 150 000
	Ressources Propres	890 000	747 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**658 040 000**	**1 649 650 000**
318	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SIKASSO**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**

319	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SEGOU**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**
321	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TAOUDENIT**		
	Budget d'Etat		50 000 000
	Ressources Propres		0
	Appui Autres Partenaires		0
	Total EPA	**0**	**50 000 000**
322	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MENAKA**		
	Budget d'Etat	0	50 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total EPA	**0**	**50 000 000**
324	**FONDS D'APPUI FORMATION PROFESS ET APPRENTIS (FAFPA)**		
	Budget d'Etat	88 502 000	85 201 000
	Ressources Propres	7 513 096 931	6 292 350 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**7 601 598 931**	**6 377 551 000**
325	**AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES (APEJ)**		
	Budget d'Etat	657 097 000	597 082 000
	Ressources Propres	9 756 220 000	6 422 700 000
	Appui Autres Partenaires	1 860 601 970	0
	Total EPA	**12 273 918 970**	**7 019 782 000**
326	**INSTITUT NATIONAL D'INGENIERIE FORMAT PROFESS**		
	Budget d'Etat	216 253 000	216 253 000
	Ressources Propres	0	235 450 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**216 253 000**	**451 703 000**
327	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**		
	Budget d'Etat	161 535 000	161 535 000
	Ressources Propres	14 000 000	150 000 000
	Appui Autres Partenaires	493 296 000	0
	Total EPA	**668 831 000**	**311 535 000**
329	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**
331	**AGENCE NAT D'INVEST COLLECT TERRITORIALES (ANICT)**		
	Budget d'Etat	18 470 827 000	20 000 827 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**18 470 827 000**	**20 000 827 000**

332	**MAISON DU HADJ (MH)**		
	Budget d'Etat	22 410 000	22 410 000
	Ressources Propres	301 472 000	242 272 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA :	**323 882 000**	**264 682 000**
333	**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)**		
	Budget d'Etat	309 135 000	314 135 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**309 135 000**	**314 135 000**
336	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	8 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**202 000 000**
337	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**
338	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KIDAL**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**194 000 000**
339	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU DISTRICT DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	194 000 000	194 000 000
	Ressources Propres	0	22 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**194 000 000**	**216 000 000**
385	**AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE**		
	Budget d'Etat	100 000 000	151 328 000
	Ressources Propres	0	197 200 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**100 000 000**	**348 528 000**
411	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)**		
	Budget d'Etat	1 812 309 000	1 802 309 000
	Ressources Propres	135 000 000	213 726 564
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**1 947 309 000**	**2 016 035 564**
413	**ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI-ABT)**		
	Budget d'Etat	1 792 248 000	2 042 248 000
	Ressources Propres	295 000 000	332 624 000
	Appui Autres Partenaires	400 000 000	400 000 000
	Total EPA	**2 487 248 000**	**2 774 872 000**

414	**INSTITUT POLYTECH. RURAL. FORM. RECH. APPL.K.**		
	Budget d'Etat	2 342 360 000	2 438 295 000
	Ressources Propres	0	132 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**2 342 360 000**	**2 570 295 000**
415	**INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO**		
	Budget d'Etat	0	202 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total EPA	**0**	**202 000 000**
416	**CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES (CENOU)**		
	Budget d'Etat	22 306 840 000	22 606 840 000
	Ressources Propres	563 588 314	1 037 800 612
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**22 870 428 314**	**23 644 640 612**
417	**CENTRE NAT DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECH (CNRST)**		
	Budget d'Etat	253 735 000	253 735 000
	Ressources Propres	5 000 000	6 700 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**258 735 000**	**260 435 000**
418	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)**		
	Budget d'Etat	449 317 000	690 270 000
	Ressources Propres	920 000	920 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**450 237 000**	**691 190 000**
419	**AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**		
	Budget d'Etat	0	142 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total EPA	**0**	**142 000 000**
420	**ECOLE NORMALE D'ENSEIG TECHN PROFESS (ENETP)**		
	Budget d'Etat	879 518 000	899 518 000
	Ressources Propres	44 000 000	85 695 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**923 518 000**	**985 213 000**
422	**UNIVERSITE DE SEGOU (US)**		
	Budget d'Etat	2 686 102 000	3 058 469 000
	Ressources Propres	184 337 000	182 000 000
	Appui Autres Partenaires	605 000 000	0
	Total EPA	**3 475 439 000**	**3 240 469 000**
424	**UNIVERSITE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES (ULSH)**		
	Budget d'Etat	4 197 456 000	4 229 524 000
	Ressources Propres	325 085 844	296 730 255
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**4 522 541 844**	**4 526 254 255**

425	**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES (ISH)**		
	Budget d'Etat	348 262 000	348 262 000
	Ressources Propres	75 000 000	60 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**423 262 000**	**408 262 000**
426	**UNIVERSITE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DES TECHNOLOGIES**		
	Budget d'Etat	6 176 582 000	7 768 156 000
	Ressources Propres	991 059 000	963 109 273
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**7 167 641 000**	**8 731 265 273**
428	**CENTRE NAT RESS EDUC NON FORMELLE (CNR-ENF)**		
	Budget d'Etat	250 955 000	229 939 000
	Ressources Propres	15 750 000	39 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**266 705 000**	**269 439 000**
429	**UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION (USSG)**		
	Budget d'Etat	5 746 128 000	5 581 626 000
	Ressources Propres	825 000 000	995 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**6 571 128 000**	**6 576 626 000**
430	**INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHAMED BABA (IHER-IAB)**		
	Budget d'Etat	435 534 000	415 567 000
	Ressources Propres	8 269 570	4 246 443
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**443 803 570**	**419 813 443**
431	**UNIVERSITE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	6 581 861 000	6 338 725 000
	Ressources Propres	356 847 000	258 189 583
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**6 938 708 000**	**6 596 914 583**
432	**ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES**		
	Budget d'Etat	350 633 000	500 633 000
	Ressources Propres	22 000 000	20 865 500
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**372 633 000**	**521 498 500**
433	**ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM.**		
	Budget d'Etat	501 600 000	491 600 000
	Ressources Propres	0	27 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**501 600 000**	**518 600 000**
434	**CENTRE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE**		
	Budget d'Etat	205 779 000	726 312 000
	Ressources Propres	16 988 000	21 950 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**222 767 000**	**748 262 000**

511	**CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (CICB)**		
	Budget d'Etat	339 295 000	339 295 000
	Ressources Propres	0	949 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**339 295 000**	**1 288 295 000**
512	**MUSEE NATIONAL (MNM)**		
	Budget d'Etat	352 530 000	632 570 000
	Ressources Propres	46 000 000	48 515 500
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**398 530 000**	**681 085 500**
513	**FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIEQUE**		
	Budget d'Etat		150 000 000
	Ressources Propres		0
	Appui Autres Partenaires		0
	Total EPA		**150 000 000**
514	**PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA**		
	Budget d'Etat	334 719 000	716 319 000
	Ressources Propres	147 350 000	177 530 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**482 069 000**	**893 849 000**
516	**BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR (BUMDA)**		
	Budget d'Etat	143 390 000	138 751 000
	Ressources Propres	409 120 034	500 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**552 510 034**	**638 751 000**
517	**CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI (CNCM)**		
	Budget d'Etat	420 298 000	1 102 730 000
	Ressources Propres	76 000 000	80 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**496 298 000**	**1 182 730 000**
518	**CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K. (CAMMBK)**		
	Budget d'Etat	590 105 000	1 090 105 000
	Ressources Propres	35 210 000	41 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**625 315 000**	**1 131 105 000**
519	**MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE (MAP)**		
	Budget d'Etat	89 284 000	83 284 000
	Ressources Propres	5 000 000	5 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**94 284 000**	**88 284 000**
522	**CENTRE NATIONAL DE LA PROMOTION DU VOLONTARIAT (CNPVM)**		
	Budget d'Etat	272 560 000	282 560 000
	Ressources Propres	60 000 000	5 000 000
	Appui Autres Partenaires	177 000 000	177 000 000
	Total EPA	**509 560 000**	**464 560 000**

523	**INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS (INJS)**		
	Budget d'Etat	611 139 000	582 075 000
	Ressources Propres	9 450 000	8 150 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**620 589 000**	**590 225 000**
613	**AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (ANSSA)**		
	Budget d'Etat	413 078 000	463 078 000
	Ressources Propres	35 000 000	35 000 000
	Appui Autres Partenaires	65 299 860	
	Total EPA	**513 377 860**	**498 078 000**
615	**HOPITAL GABRIEL TOURE**		
	Budget d'Etat	3 378 668 000	3 324 946 000
	Ressources Propres	1 345 865 957	1 615 039 148
	Appui Autres Partenaires	9 673 190	
	Total EPA	**4 734 207 147**	**4 939 985 148**
616	**HOPITAL DU MALI**		
	Budget d'Etat	1 890 082 000	4 767 298 000
	Ressources Propres	920 867 939	1 393 592 938
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**2 810 949 939**	**6 160 890 938**
617	**HOPITAL DU POINT G**		
	Budget d'Etat	5 288 498 000	4 916 930 000
	Ressources Propres	950 520 498	989 319 598
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**6 239 018 498**	**5 906 249 598**
618	**AGENCE NATIONALE TELESANTE INFORM. MEDICALE (ANTIM)**		
	Budget d'Etat	536 247 000	1 234 041 000
	Ressources Propres	150 000 000	75 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**686 247 000**	**1 309 041 000**
619	**HOPITAL DE KATI**		
	Budget d'Etat	1 220 629 000	1 393 301 000
	Ressources Propres	421 976 468	506 371 762
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 642 605 468**	**1 899 672 762**
620	**CENTRE RECHERCH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE (CRLD)**		
	Budget d'Etat	590 400 000	837 309 000
	Ressources Propres	79 600 000	82 750 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**670 000 000**	**920 059 000**
621	**INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE (INRSP)**		
	Budget d'Etat	1 381 446 000	1 573 393 000
	Ressources Propres	208 600 000	196 053 000
	Appui Autres Partenaires	300 035 251	228 000 000
	Total EPA	**1 890 081 251**	**1 997 446 000**

622	**CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTAT POUR SURVIE ENFANT (CREDOS)**		
	Budget d'Etat	407 358 000	405 258 000
	Ressources Propres	90 000 000	3 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**497 358 000**	**408 258 000**
623	**CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE (CNOS)**		
	Budget d'Etat	1 297 192 000	1 137 131 000
	Ressources Propres	263 000 000	303 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 560 192 000**	**1 440 131 000**
625	**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE (LNS)**		
	Budget d'Etat	571 167 000	818 967 000
	Ressources Propres	120 000 000	144 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**691 167 000**	**962 967 000**
627	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**		
	Budget d'Etat	788 024 000	786 724 000
	Ressources Propres	35 000 000	46 823 251
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**823 024 000**	**833 547 251**
629	**CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE (CNAM)**		
	Budget d'Etat	1 129 794 000	1 174 711 000
	Ressources Propres	150 000 000	200 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 279 794 000**	**1 374 711 000**
630	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX (ANEH)**		
	Budget d'Etat	300 433 000	299 460 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	6 000 000
	Total EPA	**300 433 000**	**305 460 000**
631	**INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE (INFSS)**		
	Budget d'Etat	1 685 223 000	1 685 223 000
	Ressources Propres	228 800 000	288 000 000
	Appui Autres Partenaires	871 937 355	0
	Total EPA	**2 785 960 355**	**1 973 223 000**
632	**INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)**		
	Budget d'Etat	1 029 219 000	1 094 970 000
	Ressources Propres	815 000 000	550 707 400
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 844 219 000**	**1 645 677 400**
633	**HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES**		
	Budget d'Etat	776 590 000	740 452 000
	Ressources Propres	614 040 000	691 250 000
	Appui Autres Partenaires	17 956 000	
	Total EPA	**1 408 586 000**	**1 431 702 000**

634	**HOPITAL DE SIKASSO**		
	Budget d'Etat	1 109 948 000	1 135 019 000
	Ressources Propres	522 491 000	497 136 000
	Appui Autres Partenaires	17 957 000	
	Total EPA	**1 650 396 000**	**1 632 155 000**
635	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**		
	Budget d'Etat	835 138 000	935 138 000
	Ressources Propres	825 209 060	832 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 660 347 060**	**1 767 138 000**
636	**HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	971 467 000	993 783 000
	Ressources Propres	534 168 984	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 505 635 984**	**993 783 000**
637	**HOPITAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	395 228 000	414 538 000
	Ressources Propres	161 029 000	114 623 000
	Appui Autres Partenaires	1 299 333 000	
	Total EPA	**1 855 590 000**	**529 161 000**
638	**HOPITAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	488 153 000	504 926 000
	Ressources Propres	479 210 000	435 662 327
	Appui Autres Partenaires	85 200 000	0
	Total EPA	**1 052 563 000**	**940 588 327**
645	**CITE DES ENFANTS (CE)**		
	Budget d'Etat	284 954 000	560 571 000
	Ressources Propres	80 000 000	60 000 000
	Appui Autres Partenaires	50 000 000	0
	Total EPA	**414 954 000**	**620 571 000**
665	**OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	0	475 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total EPA	**0**	**475 000 000**
666	**INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GEREATRIE**		
	Budget d'Etat	374 385 000	344 369 000
	Ressources Propres	60 000 000	60 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**434 385 000**	**404 369 000**
667	**CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE**		
	Budget d'Etat		125 903 000
	Ressources Propres		0
	Appui Autres Partenaires		0
	Total EPA	**0**	**125 903 000**

668	**CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)**		
	Budget d'Etat	48 815 243 000	63 315 243 000
	Ressources Propres	50 736 185 000	40 428 799 695
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**99 551 428 000**	**103 744 042 695**
670	**OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)**		
	Budget d'Etat	108 467 000	496 467 000
	Ressources Propres	2 000 000	2 000 000
	Appui Autres Partenaires	250 000 000	0
	Total EPA	**360 467 000**	**498 467 000**
674	**INSTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX (INFTS)**		
	Budget d'Etat	700 291 000	700 291 000
	Ressources Propres	84 599 000	50 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**784 890 000**	**750 291 000**
676	**FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE**		
	Budget d'Etat	511 308 000	683 938 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**511 308 000**	**683 938 000**
677	**FONDATION POUR LA SOLIDARITE**		
	Budget d'Etat	0	325 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total EPA	**0**	**325 000 000**
678	**CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE & D'ORTHOPEDIE**		
	Budget d'Etat	441 446 000	431 234 000
	Ressources Propres	90 000 000	85 600 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**531 446 000**	**516 834 000**
681	**AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)**		
	Budget d'Etat	1 488 429 000	1 445 429 000
	Ressources Propres	262 663 941	315 196 729
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**1 751 092 941**	
703	**INSTITUT NAT FORMAT PROFESS EN BAT TRANSP TRAV PU (INFP-BTP)**		
	Budget d'Etat	133 988 000	323 805 000
	Ressources Propres	624 950 000	863 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**758 938 000**	**1 187 305 000**
704	**AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)**		
	Budget d'Etat	84 000 000	0
	Ressources Propres	1 807 379 000	1 807 379 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**1 891 379 000**	**1 807 379 000**

706	**INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI (IGM)**		
	Budget d'Etat	501 098 000	681 102 000
	Ressources Propres	500 310000	537 020 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**501 098 000**	**1 218 122 000**
708	**CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL./BTP**		
	Budget d'Etat	209 810 000	394 020 000
	Ressources Propres	530 000 000	750 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**739 810 000**	**1 144 020 000**
710	**AUTORITE ROUTIERE**		
	Budget d'Etat	0	300 000 000
	Ressources Propres	36 360 000 000	36 360 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**36 360 000 000**	**36 660 000 000**
712	**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)**		
	Budget d'Etat	332 000 000	265 600 000
	Ressources Propres	4 369 929 585	6 427 930 890
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**4 701 929 585**	**6 693 530 890**
713	**AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE (ANAM)**		
	Budget d'Etat	255 950 000	1 968 250 000
	Ressources Propres	1 845 438 679	2 490 746 451
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**2 101 388 679**	**4 458 996 451**
715	**AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)**		
	Budget d'Etat	164 747 000	314 747 000
	Ressources Propres	284 494 000	29 544 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**449 241 000**	**344 291 000**
716	**AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER (ABFN)**		
	Budget d'Etat	279 980 000	4 314 379 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**279 980 000**	**4 314 379 000**
717	**AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI (ANGESEM)**		
	Budget d'Etat	324 266 000	1 567 184 000
	Ressources Propres	30 000 000	40 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**354 266 000**	**1 607 184 000**
718	**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (AEDD)**		
	Budget d'Etat	398 285 000	3 183 579 000
	Ressources Propres	0	5 700 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**398 285 000**	**3 189 279 000**

722	**AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE (AMADER)**		
	Budget d'Etat	5 502 750 000	13 212 750 000
	Ressources Propres	13 931 279 118	11 350 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**19 434 029 118**	**24 562 750 000**
723	**LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX (LNE)**		
	Budget d'Etat	243 121 000	593 121 000
	Ressources Propres	267 931 965	217 056 029
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**511 052 965**	**810 177 029**
724	**AUTORITE POUR L'AMENAGEMENT DE TAOUSSA (AAT)**		
	Budget d'Etat	217 947 000	17 217 942 000
	Ressources Propres	0	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**217 947 000**	**17 217 942 000**
725	**AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI**		
	Budget d'Etat	323 685 000	573 685 000
	Ressources Propres	30 000 000	0
	Appui Autres Partenaires	50 000 000	0
	Total EPA	**403 685 000**	**573 685 000**
735	**OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI (ORTM)**		
	Budget d'Etat	6 030 875 000	6 530 875 000
	Ressources Propres	4 500 000 000	6 950 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**10 530 875 000**	**13 480 875 000**
737	**AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)**		
	Budget d'Etat	503 621 000	803 621 000
	Ressources Propres	1 892 717 000	2 947 538 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**2 396 338 000**	**3 751 159 000**
738	**AGENCE NATIONALE DE COM. DEVELOPPEMENT (ANCD)**		
	Budget d'Etat	178 864 000	528 864 000
	Ressources Propres	280 000 000	280 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**458 864 000**	**808 864 000**
739	**AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION (AGETIC)**		
	Budget d'Etat	1 798 577 000	1 998 577 000
	Ressources Propres	500 000 000	900 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**2 298 577 000**	**2 898 577 000**
805	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE**		
	Budget d'Etat	0	100 000 000
	Ressources Propres		0
	Appui Autres Partenaires		0
	Total EPA	**0**	**100 000 000**

814	**CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)**		
	Budget d'Etat	980 890 000	1 130 890 000
	Ressources Propres	120 000 000	110 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 100 890 000**	**1 240 890 000**
816	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)**		
	Budget d'Etat	749 924 000	989 924 000
	Ressources Propres	310 000 000	80 000 000
	Appui Autres Partenaires	600 000 000	0
	Total EPA	**1 659 924 000**	**1 069 924 000**
817	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS MALI (APEX-MALI)**		
	Budget d'Etat	159 275 000	144 275 000
	Ressources Propres	5 000 000	20 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**164 275 000**	**164 275 000**
819	**AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES BIOCARBURANTS (ANADEB)**		
	Budget d'Etat	190 102 000	720 102 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**190 102 000**	**720 102 000**
823	**AGENCE DE GESTION DU MARCHE CENTRAL A POISSON DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	85 000 000	420 000 000
	Ressources Propres	0	174 477 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**85 000 000**	**594 477 000**
824	**AGENCE AMENAG TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION**		
	Budget d'Etat	231 041 000	2 881 041 000
	Ressources Propres		3 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total EPA	**231 041 000**	**2 884 041 000**
825	**OFFICE DE LA HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)**		
	Budget d'Etat	806 277 000	1 093 587 000
	Ressources Propres	10 755 401 375	11 293 171 444
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**11 561 678 375**	**12 386 758 444**
826	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADRVFS)**		
	Budget d'Etat	755 659 000	5 147 182 000
	Ressources Propres	55 500 000	120 700 000
	Appui Autres Partenaires	3 730 172	0
	Total EPA	**814 889 172**	**5 267 882 000**
827	**OFFICE RIZ MOPTI (ORM)**		
	Budget d'Etat	305 127 000	705 127 000
	Ressources Propres	448 700 000	283 550 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**753 827 000**	**988 677 000**

829	**OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE (ODRS)**		
	Budget d'Etat	585 399 000	935 399 000
	Ressources Propres	138 118 000	138 118 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**723 517 000**	**1 073 517 000**
831	**INSTITUT D'ECONOMIE RURALE**		
	Budget d'Etat	4 065 600 000	5 312 100 000
	Ressources Propres	314 250 000	120 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**4 379 850 000**	**5 432 100 000**
833	**LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)**		
	Budget d'Etat	777 070 000	672 927 000
	Ressources Propres	1 186 900 000	1 186 900 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**1 963 970 000**	**1 859 827 000**
834	**LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**		
	Budget d'Etat	79 950 000	69 822 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**79 950 000**	**69 822 000**
835	**OFFICE RIZ SEGOU (ORS)**		
	Budget d'Etat	585 976 000	2 969 976 000
	Ressources Propres	416 000 000	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 001 976 000**	**2 969 976 000**
836	**OFFICE DU MOYEN BANI**		
	Budget d'Etat	226 150 000	546 150 000
	Ressources Propres	0	56 756 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**226 150 000**	**602 906 000**
837	**OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA (OPIB)**		
	Budget d'Etat	398 709 000	848 709 000
	Ressources Propres	102 263 770	102 264 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**500 972 770**	**950 973 000**
839	**OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX (OPV)**		
	Budget d'Etat	737 814 000	653 524 000
	Ressources Propres	10 400 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**748 214 000**	**653 524 000**
841	**OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (OMVSF)**		
	Budget d'Etat	238 795 000	508 795 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**238 795 000**	**508 795 000**

842	**CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE**		
	Budget d'Etat	517 654 000	1 691 254 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**517 654 000**	**1 691 254 000**
866	**BUREAU RESTRUCTURAT MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES IND**		
	Budget d'Etat	117 251 000	253 805 000
	Ressources Propres	70 000 000	41 250 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**187 251 000**	**295 055 000**
867	**AGENCE MALIENNE NORMALISAT PROMOT DE LA QUALITE**		
	Budget d'Etat	172 105 000	205 248 000
	Ressources Propres	70 000 000	90 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total EPA	**242 105 000**	**295 248 000**
868	**CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE**		
	Budget d'Etat	94 980 000	790 020 000
	Ressources Propres	0	10 000 000
	Appui Autres Partenaires	20 000 000	
	Total EPA	**114 980 000**	**800 020 000**
869	**AGENCE NATIONALE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	151 610 000	147 958 000
	Ressources Propres	1 598 340 000	1 613 340 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total EPA	**1 749 950 000**	**1 761 298 000**

II. Concours financiers de l'Etat aux Collectivités Territoriales

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2019	**2018**	**2019**
PERSONNEL	0	25 413 756	25 318 904
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	21 104 938	17 781 584
DÉPLACEMENT & MISSION	0	1 248 007	1 026 518
COMMUNICATION & ENERGIE	0	53 000	53 500
AUTRES DÉPENSES	0	11 121	1 594 737
BOURSES	0	487 168	487 168
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	51 746 540	45 386 124	51 746 540
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	15 132 303	13 718 337
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	40 000 000	40 000 000	40 000 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	8 502 500	15 820 000	8 502 500
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	6 500 000	24 140 000
APPUI BUDGÉTAIRE	4 707 200	4 683 825	4 707 200
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	150 397 347	158 461 775
Total :	**104 956 240**	**326 237 589**	**347 538 763**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Repartition fonctionnelle des ressources décentralisée par titre

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
Services généraux des administrations publiques			
Transferts et subventions	0	4 652 790	4 455 730
Investissement	20 151 699	18 740 000	20 151 699
TOTAL	**20 151 699**	**23 392 790**	**24 607 429**
Affaires économiques			
Personnel	0	12 500	12 500
Biens et services	0	439 669	304 984
Transferts et subventions	0	959 362	1 130 707
Investissement	42 684 780	48 626 225	42 684 780
TOTAL	**42 684 780**	**50 037 756**	**44 132 971**
Protection de l'environnement			
Biens et services	0	54 429	93 940
Investissement	4 927 500	300 000	13 667 500
TOTAL	**4 927 500**	**354 429**	**13 761 440**
Logement et équipements collectifs			
Investissement	5 177 500	9 070 000	20 577 500
TOTAL	**5 177 500**	**9 070 000**	**20 577 500**
Santé			
Personnel	0	12 445 961	20 510 389
Biens et services	0	975 622	867 452
Transferts et subventions	0	1 324 114	1 257 759
Investissement	151 519	159 493	151 519
TOTAL	**151 519**	**14 905 190**	**22 787 119**
Loisirs, culture et culte			
Personnel	0	20 650	20 650
Biens et services	0	201 455	158 392
Transferts et subventions	0	13 804	30 146
TOTAL	**0**	**235 909**	**209 188**
Enseignement			
Personnel	0	163 331 992	163 237 140
Biens et services	0	20 673 951	18 973 492
Transferts et subventions	0	7 982 964	6 869 048
Investissement	30 248 242	29 944 231	30 248 242
TOTAL	**30 248 242**	**221 933 138**	**219 327 922**
Protection sociale			
Biens et services	0	71 940	58 079
Transferts et subventions	0	686 437	462 115
Investissement	1 615 000	5 550 000	1 615 000
TOTAL	**1 615 000**	**6 308 377**	**2 135 194**
TOTAL GENERAL	**104 956 240**	**326 237 589**	**347 538 763**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Portion centrale	0	879 897	699 035
Total :	**0**	**879 897**	**699 035**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Region de Kayes	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Region de Koulikoro	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Region de Sikasso	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Region de Segou	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	10 000		50 000
Total :	**10 000**		**50 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA			
Region de Menaka	10 000		50 000
Total :	**10 000**		**50 000**
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
Portion centrale	0		68 400
Total :	**0**		**68 400**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Region de Mopti	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	16 653 499	17 470 827	19 000 784
Total :	**16 653 499**	**17 470 827**	**19 000 784**
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Portion centrale	47 500	339 135	303 722
Total :	**47 500**	**339 135**	**303 722**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Region de Tombouctou	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Region de Gao	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Region de Kidal	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
District de Bamako	19 000	194 000	189 000
Total :	**19 000**	**194 000**	**189 000**
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
Portion centrale		90 000	
Total :		**90 000**	
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Portion centrale	285 000	1 900 000	285 000
Multi-régionaux	142 500	400 000	142 500
Total :	**427 500**	**2 300 000**	**427 500**
MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE			
Portion centrale	0	686 437	462 115
Total :	**0**	**686 437**	**462 115**
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
Multi-régionaux	1 140 000	1 200 000	1 140 000
Total :	**1 140 000**	**1 200 000**	**1 140 000**
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
District de Bamako	285 000	300 000	285 000
Total :	**285 000**	**300 000**	**285 000**
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Portion centrale	142 500	1 070 000	15 542 500
Multi-régionaux	2 517 500	6 750 000	11 257 500
Total :	**2 660 000**	**7 820 000**	**26 800 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Conseil Régional			
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Region de Mopti	0	200 000	152 000
Total :	**0**	**200 000**	**152 000**
LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
Region de Gao		179 950	
Total :		**179 950**	
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	0	5 698 294	4 917 414
Total :	**0**	**5 698 294**	**4 917 414**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	1 681 579	4 572 125	4 085 047
Total :	**1 681 579**	**4 572 125**	**4 085 047**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	0	56 764	48 226
Total :	**0**	**56 764**	**48 226**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	5 438 546	15 352 087	13 749 045
Total :	**5 438 546**	**15 352 087**	**13 749 045**
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	1 948 038	6 963 022	5 629 290
Total :	**1 948 038**	**6 963 022**	**5 629 290**
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	2 475 932	6 342 957	5 296 126
Total :	**2 475 932**	**6 342 957**	**5 296 126**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	1 716 876	3 084 643	2 494 972
Total :	**1 716 876**	**3 084 643**	**2 494 972**
REGION DE GAO			
Region de Gao	711 400	2 283 165	1 668 958
Region de Menaka		126 205	
Total :	**711 400**	**2 409 370**	**1 668 958**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	665 000	1 037 262	798 545
Total :	**665 000**	**1 037 262**	**798 545**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Conseil Régional			
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	665 000	2 059 000	712 639
Total :	**665 000**	**2 059 000**	**712 639**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	665 000	1 642 852	829 964
Total :	**665 000**	**1 642 852**	**829 964**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	4 500 000		4 500 000
Total :	**4 500 000**		**4 500 000**
Total	**41 871 870**	**82 430 622**	**95 869 782**
Conseil de Cercle			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Portion centrale	0	9 500	7 220
Total :	**0**	**9 500**	**7 220**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	10 843 137	23 469 672	21 172 401
Total :	**10 843 137**	**23 469 672**	**21 172 401**
REGION DE KAYES			
Cercle de Kayes	323 712	1 146 602	1 110 346
Cercle de Bafoulabé	137 176	434 993	417 416
Cercle de Diéma	30 123	252 547	242 317
Cercle de Kéniéba	30 123	303 777	294 468
Cercle de Kita	197 355	867 280	837 508
Cercle de Nioro du Sahel	30 073	450 321	443 352
Cercle de Yélimané	32 382	532 142	523 678
Total :	**780 944**	**3 987 662**	**3 869 085**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Conseil de Cercle			
REGION DE KOULIKORO			
Cercle de Koulikoro	3 392 581	5 980 966	5 705 472
Cercle de Banamba	15 747	230 848	225 711
Cercle de Dioïla	187 987	452 676	441 753
Cercle de Kangaba	19 527	175 405	164 484
Cercle de Kati	2 539 774	4 792 931	4 616 474
Cercle de Kolokani	4 407	216 869	210 227
Cercle de Nara	18 183	174 519	166 197
Total :	**6 178 206**	**12 024 214**	**11 530 318**
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Dioïla	0		19 000
Cercle de Kati	0		10 054
Cercle de Sikasso	603 756	1 679 647	1 612 243
Cercle de Bougouni	80 381	393 104	398 867
Cercle de Kadiolo	60 493	312 104	301 734
Cercle de Kolondiéba	19 309	159 472	154 574
Cercle de Koutiala	433 613	1 044 602	1 015 422
Cercle de Yanfolila	21 812	249 566	255 301
Cercle de Yorosso	43 685	262 075	244 296
Cercle de Ségou	0		950
Total :	**1 263 049**	**4 100 570**	**4 012 441**
REGION DE SEGOU			
Cercle de Ségou	4 885	552 323	533 582
Cercle de Barouéli	2 441	154 481	149 713
Cercle de Bla	2 441	134 244	129 909
Cercle de Macina	2 441	101 469	97 134
Cercle de Niono	2 441	125 801	121 658
Cercle de San	2 441	275 368	269 938
Cercle de Tominian	2 441	252 816	231 929
Total :	**19 531**	**1 596 502**	**1 533 863**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Conseil de Cercle			
REGION DE MOPTI			
Cercle de Mopti	299 103	857 556	826 585
Cercle de Bandiagara	44 828	249 920	242 815
Cercle de Bankass	26 048	201 144	191 113
Cercle de Djénné	25 248	119 028	113 327
Cercle de Douentza	3 408	155 057	150 309
Cercle de Koro	96 688	311 976	298 716
Cercle de Tenenkou	2 208	81 126	77 022
Cercle de Youwarou	2 208	76 385	72 282
Total :	**499 739**	**2 052 192**	**1 972 169**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Cercle de Tombouctou	103 482	907 267	889 158
Cercle de Diré	3 482	132 205	127 496
Cercle de Goundam	3 482	136 773	131 388
Cercle de Gourma-Rharous	3 482	132 062	127 376
Cercle de Niafunké	3 482	135 155	130 046
Total :	**117 410**	**1 443 462**	**1 405 464**
REGION DE GAO			
Cercle de Gao	230 615	692 253	666 259
Cercle d'Ansongo	0	134 013	133 980
Cercle de Bourem	0	71 960	69 755
Total :	**230 615**	**898 226**	**869 994**
REGION DE KIDAL			
Cercle de Kidal	3 246	756 433	738 585
Cercle d'Abeïbara	1 437	19 051	16 865
Cercle de Tessalit	1 437	20 203	17 795
Cercle de Tin-Essako	1 437	21 404	18 765
Total :	**7 557**	**817 091**	**792 010**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	0		16 263
Total :	**0**		**16 263**
Total	**19 940 188**	**50 399 091**	**47 181 228**
Commune			

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
MINISTERE DES SPORTS			
COMMUNE DE KALABANCORO	12 307	12 955	12 307
Total :	**12 307**	**12 955**	**12 307**
DISTRICT DE BAMAKO			
Commune I	39 719	1 845 422	2 239 204
Commune II	27 093	1 589 865	1 983 362
Commune III	17 340	2 227 244	2 615 412
Commune IV	41 637	2 049 784	2 438 087
Commune V	75 587	2 327 568	2 714 624
Commune VI	79 269	1 964 450	2 345 728
Total :	**280 645**	**12 004 333**	**14 336 417**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE BANGASSI	0	173 694	172 304
COMMUNE DE COLIMBINE	0	145 265	143 733
COMMUNE DE DIAMOU	0	195 148	193 007
COMMUNE DE DJELEBOU	0	241 714	238 348
COMMUNE DE FALEME	0	189 240	187 387
COMMUNE GORY-GOPELA	0	73 184	71 588
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	0	141 057	139 729
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	0	173 753	171 992
COMMUNE DE KARAKORO	0	95 786	92 764
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	5 992	291 891	286 780
COMMUNE DE KHOULOUM	0	311 893	310 175
COMMUNE DE KOUSSANE	0	169 431	164 982
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	0	196 781	194 953
COMMUNE DE LOGO	0	1 860 387	1 858 242
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	0	166 655	164 985
COMMUNE DE TAFARCIRGA	0	159 740	157 938
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	0	79 985	78 588
COMMUNE DE SADIOLA	0	322 792	320 588
COMMUNE DE SAHEL	0	103 857	101 185
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	0	195 475	193 503
COMMUNE DE SEGALA	0	206 077	204 202
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	0	160 189	156 440
COMMUNE DE SONY	0	123 890	122 909
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	0	78 590	77 012
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	0	54 568	53 596
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	0	52 836	51 964
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	0	68 977	68 085
COMMUNE URBAINE DE KAYES	31 636	3 208 178	3 194 254
COMMUNE DE BAFOULABE	13 260	727 967	723 150
COMMUNE BAMAFELE	0	342 013	340 794
COMMUNE DE DIAKON	0	228 592	227 221
COMMUNE DE DIALLAN	0	94 250	93 296
COMMUNE DE DIOHELI	0	132 287	131 345

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOUNDIAN	0	236 614	235 652
COMMUNE DE MAHINA	0	470 196	468 748
COMMUNE DE NIAMBIA	0	68 005	67 251
COMMUNE DE OUALIA	0	259 334	258 324
COMMUNE DE TOMORA	4 746	323 216	318 915
COMMUNE DE GOUNFAN	0	62 781	62 135
COMMUNE DE KOUTELA	0	136 777	135 743
COMMUNE DE SIDIBELA	0	87 183	86 416
COMMUNE DE BEMA	0	81 249	80 326
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	0	209 775	208 652
COMMUNE DE DIANGUIRDE	0	90 460	89 742
COMMUNE DE DIEMA	7 993	483 118	478 325
COMMUNE DE DIEOURA	0	97 896	97 197
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	0	139 971	136 978
COMMUNE DE GUEDIBINE	0	33 485	32 803
COMMUNE DE FASSOUDEBE	0	37 818	36 865
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	0	91 547	90 162
COMMUNE DE GROUMERA	0	27 580	26 560
COMMUNE DE LAKAMANE	0	122 159	121 427
COMMUNE DE LAMBIDOU	0	111 576	110 855
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	0	102 390	101 647
COMMUNE DE SANSANKIDE	0	51 087	50 503
COMMUNE URBAINE DE FATAO	0	113 285	112 717
COMMUNE DE BAYE	0	105 096	103 808
COMMUNE DE DABIA	0	165 231	163 953
COMMUNE DE DIALAFARA	0	209 662	208 220
COMMUNE DE DOMBIA	0	53 317	52 174
COMMUNE DE FALEA	0	86 778	85 545
COMMUNE DE FARABA	0	81 094	79 930
COMMUNE DE GUENEGORE	0	128 459	127 236
COMMUNE DE KASSAMA	0	231 612	230 041
COMMUNE DE KENIEBA	10 193	687 185	681 587
COMMUNE DE KOUROUKOTO	0	58 534	57 440

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE SAGALO	0	151 904	150 641
COMMUNE DE SITAKILLY	0	302 614	300 453
COMMUNE DE BENDOUGOU	0	158 815	157 924
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	0	107 433	106 820
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	0	123 714	123 093
COMMUNE DE DJIDIAN	0	240 166	239 205
COMMUNE DE GADOUGOU I	0	205 513	204 483
COMMUNE DE GADOUGOU II	0	64 089	63 422
COMMUNE DE KASSARO	0	249 581	248 349
COMMUNE DE KITA NORD	0	97 420	96 904
COMMUNE DE BOUDOFO	0	87 804	87 332
COMMUNE DE KITA OUEST	0	212 854	211 956
COMMUNE DE BADIA	0	136 735	136 094
COMMUNE DE KOBRI	0	94 798	94 026
COMMUNE DE KOULOU	0	78 407	77 785
COMMUNE DE MADINA	0	228 718	227 818
COMMUNE DE KOTOUBA	0	63 933	63 438
COMMUNE DE MAKANO	0	121 737	121 033
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	0	89 878	89 197
COMMUNE DE NIANTANSO	0	40 164	39 734
COMMUNE DE SABOULA	0	89 101	88 539
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	0	98 493	97 912
COMMUNE DE SEBEKORO	6 502	598 260	593 654
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	0	102 974	102 375
COMMUNE DE DJOUGOUN	0	96 548	95 974
COMMUNE DE DINDANKO	0	92 090	91 578
COMMUNE DE SEFETO NORD	0	120 129	119 462
COMMUNE DE SEFETO OUEST	0	171 518	170 699
COMMUNE DE SENKO	0	81 313	80 710
COMMUNE DE SIRAKORO	0	117 142	116 323
COMMUNE DE TAMBAGA	0	107 012	106 418
COMMUNE DE TOUKOTO	4 638	160 976	157 543
COMMUNE DE KOKOFATA	0	142 309	141 341

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE URBAINE DE KITA	17 979	1 554 023	1 546 748
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	0	44 442	44 008
COMMUNE DE BANIERE-KORE	0	52 157	51 287
COMMUNE DE DIABIGUE	0	55 615	54 652
COMMUNE DE DIARRA	0	77 365	76 082
COMMUNE DE DIAYE-COURA	0	82 102	79 890
COMMUNE DE GAVINANE	0	95 729	94 350
COMMUNE DE GOGUI	0	155 159	152 034
COMMUNE DE GUETEMA	0	65 092	64 037
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	0	98 588	97 348
COMMUNE DE KORERA-KORE	0	90 379	89 356
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	0	110 218	108 571
COMMUNE DE SANDARE	0	285 240	283 948
COMMUNE DE SIMBI	0	76 099	74 429
COMMUNE DE YERERE	0	138 218	135 212
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUMBE	0	112 474	111 421
COMMUNE URBAINE YOURI	0	73 876	72 078
COMMUNE URBAINE DE NIORO	8 557	837 543	827 070
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	0	321 653	320 196
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	0	93 962	92 847
COMMUNE DE FANGA	0	59 174	58 166
COMMUNE DE GORY	0	115 024	113 386
COMMUNE DE GUIDIME	0	384 494	381 500
COMMUNE DE KREMIS	0	72 319	71 156
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	0	302 376	300 574
COMMUNE DE KONSIGA	0	87 525	86 533
COMMUNE DE MAREKAFFO	0	43 436	42 400
COMMUNE DE SOUMPOU	0	34 635	33 561
COMMUNE DE TRINGA	0	85 798	84 517
COMMUNE URBAINE DE TOYA	0	52 850	51 718
Total :	**111 496**	**26 502 319**	**26 286 226**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DINANDOUGOU	0	148 926	147 942
COMMUNE DE KOULA	0	161 282	160 195
COMMUNE DE DOUMBA	0	128 573	127 960
COMMUNE DE MEGUETAN	0	437 426	436 285
COMMUNE DE NYAMINA	0	243 217	241 682
COMMUNE DE SIRAKOROLA	0	264 983	263 588
COMMUNE DE TIENFALA	0	163 334	162 759
COMMUNE DE TOUGOUNI	0	111 449	110 685
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	15 560	1 995 703	1 989 322
COMMUNE DE BANAMBA	10 323	698 082	692 748
COMMUNE DE BEN KADI	0	110 683	110 049
COMMUNE DE BORON	0	251 119	243 604
COMMUNE DE SEBETE	0	51 932	50 275
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	0	238 959	237 003
COMMUNE DE KIBAN	0	83 698	82 866
COMMUNE DE MADINA-SACKO	0	203 068	196 702
COMMUNE DE TOUBACORO	0	143 053	139 443
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	0	86 081	85 349
COMMUNE DE BANCO	0	181 834	180 233
COMMUNE DE BENKADI	0	66 334	65 650
COMMUNE DE BINKO	0	158 562	157 416
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	101 266	100 450
COMMUNE DE DIEDOUGOU	4 457	341 122	336 686
COMMUNE DE DIOUMAN	0	95 728	94 844
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	0	79 997	79 130
COMMUNE DE GUEGNEKA	10 522	720 352	714 492
COMMUNE DE KALADOUGOU	13 617	974 931	968 743
COMMUNE DE KEMEKAFO	0	159 912	158 653
COMMUNE DE KERELA	0	112 718	111 876
COMMUNE DE MASSIGUI	0	285 504	283 165
COMMUNE DE NANGOLA	0	143 532	142 514
COMMUNE DE NIANTJILA	0	80 581	79 600
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	0	123 214	122 174

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DIEBE	0	54 341	53 551
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	0	65 603	64 655
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	0	105 768	104 693
COMMUNE DE TENINDOUGOU	0	102 437	101 552
COMMUNE DE WACORO	0	109 212	108 291
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	0	203 973	202 647
COMMUNE DE JEKAFO	0	67 930	67 192
COMMUNE DE KILIDOUGOU	0	106 349	105 335
COMMUNE DE BENKADI	0	143 266	142 432
COMMUNE DE SELEFOUGOU	0	64 940	64 332
COMMUNE DE MINIDIAN	7 408	688 790	684 086
COMMUNE DE NARENA	0	244 881	244 001
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	0	117 368	116 744
COMMUNE DE NOUGA	0	114 987	114 188
COMMUNE DE KANIOGO	0	233 869	232 825
COMMUNE DE KARAN	0	97 841	97 160
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	0	139 409	138 516
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	16 203	1 087 802	1 081 582
COMMUNE DE BANCOUMANA	0	265 891	264 558
COMMUNE DE BOSSOFLA	0	137 846	136 960
COMMUNE DE BOUGOULA	0	118 317	117 626
COMMUNE DE DABAN	0	132 879	132 207
COMMUNE DE DIALAKOROBA	0	290 796	289 767
COMMUNE DE DIALAKORODJI	0	209 966	208 256
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	82 903	82 142
COMMUNE DE DIO GARE	0	199 168	198 356
COMMUNE DE DOGODOUMAN	0	196 679	195 868
COMMUNE DE DOMBILA	0	97 677	96 978
COMMUNE DE FARABA	0	74 501	73 864
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	0	52 831	52 293
COMMUNE DE KALABANCORO	39 773	2 265 923	2 254 431
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	0	108 771	108 082
COMMUNE DE KAMBILA	0	252 938	252 071

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KOUROUBA	0	88 859	88 285
COMMUNE DE MANDE	0	723 670	712 487
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	0	233 893	232 866
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	0	147 895	146 974
COMMUNE DE NIAGADINA	0	80 135	79 474
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	0	386 578	385 506
COMMUNE DE N'GOURABA	0	173 254	172 456
COMMUNE DE N'TJIBA	0	122 678	121 648
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	0	636 902	634 053
COMMUNE DE SAFO	0	198 427	197 647
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	0	108 163	107 450
COMMUNE DE SANANKOROBA	0	482 654	481 132
COMMUNE DE SIBY	0	280 999	279 685
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	0	83 474	82 893
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	0	145 714	145 064
COMMUNE DE DIAGO	0	106 943	106 271
COMMUNE DE TIELE	0	139 188	138 406
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	0	103 958	103 237
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	18 327	543 296	538 251
COMMUNE DE KATI	22 229	2 040 882	2 032 946
COMMUNE DE SOBRA	0	64 705	64 118
COMMUNE DE DIDIENI	0	223 520	222 182
COMMUNE DE GUIHOYO	0	173 479	172 533
COMMUNE DE KOLOKANI	40 466	955 243	948 216
COMMUNE DE MANSATONLA	0	254 888	247 061
COMMUNE DE NONKON	0	152 118	151 173
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	3 186	393 055	389 005
COMMUNE DE OUOLODO	0	121 856	120 915
COMMUNE DE SAGABALA	0	143 803	142 919
COMMUNE DE SEBECORO I	0	178 847	177 869
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	0	157 453	156 684
COMMUNE DE ALLAHINA	0	67 099	64 456
COMMUNE DE DABO	0	63 208	60 583

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DILLY	0	134 747	130 475
COMMUNE DE DOGOFRY	0	238 652	231 002
COMMUNE DE FALLOU	0	206 395	201 104
COMMUNE DE GUENEIBE	0	40 475	38 338
COMMUNE DE GUIRE	0	73 127	72 402
COMMUNE DE KORONGA	0	43 790	42 219
COMMUNE DE NARA	8 957	668 569	656 668
COMMUNE DE NIAMANA	0	200 098	194 123
COMMUNE DE OUAGADOU	0	161 831	157 294
Total :	**211 028**	**28 927 527**	**28 689 394**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE GUEGNEKA	0		19 000
COMMUNE DE WATENI	0	83 444	82 660
COMMUNE DE ZANIENA	0	86 701	85 926
COMMUNE DE MINIKO	0	50 754	50 109
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	0	39 710	39 022
COMMUNE DE NIENA	10 870	567 652	561 307
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	6 149	174 474	170 525
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	0	54 568	53 867
COMMUNE DE FARAKALA	0	124 351	123 541
COMMUNE DE KOFAN	0	130 273	129 418
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	0	129 042	127 981
COMMUNE DE LOBOUGOULA	0	169 961	168 650
COMMUNE DE KOLOKOBA	0	65 282	64 500
COMMUNE DE SANZANA	0	81 952	81 144
COMMUNE DE DOUMANABA	0	120 258	119 745
COMMUNE DE KOUROUMA	0	98 010	96 996
COMMUNE DE KIGNAN	6 813	192 490	188 159
COMMUNE DE TELLA	0	47 201	46 242
COMMUNE DE KOUMANKOU	0	57 129	56 364
COMMUNE DE DIALAKORO	0	34 853	34 921
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	0	62 250	61 462
COMMUNE DE DANDERESSO	0	158 579	157 154
COMMUNE DE KLELA	6 400	172 124	167 961
COMMUNE DE FAMA	0	72 997	72 153
COMMUNE DE GONGASSO	0	115 634	114 821
COMMUNE DE KOUORO	0	75 801	74 854
COMMUNE DE KABARASSO	0	42 213	41 422
COMMUNE DE DOGONI	0	71 370	70 501
COMMUNE DE BLENDIO	0	101 143	100 168
COMMUNE DE BENKADI	0	90 579	89 690
COMMUNE DE DEMBELA	0	87 528	86 619
COMMUNE DE TIANKADI	0	39 160	38 448
COMMUNE DE PIMPERNA	0	40 235	39 426

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE NATIEN	0	44 638	43 901
COMMUNE DE MISSIRIKORO	0	43 860	43 218
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	0	30 742	30 115
COMMUNE DE KAPALA	0	59 061	58 482
COMMUNE DE FINKOLO	0	99 715	98 783
COMMUNE DE KAFOZIELA	0	31 444	30 714
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	0	31 611	30 894
COMMUNE DE DIOMATENE	0	44 206	43 566
COMMUNE DE KABOILA	0	147 260	145 843
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	30 511	3 521 916	3 494 745
COMMUNE DE MIRIA	0	84 816	83 922
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	0	146 796	145 293
COMMUNE DE KOUMANTOU	15 084	650 349	643 450
COMMUNE DE GARALO	8 142	173 143	168 603
COMMUNE DE DEFINA	0	46 851	46 079
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	0	27 471	26 905
COMMUNE DE SANSO	0	134 464	133 453
COMMUNE DE DOMBA	0	100 571	99 694
COMMUNE DE WOLA	0	85 561	84 738
COMMUNE DE DEBELIN	0	58 916	58 177
COMMUNE DE MERIDIELA	0	65 276	64 451
COMMUNE DE DOGO	0	210 846	209 211
COMMUNE DE KELEYA	0	108 494	126 300
COMMUNE DE SYEN TOULA	0	64 600	63 817
COMMUNE DE OUROUN	0	36 423	35 771
COMMUNE DE FARAGOUARAN	0	51 343	50 513
COMMUNE DE SIDO	0	101 102	99 939
COMMUNE DE KOKELE	0	44 384	43 718
COMMUNE DE KOLA	0	39 282	38 604
COMMUNE DE FARADIELE	0	41 252	40 748
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	18 484	958 252	943 930
COMMUNE DE DANON	0	89 562	88 623
COMMUNE DE KOUROULAMINI	0	54 648	54 031

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	0	75 704	74 688
COMMUNE DE SIBIRILA	0	116 140	114 897
COMMUNE DE YININDOUGOU	0	55 133	54 401
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	0	51 829	51 053
COMMUNE DE DIOUMATENE	0	57 632	56 847
COMMUNE DE DIOU	0	23 990	23 246
COMMUNE DE ZEGOUA	0	111 371	110 176
COMMUNE DE KADIOLO	15 008	694 243	685 689
COMMUNE DE KAI	0	35 929	35 065
COMMUNE DE NIMBOUGOU	0	49 706	48 956
COMMUNE DE LOULOUNI	0	195 255	193 547
COMMUNE DE MISSENI	0	79 505	78 449
COMMUNE DE FOUROU	0	273 899	272 419
COMMUNE DE KOLONDIEBA	15 647	540 940	533 539
COMMUNE DE N'GOLODIANA	0	50 748	50 120
COMMUNE DE BOUGOULA	0	45 081	44 526
COMMUNE DE FAKOLA 1	0	84 957	83 969
COMMUNE DE FARAKO	0	70 123	69 281
COMMUNE DE KADIANA	0	90 388	89 434
COMMUNE DE NANGALASSO	0	77 296	76 532
COMMUNE DE TIONGUI	0	55 440	54 767
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	0	42 104	41 472
COMMUNE DE KOLOSSO	0	41 648	41 004
COMMUNE DE KEBILA	0	187 827	186 400
COMMUNE DE MENA	0	86 524	85 773
COMMUNE DE M'PESSOBA	7 275	492 617	486 332
COMMUNE DE MIENA	0	74 748	74 028
COMMUNE DE KAFO FABOLI	0	60 608	59 899
COMMUNE DE N'TOSSONI	0	55 688	55 133
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	0	73 346	72 763
COMMUNE DE FAKOLO	0	112 762	112 086
COMMUNE DE NIANTAGA	0	61 787	61 243
COMMUNE DE KOUNIANA	0	17 185	16 717

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE SOROBASSO	0	26 689	26 168
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	0	92 733	91 944
COMMUNE DE SINCINA	0	162 171	161 201
COMMUNE DE ZEBALA	0	69 971	69 163
COMMUNE DE N'GOUTJINA	0	82 967	82 215
COMMUNE DE KAPALA	0	47 186	46 385
COMMUNE DE KONSEGUELA	0	163 068	162 102
COMMUNE DE KONINA	0	45 512	44 818
COMMUNE DE ZANGASSO	6 369	129 090	125 249
COMMUNE DE SINKOLO	0	35 571	34 925
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	26 960	1 703 020	1 685 384
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	0	12 291	11 608
COMMUNE DE GOUADJI KAO	0	43 754	43 140
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	0	53 107	52 437
COMMUNE DE KOLONIGUE	0	122 273	121 409
COMMUNE DE KONINGUE	0	84 684	83 912
COMMUNE DE KOROMO	0	51 942	51 405
COMMUNE DE LOGOUANA	0	29 807	29 178
COMMUNE DE NAFANGA	0	41 396	40 820
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	0	43 307	42 628
COMMUNE DE SONGOUA	0	36 539	35 964
COMMUNE DE YOGNOGO	0	28 335	27 737
COMMUNE DE ZANFIGUE	0	48 139	47 419
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	36 189	35 641
COMMUNE DE FAGUI	0	50 494	49 842
COMMUNE DE NAMPE	0	35 593	35 043
COMMUNE DE TAO	0	53 874	53 342
COMMUNE DE ZANINA	0	42 992	42 467
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	19 328	639 677	631 754
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	0	66 395	65 553
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	0	34 775	34 048
COMMUNE DE BAYA	0	136 399	135 001
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	0	50 983	47 870

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE DJALLON FOULA	0	60 167	59 288
COMMUNE DE GOUANAN	0	158 753	157 287
COMMUNE DE GOUANDIAKA	0	146 171	144 725
COMMUNE DE KOUSSAN	0	83 425	82 571
COMMUNE DE SANKARANI	0	51 777	50 334
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	0	97 307	96 115
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	0	71 009	69 930
COMMUNE DE KARANGANA	0	127 782	126 879
COMMUNE DE YOROSSO	7 918	643 714	637 577
COMMUNE DE KIFFOSSO	0	96 279	95 277
COMMUNE DE MENAMBA I	0	47 613	46 910
COMMUNE DE BOURA	0	116 654	115 747
COMMUNE DE KOUMBIA	0	65 588	64 611
COMMUNE DE KOURY	0	279 589	277 899
COMMUNE DE OURIKELA	0	104 326	103 389
COMMUNE DE MAHOU	0	52 553	51 712
Total :	**200 958**	**21 512 356**	**21 307 461**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	0	59 296	58 642
COMMUNE DE DJEDOUGOU	0	27 674	27 035
COMMUNE DE DIORO	0	237 111	235 641
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	3 757	71 370	67 966
COMMUNE DE SEBOUGOU	0	282 689	281 765
COMMUNE DE PELENGANA	0	614 541	612 180
COMMUNE DE N'GARA	0	121 610	121 000
COMMUNE DE MASSALA	0	132 807	132 242
COMMUNE DE KONODIMINI	0	122 648	121 905
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	0	41 397	40 968
COMMUNE DE SAKOIBA	0	135 599	134 910
COMMUNE DE SANSANDING	0	114 858	112 061
COMMUNE DE SIBILA	0	41 461	40 859
COMMUNE DE DIOUNA	0	37 573	36 723
COMMUNE DE FATINE	0	63 906	63 043
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	0	27 234	26 615
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	0	40 676	39 426
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	0	42 891	41 676
COMMUNE DE BELLEN	0	30 215	29 118
COMMUNE DE BOUSSIN	0	70 643	70 054
COMMUNE DE MARKALA	12 051	897 793	891 474
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	0	54 152	53 676
COMMUNE DE SOUBA	0	118 522	117 767
COMMUNE DE CINZANA	0	146 953	145 961
COMMUNE DE FARAKO	0	108 696	108 101
COMMUNE DE SAMINE	0	45 489	44 960
COMMUNE DE KATIENA	0	74 395	73 512
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	0	175 706	174 267
COMMUNE DE TOGOU	0	57 701	57 088
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	26 902	3 265 305	3 249 883
COMMUNE DE BAROUELI	11 744	432 722	427 111
COMMUNE DE KONONBOUGOU	0	276 550	275 150
COMMUNE DE KALAKE	0	87 937	86 270

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE N'GASSOLA	0	45 763	44 950
COMMUNE DE BOIDIE	0	115 069	114 236
COMMUNE DE TAMANI	0	109 086	108 384
COMMUNE DE SANANDO	0	131 543	130 438
COMMUNE DE GOUENDO	0	59 172	58 565
COMMUNE DE SOMO	0	59 568	58 289
COMMUNE DE DOUGOUFIE	0	54 285	53 092
COMMUNE DE TESSERLA	0	45 047	44 559
COMMUNE DE TIEMENA	0	49 547	47 853
COMMUNE DE NIALA	0	76 697	76 162
COMMUNE DE DIARAMANA	0	171 749	170 818
COMMUNE DE KEMENI	0	88 794	88 116
COMMUNE DE SOMASSO	0	104 537	103 921
COMMUNE DE DOUGOUOLO	0	67 276	66 427
COMMUNE DE BLA	10 784	718 211	712 108
COMMUNE DE FALO	0	110 982	109 904
COMMUNE DE YANGASSO	4 705	245 110	233 857
COMMUNE DE BEGUENE	0	54 687	54 107
COMMUNE DE KORODOUGOU	0	70 018	69 486
COMMUNE DE KAZANGASSO	0	56 928	56 389
COMMUNE DE FANI	0	81 121	78 879
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	0	12 872	11 861
COMMUNE DE TOUNA	0	136 906	135 851
COMMUNE DE DIENA	0	50 647	48 548
COMMUNE DE SAMABOGO	0	65 798	65 168
COMMUNE DE MACINA	8 698	656 311	649 551
COMMUNE DE KOLONGO	0	230 725	229 605
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	0	148 585	147 938
COMMUNE DE BOKY WERE	0	79 163	78 534
COMMUNE DE TONGUE	0	64 026	63 163
COMMUNE DE SALOBA	6 107	223 526	218 303
COMMUNE DE FOLOMANA	0	56 245	55 721
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	0	113 092	110 180

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANA	0	181 701	171 966
COMMUNE DE SOULEYE	0	67 391	66 837
COMMUNE DE MATOMO	0	92 338	91 391
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	0	90 551	89 831
COMMUNE DE DOGOFRY	0	93 186	92 191
COMMUNE DE NIONO	18 617	916 514	904 741
COMMUNE DE MARIKO	0	101 272	100 422
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	0	114 217	113 368
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	0	124 658	123 512
COMMUNE DE SOKOLO	0	94 365	93 563
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	0	63 460	62 648
COMMUNE DE SIRIBALA	0	157 693	156 442
COMMUNE DE NAMPALARI	0	12 364	11 822
COMMUNE DE POGO	0	60 447	59 820
COMMUNE DE DIABALY	0	140 643	136 208
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	0	60 046	59 526
COMMUNE DE N' TOROSSO	0	71 439	70 839
COMMUNE DE DIELI	0	86 238	85 483
COMMUNE DE NIASSO	0	76 867	76 262
COMMUNE DE N'GOA	0	54 297	53 769
COMMUNE DE TENENI	0	69 685	69 208
COMMUNE DE SIADOUGOU	0	58 583	57 219
COMMUNE DE SY	0	38 650	38 090
COMMUNE DE FION	0	33 443	32 952
COMMUNE DE OUOLON	0	47 338	46 740
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	0	59 091	58 663
COMMUNE DE TENE	0	72 342	71 555
COMMUNE DE DAH	0	66 740	66 119
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	0	86 660	86 059
COMMUNE DE KARABA	0	52 695	52 120
COMMUNE DE WAKI	0	59 217	58 244
COMMUNE DE NIAMANA	0	36 203	35 726
COMMUNE DE KANIEGUE	0	73 977	73 471

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE KAVA	5 537	255 779	243 430
COMMUNE DE MORIBILA	0	73 120	72 498
COMMUNE DE KASSOROLA	0	90 379	89 645
COMMUNE DE SOMO	0	28 934	28 544
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	0	35 239	34 818
COMMUNE DE DJEGUENA	0	52 803	52 404
COMMUNE URBAINE DE SAN	15 968	1 441 659	1 432 832
COMMUNE DE BEBENA	0	184 017	183 111
COMMUNE DE OUAN	0	72 002	71 456
COMMUNE DE DIORA	0	88 449	87 097
COMMUNE DE LANFIALA	0	36 485	36 003
COMMUNE DE KOULA	0	105 093	103 073
COMMUNE DE FANGASSO	0	128 716	126 941
COMMUNE DE SANEKUY	0	114 439	113 506
COMMUNE DE YASSO	0	126 589	125 027
COMMUNE DE MAFOUNE	0	149 113	148 063
COMMUNE DE TIMISSA	0	100 442	98 771
COMMUNE DE MANDIAKUY	0	144 345	143 126
COMMUNE DE TOMINIAN	14 439	531 032	521 624
Total :	**139 309**	**19 584 152**	**19 372 788**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE SOCOURA	2 677	244 116	240 145
COMMUNE DE DIALLOUBE	0	79 229	78 197
COMMUNE DE FATOMA	0	136 500	135 574
COMMUNE DE KONNA	0	187 200	185 915
COMMUNE DE KOROMBANA	0	98 981	97 953
COMMUNE DE KOUNARI	0	47 334	46 530
COMMUNE DE OURO-MODI	0	33 061	32 399
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	0	58 577	57 677
COMMUNE DE SIO	0	168 698	167 618
COMMUNE DE SOYE	0	30 603	29 701
COMMUNE DE BORONDOUGOU	0	72 716	71 962
COMMUNE DE SASALBE	0	18 175	17 509
COMMUNE DE KOUBAYE	0	29 461	28 609
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	19 547	1 835 158	1 818 777
COMMUNE DE BASSIROW	0	38 373	37 786
COMMUNE DE DOUCOUMBO	0	159 650	154 839
COMMUNE DE DOUROU	0	132 149	127 375
COMMUNE DE DOGANI BERE	0	20 099	18 980
COMMUNE DE KENDE	0	31 325	29 788
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	0	27 422	26 405
COMMUNE DE METOUMOU	0	57 284	54 745
COMMUNE DE PELOU	0	46 474	44 625
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	0	102 716	100 322
COMMUNE DE PIGNARI	0	65 405	63 003
COMMUNE DE SANGHA	4 790	246 033	237 058
COMMUNE DE SOROLY	0	46 484	43 944
COMMUNE DE WADOUBA	0	182 292	176 830
COMMUNE DE DANDOLI	0	49 600	47 517
COMMUNE DE BORKO	0	28 354	26 220
COMMUNE DE DIAMNATI	0	48 038	45 773
COMMUNE DE SEGUE-IRE	0	44 283	42 220
COMMUNE DE TIMIRI	0	60 330	58 141
COMMUNE DE BARA-SARA	0	59 771	56 856

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE KENDIE	0	85 714	80 819
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	9 276	706 968	701 343
COMMUNE DE ONDOUGOU	0	34 848	32 828
COMMUNE DE BAYE	0	209 713	203 361
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	0	86 301	83 298
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	0	117 650	114 015
COMMUNE DE KANI-BOZON	0	96 709	93 662
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	0	57 217	54 506
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	0	54 873	52 368
COMMUNE DE OUONKORO	0	83 952	81 049
COMMUNE DE SEGUE	0	104 731	100 588
COMMUNE DE SOKOURA	0	171 632	165 467
COMMUNE DE SOUBALA	0	48 752	47 149
COMMUNE DE TORI	0	89 527	86 167
COMMUNE DE BANKASS	7 306	453 690	446 799
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	0	65 444	63 927
COMMUNE DE DERRARY	0	61 504	60 180
COMMUNE DE KEWA	0	72 097	71 023
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	0	120 855	118 722
COMMUNE DE OURO ALI	0	49 539	48 717
COMMUNE DE PONDORI	0	43 818	42 761
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	0	58 535	57 774
COMMUNE DE MADIAMA	0	84 874	83 811
COMMUNE DE NIANSANARIE	0	52 958	51 864
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	4 497	481 072	474 924
COMMUNE DE FAKALA	3 606	187 855	182 744
COMMUNE DE FEMAYE	0	70 362	68 767
COMMUNE DE DALLAH	0	34 610	33 593
COMMUNE DE DANGOL-BORE	0	102 686	99 717
COMMUNE DE DEBERE	0	50 165	48 701
COMMUNE DE DIANWELY	0	37 999	36 562
COMMUNE DE DJAPTODJI	0	86 667	84 437
COMMUNE DE GANDAMIA	0	51 050	49 932

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE HAIRE	0	63 676	61 053
COMMUNE DE KORAROU	0	15 886	15 052
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	0	66 116	64 245
COMMUNE DE MONDORO	0	76 402	72 765
COMMUNE DE TEDIE	0	43 942	42 399
COMMUNE DE HOMBORI	0	83 035	79 623
COMMUNE DE PETAKA	0	46 134	44 645
COMMUNE DE KERENA	0	9 789	9 094
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	7 509	641 419	634 927
COMMUNE DE BAMBA	0	92 300	89 479
COMMUNE DE BARAPIRELI	0	132 168	129 369
COMMUNE DE BONDO	0	95 551	91 704
COMMUNE DE DIANKABOU	0	60 363	58 805
COMMUNE DE DINANGOUROU	0	74 611	71 705
COMMUNE DE DIOUNGANI	2 336	121 491	115 573
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	0	80 655	78 745
COMMUNE DE KASSA	0	70 243	67 307
COMMUNE DE KOPORO - NA	0	2 940	2 792
COMMUNE DE KOPORO - PEN	0	88 015	84 573
COMMUNE DE MADOUGOU	4 056	175 148	168 362
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	0	56 445	55 249
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	0	97 941	96 415
COMMUNE DE YORO	0	48 733	46 616
COMMUNE DE YOUDIOU	0	87 186	84 330
COMMUNE DE KORO	9 628	1 026 336	1 013 165
COMMUNE DE DIAFARABE	0	118 404	116 949
COMMUNE DE DIONDORI	0	91 311	89 995
COMMUNE DE KARERI	0	110 447	109 341
COMMUNE DE OURO-ARDO	0	44 346	43 548
COMMUNE DE OURO-GUIRE	0	27 624	26 964
COMMUNE DE SOUGOULBE	0	25 392	24 744
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	0	36 385	35 658
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	0	78 585	77 035

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE DIAKA	0	92 085	91 194
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	4 461	314 566	311 036
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	0	36 016	35 234
COMMUNE DE DEBOYE	0	62 080	60 918
COMMUNE DE DIRMA	0	48 443	47 728
COMMUNE DE DONGO	0	73 010	71 872
COMMUNE DE FARIMAKE	0	71 629	70 025
COMMUNE DE N'DODJIGA	0	60 296	59 289
COMMUNE DE YOUWAROU	3 373	350 854	345 759
Total :	**83 062**	**13 598 256**	**13 317 849**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE BER	0	105 547	100 713
COMMUNE DE BOUREM-INALY	0	59 957	56 888
COMMUNE DE LAFIA	0	54 345	51 715
COMMUNE DE ALAFIA	0	146 794	142 279
COMMUNE DE SALAM	0	60 347	57 619
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	10 198	3 473 215	3 463 364
COMMUNE DE BINGA	0	25 664	24 723
COMMUNE ARHAM	0	41 113	40 182
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	0	60 534	58 485
COMMUNE DE DANGHA	0	42 874	41 052
COMMUNE DE GARBAKOIRA	0	50 559	49 158
COMMUNE DE HAIBONGO	0	49 965	47 958
COMMUNE DE KIRCHAMBA	0	25 236	24 276
COMMUNE DE KONDI	0	17 177	16 404
COMMUNE DE SARE-YAMOU	0	48 132	46 263
COMMUNE DE TIENKOUR	0	25 698	24 677
COMMUNE DE TINDIRMA	0	23 688	22 820
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	0	16 807	15 953
COMMUNE URBAINE DE DIRE	6 136	352 563	344 465
COMMUNE DE ALZOUNOUB	0	13 668	12 969
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	0	32 880	31 271
COMMUNE DE DOUEKIRE	0	55 601	53 266
COMMUNE DE ADARMALANE	0	14 280	13 587
COMMUNE DE GARGANDO	0	36 289	35 097
COMMUNE DE ISSA-BERY	0	28 007	26 734
COMMUNE DE KANEYE	0	20 969	20 287
COMMUNE DE DOUKOURIA	0	21 069	20 239
COMMUNE DE M' BOUNA	0	35 586	34 431
COMMUNE DE TILEMSI	0	24 304	23 123
COMMUNE DE TELE	0	29 063	27 724
COMMUNE DE ESSAKANE	0	40 927	39 603
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	0	25 559	24 739
COMMUNE DE TIN AICHA	0	23 223	22 477

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	0	148 964	144 614
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	6 767	307 706	301 034
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	0	44 025	42 093
COMMUNE DE BANICANE	0	90 888	87 702
COMMUNE DE GOSSI	0	94 893	90 088
COMMUNE DE HARIBOMO	0	26 033	25 021
COMMUNE DE INADIATAFANE	0	21 923	20 983
COMMUNE DE RHAROUS	5 032	310 696	303 120
COMMUNE DE HANZAKONA	0	22 945	21 960
COMMUNE DE SERERE	0	56 577	54 426
COMMUNE DE OUINERDENE	0	13 929	13 150
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	4 912	233 653	228 193
COMMUNE DE KOUMAIRA	0	49 292	47 006
COMMUNE DE LERE	3 251	76 934	70 667
COMMUNE DE N' GOURKOU	0	60 427	57 625
COMMUNE DE SOBOUNDOU	0	181 508	180 188
COMMUNE DE SOUMPI	0	53 062	50 168
COMMUNE DE DIANKE	0	27 515	26 065
COMMUNE DE FITTOUGA	0	81 633	77 892
Total :	**36 296**	**6 984 243**	**6 856 536**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
	Commune		
REGION DE GAO			
COMMUNE DE ANCHAWADI	0	273 923	269 732
COMMUNE DE GABERO	0	315 310	310 999
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	2 669	523 445	514 717
COMMUNE DE N'TILLIT	0	271 639	266 696
COMMUNE DE SONY-ALIBER	0	635 360	626 379
COMMUNE DE TILEMSI	0	167 972	164 315
COMMUNE URBAINE DE GAO	11 476	1 936 752	1 919 106
COMMUNE DE BARA	0	202 396	199 158
COMMUNE DE BOURRA	0	253 557	249 587
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	0	255 070	250 280
COMMUNE DE TALATAYE	0	55 603	54 138
COMMUNE DE TESSIT	0	79 671	78 141
COMMUNE DE TIM HAMA	0	79 861	78 071
COMMUNE DE ANSONGO	10 532	770 485	762 790
COMMUNE DE BAMBA	0	284 326	279 251
COMMUNE DE TABOYE	0	345 095	341 155
COMMUNE DE TARKINT	0	162 583	159 892
COMMUNE DE TEMERA	0	139 698	136 052
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	9 800	728 469	717 630
Total :	**34 477**	**7 481 215**	**7 378 089**
REGION DE KIDAL			
COMMUNE D'ANEFIF	0	70 314	69 522
COMMUNE D'ESSOUK	0	65 298	64 409
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	2 001	589 328	580 512
COMMUNE DE ABEIBARA	2 001	77 574	74 040
COMMUNE DE TINZAWATENE	0	21 424	20 646
COMMUNE DE BOGHASSA	0	42 114	41 286
COMMUNE DE TESSALIT	2 001	254 270	249 941
COMMUNE D'ADJELHOC	0	139 850	134 063
COMMUNE DE TIMTAGHENE	0	23 401	22 586
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	2 001	100 208	96 630
COMMUNE D'INTADJEDITE	0	22 833	22 213
Total :	**8 004**	**1 406 614**	**1 375 848**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagemen 2019	Crédits de Paiement 2018	Crédits de Paiement 2019
Commune			
Total	**1 117 582**	**138 013 970**	**138 932 915**
Déconcentré			
REGION DE GAO			
Region de Menaka		883 832	
Total :		**883 832**	
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	3 800	28 000	23 180
Total :	**3 800**	**28 000**	**23 180**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	22 800	212 665	1 197 821
Total :	**22 800**	**212 665**	**1 197 821**
Total	**26 600**	**1 124 497**	**1 221 001**
Crédits Globaux			
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Portion centrale	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total :	**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	2 000 000	7 669 409	9 669 409
Total :	**2 000 000**	**7 669 409**	**9 669 409**
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
Portion centrale	0	1 600 000	1 600 000
Total :	**0**	**1 600 000**	**1 600 000**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	0	5 000 000	13 064 428
Total :	**0**	**5 000 000**	**13 064 428**
Total	**42 000 000**	**54 269 409**	**64 333 837**
Total Général	**104 956 240**	**326 237 589**	**347 538 763**

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
01.1	**Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères**			
	Personnel	0	39 416 298	39 278 480
	Biens et services	0	104 096 646	112 933 738
	Transferts et subventions	0	15 413 749	14 416 776
	Investissement	42 413 005	35 652 525	29 916 005
Total		**42 413 005**	**194 579 218**	**196 544 999**
01.3	**Services généraux**			
	Personnel	0	17 101 158	22 101 158
	Biens et services	0	1 769 647	1 742 409
	Transferts et subventions	0	2 419 822	2 235 631
	Investissement	16 276 489	17 835 446	17 701 489
Total		**16 276 489**	**39 126 073**	**43 780 687**
01.4	**Recherche fondamentale**			
	Transferts et subventions	0	318 262	352 386
	Investissement	28 500	30 000	28 500
Total		**28 500**	**348 262**	**380 886**
01.5	**Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques**			
	Personnel	0	117 740	117 740
	Biens et services	0	25 178	322 989
	Transferts et subventions	0	30 000	25 000
	Investissement	1 852 500	1 781 579	1 852 500
Total		**1 852 500**	**1 954 497**	**2 318 229**
01.6	**Services généraux des administrations publiques n.c.a.**			
	Personnel	0	29 515 137	38 691 952
	Biens et services	0	105 414 869	87 088 078
	Transferts et subventions	0	23 969 794	19 474 817
	Investissement	55 527 080	29 564 804	35 927 724
Total		**55 527 080**	**188 464 604**	**181 182 571**
01.7	**Opérations concernant la dette publique**			
	Biens et services	0	103 337 000	131 056 000
	Transferts et subventions	0	5 265 091	10 265 091
	Investissement	490 000	450 000	490 000
Total		**490 000**	**109 052 091**	**141 811 091**
01.8	**Transferts de caractère général entre administrations publiques**			
	Transferts et subventions	0	2 351 307	2 233 741
	Investissement	16 653 499	16 000 000	16 653 499
Total		**16 653 499**	**18 351 307**	**18 887 240**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
02.1	**Défense militaire**			
	Biens et services	0	30 534 409	30 440 444
	Transferts et subventions	0	204 304	204 304
	Investissement	46 212 273	54 948 874	46 212 273
Total		**46 212 273**	**85 687 587**	**76 857 021**
02.2	**Défense civile**			
	Biens et services	0	1 550 000	1 538 000
Total		**0**	**1 550 000**	**1 538 000**
02.4	**Recherche-développement concernant la défense**			
	Biens et services	0	78 815	78 815
	Investissement	50 419	50 419	50 419
Total		**50 419**	**129 234**	**129 234**
02.5	**Défense n.c.a.**			
	Personnel	0	98 607 968	103 708 334
	Biens et services	0	29 182 205	36 973 607
	Investissement	48 492 215	57 180 621	58 690 621
Total		**48 492 215**	**184 970 794**	**199 372 562**
03.1	**Services de police**			
	Personnel	0	34 263 992	38 196 984
	Biens et services	0	2 332 216	2 839 974
	Transferts et subventions	0	52 500	83 121
	Investissement	701 243	9 714 966	10 701 243
Total		**701 243**	**46 363 674**	**51 821 322**
03.2	**Services de protection civile**			
	Personnel	0	5 945 480	6 798 116
	Biens et services	0	1 223 895	1 426 359
	Transferts et subventions	0	21 000	21 000
	Investissement	18 913 635	18 199 993	18 913 635
Total		**18 913 635**	**25 390 368**	**27 159 110**
03.3	**Tribunaux**			
	Personnel	0	8 193 800	8 273 727
	Biens et services	0	2 283 746	2 492 999
	Transferts et subventions	0	3 844 634	3 486 800
	Investissement	2 207 061	3 390 884	3 014 561
Total		**2 207 061**	**17 713 064**	**17 268 087**
03.4	**Administration pénitentiaire**			
	Personnel	0	1 249 091	1 249 091
	Biens et services	0	1 800 344	1 521 483
	Investissement	2 378 516	2 030 017	6 678 516
Total		**2 378 516**	**5 079 452**	**9 449 090**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
03.6	**Ordre et sécurité publics n.c.a.**			
	Personnel	0	2 584 290	2 585 505
	Biens et services	0	14 799 756	19 998 582
	Transferts et subventions	0	1 185 798	1 236 602
	Investissement	10 518 872	17 398 580	15 518 872
Total		**10 518 872**	**35 968 424**	**39 339 561**
04.1	**Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi**			
	Personnel	0	2 682 946	2 682 946
	Biens et services	0	4 751 745	4 909 610
	Transferts et subventions	0	3 536 372	3 427 638
	Investissement	3 581 561	15 639 340	13 521 561
Total		**3 581 561**	**26 610 403**	**24 541 755**
04.2	**Agriculture, sylviculture, pêche et chasse**			
	Personnel	0	12 081 794	9 596 789
	Biens et services	0	6 871 107	4 927 780
	Transferts et subventions	0	56 586 684	55 059 933
	Investissement	196 899 884	274 310 333	238 829 339
Total		**196 899 884**	**349 849 918**	**308 413 841**
04.3	**Combustibles et énergie**			
	Personnel	0	490 584	400 584
	Biens et services	0	720 578	593 685
	Transferts et subventions	0	6 667 957	6 702 388
	Investissement	5 245 303	19 055 046	21 125 303
Total		**5 245 303**	**26 934 165**	**28 821 960**
04.4	**Industries extractives et manufacturières, construction**			
	Personnel	0	2 681 723	2 662 687
	Biens et services	0	1 835 147	1 452 913
	Transferts et subventions	0	288 277	343 651
	Investissement	12 008 235	2 903 827	12 312 235
Total		**12 008 235**	**7 708 974**	**16 771 486**
04.5	**Transports**			
	Personnel	0	1 571 487	1 571 487
	Biens et services	0	841 704	871 762
	Transferts et subventions	0	913 296	630 264
	Investissement	178 991 983	182 326 787	171 412 578
Total		**178 991 983**	**185 653 274**	**174 486 091**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
04.6	**Communications**			
	Personnel	0	1 042 535	1 120 197
	Biens et services	0	1 647 122	1 693 036
	Transferts et subventions	0	6 567 703	6 441 693
	Investissement	2 692 105	4 215 027	3 167 105
Total		**2 692 105**	**13 472 387**	**12 422 031**
04.7	**Autres branches d'activité**			
	Personnel	0	1 905 733	1 944 733
	Biens et services	0	2 304 606	2 610 963
	Transferts et subventions	0	739 610	1 090 635
	Investissement	6 433 881	3 124 005	4 233 881
Total		**6 433 881**	**8 073 954**	**9 880 212**
04.8	**Recherche-développement concernant les affaires économiques**			
	Transferts et subventions	0	1 928 387	1 893 086
	Investissement	646 000	730 000	646 000
Total		**646 000**	**2 658 387**	**2 539 086**
04.9	**Affaires économiques n.c.a.**			
	Personnel	0	1 378 176	1 378 176
	Biens et services	0	2 704 960	2 710 771
	Transferts et subventions	0	27 328 004	30 349 417
	Investissement	20 978 500	16 374 027	20 978 500
Total		**20 978 500**	**47 785 167**	**55 416 864**
05.1	**Gestion des déchets**			
	Investissement	5 450 000	5 500 000	5 450 000
Total		**5 450 000**	**5 500 000**	**5 450 000**
05.2	**Gestion des eaux usées**			
	Transferts et subventions	0	324 266	334 875
	Investissement	1 444 000	1 620 000	1 444 000
Total		**1 444 000**	**1 944 266**	**1 778 875**
05.3	**Lutte contre la pollution**			
	Personnel	0		3 864
	Biens et services	0	27 500	22 206
	Investissement	290 700	8 000	290 700
Total		**290 700**	**35 500**	**316 770**
05.4	**Préservation de la diversité biologique et protection de la nature**			
	Personnel	0		2 262 494
	Biens et services	0	23 000	947 484
	Transferts et subventions	0		780 363
	Investissement	20 973 922	255 000	31 501 549
Total		**20 973 922**	**278 000**	**35 491 890**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
05.6	**Protection de l'environnement n.c.a.**			
	Personnel	0	668 592	897 239
	Biens et services	0	403 442	1 175 200
	Transferts et subventions	0	62 315	100 502
	Investissement	676 687	76 680	8 176 687
Total		**676 687**	**1 211 029**	**10 349 628**
06.1	**Logement**			
	Transferts et subventions	0	149 800	142 310
	Investissement	4 845 000	10 000 000	4 845 000
Total		**4 845 000**	**10 149 800**	**4 987 310**
06.2	**Équipements collectifs**			
	Personnel	0	91 921	91 921
	Biens et services	0	3 247 697	2 922 181
	Investissement	4 527 500	4 759 000	4 527 500
Total		**4 527 500**	**8 098 618**	**7 541 602**
06.3	**Alimentation en eau**			
	Personnel	0	828 303	828 303
	Biens et services	0	398 883	353 990
	Transferts et subventions	0	243 121	265 976
	Investissement	14 667 100	22 178 706	58 295 100
Total		**14 667 100**	**23 649 013**	**59 743 369**
06.6	**Logement et équipements collectifs n.c.a ;**			
	Personnel	0	2 032 375	2 032 375
	Biens et services	0	1 388 325	1 498 317
	Transferts et subventions	0	1 011 018	806 352
	Investissement	5 972 175	9 033 546	7 207 175
Total		**5 972 175**	**13 465 264**	**11 544 219**
07.1	**Produits, appareils et matériaux médicaux**			
	Biens et services	0	77 450	74 450
	Transferts et subventions	0	969 509	989 509
Total		**0**	**1 046 959**	**1 063 959**
07.2	**Services ambulatoires**			
	Investissement	76 000	80 000	76 000
Total		**76 000**	**80 000**	**76 000**
07.3	**Services hospitaliers**			
	Personnel	0	262 391	262 391
	Biens et services	0	94 218	85 108
	Transferts et subventions	0	18 287 775	17 333 527
	Investissement	15 895 629	19 682 241	18 745 629
Total		**15 895 629**	**38 326 625**	**36 426 655**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
07.4	**Services de santé publique**			
	Personnel	0	3 460 866	4 523 200
	Biens et services	0	4 552 110	4 248 845
	Transferts et subventions	0	3 716 586	3 613 558
	Investissement	3 696 339	1 853 893	3 696 339
Total		**3 696 339**	**13 583 455**	**16 081 942**
07.5	**Recherche-développement dans le domaine de la santé**			
	Transferts et subventions	0	3 514 226	3 624 614
	Investissement	1 045 750	1 150 250	1 045 750
Total		**1 045 750**	**4 664 476**	**4 670 364**
07.6	**Santé n.c.a.**			
	Personnel	0	36 769 098	38 203 436
	Biens et services	0	13 214 939	11 525 194
	Transferts et subventions	0	9 959 786	9 012 580
	Investissement	5 118 019	6 844 257	5 783 019
Total		**5 118 019**	**66 788 080**	**64 524 229**
08.1	**Services récréatifs et sportifs**			
	Personnel	0	662 513	648 332
	Biens et services	0	3 338 300	2 831 801
	Transferts et subventions	0	957 392	745 046
	Investissement	1 689 570	2 043 284	2 639 570
Total		**1 689 570**	**7 001 489**	**6 864 749**
08.2	**Services culturels**			
	Personnel	0	752 876	752 876
	Biens et services	0	873 045	692 627
	Transferts et subventions	0	2 156 778	2 080 589
	Investissement	2 803 088	1 730 116	2 003 088
Total		**2 803 088**	**5 512 815**	**5 529 180**
08.4	**Culte et autres services communautaires**			
	Transferts et subventions	0	222 410	223 658
Total		**0**	**222 410**	**223 658**
08.6	**Loisirs, culture et culte n.c.a.**			
	Personnel	0	1 870 242	2 137 535
	Biens et services	0	2 855 090	3 743 485
	Transferts et subventions	0	376 334	252 172
	Investissement	1 809 315	4 321 167	2 009 315
Total		**1 809 315**	**9 422 833**	**8 142 507**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
09.1	**Enseignement préélémentaire et primaire**			
	Personnel	0	128 165 821	129 604 704
	Biens et services	0	13 484 415	12 555 553
	Transferts et subventions	0	90 000	67 000
	Investissement	2 828 431	6 265 150	2 828 431
Total		**2 828 431**	**148 005 386**	**145 055 688**
09.2	**Enseignement secondaire**			
	Personnel	0	44 528 231	43 089 348
	Biens et services	0	19 952 351	17 394 187
	Transferts et subventions	0	8 560 781	7 399 557
	Investissement	30 361 407	36 684 088	30 361 407
Total		**30 361 407**	**109 725 451**	**98 244 499**
09.4	**Enseignement supérieur**			
	Personnel	0	446 179	446 179
	Biens et services	0	240 866	333 814
	Transferts et subventions	0	58 633 813	59 387 913
	Investissement	1 884 532	6 186 179	2 659 532
Total		**1 884 532**	**65 507 037**	**62 827 438**
09.5	**Enseignement non défini par niveau**			
	Personnel	0	28 512	28 512
	Biens et services	0	67 836	83 470
	Transferts et subventions	0	883 403	764 626
	Investissement	782 911	898 672	782 911
Total		**782 911**	**1 878 423**	**1 659 519**
09.6	**Services annexes à l'enseignement**			
	Personnel	0	240 352	240 352
	Biens et services	0	3 016 216	2 402 667
	Investissement	2 422 392	2 422 392	2 422 392
Total		**2 422 392**	**5 678 960**	**5 065 411**
09.7	**Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement**			
	Transferts et subventions	0	198 735	194 688
	Investissement	9 948 370	6 296 870	7 373 370
Total		**9 948 370**	**6 495 605**	**7 568 058**
09.8	**Enseignement n.c.a.**			
	Personnel	0	30 232 484	30 238 484
	Biens et services	0	10 312 241	11 982 371
	Transferts et subventions	0	5 862 384	5 060 174
	Investissement	7 370 392	12 726 007	7 370 392
Total		**7 370 392**	**59 133 116**	**54 651 421**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
10.1	**Maladie et invalidité**			
	Transferts et subventions	0	1 488 429	2 636 829
Total		**0**	**1 488 429**	**2 636 829**
10.2	**Vieillesse**			
	Personnel	0		55 000 000
	Transferts et subventions	0	48 815 243	7 761 422
Total		**0**	**48 815 243**	**62 761 422**
10.4	**Famille et enfants**			
	Personnel	0	1 157 149	1 157 149
	Biens et services	0	816 149	918 794
	Transferts et subventions	0	1 126 347	783 169
	Investissement	1 409 385	5 105 793	6 409 385
Total		**1 409 385**	**8 205 438**	**9 268 497**
10.7	**Exclusion sociale n.c.a.**			
	Biens et services	0	2 824	6 444
	Transferts et subventions	0	200 000	190 000
	Investissement		3 761	
Total		**0**	**206 585**	**196 444**
10.8	**Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale**			
	Personnel	0	39 515	39 515
	Biens et services	0	6 168	4 688
	Transferts et subventions	0	385 852	337 076
	Investissement	479 063	504 277	479 063
Total		**479 063**	**935 812**	**860 342**
10.9	**Protection sociale n.c.a.**			
	Personnel	0	5 770 700	3 187 105
	Biens et services	0	2 415 128	1 944 490
	Transferts et subventions	0	10 884 659	11 220 037
	Investissement	14 112 633	21 177 056	21 312 633
Total		**14 112 633**	**40 247 543**	**37 664 265**
TOTAL GENERAL		**852 773 069**	**2 330 778 938**	**2 410 399 755**

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	1 507 529	15 885 675	**15 808 465**
Total	**1 507 529**	**15 885 675**	**15 808 465**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	522 500	4 722 846	**7 318 820**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 140	6 532 413	**5 926 083**
02.5 Défense n.c.a.	0	253 187	**253 187**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	95 000	395 699	**307 559**
04.6 Communications	0	234 749	**206 046**
07.4 Services de santé publique	0	1 019	**815**
08.2 Services culturels	0	90 000	**85 500**
Total	**817 640**	**12 229 913**	**14 098 010**
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	285 000	5 310 311	**4 847 488**
01.3 Services généraux	0	256 191	**160 834**
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub	285 000		**530 729**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	333 086	3 958 795	**3 869 799**
03.3 Tribunaux	0	15 000	**19 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	588 410	**361 777**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	190 000	200 000	**190 000**
04.6 Communications	0	24 484	**31 854**
07.4 Services de santé publique	0	1 240	**942**
09.4 Enseignement supérieur	0	2 449 317	**675 991**
Total	**1 093 086**	**12 803 748**	**10 688 414**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	584 019	**503 062**
Total	**14 363**	**584 019**	**503 062**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	78 243	955 864	**842 350**
03.3 Tribunaux		200 000	
Total	**78 243**	**1 155 864**	**842 350**
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	394 000	2 413 500	**2 211 097**
Total	**394 000**	**2 413 500**	**2 211 097**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
03.3 Tribunaux	0	951 421	**897 670**
Total	**0**	**951 421**	**897 670**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	131 177	1 370 464	**1 155 263**
Total	**131 177**	**1 370 464**	**1 155 263**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	285 000	1 919 993	**1 932 313**
Total	**285 000**	**1 919 993**	**1 932 313**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	6 320 500	38 778 382	**38 714 867**
01.3 Services généraux	95 000	162 207	**108 696**
04.6 Communications	0	11 811	**11 430**
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	969 509	**989 509**
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 286 000	**1 221 700**
Total	**7 637 200**	**41 207 909**	**41 046 202**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	653 001	**675 557**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 000	1 028 030	**880 474**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	190 000	250 000	**190 000**
07.4 Services de santé publique	0	729	**554**
09.4 Enseignement supérieur	161 500	351 000	**211 500**
Total	**389 500**	**2 282 760**	**1 958 085**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	142 500	3 493 623	**3 447 841**
Total	**142 500**	**3 493 623**	**3 447 841**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	28 500	1 032 057	**1 004 978**
Total	**28 500**	**1 032 057**	**1 004 978**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
04.6 Communications	15 000	149 518	**143 660**
Total	**15 000**	**149 518**	**143 660**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
02.1 Défense militaire	46 212 273	85 687 587	**76 857 021**
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	129 234	**129 234**
02.5 Défense n.c.a.	36 992 215	184 217 607	**197 619 375**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	3 496 660	**2 304 000**
07.3 Services hospitaliers	0	541 794	**641 794**
07.4 Services de santé publique	0	11 860	**11 860**
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	**10 250**
07.6 Santé n.c.a.	0	674 791	**683 191**
09.2 Enseignement secondaire	12 562	234 213	**238 763**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 250	**10 250**
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	185 754	**198 617**
Total	**85 614 421**	**275 200 000**	**278 704 355**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE			
02.2 Défense civile	0	50 000	**38 000**
03.3 Tribunaux	1 784 561	10 859 882	**10 942 324**
03.4 Administration pénitentiaire	2 378 516	5 079 452	**9 449 090**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	4 610 936	**4 181 924**
07.4 Services de santé publique	0	713	**10 991**
09.4 Enseignement supérieur	0	558 722	**550 101**
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	**190 000**
Total	**4 353 077**	**21 359 705**	**25 362 430**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	190 000	1 340 738	**1 601 682**
Total	**190 000**	**1 340 738**	**1 601 682**
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub		522 918	
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.		440 000	
Total		**962 918**	
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	500 000	**617 150**
Total	**47 500**	**500 000**	**617 150**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
03.1 Services de police	701 243	46 363 674	**51 821 322**
03.2 Services de protection civile	6 623 311	13 100 044	**14 868 786**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	7 929 872	20 864 146	**23 540 114**
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	38 778	**45 778**
Total	**15 254 426**	**80 366 642**	**90 276 000**
235 SECURITE D'ETAT			
02.5 Défense n.c.a.	11 500 000	500 000	**1 500 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	5 572 573	**8 186 737**
Total	**11 500 000**	**6 072 573**	**9 686 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	28 045 556	53 608 598	**51 151 080**
01.3 Services généraux	5 209 939	6 967 494	**7 144 046**
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub	997 500	931 579	**1 217 500**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	760 000	133 535	**895 383**
01.7 Opérations concernant la dette publique	190 000	150 000	**190 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	8 150 000	**9 142 500**
04.3 Combustibles et énergie	712 500	1 421 673	**1 416 505**
06.2 Équipements collectifs	570 000	600 000	**570 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 852 375	3 000 000	**5 737 230**
07.4 Services de santé publique	0	784	**596**
09.5 Enseignement non défini par niveau	308 750	1 007 150	**879 042**
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 900 000	6 500 000	**9 100 000**
Total	**41 689 120**	**82 470 813**	**87 443 882**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	1 361 900	**936 925**
Total	**0**	**1 361 900**	**936 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	450 411	**443 390**
Total	**0**	**450 411**	**443 390**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations pub	570 000	500 000	**570 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	237 500	300 000	**237 500**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	482 407	3 469 986	**3 092 396**
07.4 Services de santé publique	0	448	**340**
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	49 130	**47 788**
Total	**1 294 657**	**4 319 564**	**3 948 024**
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 535 535	13 405 230	**13 410 899**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	519	**394**
07.4 Services de santé publique	0	820	**623**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	431 707		**3 410 616**
09.2 Enseignement secondaire	0	100 860	**95 860**
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	201 253	**194 334**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	14 250	15 000	**14 250**
Total	**1 981 492**	**13 723 682**	**17 126 976**
328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE			
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0		**457 450**
Total	**0**		**457 450**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.3 Services généraux	1 350 000	1 500 000	**2 960 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	12 411 685	26 569 194	**44 484 746**
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 653 499		**18 887 240**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0		**409 590**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 180 000		**4 180 000**
04.6 Communications	0	56 075	**42 617**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 660 000		**2 660 000**
07.4 Services de santé publique	0	727	**552**
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500		**303 722**
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 585	**6 444**
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000		**1 330 000**
Total	**38 632 684**	**28 132 581**	**75 264 911**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	211 380	1 597 980	**873 797**
Total	**211 380**	**1 597 980**	**873 797**
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.3 Services généraux		1 896 000	
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		3 909 672	
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques		18 351 307	
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi		483 934	
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		4 400 000	
09.8 Enseignement n.c.a.		339 135	
Total		**29 380 048**	
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	250 000	**138 950**
08.4 Culte et autres services communautaires	0	222 410	**223 658**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 108	759 699	**657 289**
Total	**95 608**	**1 232 109**	**1 019 897**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	993 861	**920 514**
03.3 Tribunaux	0	2 241 204	**2 193 018**
07.4 Services de santé publique	0	1 072	**1 049**
Total	**0**	**3 236 137**	**3 114 581**
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	560 544	4 387 452	**4 564 040**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 235 000	1 833 000	**2 135 000**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	418 705	**367 178**
07.4 Services de santé publique	0	465	**353**
Total	**1 795 544**	**6 639 622**	**7 066 571**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	504 000	200 000	**504 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 045	45 946	**38 531**
07.4 Services de santé publique	0	67 359	**51 193**
07.6 Santé n.c.a.	0	86 796	**65 964**
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	148 005 386	**145 055 688**
09.2 Enseignement secondaire	30 146 538	107 984 041	**96 581 248**
09.5 Enseignement non défini par niveau	133 000	238 636	**167 979**
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 678 960	**5 065 411**
09.8 Enseignement n.c.a.	3 391 804	38 406 464	**39 645 781**
Total	**39 427 210**	**300 713 588**	**287 175 795**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	28 500	348 262	**380 886**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0		**200 523**
09.2 Enseignement secondaire	190 000	200 000	**190 000**
09.4 Enseignement supérieur	923 282	59 856 987	**59 488 057**
09.5 Enseignement non défini par niveau	142 500	150 000	**142 500**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 807 250	3 053 735	**4 426 938**
09.8 Enseignement n.c.a.	2 709 388	18 863 986	**13 236 687**
Total	**10 800 920**	**82 472 970**	**78 065 591**
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	13 500	**13 500**
01.3 Services généraux	0	19 590	**14 888**
07.4 Services de santé publique	0	2 484	**1 888**
08.2 Services culturels	1 273 542	4 191 147	**4 030 558**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 044 500	3 592 719	**3 095 654**
09.2 Enseignement secondaire	0	480 480	**473 237**
09.4 Enseignement supérieur	267 750	790 105	**1 099 213**
Total	**2 585 792**	**9 090 025**	**8 728 938**
520 MINISTERE DES SPORTS			
07.4 Services de santé publique	0	627	**476**
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 404 570	6 701 489	**6 579 749**
09.2 Enseignement secondaire	12 307	725 857	**665 391**
09.4 Enseignement supérieur		611 139	
Total	**1 416 877**	**8 039 112**	**7 245 616**
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi		1 531 700	
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.		4 207 745	
Total		**5 739 445**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
07.2 Services ambulatoires	76 000	80 000	**76 000**
07.3 Services hospitaliers	15 869 029	37 343 385	**35 367 128**
07.4 Services de santé publique	3 693 489	13 445 146	**15 962 691**
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 035 500	4 654 226	**4 660 114**
07.6 Santé n.c.a.	5 114 694	52 345 129	**48 226 215**
Total	**25 788 712**	**107 867 886**	**104 292 148**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	0	3 060 310	**2 437 364**
Total	**0**	**3 060 310**	**2 437 364**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	250 000	**142 500**
07.4 Services de santé publique	2 850	40 000	**30 970**
07.6 Santé n.c.a.	3 325	53 298	**47 067**
08.1 Services récréatifs et sportifs	285 000	300 000	**285 000**
09.5 Enseignement non défini par niveau	8 661	42 606	**39 886**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	500 000	800 000	**500 000**
10.4 Famille et enfants	1 314 385	7 305 438	**3 673 497**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 913	52 960	**51 116**
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	602 812	**515 285**
Total	**2 263 634**	**9 447 114**	**5 285 321**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE			
04.9 Affaires économiques n.c.a.	142 500	100 000	**142 500**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;		4 200 000	
07.3 Services hospitaliers	26 600	441 446	**417 733**
07.4 Services de santé publique	0	3 812	**2 897**
10.1 Maladie et invalidité	0	1 488 429	**2 636 829**
10.2 Vieillesse	0	48 815 243	**7 761 422**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	472 150	882 852	**809 226**
10.9 Protection sociale n.c.a.	855 431	11 987 384	**8 296 185**
Total	**1 496 681**	**67 919 166**	**20 066 792**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	1 000 000	**950 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	9 892 000	300 788	**10 303 691**
04.5 Transports	128 386 666	168 708 130	**126 492 131**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	237 500	409 810	**378 362**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	598 500	1 898 233	**1 936 189**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	190 000	751 098	**655 213**
07.4 Services de santé publique	0	1 573	**1 195**
09.4 Enseignement supérieur	9 500	133 988	**107 610**
09.5 Enseignement non défini par niveau	190 000	200 000	**190 000**
Total	**140 454 166**	**173 403 620**	**141 014 391**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		20 953 032	
05.1 Gestion des déchets	950 000	1 000 000	**950 000**
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 944 266	**1 778 875**
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	35 500	**316 770**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	17 989 672	28 000	**16 528 529**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	439 187	1 211 029	**2 612 128**
Total	**21 113 559**	**25 171 827**	**22 186 302**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	33 420 391	**32 312 062**
04.3 Combustibles et énergie	4 257 303	24 148 742	**26 577 955**
04.5 Transports	142 500	175 000	**142 500**
04.7 Autres branches d'activité	0	49 757	**52 944**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	332 500	200 000	**332 500**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	28 042 896	**31 046 871**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	712 500	250 000	**16 238 361**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0		**7 500 000**
06.3 Alimentation en eau	14 667 100	23 649 013	**59 743 369**
07.4 Services de santé publique	0	326	**247**
Total	**22 011 903**	**109 936 125**	**173 946 809**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
04.3 Combustibles et énergie	142 500	100 000	**142 500**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 705 282	2 266 661	**2 702 747**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	47 500	250 000	**47 500**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	95 000	1 578 630	**1 359 175**
Total	**1 990 282**	**4 195 291**	**4 251 922**
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	1 990 725	9 645 297	**9 254 016**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	28 500	1 798 577	**1 780 724**
07.4 Services de santé publique	0	631	**479**
Total	**2 019 225**	**11 444 505**	**11 035 219**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	475 000	1 439 968	**1 546 106**
Total	**475 000**	**1 439 968**	**1 546 106**
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 980 000	1 640 000	**1 980 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	24 459	2 419 496	**1 377 525**
06.1 Logement	4 845 000	10 149 800	**4 987 310**
06.2 Équipements collectifs	2 280 000	2 500 000	**2 280 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	269 800	5 514 166	**2 491 776**
Total	**9 399 259**	**22 223 462**	**13 116 611**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			
01.3 Services généraux	4 240 150	6 943 191	**7 010 823**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		7 000 000	
06.2 Équipements collectifs	427 500	533 984	**553 548**
07.4 Services de santé publique	0	1 220	**927**
09.4 Enseignement supérieur	522 500	755 779	**694 966**
10.4 Famille et enfants	95 000	100 000	**5 095 000**
Total	**5 285 150**	**15 334 174**	**13 355 264**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	255 950	**210 710**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		2 250 000	
04.5 Transports	450 809	2 785 966	**2 636 137**
04.7 Autres branches d'activité	3 055 000	915 000	**855 000**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	213 729	**33 893**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 425 000		**1 425 000**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	237 500		**237 500**
Total	**5 185 759**	**6 420 645**	**5 398 240**
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi		377 528	
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		324 214	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		1 657 029	
04.9 Affaires économiques n.c.a.		249 827	
Total		**2 608 598**	
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	47 500	185 317	**176 659**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	795 625	2 448 623	**2 664 120**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	95 000		**161 722**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	181 494		**1 242 523**
04.7 Autres branches d'activité	30 827		**151 234**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	142 500	260 462	**513 819**
07.4 Services de santé publique	0	400	**304**
Total	**1 292 946**	**2 894 802**	**4 910 381**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	51 167 650	142 936 682	**139 480 567**
Total	**51 167 650**	**142 936 682**	**139 480 567**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	11 329 382	32 362 554	**32 724 542**
Total	**11 329 382**	**32 362 554**	**32 724 542**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 434 010	6 909 740	**7 752 828**
Total	**10 434 010**	**6 909 740**	**7 752 828**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
1 BUDGET GENERAL			
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
04.7 Autres branches d'activité	788 116	763 439	**1 134 506**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	22 166	**16 845**
08.2 Services culturels	1 529 546	1 231 668	**1 413 122**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	285 000	862 670	**978 948**
Total	**2 602 662**	**2 879 943**	**3 543 421**
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	5 000 000	6 235 948	**6 235 948**
01.3 Services généraux	2 400 000	18 400 000	**23 400 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 810 806	138 371 462	**116 576 546**
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	108 902 091	**141 621 091**
02.2 Défense civile	0	1 500 000	**1 500 000**
03.2 Services de protection civile	12 290 324	12 290 324	**12 290 324**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	70 322 797	41 714 359	**34 393 589**
04.5 Transports	50 012 008	13 984 178	**45 215 323**
04.6 Communications	0	312 505	**312 505**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	15 000 000	**20 000 000**
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	**4 500 000**
06.2 Équipements collectifs	1 250 000	4 464 634	**4 138 054**
07.6 Santé n.c.a.	0	10 567 756	**13 064 428**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	**146 531**
10.2 Vieillesse	0		**55 000 000**
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	20 922 463	**18 176 390**
Total	**214 885 935**	**397 312 251**	**496 570 729**
TOTAL	**798 620 361**	**2 207 651 690**	**2 283 813 065**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
04.7 Autres branches d'activité	2 559 938	6 345 758	**7 686 528**
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	77 450	**74 450**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	91 000	**97 000**
Total	**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**
TOTAL	**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Recapitulation par section et groupe de fonction

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2019	Crédits de paiement 2018	Crédits de paiement 2019
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires	0	61 786 270	**64 690 692**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	**40 000 000**
Total	**40 000 000**	**101 786 270**	**104 690 692**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 616 620	2 616 620	**2 616 620**
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**2 616 620**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	800 000	**500 000**
Total	**0**	**800 000**	**500 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		1 300 000	
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	846 750		**1 300 000**
Total	**846 750**	**1 300 000**	**1 300 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
04.3 Combustibles et énergie	133 000	1 263 750	**685 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	15 000	865 000	**955 000**
Total	**148 000**	**2 128 750**	**1 640 000**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	**2 981 400**
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	**5 000 000**
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	**51 592 770**	**116 613 040**	**118 728 712**
TOTAL GENERAL	**852 773 069**	**2 330 778 938**	**2 410 399 755**

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 448 000	2 448 000
Biens et services	0	10 355 946	10 355 946
Transferts et subventions	0	1 574 200	1 496 990
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529
Total	**1 507 529**	**15 885 675**	**15 808 465**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	1 524 061	1 524 061
Biens et services	0	8 080 427	10 947 709
Transferts et subventions	0	915 000	808 600
Investissement	817 640	1 710 425	817 640
Total	**817 640**	**12 229 913**	**14 098 010**
130 PRIMATURE			
Personnel	0	1 753 950	1 872 434
Biens et services	0	5 594 814	6 077 438
Transferts et subventions	0	1 486 867	1 645 456
Investissement	1 093 086	3 968 117	1 093 086
Total	**1 093 086**	**12 803 748**	**10 688 414**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	0	66 816	66 816
Biens et services	0	472 084	421 883
Investissement	14 363	45 119	14 363
Total	**14 363**	**584 019**	**503 062**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	230 149	230 149
Biens et services	0	554 551	500 746
Transferts et subventions	0	43 700	33 212
Investissement	78 243	327 464	78 243
Total	**78 243**	**1 155 864**	**842 350**
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	878 481	878 481
Biens et services	0	630 519	858 616
Transferts et subventions	0	170 000	80 000
Investissement	394 000	734 500	394 000
Total	**394 000**	**2 413 500**	**2 211 097**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	0	167 171	235 000
Biens et services	0	72 250	108 250
Transferts et subventions	0	712 000	554 420
Total	**0**	**951 421**	**897 670**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
Personnel	0	284 201	311 383
Biens et services	0	703 763	681 828
Transferts et subventions	0	32 500	30 875
Investissement	131 177	350 000	131 177
Total	**131 177**	**1 370 464**	**1 155 263**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	757 101	757 101
Biens et services	0	705 392	783 337
Transferts et subventions	0	112 500	106 875
Investissement	285 000	345 000	285 000
Total	**285 000**	**1 919 993**	**1 932 313**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	15 349 320	15 354 320
Biens et services	0	13 197 169	13 957 730
Transferts et subventions	0	4 692 435	4 583 952
Investissement	7 637 200	7 968 985	7 150 200
Total	**7 637 200**	**41 207 909**	**41 046 202**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	407 879	327 879
Biens et services	0	825 205	929 268
Transferts et subventions	0	330 176	261 438
Investissement	389 500	719 500	439 500
Total	**389 500**	**2 282 760**	**1 958 085**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	2 250 000	2 382 000
Biens et services	0	959 713	893 341
Transferts et subventions	0	45 000	30 000
Investissement	142 500	238 910	142 500
Total	**142 500**	**3 493 623**	**3 447 841**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	378 280	390 378
Biens et services	0	100 107	100 107
Transferts et subventions	0	523 670	485 993
Investissement	28 500	30 000	28 500
Total	**28 500**	**1 032 057**	**1 004 978**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	12 980	12 980
Biens et services	0	108 908	115 680
Investissement	15 000	27 630	15 000
Total	**15 000**	**149 518**	**143 660**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	98 607 968	103 708 334
Biens et services	0	60 564 264	68 296 212
Transferts et subventions	0	776 982	886 982
Investissement	85 614 421	115 250 786	105 812 827
Total	**85 614 421**	**275 200 000**	**278 704 355**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE			
Personnel	0	10 100 843	10 100 843
Biens et services	0	5 546 717	4 858 688
Transferts et subventions	0	939 292	942 322
Investissement	4 353 077	4 772 853	9 460 577
Total	**4 353 077**	**21 359 705**	**25 362 430**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	664 300	864 300
Biens et services	0	458 438	547 382
Investissement	190 000	218 000	190 000
Total	**190 000**	**1 340 738**	**1 601 682**
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel		200 240	
Biens et services		382 678	
Transferts et subventions		30 000	
Investissement		350 000	
Total		**962 918**	
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	250 000	250 000
Biens et services	0	230 000	319 650
Investissement	47 500	20 000	47 500
Total	**47 500**	**500 000**	**617 150**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	40 511 122	45 297 221
Biens et services	0	9 790 429	13 422 482
Transferts et subventions	0	1 198 288	1 301 871
Investissement	15 254 426	28 866 803	30 254 426
Total	**15 254 426**	**80 366 642**	**90 276 000**
235 SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	5 572 573	8 186 737
Investissement	11 500 000	500 000	1 500 000
Total	**11 500 000**	**6 072 573**	**9 686 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	17 645 986	18 415 107
Biens et services	0	9 946 405	12 484 295
Transferts et subventions	0	10 241 635	9 430 360
Investissement	41 689 120	44 636 787	47 114 120
Total	**41 689 120**	**82 470 813**	**87 443 882**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	250 000	250 000
Biens et services	0		10 620
Transferts et subventions	0	711 900	676 305
Investissement		400 000	
Total	**0**	**1 361 900**	**936 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
Biens et services	0		24 000
Transferts et subventions	0	450 411	419 390
Total	**0**	**450 411**	**443 390**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
Personnel	0	1 044 627	1 044 627
Biens et services	0	1 476 535	1 552 690
Transferts et subventions	0	30 000	56 050
Investissement	1 294 657	1 768 402	1 294 657
Total	**1 294 657**	**4 319 564**	**3 948 024**
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
Personnel	0	619 994	1 890 659
Biens et services	0	1 203 971	3 057 676
Transferts et subventions	0	1 796 490	2 157 149
Investissement	1 981 492	10 103 227	10 021 492
Total	**1 981 492**	**13 723 682**	**17 126 976**
328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE			
Personnel	0		82 500
Biens et services	0		374 950
Total	**0**		**457 450**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	5 380 793	5 710 201
Biens et services	0	16 444 535	23 231 537
Transferts et subventions	0	2 621 198	7 690 489
Investissement	38 632 684	3 686 055	38 632 684
Total	**38 632 684**	**28 132 581**	**75 264 911**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	129 731	177 393
Biens et services	0	414 630	380 524
Transferts et subventions	0	100 000	104 500
Investissement	211 380	953 619	211 380
Total	**211 380**	**1 597 980**	**873 797**
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel		271 908	
Biens et services		986 910	
Transferts et subventions		5 332 634	
Investissement		22 788 596	
Total		**29 380 048**	
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
Personnel	0	123 323	123 323
Biens et services	0	535 862	481 924
Transferts et subventions	0	357 284	319 042
Investissement	95 608	215 640	95 608
Total	**95 608**	**1 232 109**	**1 019 897**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	0	113 933	117 351
Biens et services	0	676 020	651 488
Transferts et subventions	0	2 397 284	2 345 742
Investissement		48 900	
Total	**0**	**3 236 137**	**3 114 581**
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE			
Personnel	0	1 017 806	1 017 806
Biens et services	0	1 071 288	1 149 349
Transferts et subventions	0	302 675	303 872
Investissement	1 795 544	4 247 853	4 595 544
Total	**1 795 544**	**6 639 622**	**7 066 571**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	196 237 132	196 237 132
Biens et services	0	44 286 449	41 741 599
Transferts et subventions	0	11 706 894	9 769 854
Investissement	39 427 210	48 483 113	39 427 210
Total	**39 427 210**	**300 713 588**	**287 175 795**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	6 893 919	6 893 919
Biens et services	0	2 043 865	2 426 727
Transferts et subventions	0	58 879 563	60 044 025
Investissement	10 800 920	14 655 623	8 700 920
Total	**10 800 920**	**82 472 970**	**78 065 591**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
Personnel	0	1 239 380	1 239 380
Biens et services	0	1 747 694	1 790 413
Transferts et subventions	0	2 788 649	2 663 353
Investissement	2 585 792	3 314 302	3 035 792
Total	**2 585 792**	**9 090 025**	**8 728 938**
520 MINISTERE DES SPORTS			
Personnel	0	901 508	887 327
Biens et services	0	3 755 484	3 200 486
Transferts et subventions	0	1 615 881	790 926
Investissement	1 416 877	1 766 239	2 366 877
Total	**1 416 877**	**8 039 112**	**7 245 616**
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE			
Personnel		1 003 372	
Biens et services		1 066 550	
Transferts et subventions		296 560	
Investissement		3 372 963	
Total		**5 739 445**	
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE			
Personnel	0	29 791 427	29 791 427
Biens et services	0	16 911 172	14 838 953
Transferts et subventions	0	31 618 331	30 358 056
Investissement	25 788 712	29 546 956	29 303 712
Total	**25 788 712**	**107 867 886**	**104 292 148**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	108 595	108 595
Biens et services	0		88 560
Transferts et subventions	0	2 951 715	2 240 209
Total	**0**	**3 060 310**	**2 437 364**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 399 324	1 399 324
Biens et services	0	1 322 306	1 339 194
Transferts et subventions	0	326 347	283 169
Investissement	2 263 634	6 399 137	2 263 634
Total	**2 263 634**	**9 447 114**	**5 285 321**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE			
Personnel	0	3 059 285	3 032 432
Biens et services	0	1 891 616	1 478 169
Transferts et subventions	0	53 514 111	14 059 510
Investissement	1 496 681	9 454 154	1 496 681
Total	**1 496 681**	**67 919 166**	**20 066 792**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
Personnel	0	1 125 938	1 182 114
Biens et services	0	1 046 304	1 101 038
Transferts et subventions	0	941 802	755 793
Investissement	140 454 166	170 289 576	137 975 446
Total	**140 454 166**	**173 403 620**	**141 014 391**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	3 153 597	3 163 597
Biens et services	0	1 783 573	1 798 029
Transferts et subventions	0	1 151 695	1 107 490
Investissement	21 113 559	19 082 962	16 117 186
Total	**21 113 559**	**25 171 827**	**22 186 302**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	1 446 983	1 446 983
Biens et services	0	1 212 306	1 279 502
Transferts et subventions	0	33 457 347	36 476 421
Investissement	22 011 903	73 819 489	134 743 903
Total	**22 011 903**	**109 936 125**	**173 946 809**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
Personnel	0	825 141	825 141
Biens et services	0	1 162 285	1 000 989
Transferts et subventions	0	400 026	435 510
Investissement	1 990 282	1 807 839	1 990 282
Total	**1 990 282**	**4 195 291**	**4 251 922**
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	199 682	229 682
Biens et services	0	580 023	701 538
Transferts et subventions	0	7 801 022	7 609 774
Investissement	2 019 225	2 863 778	2 494 225
Total	**2 019 225**	**11 444 505**	**11 035 219**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	694 710	694 710
Transferts et subventions	0	345 258	376 396
Investissement	475 000	400 000	475 000
Total	**475 000**	**1 439 968**	**1 546 106**
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME			
Personnel	0	3 062 909	2 003 788
Biens et services	0	1 751 541	1 508 615
Transferts et subventions	0	659 720	204 949
Investissement	9 399 259	16 749 292	9 399 259
Total	**9 399 259**	**22 223 462**	**13 116 611**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			
Personnel	0	312 614	312 614
Biens et services	0	555 359	703 403
Transferts et subventions	0	699 046	629 097
Investissement	5 285 150	13 767 155	11 710 150
Total	**5 285 150**	**15 334 174**	**13 355 264**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
Personnel	0	977 035	920 859
Biens et services	0	696 330	668 098
Transferts et subventions	0	1 067 796	823 524
Investissement	5 185 759	3 679 484	2 985 759
Total	**5 185 759**	**6 420 645**	**5 398 240**
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
Personnel		908 455	
Biens et services		713 741	
Transferts et subventions		273 006	
Investissement		713 396	
Total		**2 608 598**	
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
Personnel	0	248 377	1 087 796
Biens et services	0	1 069 419	1 375 331
Transferts et subventions	0	949 424	1 154 308
Investissement	1 292 946	627 582	1 292 946
Total	**1 292 946**	**2 894 802**	**4 910 381**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	5 728 878	5 728 878
Biens et services	0	3 334 678	3 111 665
Transferts et subventions	0	29 698 920	29 232 374
Investissement	51 167 650	104 174 206	101 407 650
Total	**51 167 650**	**142 936 682**	**139 480 567**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	3 312 284	3 312 284
Biens et services	0	1 681 420	1 632 632
Transferts et subventions	0	4 553 546	4 376 563
Investissement	11 329 382	22 815 304	23 403 063
Total	**11 329 382**	**32 362 554**	**32 724 542**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	221 798	221 798
Biens et services	0	128 892	145 942
Transferts et subventions	0	29 050	22 078
Investissement	10 434 010	6 530 000	7 363 010
Total	**10 434 010**	**6 909 740**	**7 752 828**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
1 BUDGET GENERAL			
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel	0	460 963	460 963
Biens et services	0	819 393	806 879
Transferts et subventions	0	470 971	472 917
Investissement	2 602 662	1 128 616	1 802 662
Total	**2 602 662**	**2 879 943**	**3 543 421**
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	49 654 783	118 578 610
Biens et services	0	188 324 092	190 902 786
Transferts et subventions	0	53 096 462	54 012 665
Investissement	214 885 935	106 236 914	133 076 668
Total	**214 885 935**	**397 312 251**	**496 570 729**
TOTAL	798 620 361	2 207 651 690	2 283 813 065

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS			
Personnel	0	1 959 000	2 004 000
Biens et services	0	2 127 273	2 471 040
Transferts et subventions	0	588 000	823 000
Investissement	2 559 938	1 839 935	2 559 938
Total	**2 559 938**	**6 514 208**	**7 857 978**
TOTAL	2 559 938	6 514 208	7 857 978

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Classification Administrative et Economique

11/09/2018 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2018	2019
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	61 786 270	64 690 692
Investissement	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total	**40 000 000**	**101 786 270**	**104 690 692**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 616 620	2 616 620	2 616 620
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**2 616 620**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	800 000	500 000
Total	**0**	**800 000**	**500 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	345 000	345 000
Transferts et subventions	0	108 250	108 250
Investissement	846 750	846 750	846 750
Total	**846 750**	**1 300 000**	**1 300 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
Personnel	0	470 000	430 000
Biens et services	0	1 108 750	1 062 000
Investissement	148 000	550 000	148 000
Total	**148 000**	**2 128 750**	**1 640 000**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			
Investissement	2 981 400	2 981 400	2 981 400
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	51 592 770	116 613 040	118 728 712
TOTAL GENERAL	852 773 069	2 330 778 938	2 410 399 755

ETAT J

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle
1.002 Administration Générale
2.001 Sécurité et Défense

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale
1.004 Administration Générale et Contrôle
2.002 Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

2.003 Participation à la Gestion des Elections

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

155 HAUTE COUR DE JUSTICE

2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices

160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

1.007 Administration Générale
2.010 Intégration Africaine
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale
2.015 Gestion des Opérations Militaires
2.016 Inspection des Armées
2.017 Formation
2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

220 MINISTERE DE LA JUSTICE

2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME

1.041 Administration Générale

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale
2.021 Ordre et Sécurité
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
2.027 Gestion de la Dette Publique
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
2.029 Gestion des Biens de l'Etat
3.001 Remboursement des Credits TVA

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

3.009 Fonds de Développement Durable

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)

2.068 Régulation de la commande publique

320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1.012 Administration Générale
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
2.031 Amelioration du Cadre legislatif du Travail

323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE

1.013 Administration Générale
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
2.034 Formation Professionnelle
2.035 Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

1.044 Administration Générale

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle
2.036 Administration du Territoire
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

2.064 Développement Régional et Local

334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

1.015 Administration Générale
2.039 Religion et du Culte

341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE

1.016 Administration Générale
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE

1.032 Administration Générale
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale
2.041 Développement de l'Education de Base
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1.018 Administration Générale
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE LA CULTURE

1.019 Administration Générale
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire

520 MINISTERE DES SPORTS

1.020 Administration Générale
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE

1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2.059 Promotion de la Femme
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

1.023 Administration Générale

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
2.063 Lutte Contre la Pauvreté

700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

1.024 Administration Générale
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1.025 Administration Générale
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
2.071 Protection et Conservation de la Nature
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1.026 Administration Générale
2.073 Développement des Ressources Energétiques
2.074 Développement des Ressources en Eau

726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE

1.027 Administration Générale
2.075 Développement des ressources minérales
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

1.028 Administration Générale
2.076 Medias et Communication Publics
2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

1.029 Administration Générale
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires

750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1.031 Administration Générale et Contrôle
2.080 Population
2.081 Aménagement du Territoire
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
3.008 Appui au développement de la statistique

770 MINISTERE DES TRANSPORTS

1.042 Administration Générale
2.066 Développement et sécurisation des transports
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

1.033 Administration Générale
2.084 Développement du secteur industriel
2.085 Appui au développement du secteur privé
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

11/09/2018

Liste des programmes par département

Section
Programme

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1.034 Administration Générale
2.087 Appui au Monde Rural
2.088 Aménagement et Equipement Rural
2.089 Recherche - Formation
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1.037 Administration Générale
2.090 Développement des Productions et Industries Animales
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

1.040 Administration Générale
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provision pour imprevues
0.004 Dette

ETAT K

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi
****

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2019-2021





DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT (DNPD)

Septembre 2018

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2019 – 2021

I. RAPPEL/MÉTHODOLOGIE

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2019-2021 est le 32ème exercice de programmation depuis l'adoption et l'application à partir de 1988 du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements au Mali.

En 1989, le Budget Spécial d'Investissement (BSI) qui est la première tranche annuelle du PTI a été intégrée au Budget d'État et devait obéir de ce fait aux règles et procédures d'exécution de celui-ci. Pour élargir ces règles au financement extérieur du BSI, des procédures spécifiques ont été instituées à travers l'Instruction N° 03/ MP-MFC du 03 septembre 1990 relative au suivi d'exécution trimestriel du BSI.

L'intégration du BSI au Budget d'État émane du souci du Gouvernement de rationaliser les dépenses publiques liées aux investissements dans le cadre des mesures d'ajustement structurel conclues avec les Institutions de Bretton Woods. C'est pourquoi, à partir de 1992, le Gouvernement a convenu avec la Banque Mondiale de l'application de critères économiques et financiers dans la sélection des projets à inscrire au PTI et au BSI. Ces critères ont été réaffirmés et renforcés par une grille d'évaluation avec l'adoption en juillet 2003 du Manuel de Procédures de Programmation et de Suivi - évaluation des investissements publics au Mali.

Il s'agit entre autres de :

- l'exigence d'un dossier de faisabilité pour tous les projets, notamment ceux dont le coût d'investissement est supérieur ou égal à un (1) milliard de FCFA et la disponibilité d'un dossier de formulation, le cas échéant ;
- l'exigence d'un taux de rentabilité économique suffisant pour les projets productifs d'une telle envergure ;
- l'impact des projets, notamment sur le service de la dette, les coûts récurrents et les fonds de contrepartie.

L'application de ces critères doit permettre de rationaliser le processus global d'investissement et d'améliorer ainsi la gestion des ressources publiques.

À partir de 1997, le document du PTI a été ajouté aux documents budgétaires dans le but d'informer les autorités, au-delà de l'exercice budgétaire annuel, sur les perspectives globales d'investissement sur trois ans.

II. PRESENTATION DU PTI 2019-2021

Le Programme Triennal d'Investissement 2019-2021 s'inscrit dans le cadre macro-économique de mise en œuvre de la nouvelle stratégie de développement à moyen terme comme document de référence (Post CREDD) et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2040 (Etude Nationale Prospective Mali 2040) en cours d'élaboration. Ces nouvelles stratégies doivent être placées dans la perspective de l'Agenda 2030 du développement durable et de l'Agenda 2063 des chefs d'Etat de l'Union africaine dont elle constitue le meilleur cadre d'opérationnalisation.

Le PTI 2019 -2021 prend en compte l'évaluation des politiques économiques et financières mises en œuvre par le Mali avec l'appui des Institutions de Bretton Woods et des autres partenaires au développement. Il traduit également les orientations et objectifs qualitatifs sur la base d'une vision de croissance économique soutenue et réductrice de pauvreté.

1. Les stratégies et objectifs macro-économiques et macro financiers pour 2019 - 2021

La Stratégie de Développement pour la période 2019 - 2021 vise la consolidation de la stabilisation macro-économique, notamment le renforcement et l'approfondissement des réformes structurelles et sectorielles.

L'objectif principal est d'atteindre une croissance économique durable et soutenue en vue de réduire la pauvreté et le chômage et d'assurer la viabilité financière intérieure et extérieure à moyen terme.

La stratégie de développement sera mise en œuvre dans le contexte de la décentralisation et du renforcement de l'intégration régionale, notamment au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO dans le cadre du Post-CREDD en cours d'élaboration, cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali.

La finalité de ce cadre stratégique de développement est de créer d'une part, un environnement macro – économique et institutionnel structurant, favorable à la croissance et à l'accroissement de la compétitivité de l'économie et, d'autre part les conditions de participation effective des populations à la réalisation et au bénéfice des fruits de cette croissance tout en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs revenus et leur accès aux services sociaux de base.

2. Politiques macro-économiques et structurelles

Les politiques macro-économiques viseront à :

- améliorer de façon durable la situation financière par une augmentation continue des recettes et le maintien de la maîtrise des dépenses publiques, l'objectif étant d'assurer à terme la viabilité des finances de l'État afin d'augmenter l'épargne intérieure et de réduire la dépendance du Mali à l'égard de l'aide budgétaire ;
- maintenir une politique monétaire et de crédits prudents et compatibles avec les objectifs de croissance économique, d'inflation et de balance des paiements ;
- renforcer l'efficacité des investissements publics pour éliminer les entraves à un plus grand dynamisme du secteur privé et à la prestation des services sociaux.

Les politiques structurelles viseront à :

- développer et promouvoir le secteur privé, notamment par la mise en place d'un cadre juridique simple, incitatif et du cadre réglementaire, le renforcement des institutions de soutien au secteur privé, la consolidation et l'élargissement du secteur financier, et la mise en place des infrastructures économiques de soutien adéquates ;
- poursuivre les réformes en matière de réhabilitation de la justice par la mise en œuvre du PURSJ ;
- poursuivre la réforme des entreprises publiques.

Les politiques sectorielles viseront à :

- renforcer la compétitivité et la productivité du secteur de l'agriculture par l'amélioration de la performance des filières riz, maïs, blé, coton, gomme arabique, anacarde, karité et le développement de l'agriculture irriguée et non irriguée pour l'atteinte des objectifs du secteur ;
- promouvoir la diversification agricole avec une plus grande participation du secteur privé par le renforcement du cadre incitatif et réglementaire, l'encadrement des organisations des producteurs et des exportateurs ;
- valoriser les ressources humaines et les services sociaux de base par le développement de l'éducation, de la santé, l'accès à l'eau potable et la promotion de la femme ;
- assurer la protection de l'environnement par une gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- développer et promouvoir les infrastructures économiques (mines, énergie, transports et télécommunications, urbanisme et habitat).

3. Les implications du PTI 2019-2021 sur la nouvelle Stratégie Nationale de Développement post CREDD

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2019-2021** qui correspond à des projets mûrs ou en cours d'exécution est estimée à **1 471,446 Milliards** de FCFA contre **1 111, 821 Milliards de FCFA** sur la période **2018-2020**, soit une augmentation de **32,35%** (**359,625 Milliards** de FCFA)**.** L'augmentation de l'enveloppe du PTI par rapport à 2018-2020 s'explique en grande partie par une augmentation considérable des dépenses prévisionnelles des secteurs **Infrastructures et Secondaire** qui représentent à eux seuls **64,72%**.

Il convient de noter que l'enveloppe ainsi déterminée ne couvre que les investissements publics inscrits au PTI 2019-2021.

Le présent Programme Triennal d'Investissement Public accorde la priorité au secteur des **Infrastructures**, notamment les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** et les secteurs **Secondaire** et **Economie Rurale** à travers, respectivement, les sous-secteurs **Energie, Eaux** et **Agriculture**.

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures routières, les aménagements hydro – agricoles dans les zones des Offices de développement agricole, le développement agro-sylvo-pastoral, le renforcement des infrastructures énergétiques, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics, le

renforcement des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement), l'appui à la décentralisation et au secteur privé.

Ainsi, le PTI se présente par secteur comme suit :

- secteur **Economie rurale** : les programmes d'aménagement en maîtrise totale ou partielle dans les zones Offices (Office du Niger, Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office Riz Mopti (ORM), Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Moyen Bani (OMB), Projet d'Appui Régional à I 'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), Irrigation de Proximité dans le Delta Intérieur/IPRODI, Irrigation de Proximité Gao et Ménaka (IPRO), le Projet d'Appui au Développement Rural de Soke 1 (PADER-S1), le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage intensif au Mali (PADEL-M), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA/DCI), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN-KL), le Programme de Développement de l'Irrigation au Mali (PDI-BS), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à la Sécurité Alimentaire (PRIA), le Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), le Projet d'Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK), le Projet d'Appui à la Filière Halieutique au Mali (PAFHA), le Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN), le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREFEN), et les Programmes d'infrastructures économiques dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou ;
- secteur **Secondaire** : le projet d'aménagement du barrage de Taoussa, les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités, la production hybride et accès rural à l'électricité, l'appui aux connaissances et au suivi des ressources en eau, le Projet Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, le Programme National de mobilisation des ressources en Eau /Assainissement AEP des centres semi urbains en 1ère ,2ème, 5ème, et 6ème régions, le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux et la recherche et la promotion des miniers, les programmes d'urgence sociale d'accès à l'énergie et à l'eau ;
- secteur **Infrastructures** : le démarrage de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni-Diema-Sandaré-Kayes-Diboli, les travaux d'aménagement de la traversée de la ville de Sikasso, la poursuite et la consolidation d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays. Il s'agit entre autres : (i) les travaux de bitumage de la route Goma Coura-Tombouctou, (ii) la construction/bitumage de la route Zantiébougou - Kolondiéba -Frontière RCI, (iii) les dix (10) Projets prioritaires, (iv) la construction et le bitumage de la route Macina - Diafarabé - Ténenkou, la construction de 50 000 logements sociaux, le programme de réforme foncière, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics (DNDC, DGCC, ANTIM, Hôtel des Finances, INSTAT, grande prison de Bamako), le Programme

d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), la réhabilitation/équipement des anciennes régions et l'opérationnalisation des nouvelles régions, le programme d'acquisition/construction de résidences et logements des diplomates, le renforcement des équipements aéronautiques et météorologiques ;

- secteur des **Ressources Humaines** : le Programme d'Urgence de Renforcement du Système Judiciaire (PURSJ), le Projet Filets Sociaux «Jigisemejiri »/IDA, le projet de développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ), le projet d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER), le Programme de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE), le Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM), le Projet Autonomisation des femmes et Dividende Démographique (SWEED), la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires et universitaires (Lycées, IFM, Facultés), les Contrats plans État - Régions ou District, l'amélioration des plateaux techniques des hôpitaux, la construction et l'équipement des hôpitaux, la mise en œuvre des accords d' établissement des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) et les travaux de réhabilitation et d'équipement d'infrastructures sportives et culturelles.

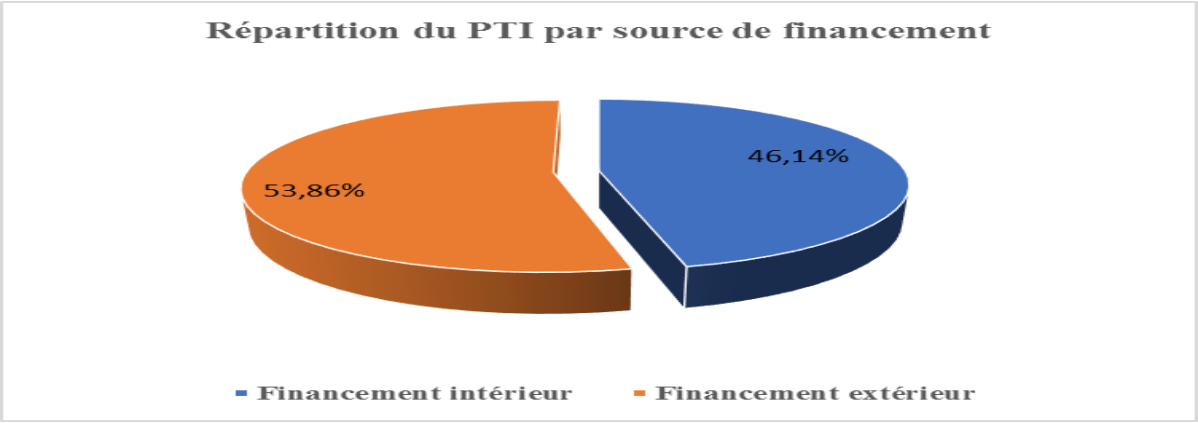
Pour étoffer davantage le Programme Triennal d'Investissement à l'avenir, il convient, non seulement, d'améliorer le degré d'exhaustivité du PTI mais aussi d'accélérer le rythme d'identification et d'étude de nouveaux projets dans les domaines prioritaires que constituent l'agriculture, l'éducation, la santé ainsi que la construction et la réhabilitation des infrastructures routières et énergétiques.

4. Enveloppe globale du PTI 2019-2021

L'enveloppe du PTI 2019-2021 se chiffre à **1 471,446 Milliards** de F CFA. Les ressources financières prévues pour couvrir ces dépenses proviennent respectivement du financement intérieur pour **678,909 Milliards FCFA**, soit **46,14%** et du financement extérieur pour **792,537 Milliards FCFA**, soit **53,86%.**

On constate la volonté manifeste des autorités du pays à financer de plus en plus les investissements sur les ressources intérieures, notamment les secteurs Infrastructures et Ressources humaines avec respectivement **61,64%** et **66,58%.**

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



5. Ventilation Sectorielle de l'Enveloppe du PTI 2019-2021

5.1. Ventilation du PTI par source de financement

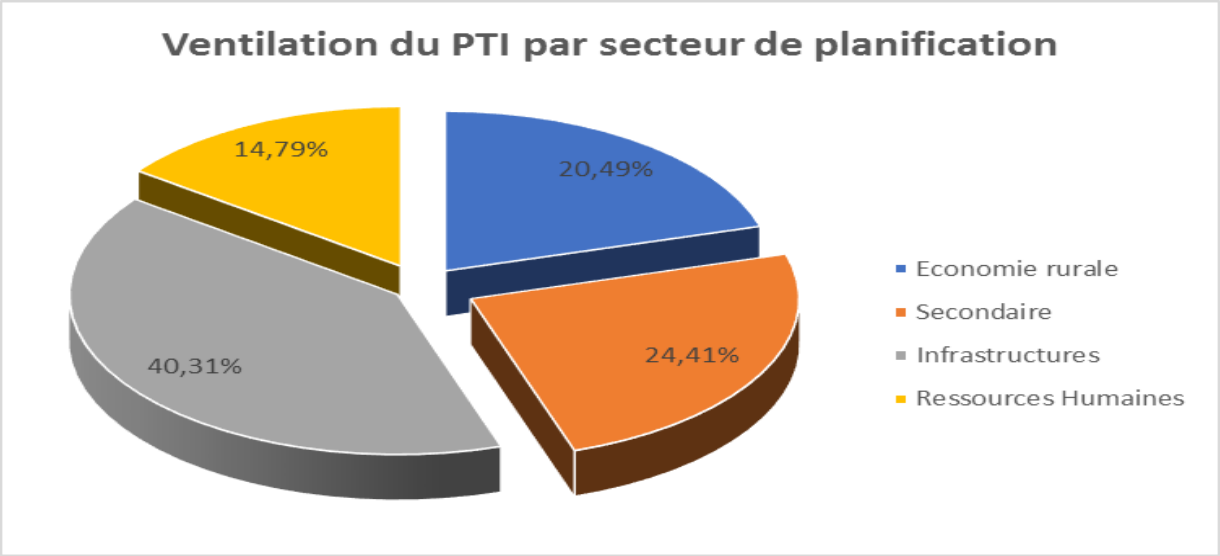
La ventilation sectorielle du PTI se présente comme suit :

Tableau 1 : Financement total par secteur de planification

(En millions F CFA et en %)

Secteurs	Montant total	% par secteur
Economie rurale	**301 449**	**20,49**
Secondaire	**359 113**	**24,41**
Infrastructures	**593 185**	**40,31**
Ressources Humaines	**217 699**	**14,79**
Total	**1 471 446**	**100,00**

Graphique 2 : ventilation de l'enveloppe du PTI par Secteur de planification



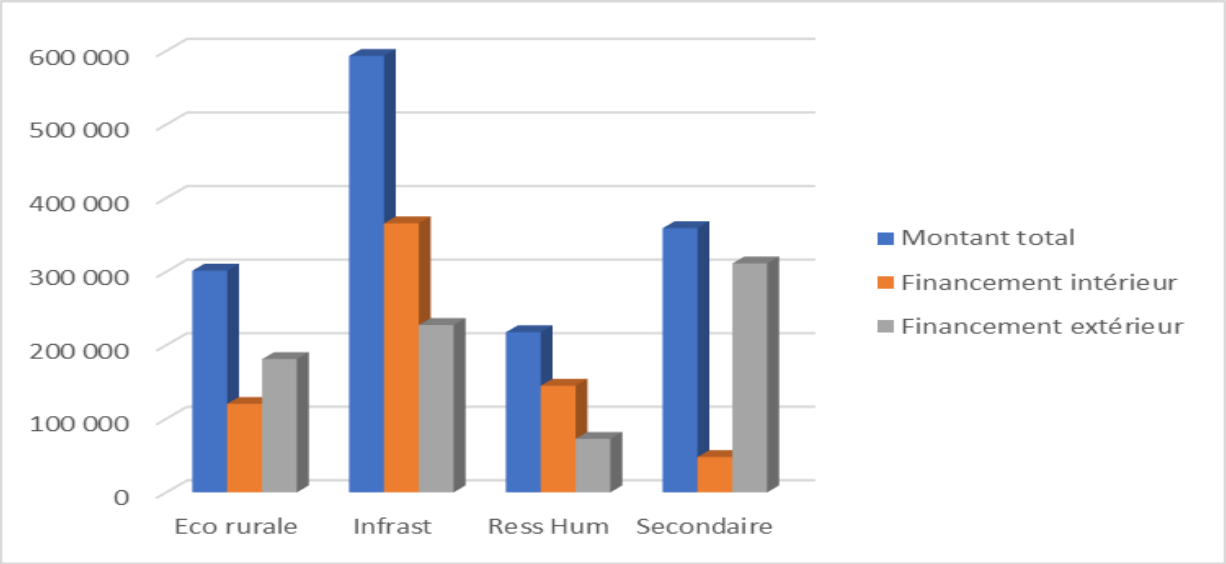
La ventilation sectorielle du **PTI 2019-2021** par source de financement se présente comme suit (en milliards F CFA) :

Tableau 2 : Secteurs de planification par source de financement

(En millions F CFA)

Secteurs	Financement intérieur	Financement extérieur
Economie rurale	120 285	181 164
Secondaire	48 010	311 103
Infrastructures	365 665	227 520
Ressources Humaines	144 949	72 750
Total	**678 909**	**792 537**

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du PTI par secteur de planification et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement intérieur est très important au niveau de deux (02) secteurs, à savoir les **Infrastructures et les Ressources humaines.** Par contre ceux de l'**Economie rurale** et **Secondaire** sont dominés par les ressources extérieures.

Au niveau des secteurs **Infrastructures** et **Ressources humaines**, l'importance du financement intérieur s'explique par la volonté des autorités à assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays d'une part et d'autre part par la prise en charge des besoins d'ordre social (Santé/affaires sociales et Administration). Par contre, pour les secteurs **Secondaire** et **Economie rurale**, la prédominance du financement extérieur est due aux infrastructures hydrauliques, énergétiques et agricoles qui nécessitent également de moyens financiers très importants.

5.2. Ventilation par secteur de planification, sous-secteurs et par source de financement

5.2.1. Secteur et sous-secteurs des Infrastructures

Le profil sectoriel de l'enveloppe du PTI se caractérise par l'importance du Secteur des **Infrastructures** avec **593,185 Milliards**, soit **40,31%** de l'enveloppe globale. Ce secteur est marqué par la poursuite des projets et programmes de désenclavement intérieur et extérieur, la construction des bâtiments publics et la mise en œuvre du Programme de construction de 50 000 logements sociaux.

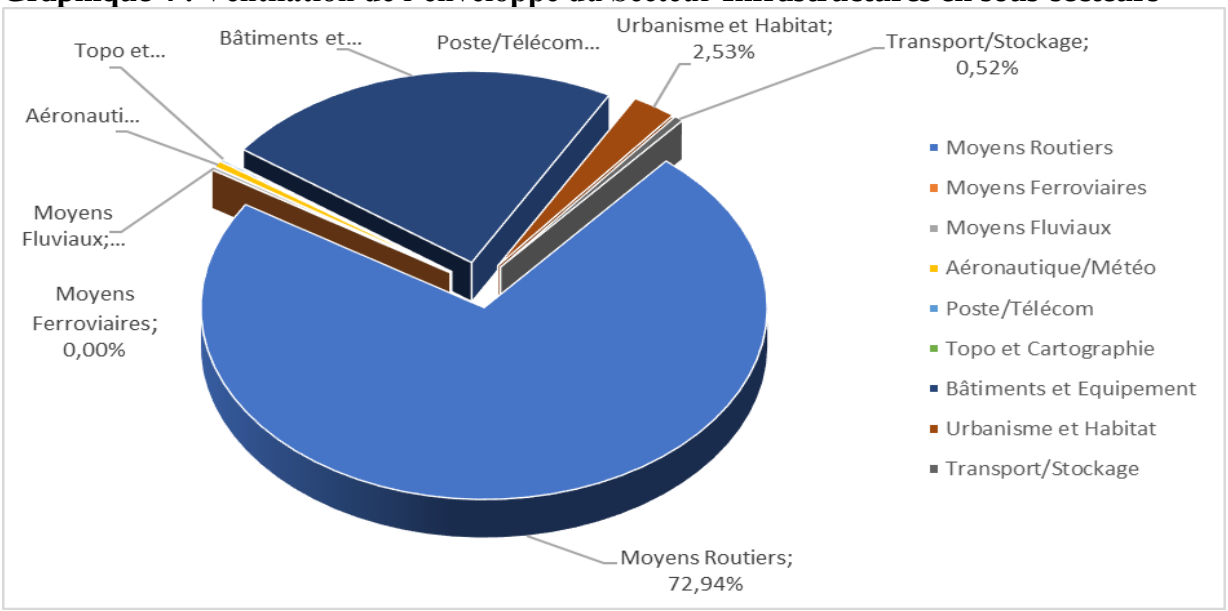
Au niveau de ce secteur, les ressources intérieures représentent **365,665 milliards de FCFA,** soit **61,64%** et sont surtout concentrées sur les sous-secteurs **Moyens routiers** avec un montant de **205,124 milliards de FCFA**, soit **72,94%** du financement total du secteur (poids du sous-secteur) **et** des **Bâtiments et Equipement** avec un financement de **136,467 milliards de FCFA**, soit **23,01%**. Les autres sous-secteurs (**Moyens Ferroviaires, Moyens fluviaux, Poste/Télécom, Topo et Cartographie** et **Transport/Stockage**) représentent seulement **4,06% du secteur.** Celles de l'extérieur sont entièrement orientées vers le sous-secteur **Moyens routiers.**

Tableau 3 : Financement par sous-secteur (secteur Infrastructures)

(En millions F CFA et en %)

Sous-Secteur	Financement	Pourcentage
Moyens Routiers	432 644	72,94
Moyens Ferroviaires	0	0,00
Moyens Fluviaux	1 370	0,23
Aéronautique/Météo	3 163	0,53
Poste/Télécom	885	0,15
Topo et Cartographie	590	0,10
Bâtiments et Equipement	136 467	23,01
Urbanisme et Habitat	15 011	2,53
Transport/Stockage	3 055	0,52
TOTAL	**593 185**	**100**

Graphique 4 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



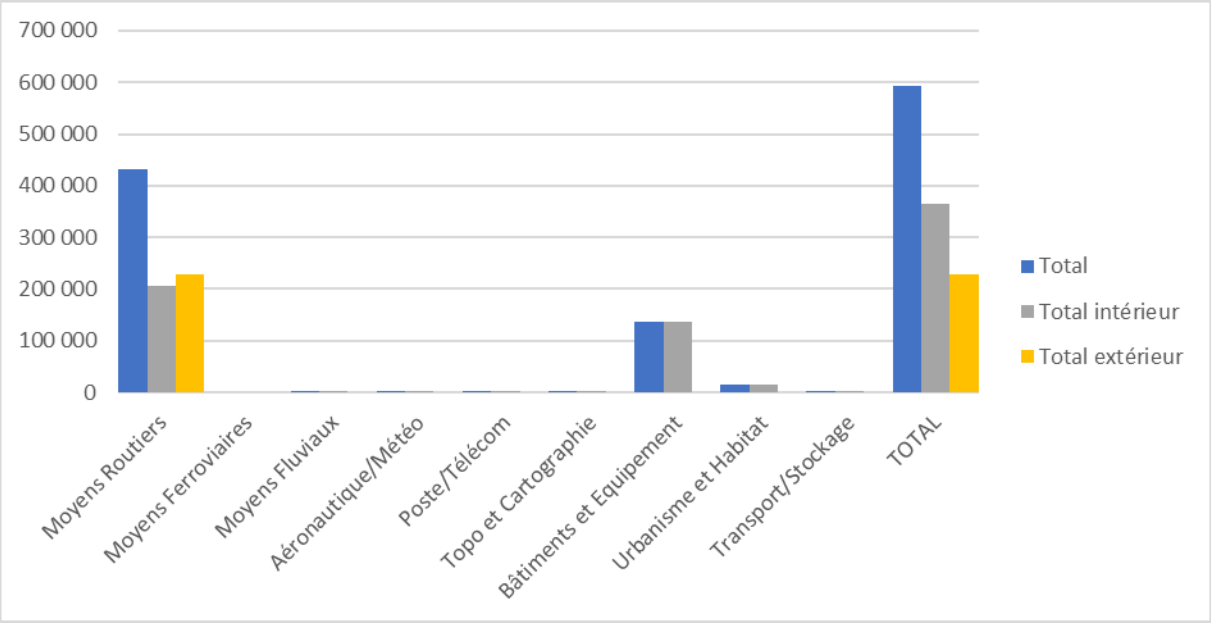
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Sous-secteurs du Secteur Infrastructures par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur	Financement extérieur
Moyens Routiers	205 124	227 520
Moyens Ferroviaires	0	0
Moyens Fluviaux	1 370	0
Aéronautique/Météo	3 163	0
Poste/Télécom	885	0
Topo et Cartographie	590	0
Bâtiments et Equipement	136 467	0
Urbanisme et Habitat	15 011	0
Transport/Stockage	3 055	0
TOTAL	**365 665**	**227 520**

Graphique 5 : ventilation de l'enveloppe du Secteur (Infrastructures) par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'intervient qu'au niveau du seul sous-secteur **Moyens routiers.** Quant au financement intérieur, **il ressort que les deux (02) sous-secteurs Moyens routiers** et **Bâtiments et Equipement** représentent à eux seuls **95,94%** du montant total des ressources intérieures**.**

5.2.2. Secteur Secondaire et sous-secteurs

Le **Secteur Secondaire** avec **359,113 milliards de FCFA**, soit **24,41%** de l'enveloppe du **PTI 2019-2021**, est essentiellement marqué par la poursuite de la mise en œuvre des projets/programmes des sous-secteurs **Energie et Eaux**, représentant **96,37%** (**346,085 milliards de FCFA**) du montant total (intérieur et extérieur) du secteur.

Le financement du secteur est dominé par les ressources extérieures avec **311,103 milliards de FCFA**, soit **86,63%** et sont orientées vers les investissements en matière d'accès à l'énergie et à l'eau.

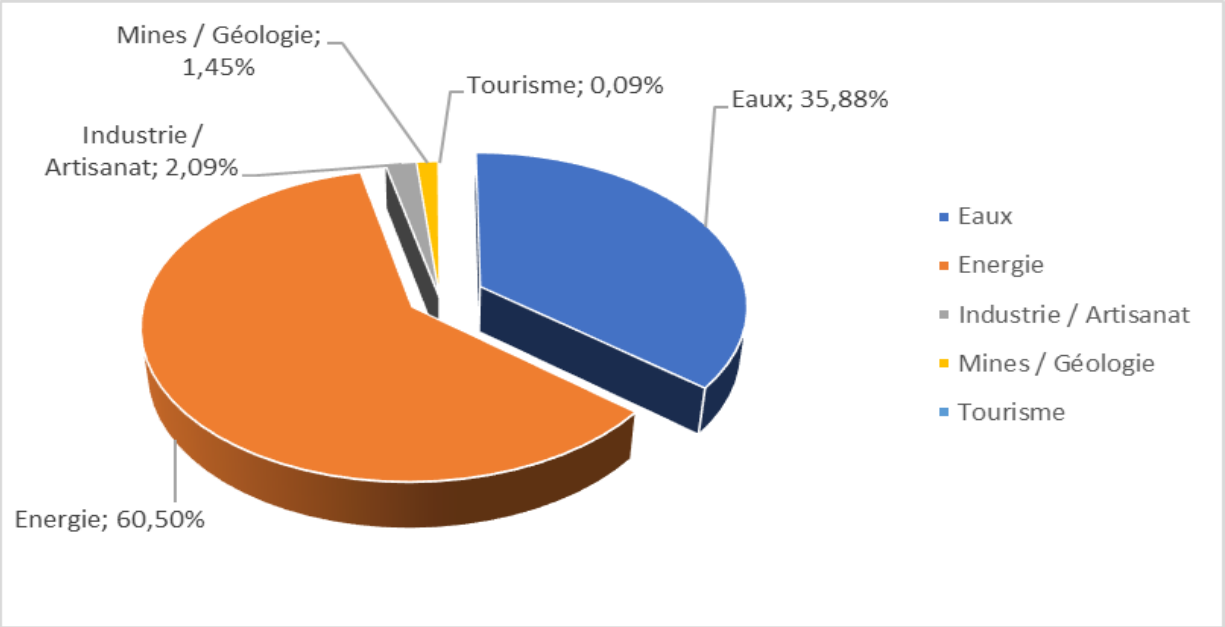
Quant aux ressources intérieures, elles s'élèvent à **48,010 milliards de FCFA**, soit **13,37%** et sont consacrées à la recherche minière, au développement et renforcement des infrastructures de l'énergie et d'approvisionnement en eau potable.

Tableau 5 : Financement par sous-secteur du Secteur Secondaire

(En millions F CFA et en %)

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Mines / Géologie	5 205	1,45
Eaux	128 839	35,88
Energie	217 246	60,50
Industrie / Artisanat	7 490	2,09
Tourisme	333	0,09
TOTAL	**359 113**	**100**

Graphique 6 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



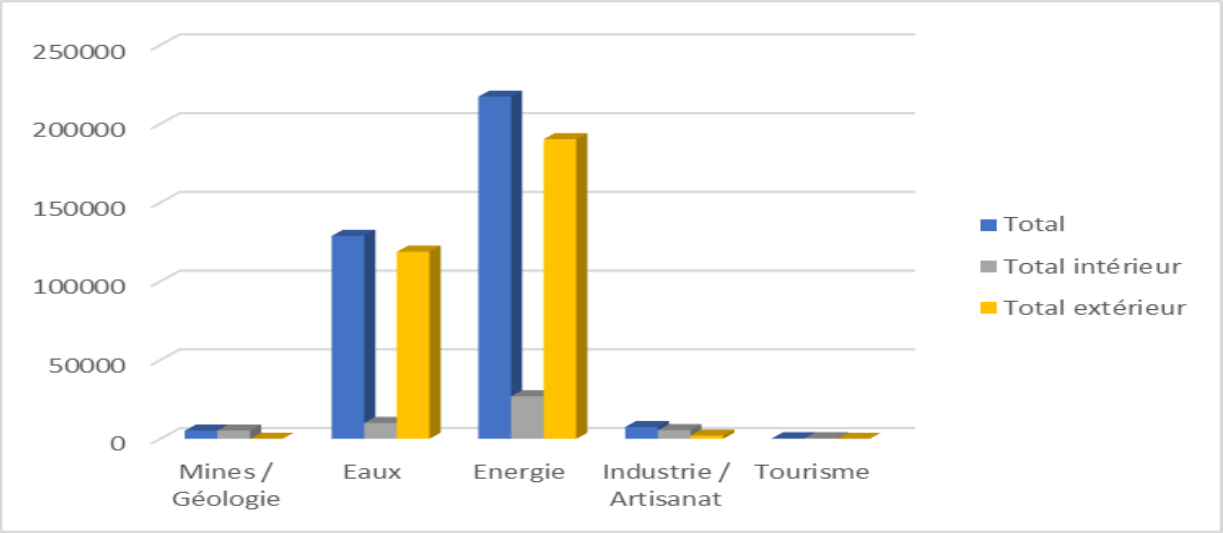
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

Tableau 6 : Sous-secteur du Secteur Secondaire de planification par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	**Financement intérieur**	**Financement extérieur**
Mines / Géologie	5 205	0
Eaux	10 051	118 788
Energie	26 988	190 258
Industrie / Artisanat	5 433	2 057
Tourisme	333	0
TOTAL	**48 010**	**311 103**

Graphique 7 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que les sous-secteurs **Industrie/Artisanat, Mines/Géologie** et **Tourisme** sont faiblement financés contrairement aux deux (2) autres sous-secteurs (**Energie** et **Eaux**). Les sous-secteurs tels que **Mines et Géologie, Tourisme** sont exclusivement financés sur les ressources internes.

5.2.3. Secteur Economie Rurale et sous-secteurs

Le Secteur **Economie rurale** avec **301,449 milliards de FCFA**, **soit 20,49%** de l'enveloppe du **PTI 2019-2021**, est essentiellement marqué par la poursuite et/ou le démarrage des projets/programmes d'aménagement hydro-agricole, de résilience des populations contre l'insécurité alimentaire, de développement de l'élevage et de protection de l'environnement face aux changements climatiques.

Le financement du secteur est dominé par les ressources extérieures avec **181,164 milliards de FCFA**, soit **60,10%** et sont orientées essentiellement vers les investissements en matière de développement des sous-secteurs de l'**agriculture** et de l'**élevage** avec **94,51%** du montant total.

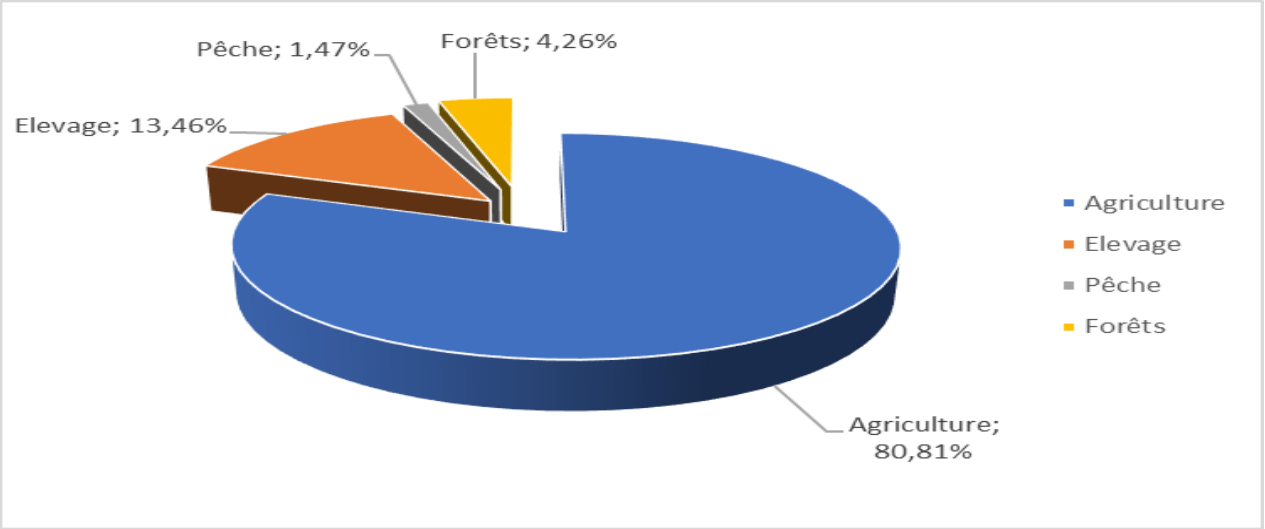
Quant aux ressources intérieures, elles s'élèvent à **120,285 milliards de FCFA**, soit **39,90%** et sont consacrées au sous-secteur de l'**agriculture** avec **91,40%.**

Tableau 7 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie rurale

(En millions F CFA et en %)

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Agriculture	243 612	80,81
Elevage	40 577	13,46
Pêche	4 423	1,47
Forêts	12 837	4,26
Total	**301 449**	**100,00**

Graphique 8 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteurs



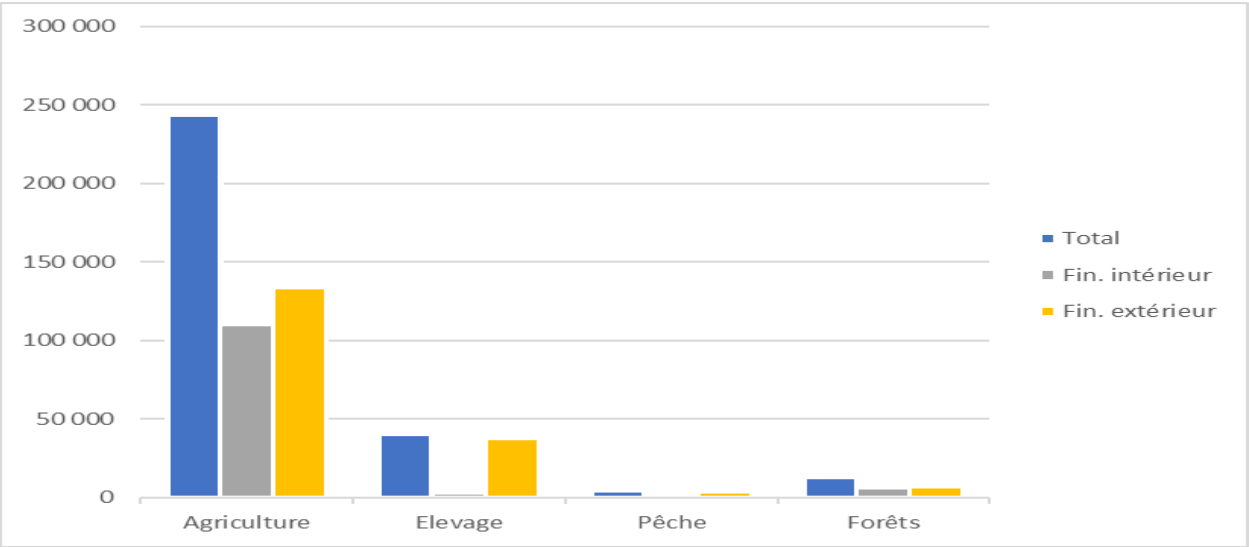
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 8 : Sous-secteur du Secteur Economie rurale par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteur	Financement intérieur	Financement extérieur
Agriculture	109 936	133 676
Elevage	3 035	37 542
Pêche	1 366	3 057
Forêts	5 948	6 889
Total	**120 285**	**181 164**

Graphique 9 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale par sous-secteur et par source de financement



Le graphique montre que le financement du sous-secteur **Agriculture** est dominé par les ressources extérieures. Les deux (02) sous-secteurs **Forêts** et **Pêche** sont faiblement financés.

5.2.4. Secteur et sous-secteurs des Ressources Humaines

Le Secteur **Ressources humaines** avec **217,699 milliards de FCFA**, soit **14,79%** de l'enveloppe du **PTI 2019-2021**, est essentiellement marqué par la poursuite et/ou le démarrage des projets/programmes de renforcement des capacités des structures hospitalières et la modernisation de l'administration.

Le financement du secteur est dominé par les ressources intérieures avec **144,949 milliards de FCFA**, soit **66,58%** et sont orientées essentiellement vers les investissements en matière de développement des sous-secteurs **Administration/Plan/Finances** et **Santé/affaires sociales** avec **78,24%** du montant total.

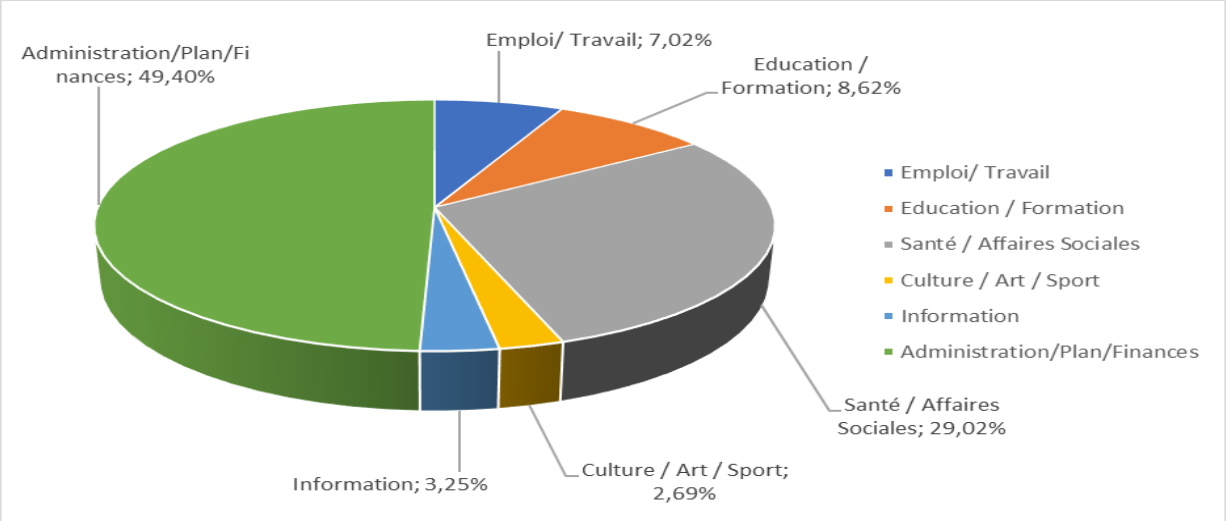
Quant aux ressources extérieures, elles s'élèvent à **72,750 milliards de FCFA**, soit **33,42%** et sont entièrement consacrées aux sous-secteurs **Administration/Plan/Finances**, **Emploi/Travail** et **Santé/affaires sociales.**

Tableau 9 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Emploi/ Travail	15 278	7,02
Education / Formation	18 768	8,62
Santé / Affaires Sociales	63 181	29,02
Culture / Art / Sport	5 860	2,69
Information	7 073	3,25
Administration/Plan/Finances	107 539	49,40
Total	**217 699**	**100,00**

Graphique 10 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



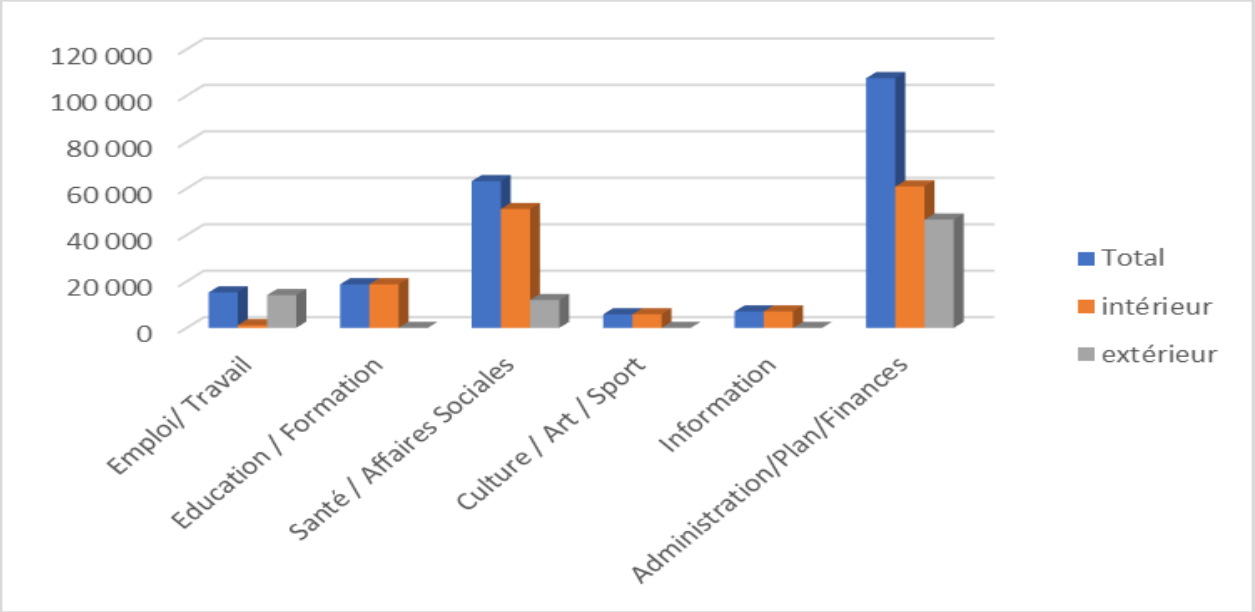
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 10 : Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteur	Financement intérieur	Financement extérieur
Emploi/ Travail	1 159	14 119
Education / Formation	18 768	0
Santé / Affaires Sociales	51 181	12 000
Culture / Art / Sport	5 860	0
Information	7 073	0
Administration/Plan/Finances	60 908	46 631
Total	**144 949**	**72 750**

Graphique 11 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est faible par rapport au financement intérieur et ne couvre que trois (03) sous-secteurs **Administration/Plan/Finances, Emploi/Travail** et **Santé/affaires sociales.**

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constituent des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils devront permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat afin qu'elles contribuent réellement au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne répond pas encore à toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années à cause de certaines contraintes qui affectent négativement la qualité de ladite programmation, notamment le vieillissement du portefeuille des Projets/Programmes et la faible capacité de certains acteurs à conduire le processus.

En perspective, le Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) en cours d'élaboration contribuera à améliorer la programmation (formulation des nouveaux programmes structurants par les départements sectoriels prenant en compte les nouvelles orientations) et d'accélérer la transformation structurelle de notre économie.

A N N E X E S

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par Secteur / Sous-Secteur et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	2012	2021	2 520	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	2014	2021	30 000	15 000	10 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2019	26 892	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	2005	2019	1 350	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2007	2021	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2019	2 277	150	400	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2020	115 088	5 000	44 330	2 700	17 800	10 500	10 500	0	2 700	2 300	0	5 000	7 800	5 000	0	12 800	BAD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2020	12 000	600	300	300	4 559	3 924	3 924	0	300	300	0	600	3 624	335	0	3 959	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2013	2021	2 400	1 200	2 010	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2011	2021	4 536	450	150	150	2 963	1 104	1 104	0	150	150	150	450	954	796	763	2 513	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2014	2020	35 000	160	180	80	3 480	2 960	2 960	0	80	80	0	160	2 880	440	0	3 320	BID
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2019	33 500	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2019	29 642	200	17 300	200	6 200	6 200	6 200	0	200	0	0	200	6 000	0	0	6 000	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2019	27 776	200	11 550	200	4 200	4 200	4 200	0	200	0	0	200	4 000	0	0	4 000	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2020	10 500	800	1 200	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2021	3 000	1 350	1 110	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	2017	2018	1 650	0	1 650	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	2016	2021	700	300	350	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*	*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2020	24 945	500	1 000	250	9 231	3 189	3 189	0	250	250	0	500	2 939	2 939	2 853	8 731	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2016	2021	31 940	2 700	10 470	900	14 700	12 900	12 900	0	900	900	900	2 700	12 000	0	0	12 000	BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2016	2021	1 500	1 050	800	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2021	1 500	600	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2020	15 759	3 000	6 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	0	5 000	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2020	3 769	150	1 850	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	UE
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2021	1 850	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2021	6 700	900	1 350	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2019	67 173	108 476	108 476	62 922	62 922	62 922	62 922	0	62 922	0	0	62 922	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*	*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2021	2 600	1 200	1 020	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2023	10 000	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2023	4 000	2 400	800	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2023	7 500	4 500	1 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2023	5 000	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3084	Appui Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)	2019	2019	4 344	4 344	4 344	4 344	4 344	4 344	4 344	0	4 344	0	0	4 344	0	0	0	0	
3085	APPUI SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER (STF)	2019	2019	134	134	134	134	134	134	134	0	134	0	0	134	0	0	0	0	
3086	APPUI SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP)	2019	2019	302	302	302	302	302	302	302	0	302	0	0	302	0	0	0	0	
3087	APPUI OBSERVATOIRE DU MARCHE AGRICOLE (OMA)	2019	2019	220	220	220	220	220	220	220	0	220	0	0	220	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 858	600	2 700	200	8 600	2 700	2 700	0	200	200	200	600	2 500	2 500	3 000	8 000	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2021	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2021	17 000	450	2 150	150	13 306	6 578	6 578	0	150	150	150	450	6 428	6 428	0	12 856	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2018	2022	17 500	400	400	400	10 555	6 737	0	6 737	400	0	0	400	6 337	881	2 937	10 155	BM
3133	PROJET APPUI IRRIGAT° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2021	11 600	11 151	11 151	0	11 151	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	3 717	3 717	11 151	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	16 332	16 332	0	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	6 000	9 000	19 500	AFD BM
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	2016	2020	8 732	0	0	0	4 345	4 345	4 345	0	0	0	0	0	4 345	0	0	4 345	Canada
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	2016	2020	9 183	0	0	0	6 378	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	1 689	1 689	6 378	UE
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2021	4 264	4 264	4 264	0	3 168	1 193	1 193	0	0	0	0	0	1 193	1 213	762	3 168	Belgique
TOTAL SOUS-SECTEUR				650 371	203 333	273 443	91 002	256 908	163 219	156 482	6 737	91 002	21 680	15 350	128 032	72 217	31 938	24 721	128 876	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2013	2019	806	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	2005	2019	5 785	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	2006	2019	2 110	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	2009	2019	14 740	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2021	13 772	450	14 550	150	6 026	4 726	4 726	0	150	150	150	450	4 576	1 000	0	5 576	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2015	2021	39 000	675	8 250	150	18 149	8 887	8 887	0	150	300	225	675	8 737	8 737	0	17 474	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2021	2 000	800	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2017	2021	5 220	5 074	4 924	150	4 381	1 582	1 582	0	150	100	50	300	1 432	1 665	984	4 081	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2018	2023	32 929	10 411	1 948	0	10 411	1 948	1 948	0	0	0	0	0	1 948	3 293	5 170	10 411	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				116 362	17 885	30 947	1 325	40 642	18 018	18 018	0	1 325	950	825	3 100	16 693	14 695	6 154	37 542	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	2009	2019	2 570	350	1 750	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2021	14 000	1 050	1 950	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2021	5 248	0	0	0	3 057	1 723	1 723	0	0	0	0	0	1 723	1 047	287	3 057	UE
TOTAL SOUS-SECTEUR				21 818	1 400	3 700	700	4 457	2 423	2 423	0	700	350	350	1 400	1 723	1 047	287	3 057	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	400	300	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	2007	2019	1 200	150	300	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2020	6 390	200	250	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	2005	2019	6 913	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	2005	2019	1 200	75	125	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONAL GESTION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	2005	2019	1 050	100	200	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2019	3 000	50	275	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	2015	2019	3 100	175	175	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	2010	2020	1 567	160	200	200	360	200	200	0	200	160	0	360	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	2010	2021	7 201	4 978	4 778	100	4 978	2 653	2 653	0	100	100	100	300	2 553	1 277	848	4 678	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2021	4 076	150	3 106	150	965	596	596	0	150	0	0	150	446	183	186	815	UE
2690	EXTENSION/RENFOR CEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2019	300	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2021	900	180	330	60	646	526	526	0	60	60	60	180	466	0	0	466	FNU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2019	10 700	100	500	100	1 030	1 030	1 030	0	100	0	0	100	930	0	0	930	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2021	850	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	2016	2018	7 834	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2021	1 200	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2021	3 500	2 350	1 630	750	2 350	750	750	0	750	800	800	2 350	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				64 081	10 568	13 169	2 910	12 979	7 305	7 305	0	2 910	1 820	1 360	6 090	4 395	1 460	1 034	6 889	
TOTAL SECTEUR				0	233 186	321 259	95 937	314 986	190 965	184 228	6 737	95 937	24 800	17 885	138 622	95 028	49 140	32 196	176 364	0

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2021	6 600	600	1 100	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2019	1 400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2021	7 000	4 500	1 980	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				15 000	5 300	3 280	1 900	5 300	1 900	1 900	0	1 900	1 700	1 700	5 300	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	2002	2020	1 900	300	325	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2020	1 550	800	950	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2019	10 000	2 500	5 800	2 500	2 500	2 500	2 500	0	2 500	0	0	2 500	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2021	18 200	1 900	9 300	800	1 900	800	800	0	800	800	300	1 900	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2019	2 250	1 050	1 350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2021	156 000	1 900	500	500	45 308	31 518	31 518	0	500	700	700	1 900	31 018	12 390	0	43 408	BAD
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2019	18 695	150	650	150	8 890	8 890	8 890	0	150	0	0	150	8 740	0	0	8 740	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 203	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2021	36 000	8 450	8 650	150	8 450	2 834	2 834	0	150	0	0	150	2 684	3 036	2 580	8 300	BM

SECTEUR	*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2019	7 800	200	200	200	4 016	3 416	3 416	0	200	0	0	200	3 216	600	0	3 816	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2021	47 952	450	290	150	34 850	15 550	15 550	0	150	150	150	450	15 400	13 000	6 000	34 400	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2019	6 855	100	4 071	100	3 668	3 668	3 668	0	100	0	0	100	3 568	0	0	3 568	BID
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2021	5 000	4 992	4 832	80	4 992	944	944	0	80	80	80	240	864	2 160	1 728	4 752	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2022	7 216	6 464	6 464	0	5 904	1 312	1 312	0	0	0	0	0	1 312	2 624	1 968	5 904	KfW
TOTAL SOUS-SECTEUR				349 621	29 856	43 682	5 830	123 228	72 632	72 632	0	5 830	2 930	1 580	10 340	66 802	33 810	12 276	112 888	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2021	150 441	7 000	36 000	2 000	108 000	17 000	17 000	0	2 000	2 500	2 500	7 000	15 000	86 000	0	101 000	AFD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2019	1 980	150	300	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2019	950	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2021	32 000	12 500	21 898	2 500	17 500	7 500	7 500	0	2 500	5 000	5 000	12 500	5 000	0	0	5 000	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2021	700	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2019	1 500	150	850	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2015	2019	4 676	100	700	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	560	4 680	560	4 560	4 560	4 560	0	560	0	0	560	4 000	0	0	4 000	Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2020	7 800	730	1 780	380	730	380	380	0	380	350	0	730	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2021	2 000	1 050	1 120	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2021	80 700	0	0	0	31 855	5 505	5 505	0	0	0	0	0	5 505	18 500	7 850	31 855	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2019	10 000	150	150	150	8 639	3 150	3 150	0	150	0	0	150	3 000	3 989	1 500	8 489	Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	2018	2020	6 500	2 000	0	2 500	4 500	2 500	2 500	0	2 500	2 000	0	4 500	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2020	26 889	0	1 375	0	20 500	7 500	7 500	0	0	0	0	0	7 500	6 500	6 500	20 500	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2020	13 800	0	0	0	8 814	600	600	0	0	0	0	0	600	5 000	3 214	8 814	BID
TOTAL SOUS-SECTEUR				364 936	24 940	69 103	9 090	207 098	49 695	49 695	0	9 090	10 350	8 000	27 440	40 605	119 989	19 064	179 658	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2017	2021	9 000	3 900	3 133	1 300	5 957	2 200	2 200	0	1 300	1 300	1 300	3 900	900	750	407	2 057	AFD
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2019	33 602	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2019	850	300	450	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2019	150	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2019	550	100	200	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2021	9 000	1 100	1 100	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				53 152	5 550	5 033	2 350	7 607	3 250	3 250	0	2 350	1 600	1 600	5 550	900	750	407	2 057	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Tourisme*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2019	16 854	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	2007	2019	450	100	250	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2019	600	100	200	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				17 904	350	600	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR				800 613	65 996	121 698	19 520	343 583	127 827	127 827	0	19 520	16 580	12 880	48 980	108 307	154 549	31 747	294 603	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2019	3 546	300	1 900	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2019	3 546	300	1 900	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2019	10 000	1 000	4 100	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2019	1 500	300	1 500	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2021	106 422	0	22 500	0	33 096	23 247	23 247	0	0	0	0	0	23 247	5 000	4 849	33 096	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	2011	2021	111 400	0	0	0	111 400	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	76 000	30 400	111 400	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	900	2 800	300	39 140	2 300	2 300	0	300	300	300	900	2 000	28 992	7 248	38 240	BID
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	2014	2019	1 500	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2019	75 000	0	78 000	9 940	9 940	9 940	9 940	0	9 940	0	0	9 940	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Moyens routiers*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2021	35 000	3 000	19 454	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	2017	2020	1 600	400	800	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2020	60 000	0	44 873	0	25 000	25 000	25 000	0	0	0	0	0	25 000	0	0	25 000	BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2020	44 193	63 540	50 000	10 000	23 540	10 000	10 000	0	10 000	13 540	0	23 540	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2019	19 788	0	19 788	1 932	1 932	1 932	1 932	0	1 932	0	0	1 932	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2020	26 500	9 149	19 860	6 000	15 149	6 000	6 000	0	6 000	9 149	0	15 149	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2019	6 600	0	6 621	2 965	2 965	2 965	2 965	0	2 965	0	0	2 965	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2020	28 187	5 404	40 092	3 000	8 404	3 000	3 000	0	3 000	5 404	0	8 404	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	19 379	569	28 437	8 000	8 569	8 000	8 000	0	8 000	569	0	8 569	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	2017	2020	88 434	14 978	12 577	6 645	21 623	6 645	6 645	0	6 645	14 978	0	21 623	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	8 000	0	10 527	218	218	218	218	0	218	0	0	218	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	2017	2020	28 600	16 065	0	12 000	28 065	12 000	12 000	0	12 000	16 065	0	28 065	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2023	3 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	2019	2021	78 000	146 000	78 000	10 000	78 000	10 000	10 000	0	10 000	38 000	30 000	78 000	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2020	20 520	9 892	9 892	320	20 104	10 212	10 212	0	320	0	0	320	9 892	9 892	0	19 784	BOAD
TOTAL SOUS-SECTEUR				853 415	273 897	454 321	76 020	436 445	141 159	141 159	0	76 020	100 405	32 500	208 925	65 139	119 884	42 497	227 520	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens fluviaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	2006	2021	2 400	1 200	1 460	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2019	4 918	200	1 000	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 318	1 400	2 460	600	1 400	600	600	0	600	400	400	1 400	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Aéronautique / Météo*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2007	2021	14 000	3 000	7 500	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 000	500	3 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2005	2019	1 700	250	1 000	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				15 700	3 250	8 500	1 750	3 250	1 750	1 750	0	1 750	1 000	500	3 250	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Poste / Télélcommunication*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2016	2021	5 000	900	1 715	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				5 000	900	1 715	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2021	3 810	600	1 230	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 810	600	1 230	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2008	2020	7 890	600	600	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2021	7 506	900	500	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2009	2020	7 300	2 809	4 500	1 300	4 109	1 300	1 300	0	1 300	2 809	0	4 109	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2021	2 377	900	620	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2020	3 286	0	500	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	250	200	200	250	200	200	0	200	50	0	250	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2016	2021	3 725	3 000	2 000	700	2 200	700	700	0	700	1 000	500	2 200	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2021	1 960	600	1 100	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2019	1 741	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	2009	2019	2 150	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	2009	2019	3 268	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2019	2 405	300	1 500	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	2009	2021	1 627	600	900	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	2014	2019	1 550	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2019	964	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2021	3 200	1 371	1 305	0	1 371	0	0	0	0	371	1 000	1 371	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2019	850	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2019	3 000	300	2 100	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2019	632	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2020	888	400	350	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2021	6 799	10 000	10 000	3 500	3 500	3 500	3 500	0	3 500	0	0	3 500	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2016	2021	2 500	1 000	0	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2012	2019	3 500	0	3 116	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2020	2 165	1 300	500	500	1 300	500	500	0	500	800	0	1 300	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2019	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2021	4 157	1 400	3 842	1 000	2 400	1 000	1 000	0	1 000	900	500	2 400	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2021	1 530	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	2013	2017	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2019	1 278	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2021	10 000	3 900	2 100	1 300	3 900	1 300	1 300	0	1 300	1 300	1 300	3 900	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2020	2 406	2 206	700	700	2 206	700	700	0	700	1 506	0	2 206	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2020	8 000	3 000	1 000	3 000	6 000	3 000	3 000	0	3 000	2 000	1 000	6 000	0	0	0	0	
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	2014	2019	3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2020	12 652	4 352	10 705	7 000	8 652	7 000	7 000	0	7 000	1 652	0	8 652	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2014	2019	2 000	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2014	2021	14 815	2 400	4 800	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2014	2021	14 603	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2014	2020	27 069	2 100	5 900	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	1 550	0	1 382	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2019	2 220	350	650	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2019	1 500	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2019	1 504	0	1 104	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2021	5 593	2 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	2015	2019	939	300	976	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2019	250	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2020	6 300	1 959	3 159	1 500	3 459	1 500	1 500	0	1 500	1 959	0	3 459	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2019	1 440	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	2015	2019	528	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2021	1 700	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2021	90 000	15 000	20 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2016	2019	665	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/CC	2016	2019	3 734	400	800	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2021	2 727	1 500	900	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2021	15 700	1 800	1 800	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2020	636	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2021	1 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2019	1 800	0	975	750	750	750	750	0	750	0	0	750	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2021	9 200	1 500	2 800	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2020	4 000	1 800	2 600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2021	2 633	1 800	1 200	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2017	2021	5 804	2 100	6 100	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2020	8 000	2 100	2 700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2017	2020	8 200	1 530	5 000	2 000	3 530	2 000	2 000	0	2 000	1 530	0	3 530	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2019	400	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2019	1 100	70	70	70	70	70	70	0	70	0	0	70	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2020	1 680	1 474	1 387	500	987	500	500	0	500	487	0	987	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2020	2 000	1 600	800	800	1 600	800	800	0	800	800	0	1 600	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2021	1 750	1 050	1 425	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2019	1 100	400	1 300	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2019	400	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2019	600	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2019	3 000	2 100	1 557	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	2017	2019	300	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2019	2 000	0	500	850	850	850	850	0	850	0	0	850	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	1989	2021	7 500	1 050	950	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2020	2 703	1 600	3 203	500	1 600	500	500	0	500	1 100	0	1 600	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2023	3 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2019	2023	3 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2019	2023	3 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2019	2023	3 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2019	2023	3 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2019	2023	5 000	0	0	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2021	3 000	7 000	5 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	2012	2019	42 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	BM
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2019	1 000	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	400	400	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2021	2 400	1 800	1 000	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2021	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2018	2021	11 500	21 500	11 500	1 500	11 500	1 500	1 500	0	1 500	5 000	5 000	11 500	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2021	2 000	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				466 687	140 921	155 226	60 970	139 434	60 970	60 970	0	60 970	46 664	31 800	139 434	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	2003	2019	4 240	400	1 100	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2021	1 561	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2021	19 000	3 000	11 500	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2021	3 800	2 200	2 300	800	2 200	800	800	0	800	700	700	2 200	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2019	1 657	270	270	270	270	270	270	0	270	0	0	270	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2021	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2021	10 000	4 500	4 000	2 000	4 500	2 000	2 000	0	2 000	1 500	1 000	4 500	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	500	1 850	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	BM
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	2018	2020	100	100	50	50	100	50	50	0	50	50	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Urbanisme et Habitat*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	2018	2021	3 500	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				54 408	15 320	23 420	6 220	15 320	6 220	6 220	0	6 220	4 950	4 150	15 320	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Transport / Stockage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2008	2021	2 900	5 100	2 900	700	2 900	700	700	0	700	1 200	1 000	2 900	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	2014	2019	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 400	5 300	3 100	900	3 100	900	900	0	900	1 200	1 000	3 100	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR				1 410 738	441 588	649 972	146 960	600 449	212 099	212 099	0	146 960	155 119	70 850	372 929	65 139	119 884	42 497	227 520	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2011	2019	3 546	145	290	145	145	145	145	0	145	0	0	145	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2014	2020	32 500	1 564	8 260	190	4 564	3 190	3 190	0	190	95	0	285	3 000	1 279	0	4 279	BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	31 120	5 940	225	100	10 000	4 000	4 000	0	100	60	0	160	3 900	3 500	2 440	9 840	AFD FIDA
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2021	1 000	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				68 166	8 249	9 175	635	15 309	7 535	7 535	0	635	355	200	1 190	6 900	4 779	2 440	14 119	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	1998	2020	9 700	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	2006	2019	1 557	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	2008	2019	1 320	200	600	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2021	12 420	6 200	6 200	2 200	6 200	2 200	2 200	0	2 200	2 000	2 000	6 200	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2021	14 800	1 400	1 750	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2020	6 395	650	850	350	650	350	350	0	350	300	0	650	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2019	6 395	140	340	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2019	3 550	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2019	1 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2021	7 000	4 400	650	1 500	5 900	1 500	1 500	0	1 500	2 400	2 000	5 900	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2021	35 737	700	350	350	700	350	350	0	350	350	0	700	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2014	2019	1 040	200	600	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2019	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2015	2019	740	150	450	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2021	5 900	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2019	450	150	600	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2019	1 747	325	650	325	325	325	325	0	325	0	0	325	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2004	2021	1 850	765	750	500	1 015	500	500	0	500	240	275	1 015	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2021	985	210	190	70	210	70	70	0	70	70	70	210	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2021	661	461	150	150	461	150	150	0	150	150	161	461	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				113 897	17 401	15 380	7 735	19 151	7 735	7 735	0	7 735	6 310	5 106	19 151	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	2007	2019	8 185	150	300	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	2005	2019	2 251	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2021	2 406	750	500	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	2005	2019	3 174	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	2005	2019	3 111	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	2005	2019	2 899	250	1 250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	2007	2019	2 314	200	1 650	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2017	2019	1 051	100	200	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2016	2020	24 000	200	7 100	100	11 200	4 100	4 100	0	100	100	0	200	4 000	7 000	0	11 000	BM

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2978	AMELIORATÂ° PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	2017	2021	20 000	13 000	3 000	3 000	13 000	3 000	3 000	0	3 000	5 000	5 000	13 000	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2019	1 000	150	900	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2004	2019	1 246	250	600	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2019	800	150	350	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2005	2019	1 950	250	500	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2021	50 000	36 000	12 000	12 000	36 000	12 000	12 000	0	12 000	12 000	12 000	36 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				124 387	52 050	28 950	17 450	63 050	21 450	21 450	0	17 450	17 350	17 250	52 050	4 000	7 000	0	11 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2021	6 967	2 400	3 725	1 200	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2002	2019	1 975	200	200	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2019	2 512	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	2015	2019	1 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2016	2019	796	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2004	2021	2 450	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				16 400	4 600	5 125	2 800	6 000	2 800	2 800	0	2 800	1 600	1 600	6 000	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2009	2021	970	300	250	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2014	2021	2 200	1 050	1 100	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2020	1 000	400	800	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2867	CONSTRUCTION TOUR ORTM	2016	2021	7 000	4 500	0	500	5 000	500	500	0	500	2 500	2 000	5 000	0	0	0	0	
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	2018	2019	1 000	400	600	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				12 170	6 650	2 750	1 550	7 150	1 550	1 550	0	1 550	3 150	2 450	7 150	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTION NEMENT AGENTS MEF	2001	2021	1 897	300	400	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2019	7 400	800	1 600	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	2003	2021	2 615	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2003	2021	25 000	900	650	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	2013	2019	7 125	1 800	1 600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2021	826	450	270	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2020	770	320	630	120	320	120	120	0	120	100	100	320	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2020	670	480	320	160	480	160	160	0	160	160	160	480	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2021	760	300	500	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2021	1 500	450	350	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2021	950	300	350	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2021	950	300	550	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2021	729	300	265	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2019	898	300	500	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2021	950	300	350	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2021	950	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2019	1 715	170	340	170	220	220	220	0	170	0	0	170	50	0	0	50	PNUD
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2019	500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2021	4 981	1 200	1 600	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2021	3 200	1 500	700	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2021	4 560	1 200	850	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2021	556	150	116	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2021	2 204	450	350	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2021	2 500	1 350	1 150	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2019	950	175	325	175	175	175	175	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2021	1 317	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP/PPTE	2016	2021	2 098	750	500	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2021	35 595	6 000	3 500	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2021	15 500	10 500	6 625	3 500	10 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	10 500	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2020	50 783	4 302	300	150	12 302	8 150	8 150	0	150	150	0	300	8 000	4 002	0	12 002	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2019	450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2019	304	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2019	736	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2015	2021	2 484	1 350	850	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2021	874	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	2015	2021	23 600	13 200	13 200	4 400	13 200	4 400	4 400	0	4 400	4 400	4 400	13 200	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2021	967	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2020	1 433	400	400	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2021	3 500	1 500	860	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2021	1 100	525	345	175	525	175	175	0	175	175	175	525	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2020	750	400	450	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	2016	2020	1 000	450	250	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2021	300	0	0	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2021	7 000	3 000	2 500	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2021	1 552	1 200	600	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	2006	2021	52 718	4 800	7 900	1 600	4 800	1 600	1 600	0	1 600	1 600	1 600	4 800	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2021	600	450	250	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2021	8 000	14 909	8 540	100	7 879	1 510	0	1 510	100	100	100	300	1 410	3 640	2 529	7 579	AFD
TOTAL SOUS-SECTEUR				287 817	80 306	63 011	21 875	81 626	31 335	29 725	1 610	21 875	20 335	19 785	61 995	9 460	7 642	2 529	19 631	
TOTAL SECTEUR				622 837	169 256	124 391	52 045	192 286	72 405	70 795	1 610	52 045	49 100	46 391	147 536	20 360	19 421	4 969	44 750	
TOTAL GENERAL				3 686 820	910 026	1 217 320	314 462	1 451 304	603 296	594 949	8 347	314 462	245 599	148 006	708 067	288 834	342 994	111 409	743 237	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2018	2021	11 500	11 500	11 500	1 500	11 500	1 500	1 500	0	1 500	5 000	5 000	11 500	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2019	2 220	333	333	333	333	333	333	0	333	0	0	333	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	2015	2019	528	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2016	2019	665	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				14 913	12 118	12 118	2 118	12 118	2 118	2 118	0	2 118	5 000	5 000	12 118	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		*PRIMATURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2003	2021	25 000	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2019	400	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2019	1 500	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2019	1 000	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2019	1 100	67	67	67	67	67	67	0	67	0	0	67	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				29 000	1 427	827	827	1 427	827	827	0	827	300	300	1 427	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2019	3 734	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 734	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	2014	2019	3 500	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 500	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2021	10 000	3 835	1 235	1 235	3 835	1 235	1 235	0	1 235	1 300	1 300	3 835	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2020	1 680	987	987	475	962	475	475	0	475	487	0	962	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2009	2021	970	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				12 650	5 117	2 317	1 805	5 092	1 805	1 805	0	1 805	1 887	1 400	5 092	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2019	1 715	162	162	162	212	212	212	0	162	0	0	162	50	0	0	50	PNUD
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2020	750	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				2 465	552	352	352	602	402	402	0	352	200	0	552	50	0	0	50	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2020	12 652	2 700	2 700	6 650	8 302	6 650	6 650	0	6 650	1 652	0	8 302	0	0	0	0	
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	2006	2021	52 718	4 720	1 520	1 520	4 720	1 520	1 520	0	1 520	1 600	1 600	4 720	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2021	1 500	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2019	2 000	0	0	808	808	808	808	0	808	0	0	808	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				68 870	7 863	4 363	9 121	14 273	9 121	9 121	0	9 121	3 402	1 750	14 273	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2021	2 098	738	238	238	738	238	238	0	238	250	250	738	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2021	1 100	516	166	166	516	166	166	0	166	175	175	516	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2021	300	95	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2021	7 000	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2021	1 552	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2019	1 747	309	309	309	309	309	309	0	309	0	0	309	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2021	600	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2020	888	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2020	1 433	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2021	2 000	760	760	760	760	760	760	0	760	0	0	760	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2021	1 530	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2021	2 377	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2008	2020	7 890	585	285	285	585	285	285	0	285	300	0	585	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2021	5 593	0	0	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2009	2020	7 300	0	0	1 235	4 044	1 235	1 235	0	1 235	2 809	0	4 044	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2019	1 504	0	0	570	570	570	570	0	570	0	0	570	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2021	15 700	1 770	570	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2021	2 633	1 770	570	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2021	2 400	1 770	570	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	2003	2021	2 615	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2021	1 317	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2021	15 500	10 325	3 325	3 325	10 325	3 325	3 325	0	3 325	3 500	3 500	10 325	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2021	874	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2021	2 727	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2021	3 500	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2019	7 400	760	760	760	760	760	760	0	760	0	0	760	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2021	7 506	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2021	826	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2021	556	148	48	48	148	48	48	0	48	50	50	148	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2021	2 204	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2021	6 799	10 000	10 000	3 325	3 325	3 325	3 325	0	3 325	0	0	3 325	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2021	35 595	31 900	9 100	1 900	31 900	9 100	9 100	0	1 900	2 000	2 000	5 900	7 200	10 000	8 800	26 000	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2020	50 783	4 295	143	143	13 295	9 143	9 143	0	143	150	0	293	9 000	4 002	0	13 002	BM
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2021	1 700	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2021	967	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2019	550	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2020	636	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2021	1 500	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANS IT ADM ET BCS	2018	2021	1 600	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2021	8 000	14 904	8 535	95	7 874	1 505	0	1 505	95	100	100	295	1 410	3 640	2 529	7 579	AFD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2020	2 165	1 275	475	475	1 275	475	475	0	475	800	0	1 275	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				220 965	100 297	42 126	22 566	103 356	40 176	38 671	1 505	22 566	19 434	14 775	56 775	17 610	17 642	11 329	46 581	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2019	1 440	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	2017	2019	300	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2013	2019	7 125	1 770	570	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				8 865	2 151	951	951	2 151	951	951	0	951	600	600	2 151	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2019	450	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2021	661	454	143	143	454	143	143	0	143	150	161	454	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2021	6 967	2 400	0	1 140	3 540	1 140	1 140	0	1 140	1 200	1 200	3 540	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2021	985	207	67	67	207	67	67	0	67	70	70	207	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2011	2019	3 546	138	138	138	138	138	138	0	138	0	0	138	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2019	3 000	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	2015	2019	1 700	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2014	2020	32 500	1 276	1 181	181	4 555	3 181	3 181	0	181	95	0	276	3 000	1 279	0	4 279	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	31 120	6 095	95	95	9 995	3 995	3 995	0	95	60	0	155	3 900	3 500	2 440	9 840	AFD FIDA
TOTAL MINISTERE				80 929	13 063	2 717	2 857	21 382	9 757	9 757	0	2 857	2 275	2 131	7 263	6 900	4 779	2 440	14 119	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2014	2021	14 815	2 360	760	760	2 360	760	760	0	760	800	800	2 360	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2014	2019	2 000	760	760	760	760	760	760	0	760	0	0	760	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2014	2021	14 603	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2014	2020	27 069	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	2015	2021	23 600	12 980	4 180	4 180	12 980	4 180	4 180	0	4 180	4 400	4 400	12 980	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2017	2021	5 804	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2020	8 000	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	1989	2021	7 500	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2023	10 000	5 900	1 900	1 900	5 900	1 900	1 900	0	1 900	2 000	2 000	5 900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2023	4 000	2 360	760	760	2 360	760	760	0	760	800	800	2 360	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2023	7 500	4 425	1 425	1 425	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 500	1 500	4 425	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2023	5 000	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2023	3 500	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2023	3 500	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2019	2023	3 500	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2019	2023	3 500	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2019	2023	3 500	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2019	2023	3 500	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2019	2023	5 000	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2021	9 200	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2020	4 000	1 770	570	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2020	770	314	114	114	314	114	114	0	114	100	100	314	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				169 861	58 452	19 352	19 352	58 452	19 352	19 352	0	19 352	19 550	19 550	58 452	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2021	9 000	1 075	475	475	1 075	475	475	0	475	300	300	1 075	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2017	2020	8 200	0	0	1 900	3 430	1 900	1 900	0	1 900	1 530	0	3 430	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2017	2021	9 000	3 835	1 235	1 235	5 892	2 135	2 135	0	1 235	1 300	1 300	3 835	900	750	407	2 057	AFD
TOTAL MINISTERE				26 200	4 910	1 710	3 610	10 397	4 510	4 510	0	3 610	3 130	1 600	8 340	900	750	407	2 057	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2021	12 420	6 090	2 090	2 090	6 090	2 090	2 090	0	2 090	2 000	2 000	6 090	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2020	6 395	633	333	333	633	333	333	0	333	300	0	633	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2019	6 395	133	133	133	133	133	133	0	133	0	0	133	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2014	2019	1 040	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2015	2019	740	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2021	5 900	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2021	729	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 619	7 779	3 079	3 079	7 779	3 079	3 079	0	3 079	2 500	2 200	7 779	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	1998	2020	9 700	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2016	2021	2 500	1 000	0	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2019	3 550	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2021	7 000	0	0	1 425	5 825	1 425	1 425	0	1 425	2 400	2 000	5 825	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2019	150	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2019	600	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2021	3 000	5 000	5 000	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	2006	2019	1 557	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	2008	2019	1 320	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2019	1 741	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2021	14 800	1 380	380	380	1 380	380	380	0	380	500	500	1 380	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2019	1 500	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2021	35 737	683	333	333	683	333	333	0	333	350	0	683	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				83 155	9 784	7 234	5 084	14 034	5 084	5 084	0	5 084	4 950	4 000	14 034	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2021	1 750	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2019	1 100	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2021	760	295	95	95	295	95	0	95	95	100	100	295	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2019	400	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2004	2021	1 850	765	250	475	990	475	475	0	475	240	275	990	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	1 550	0	0	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2002	2019	1 975	200	200	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2020	2 000	1 560	760	760	1 560	760	760	0	760	800	0	1 560	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 385	4 471	2 256	2 946	5 161	2 946	2 851	95	2 946	1 490	725	5 161	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES SPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2019	1 800	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2021	4 157	1 400	0	950	2 350	950	950	0	950	900	500	2 350	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2016	2019	796	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2004	2021	2 450	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2019	2 512	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 715	3 435	1 235	2 185	4 385	2 185	2 185	0	2 185	1 300	900	4 385	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2012	2019	3 500	0	0	665	665	665	665	0	665	0	0	665	0	0	0	0	
2978	AMELIORATÂ° PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	2017	2021	20 000	12 850	2 850	2 850	12 850	2 850	2 850	0	2 850	5 000	5 000	12 850	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2021	50 000	35 400	11 400	11 400	35 400	11 400	11 400	0	11 400	12 000	12 000	35 400	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2019	898	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	2007	2019	2 314	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	2005	2019	2 251	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	2005	2019	2 899	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	2005	2019	3 174	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	2005	2019	3 111	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2019	632	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2020	8 000	3 000	0	2 850	5 850	2 850	2 850	0	2 850	2 000	1 000	5 850	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2005	2019	1 950	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				98 729	53 019	15 819	19 334	56 534	19 334	19 334	0	19 334	19 100	18 100	56 534	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2019	1 000	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2019	2 277	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2019	964	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2017	2019	1 051	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	2007	2019	8 185	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2019	1 278	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2020	3 769	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	UE
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2004	2019	1 246	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2019	800	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2019	2 405	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				22 975	1 618	1 618	1 618	1 618	1 618	1 618	0	1 618	0	0	1 618	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2021	1 000	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
3104	PROJET MISE EN PLACE BASE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	2018	2019	1 000	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2021	4 981	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	2016	2020	1 000	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				8 581	2 983	1 283	1 283	2 983	1 283	1 283	0	1 283	950	750	2 983	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2019	3 546	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2019	3 546	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2019	10 000	950	950	950	950	950	950	0	950	0	0	950	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2019	1 500	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2021	106 422	0	0	0	33 096	23 247	23 247	0	0	0	0	0	23 247	5 000	4 849	33 096	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	2011	2021	111 400	0	0	0	111 400	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	76 000	30 400	111 400	BOAD
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	885	285	285	39 125	2 285	2 285	0	285	300	300	885	2 000	28 992	7 248	38 240	BID
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	2014	2019	1 500	0	0	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2019	75 000	0	0	9 443	9 443	9 443	9 443	0	9 443	0	0	9 443	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2021	35 000	3 000	0	1 425	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 500	1 500	4 425	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2020	60 000	5 000	5 000	0	25 000	25 000	25 000	0	0	0	0	0	25 000	0	0	25 000	B.A.D BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2020	44 193	63 540	50 000	9 500	23 040	9 500	9 500	0	9 500	13 540	0	23 040	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2019	19 788	0	0	1 835	1 835	1 835	1 835	0	1 835	0	0	1 835	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2020	26 500	9 149	0	5 700	14 849	5 700	5 700	0	5 700	9 149	0	14 849	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2019	6 600	0	0	2 817	2 817	2 817	2 817	0	2 817	0	0	2 817	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2020	28 187	5 404	0	2 850	8 254	2 850	2 850	0	2 850	5 404	0	8 254	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	19 379	569	0	7 600	8 169	7 600	7 600	0	7 600	569	0	8 169	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	2017	2020	88 434	14 978	0	6 313	21 291	6 313	6 313	0	6 313	14 978	0	21 291	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	8 000	0	0	207	207	207	207	0	207	0	0	207	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO-RN6	2017	2020	28 600	16 065	0	11 400	27 465	11 400	11 400	0	11 400	16 065	0	27 465	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	2019	2021	78 000	146 000	78 000	9 500	77 500	9 500	9 500	0	9 500	38 000	30 000	77 500	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2020	20 520	7 892	7 892	304	20 088	10 196	10 196	0	304	0	0	304	9 892	9 892	0	19 784	B.O.A.D BOAD
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2019	4 918	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	2009	2019	2 150	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2019	850	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2021	950	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2021	1 960	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2021	3 810	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	2009	2021	1 627	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				864 580	276 970	144 265	72 647	432 872	137 786	137 786	0	72 647	100 205	32 500	205 352	65 139	119 884	42 497	227 520	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2021	3 500	2 313	713	713	2 313	713	713	0	713	800	800	2 313	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2020	1 550	780	380	380	780	380	380	0	380	400	0	780	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2021	18 200	1 860	760	760	1 860	760	760	0	760	800	300	1 860	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2020	670	472	152	152	472	152	152	0	152	160	160	472	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2021	3 800	2 160	760	760	2 160	760	760	0	760	700	700	2 160	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2019	500	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2019	1 657	257	257	257	257	257	257	0	257	0	0	257	0	0	0	0	
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	2015	2019	3 100	166	166	166	166	166	166	0	166	0	0	166	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2021	7 201	4 973	4 773	95	4 973	2 648	2 648	0	95	100	100	295	2 553	1 277	848	4 678	Suède

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2021	4 076	143	143	143	958	589	589	0	143	0	0	143	446	183	186	815	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2021	900	177	57	57	643	523	523	0	57	60	60	177	466	0	0	466	FNU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2019	10 700	95	95	95	1 025	1 025	1 025	0	95	0	0	95	930	0	0	930	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2021	850	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2019	1 800	0	0	713	713	713	713	0	713	0	0	713	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2021	36 000	8 443	8 443	143	8 443	2 827	2 827	0	143	0	0	143	2 684	3 036	2 580	8 300	B.M. BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2021	1 200	738	238	238	738	238	238	0	238	250	250	738	0	0	0	0	
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	2018	2020	100	98	48	48	98	48	48	0	48	50	0	98	0	0	0	0	
3121	PROJET D'ASSAINISSEMENT & D'AMANAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	2018	2021	3 500	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	2007	2019	1 200	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2020	6 390	195	95	95	195	95	95	0	95	100	0	195	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	2005	2019	1 200	71	71	71	71	71	71	0	71	0	0	71	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONAL GESTION PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	2005	2019	1 050	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2020	1 567	160	0	190	350	190	190	0	190	160	0	350	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2019	300	48	48	48	48	48	48	0	48	0	0	48	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	2016	2019	7 834	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2021	1 561	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2021	19 000	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	2013	2017	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2021	950	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	240	190	190	240	190	190	0	190	50	0	240	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2019	3 000	48	48	48	48	48	48	0	48	0	0	48	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	2009	2019	3 268	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	488	238	238	488	238	238	0	238	250	0	488	0	0	0	0	BM
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	2005	2019	6 913	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				168 575	32 700	21 050	8 975	35 814	16 054	16 054	0	8 975	6 680	4 970	20 625	7 079	4 496	3 614	15 189	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2019	10 000	2 375	2 375	2 375	2 375	2 375	2 375	0	2 375	0	0	2 375	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2020	3 286	0	0	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2021	156 000	1 875	475	475	51 183	37 393	37 393	0	475	700	700	1 875	36 918	12 390	0	49 308	BAD UE
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2019	18 695	143	143	143	8 883	8 883	8 883	0	143	0	0	143	8 740	0	0	8 740	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2019	7 800	190	190	190	4 006	3 406	3 406	0	190	0	0	190	3 216	600	0	3 816	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2021	47 952	443	143	143	34 843	15 543	15 543	0	143	150	150	443	15 400	13 000	6 000	34 400	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2021	5 000	4 988	4 828	76	4 988	940	940	0	76	80	80	236	864	2 160	1 728	4 752	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2022	7 216	6 464	6 464	0	5 904	1 312	1 312	0	0	0	0	0	1 312	2 624	1 968	5 904	KfW
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	532	532	532	4 532	4 532	4 532	0	532	0	0	532	4 000	0	0	4 000	Fonds Abou Dabi

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2020	7 800	711	361	361	711	361	361	0	361	350	0	711	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE	2018	2020	6 500	2 000	0	2 375	4 375	2 375	2 375	0	2 375	2 000	0	4 375	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2020	26 889	0	0	0	20 500	7 500	7 500	0	0	0	0	0	7 500	6 500	6 500	20 500	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2020	13 800	0	0	0	8 814	600	600	0	0	0	0	0	600	5 000	3 214	8 814	BID
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2021	32 000	12 375	2 375	2 375	17 375	7 375	7 375	0	2 375	5 000	5 000	12 375	5 000	0	0	5 000	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2021	80 700	0	0	0	31 855	5 505	5 505	0	0	0	0	0	5 505	18 500	7 850	31 855	BID
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2020	1 900	293	143	143	293	143	143	0	143	150	0	293	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 203	585	285	285	585	285	285	0	285	300	0	585	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2021	2 000	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2019	10 000	143	143	143	8 632	3 143	3 143	0	143	0	0	143	3 000	3 989	1 500	8 489	Fonds Abou Dabi Fonds. Abou. Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2019	6 855	95	95	95	3 663	3 663	3 663	0	95	0	0	95	3 568	0	0	3 568	BID
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2021	700	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2019	2 250	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2019	1 980	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2019	950	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2021	150 441	6 900	1 900	1 900	118 500	27 500	27 500	0	1 900	2 500	2 500	6 900	25 600	86 000	0	111 600	AFD FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2019	1 500	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2015	2019	4 676	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				662 093	43 097	21 737	13 276	335 382	134 499	134 499	0	13 276	12 080	9 280	34 636	121 223	150 763	28 760	300 746	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2021	7 000	4 425	1 425	1 425	4 425	1 425	1 425	0	1 425	1 500	1 500	4 425	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2021	950	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2021	6 600	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2019	1 400	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				15 950	5 500	1 900	1 900	5 500	1 900	1 900	0	1 900	1 800	1 800	5 500	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2014	2021	2 200	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2019	3 000	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2016	2021	5 000	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
2867	CONSTRUCTION TOUR ORTM	2016	2021	7 000	4 500	0	475	4 975	475	475	0	475	2 500	2 000	4 975	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2020	1 000	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				18 200	7 093	1 093	1 568	7 568	1 568	1 568	0	1 568	3 350	2 650	7 568	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	2003	2019	4 240	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2019	450	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2021	10 000	4 400	1 900	1 900	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 500	1 000	4 400	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	2012	2019	42 000	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	BM
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2021	90 000	14 750	4 750	4 750	14 750	4 750	4 750	0	4 750	5 000	5 000	14 750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				146 690	19 768	7 268	7 268	19 768	7 268	7 268	0	7 268	6 500	6 000	19 768	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2001	2021	1 897	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2021	3 200	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2021	4 560	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2019	736	71	71	71	71	71	71	0	71	0	0	71	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2015	2021	2 484	1 328	428	428	1 328	428	428	0	428	450	450	1 328	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2021	2 406	738	238	238	738	238	238	0	238	250	250	738	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2016	2020	24 000	195	95	95	12 195	5 095	5 095	0	95	100	0	195	5 000	7 000	0	12 000	BM
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2019	304	48	48	48	48	48	48	0	48	0	0	48	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2020	6 300	1 959	0	1 425	3 384	1 425	1 425	0	1 425	1 959	0	3 384	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2020	2 703	1 575	475	475	1 575	475	475	0	475	1 100	0	1 575	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				48 590	8 864	2 305	3 730	22 289	8 730	8 730	0	3 730	4 859	1 700	10 289	5 000	7 000	0	12 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2007	2021	14 000	2 925	1 425	1 425	2 925	1 425	1 425	0	1 425	1 000	500	2 925	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2021	3 200	1 371	0	0	1 371	0	0	0	0	371	1 000	1 371	0	0	0	0	
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	2006	2021	2 400	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2008	2021	2 900	5 100	2 900	665	2 865	665	665	0	665	1 200	1 000	2 865	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	2014	2019	1 500	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2005	2019	1 700	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				25 700	11 004	5 133	2 898	8 769	2 898	2 898	0	2 898	2 971	2 900	8 769	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2019	33 602	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2019	150	48	48	48	48	48	48	0	48	0	0	48	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2019	250	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2019	16 854	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2019	850	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2021	950	443	143	143	443	143	143	0	143	150	150	443	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2019	600	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2019	950	166	166	166	166	166	166	0	166	0	0	166	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				54 206	1 465	1 165	1 165	1 465	1 165	1 165	0	1 165	150	150	1 465	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	2012	2021	2 520	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2019	26 892	475	475	475	475	475	475	0	475	0	0	475	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2007	2021	1 600	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2013	2021	2 400	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2019	33 500	238	238	238	238	238	238	0	238	0	0	238	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2019	29 642	190	190	190	6 190	6 190	6 190	0	190	0	0	190	6 000	0	0	6 000	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2019	27 776	190	190	190	4 190	4 190	4 190	0	190	0	0	190	4 000	0	0	4 000	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2020	10 500	800	400	380	780	380	380	0	380	400	0	780	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2021	3 000	1 328	428	428	1 328	428	428	0	428	450	450	1 328	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2016	2021	1 500	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2021	1 500	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2020	15 759	3 000	0	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	0	5 000	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2021	6 700	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2019	67 173	108 476	108 476	46 126	46 126	46 126	46 126	0	46 126	0	0	46 126	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2021	2 600	1 180	380	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 858	590	190	190	8 590	2 690	2 690	0	190	200	200	590	2 500	2 500	3 000	8 000	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2021	17 000	443	143	143	13 299	6 571	6 571	0	143	150	150	443	6 428	6 428	0	12 856	KfW
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	2012	2019	35 000	4 800	4 800	0	4 800	4 800	4 800	0	0	0	0	0	4 800	0	0	4 800	BM

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2020	12 000	585	285	285	4 544	3 909	3 909	0	285	300	0	585	3 624	335	0	3 959	BID
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	2017	2018	1 650	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	2016	2021	700	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2020	24 945	488	238	238	9 219	3 177	3 177	0	238	250	0	488	2 939	2 939	2 853	8 731	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2016	2021	31 940	2 655	855	855	14 655	12 855	12 855	0	855	900	900	2 655	12 000	0	0	12 000	BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2021	1 850	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2021	900	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2018	2022	17 500	380	380	380	10 535	6 717	0	6 717	380	0	0	380	6 337	881	2 937	10 155	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	16 332	16 332	0	19 500	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	6 000	9 000	19 500	AFD BM

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	2016	2020	9 183	0	0	0	6 378	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	1 689	1 689	6 378	UE
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	2005	2019	1 350	143	143	143	143	143	143	0	143	0	0	143	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2020	115 088	4 865	2 565	2 565	17 665	10 365	10 365	0	2 565	2 300	0	4 865	7 800	5 000	0	12 800	BAD
3133	PROJET APPUI IRRIGAT° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2021	11 600	11 151	11 151	0	11 151	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	3 717	3 717	11 151	KfW
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	2014	2021	30 000	14 750	4 750	4 750	14 750	4 750	4 750	0	4 750	5 000	5 000	14 750	0	0	0	0	
2481	REHABILITATION EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	2014	2019	1 550	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER	2016	2020	8 732	0	0	0	4 345	4 345	4 345	0	0	0	0	0	4 345	0	0	4 345	Canada
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2021	950	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2021	2 500	1 328	428	428	1 328	428	428	0	428	450	450	1 328	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2014	2020	35 000	156	76	76	3 476	2 956	2 956	0	76	80	0	156	2 880	440	0	3 320	BID
TOTAL MINISTERE				644 025	183 384	156 154	63 501	218 726	138 371	131 654	6 717	63 501	16 780	10 450	90 731	74 870	29 929	23 196	127 995	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2021	13 772	443	143	143	6 019	4 719	4 719	0	143	150	150	443	4 576	1 000	0	5 576	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2018	2023	32 929	10 411	1 948	0	10 411	1 948	1 948	0	0	0	0	0	1 948	3 293	5 170	10 411	BM
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2013	2019	806	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	2005	2019	5 785	71	71	71	71	71	71	0	71	0	0	71	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	2006	2019	2 110	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2019	2 570	333	333	333	333	333	333	0	333	0	0	333	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	2009	2019	14 740	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2015	2021	39 000	668	143	143	18 142	8 880	8 880	0	143	300	225	668	8 737	8 737	0	17 474	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2021	2 000	800	0	380	1 180	380	380	0	380	400	400	1 180	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2021	14 000	1 033	333	333	1 033	333	333	0	333	350	350	1 033	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2017	2021	5 220	5 067	4 917	143	4 374	1 575	1 575	0	143	100	50	293	1 432	1 665	984	4 081	Belgique
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2021	5 248	0	0	0	3 057	1 723	1 723	0	0	0	0	0	1 723	1 047	287	3 057	UE
TOTAL MINISTERE				138 180	19 206	8 268	1 926	45 000	20 342	20 342	0	1 926	1 300	1 175	4 401	18 416	15 742	6 441	40 599	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*INSTITUT D'ECONOMIE RURALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2011	2021	4 536	443	143	143	2 956	1 097	1 097	0	143	150	150	443	954	796	763	2 513	Norvège
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	2017	2020	1 600	390	190	190	390	190	190	0	190	200	0	390	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				6 136	833	333	333	3 346	1 287	1 287	0	333	350	150	833	954	796	763	2 513	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
3084	Appui Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)	2019	2019	4 344	4 127	4 127	4 127	4 127	4 127	4 127	0	4 127	0	0	4 127	0	0	0	0	
3085	APPUI SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER (STF)	2019	2019	134	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3086	APPUI SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP)	2019	2019	302	286	286	286	286	286	286	0	286	0	0	286	0	0	0	0	
3087	APPUI OBSERVATOIRE DU MARCHE AGRICOLE (OMA)	2019	2019	220	209	209	209	209	209	209	0	209	0	0	209	0	0	0	0	
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2021	4 264	4 264	4 264	0	3 168	1 193	1 193	0	0	0	0	0	1 193	1 213	762	3 168	Belgique
TOTAL MINISTERE				9 264	9 013	9 013	4 749	7 917	5 942	5 942	0	4 749	0	0	4 749	1 193	1 213	762	3 168	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2019 - 2021

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2019			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2019	2019	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2019	2020	2021	Total	2019	2020	2021	Total	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2016	2021	3 725	3 000	1 500	665	2 165	665	665	0	665	1 000	500	2 165	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	2007	2019	450	95	95	95	95	95	95	0	95	0	0	95	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2020	2 406	2 171	665	665	2 171	665	665	0	665	1 506	0	2 171	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	2015	2019	939	285	285	285	285	285	285	0	285	0	0	285	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				7 520	5 551	2 545	1 710	4 716	1 710	1 710	0	1 710	2 506	500	4 716	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				3 721 820	914 057	502 156	285 304	1 471 446	604 638	596 321	8 317	285 304	245 599	148 006	678 909	319 334	352 994	120 209	792 537	

ETAT L

RESTES A PAYER

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE TECHNIQUE SUR L'ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET DES CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP) 2019-2021

Septembre 2018

INTRODUCTION

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté en 2009 six (06) nouvelles directives communautaires pour améliorer et moderniser les instruments de gestion des finances publiques en vigueur dans les pays membres.

Dans ce cadre, la budgétisation des Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) se rapportant aux dépenses d'investissement public a été introduite dans la Loi de Finances en 2013 à travers l'élaboration d'une annexe budgétaire (R) conformément à la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA.

Cette Directive a été transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances modifiant les méthodes de présentation, de préparation, d'exécution et de suivi des Lois de Finances en introduisant les innovations suivantes :

- la budgétisation par programme et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- la pluri annualité budgétaire ;
- le renforcement des contrôles sur les budgets ;
- une meilleure information du Parlement.

Cette approche a entrainé des modifications dans la préparation de la loi de Finances à partir de 2018 (la première année de mise en œuvre de la réforme), notamment sur les discussions budgétaires et la budgétisation des dépenses d'investissement.

L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des Finances Publiques.

Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire. Elles correspondent à l'Engagement juridique de la dépense, phase où l'ordonnateur engage l'Etat et crée une dette à son endroit.

En outre, la directive opère une distinction entre les dépenses qui, par essence, s'exécutent annuellement (personnel, fonctionnement, transferts) et celles qui peuvent avoir une exécution sur plusieurs années.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer dans l'année (pour les dépenses d'investissement). Aussi, l'enveloppe de crédits de paiement (CP) est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

I. PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE DES AE/CP

I.1. Rappel de quelques articles de la Directive n°06/2009/CM/UEMOA

La Directive transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances définit en ses articles suivants :

- **Article 17** : Les crédits ouverts par la Loi de Finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement : pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement : pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduira par le fait qu'aucun crédit ne pourra être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

- **Article 18** : Les Autorisations d'Engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances.

  Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'État, l'Autorisation d'Engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction.

- **Article 19** : Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

I.2. Méthodologie d'élaboration de l'Annexe AE-CP 2019-2021

Le principe de la programmation/budgétisation des investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des marchés pluriannuels :**

La programmation des investissements se fait en mode AE ≠ des CP.

AE= Montant total ou reliquat du marché.

CP= Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté**

La programmation des investissements se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2019-2021 a été élaborée sur la base des informations issues du rapport de la 18ème Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2017, du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2019-2021, et du projet de Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2019.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2018 en financement intérieur et extérieur ;
- les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2019-2021 ;

Au cours de l'exercice, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux des Ministères de la Sécurité et de la Protection Civile et de la Défense et des Anciens Combattants) et des Institutions clôturés au 31 décembre 2017, en exécution en 2018 et ceux se poursuivant ou devant démarrer en 2019 ont été passés en revue.

II- PRESENTATION DU CONTENU DE L'ANNEXE AE/CP 2019-2021

Le PTI 2019 - 2021 et le BSI 2019 sont élaborés sur la base des orientations contenues dans la **lettre circulaire n°01009/MEF-SG du 13 mars 2018** du Ministre de l'Economie et des Finances, relative à la préparation du projet de Loi de Finances 2019.

Le budget 2019 s'inscrira dans le cadre de la nouvelle Stratégie Nationale de Développement (Post-CREDD) ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire et celle relative à la Sécurité Intérieure et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ces mesures englobent : (i) le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de 15% ; (ii) l'amélioration du transfert des ressources aux collectivités à travers la poursuite de l'identification des lignes budgétaires en lien avec les compétences transférées ; (iii) conformément à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, l'opérationnalisation des documents de stratégie sectorielle adoptés par le Gouvernement et la poursuite des efforts déjà entamés afin de renforcer les infrastructures qui sont des composantes essentielles au développement.

Le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement est accordé aux priorités suivantes :

- les engagements encours de l'Etat ;
- les contreparties des projets/programmes dont la mise en vigueur du financement extérieur est approuvée par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- le désenclavement intérieur et extérieur du pays ;
- la réhabilitation et la construction des infrastructures détruites dans certaines régions;
- le secteur du Développement Rural/Agriculture ;
- l'installation et l'équipement des nouvelles régions administratives ;
- les contrats-plans Etat-Région/District de Bamako ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ainsi, les données de la programmation triennale 2019-2021 se présentent comme suit :

- AE = **630,517 milliards** de FCFA dont **625,075** milliards sur ressources internes, soit **85,57%.** Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **403,672 milliards** en 2019 ; **118,597 milliards** en 2020 et **102,806 milliards** en 2021 ;

- CP = **1 471,447 milliards** de FCFA dont **678,909 milliards** sur ressources internes, soit **46,14%.** Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **285,304 milliards** en 2019 ; **245,599 milliards** en 2020 et **148,006 milliards** en 2021.

Les Crédits de Paiement du financement intérieur au titre de 2019 se chiffrent à **285,304 milliards** de F CFA contre **293,567 milliards** F CFA en 2018, soit une diminution de **8,263 milliards** de FCFA.

La diminution des Crédits de Paiements au titre du financement intérieur s'explique essentiellement par le niveau avancé de mise en œuvre de certains projets et programmes d'infrastructures routières, d'accès à l'eau et à l'énergie.

Au titre du financement extérieur, les Crédits de Paiement de 2019 s'élève à **319,334 milliards** contre **250,000 milliards** en 2018, soit une augmentation de **69,334 milliards**.

Cette hausse s'explique essentiellement par la prise en charge des Projets d'accès à l'eau et à l'énergie, de désenclavement du pays et de développement rural. On peut retenir quelques grands Projets/Programmes tels que :

- **en matière d'accès à l'eau et à l'énergie**, le démarrage de la production hybride et accès rural à l'électricité et l'appui à la connaissances et au suivi des ressources en eau et la poursuite du Projet AEP Bamako-Kabala, des études/Aménagement du Barrage Taoussa, du Programme national de mobilisation des ressources en Eau /Assainissement AEP des centres semi urbains en 1ère, 2ème, 5ème et 6ème régions, de l'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ;
- **dans le domaine du désenclavement du pays**, les travaux de bitumage de la route Goma Coura-Tombouctou, la construction/bitumage de la route Zantiébougou - Kolondiéba -Frontière RCI et l'aménagement de la traversée de la ville de Sikasso ;
- **dans le cadre du développement rural**, la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN), du Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger (PREFEN), du Projet Intégré de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali), le Projet appui développement Elevage au Mali (PADEL-M), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Projet Appui à la Compétitivité Agro-industrielle au Mali (PACAM) et les Projets d'appui à l'irrigation proximité (Delta intérieur, Gao et Ménaka).

CONCLUSION

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat en 2018.

Le budget-programme est une démarche de performance dans la gestion budgétaire qui consiste entre autres à passer d'une logique de gestion axée sur les moyens à une logique de gestion axée sur les résultats.

L'année 2019 marquera la deuxième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programme. A la suite de ce second exercice de production de l'annexe selon la méthodologie des Autorisations d'Engagement (AE) et les Crédits de Paiement (CP), il a été relevé quelques insuffisances, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation/budgétisation, du suivi et l'analyse des investissements publics selon la méthodologie des AE/CP et la difficulté de suivi des financements extérieurs, etc.

Cette réforme doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et une meilleure estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle.

A cet effet, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme en vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement selon la méthodologie des AE et CP sont les suivantes :

- demander les ébauches des plans de passation de marchés publics (PPMP) lors des arbitrages budgétaires pour la programmation des AE/CP ;
- développer les capacités de pilotage, de suivi et d'analyse des dépenses d'investissement au niveau de la DNPD, de la DGB, des CPS/DFM/DAF et des gestionnaires de projets ;
- former les acteurs à la maîtrise et à l'application de la procédure des AE/CP dans la programmation et la budgétisation des investissements publics ;
- renforcer les capacités des CPS/DFM/DAF en vue d'un suivi physique et financier efficace des projets surtout ceux avec financements extérieurs;

associer les PTF aux revues et inclure la notion d'AE/CP au processus en vue d'identifier les programmations des financements extérieurs.

ANNEXE : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2019-2021

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	1 150 000 000	12 117 500 000	2 117 500 000	0	5 000 000 000	0	5 000 000 000	12 117 500 000	12 117 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Présidence		**1 150 000 000**	**12 117 500 000**	**2 117 500 000**	**0**	**5 000 000 000**	**0**	**5 000 000 000**	**12 117 500 000**	**12117 500 000**
Primature	Financement interne	3 850 000 000	826 500 000	826 500 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 426 500 000	1 426 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		**3 850 000 000**	**826 500 000**	**826 500 000**	**300 000 000**	**300 000 000**	**300 000 000**	**300 000 000**	**1 426 500 000**	**1426 500 000**
Cour Constitutionnelle (CC)	Financement interne	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CC		**200 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Cour Suprême (CS)	Financement interne	400 000 000	380 000 000	380 000 000	0	0	0	0	380 000 000	380 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CS		**400 000 000**	**380 000 000**	**380 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**380 000 000**	**380 000 000**
Conseil Economique, Social et Culturel (CESC)	Financement interne	175 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CESC		**175 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Haut Conseil des Collectivités (HCC)	Financement interne	200 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	190 000 000	190 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total HCC		**200 000 000**	**190 000 000**	**190 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**190 000 000**	**190 000 000**

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère des Infrastructures et de l'Equipement	Financement interne	113 775 000 000	130 372 500 000	72 646 500 000	1 000 000 000	100 205 000 000	1 000 000 000	32 500 000 000	132 372 500 000	205 351 500 000
	Financement externe	56 000 000 000	9 892 000 000	65 139 280 000	9 892 000 000	119 884 000 000	0	42 497 000 000	19 784 000 000	227 520 280 000
Total		**169 775 000 000**	**140 264 500 000**	**137 785 780 000**	**10 892 000 000**	**220 089 000 000**	**1 000 000 000**	**74 997 000 000**	**152 156 500 000**	**432 871 780 000**
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable	Financement interne	8 870 000 000	7 115 500 000	8 018 000 000	5 520 000 000	5 680 000 000	3 970 000 000	3 970 000 000	16 605 500 000	17 668 000 000
	Financement externe	9 383 000 000	12 978 000 000	7 079 127 000	183 000 000	4 496 000 000	186 000 000	3 614 000 000	13 347 000 000	15 189 127 000
Total		**18 253 000 000**	**20 093 500 000**	**15 097 127 000**	**5 703 000 000**	**10 176 000 000**	**4 156 000 000**	**7 584 000 000**	**29 952 500 000**	**32 857 127 000**
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	1 850 000 000	2 292 000 000	1 805 000 000	1 400 000 000	1 887 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	5 092 000 000	5 092 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 850 000 000**	**2 292 000 000**	**1 805 000 000**	**1 400 000 000**	**1 887 000 000**	**1 400 000 000**	**1 400 000 000**	**5 092 000 000**	**5 092 000 000**
Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire	Financement interne	1 500 000 000	1 282 500 000	1 282 500 000	950 000 000	950 000 000	750 000 000	750 000 000	2 982 500 000	2 982 500 000
	Financement xterne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 500 000 000**	**1 282 500 000**	**1 282 500 000**	**950 000 000**	**950 000 000**	**750 000 000**	**750 000 000**	**2 982 500 000**	**2 982 500 000**
Ministère de l'Education Nationale	Financement interne	3 350 000 000	3 078 000 000	3 078 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	7 778 000 000	7 778 000 000
	Financement externe	7 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**10 850 000 000**	**3 078 000 000**	**3 078 000 000**	**2 500 000 000**	**2 500 000 000**	**2 200 000 000**	**2 200 000 000**	**7 778 000 000**	**7 778 000 000**
Ministère de l'Innovation et la Recherche Scientifique	Financement interne	1 925 000 000	6 137 500 000	2 612 500 000	850 000 000	1 850 000 000	500 000 000	1 500 000 000	7 487 500 000	5 962 500 000
	Financement externe	5 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**6 925 000 000**	**6 137 500 000**	**2 612 500 000**	**850 000 000**	**1 850 000 000**	**500 000 000**	**1 500 000 000**	**7 487 500 000**	**5 962 500 000**

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère Economie Numérique et de la Communication	Financement interne	1 835 000 000	1 092 500 000	1 567 500 000	3 350 000 000	3 350 000 000	2 650 000 000	2 650 000 000	7 092 500 000	7 567 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 835 000 000**	**1 092 500 000**	**1 567 500 000**	**3 350 000 000**	**3 350 000 000**	**2 650 000 000**	**2 650 000 000**	**7 092 500 000**	**7 567 500 000**
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	2 400 000 000	1 615 000 000	1 615 000 000	0	0	0	0	1 615 000 000	1 615 000 000
	Financement externe	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**5 400 000 000**	**1 615 000 000**	**1 615 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 615 000 000**	**1 615 000 000**
Ministère du Développement Industriel et de la Promotion des Investissements	Financement interne	575 000 000	1 163 750 000	1 163 750 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	1 463 750 000	1 463 750 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**575 000 000**	**1 163 750 000**	**1 163 750 000**	**150 000 000**	**150 000 000**	**150 000 000**	**150 000 000**	**1 463 750 000**	**1 463 750 000**
Ministère du Commerce de la Concurrence	Financement interne	3 450 000 000	1 710 000 000	3 610 000 000	1 600 000 000	3 130 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	4 910 000 000	8 340 000 000
	Financement externe	533 000 000	0	900 000 000	0	750 000 000	0	407 000 000	0	2 057 000 000
Total		**3 983 000 000**	**1 710 000 000**	**4 510 000 000**	**1 600 000 000**	**3 880 000 000**	**1 600 000 000**	**2 007 000 000**	**4 910 000 000**	**10 397 000 000**
Ministère de la Justice	Financement interne	4 300 000 000	4 012 500 000	9 120 000 000	1 750 000 000	3 402 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	7 512 500 000	14 272 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**4 300 000 000**	**4 012 500 000**	**9 120 000 000**	**1 750 000 000**	**3 402 000 000**	**1 750 000 000**	**1 750 000 000**	**7 512 500 000**	**14 272 000 000**
Ministère de la Sante et de l'Hygiène Publique	Financement interne	20 650 000 000	15 817 500 000	19 332 500 000	17 100 000 000	19 100 000 000	17 100 000 000	18 100 000 000	50 017 500 000	56 532 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**20 650 000 000**	**15 817 500 000**	**19 332 500 000**	**17 100 000 000**	**19 100 000 000**	**17 100 000 000**	**18 100 000 000**	**50 017 500 000**	**56 532 500 000**

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'Economie et des Finances	Financement interne	22 991 000 000	26 307 500 000	22 562 500 000	15 525 000 000	19 434 000 000	13 675 000 000	14 775 000 000	55 507 500 000	56 771 500 000
	Financement externe	15 000 000 000	8 440 000 000	17 610 000 000	7 642 000 000	17 642 000 000	2 529 000 000	11 329 000 000	18 611 000 000	46 581 000 000
Total		**37 991 000 000**	**34 747 500 000**	**40 172 500 000**	**23 167 000 000**	**37 076 000 000**	**16 204 000 000**	**26 104 000 000**	**74 118 500 000**	**103 352 500 000**
Ministère des Collectivités Territoriales	Financement interne	5 400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**5 400 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	1 950 000 000	5 671 500 000	5 671 500 000	5 950 000 000	5 950 000 000	5 950 000 000	5 950 000 000	17 571 500 000	17 571 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 950 000 000**	**5 671 500 000**	**5 671 500 000**	**5 950 000 000**	**5 950 000 000**	**5 950 000 000**	**5 950 000 000**	**17 571 500 000**	**17 571 500 000**
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme	Financement interne	14 200 000 000	7 267 500 000	7 267 500 000	6 500 000 000	6 500 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	19 767 500 000	19 767 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**14 200 000 000**	**7 267 500 000**	**7 267 500 000**	**6 500 000 000**	**6 500 000 000**	**6 000 000 000**	**6 000 000 000**	**19 767 500 000**	**19 767 500 000**
Ministère de l'Energie et de l'Eau	Financement interne	16 659 000 000	10 516 500 000	13 271 500 000	12 080 000 000	12 080 000 000	9 280 000 000	9 280 000 000	31 876 500 000	34 631 500 000
	Financement externe	55 153 000 000	11 246 000 000	121 223 000 000	0	150 763 000 000	0	28 760 000 000	11 246 000 000	300 746 000 000
Total		**71 812 000 000**	**21 762 500 000**	**134 494 500 000**	**12 080 000 000**	**162 843 000 000**	**9 280 000 000**	**38 040 000 000**	**43 122 500 000**	**335 377 500 000**
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	Financement interne	990 000 000	950 000 000	950 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total		**990 000 000**	**950 000 000**	**950 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	**2 150 000 000**	**2 150 000 000**
Ministère de l'Artisanat et du Tourisme	Financement interne	1 050 000 000	2 510 000 000	1 710 000 000	1 506 000 000	2 506 000 000	0	500 000 000	4 016 000 000	4 716 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 050 000 000**	**2 510 000 000**	**1 710 000 000**	**1 506 000 000**	**2 506 000 000**	**0**	**500 000 000**	**4 016 000 000**	**4 716 000 000**
Ministère de la Culture	Financement interne	3 025 000 000	2 495 000 000	2 945 000 000	1 490 000 000	1 490 000 000	725 000 000	725 000 000	4 710 000 000	5 160 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**3 025 000 000**	**2 495 000 000**	**2 945 000 000**	**1 490 000 000**	**1 490 000 000**	**725 000 000**	**725 000 000**	**4 710 000 000**	**5 160 000 000**
Universités	Financement interne	1 900 000 000	1 045 000 000	2 470 000 000	700 000 000	3 100 000 000	500 000 000	2 500 000 000	2 245 000 000	8 070 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 900 000 000**	**1 045 000 000**	**2 470 000 000**	**700 000 000**	**3 100 000 000**	**500 000 000**	**2 500 000 000**	**2 245 000 000**	**8 070 000 000**
Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	Financement interne	420 000 000	351 500 000	351 500 000	200 000 000	200 000 000	0	0	551 500 000	551 500 000
	Financement externe	181 000 000	0	50 000 000	0	0	0	0	0	50 000 000
Total		**601 000 000**	**351 500 000**	**401 500 000**	**200 000 000**	**200 000 000**	**0**	**0**	**551 500 000**	**601 500 000**
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne	Financement interne	1 795 000 000	1 714 750 000	2 854 750 000	1 075 000 000	2 275 000 000	931 000 000	2 131 000 000	3 720 750 000	7 260 750 000
	Financement externe	0	0	6 900 000 000	0	4 779 000 000	0	2 440 000 000	0	14 119 000 000
Total		**1 795 000 000**	**1 714 750 000**	**9 754 750 000**	**1 075 000 000**	**7 054 000 000**	**931 000 000**	**4 571 000 000**	**3 720 750 000**	**21 379 750 000**
Ministère de l'Emploi et	Financement interne	1 110 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
de la Formation Professionnelle	Financement externe	8 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**9 610 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère des Transports	Financement interne	3 715 000 000	5 097 500 000	2 897 500 000	1 771 000 000	2 971 000 000	1 900 000 000	2 900 000 000	8 768 500 000	8 768 500 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**3 715 000 000**	**5 097 500 000**	**2 897 500 000**	**1 771 000 000**	**2 971 000 000**	**1 900 000 000**	**2 900 000 000**	**8 768 500 000**	**8 768 500 000**
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	5 100 000 000	4 749 999 000	4 749 999 000	0	0	0	0	4 749 999 000	4 749 999 000
	Financement externe	0	4 264 000 000	1 193 000 000	0	1 213 000 000	0	762 000 000	4 264 000 000	3 168 000 000
Total		**5 100 000 000**	**9 013 999 000**	**5 942 999 000**	**0**	**1 213 000 000**	**0**	**762 000 000**	**9 013 999 000**	**7 917 999 000**
Ministère des Mines et du Pétrole	Financement interne	1 617 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 617 000 000**	**1 900 000 000**	**1 900 000 000**	**1 800 000 000**	**1 800 000 000**	**1 800 000 000**	**1 800 000 000**	**5 500 000 000**	**5 500 000 000**
Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire	Financement interne	3 625 000 000	2 303 750 000	3 728 750 000	2 900 000 000	4 859 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	6 903 750 000	10 287 750 000
	Financement externe	7 000 000 000	0	5 000 000 000	0	7 000 000 000	0	0	0	12 000 000 000
Total		**10 625 000 000**	**2 303 750 000**	**8 728 750 000**	**2 900 000 000**	**11 859 000 000**	**1 700 000 000**	**1 700 000 000**	**6 903 750 000**	**22 287 750 000**
Ministère de l'Agriculture	Financement interne	21 465 000 000	124 179 786 000	63 869 875 000	14 130 000 000	17 130 000 000	10 600 000 000	10 600 000 000	148 909 786 000	91 599 875 000
	Financement externe	70 600 000 000	27 484 000 000	75 824 000 000	0	30 725 000 000	0	23 959 000 000	27 484 000 000	130 508 000 000
Total		**92 065 000 000**	**151 663 786 000**	**139 693 875 000**	**14 130 000 000**	**47 855 000 000**	**10 600 000 000**	**34 559 000 000**	**176 393 786 000**	**222 107 875 000**
Ministère de l'Elevage et	Financement interne	2 400 000 000	1 543 750 000	1 923 750 000	900 000 000	1 300 000 000	775 000 000	1 175 000 000	3 218 750 000	4 398 750 000

Ministères/Institutions	Source de financement	BSI 2018	2019		2020		2021		TOTAL (2019-2021)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
de la Pêche	Financement externe	12 150 000 000	6 722 319 000	18 416 000 000	2 712 000 000	15 742 000 000	1 271 000 000	6 441 000 000	10 705 319 000	40 599 000 000
Total		**14 550 000 000**	**8 266 069 000**	**20 339 750 000**	**3 612 000 000**	**17 042 000 000**	**2 046 000 000**	**7 616 000 000**	**13 924 069 000**	**44 997 750 000**
Ministère des Sports	Financement interne	1 500 000 000	1 235 000 000	2 185 000 000	400 000 000	1 300 000 000	400 000 000	900 000 000	2 035 000 000	4 385 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 500 000 000**	**1 235 000 000**	**2 185 000 000**	**400 000 000**	**1 300 000 000**	**400 000 000**	**900 000 000**	**2 035 000 000**	**4 385 000 000**
Ministère de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé	Financement interne	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**400 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Régions	Financement interne	11 800 000 000	14 630 000 000	14 630 000 000	14 600 000 000	14 600 000 000	14 600 000 000	14 600 000 000	43 830 000 000	43 830 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**11 800 000 000**	**14 630 000 000**	**14 630 000 000**	**14 600 000 000**	**14 600 000 000**	**14 600 000 000**	**14 600 000 000**	**43 830 000 000**	**43 830 000 000**
TOTAL		**543 567 000 000**	**484 698 604 000**	**604 638 781 000**	**139 026 000 000**	**598 593 000 000**	**106 792 000 000**	**268 215 000 000**	**730 516 604 000**	**1 471 446 781 000**
Sous-total financement interne		**293 567 000 000**	**403 672 285 000**	**285 304 374 000**	**118 597 000 000**	**245 599 000 000**	**102 806 000 000**	**148 006 000 000**	**625 075 285 000**	**678 909 374 000**
Sous-total financement externe		**250 000 000 000**	**81 026 319 000**	**319 334 407 000**	**20 429 000 000**	**352 994 000 000**	**3 986 000 000**	**120 209 000 000**	**105 441 319 000**	**792 537 407 000**

ETAT M

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2019

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	**1 979 894**	**113 740**	**133 389**	**165 556**	**172 670**	**157 265**	**169 147**	**145 132**	**138 871**	**166 623**	**143 238**	**169 943**	**304 320**
1 - Recettes budgétaires	**1 742 566**	**109 796**	**128 313**	**154 451**	**161 885**	**151 805**	**149 377**	**139 875**	**129 708**	**134 766**	**135 397**	**139 415**	**207 778**
DGI	**908 701**	**48 637**	**64 640**	**90 881**	**89 692**	**83 726**	**80 475**	**73 977**	**63 790**	**68 468**	**69 724**	**72 575**	**102 114**
- Impôts directs	**557 295**	**23 571**	**37 131**	**59 340**	**64 447**	**57 042**	**48 271**	**45 313**	**36 968**	**41 637**	**41 055**	**42 878**	**59 641**
- Impôts indirects	**324 087**	**21 239**	**24 586**	**28 806**	**23 157**	**24 454**	**29 766**	**25 786**	**25 154**	**25 335**	**27 040**	**28 070**	**40 693**
-dont CTVA	**38 814**	**2 565**	**2 775**	**4 409**	**2 845**	**2 991**	**3 524**	**3 140**	**3 029**	**3 167**	**3 281**	**2 788**	**4 300**
- Enregistrement et timbre	**27 319**	**3 828**	**2 923**	**2 735**	**2 088**	**2 229**	**2 438**	**2 879**	**1 668**	**1 496**	**1 629**	**1 627**	**1 780**
DGD	**689 100**	**55 077**	**55 691**	**55 952**	**58 168**	**58 288**	**58 434**	**57 923**	**57 304**	**58 482**	**57 819**	**58 196**	**57 767**
- Produits pétroliers	**227 403**	**18 577**	**18 577**	**18 577**	**19 138**	**19 362**	**19 362**	**19 138**	**19 138**	**19 362**	**18 801**	**18 801**	**18 574**
- Produits solides	**461 697**	**36 500**	**37 114**	**37 376**	**39 030**	**38 926**	**39 072**	**38 785**	**38 167**	**39 120**	**39 019**	**39 395**	**39 193**
- dont CTVA	**25 876**	**2 080**	**2 080**	**2 080**	**2 170**	**2 170**	**2 170**	**2 199**	**2 199**	**2 199**	**2 177**	**2 177**	**2 176**
DND	**108 865**	**3 057**	**5 262**	**4 649**	**11 073**	**7 065**	**7 388**	**4 893**	**5 736**	**4 893**	**4 568**	**5 411**	**44 870**
-Recettes fiscales	**46 439**	**2 401**	**3 963**	**4 059**	**3 961**	**3 961**	**3 961**	**3 961**	**3 961**	**3 961**	**3 961**	**3 961**	**4 330**
- Recettes non fiscales	**62 426**	**656**	**1 299**	**590**	**7 112**	**3 104**	**3 427**	**932**	**1 776**	**932**	**607**	**1 450**	**40 540**
DNTCP	**35 900**	**3 025**	**2 720**	**2 969**	**2 952**	**2 727**	**3 080**	**3 082**	**2 877**	**2 923**	**3 285**	**3 233**	**3 028**
-Recettes fiscales	**24 069**	**2 087**	**1 872**	**2 048**	**1 728**	**1 985**	**1 928**	**2 074**	**2 145**	**2 021**	**2 106**	**2 076**	**1 999**
- Recettes non fiscales	**11 831**	**938**	**848**	**921**	**1 224**	**742**	**1 153**	**1 008**	**732**	**902**	**1 179**	**1 157**	**1 028**
Total recettes fiscales brutes	**1 668 308**	**108 202**	**126 165**	**152 940**	**153 549**	**147 959**	**144 798**	**137 935**	**127 200**	**132 932**	**133 610**	**136 808**	**166 210**
Total recettes fiscales nettes	**1 603 618**	**103 557**	**121 311**	**146 451**	**148 534**	**142 799**	**139 104**	**132 596**	**121 972**	**127 565**	**128 153**	**131 844**	**159 733**
Compte spéciaux du Trésor	**54 038**	**3 421**	**3 728**	**6 283**	**3 861**	**4 077**	**4 851**	**4 299**	**4 138**	**4 364**	**4 509**	**4 037**	**6 469**
Total recettes non fiscales	**74 257**	**1 594**	**2 147**	**1 511**	**8 336**	**3 846**	**4 579**	**1 940**	**2 508**	**1 834**	**1 786**	**2 607**	**41 569**
2 - Appuis budgétaires	**82 621**	**0**	**0**	**696**	**3 181**	**0**	**12 083**	**0**	**3 438**	**20 478**	**0**	**16 193**	**26 551**
-Général dons	**56 642**	**0**	**0**	**0**	**3 181**	**0**	**3 020**	**0**	**0**	**17 095**	**0**	**13 265**	**20 081**
- Sectoriel	**8 140**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 035**	**0**	**0**	**2 035**	**0**	**0**	**4 070**
-Autres PPTE	**17 839**	**0**	**0**	**696**	**0**	**0**	**7 029**	**0**	**3 438**	**1 348**	**0**	**2 929**	**2 400**

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2019

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
- Fonds de concours armée		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 - Ressources de trésorerie	**100 669**	**524**	**1 348**	**4 127**	**3 743**	**1 382**	**2 835**	**957**	**1 587**	**7 015**	**3 333**	**10 297**	**63 521**
- Encaisse en debut de période		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-Général emprunt programme	26 642	0	0	0	1 799	0	1 707	0	0	4 280	0	7 500	11 355
- Remboursements des prêts et avance	9 592	144	784	2 051	1 130	569	313	144	773	1 921	1 102	566	95
- Recettes en capital_DND	14 075	380	563	2 076	814	814	814	814	814	814	2 111	2 111	1 952
- Recettes en capital_DGABE	360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120	120	120
- Recettes de privatisation	50 000												50 000
- Autres comptes à recevoir		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
II) Emplois													
Total des Emplois	**2 272 946**	**105 866**	**166 775**	**178 251**	**209 189**	**191 308**	**195 965**	**188 713**	**167 778**	**163 260**	**171 883**	**192 738**	**341 220**
1) Dépenses budgétaires	**1 964 479**	**97 761**	**140 261**	**155 009**	**159 138**	**156 838**	**163 662**	**162 793**	**153 278**	**146 261**	**147 529**	**165 423**	**316 524**
Dépenses obligatoires	**722 591**	**51 357**	**60 726**	**58 644**	**70 491**	**67 521**	**62 595**	**61 754**	**56 380**	**56 254**	**57 479**	**59 469**	**59 920**
- Personnel Budget Général	437 030	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419	36 419
- Personnel collectivité (PPTE)	158 570	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214	13 214
- Personnel EPA		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Pensions de Retraite		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Bourses scolaires	17 796	220	1 653	2 670	684	4 708	1 481	2 801	3 099	286	1	20	173
- Charges de la Dette Extér.	35 347	1 423	2 324	3 209	2 469	1 828	6 962	1 423	2 448	3 307	2 840	2 003	5 113
- Charges de la Dette Intér.	65 709	81	7 116	3 132	17 706	11 352	2 484	7 897	1 201	992	5 005	7 813	931
- Equipements ABS	8 140	0	0	0	0	0	2 035	0	0	2 035	0	0	4 070
- Dépenses PPTE (Transferts)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2019

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Marges après Dépenses Obligatoires	1 203 264	58 963	68 934	100 629	98 318	85 667	101 701	79 078	78 353	106 005	81 250	106 437	237 931
Dépenses prioritaires	332 623	9 840	18 755	27 982	23 679	27 084	28 425	33 046	30 788	27 640	28 806	32 976	43 603
- Communication énergie	47 319	2 289	4 251	4 175	3 082	2 834	3 934	2 735	3 591	2 958	5 002	4 344	8 123
- Financements intér. BSI	285 304	7 552	14 504	23 807	20 598	24 250	24 491	30 311	27 197	24 682	23 804	28 631	35 480
Marges après Dépenses prioritaires	870 641	49 123	50 179	72 647	74 638	58 583	73 276	46 031	47 565	78 366	52 445	73 461	194 328
Dépenses à Arbitrer	1 163 693	*41 249*	*83 566*	*85 341*	*111 157*	*92 625*	*100 094*	*89 613*	*76 472*	*75 002*	*81 090*	*96 256*	*231 229*
Dépenses budgétaires à arbitrer	909 264	36 564	60 780	68 382	64 967	62 233	72 643	67 992	66 110	62 368	61 244	72 979	213 001
- Biens et services	121 762	4 361	8 560	8 755	6 212	9 272	9 383	8 279	9 246	10 374	5 730	11 071	30 518
- Deplacements et missions	63 157	3 949	3 846	5 249	3 820	4 511	6 581	4 392	4 909	4 926	4 762	5 539	10 672
- Autres dépenses (apurement passif inclu	126 137	4 859	3 172	4 008	12 493	11 416	6 517	12 598	8 528	6 051	8 761	8 022	39 713
- Transf & Sub (y compris sal EPA)	276 827	14 889	28 864	23 553	19 239	9 718	22 574	8 579	12 790	13 214	15 178	16 096	92 131
- Equipements Investissements	321 381	8 506	16 338	26 817	23 202	27 316	27 588	34 144	30 636	27 803	26 813	32 251	39 967
2) Dépenses trésorerie	254 429	4 685	22 786	16 959	46 189	30 392	27 451	21 621	10 362	12 634	19 845	23 277	18 228
- Dépenses avant ordonnancement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Services de la Dette Extér.	112 057	4 510	7 367	10 173	7 826	5 796	22 070	4 510	7 760	10 484	9 002	6 349	16 210
- Services de la Dette Intér.	142 372	175	15 419	6 786	38 363	24 596	5 381	17 111	2 602	2 150	10 843	16 928	2 018
- Remboursement dettes garanties		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Prêts et avances		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3) Dépenses comptes spéciaux du Trés	54 038	3 421	3 728	6 283	3 861	4 077	4 851	4 299	4 138	4 364	4 509	4 037	6 469
Situation fin de mois (III)=I-II	-293 052	7 874	-33 386	-12 695	-36 518	-34 043	-26 818	-43 582	-28 907	3 363	-28 645	-22 795	-36 900
Soldes mensuels cumulés	-293 052	7 874	-25 512	-38 207	-74 725	-108 768	-135 586	-179 168	-208 074	-204 711	-233 356	-256 151	-293 051

ETAT N

ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2019.
(montants en millions de FCFA)

INSTRUMENTS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	0	33000	2419	9553	9277	37125	15324	16667	5166	0	2030	0	903	0	9198	0	10654	41027	2339	0	6599	5000	1800	142372	65709
TOTAL	0	0	33000	2419	9553	9277	37125	15324	16667	5166	0	2030	0	903	0	9198	0	10654	41027	2339	0	6599	5000	1800	142372	65709
Cumul (Princ.+Int)	-		35 419		18 830		52 449		21 833		2 030		903		9 198		10 654		43 366		6 599		6 800		208 081	

Bamako, le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2019.
(montants en millions de FCFA)

INSTRUMENTS	Janvier		Février		QI (31/03/19)		Avril		Mai		QII (30/06/19)		Juillet		Août		QIII (30/09/19)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/19)		Total 2019	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	0	33000	2419	42553	11696	79678	27020	96345	32186	96345	34216	96345	35119	96345	44317	96345	54971	137372	57310	137372	63909	142372	65709	142372	65709
TOTAL	0	0	33000	2419	42553	11696	79678	27020	96345	32186	96345	34216	96345	35119	96345	44317	96345	54971	137372	57310	137372	63909	142372	65709	142372	65709
Cumul (Princ.+Int)	-		35 419		54 249		106 698		128 531		130 561		131 464		140 662		151 316		194 682		201 281		208 081		208 081	

Bamako, le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2019-2023.

(montants en millions de FCFA)

INSTRUMENTS	2019		2020		2021		2022		2023	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS DU TRESOR	142372	65709	305545	57327	141302	37992	175560	29235	183758	18344
TOTAL	142372	65709	305545	57327	141302	37992	175560	29235	183758	18344
Cumul (Princ.+Int)	208 081		362 872		179 294		204 795		202 102	

Bamako, le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2019

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/19)		AVRIL		MAI		QII(30/06/19)		JUILLET		AOUT		QIII(30/09/19)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/19)		TOTAL(2019)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	4072	1785	11979	3869	20640	8749	29142	13350	34012	15660	48521	17169	52578	18980	60149	21008	69963	25520	79215	30448	83953	32997	97343	34553	97343	34553
FMI	299	2	1416	2	3335	45	3335	45	3335	45	7710	326	8009	328	9126	328	11074	342	11074	342	11074	342	13514	480	13514	480
BOAD (TRANSRAIL)	0	0	0	0	0	0	0	0	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	1200	314	1200	314	1200	314
TOTAL	4371	1787	13395	3871	23975	8794	32477	13395	37947	15862	56831	17652	61187	19465	69875	21493	81637	26019	90889	30947	96227	33653	112057	35347	112057	35347
CUMUL (PR + INT)	6 158		17 266		32 769		45 872		53 809		74 483		80 652		91 368		107 656		121 836		129 880		147 404		147 404	

Bamako, le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2019.
(montants en millions de fcfa)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	**681**	**58**	**540**	**7**	**-**	**121**	**639**	**351**	**2055**	**522**	**8666**	**51**	**681**	**60**	**-**	**-**	**-**	**115**	**639**	**350**	**1473**	**590**	**976**	**51**	**16350**	**2276**
AFD	681	58	-	-	-	121	639	351	-	74	66	7	681	60	-	-	-	115	639	350	-	164	66	9	2772	1309
Coface D.Consolid.	-	-	-	4	-	-	-	-	204	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	204	7
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7965	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7965	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	321	11		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	321	11
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	276	-	276	-
Japon	-	-	540	3	-	-	-	-	-	-	635	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	634	42	1809	89
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	1392	426	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1460	421	-	-	2852	847
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	103	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	103	4
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	13	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	5	-	-	26	9
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	-
II - AUTRES BILATERAUX	**193**	**460**	**4718**	**795**	**4802**	**2964**	**1867**	**545**	**244**	**314**	**2135**	**653**	**193**	**461**	**4718**	**758**	**4805**	**2563**	**1867**	**542**	**481**	**327**	**2430**	**614**	**28453**	**10996**
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75	-	-	-	130
Fonds Koweitien	193	15	938	197	-	-	121	117	244	114	-	-	193	13	938	191	-	-	121	116	481	114	-	-	3229	877
Fonds Saoudien	-	-	726	104	-	-	1746	365	-	-	-	-	-	-	726	95	-	-	1746	365	-	-	-	-	4944	929
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	39	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42	11	-	-	-	-	-	-	81	23
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1716	612	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1716	572	3432	1184
Chine	-	445	-	-	1571	2727	-	-	-	-	-	41	-	448	-	-	1571	2318	-	-	-	-	295	42	3437	6021
Inde	-	-	1942	438	3192	196	-	63	-	145	419	-	-	-	1942	422	3192	204	-	61	-	138	419	-	11106	1667
Corée du Sud	-	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-	31
Autriche	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	28
Irak	-	-	1112	56	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1112	50	-	-	-	-	-	-	-	-	2224	106
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**874**	**518**	**5258**	**802**	**4802**	**3085**	**2506**	**896**	**2299**	**836**	**10801**	**704**	**874**	**521**	**4718**	**758**	**4805**	**2678**	**2506**	**892**	**1954**	**917**	**3406**	**665**	**44803**	**13272**
III - MULTILATERAUX	**3198**	**1267**	**2649**	**1282**	**3859**	**1795**	**5996**	**3705**	**2571**	**1474**	**3708**	**805**	**3183**	**1290**	**2853**	**1270**	**5009**	**1834**	**6746**	**4036**	**2784**	**1632**	**9984**	**891**	**52540**	**21281**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	40	24	174	38	282	76	71	82	63	8	172	68	41	25	174	38	282	74	71	86	63	8	209	66	1642	593
BEI	178	29	-	-	-	-	-	-	-	-	820	-	179	28	-	-	-	-	-	-	-	-	820	-	1997	57
BID	1635	661	-	166	-	-	-	-	-	31	2255	459	1637	654	-	165	-	42	-	-	-	37	8492	521	14019	2736
BIDC	-	-	28	25	66	50	487	344	165	219	-	-	-	-	28	24	68	50	496	393	162	205	-	-	1500	1310
BOAD	812	219	-	-	1429	160	3714	1121	191	316	-	118	794	242	-	-	1429	142	4247	1325	186	327	-	129	12802	4099
FAD	339	221	240	88	335	292	830	812	262	195	175	48	339	224	240	86	335	297	1038	869	262	214	175	58	4570	3404
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	15	1	16	1	-	-	40	1	70	4	163	10	14	1	16	1	-	-	40	1	70	3	165	10	609	33
FIDA	-	-	-	-	73	69	-	18	886	184	121	17	-	-	-	-	308	69	-	22	886	196	121	16	2395	591
IDA	-	-	1916	813	1527	1058	488	1201	490	375	2	1	-	-	1916	801	2440	1066	488	1205	711	478	2	1	9980	6999
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	73	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	6	-	-	146	12
FONDS OPEP	179	32	275	71	147	8	366	44	371	52	-	-	179	30	479	69	147	6	366	47	371	68	-	-	2880	427
INT/TIRAGES FUTURS	-	80	-	80	-	82	-	82	-	84	-	84	-	86	-	86	-	88	-	88	-	90	-	90	-	1020
S/Total I (DGDP)	**4072**	**1785**	**7907**	**2084**	**8661**	**4880**	**8502**	**4601**	**4870**	**2310**	**14509**	**1509**	**4057**	**1811**	**7571**	**2028**	**9814**	**4512**	**9252**	**4928**	**4738**	**2549**	**13390**	**1556**	**97343**	**34553**
IV - FMI	**299**	**2**	**1117**	**-**	**1919**	**43**	**-**	**-**	**-**	**-**	**4375**	**281**	**299**	**2**	**1117**	**-**	**1948**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2440**	**138**	**13514**	**480**
V - BOAD (TRANSRAIL)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**600**	**157**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**600**	**157**	**-**	**-**	**1200**	**314**
S/Total II	**299**	**2**	**1117**	**-**	**1919**	**43**	**-**	**-**	**600**	**157**	**4375**	**281**	**299**	**2**	**1117**	**-**	**1948**	**14**	**-**	**-**	**600**	**157**	**2440**	**138**	**14714**	**794**
Total (I+II)	**4371**	**1787**	**9024**	**2084**	**10580**	**4923**	**8502**	**4601**	**5470**	**2467**	**18884**	**1790**	**4356**	**1813**	**8688**	**2028**	**11762**	**4526**	**9252**	**4928**	**5338**	**2706**	**15830**	**1694**	**112057**	**35347**
Cumul (Princ.+Int)	**6 158**		**11 108**		**15 503**		**13 103**		**7 937**		**20 674**		**6 169**		**10 716**		**16 288**		**14 180**		**8 044**		**17 524**		**147 404**	

Bamako, le 30 mai 2018
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2019-2023

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2019		2020		2021		2022		2023	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**16350**	**2276**	**9227**	**2427**	**10428**	**2335**	**10772**	**2207**	**14865**	**2062**
AFD	2772	1309	4521	1544	5395	1519	5395	1462	9099	1394
Coface D.Consolid.	204	7	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	7965	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	321	11	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	276	-	276	-	276	-	276	-	276	-
Japon	1809	89	1269	73	1269	60	1269	48	1269	35
Russie	2852	847	3132	802	3457	748	3797	690	4183	627
NCM D. Consoild.	103	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	26	9	29	8	31	8	35	7	38	6
Fortis Bank	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**28453**	**10996**	**39777**	**11585**	**43330**	**10716**	**46657**	**9827**	**54782**	**8801**
Fonds Abu Dhabi	-	130	727	168	1100	160	1100	149	1100	137
Fonds Koweitien	3229	877	3684	908	3515	844	3515	785	3438	727
Fonds Saoudien	4944	929	4944	901	4944	831	4421	767	4373	707
Côte d'Ivoire	81	23	93	18	106	12	121	6	-	-
Libye	3432	1184	3432	981	3432	772	3432	566	3432	360
Chine	3437	6021	13305	6658	16641	6359	20476	6027	28847	5556
Inde	11106	1667	11106	1806	11106	1616	11106	1426	11106	1235
Corée du Sud	-	31	-	34	-	36	-	39	-	41
Autriche	-	28	262	28	262	25	262	23	262	21
Irak	2224	106	2224	83	2224	61	2224	39	2224	17
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**44803**	**13272**	**49004**	**14012**	**53758**	**13051**	**57429**	**12034**	**69647**	**10863**
III - Créanciers Multilatéraux	**52540**	**21281**	**71997**	**22992**	**82352**	**22942**	**87595**	**22389**	**88701**	**21611**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	1642	593	1830	628	2138	611	2428	597	2729	566
BEI	1997	57	2003	50	2010	44	2017	37	2023	30
BID	14019	2736	25467	2717	26310	2535	25662	2299	24256	2117
BIDC	1500	1310	1536	1462	1769	1413	3355	1353	3445	1272
BOAD	12802	4099	16653	4779	18931	4683	19593	4563	20556	4275
FAD	4570	3404	4921	3775	5636	3844	5957	3853	6353	3811
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	609	33	614	28	548	23	510	18	514	14
FIDA	2395	591	2629	624	3207	604	3207	578	3207	552
IDA	9980	6999	13115	7347	18363	7528	21214	7372	22654	7216
IDA-CEE	146	12	146	11	146	10	146	9	146	7
FONDS OPEP	2880	427	3083	451	3294	427	3506	390	2818	331
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	1020	-	1120	-	1220	-	1320	-	1420
TOTAL (I+II+III)	**97343**	**34553**	**121001**	**37004**	**136110**	**35993**	**145024**	**34423**	**158348**	**32474**
IV - FMI	**13514**	**480**	**7275**	**225**	**8178**	**154**	**7281**	**90**	**6387**	**40**
V - BOAD (TRANSRAIL)	**1200**	**314**	**1200**	**314**	**1170**	**314**	-	-	-	-
Total Gén(I+II+III+IV+V):	**112057**	**35347**	**129476**	**37543**	**145458**	**36461**	**152305**	**34513**	**164735**	**32514**
CUMUL (PR + INT)	**147404**		**167019**		**181919**		**186818**		**197249**	

Bamako, le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2019.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**13 280**	**967**	**14 247**
COFACE	*204*	*7*	*211*
TRESOR Français	*7 965*	*-*	*7 965*
ECGD	*321*	*11*	*332*
JAPON	*1 809*	*89*	*1 898*
RUSSIE	*2 852*	*847*	*3 699*
NCM	*103*	*4*	*107*
SACE	*26*	*9*	*35*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 565**	**220**	**1 785**
FONDS SAOUDIEN	1 565	220	1 785
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**14 845**	**1 187**	**16 032**
III - MULTILATERAUX	**1 762**	**45**	**1 807**
BID	1 007	-	1 007
FED	609	33	642
IDA/CEE	146	12	158
TOTAL (I+II+III)	**16 607**	**1 232**	**17 839**

Bamako, le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2019.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2019	QII 30/06/2019	QIII 30/09/2019	QIV 31/12/2019
I - CLUB DE PARIS	**547**	**11 672**	**11 672**	**14 247**
COFACE	*4*	*211*	*211*	*211*
TRESOR Français	*0*	*7965*	*7965*	*7965*
ECGD	*0*	*332*	*332*	*332*
JAPON	*543*	*1222*	*1222*	*1898*
RUSSIE	*0*	*1818*	*1818*	*3699*
NCM	*0*	*107*	*107*	*107*
SACE	*0*	*17*	*17*	*35*
II - AUTRES BILATERAUX	**830**	**897**	**1 718**	**1 785**
FONDS SAOUDIEN	830	897	1718	1785
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**1 377**	**12 569**	**13 390**	**16 032**
III - MULTILATERAUX	**33**	**903**	**935**	**1 807**
BID	0	503	503	1007
FED	33	321	353	642
IDA/CEE	0	79	79	158
TOTAL (I+II+III)	**1 410**	**13 472**	**14 325**	**17 839**

Bamako, le 30 mai 2018
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2019-2023.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2019		2020		2021		2022		2023	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**13280**	**967**	**4430**	**883**	**4757**	**816**	**5101**	**745**	**5490**	**668**
COFACE	*204*	*7*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*7965*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*321*	*11*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	*2852*	*847*	*3132*	*802*	*3457*	*748*	*3797*	*690*	*4183*	*627*
JAPON	*1809*	*89*	*1269*	*73*	*1269*	*60*	*1269*	*48*	*1269*	*35*
NCM	*103*	*4*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*26*	*9*	*29*	*8*	*31*	*8*	*35*	*7*	*38*	*6*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1565**	**220**	**1565**	**190**	**1565**	**159**	**1043**	**131**	**1043**	**111**
FONDS SAOUDIEN	1565	220	1565	190	1565	159	1043	131	1043	111
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**14845**	**1187**	**5995**	**1073**	**6322**	**975**	**6144**	**876**	**6533**	**779**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**1762**	**45**	**1874**	**39**	**1628**	**33**	**1557**	**27**	**1178**	**21**
BID	1007	0	1114	0	934	0	901	0	518	0
FED	609	33	614	28	548	23	510	18	514	14
IDA/CEE	146	12	146	11	146	10	146	9	146	7
TOTAUX GENERAUX	**16607**	**1232**	**7869**	**1112**	**7950**	**1008**	**7701**	**903**	**7711**	**800**
Cumul pr+int	**17 839**		**8 981**		**8 958**		**8 604**		**8 511**	

Bamako, le 30 mai 2018
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2019

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		405	12			8		403	12	848
EDM-SA						125						125	250
SOGEM	207	1084		910			207	1068		892			4 368
BDM-SA				74						71			145
SOTELMA				6						6			12
N-SUKALA			1852						1836				3 688
BMS-SA				142						139			281
TOTAL	**207**	**1084**	**1860**	**1 132**	**405**	**137**	**207**	**1068**	**1844**	**1108**	**403**	**137**	**9 592**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Bamako le 30 mai 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2019

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			
ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		405	12			8		403	12	848
EDM-SA						125						125	250
SOGEM	207	1084		910			207	1068		892			4 368
BDM-SA				74						71			145
SOTELMA				6						6			12
N-SUKALA			1852						1836				3 688
BMS-SA				142						139			281
Total mensuel	**207**	**1084**	**1860**	**1 132**	**405**	**137**	**207**	**1068**	**1844**	**1108**	**403**	**137**	**9 592**
Total trimestriel	**3 151**			**1 674**			**3 119**			**1 648**			

Bamako le 30 mai 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI
****

RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2019-2023

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
BNDA	848	842	837	830	824
EDM-SA	250	250	250	250	250
BDM (Lingne de crédit BADEA)	145	140	126	92	48
SOGEM	4 368	4 024	3 596	3 491	3 386
SOTELMA	12	6	0	0	0
N-SUKALA	3 688	3 628	3 567	3 506	3 445
BMS-SA	281	270	260	250	240
TOTAL	**9 592**	**9 160**	**8 636**	**8 419**	**8 193**

Bamako le 30 mai 2018

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

ETAT O

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à mars 2018

PAR PRODUIT

PRODUIT	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
SUPERCARBURANT	74 696 829	-4 256 927 612
GASOIL	129 425 950	-10 258 586 086
PETROLE LAMPANT	778 805	143 269 960
CUMUL	**204 901 584**	**-14 372 243 738**
MOYENNE/mois	**68 300 528**	**-4 790 747 913**
Prévisions 2018	**819 606 336**	**-57 488 974 953**

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à mars 2018

PAR AXE

AXES	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar	120 298 721	-9 100 239 466
Abidjan	47 318 824	-2 429 454 934
Cotonou	25 712 090	-2 005 847 316
Tema	1 173 415	-79 442 662
Zinder	10 398 534	-757 259 360
CUMUL	**204 901 584**	**-14 372 243 738**
MOYENNE/mois	**68 300 528**	**-4 790 747 913**
Prévisions 2018	**819 606 336**	**-57 488 974 953**

Source : DGD - ONAP

Bamako, le 16/07/2018

Ministère de l'Economie
et des Finances
---oOo---
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
---oOo---

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Dakar

Périodes	janv-18	févr-18	mars-18	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-48,15	-62,29	-50,49	
Pétrole lampant	181,58	168,06	178,94	
Gasoil	-74,29	-87,83	-70,13	
Volumes TTC (Litres)	**33 969 881**	**48 657 631**	**37 671 209**	**120 298 721**
Supercarburant	4 256 006	6 124 764	3 624 549	14 005 319
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	29 713 875	42 532 867	34 046 660	106 293 402
Subventions totales (F CFA)	**-2 412 370 463**	**- 4 117 173 258**	**-2 570 695 745**	**- 9 100 239 466**
Supercarburant	- 204 926 689	- 381 511 550	-183 003 479	-769 441 717
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	-2 207 443 774	-3 735 661 709	-2 387 692 266	-8 330 797 748

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Abidjan

Périodes	janv-18	févr-18	mars-18	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-44,76	-58,57	-46,77	
Pétrole lampant	185,33	172,13	183,01	
Gasoil	-65,22	-78,32	-61,21	
Volumes TTC (Litres)	**10 743 133**	**20 638 828**	**15 936 863**	**47 318 824**
Supercarburant	7 953 349	16 930 109	12 037 692	36 921 150
Pétrole lampant	319 335	-	459 470	778 805
Gasoil	2 470 449	3 708 719	3 439 701	9 618 869
Subventions totales (F CFA)	**- 457 932 229**	**- 1 282 063 356**	**-689 459 348**	**- 2 429 454 934**
Supercarburant	-355 991 901	-991 596 484	-563 002 855	-1 910 591 240
Pétrole lampant	59 182 356	0	84 087 605	143 269 960
Gasoil	-161 122 684	-290 466 872	-210 544 098	-662 133 654

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Cotonou

Périodes	janv-18	févr-18	mars-18	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-67,28	-81,09	-69,17	
Pétrole lampant	163,08	149,88	160,89	
Gasoil	-86,89	-99,99	-82,88	
Volumes TTC (Litres)	**5 052 094**	**7 820 545**	**12 839 451**	**25 712 090**
Supercarburant	3 137 023	4 519 658	9 649 932	17 306 613
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	1 915 071	3 300 887	3 189 519	**8 405 477**
Subventions totales (F CFA)	**-377 459 427**	**-696 554 758**	**-931 833 131**	**-2 005 847 316**
Supercarburant	-211 058 907	-366 499 067	-667 485 796	-1 245 043 771
Pétrole lampant	0	-	-	0
Gasoil	-166 400 519	-330 055 691	-264 347 335	-760 803 545

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Tema

Périodes	janv-18	févr-18	mars-18	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-67,54	-81,30	-69,50	
Pétrole lampant	162,85	149,69	160,57	
Gasoil	-87,05	-100,15	-83,04	
Volumes TTC (Litres)	**1 231 000**	**- 57 585**	**-**	**1 173 415**
Supercarburant	1 125 000	-	-	1 125 000
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	106 000	- 57 585	-	48 415
Subventions totales (F CFA)	**-85 209 800**	**5 767 138**	**0**	**-79 442 662**
Supercarburant	-75 982 500	0	0	-75 982 500
Pétrole lampant	-	-	0	0
Gasoil	-9 227 300	5 767 138	0	-3 460 162

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Zinder

Périodes	janv-18	févr-18	mars-18	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-51,96	-53,49	-44,05	
Pétrole lampant	158,94	157,42	166,85	
Gasoil	-99,48	-101,25	-87,09	
Volumes TTC (Litres)	**7 626 946**	**- 95 000**	**2 866 588**	**10 398 534**
Supercarburant	2 616 508	-	2 722 239	5 338 747
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	5 010 438	- 95 000	144 349	5 059 787
Subventions totales (F CFA)	**-634 392 128**	**9 618 750**	**-132 485 982**	**- 757 259 360**
Supercarburant	-135 953 756	0	-119 914 628	-255 868 384
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	-498 438 372	9 618 750	-12 571 354	-501 390 977

Source : DGD - ONAP

ETAT P

STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

****

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

Statistiques sur les créations d'emplois 2017 et 2018 et les perspectives pour 2019

Juillet 2018

1. Statistiques des emplois créés en 2017 et 2018

1.1. Statistiques des emplois créés en 2017

1.1.1. Les emplois créés par le secteur privé en 2017

En 2017, **37 031** emplois ont été créés par le secteur privé. La branche d'activités « Activités de Services de Soutien et de Bureau » vient en première position avec 8 469 emplois créés, soit 22,9% des emplois créés par le secteur. Plus de 66% de ces emplois sont à durée déterminée. Seulement 37,2% des emplois créés sont occupés par des femmes (**Tableau 1**).

Tableau 1 : Répartition des emplois créés en 2017 par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe

	CDD			CDI			
Branche d'activités	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Total**
Agriculture, Sylviculture, Pêche	624	180	804	263	98	361	1 165
Activités Extractives	1 591	1 411	3 002	604	623	1 227	4 229
Activités de Fabrication	756	385	1 141	282	113	395	1 536
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	223	64	287	148	46	194	481
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	381	216	597	132	40	172	769
Construction	1 191	542	1 733	369	68	437	2 170
Commerce	585	449	1 034	684	439	1 123	2 157
Transports et Entreposage	235	219	454	128	139	267	721
Hébergement et Restauration	267	164	431	141	71	212	643
Information et Communication	204	171	375	178	114	292	667
Activités Financières et d'Assurance	326	205	531	206	208	414	945
Activités Immobilières	4	5	9	14	7	21	30
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	251	184	435	167	84	251	686
Activités de Services de Soutien et de Bureau	4 190	2 046	6 236	1 447	786	2 233	8 469
Activités d'Administration Publique	541	260	801	362	208	570	1 371
Enseignement	610	451	1 061	832	435	1 267	2 328
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 403	815	2 218	1 089	840	1 929	4 147
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	43	19	62	39	20	59	121
Autres Activités de Services N.C.A.	1 369	662	2 031	401	161	562	2 593
Activités Spéciales des Ménages	74	44	118	14	22	36	154
Activités des Organisations Extraterritoriales	684	509	1 193	196	260	456	1 649
Total	**15 552**	**9 001**	**24 553**	**7 696**	**4 782**	**12 478**	**37 031**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Selon la région (Tableau 2), le District de Bamako vient en tête avec 19 490 emplois créés, soit 52,6% des créations d'emplois faites par le secteur privé en 2017. La région de Kayes vient en deuxième position avec 4 196 emplois, soit 11,3% des créations d'emplois. Malgré la crise, il y'a une timide reprise des activités économiques dans la région de Kidal, qui a enregistré 177 emplois créés en 2017.

Tableau 2 : Répartition du nombre d'emplois créés en 2017 par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 344	1 541	2 885	830	481	1 311	4 196
Koulikoro	1 115	540	1 655	411	283	694	2 349
Sikasso	1 241	464	1 705	757	633	1 390	3 095
Ségou	990	457	1 447	731	350	1 081	2 528
Mopti	872	487	1 359	323	353	676	2 035
Tombouctou	1 141	390	1 531	170	76	246	1 777
Gao	683	299	982	220	182	402	1 384
Kidal	65	76	141	19	17	36	177
Bamako	8 101	4 747	12 848	4 235	2 407	6 642	19 490
Total	**15 552**	**9 001**	**24 553**	**7 696**	**4 782**	**12 478**	**37 031**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Les emplois créés par le secteur privé ont connu un pic au quatrième trimestre 2017 (9 968 emplois créées). Ils ont été également plus importants aux premier et deuxième trimestres qu'au troisième trimestre (Tableau 3).

Tableau 3 : Répartition du nombre d'emplois créés en 2017 par le secteur privé par trimestre, par type de contrat et par sexe

Période	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	4 950	1 439	6 389	2 403	527	2 930	9 319
Trimestre 2	5 652	1 421	7 073	2 152	473	2 625	9 698
Trimestre 3	4 097	933	5 030	2 329	687	3 016	8 046
Trimestre 4	5 208	853	6 061	3 095	812	3 907	9 968
Total	**19 907**	**4 646**	**24 553**	**9 979**	**2 499**	**12 478**	**37 031**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

1.1.2. Les emplois créés par le secteur public en 2017

Au total, le secteur public a créé **26 145 emplois**. Ces emplois ont été générés suite aux recrutements dans la fonction publique des collectivités, dans les forces armées et de sécurité. A ceux-ci, il faut également ajouter les auto-emplois générés par les projets et programmes logés dans les Départements Ministériels et les emplois générés par les projets d'investissements, dont une bonne partie est exécutée par le Ministère de l'équipement et du désenclavement. Ces projets d'investissements ont permis de générer 11 466 emplois, soit 43,9% des emplois créés par le secteur public.

Tableau 4 : Répartition des emplois créés en 2017 par Ministère/Institution selon le sexe

Ministères et Institutions	Homme	Femme	Total
Ministère de la défense et des anciens combattants	4 853	271	5 124
Ministère des maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine	1 121	579	1 700
Ministère de l'administration territoriale et de la réforme de l'Etat	2 221	530	2 751
Ministère de l'équipement et du désenclavement	11 180	286	11 466
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 628	2307	3 935
Ministère de la réconciliation nationale	51	12	63
Ministère de la décentralisation et de la fiscalité locale	399	513	912
Ministère des sports	16	0	16
Ministère de l'Economie et des Finances	7	0	7
Ministère des Mines et du Pétrole	65	0	65
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publics	79	27	106
Total	**21 620**	**4 525**	**26 145**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels en 2017

1.2. Statistiques des emplois créés de Janvier à juin 2018

1.2.1. Les emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2018

Le district de Bamako et la région de Kayes ont enregistré plus de créations d'emplois comparativement aux autres régions, avec respectivement, 8 968 et 2 417 emplois créés au premier semestre. Ces créations d'emplois dans ces deux localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako. Les activités aurifères sont importantes dans la région de Kayes. Près de 63% des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 83% des emplois créés au premier semestre (Tableau 5).

Tableau 5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2018

	CDD			CDI			Total
Région	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 667	140	1 807	499	111	610	2 417
Koulikoro	290	62	352	279	100	379	731
Sikasso	1 035	138	1 173	644	92	736	1 909
Ségou	661	118	779	277	59	336	1 115
Mopti	595	149	744	284	160	444	1 188
Tombouctou	591	156	747	115	19	134	881
Gao	476	107	583	422	40	462	1 045
Kidal	49	12	61	22	2	24	85
Bamako	4 011	1 211	5 222	2 951	795	3 746	8 968
Total	**9 375**	**2 093**	**11 468**	**5 493**	**1 378**	**6 871**	**18 339**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Au premier semestre 2018, le secteur privé a créé 18 339 emplois. C'est la branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau » qui vient en première position avec 4 134 emplois créés, soit 22,5 % des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités extractives » occupe la deuxième position avec 2 516 emplois (Tableau 6).

Tableau 6 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2018

	CDD			CDI			Total
Branche d'activités	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	225	19	244	74	12	86	330
Activités Extractives	1 640	181	1 821	651	44	695	2 516
Activités de Fabrication	655	25	680	149	32	181	861
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	69	8	77	77	11	88	165
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	207	29	236	91	12	103	339
Construction	539	27	566	187	25	212	778
Commerce	318	72	390	444	106	550	940
Transports et Entreposage	77	14	91	226	24	250	341
Hébergement et Restauration	124	26	150	91	34	125	275
Information et Communication	101	17	118	225	44	269	387
Activités Financières et d'Assurance	243	100	343	157	39	196	539
Activités Immobilières	6	0	6	9	1	10	16
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	73	43	116	60	10	70	186
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 078	513	2 591	1 348	195	1 543	4 134
Activités d'Administration Publique	294	81	375	282	84	366	741
Enseignement	263	99	362	557	201	758	1 120
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	979	377	1 356	464	373	837	2 193
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	16	2	18	10	1	11	29
Autres Activités de Services N.C.A.	1 136	335	1 471	243	91	334	1 805
Activités Spéciales des Ménages	6	4	10	8	2	10	20
Activités des Organisations Extraterritoriales	326	121	447	140	37	177	624
Total	**9 375**	**2 093**	**11 468**	**5 493**	**1 378**	**6 871**	**18 339**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créé a connu une baisse de plus de 20% du deuxième trimestre 2018, passant de 10 241 à 8 098 **(Tableau 7)**.

Tableau 7 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2018

	CDD			CDI			Total
Période	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	
Trimestre 1	5 333	1 207	6 540	2 995	706	3 701	10 241
Trimestre 2	4 042	886	4 928	2 498	672	3 170	8 098
Total	**9 375**	**2 093**	**11 468**	**5 493**	**1 378**	**6 871**	**18 339**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

1.2.2. Les emplois créés par le secteur public au premier semestre 2018

Les Projets et Programmes logés au Ministère de l'Energie et de l'Eau, Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et au Ministère de la Promotion de la Femme de L'enfant et de la Famille ont permis de générer **9 822** auto-emplois au premier semestre 2018. Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a recruté **350** élèves fonctionnaires de la protection civile dont 106 femmes (T**ableau 8)**.

Tableau 8 : répartition du nombre d'emplois créés par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2018

Ministres/Projet, Programmes, Agence	Sexe		Total
	Homme	Femme	
Ministère de l'Energie et de l'Eau			
Projet d'Accès aux Services d'Energie Renouvelable (PASER-K)	48	2	50
Programme de développement des biocarburants	4 211	3 572	7 783
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle			
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	443	370	813
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	292	220	512
Ministère de la Promotion de la Femme de L'enfant et de la Famille			
Fond d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant	0	664	664
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile			
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Techniciens	28	8	36
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Agents Techniques	16	17	33
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Sapeurs-Pompiers	200	81	281
Total	**5 238**	**4 934**	**10 172**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2018

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1er janvier 2017 au 30 juin 2018

Au cours des six derniers trimestres, le secteur privé a créé **55 370** emplois. Près des 2/3 (65%) de ces emplois sont à durée déterminée.

Tableau 9 : Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1er janvier 2017 au 30 juin 2018

Trimestre	CDD			CDI			Ensemble
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1_2017	4 950	1 439	6 389	2 403	527	2 930	9 319
Trimestre 2_2017	5 652	1 421	7 073	2 152	473	2 625	9 698
Trimestre 3_2017	4 097	933	5 030	2 329	687	3 016	8 046
Trimestre 4_2017	5 208	853	6 061	3 095	812	3 907	9 968
Trimestre 1_2018	5 333	1 207	6 540	2 995	706	3 701	10 241
Trimestre 2_2018	4 042	886	4 928	2 498	672	3 170	8 098
Total	**29 282**	**6 739**	**36 021**	**15 472**	**3 877**	**19 349**	**55 370**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Les hommes occupent 80,8% des emplois créés. Le pic a été atteint au premier trimestre 2018 (**Tableau 9).** A six mois de la fin de l'année, les emplois créés par le secteur privé représentent 90% des prévisions faites par l'ONEF sur les créations d'emplois au titre des années 2017 et 2018. Ces prévisions étaient estimées à 61 292 créations d'emplois par le secteur privé.

Contrairement au Secteur privé, le secteur public a créé moins d'emplois au cours des six derniers trimestres. Au total, **36 317 emplois** ont été créés par le secteur public. A six de la fin de l'année 2018, ce chiffre représente 89,7% de la prévision faite par l'ONEF sur les créations d'emplois du secteur public. Cette prévision était estimée à 40 500 emplois au titre des années 2017 et 2018.

Sur le total des emplois créés au cours des six derniers trimestres, le Ministère de l'équipement et du désenclavement vient en première position avec 11 466 emplois créés, soit 31,6% des créations d'emplois faites par le secteur public (T**ableau 10**). Ce Département est suivi par celui de l'Energie et de l'Eau avec 7 833 créations d'emplois enregistrées. Il faut rappeler que ces deux Départements ont investi des centaines de milliards dans le cadre du Programme Présidentiel d'urgence sociale.

Tableau 10 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1er janvier 2017 au 30 juin 2018

Ministères et Institutions	Homme	Femme	Total
Ministère de la défense et des anciens combattants	4 853	271	5 124
Ministère des maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine	1 121	579	1 700
Ministère de l'administration territoriale et de la réforme de l'Etat	2 221	530	2 751
Ministère de l'équipement et du désenclavement	11 180	286	11 466
Ministère de la réconciliation nationale	51	12	63
Ministère de la décentralisation et de la fiscalité locale	399	513	912
Ministère des sports	16	0	16
Ministère de l'Economie et des Finances	7	0	7
Ministère des Mines et du Pétrole	65	0	65
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publics	79	27	106
Ministère de l'Energie et de l'Eau	4 259	3 574	7833
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2 363	2 897	5 260
Ministère de la Promotion de la Femme de L'enfant et de la Famille	0	664	664
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	244	106	350
Total	**26 858**	**9 459**	**36 317**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, ONEF/DNE 2017

2. Les perspectives pour l'exercice 2019

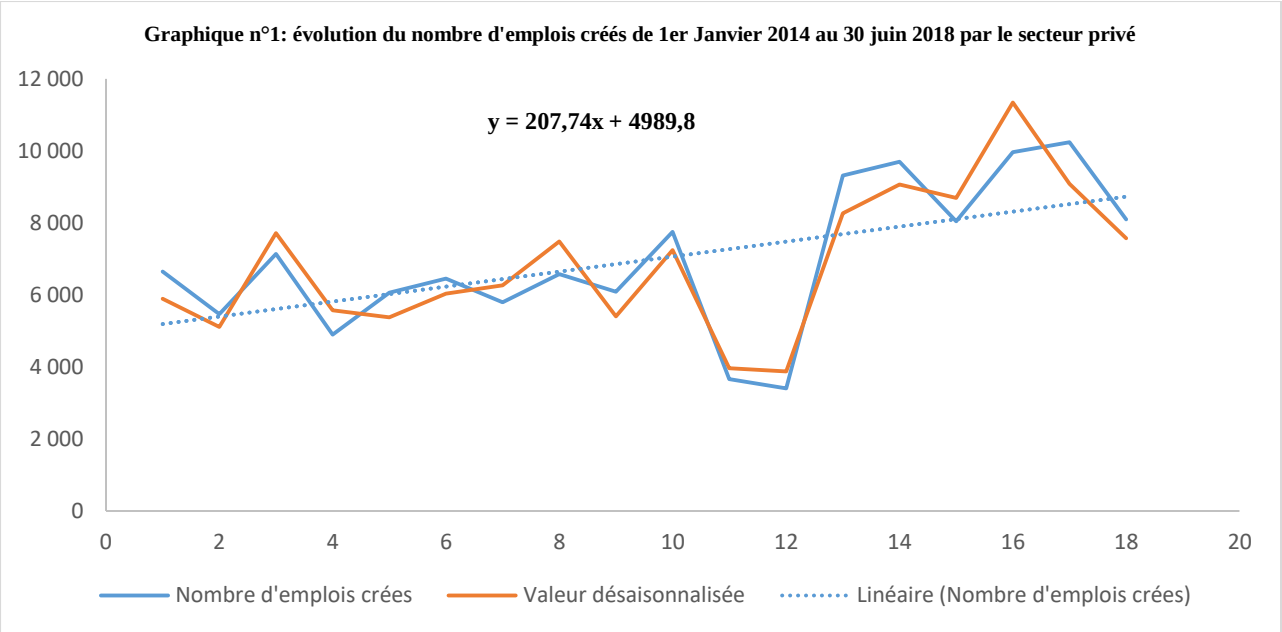
2.1. Les perspectives de création d'emplois par le secteur privé

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de Janvier 2014 à juin 2018 sur les créations d'emplois faites par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 11 : évolution du nombre d'emplois créés par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2018

Période	Rand de la série	Nombre d'emplois crées
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Trimestre 3_2016	11	3 668
Trimestre 4_2016	12	3 405
Trimestre 1_2017	13	9 319
Trimestre 2_2017	14	9 698
Trimestre 3_2017	15	8 046
Trimestre 4_2017	16	9 968
Trimestre 1_2018	17	10 241
Trimestre 2_2018	18	8 098
Total		**125 339**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

A partir de cette évolution, les résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, nous permettent de prévoir le nombre de création d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau 12 : Evolution prévisionnelle du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3ème trimestre 2018 au 4ème trimestre 2019

Période	**Prévision création d'emplois par le secteur privé**
Trimestre 3_2018	8 265
Trimestre 4_2018	8 035
Trimestre 1_2019	10 542
Trimestre 2_2019	10 222
Trimestre 3_2019	9 034
Trimestre 4_2019	8 765
Total	**54 863**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Nous estimons que si les conditions économiques, sociales et sécuritaires demeurent favorables, le secteur privé pourrait créer **54 863 emplois** d'ici fin 2019, dont **16** ***300 emplois pour les 3ème et 4ème trimestres 2018*** et **38 563** emplois pour l'année 2019.

2.2. Les perspectives de création d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin de trimestre ou d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire des prévisions pour 2019 en termes de création d'emplois.

Selon les prévisions macro-économique, l'année 2019 affichera une bien meilleure tendance en dépit du léger repli du taux de croissance réel projeté à 4,7% contre 5,0% prévu en 2018 et que l'inflation est prévue à 1,6% en 2019 contre 1,3% en 2018.

Ainsi, avec ces bonnes perspectives macro-économiques et le maintien de la tendance des créations d'emplois du secteur public, ***nous pourrions envisager au moins 9 000 emplois en pour les deux derniers trimestres de 2018 et 27 000 emplois pour l'année 2019.*** Ces emplois pourraient être créés à travers les recrutements prévus au niveau de la fonction publique d'Etat et celle des collectivités. L'Etat envisage également d'injecter au titre de 2019 plus de 150 milliards dans la construction et l'entretien des routes. La réalisation de ces investissements routiers pourrait générer des centaines d'emplois.

En somme, nous estimons au moins le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 13 : Prévision du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2018 et pour l'année 2019

Secteur	**Année**		**Total**
	2 018*	**2 019****	
Emplois créés par le secteur public	9 000	27 000	36 000
Emplois créés par le secteur privé	16 300	38 563	54 863
Total	**25 300**	**65 563**	**90 863**

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2018

** La prévision concerne toute l'année 2019

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Projet d'annexe à la LFI 2019 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

DONNEES HISTORIQUES															
Période	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production (GWh)	631	721	805	866	943	1 004	1 097	1 213	1 301	1276	1 402	1 574	1 712	1 905	2 081
SUBVENTIONS (Millions de FCFA)	7 200				3 000	3 400		14 281	10 906	30 000	59 249	57 108	42 000	33 656	34 000
Résultat avant subventions (Millions de FCFA)	- 7 206	-7 211	-3 074	-1 092	- 9 778	- 9 070	-17 814	- 14 245	- 28 895	- 42 291	- 38 690	-56 632	-55 071	-60 020	-56 100
Résultat après subventions (Millions de FCFA)	- 6	- 7 211	-3 074	-1 092	- 6 778	- 5 670	- 396	- 36	-15 315	- 12 291	17 545	476	-13 071	-26 364	-22 100
Coût moyen de production (FCFA/KWH)			95,96	93,7	106,8	1 08,4	94,5	99,6	101,2	104,3	109,8	113,6	114,8	101,6	101,9
Prix moyen de vente (FCFA/KWH)	95,20	88,77	79,37	85,64	86,47	87,35	88,82	91,09	91,64	91,33	92,53	96,90	96,45	96,30	95,15

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population en fonction des niveaux de consommation de la clientèle

En 2017 le rapport entre le chiffre d'affaires sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 95,15 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été est de 115,74 FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 20,59FCFA.

Les 34 000 millions de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 :

Categories de clients	Part subvention 2014
TARIF SOCIAL (*)	**47, 75%**
TARIF NORMAL (**)	**22.25%**
MOYENNE TENSION (***)	30%

(*) Catégorie de clients facturés sur *quatre tranches tarifaires (de 59 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;*

(**)*Catégorie de clients facturés sur *deux tranches tarifaires. (109 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(***) Les industriels et assimilés.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

On remarquera tout d'abord que tous les clients industriels ont bénéficié de la subvention, tous les prix de vente étant inférieurs à 115,74 FCFA/kWh, niveau de revenu par kilowattheure ayant permis

l'équilibre en 2017. Cependant, les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Les clients du tarif social ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés entre 59 FCFA et 109 FCFA par KWh.

Les clients du tarif normal ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés à 109 FCFA par kWh.

Sur les tranches de consommation excédant les 200 KWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le KWh, ces clients (aussi bien du tarif social que du tarif normal) apportent une subvention croisée pour l'équilibre.

Il a été procédé à une segmentation des ventes par type tarifaire et par quantité facturé selon les tranches définies dans les tableaux des Grilles Tarifaires ci-dessous.

Les quantités par tranche tarifaire ont été multipliées par les écarts obtenus entre les prix unitaires des tranches et le prix de 115,74 FCFA. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 2

SYNTHESE	BT Tarif social	BT Tarif Normal	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	470,97	529,72	1 000,69	610,97	1 611,67
Subvention en milliard FCFA	16,234	7,566	23,80	10,20	34,00
Nombre de clients	333 841	179 760	513 601	2 226	515 827
Part de la consommation	29,22%	32,87%	62,09%	37,91%	100,00%
Part de la subvention	47,75%	22,25%	70%	30%	100,00%
Part Nombre Client	64,72%	34,85%	99,57%	0,43%	100,00%

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	50	**59**
tranche 2	51	100	**94**
tranche 3	101	200	**109**
tranche 4	201	plus de 201	**130**

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	200	**109**
tranche 2	201	plus de 201	**130**

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	**110**
Heures pleines	06h00	18h00	**75**
Heures creuses	00h00	06h00	**55**

La clientèle BT (tarif social) représente 64,72% des clients, avec une consommation globale de 29,22 % bénéficie de 47,75 % de la subvention soit **16,23 milliards FCFA**. La part de la subvention est supérieure à celle de la consommation. Les consommateurs de ce tarif avec les prix unitaires les plus bas sont les plus subventionnés.

Les clients BT du tarif normal 34,85 % des clients (soit 179 760 clients) présentent une part de subvention plus faible 22,25 % **(7,57 milliards de FCFA),** ils font 32, 87 % de la consommation globale.

Globalement, les **513 601 clients de la basse tension (99,57% des clients en nombre)**, en majorité des clients domestiques, ont bénéficié de **23,80 milliards de FCFA** de subvention, soit près de 70% de la subvention totale.

Les 2 226 clients Moyenne Tension (industriels en majorité, et PME) ne représentant que 0,43% de la clientèle, ont bénéficié de **10,20 milliards FCFA** de subvention, une part à hauteur de 30%, largement en dessous de la part de l'énergie consommée 37,91%.

2.3 Conclusions

L'hypothèse de la répartition uniforme de la subvention attribue moins au tarif social de la Basse Tension. La répartition uniforme affecte plus les clients du tarif normal Basse tension et clients de la Moyenne Tension.

	Tarif Social	Tarif Normal	Tarif Moyenne Tension
Répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée	9,94	11,18	12,89
Répartition différenciée selon les tarifs par client	16.23	7,57	10,20
Ecart entre les deux répartitions de subvention	6,29	-3,61	-2,69

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient 6,29 milliards FCFA de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. Indicateurs de performance

	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5
2	Puissance totale disponible des centrales énergies renouvelables (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4
3	Puissance disponible								
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,9	1 300,7	1 276,4	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8
6	Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4
7	Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,7%	17,4%	17,76%	17,76%	
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,71%	98,73%	98,52%	98,81%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)								
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)								
12	Arriérés auprès fournisseurs privés	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1
14	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9
15	Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978	400 690	462 761	515 827
16	Nombre clients résidentiels (BT)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141	398 760	460 696	513 601
17	Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0
18	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	222,3	198,6	216,1	227,2
19	Tarif Moyen (FCFA/kWh) (avec pénalité majoration minoration en MT)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5
21	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5
22	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2
23	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5
24	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	16 394,9	16 908,1
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1	1 389,5
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9	2 196,5
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,49%	9,68%	19,04%	25,33%	36,10%	45,35%	53,32%	58,34%
29	TOTAL ABONNES	233 354	261 008	290 042	313 621	346 978	400 690	462 761	515 827
30	*BT POST-PAYE*	*226 048*	*234 178*	*233 148*	*232 501*	*219 874*	*217 029*	*213 958*	*212 680*
31	*ISAGO*	*5 816*	*25 260*	*55 234*	*79 451*	*125 267*	*181 731*	*246 738*	*300 921*
32	*MT*	*1 490*	*1 570*	*1 660*	*1 669*	*1 837*	*1 930*	*2 065*	*2 226*
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-22 100,2
35	Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0
36	Subventions	14 280,7	10 906,0	30 000,0	59 248,6	57 107,6	42 000,0	33 655,8	34 000,0
37	Exonérations fiscales								28 208,9
38	*Produits pétroliers*								*19 925,8*
39	*Investissements*								*8 283,1*
40	Stock des prêts rétrocédés	12 284,16	11 233,99	11 283,38	21 458,02	37 607,39	47 755,21	57 323,71	58 358,22
41	Positions nette EDM SA vis à vis de l'Etat								-3 742,0
	Impayés administration (Budget national et régional)								*4 279,00*
	Autres impayés (reliquat subvention)								*500,00*
	Dettes fiscales nettes								*7 521,00*
	Autres dettes de l'Etat sur EDM								-

Glossaire

1- Capacité de production mesurée en MW
9- Pertes techniques liées au transport et à la distribution inhérente à l'électricité
10- Délestages ou incapacité de distribuer
11- Le niveau d'encaissement d'une facture émise sur une période de 12 mois
17- Quantité d'énergie consommée par les clients et facturée par EDM-SA
23- Tarif moyen basse tension
29- Maintenances préventives et curatives des ouvrages de production
30- Dépenses relatives à l'entretien des ouvrages de distribution et de transport

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS
Cellule Planification et Suivi

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2019 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2019
	Taxe-Logement-**TL** (1% x Base CF)	OMH	3 344
	Taxe Touristique	OMATHO	1 620
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	333
	Redevance Régulation	ARMDS	1 041

NB:

⇨ *Les prévisions TL sont établies sur la base des réalisations estimées pour 2018 en tenant compte du taux d'accroissement des recettes de la DGI et des entreprises non passible de CF (conventionnées avec stabilité fiscale).*

⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations estimées de l'exercice précédent (2018) auxquelles sont appliqués les taux de croissance des recettes du budget national en 2019 (accroissement des recettes 7%)*

⇨ il est proposé dans l'annexe fiscale 2019 la suppression de la TFP et de la TEJ à partir de janvier 2019

Bamako, le 17 août 2018
Le Directeur Général

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Le Directeur Général des Impôts
BAMAKO

Sidima DIENTA
Chevalier de l'Ordre National

ETAT S

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Direction Générale des Impôts

Cellule de Politiques Fiscales

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT SUR LA DEPENSE FISCALE

2017

Juillet 2018

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIETES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

I NTRODUCTION

La fiscalité malienne se caractérise par une multitude d'exceptions et de régimes particuliers, dérogeant aux règles de droit commun. Ces dispositions de la loi fiscale qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt, concernent aussi bien la fiscalité des ménages que celle des entreprises.

Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ».

Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, même si ce coût est, moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

L'expression « dépense fiscale » ne doit cependant pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute dérogation peut être présentée comme une moindre recette pour l'Etat.

Toutefois, les dispositions fiscales dérogatoires pourraient conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont l'article 13 prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

A ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent des enjeux essentiels :

- celui de la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte marqué par la diminution des ressources externes et l'atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20% à l'horizon 2020 par la CEDEAO ;
- et celui de l'efficacité de ces dispositifs ou encore celui de la simplification de la fiscalité.

Dans une telle situation, il est impératif pour nos pouvoirs publics de rationaliser les dérogations fiscales accordées aux contribuables et d'évaluer leur coût, mais aussi les impacts qu'elles induisent tant sur le plan économique que social.

La loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières pourrait être un moyen de rationalisation de l'octroi

des dérogations, dans la mesure où elle prévoit la suppression des exonérations qui n'ont aucune base légale.

Les dérogations ou allègements fiscaux sont des sources de pertes de recettes fiscales pour le Trésor public. Ce manque à gagner affecte de manière significative l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales des services d'assiette, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal.

Ainsi, depuis 2011, chaque année le rapport de dépense fiscale est produit par la DGI et est annexé au projet de loi de finances.

Le coût des dépenses fiscales relatif à l'année 2017 s'élève à 238,36 milliards de francs CFA. Il est constitué par les mesures de dérogations fiscales liées à sept (7) impôts. Il s'agit précisément de quatre impôts pour la fiscalité intérieure (TVA, Impôt sur les Sociétés, Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Droits d'Enregistrement) et de trois impôts pour la fiscalité de porte (TVA, Droit de Douane et Redevance Statistique).

Dans cette étude, le montant des dépenses fiscales est analysé par type d'impôt et par source légale d'exonération.

Cependant, le nombre de mesures d'exonérations évaluées par impôt et par source légale ne figure pas dans le rapport. Cela est dû au fait que toutes les données ne sont pas détaillées comme elles ont été recensées dans les différentes lois.

La présente évaluation est axée sur les chiffres relatifs aux exonérations accordées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes.

Elle s'articule autour de quatre axes :

- I Présentation des dérogations fiscales ;
- II Cadre conceptuel ;
- III Cadre Méthodologique ;
- IV Analyse Budgétaire des Dépenses Fiscales.

I. PRESENTATION DES DEROGATIONS FISCALES

Les exonérations fiscales font partie des outils de politiques fiscales des gouvernements. Elles sont utilisées en lieu et place des dépenses directes pour dynamiser, encourager ou soutenir des secteurs d'activité et/ou une catégorie de contribuables. Ce sont des formes de dépenses de droit permettant au contribuable qualifié de prétendre au bénéfice de l'argent public. Elles proviennent de sources différentes et peuvent prendre diverses formes.

1) Par source d'exonération

Les mesures d'exonérations fiscales découlent aussi bien du régime de droit commun (Code Général des Impôts, Code des Douanes), des régimes dérogatoires permettant à certains contribuables de bénéficier d'allègement fiscal (Code des Investissements, Code Minier, Code Pétrolier, loi sur la promotion immobilière, loi sur les micros finances, etc.), des conventions internationales et bilatérales, que des mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels (Loi, Ordonnance, Décret, Arrêté…).

2) Par nature d'exonération

Les dérogations fiscales portent, soit sur l'assiette imposable, soit sur les taux d'imposition, soit sur la trésorerie de l'entreprise :

- Au niveau de **l'assiette imposable**, les mesures dérogatoires concernent les exonérations totales ou partielles, temporaires ou définitives, les déductions, les décotes, les abattements et les provisions en franchise d'impôts ;
- Au niveau **des taux d'imposition**, l'écart entre les taux préférentiels accordés à certaines activités et les taux normaux est considéré comme une dépense fiscale (taux réduit de la Taxe sur la Valeur Ajoutée par exemple) ;
- Les amortissements dégressifs constituent des **facilités de trésorerie**.

Par ailleurs, les dérogations fiscales peuvent prendre différentes formes :

- **exonérations :** montants exclus de la base d'imposition ;
- **abattement ou déductions** : montants déduits du revenu de référence pour obtenir la base d'imposition ;
- **décote** : montant calculé sur la base d'un plafond et déduit de l'impôt calculé ;
- **réduction de taux** : taux d'imposition réduit appliqué à une catégorie de contribuables ou de transactions imposables ;
- **report d'impôt** : délai de paiement de l'impôt *(Exemple: dépréciation accélérée*);
- **Crédits d'impôt** : montants déduits de l'impôt dû mais remboursables.

Pour évaluer le coût engendré par les dépenses fiscales, un inventaire de 743 dispositions dérogatoires a été effectué en 2014 et validé en 2016. (Voir Annexe 1)

II. CADRE CONCEPTUEL :

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les Etats membres de l'UEMOA, a dégagé certaines *idées prioritaires* **quant à la définition de la dépense fiscale, de *la norme et du système de référence (régime fiscal de base), de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux et de la méthodologie à adopter.***

1) Définition de la dépense fiscale

Selon cette décision, **«** *une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraine un manque à gagner pour le trésor public.* ».

La dépense fiscale est donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal malien.

Néanmoins, toute mesure entraînant une perte de recettes pour le budget de l'État n'est pas nécessairement une dépense fiscale. En particulier, les exonérations de TVA sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle dérogerait) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de **classification** qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, **entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (**découlant de la norme**) et une série de dispositions qui dérogent à ce système**. Elle requiert donc **une définition claire**

du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

2) Définition du système fiscal de référence

Il n'y a pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. A ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;
- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option plus pragmatique est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent **être de nature législative** et **revêtir un caractère général**.

Trois critères définissent le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre : « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de réfé-

rence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système de référence.

La décision sus-citée a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« *Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière.*

Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux.

Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation.

Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence.

En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité interne des États de l'Union.

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

Le système fiscal de référence est défini pour les impôts et taxes qui rentrent dans **le périmètre d'évaluation de cette étude sont :**

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée**

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dé-

pense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Générale des Impôts.

Le taux retenu par le Mali est **18%.**

- **Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- Le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de **30%** du bénéfice imposable et **1%** du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

- **Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions**

Les droits d'enregistrement sont **fixes, proportionnels, ou progressifs** suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y

sont assujettis.

- **Droit de Douane et Redevance Statistique** sont des droits de porte prévus dans le texte sur le Tarif Extérieur Commun (TEC)

3) Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entrainer des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation de la dépense fiscale soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, les droits d'enregistrement, le Droit de Douane et la Redevance Statistique.

III. LE CADRE METHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

Les dérogations fiscales recensées au nombre de 743 peuvent être classées, selon plusieurs critères : le régime et le type d'impôt.

Tableau n° 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par régime d'imposition

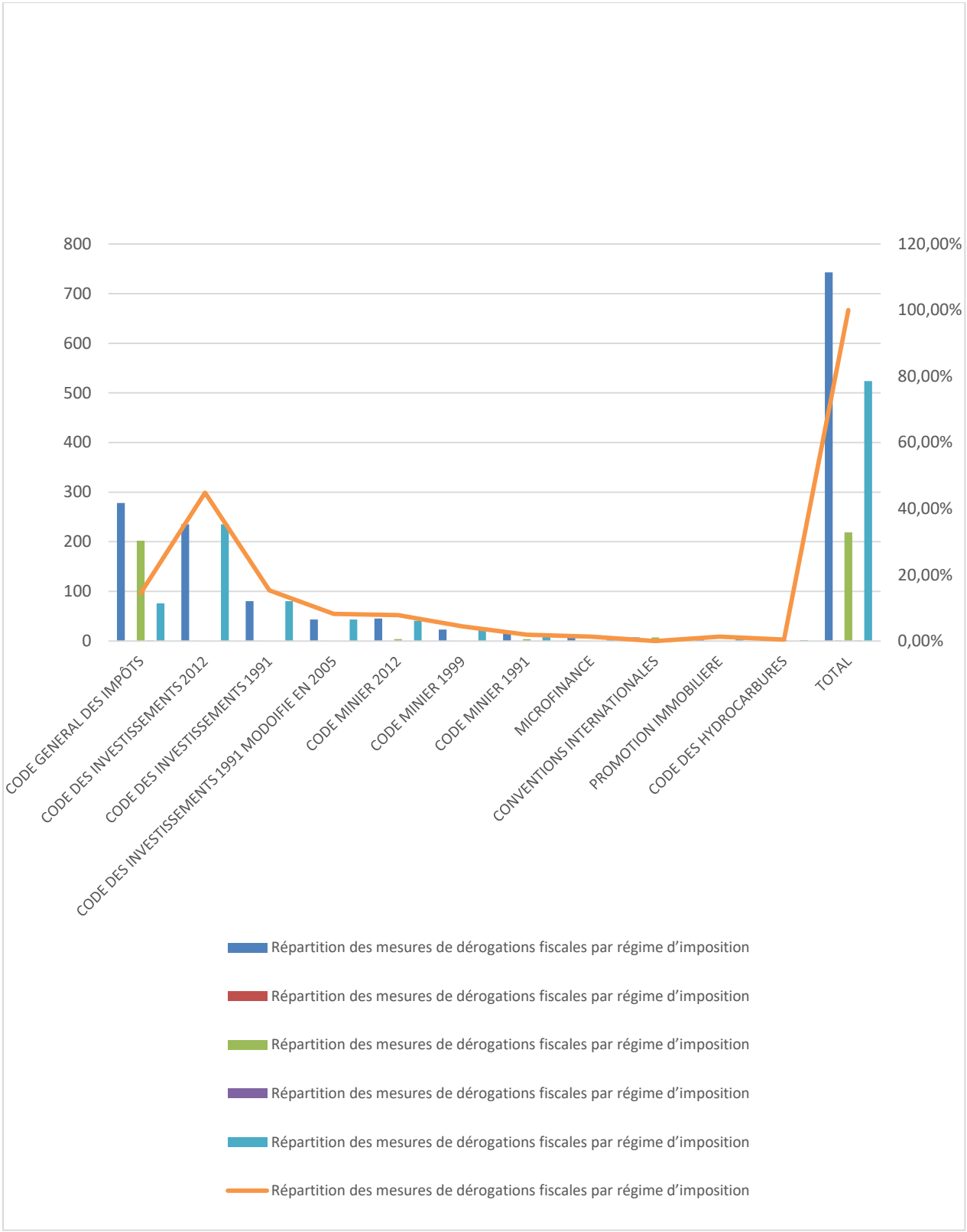
SOURCE D'EXONERATIONS	NOMBRE D'EXONERATIONS FISCALES	POIDS DE LA SOURCE DANS LE TOTAL DES EXONERATIONS	NOMBRE DE SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	POIDS DE LA SOURCE DANS LE TOTAL SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	NOMBRE DE DEPENSE FISCALE	POIDS DE LA SOURCE DANS LE TOTAL DE LA DEPENSE FISCALE
CODE GENERAL DES IMPÔTS	278	37,42%	202	92,24%	76	14,50%
CODE DES INVESTISSEMENTS 2012	235	31,63%	0	0,00%	235	44,85%
CODE DES INVESTISSEMENTS 1991	80	10,77%	0	0,00%	80	15,27%
CODE DES INVESTISSEMENTS 1991 MODOIFIE EN 2005	43	5,79%	0	0,00%	43	8,21%
CODE MINIER 2012	45	6,06%	4	1,83%	41	7,82%
CODE MINIER 1999	23	3,10%	0	0,00%	23	4,39%
CODE MINIER 1991	14	1,88%	4	1,83%	10	1,91%
MICROFINANCE	7	0,94%	0	0,00%	7	1,34%
CONVENTIONS INTERNATIONALES	7	0,94%	7	3,20%	0	0,00%
PROMOTION IMMOBILIERE	7	0,94%	0	0,00%	7	1,34%
CODE DES HYDROCARBURES	4	0,54%	2	0,91%	2	0,38%
TOTAL	**743**	**100,00%**	**219**	**100,00%**	**524**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques fiscales

- Le classement par régime fait apparaître :

- 278 mesures d'exonération au Code Général des Impôts (CGI) qui sont reparties en 202 mesures de système de référence et 76 mesures de dépense fiscale. Les mesures de dépense fiscale pèsent 14,50%.
- 358 mesures de dérogations fiscales aux 3 codes des investissements (CI 1991, CI 1991 modifié en 2005 et le CI de 2012). Toutes ces mesures dérogatoires sont classées en dépenses fiscales et indiquent un poids de 68,32%.
- 82 mesures de dérogation fiscales aux 3 codes miniers (CM 90, CM 99 et CM 2012) dont 8 sont classées en système de référence et le reste en dépense fiscale. Les 74 mesures de niche fiscale donnent un poids de 14,12% ;
- 7 mesures d'exonérations fiscales aux Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux. Ces mesures sont toutes classées en système de référence ;
- 7 mesures d'exonération à la loi sur la micro finance qui sont toutes classées en dépense fiscale et représentent un poids de 1,34% ;
- 7 mesures d'exonération à la loi sur la promotion immobilière. Elles constituent toutes des dépenses fiscales et affichent un poids de 1,34% ;
- 4 mesures au code des hydrocarbures dont 2 classées en dépense fiscale et indiquent un pourcentage de 0,38%.
- Le tableau n°1 résume ce classement.

<u>Graphique n° 1</u> : Répartition des mesures de dérogations fiscales par source d'exonération



<u>Graphique n° 2</u> : Répartition des mesures de dépenses fiscales par source d'exonération

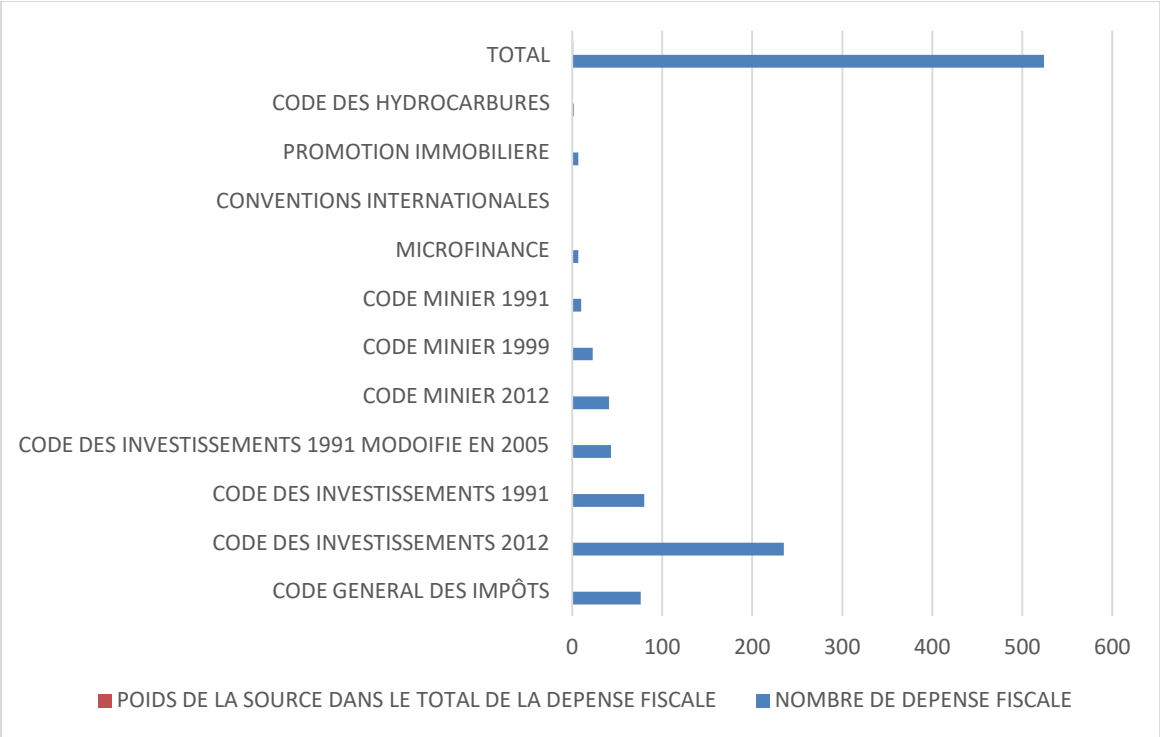


Tableau n° 2 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par impôt, droit et taxe

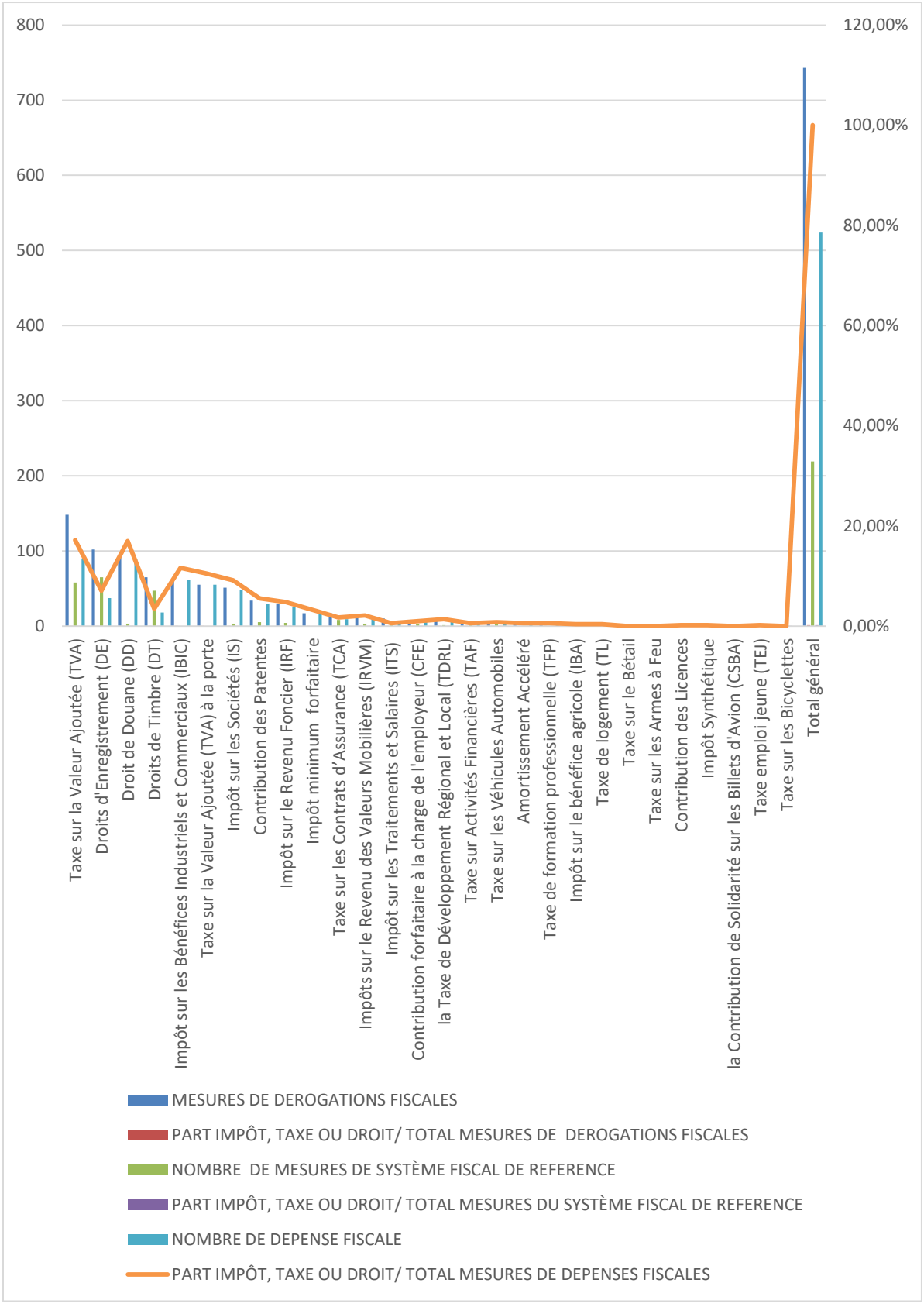
IMPÔT, TAXES OU DROITS	MESURES DE DEROGATIONS FISCALES	PART IMPÔT, TAXE OU DROIT/ TOTAL MESURES DE DEROGATIONS FISCALES	NOMBRE DE MESURES DE SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	PART IMPÔT, TAXE OU DROIT/ TOTAL MESURES DU SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	NOMBRE DE DEPENSE FISCALE	PART IMPÔT, TAXE OU DROIT/ TOTAL MESURES DE DEPENSES FISCALES
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	148	**19,92%**	58	**26,48%**	90	**17,18%**
Droits d'Enregistrement (DE)	102	**13,73%**	65	**29,68%**	37	**7,06%**
Droit de Douane (DD)	92	**12,38%**	3	**1,37%**	89	**16,98%**
Droits de Timbre (DT)	65	**8,75%**	47	**21,46%**	18	**3,44%**
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	61	**8,21%**	0	**0,00%**	61	**11,64%**
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à la porte	55	**7,40%**	0	**0,00%**	55	**10,50%**
Impôt sur les Sociétés (IS)	51	**6,86%**	3	**1,37%**	48	**9,16%**
Contribution des Patentes	34	**4,58%**	5	**2,28%**	29	**5,53%**
Impôt sur le Revenu Foncier (IRF)	29	**3,90%**	4	**1,83%**	25	**4,77%**
Impôt minimum forfaitaire	17	**2,29%**	0	**0,00%**	17	**3,24%**
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	17	**2,29%**	8	**3,65%**	9	**1,72%**
Impôts sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	14	**1,88%**	3	**1,37%**	11	**2,10%**
Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS)	10	**1,35%**	7	**3,20%**	3	**0,57%**
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur (CFE)	8	**1,08%**	3	**1,37%**	5	**0,95%**
la Taxe de Développement Régional et Local (TDRL)	8	**1,08%**	1	**0,46%**	7	**1,34%**
Taxe sur Activités Financières (TAF)	7	**0,94%**	4	**1,83%**	3	**0,57%**
Taxe sur les Véhicules Automobiles	6	**0,81%**	2	**0,91%**	4	**0,76%**
Amortissement Accéléré	3	**0,40%**	0	**0,00%**	3	**0,57%**
Taxe de formation professionnelle (TFP)	3	**0,40%**	0	**0,00%**	3	**0,57%**
Impôt sur le bénéfice agricole (IBA)	2	**0,27%**	0	**0,00%**	2	**0,38%**
Taxe de logement (TL)	2	**0,27%**	0	**0,00%**	2	**0,38%**
Taxe sur le Bétail	2	**0,27%**	2	**0,91%**	0	**0,00%**
Taxe sur les Armes à Feu	2	**0,27%**	2	**0,91%**	0	**0,00%**
Contribution des Licences	1	**0,13%**	0	**0,00%**	1	**0,19%**
Impôt Synthétique	1	**0,13%**	0	**0,00%**	1	**0,19%**
la Contribution de Solidarité sur les Billets d'Avion (CSBA)	1	**0,13%**	1	**0,46%**	0	**0,00%**
Taxe emploi jeune (TEJ)	1	**0,13%**	0	**0,00%**	1	**0,19%**
Taxe sur les Bicyclettes	1	**0,13%**	1	**0,46%**	0	**0,00%**
Total général	**743**	**100,00%**	**219**	**100,00%**	**524**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques Fiscales

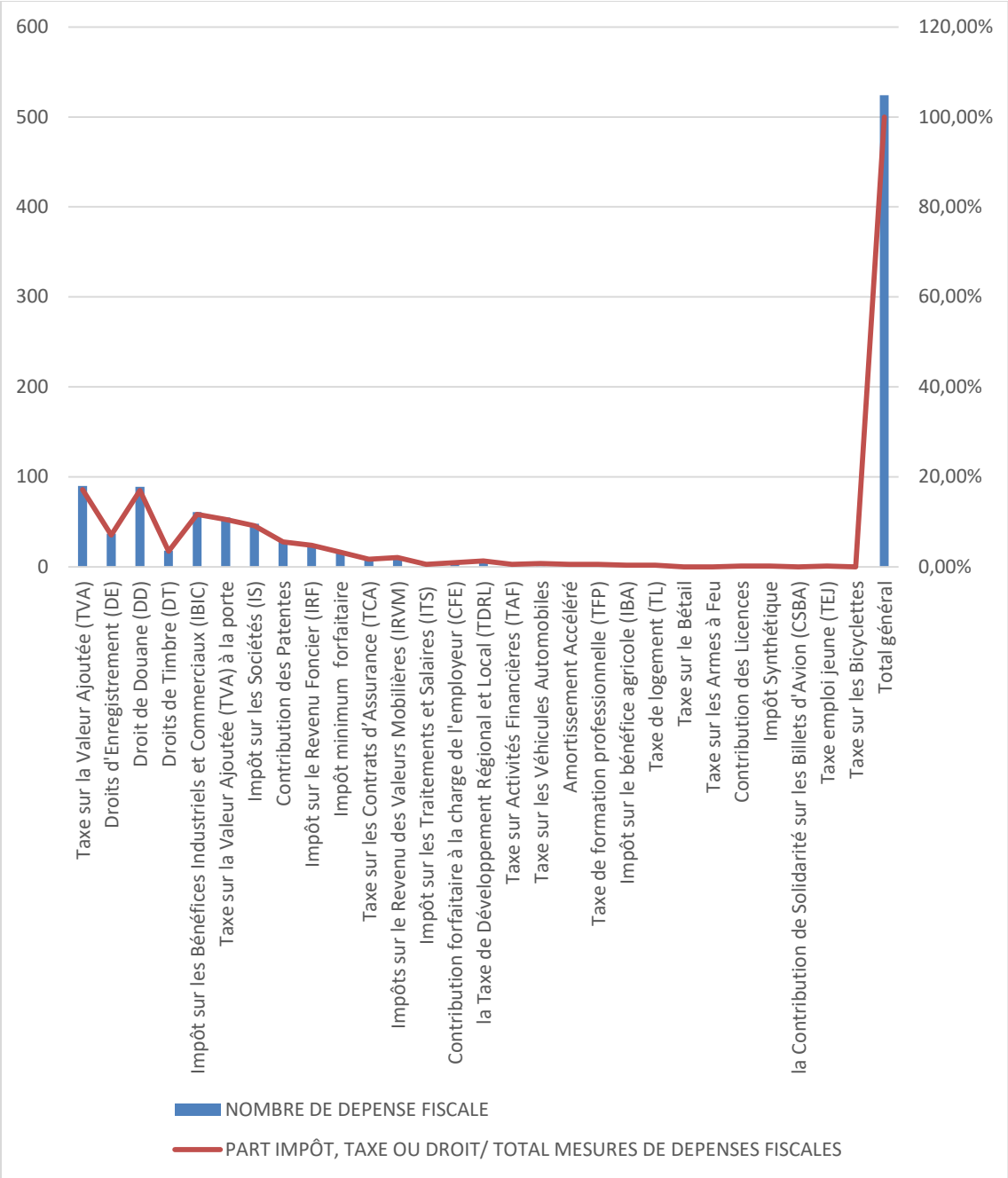
- Le classement par type d'impôt fait apparaître ce qui suit :

- les mesures d'exonérations de TVA sont les plus importantes. Elles sont au nombre de 203 et représentent un poids de 27,32% dans le total des exonérations recensées. Elles sont reparties en 58 mesures de système fiscal de référence et 145 mesures de dépense fiscale. Le rapport des mesures de dépense fiscale provenant de la TVA sur le total de la dépense fiscale donne un taux de 27,67% soit plus du quart.
  La fiscalité intérieure dénombre 148 mesures d'exonérations et celle de porte 55 avec des taux de participation respectifs de 19,92% et de 7,40%.
  Le nombre de dépenses fiscales y relatif ont été évalué à 145 soit 90 mesures pour la TVA intérieure et 55 pour la TVA de porte pour des taux de participation respectifs de 17,18% et de 10,50%.
- Les allégements fiscaux de droits d'enregistrement se placent en deuxième position avec 102 mesures représentant 13,73 % du total des mesures d'exonérations fiscales. Le nombre de dépense fiscale lié à ces allègements se chiffre à 37 mesures pour un taux de participation de 7,06 %.
- Les mesures de dérogations provenant du Droit de Douane sont les plus importantes en matière de fiscalité de porte. Elles sont au nombre de 92 reparties en 3 mesures de système de référence et 89 mesures de dépense fiscale. Elles se placent en troisième position dans le classement général et en première position dans la fiscalité douanière. La dépense fiscale liée au Droit de Douane affiche un pourcentage de16, 98 %.
- Les dérogations liées aux droits de timbre se chiffrent à 65 mesures dont 18 sont classées en dépense fiscale représentant un poids de 3,44%.
- Ensuite viennent les mesures d'exonérations issues de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux pour 61 mesures d'exception. Toutes ces mesures sont classées en dépense fiscale et affichent un taux de participation de 11,64%.
- Enfin, les mesures d'exonération provenant de l'Impôt sur les Sociétés sont évaluées à 51 dont 48 font l'objet de dépense fiscale avec un taux de participation de 9,16%.
  Se référer au tableau N°2

<u>Graphique n° 3</u> : Répartition des mesures de dérogations fiscales par impôt, droit ou taxe



<u>Graphique n° 4</u> : Répartition des mesures de dépenses fiscales par impôt, droit ou taxe



1) Le périmètre méthodologique

Le périmètre de l'étude actuelle porte sur certains impôts et taxes affectés au budget de l'État et dont les données sont disponibles.

La fiscalité locale, les prélèvements sociaux au profit des institutions de retraite, les crédits d'impôts et autres décotes, n'ont pas été inclus dans ce chiffrage.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et services n'ont pas fait l'objet d'évaluation par manque de données et/ou de difficultés de collecte de renseignements.

2) La période de référence

En règle générale, l'évaluation de la dépense fiscale est annuelle et accompagne la Loi des Finances. Présentement, pour le cas du Mali, le rapport annuel de la dépense fiscale de l'année N est rattaché au projet de la loi de finances pour l'exercice N+2.

La présente évaluation concerne les dépenses fiscales de l'année 2017.

3) **Méthode de calcul**

Il existe trois méthodes pour évaluer les dépenses fiscales :

- **La méthode de la perte en recettes** (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une dépense fiscale, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».

- **Le gain final de recettes** (*revenue gain*): on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.

- **L'équivalent en dépense** (*Outlay équivalent)* : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

IV. ANALYSE BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

1) Méthode de collecte

Elle a consisté à recueillir, au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les

montants de toutes les exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective de la dépense fiscale.

Ces données ont été analysées par source légale (Dispositions du Code Général des Impôts, des Codes Miniers et des Codes des Investissements et autres...) et par type d'impôts, de droits et de taxes.

2) Analyse des dépenses fiscales

L'analyse est faite sur le coût total, annuel des dépenses fiscales mais aussi de façon détaillée par direction de recette (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes). Il est important de souligner que le cumul des données (DGI, DGD) de l'année 2017 n'est pas comparé avec celles de 2016 à cause des modifications intervenues dans le traitement des données de la Direction Générale des Douanes.

a. Analyse du coût annuel (DGI-DGD 2017)

- Analyse budgétaire

Tableau 3 : analyse budgétaire du coût annuel de la dépense fiscale

RUBRIQUE	MONTANT EN MILLIARD DE FRANCS CFA	RATIOS (DF/RUBRIQUE)
DEPENSES FISCALES	238,36	
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	9012,25	2,64%
RECETTES FISCALES DGI-DGD	1375,94	17,32%

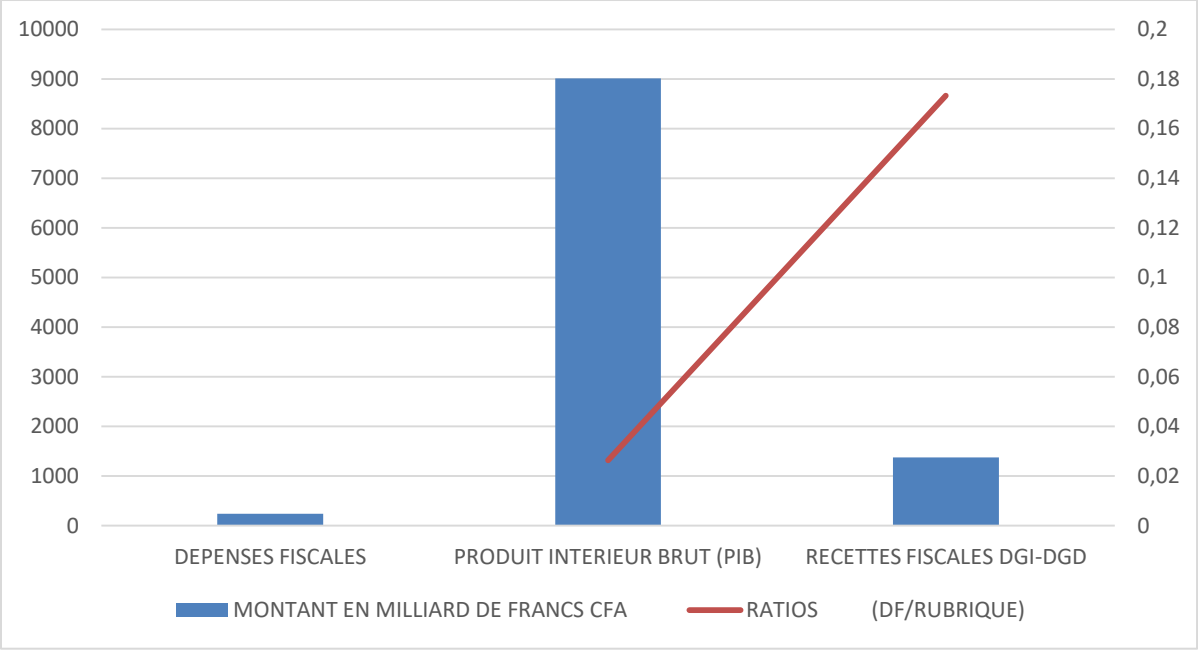
Source : Cellule de Politiques Fiscales

Le montant des dépenses fiscales évalué au titre **de l'année 2017 (DGI-DGD) s'élève à 238,36 milliards de Francs CFA.** Ce coût rapporté à certains agrégats (Produit Intérieur Brut, Recettes fiscales) se présente comme suit :

- **2,64 %** du Produit Intérieur Brut dont le montant s'élève à 9012,25 milliards de francs CFA

17,32 % de l'ensemble des Recettes fiscales de la DGI et de la DGD qui se chiffrent à 1375,94 milliards de francs CFA. (Voir tableau n°3)

Graphique 5 : Analyse budgétaire du coût annuel de la dépense fiscale au titre de l'année 2017



- **Analyse par impôt**

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des dépenses fiscales afférentes à chacun d'eux.

Tableau n° 4 : Tableau de la dépense fiscale annuelle par impôt droit et taxe (DGI-DGD)

IMPÔT, TAXE ET DROIT	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE EN MILLIARD DE FRANCS CFA	PART (IMPÔT, TAXE ET DROIT) /TOTAL DEPENSE FISCALE
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	143,80	60,33%
DROIT DE DOUANE	57,74	24,22%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX-IMPÔTS SUR LES SOCIETES	27,87	11,69%
DROITS D'ENREGISTREMENT	6,35	2,66%
REDEVANCE STATISTIQUE	2,60	1,09%
TOTAL	238,36	100,00%

Source : Cellule de Politiques Fiscales

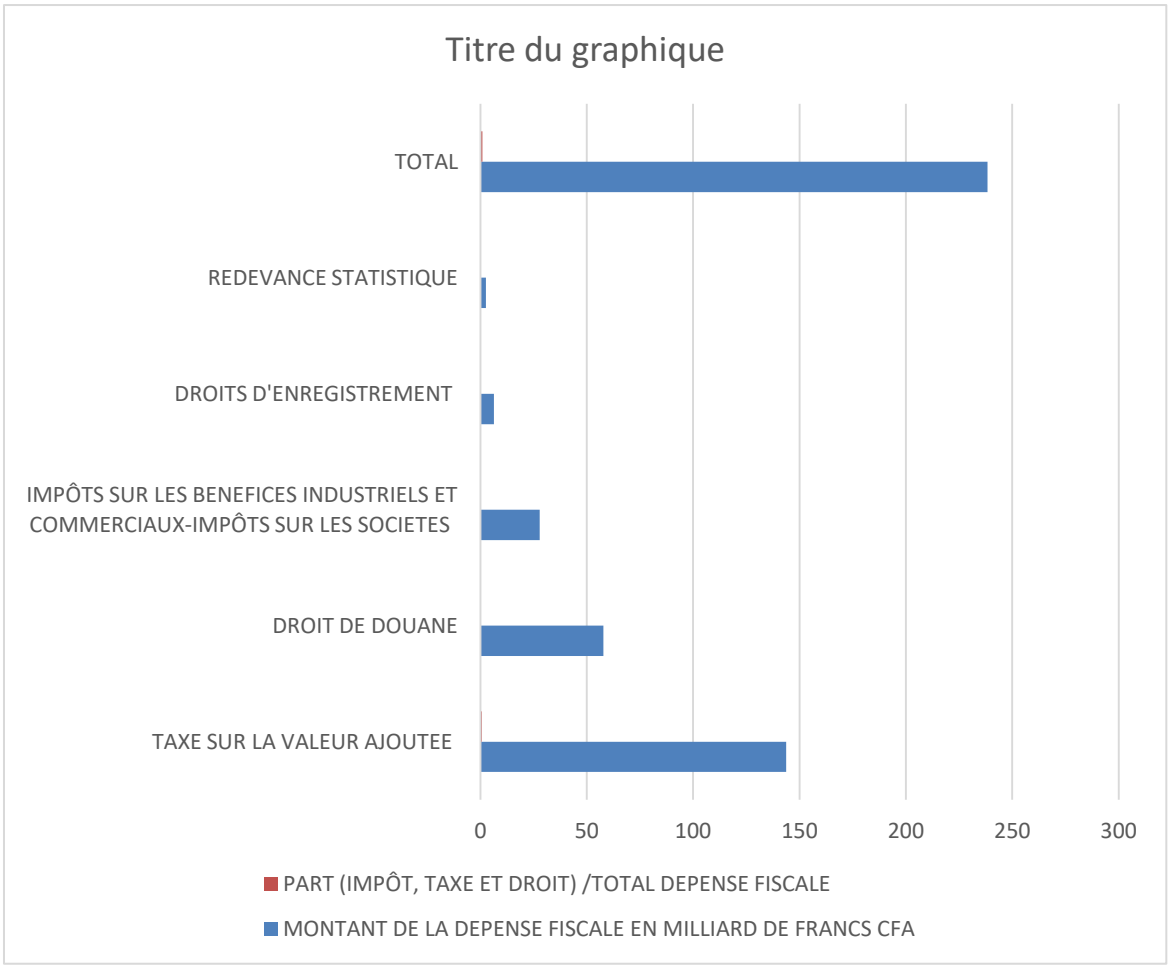
La part de la TVA dans la dépense fiscale totale de l'année 2017 est de 143,80 milliards. Elle représente un poids de 60,33%. La dépense fiscale de la TVA reste toujours la plus élevée comparée à celle des autres impôts. Elle représente ici le cumul

de la dépense fiscale de la TVA à l'intérieur et de la TVA à la porte. Le montant de la dépense se rattachant à la TVA de l'intérieur se chiffre à 92,84 milliards et celui lié à la fiscalité de porte s'élève à 50,96 milliards de Francs CFA.

Après les allègements de TVA, les réductions provenant du Droit de Douane se placent en deuxième position, avec un poids de 24,22%.

Les pertes de recette liées aux impôts (IS-IBIC) affichent une augmentation de plus de 10 milliards. Elles passent de 17,30 milliards en 2016 à 27,87 milliards en 2017.Son poids dans la dépense fiscale totale est 11,69%.

Graphique 6 : comparaison de la dépense fiscale annuelle par impôt et taxe (DGI-DGD)



- **Analyse par source**

L'analyse de la dépense fiscale découlant des principales sources légales d'exonérations se présente comme suit :

Tableau 5: Tableau comparatif de dépense fiscale annuelle par source (DGI-DGD)

SOURCE D'EXONERATION	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE EN MILLIARD DE FRANCS CFA	PART SOURCE D'EXONERATION/TOTAL DEPENSE FISCALE
CODE GENERAL DES IMPÔTS	7,68	3,22%
CODES DES INVESTISSEMENTS	18,63	7,81%
CODES MINIERS ET PETROLIERS	34,89	14,64%
RETENUE CODES MINIERS ET PETROLIERS	3,55	1,49%
CONVENTIONS D'ETABLISSEMENT	23,57	9,89%
TITRE D'ETAT AU NIVEAU DES BANQUES	16,78	7,04%
FINANCEMENTS EXTERIEURS	49,14	20,62%
TVA PROMOTION IMMOBILIERE	0,84	0,35%
MICROFINANCE	0,58	0,25%
DÉPENSES FISCALES SOURCES NON DETAILLEES	21,63	9,08%
AUTRES DÉPENSES FISCALES	61,07	25,62%
TOTAL DEPENSE FISCALE	238,36	100,00%

Source : Cellule de Politiques Fiscales

La part des « Autres dépenses fiscales » est la plus élevée dans le montant total. Elle se chiffre à 61,07 milliards de Francs CFA pour un poids de 25,62%.

Les dépenses fiscales liées aux marchés publics et financements extérieurs (49,14 milliards) représentent un poids de 20,62%.

Le montant des allègements provenant des codes miniers se chiffre à 34,89 milliards. Leur poids dans la dépense fiscale de 2017 est de 14,64%. Cette nature de dépense fiscale se classe en troisième position.

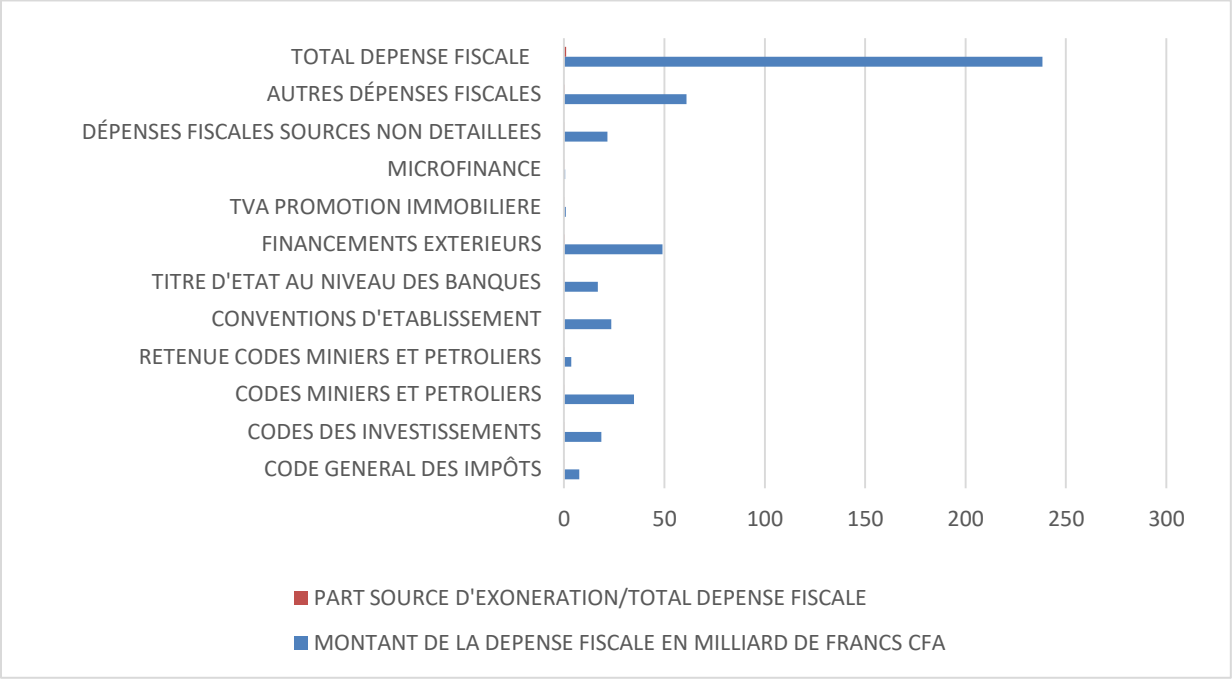
Les pertes de recette liées aux exonérations des conventions d'établissement se placent en quatrième position avec un poids de 9,89%.

A cause du mode de collecte et le remplissage de la déclaration par les contribuables, certaines exonérations n'ont pu encore être détaillées en fonction de leur source. Elles représentent 9,08% du poids total de la dépense fiscale. Elles ont diminué de façon drastique. Cela s'explique par le fait que, de plus en plus les sources d'exonération sont identifiées.

Les titres d'Etat qui étaient de 11,00 milliards en 2016 ont augmenté environ de 5 milliards. Son poids dans la dépense totale est 7,04%.Cette nature de dépense est

composée uniquement des dépenses d'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux.

Graphique 7 : Dépense fiscale par source d'exonération



Par direction de recette, l'analyse du coût des dépenses fiscales indique :

b. Analyse du coût annuel DGI

➢ Analyse budgétaire

Tableau 6: Tableau comparatif des dépenses fiscales de la DGI et ratios

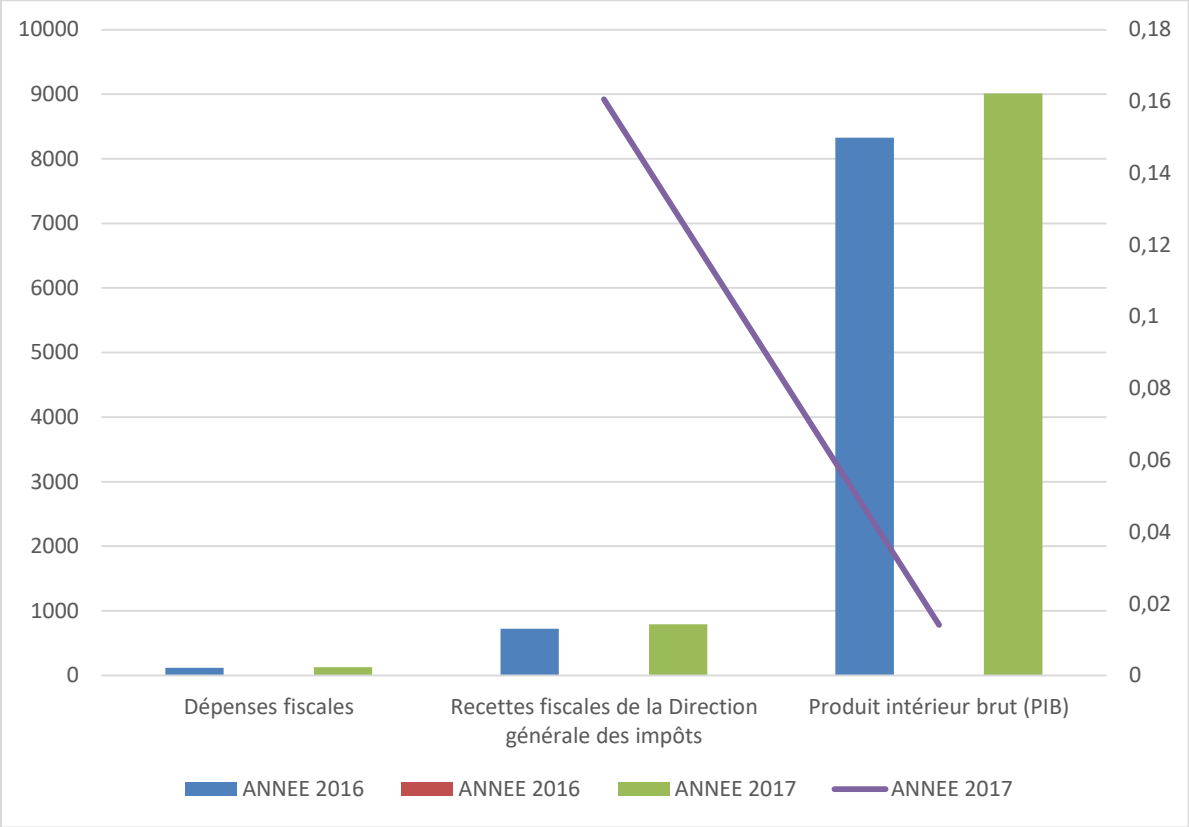
RUBRIQUES	ANNEE 2016		ANNEE 2017	
	MONTANTS (en milliards)	PART DEPENSE FISCALE/AGREGATS	MONTANTS (en milliards)	PART DEPENSE FISCALE/AGREGATS
Dépenses fiscales	119,59		127,06	
Recettes fiscales de la Direction générale des impôts	720,00	16,61%	790,94	16,06%
Produit intérieur brut (PIB)	8328,86	1,44%	9012,25	1,41%

Source : Cellule de Politiques Fiscales

Le montant de la dépense fiscale de la Direction générale des impôts de l'année 2017 est évalué à **127,06 milliards de Francs CFA**. Comparé à celui de 2016 qui est de 119,59 milliards, le coût des dépenses fiscales a connu une augmentation d'environ **7,47 milliards de Francs FCA qui se traduit par un taux de croissance de 6,25%**. Ce coût rapporté aux recettes fiscales et au produit intérieur brut se présente comme suit **:**

- **1,41% des recettes réalisées par la Direction générale des impôts** qui s'élèvent à **790,940 milliards** de francs CFA au titre de l'année 2017 ;
- **16,06% du Produit intérieur brut prévisionnel (PIB)** du même exercice **estimé à 9012,25** milliards de francs CFA) **; (Voir tableau 6)**

<u>Graphique 8</u>: Analyse budgétaire DGI



➢ Analyse par impôt DGI

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 7)

Tableau 7: Tableau comparatif des dépenses fiscales par impôt de la DGI

IMPÔT OU TAXE	ANNEE 2016		ANNEE 2017	
	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale
Taxe Sur La Valeur Ajoutée	93,33	78,04%	92,84	73,07%
Impôt sur les Sociétés-Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	17,30	14,46%	27,87	21,94%
Droits D'enregistrement	8,97	7,50%	6,35	5,00%
Total	119,59	100,00%	127,06	100,00%

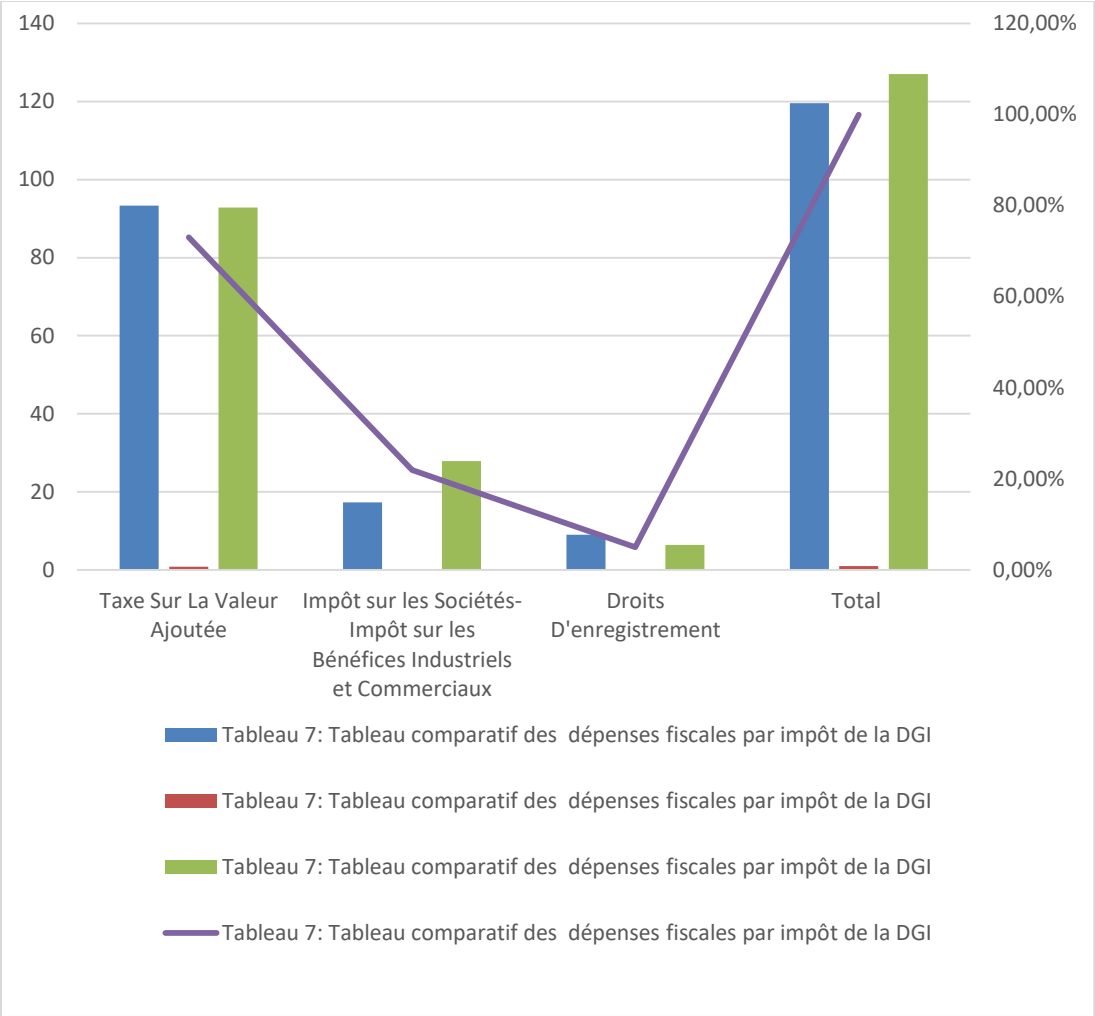
Source : Cellule de Politiques Fiscales

La répartition des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts de l'année 2017 par type d'impôt indique que le coût de la dépense la plus élevée est celui lié à la ***Taxe sur la Valeur Ajoutée*** (TVA) avec un poids de 73,07%. Son coût s'élève à 92,84 milliards contre 93,33 milliards en 2016, soit une légère baisse de 0,49 milliards.

Contrairement à la TVA, les allègements fiscaux provenant de l'impôt sur les sociétés et impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (IS-IBIC) ont considérablement augmenté. Ainsi, la dépense relative à l'IS-IBIC passe de 17,30 milliards en 2016 à 27,87 milliards en 2017. Cette augmentation se traduit par la hausse des pertes de recette découlant des titres d'Etat au niveau des banques.

Les dépenses de droits d'enregistrement indiquent une diminution. Elles passent de 8,97 milliards en 2016 à 6,35 milliards en 2017.

Graphique 9: Comparaison de la dépense fiscale par impôt DGI



c. Analyse du coût annuel DGD

➢ Analyse budgétaire

Tableau 8 : analyse budgétaire DGD

RUBRIQUES	MONTANTS (en milliards)	RATIOS (DF/rubrique)
Dépenses fiscales	**111,04**	
Recettes fiscales de la Direction générale des douanes	**585**	**18,98%**
Produit intérieur brut (PIB)	**9012**	**1,23%**

Source : Cellule de Politiques Fiscales

Le montant de la dépense fiscale de la Direction générale de la douane de l'année 2017 se chiffre à 111,04 **milliards de Francs CFA** contre **77 milliards en 2016.** Cette augmentation ne se traduit pas par une augmentation du montant des exonérations accordées mais plutôt par un changement dans le traitement des données**.** La modification intervient à deux niveaux :

- Le montant de la dépense fiscale découlant de la Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI) a été ajouté au Droit de Douane. Dans les précédentes estimations de dépense fiscale, seules les trois taxes de la Douane (Droit de Douane, TVA, Redevance Statistique) étaient évaluées ;
- En plus de la première modification, certaines exonérations classées en système fiscal de référence ont été reclassées en dépense fiscale. Ce changement a concerné essentiellement les exonérations au niveau de la catégorie « Besoins Nationaux » de la Douane.

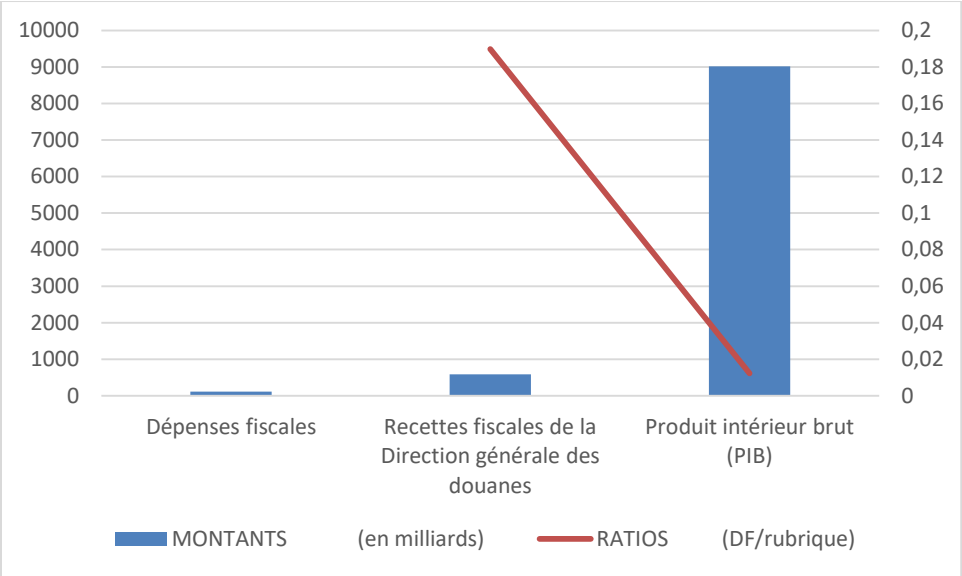
En conclusion la comparaison des données de 2017 avec celles de 2016 n'est pas faite dans ce rapport car leur traitement diffère d'une année à une autre.

Le coût de la dépense fiscale rapporté aux recettes fiscales de la Douane et au produit intérieur brut se présente comme suit **:**

- 18,98 % des recettes fiscales réalisées par la Direction générale des Douanes qui s'élèvent à 585 milliards de francs CFA au titre de l'année 2017 ;
- 1,23 % du Produit intérieur brut prévisionnel (PIB) du même exercice estimé à 9012,25 milliards de francs CFA) ;

(Voir tableau 8)

Graphique 10: Analyse budgétaire DGD



- **analyse par type d'impôt DGD**

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des dépenses fiscales afférentes à chacun d'eux.

Tableau 9 : analyse par impôt de la dépense fiscale DGD

SOURCES D'EXONERATIONS FISCALES	MONTANT DE DE-PENSES FISCALES	PART SOURCE/TOTAL DEPENSE FISCALE
DROIT DE DOUANE	57,48	**51,77%**
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	50,96	**45,89%**
REDEVANCE STATISTIQUE	2,59	**2,34%**
TOTAL	111,04	**100,00%**

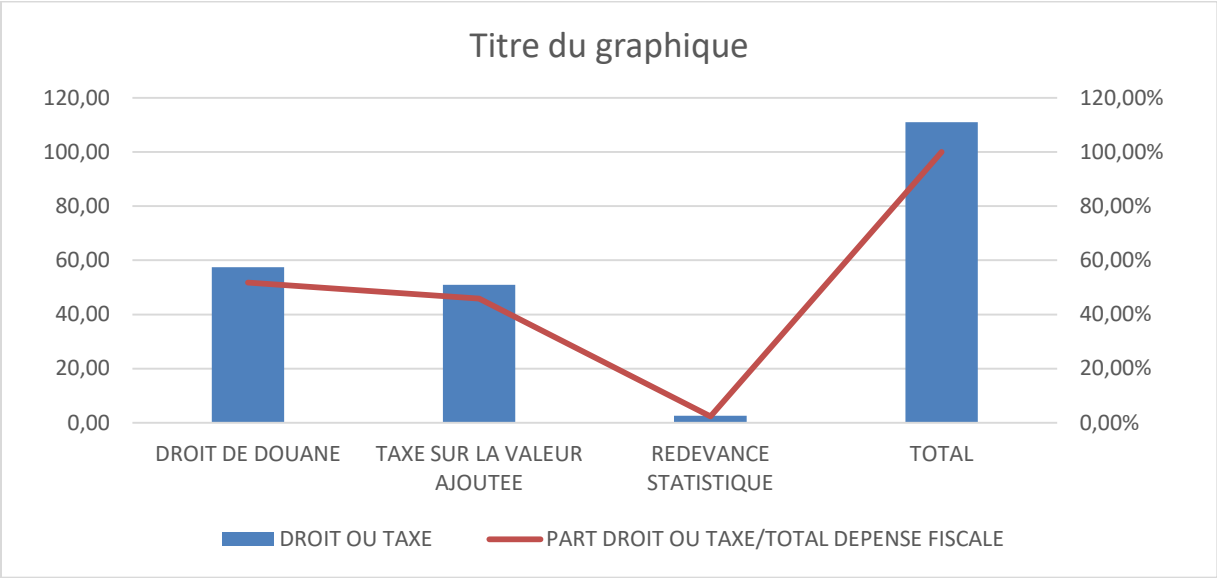
Source : Cellule de Politiques Fiscales

Il ressort de l'analyse de ce tableau que le Droit de Douane occupe la première position avec un taux de participation de 51,77%. Le montant des dépenses de Droit de Douane s'élève à 57,48 milliards.

Les dépenses provenant de la TVA se chiffrent à 50,96 milliards et se placent en 2ème position avec un poids de 45,89%.

Le coût de la dépense fiscale provenant de la Redevance Statistique est le plus bas et s'élève à 2,59 milliards.

Graphique 11 : Répartition par impôt DGD



3) Analyse de l'efficacité économique des dépenses fiscales

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement et même de l'impact socio - économique interne. Cette analyse nécessite une meilleure organisation et des moyens financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

- Plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts ;

La Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 60,33% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allégement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maitriser les prix de

certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d’aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

CONCLUSION

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- **Le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.**

  La multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt…) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'adoption d'un texte de cette nature à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.

- **La mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information**

  La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte des données régulière.

  Concrètement, l'attention doit être portée vers les deux principes suivants :

  ✓ Le maintien des obligations déclaratives

  ✓ La prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations

- **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales**

  A l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (ges-

tion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'Interlocutrice des services du Ministère de l'Economie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.
Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

Document joint :

- Annexe 1 : Tableau provisoire de la dépense fiscale 2017

- Annexe 2 : Système fiscal de référence du Mali

Bamako, le 23 juillet 2017
Le Chef de la Cellule de Politiques Fiscales

Mme BAH Hawa Coulibaly
Inspecteur des Impôts

ANNEXE 1

TABLEAU DEPENSE FISCALE ANNUELLE 2017 DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS ET DE LA DOUANE PAR SOURCE ET PAR IMPÔT

SOURCES D'EXONERATION	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	IMPÔTS SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX-IMPÔTS SUR LES SOCIETES	DROITS D'ENREGISTREMENT	TOTAL DEPENSE FISCALE DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS	DROITS DE DOUANE	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	REDEVANCE STATISTIQUE	TOTAL DEPENSE FISCALE DIRECTION GENERALE DES DOUANES	TOTAL DEPENSE FISCALE DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS ET DE LA DOUANE
CODE GENERAL DES IMPÔTS	7 671 318 481	0	10 061 625	**7 681 380 106**	0	0	0	**0**	**7 681 380 106**
CODES DES INVESTISSEMENTS	6 580 597 764	3 733 973 540	14 828 160	**10 329 399 464**	8 270 709 273	0	27 664 531	**8 298 373 804**	**18 627 773 268**
CODES MINIERS ET PETROLIERS	10 905 563 007	160 065 312	0	**11 065 628 319**	22 456 934 231	0	1 368 162 884	**23 825 097 116**	**34 890 725 435**
RETENUE CODES MINIERS ET PETROLIERS	0	3 546 436 300	0	**3 546 436 300**	0	0	0	**0**	**3 546 436 300**
CONVENTIONS D'ETABLISSEMENT	19 642 179 825	3 651 485 946	0	**23 293 665 770**	272 820 469	0	0	**272 820 469**	**23 566 486 239**
TITRE D'ETAT AU NIVEAU DES BANQUES	0	16 782 949 800	0	**16 782 949 800**	0	0	0	**0**	**16 782 949 800**
FINANCEMENTS EXTERIEURS	22 691 595 987	0	6 323 061 483	**29 014 657 470**	7 725 481 726	11 768 710 099	629 573 436	**20 123 765 261**	**49 138 422 731**
TVA PROMOTION IMMOBILIERE	835 997 015	0	0	**835 997 015**	0	0	0	**0**	**835 997 015**
MICROFINANCE	584 067 176	0	0	**584 067 176**	0	0	0	**0**	**584 067 176**
DÉPENSES FISCALES SOURCES NON DETAILLEES	21 634 129 657	0	0	**21 634 129 657**	0	0	0	**0**	**21 634 129 657**
AUTRES DÉPENSES FISCALES	2 293 543 444	0	0	**2 293 543 444**	19 015 015 950	39 193 434 514	571 223 557	**58 779 674 021**	**61 073 217 465**
TOTAL DEPENSE FISCALE	**92 838 992 355**	**27 874 910 898**	**6 347 951 268**	**127 061 854 521**	**57 740 961 649**	**50 962 144 613**	**2 596 624 408**	**111 299 730 671**	**238 361 585 191**

Source : Cellule de Politiques Fiscales

ANNEXE 2

SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME

A. FISCALITE INTERIEURE

I. Impôts directs

1. **impôt sur les traitements et salaires :**

a)*Unité d'imposition*

Salarié

b) Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes res, les rémunérations;

Les franchises admises :

-Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;

-allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances;

-Exonération du personnel diplomatique ;

-Réduction pour charge de famille ;

-Indemnité de dépaysement ;

-Réduction de 50% des avantages en nature.)

-les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'Etat et les organismes de prévoyance sociale;

-les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

-les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;

-les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit;

-les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

-les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

c)*Taux de référence*

- Barème de l'I.TS.

tranche de revenu	taux
0 à 330 000	0%
330 001 à 1 200 000	2,00%
1 200 001 à 1 800 000	10,00 %
1 800 001 à 2 600 000	26,00 %
2 600 001 à 3 500 000	33,00 %
3 500 001 à 4 100 000	36,00 %
4100001 et plus	40,00 %

2. **Impôt sur les revenus fonciers :**

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code.

a)*Unité d'imposition :*

Revenus des immeubles bâtis

b)*Base imposable de référence*

-revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire.

Les franchises admises :

-Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont à sa charge

-Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire

-Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;

-Exonération : voies ferrées publiques ;

c)Taux de référence

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

3. Impôt sur les revenus de valeurs mobilières:

a)Unité d'imposition :

Revenus de valeurs mobilières.

b) Base imposable de référence :

Le revenu est déterminé :

-pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

-pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

-pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;

-pour les lots, par le montant même du lot en francs ;

-pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;

-pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises

-amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.

-actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.

-sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédante.

-intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

-intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que :

✓ les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;

✓ les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

-revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans;

-revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013- 021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013;

-Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières.

(*Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction.*

Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales).

c) *Taux de référence*

10 % pour les dividendes distribués ;

6%revenus des obligations ;

13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;

9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;

15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;

18% pour les autres revenus.

4. **d'Impôt sur les bénéfices et Impôt sur les Sociétés :**

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :

1) **le régime du bénéfice réel**

a) Unité d'imposition :

-Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

-Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

-et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

b) Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats

d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

Les charges admises en déduction

-Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;

-Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;

-Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;

-Amortissement linéaire normal ;

-Report déficitaire ;

-Provisions de droit commun ;

-revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières **;**

-revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers**;**

Les franchises admises :

-les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

-les offices publics d'habitation économique ;

-Les caisses de crédit agricole mutuel ;

-les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

-les sociétés de secours mutuels ;

-l'institut d'émission ;

-les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

c) ***Taux de référence :***

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

2) Le régime de l'Impôt Synthétique

a. Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel.

En sont exclue :

-Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.

-Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

b. Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

c. Taux de référence

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

5. d'Impôt sur les Bénéfices Agricoles (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

a)***Unité d'imposition :*** bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali :

b) ***Base imposable de référence***

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises :

-les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

-les caisses de crédit agricole mutuel ;

-les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

c)*Taux de référence*:

Impôt proportionnel;

10% régime réel d'imposition.

6. taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers

a)Unité d'imposition :

Personne physique fiscalement domicilié au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

b)Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

✓ le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;

✓ le prix de cession net et la valeur vénale ;

✓ l'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique ;

✓ l'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

✓ la déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

✓ l'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable ;

✓ l'exonération des plus-values retirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

✓ l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels

c)Taux de référence:

-15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

-7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

-5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

-5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

7. contribution des patentes et licences:

a)***Unité d'imposition :***

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession.

Admis en franchises :

-l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

-les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

-les assujettis à l'impôt synthétique ;

-les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

-les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

-vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

-Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

-

b) Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI;

c)***Taux de référence***:

✓ droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

✓ droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

✓ droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

✓ exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

II. IMPÔTS INDIRECTS

1. Taxe sur la Valeur Ajoutée:

a)***Unité d'imposition :***

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

*b)**Base imposable de référence** :*

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

c) **Taux de référence**:

18% taux normal

2. L'Impôt spécial sur certains produits:

a) Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

b) Base imposable :

-à l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

-en régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

-Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

c) **Taux de référence :** (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

- 20% pour la noix de cola ;
- 10% pour les boissons gazeuses ; ***12% en mars 2015****;*
- 45% pour les boissons alcoolisées ; ***50% en mars 20*** *;*
- pour les tabacs :

-25% pour les cigarettes de la gamme 1 et autres tabacs;

-20% pour les cigarettes de la gamme 2;

-15% pour les cigarettes de la gamme 3;

-***32% en mars 2015 pour l'ensemble des 3 gammes***;

- 40% pour les armes, ***50% en mars 2015 ;***
- 40% pour les munitions, ***50% en mars 2015 ;***
- 5% pour les matières plastiques, ***50% en mars 2015 ;***
- 5% produits miniers,

- 5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

3. Taxe sur les activités financières:

a) Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

b) Base imposable de référence :

-montant hors TAF des recettes ;

-Exonérations (art 248 CGI):

-les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

-les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

- les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes *;*

-les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

-les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

c) ***Taux de référence*** **:** 15 % et 17%.

4. La taxe intérieure sur les produits pétroliers :

a) Unité d'imposition

Essences spéciales, autres
Essence d'aviation
Essence auto super
Essence auto ordinaire
Huiles légères, autres
Carburéacteur
Pétrole lampant
Huiles moyennes, autres
Gas oil
Fuel oil domestique
Fuel oil léger

Fuel oil lourd I
Fuel oil lourd II
Gaz butane liquéfié

b) <u>Base imposable de référence</u> :

- le volume à 15°C ou le poids.

c)<u>Taux de référence</u> :

- Fixé par arrêté ministériel

5.* <u>Taxe sur les Contrats d'Assurance</u>*:

<u>Unité d'imposition</u> :

- convention d'assurance ou de rente viagère ;

<u>Base imposable de référence</u> :

- le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

<u>Taux de référence :</u>

- 4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

III. **<u>de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:</u>**

a)<u>Base imposable de référence</u> :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

*b)**<u>Taux de référence</u>:***

Les droits fixes :

- **minimum de perception 1.250 Francs CFA**
- mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;
- mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;
- mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;
- procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7%;
- adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;
- actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1%;
- mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

- abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;
- ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3%;
- actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3%;
- partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1%;
- transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 %;
- contrats de mariage : 1%;
- tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 %;
- échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.
- enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,
- mutations à titre onéreux de meubles 10% ;
- droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

-**Mutation en ligne directe et entre époux :**

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	***Tarif applicable à la fraction de part nette***				
	Jusqu'à 250.000	***De 250.000 à 1.000.000***	***De 1.000.000 à 5.000.000***	***Au-delà de 5.000.000***	***Maximum***
	%	***%***	***%***	***%***	***%***
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	***Tarif applicable à la fraction de part nette***				
	Jusqu'à 250.000	***De 250.000 à 1.000.000***	***De 1.000.000 à 5.000.000***	***Au-delà de 5.000.000***	***Maximum***
	%	***%***	***%***	***%***	***%***
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

B. **LA FISCALITE DE PORTE** *:*

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

1. **Droit de Douane**

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

-Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;

-Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de5%,

-Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

-Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

-Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

2. Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Le taux de référence est de 18%

3. Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

4°) **<u>LE PÉRIMÈTRE D'EVALUATION DES DÉPENSES FISCALES</u> :**

La délimitation du périmètre consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'Etat seulement ou impôts d'Etat et impôts locaux).

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères : l'importance de la mesure (coût) et la disponibilité des données.

L'UEMOA a préconisé qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux, il est préférable de limiter le périmètre de l'évaluation de la dépense fiscale aux impôts nationaux.

Le périmètre d'évaluation de cette étude s'est donc limité aux impôts et taxes dont le produit est attribué à l'Etat.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et la non-imposition du secteur agricole ne feront pas non plus l'objet d'évaluation.

A ce niveau, des difficultés de collecte de renseignements permettant une évaluation correcte de la dépense fiscale se posent.

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DES DOUANES
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

SITUATION DES RESTES A RECOUVRER AU CORDON DOUANIER AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017 AU COMPTE DU BUDGET D'ETAT A LA DATE DU 30 JUIN 2018

TYPES DE BUDGETS	DROITS ET TAXES			MONTANTS
	NOMENCLATURE BDGETAIRE	SIGLES	DESIGNATION	(F CFA)
BUDGET D'ETAT	0 71 7 1 1 0 01	DD	Droit de Douanes	294 378 846
	0 71 7 1 2 0 01	RS	Redevance Statistique	117 665 945
	0 71 5 1 3 0 01	TVA	Taxe sur la Valeur Ajouté	940 876 391
	0 71 5 3 0 0 01	TPP	Taxe Intérieure sur les produits pétroliers	622 977 975
S/TOTAL BUDGET D'ETAT				**1 975 899 157**

Bamako, le 14 août 2018
Le Directeur des Recettes, de la Planification
et des Programmes de Vérification

Direction Générale des Douanes
Secrétariat de la Planification et des Programmes de Vérification
Directeur des Recettes
République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi
Ministères des Finances

Harouna DIABATE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2017

CODE BUGETAIRE	IMPÔTS BUDGET NATIONAL	PREVISIONS 2017	EMISSIONS		REALISATIONS 2017	DEGREVEMENTS	RAR
			RAR Exercices antérieurs	Emissions 2017			
711 730	BIC SECTEUR PRIVE-IMPÔTS	11 040 000 000		4 312 006 192	4 163 404 567		148 601 625
711 200	IMPÔTS SUR LES SOCIETES (IS privé)	259 208 000 000		250 118 214 168	246 446 170 288	601 154 925	3 070 888 955
711 210	IMPÔTS SUR LES SOCIETES (IS Etat)	1 826 000 000		6 716 068	3 205 357		3 510 711
711 300	TAXE SYNTHETIQUE	5 340 000 000		1 503 456 213	1 503 456 213		0
711 400	TAXE SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 796 000 000		4 071 885 168	4 071 885 168		0
711 500	IMPÔTS SUR LES REVENUS FONCIERS IMPÔTS	5 540 000 000		4 272 236 101	3 024 561 818		1 247 674 283
711 700	IMPÔTS SUR LES REVENUS DES VAL.MOB.	24 890 000 000		31 119 454 279	27 294 244 991	95 786 490	3 729 422 798
711 960	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS DIRECTS)	10 663 000 000	72 910 123 686	847 070 284	3 994 096 350	5 300 151 777	64 462 945 843
712 100	CONTRIBUTION FORFAITAIRE	13 013 000 000		13 886 952 107	13 684 867 773		202 084 334
712 200	I.T.S / SECTEUR PRIVE	74 344 000 000		93 020 274 572	91 858 532 490		1 161 742 082
712 250	I.T.S /SECTEUR PUBLIC	9 578 000 000		15 676 763 134	15 676 763 134		0
715 100	TAXES SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES	4 132 000 000		3 206 736 809	3 206 736 809		0
712 300	PENALITES SUR IMPÔTS DIRECTS (IMPÔTS)	3 225 000 000		4 921 351 910	3 528 946 716	303 074 265	1 089 330 929
715 110	T.V.A / ETAT	6 165 000 000		3 474 403 932	3 273 060 976		201 342 956
715 120	T.V.A / PRIVE	188 489 000 000		209 228 077 283	206 860 539 400		2 367 537 883
715 130	TVA DANS VIGNETTE SYNTHETIQUE			1 312 793 670	1 312 793 670		0
715 120	TARTOP	21 166 000 000		25 345 203 355	25 332 915 837		12 287 518
715 200	IMPÔT SPECIAL SUR LES BOISSONS ALCOOLISEES (IMPÔ	3 539 000 000		4 805 912 436	4 805 912 436		0
715 213	IMPÔT SPECIAL SUR LES BOISSONS GAZEUSES (IMPÔTS)	6 227 000 000		3 611 557 095	3 611 557 095		0
715 500	ISCP SUR AUTRE PRODUIT (IMPÔTS)	6 438 000 000		2 519 895 533	2 519 889 303		6 230
715 710	TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 676 000 000		4 453 908 709	4 453 908 709		0
715 730	TAXE / ACTIVITES FINANCIERES	37 940 000 000		43 885 968 251	43 885 968 251		0
715 740	ISCP SUR L'OR	39 030 000 000		37 421 440 020	37 421 440 020		0
715 920	PENALITES SUR IMPÔTS INDIRECTS	5 273 000 000		4 225 282 202	1 247 228 980		2 978 053 222
715 920	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS INDIRECTS)	17 714 000 000	58 236 496 029	74 569 645	1 600 369 892	2 542 585 926	54 168 109 856
715 935	PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	183 000 000		1 327 350	1 327 350		0
716 120	DROITS D'ENREGISTREMENT	8 366 000 000		19 940 546 795	19 940 546 795		0
716 300	DROITS DE TIMBRE	14 121 000 000		16 501 657 397	16 501 657 397		0
716 400	RECETTES SUR LIQUIDATION (Droits D'Enreg. Et Timbre	6 000 000	1 135 042 929	632 479 695	632 479 695		1 135 042 929
716 521	PENALITES SUR DROITS D'ENREG ET TIMBRE (IMPÔTS)	1 012 000 000		15 086 516	14 986 533		99 983
	TOTAL	790 940 000 000	132 281 662 644	804 413 226 888	791 873 454 013	8 842 753 383	135 978 682 136

Bamako le, 02 JUIL 2018

Le Directeur Général

Ministère de l'Économie et des Finances
Directeur Général des Impôts
Bamako

Sidima DIENTA
Chevalier de l'Ordre National

ETAT U

ANNEXE FISCALE

ETAT U[1] : ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2018- 072 DU 21 DECEMBRE 2018 PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2019

MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Article premier

Mesures de renforcement de la législation sur les prix de transfert

A. Exposé des Motifs

Devant la multiplication des cas d'optimisation fiscale agressive par les entreprises multinationales, les prix de transfert font l'objet d'une attention sans précédent au niveau international. Le scandale récent des *Paradise Papers* renforce l'importance de cette problématique.

Cette problématique demeure importante pour le Mali compte tenu de la place des entreprises multinationales dans l'économie.

Les entreprises multinationales se développent au Mali notamment dans les secteurs minier et pétrolier, le secteur financier (banque/assurance), la téléphonie, les compagnies de transport aérien, les nouvelles technologies ainsi que dans le BTP.

L'optimisation fiscale agressive affecte principalement les recettes de l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt sur les revenus de valeurs mobilières (IRVM) applicables sur les intérêts et les dividendes et les retenues à la source (RAS).

Le gouvernement est donc particulièrement intéressé pour analyser les risques d'optimisation fiscale agressive et adopter les mesures nécessaires pour contrer les pratiques abusives.

Toutefois, afin de créer un cadre protecteur de la base taxable de l'Etat malien et fiable pour les entreprises, il convient de considérer que :

- les prix de transfert sont nécessaires pour une gestion efficace des entreprises multinationales ;
- le principe de pleine concurrence qui gouverne les prix de transfert dans le monde est complexe et difficile à mettre en œuvre tant pour les entreprises que pour les administrations fiscales ;
- les entreprises multinationales ne sont pas toutes engagées dans des pratiques agressives.

La fiscalité internationale au Mali se caractérise par une certaine complexité inhérente à la coexistence de réglementations de droit commun (le Code Général des Impôts et le Livre de Procédures Fiscales) et de codes particuliers destinés à favoriser les investissements (code minier et code des investissements, etc.).

Cette multiplication de textes constitue une des principales difficultés de la fiscalité internationale car elle crée des « **loopholes » provenant de l'abus potentiel des exonérations accordées**.

[1] ***Les nouvelles dispositions et modifications sont en gras dans le document***

Le Mali a récemment renforcé sa législation sur les prix de transfert clarifiant l'adhésion au principe de pleine concurrence (article 81 CGI) et instaurant une obligation documentaire pour faciliter l'accès à l'information dans le cadre des contrôles fiscaux.

Cette législation, nécessaire, apparaît globalement complète mais peut faire l'objet des commentaires ci-après :

- la législation de prix de transfert a institué une possibilité d'accord préalable sur les prix (APP). Toutefois, la négociation des APP est complexe et requiert une expertise importante qui n'est pas encore disponible au Mali et des délais d'analyse. Cette proposition peut donc apparaître comme prématurée et il est recommandé de considérer son retrait pour le moment.

La législation peut s'interpréter comme engageant obligatoirement sur une durée minimum de 4 ans. Il est recommandé de prévoir plus de flexibilité et de fixer une durée en fonction des cas d'espèce tout en maintenant la durée maximum de 4 ans.

La période de 6 mois pour conclure un APP est particulièrement courte compte tenu des échanges d'informations et de points de vue nécessaires. Il est donc recommandé d'annuler ce délai et de le remplacer par un délai d'un ou deux mois pour accuser réception de la demande et démarrer le processus.

- L'obligation documentaire ne précise pas si la documentation peut être rédigée en anglais. Ce point peut soulever des difficultés en pratique, et il est recommandé de préciser les langues acceptables pour la documentation.

Le CGI ne comporte **pas de définition des notions** d'établissement stable et de résidence. Ainsi toute activité économique au Mali est soumise à l'IS. Cette situation peut **décourager le développement d'activités de courte durée** ou des activités auxiliaires et préparatoires.

Il est donc recommandé **d'insérer une définition d'établissement stable dans le CGI**, celle-ci devant être rédigée de façon suffisamment large pour protéger la base taxable malienne et intégrer une règle anti-fragmentation afin d'empêcher les abus liés à la segmentation artificielle de contrats.

En outre, il y a lieu de souligner les insuffisances suivantes :

- les risques d'optimisation fiscale entre sociétés maliennes ;
- l'amélioration nécessaire du dispositif de taxation des transferts indirects de titres miniers notamment ;
- l'augmentation des intérêts déductibles entre sociétés du même groupe ;
- les risques liés aux facturations en pourcentage du chiffre d'affaires au lieu des coûts réels pour les redevances notamment.

La prise en compte de ces préoccupations implique la modification des articles 44, 45, 51 et 81 et l'insertion au CGI d'un article 44bis.

B. Texte :

Article 44 (nouveau) : 1) Sous réserve des dispositions des conventions internationales dûment ratifiées par le Mali et relatives aux non doubles impositions, l'impôt est dû à

raison des bénéfices réalisés au Mali par les personnes physiques ou morales y exerçant une activité, quel que soit leur statut juridique et quelle que soit la validité des opérations réalisées au regard de la législation autre que fiscale.

2) Les bénéfices passibles de l'impôt sont ceux réalisés dans les entreprises exploitées au Mali ainsi que ceux dont l'imposition est attribuée au Mali par une convention internationale relative aux non doubles impositions.

3) Sont réputées exploitées au Mali :

- **les entreprises dont le siège social ou le lieu de direction effective est situé au Mali ;**
- **b) les entreprises domiciliées à l'étranger disposant d'un établissement stable au Mali, sous réserve des dispositions des conventions internationales relatives aux non doubles impositions et les dispositions du présent code instituant une obligation de retenue à la source d'un impôt sur les revenus.**

4) Le bénéfice des entreprises ne remplissant pas les conditions visées au paragraphe 3 est imposable au Mali dès lors qu'elles y réalisent des activités formant un cycle commercial complet.

Il est inséré un article 44 bis relatif à la notion d'établissement stable

Article 44-bis.- 1) L'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2) Constituent notamment des établissements stables :

a) un siège de direction ou d'exploitation ;
b) une succursale ;
c) un magasin de vente ;
d) un entrepôt ;
e) un bureau ;
f) une usine ;
g) un atelier ;
h) une mine, carrière, un puits de pétrole ou de gaz, ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
i) un chantier de construction, un projet de montage ou d'installation ou des activités de supervision liées à ce projet, lorsque ce chantier, ce projet ou ces activités ont une durée supérieure à trois (3) mois ;
j) la fourniture de services par une entreprise agissant par l'intermédiaire d'employés ou autre personnel engagés par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque des activités de cette nature se poursuivent au Mali pour une période ou des périodes totalisant plus de cent quatre-vingt-trois

(183) jours d'une période de douze (12) mois commençant ou s'achevant au cours de l'année fiscale concernée.

3) On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;
b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition ;
c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques, ou de veille à l'exécution d'un contrat portant sur un brevet ou un savoir-faire, si ces activités ont un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux points a) à e) du présent paragraphe, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4) Une personne agissant au Mali pour le compte d'une entreprise non résidente au Mali, autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au paragraphe 7 ci-après, est considérée comme établissement stable :

a) si elle dispose au Mali de pouvoirs généraux qu'elle y exerce habituellement lui permettant de négocier et/ou de conclure des contrats au nom ou pour le compte de l'entreprise ;
b) si elle conserve habituellement au Mali un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison au nom ou pour le compte de l'entreprise.

5) Une entreprise d'assurances ou de réassurances non résidente au Mali est considérée comme ayant un établissement stable au Mali si elle y perçoit des primes ou assure des risques qui y sont courus par l'intermédiaire d'un employé ou par l'intermédiaire d'un représentant qui n'entre pas dans la catégorie de personnes visées au paragraphe 7 ci-après.

6) On ne considère pas qu'une entreprise non résidente au Mali a un établissement stable au Mali du seul fait de l'achat de marchandises pour le compte de l'entreprise.

7) On ne considère pas qu'une entreprise non résidente au Mali a un établissement stable au Mali du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un

statut indépendant à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

Article 45 (nouveau) Les entreprises minières et d'hydrocarbures naturels, qu'elles soient exploitées par des concessionnaires, des amodiataires, des sous amodiataires ou par des titulaires de permis d'exploitation, sont imposables à l'Impôt sur les sociétés suivant des modalités prévues dans les législations particulières les concernant, **lorsque celles-ci les traitent de façon exhaustive.**

Article 51 (nouveau) : Sont considérés comme charges déductibles, notamment :

1) Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt.

   Concernant les dépenses de personnel et les rémunérations allouées aux mandataires sociaux, elles doivent correspondre à un travail effectif et ne pas être excessives au regard du travail effectué. Les États membres ont la faculté de fixer un montant maximum pour la déduction de ces charges.

2) - Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, **de marques de fabrique,** procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues en **cours de validité,** les frais d'assistance technique, les intérêts arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements ou les rémunérations de services, payés ou dus par un contribuable domicilié ou établi au Mali à des personnes physiques ou morales domiciliées ou établies dans un État étranger ou un territoire situé hors du Mali **sont déductibles dans la limite de 3,5% du chiffre d'affaires hors taxes.**

   - Toutefois, les sommes payées ou dues ne sont admises en déduction que si le débiteur apporte la preuve que ces dépenses correspondent à des opérations réelles et qu'elles ne présentent pas de caractère exagéré.

   - **Le plafond de 3,5% ne s'applique pas aux sommes versées aux entreprises ne participant pas directement ou indirectement à la gestion ou au capital d'une entreprise située au Mali.**

3) Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux **ou l'impôt sur les sociétés** et de l'impôt minimum forfaitaire.

4) Les amortissements linéaires réellement comptabilisés, dans la limite de ceux qui sont admis d'après les usages, y compris ceux qui sont réputés différés en période déficitaires.

   Sont réputés différés les amortissements comptabilisés en période déficitaire à condition de figurer dans le tableau des amortissements prévu par l'article 60 du Livre de Procédures Fiscales, sous une rubrique intitulée « Montant des

amortissements pratiqués en l'absence de bénéfices et réputés, du point de vue fiscal, différés en période déficitaire ».

Toutefois, l'amortissement des véhicules immatriculés dans la catégorie des voitures particulières est limité à la fraction du prix d'acquisition qui ne dépasse pas le montant plafond fixé par arrêté du ministre chargé des Finances.

5) Les provisions constituées en vue de faire face à des pertes et charges nettement précisées et que les évènements en cours rendent probables.

6) **a) Les intérêts servis aux associés, à raison des sommes qu'ils mettent, directement ou par personne interposée, à la disposition de la société en sus de leur part de capital, quelle que soit la forme de la société, sous les conditions suivantes :**

- que le capital de la société ait été entièrement libéré ;
- **que les sommes apportées cumulées ne dépassent pas le capital social ;**
- que le taux d'intérêt ne dépasse pas le taux d'escompte de la BCEAO majoré de trois points **ou pour les sociétés bénéficiaires de conventions d'établissement régissant leur relation avec l'Etat le taux « Libor » + 2**.

b) les intérêts des emprunts réalisés par les sociétés auprès des personnes physiques ou morales non domiciliées ou non résidentes au Mali, autres que les banques et établissements financiers, à condition que ces emprunts soient justifiés et ce, dans la limite du taux d'intérêt légal.

Le terme « intérêts » désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et les revenus d'obligations ou d'emprunts, y compris les primes attachées à ces obligations ou emprunts. Les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts.

7) Les versements effectués au profit d'œuvres ou organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial reconnus d'utilité publique.

8) Les abondements ou versements complémentaires effectués à l'occasion de l'émission et l'achat de parts de fonds commun de placement d'entreprise, à la condition que ledit fonds soit établi dans un État membre de l'Union.

9) Les primes d'assurances versées à des compagnies d'assurances établies dans un État membre de l'UEMOA, en vue de couvrir des risques dont la réalisation entraîne une diminution de l'actif net de l'entreprise.

10) Le déficit provenant d'un exercice antérieur. Si le bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction de ce déficit puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les trois exercices qui suivent l'exercice déficitaire.

11) Les frais de siège. Ceux-ci s'entendent des frais de secrétariat, rémunérations du personnel employé au siège et autres frais engagés par la société mère pour

les besoins de l'ensemble de ses filiales et/ou établissements stables. Ils sont admis en déduction dans les limites fixées à l'alinéa 1 de l'article 80 du présent Code.

12) Les dépenses d'études et de prospections exposées en vue de l'installation dans les États membres de l'UEMOA, d'un établissement de vente, d'un bureau d'études ou d'un bureau de renseignements, ainsi que les charges supportées pour le fonctionnement dudit établissement ou bureau pendant les trois premiers exercices.

Ne sont pas considérées comme charges déductibles les transactions, amendes, confiscations, pénalités de toute nature, notamment celles mises à la charge de contrevenants à la réglementation régissant les prix, le contrôle des changes, ainsi que de l'assiette, la liquidation et le recouvrement des impôts, contributions, taxes et tout droit d'entrée, de sortie, de circulation ou de consommation.

Sont également admis comme charges déductibles les amortissements et provisions pratiqués dans les conditions et suivant les modalités fixées au présent Code.

Article 81 (nouveau) : 1) Pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées au Mali ou hors du Mali, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières soit par majoration ou diminution des prix d'achat ou de vente, soit par sous-capitalisation, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités.

Il est procédé de même pour les entreprises qui sont sous la dépendance d'une entreprise ou d'un groupe possédant également le contrôle d'entreprises situées au Mali ou hors du Mali.

Les mêmes règles s'appliquent en cas de transfert de bénéfices soit par majoration ou diminution des prix d'achat ou de vente, soit par sous-capitalisation, soit par tout autre moyen entre entreprises dépendantes situées au Mali lorsque l'entreprise au profit de laquelle le transfert est effectué n'est pas passible de l'impôt sur les bénéfices ou les revenus ou est assujettie à ces impôts à un taux d'imposition inférieur de plus de 10 points de pourcentage au taux d'imposition de droit commun au Mali.

2) Des liens de dépendance sont réputés exister entre deux entreprises lorsque :

- a) l'une détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social de l'autre ou y exerce en fait le pouvoir de décision ;
- b) elles sont placées l'une et l'autre, dans les conditions définies au point a, sous le contrôle d'une même entreprise.

3) La condition de dépendance ou de contrôle n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises établies dans un État étranger ou dans un territoire situé hors du Mali dont le régime fiscal est privilégié ou dans un État ou territoire non coopératif.

Sont considérées comme bénéficiant d'un régime fiscal privilégié dans un Etat ou un territoire considéré, les entreprises qui n'y sont pas imposables ou assujetties à des impôts sur les bénéfices ou les revenus dont le taux d'imposition est inférieur de plus de 10 points de pourcentage à celui de l'impôt sur les bénéfices ou sur les revenus dont ces entreprises auraient été redevables dans les conditions de droit commun au Mali, si elles y avaient été domiciliées ou établies.

Sont considérés comme non coopératifs, les États et territoires qui ne se conforment pas aux standards internationaux en matière de transparence et d'échange d'informations dans le domaine fiscal, de manière à favoriser l'assistance administrative nécessaire à l'application de la législation fiscale malienne.

La liste des États non coopératifs est établie périodiquement par Décision du Ministre chargé des finances. Cette liste peut être élaborée à partir des informations produites par les organisations sous régionales, régionales telles que la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), etc.

Si la liste prévue ci-dessus n'est pas établie pour une période donnée, l'administration se réfère sur celle de l'une des organisations visées ci-dessus.

Article 2

Aménagement de certaines dispositions fiscales régissant le crédit-bail

A. Exposé des motifs

Depuis le retrait de l'Etat du secteur productif marchand il ya environ trois décennies, la part du secteur privé est devenue prépondérante dans le produit intérieur brut (PIB). Néanmoins, l'amélioration du cadre des affaires demeure une préoccupation constante du monde des affaires et du gouvernement. Le financement de l'initiative privée constitue l'une des problématiques importantes de cet environnement. En effet, malgré le développement du secteur financier les produits traditionnels du crédit ordinaire restent insuffisants pour les besoins de croissance du secteur privé. L'une des pistes de financement alternatif évoqué est le crédit-bail.

Ce mode de financement, en cours au Mali depuis plusieurs années, reste confronté à des difficultés de tout genre parmi lesquelles le dispositif fiscal.

Le régime fiscal du crédit-bail a connu une constante amélioration afin de faire peser le moins possible une charge fiscale sur ce mode alternatif de financement.

Courant 2017, l'UMOA (Union monétaire ouest africaine) a adopté une loi uniforme régissant le crédit-bail au sein des pays membres. Ladite loi a été intégrée dans la législation malienne à travers la Loi n°2018-037 du 27 juin 2018 qui ne fixe pas le régime fiscal du crédit-bail. Elle se limite en son article 24 à préconiser aux Etats de faire peser, la charge fiscale liée à la détention et à l'utilisation des biens pris en crédit-bail, sur le crédit-preneur.

Afin de prendre en charge cette préoccupation, il est procédé à la modification des articles 51.A 3) al 1er, 185 J, 198 et 225 du CGI, à l'abrogation de l'article 217 du LPF

régissant le prorata de déduction des entreprises réalisant à la fois des opérations de crédits ordinaires et de crédit-bail et à l'insertion d'un point 17) à l'article 195.II du CGI.

B. Texte

Article 51.A 3) al 1er (nouveau) :

Toutefois, le locataire peut déduire les amortissements des biens loués dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou de location-vente. La durée d'amortissement de ces biens est réputée coïncider avec leur durée d'utilité. Les amortissements des biens donnés en location ne sont pas déductibles chez le crédit-bailleur et le bailleur, dans le cadre de la location-vente.

Les dispositions de l'article 185 J relatives au redevable de la taxe foncière sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 185 J *(nouveau)*

La taxe foncière est due pour l'année entière par le propriétaire ou le possesseur de l'immeuble au 1er janvier de l'année précédant celle de l'imposition.

En cas d'usufruit, la taxe est due par l'usufruitier dont le nom doit figurer sur le rôle à la suite de celui du propriétaire.

En cas de bail emphytéotique, la taxe est due par le preneur ou emphytéote.

En cas d'autorisation d'occuper le domaine public ou de concession dudit domaine, la taxe est due par le bénéficiaire de l'autorisation ou le concessionnaire.

En cas d'occupation de terrains du domaine privé de l'Etat ou du domaine public, quelles que soient la nature et la qualification du titre d'occupation, la taxe est due par l'occupant.

En cas de crédit-bail, la taxe est due par le crédit-preneur.

Les dispositions de l'article 195.II du CGI sont complétées par un point 17 ainsi qu'il suit :

Article 195.II 17) : **les loyers du crédit-bail et la valeur résiduelle du bien en fin de contrat lorsque l'option d'achat est levée par le crédit-preneur**.

Les dispositions de l'article 198 et 225 du CGI sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 198 (nouveau) :

La base d'imposition est constituée :

- pour les produits importés, par la valeur CAF (Franco frontière) ;
- pour les ventes, par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus ou à recevoir par le fournisseur en contrepartie de la vente ;
- pour les prestations de services, par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus ou à recevoir par le prestataire en contrepartie de sa prestation ;
- pour les travaux immobiliers, par le montant des marchés, mémoires ou factures ;
- pour les livraisons à soi-même, par le prix de revient des biens faisant l'objet de ces livraisons ;

- **pour les opérations de fin de contrat de crédit-bail, l'assiette de la TVA est constituée par le prix de cession en cas de vente à un tiers.**

Article 217 : abrogé

Article 225 (nouveau)

Le droit à déduction prend naissance lors de l'importation des biens, de leur acquisition, de la livraison à soi-même ou de l'accomplissement des services lorsque la taxe devient exigible chez le redevable.

Par dérogation au premier alinéa ci-dessus, la Taxe sur la Valeur Ajoutée due sur les équipements objet de contrats de crédit-bail est payable par le crédit-preneur. Celui-ci bénéficie en conséquence du transfert du droit à déduction.

Article 3

Promotion du salariat

A Exposé des motifs :

L'un des reproches couramment fait à notre système fiscal est le fort taux de pression fiscale du facteur travail. Le facteur travail est plutôt lourdement taxé. Les prélèvements sur les salaires (Impôt sur les Traitements et Salaires, Contribution Forfaitaire à la charge des Employeurs, Taxe de Formation Professionnelle, Taxe-Emploi Jeunes, Taxe-Logement, charges sociales INPS et cotisations d'assurance maladie obligatoire) sont selon plusieurs analyses susceptibles de compromettre la formalisation de l'économie et incite les employeurs à certains arbitrages (par exemple recourir à des prestations de services au lieu d'embaucher un employé). Aussi, tant les partenaires techniques et financiers que le monde des affaires recommandent de revoir l'ensemble des prélèvements obligatoires sur la masse salariale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces recommandations, le gouvernement envisage une réduction du nombre de prélèvements à caractère fiscal mais aussi la diminution des taux de prélèvement. En attendant la finalisation de l'étude en cours, à l'initiative de Monsieur le ministre de l'Economie et des Finances, sur l'ensemble des prélèvements, il est proposé la suppression de la taxe de formation professionnelle et de la taxe-emploi jeunes. Ces deux impôts, qui financent les activités du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et celles de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ), sont actuellement perçus au taux de 2% chacun sur la masse salariale des entreprises. En contrepartie de leur suppression, une subvention d'un montant équivalent aux recettes recouvrées au titre de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs sera accordée au Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et au Fonds National pour l'Emploi des Jeunes (F NEJ).

Afin de prendre en charge ce souci, il est proposé l'abrogation des dispositions des articles 183 à 185 et 185-A à 185-D du CGI à compter du 1er janvier 2019.

B- Texte :

Les articles 183 à 185 et 185-A à 185-D relatifs à la taxe de formation professionnelle et à la taxe-emploi jeunes sont abrogés ainsi qu'il suit :

Articles 183 à 185 : abrogés.

Articles 185-A à 185-D : abrogés

MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

Article premier

A. Exposé des motifs

Comme indiqué dans l'exposé des motifs de l'article premier de la première partie, le gouvernement envisage de combler certaines insuffisances relevées dans la législation régissant les prix de transfert.

La prise en compte de ces préoccupations au plan des procédures implique la modification des articles 57-A, 57-E, 83-A du LPF.

B. Texte :

Article 57 A (nouveau):

I. Les personnes morales établies au Mali réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à trois milliards et placées sous la dépendance ou possédant le contrôle d'entreprises situées hors du Mali au sens de l'article 81 du CGI, doivent, au titre de l'exercice précédent, transmettre dans les délais prévus à l'article 57 :

- Une déclaration simplifiée des prix de transferts ;
- Une documentation permettant de justifier la politique de prix de transfert pratiquée dans le cadre de transactions de toute nature réalisées avec des entités juridiques liées, établies ou constituées hors du Mali.

Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction, ni la déclaration objet de l'article 57.

Les contribuables utilisent le modèle d'imprimé mis à leur disposition par l'Administration fiscale.

Le non dépôt de cette documentation dans les délais entraîne l'application d'une amende égale à 1% du chiffre d'affaires déclaré de l'entreprise par mois de retard avec un maximum de 5%.

II. La documentation mentionnée au paragraphe I du présent article, **établie en français**, comprend les éléments suivants :

1) Des informations générales sur le groupe d'entreprises associées :

a) une description générale de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice;

b) une description générale des liens juridiques et opérationnels du groupe d'entreprises associées, comportant une identification des entreprises associées du groupe engagées dans des transactions contrôlées ;

c) une description générale des fonctions exercées et des risques assumés par les entreprises associées dès lors qu'ils affectent l'entreprise ;

d) une liste des principaux actifs incorporels détenus, notamment brevets, marques, noms commerciaux et savoir-faire, en relation avec l'entreprise ;

e) une description générale de la politique de prix de transfert du groupe.

2) Des informations spécifiques concernant l'entreprise :

a) une description de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice ;

b) une description des opérations réalisées avec d'autres entreprises associées, incluant la nature et le montant des flux, y compris les redevances ;

c) une liste des accords de répartition de coûts ainsi qu'une copie des accords préalables en matière de prix de transfert et des rescrits relatifs à la détermination des prix de transfert, affectant les résultats de l'entreprise;

d) une présentation de la ou des méthodes de détermination des prix de transfert dans le respect du principe de pleine concurrence, comportant une analyse des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés ainsi qu'une explication concernant la sélection et l'application de la ou des méthodes retenues ;

e) lorsque la méthode choisie le requiert, une analyse des éléments de comparaison considérés comme pertinents par l'entreprise.

III. Lorsque des transactions de toute nature sont réalisées avec une ou plusieurs entreprises associées établies dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 81 du Code Général des Impôts, la documentation mentionnée à l'article précédent comprend également, pour chaque entreprise bénéficiaire des transferts, une documentation complémentaire comprenant l'ensemble des documents qui sont exigés des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés, y compris le bilan et le compte de résultat établis dans les conditions prévues par l'article 60 du présent Livre.

IV. Nonobstant le délai fixé au paragraphe 1 ci-dessus, les entreprises visées par les dispositions du présent article bénéficient, en ce qui concerne l'exercice 2016, d'un délai d'un (1) an à compter de la promulgation de la présente loi pour se mettre en conformité avec l'obligation documentaire prévue ci-dessus.

Article 57-E (nouveau) :

Les contribuables peuvent demander à l'administration fiscale la conclusion d'un accord préalable sur les méthodes de détermination des prix de transfert.

L'administration accuse réception de la demande. A l'issue d'une période d'analyse dont la durée est déterminée par acte réglementaire, elle se prononce par écrit motivé. A défaut de réponse dans ce délai, la demande du contribuable est réputée être acceptée.

L'accord validé par l'administration fiscale lui est opposable au titre de l'exercice au cours duquel l'accord a été donné et pour les quatre exercices suivants.

L'administration se réserve le droit de dénoncer cet accord lorsqu'il s'avère qu'il a été conclu sur la base d'informations erronées ou incomplètes.

Les modalités pratiques de mise en œuvre des dispositions du présent article sont fixées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

Article 83-A (nouveau) :

La taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents est déclarée et payée au service des impôts compétents en même temps et dans les mêmes délais que l'enregistrement de l'acte de cession. Si l'acte ne contient pas une indication précise du montant de la cession, une déclaration de cette valeur, signée par les parties, doit être annexée à l'acte enregistré.

Le cédant, le cessionnaire et la société malienne dont les titres ont été directement ou indirectement cédés sont solidairement responsables du paiement de la taxe et des pénalités y afférentes.

Toute société de droit malien détenue directement ou indirectement par des personnes ou des sociétés non résidentes au Mali est tenue, dans un délai de trente (30) jours, de porter à la connaissance de l'administration des impôts les cessions ayant pour conséquence la modification de la détention de ses parts de capital social. Cette obligation ne fait pas obstacle à l'application de l'article 43 du présent livre.

La taxe est prescrite comme en matière d'enregistrement.

Article 2

Promotion du salariat

A. Exposé des motifs

Comme indiqué dans l'exposé des motifs de l'article 3 de la première partie, le gouvernement envisage de réduire le nombre et le taux des prélèvements sur les salaires.

En attendant la réalisation d'une étude en cours, à l'initiative de Monsieur le ministre de l'Economie et des Finances sur l'ensemble des prélèvements, il est proposé la suppression de la taxe de formation professionnelle et la taxe emploi jeune. Ces deux impôts sont actuellement perçus au taux de 2% chacun sur la masse salariale des entreprises.

Afin de prendre en charge ce souci il est proposé l'abrogation des dispositions des articles 101, 227-D à 227-H, 318-A à 318-F du LPF ainsi que la modification de l'intitulé de la Sous-section 6 de la Section 2 du chapitre 1 du Titre 3 du LPF relatifs au recouvrement desdites taxes.

B. Texte :

Article 101 : abrogé.

Articles 227-D à 227-H : abrogés.

La Sous-section 6 de la Section 2 du chapitre 1 du Titre 3 du LPF relatif au recouvrement de l'impôt est nouvellement rédigée ainsi qu'il suit :

Sous-section 6- La contribution forfaitaire à la charge des employeurs

Article 297

La contribution afférente aux paiements effectués pendant un mois déterminé doit être versée dans les quinze premiers jours du mois suivant ou le cas échéant le premier jour ouvrable suivant le quinzième jour dudit mois lorsque celui-ci tombe sur un jour non ouvrable, au service des Impôts dont relève le siège social de l'employeur ou le principal établissement de celui-ci au Mali.

Article 298

Lorsque le montant de la contribution mensuelle n'excède pas 5.000 Francs le versement peut n'être effectué que dans les quinze premiers jours des mois d'avril, juillet, octobre et janvier pour chaque trimestre écoulé.

Si, pour un mois déterminé, le montant de la contribution vient à excéder 5.000 Francs la totalité de la contribution due depuis le début du trimestre en cours doit être versée dans les quinze premiers jours du mois suivant.

Article 299

Dans le cas de transfert de domicile d'établissement ou de bureau hors du ressort de la paierie ou du bureau de recettes, ainsi que dans le cas de cession ou de cessation d'entreprise, la contribution due doit être immédiatement versée.

Article 300

En cas de décès de l'employeur, la contribution due doit être versée par les héritiers dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du décès.

Article 301

Chaque versement est accompagné d'une déclaration datée et signée de la partie versante indiquant la période pour laquelle la contribution a été calculée, la désignation, l'adresse et la profession de la personne physique ou morale qui l'a calculée ainsi que son montant.

Le montant des versements constatés au nom de chaque employeur fera l'objet par l'inspecteur régional des impôts, au fur et à mesure de la réception des déclarations formant avis de recouvrement, d'un relevé nominatif tenant lieu de rôle provisoire et donnera lieu, à chaque fin de mois, à l'établissement d'un rôle de régularisation dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 302

Le simple retard dans le versement de la contribution forfaitaire entraîne la perception d'une amende fiscale de 2% par mois de retard, calculée à compter de la date d'exigibilité de l'impôt, toute fraction de mois étant considérée comme un mois entier.

Les articles 318-A à 318-F sont abrogés ainsi qu'il suit :

Articles 318-A à 318-F : abrogés.

Article 3

Aménagement de certaines dispositions fiscales régissant le crédit-bail

A. Exposé des motifs

Comme indiqué dans l'exposé des motifs de l'article 2 de la première partie, le gouvernement envisage de promouvoir le crédit-bail. A cet effet, il est prévu de faire peser l'essentiel du poids fiscal du crédit-bail sur le crédit-preneur.

Afin de prendre en charge cette préoccupation, il est procédé à la modification de l'article 423 du LPF relatif à l'impôt sur les revenus fonciers.

B. Texte

Article 423 (Nouveau) :

Le ou les propriétaires de l'immeuble bâti sont normalement débiteurs de l'impôt.

Cependant, en cas d'usufruit, l'impôt est dû par l'usufruitier.

De même, en cas de bail emphytéotique, le preneur ou emphytéote est entièrement substitué au bailleur et est imposable comme tel.

En cas de crédit-bail, la taxe est due par le crédit-preneur.

Par ailleurs, en cas de location moyennant un loyer mensuel hors taxes égal ou supérieur à 100.000 Francs, l'impôt fait l'objet d'une retenue à la source effectuée par le locataire sur les loyers dus au propriétaire et à valoir sur l'impôt dont ce dernier sera redevable.

Toutefois, les services, établissements et organismes publics ainsi que les collectivités locales doivent procéder obligatoirement à ces retenues pour les immeubles qu'ils prennent en location quel que soit le montant mensuel du loyer.

Au surplus, les propriétaires ne peuvent s'opposer à ce que ces retenues soient effectuées par les locataires qui, bien que ne rentrant pas dans l'une des catégories visées ci-dessus, acceptent de procéder à ces retenues. Une telle acceptation est valable jusqu'à renonciation expressément notifiée à l'Administration par le locataire.

Article 4

Modification des dispositions relatives à la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale.

A. Exposé des motifs

Le Livre de procédures fiscales a institué des commissions en vue de prévenir le contentieux fiscal, à savoir : la Commission Nationale des Impôts et la Commission Nationale de Conciliation. La Commission Nationale des Impôts statue sur les cas d'abus de droit alors que la Commission Nationale de Conciliation connaît des différends relatifs à l'évaluation des biens soumis aux droits d'enregistrement.

A l'analyse, il apparaît que les sphères d'intervention de ces commissions ne couvrent pas l'ensemble des litiges susceptibles de naître dans les relations entre l'Administration fiscale et les contribuables. Ce constat ressort régulièrement des discussions portant sur la gestion du contentieux fiscal objet notamment des recommandations du Livre blanc de l'Organisation Patronale des Industriels ainsi que celles de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali et des partenaires techniques et financiers dont le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Coopération allemande à travers la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit).

Afin d'améliorer la gouvernance, en général et le climat des affaires, en particulier, le livre de procédures fiscales a institué une Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale. La Commission Paritaire Précontentieuse de Conciliation Fiscale, siégeant à Bamako ou dans chacune des capitales régionales, connaît des désaccords entre le contribuable relevant du régime du réel et l'Administration portant sur des questions de fait relatives à des rappels de droits initiés à la suite d'un contrôle fiscal.
Cette commission a été créée à travers l'Annexe fiscale à la loi des Finances pour l'exercice 2018.

Après analyse des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale, il s'est avéré que certaines préoccupations issues des concertations entre les différents acteurs n'avaient pas été prises en charge. Il s'agit notamment du délai de saisine de la Commission par les contribuables, de la composition de la Commission et de la portée de son avis. Afin d'intégrer ces questions, il est proposé la modification des articles 619B, 619C, 619D et 619E du LPF.

B. Texte

La Section 2 du Chapitre 2 du Titre 5 du Livre de Procédures Fiscales est complétée d'un point B bis intitulé « Recours à la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale ».

Article 619 B :

Il est créé une Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale.

La Commission Paritaire Précontentieuse de Conciliation Fiscale, siégeant à Bamako ou dans chacune des capitales régionales, connaît des désaccords entre le contribuable relevant du régime du réel et l'Administration portant sur des questions de fait relatives à des rappels de droits initiés à la suite d'un contrôle fiscal.

Sous peine de forclusion, la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale est saisie du désaccord dans un délai ne pouvant excéder **vingt un jours** après la réception de la confirmation des redressements.

La Commission est saisie par lettre adressée au Directeur Général des Impôts accompagnée de toutes les pièces du dossier, y compris les preuves du paiement des droits, prévu à l'article 619 E ci-après du présent livre si le contribuable souhaite la suspension de la procédure de recouvrement.

Peuvent être soumis à la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale, les désaccords d'un niveau au moins égal à 1% du chiffre d'affaires annuel **déclaré de chacun** des exercices soumis à contrôle et persistant après la confirmation des redressements, s'ils sont relatifs aux cas suivants :

- l'appréciation du caractère excessif ou non du taux d'amortissement pratiqué ;
- si des réparations ont ou non pour effet de prolonger, de manière notable, la durée d'utilisation de biens amortissables ;
- l'appréciation du caractère probant ou anormal d'un acte de gestion ;
- l'appréciation du caractère probant ou non d'une comptabilité ;
- la détermination du chiffre d'affaires réalisé par une entreprise ;

- la valeur probante du mode de comptabilisation des travaux en cours.

Nonobstant les domaines de compétence ci-dessus, la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale ne peut connaître les désaccords dans les cas suivants :

- lorsque la possibilité de déménagement furtif hors du ressort territorial de la perception, la cession ou la cessation d'entreprise sont susceptibles de compromettre le recouvrement des droits ;
- lorsque l'entreprise étrangère objet du contrôle en dépit de la constitution d'un établissement stable exécute au Mali des travaux, prestations ou fournitures pour une durée limitée ;
- **lorsque le désaccord porte sur des redressements n'excédant pas Cent millions (100 000 000) de Francs CFA.**

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale compétente est celle du principal établissement de l'entreprise ou du siège social s'il s'agit d'une société.

Article 619 C :

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale siégeant à Bamako est composée comme suit :

- un magistrat désigné par la Section Administrative de la Cour Suprême qui en assure la présidence ;
- trois représentants, de la Direction Générale des Impôts, relevant de la catégorie A de la Fonction publique ;
- trois représentants du secteur privé ;
- un expert-comptable ou comptable agréé, représentant l'Ordre national des experts-comptables et comptables agréés ;
- un expert fiscal, représentant l'Ordre des conseils fiscaux ;
- **un avocat représentant l'Ordre des Avocats.**

Les trois représentants des ordres professionnels ont voix consultative.

L'administration fiscale de même que le secteur privé peuvent se faire assister par les conseils de leur choix.

Article 619 D :

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale siégeant au Chef-lieu de Région est composée comme suit :

- un magistrat désigné par la Section Administrative de la Cour Suprême qui en assure la présidence ;
- trois représentants, de la Direction Générale des Impôts, relevant de la catégorie A de la Fonction publique ;
- trois représentants du secteur privé ;
- un expert-comptable ou comptable agréé, représentant l'Ordre national des experts-comptables et comptables agréés ;
- un expert fiscal, représentant l'Ordre des conseils fiscaux ;
- **un avocat représentant l'Ordre des Avocats.**

Les trois représentants des ordres professionnels ont voix consultative.

L'administration fiscale de même que le secteur privé peuvent se faire assister par les conseils de leur choix.

Article 619 E :

Le secrétariat des Commissions est assuré par un agent du service des impôts ayant au moins le grade d'Inspecteur des Impôts.

La Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale émet un avis **consultatif motivé,** elle dispose à cet effet d'un délai de deux mois à compter de la date de sa saisine.

La saisine de la Commission Paritaire précontentieuse de Conciliation Fiscale peut à la demande du contribuable, sous réserve de l'acquittement à la caisse du receveur des impôts de la totalité des droits non contestés et d'un montant équivalent à 30% des droits contestés, suspendre la procédure de mise en recouvrement des redressements issus des opérations de contrôle fiscal.

Le sursis à la mise en recouvrement du reliquat des droits ne suspend pas les délais de sanctions pour paiement tardif, au cas où l'avis de la Commission Paritaire ne serait pas favorable au contribuable.

Un décret pris en Conseil des Ministres précise le mode de désignation des membres des Commissions, la durée de leur mandat ainsi que les modalités de fonctionnement de la Commission Paritaire de Conciliation Fiscale.

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE

SIGLES ET ABREVIATIONS

CAFO : Coalition des Associations Féminines et Organisations

CAG : Comité Aviseur Genre

CEDEF : Convention sur l'Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes

CREDD : Cadre de Relance Economique et le Développement Durable

CFPF : Centre de Formation Pratique

CGA : Centres de Gestion Agrées

CGS : Comite de Gestion Scolaire

CNDIFE : Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant

CSCRP : Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté

CSG : Conseil Supérieur Genre

DESC : Droits Economiques Sociaux et Culturels

DNFPP : Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel

DUDH : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

EPT : Education Pour Tous

FAFE : Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant

FNAA : Fonds National d'Appui à l'Agriculture

GEDEFOR : Projet Gestion Décentralisée des Forêts

GRFF : Gestion des Ressources Forestières et Fauniques.

PACR : Projet d'Appui aux Communautés Rurales

PACUM : Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali

PADEC : Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire

PAJM : Programme d'Appui à la Justice au Mali.

PAPAM : Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali

PBSG : Planification et Budgétisation Sensible au Genre

PDD-DIN : Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger

PDDSS : Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social

PDH : Promotion des Droits de l'Homme

PDI : Programme de Développement Institutionnel

PGRN-CC : Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique

PNG : Politique Nationale Genre

POPRODEJ : Plan Opérationnel du Projet de développement des compétences et emploi des Jeunes

PROSEA : Programme Sectoriel Eau Assainissement

PRPRM : Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RAMED : Régime d'Assistance Médicale

SAPEP : Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants

TA : Taux d'Achèvement

TBA : Taux Brut d'Admission

TBS : Taux Brut de Scolarisation

INTRODUCTION

L'introduction de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans la gestion budgétaire est une forme avancée de la réforme de la gestion des finances publiques. Elle focalise la gestion budgétaire sur la problématique de l'efficacité des dépenses publiques et de leur impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Il est établi que, depuis quelques temps, le Mali enregistre de bons résultats en matière de gestion des finances publiques. Si cette qualité de la gestion des finances publiques a permis d'augmenter la capacité de résilience de l'économie malienne, elle n'a pas permis de réduire de manière significative les fortes inégalités. C'est pourquoi, de plus en plus, l'impact de la politique budgétaire sur la réduction des inégalités est devenu une préoccupation des autorités budgétaires, tant au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée Nationale. Cela nécessite l'amélioration de l'efficacité et l'efficience des dépenses.

Une des stratégies pour améliorer l'impact de la politique budgétaire sur la réduction des inégalités passe par la budgétisation sensible au genre qui constitue également l'un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Suite à la budgétisation sensible au genre, il est élaboré une annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre.

L'annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les Documents de Programmation Pluriannuels des Dépenses (DPPD-PAP). Elle recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du DPPD-PAP des Ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

I. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉLABORATION DU RAPPORT GENRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre, la démarche de la Planification et de la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire et son pilotage confié au Ministère de l'Economie et des Finances.

Le processus PBSG cible les départements ministériels prioritaires identifiés dans le document de politique genre comme ayant un potentiel pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. Il s'agit des départements considérés comme des secteurs prioritaires dans lesquels les engagements de l'Etat sont clairement spécifiés et qui représentent *« des véhicules de changements majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes, dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable* ». Ces secteurs sont : la justice, l'éducation, la santé, l'emploi et la formation professionnelle, l'agriculture, l'élevage, l'énergie, la décentralisation, la réforme de l'état, la réforme budgétaire et la communication. Chaque département ministériel est requis d'intégrer le plan d'action de la Politique Nationale Genre dans son projet annuel de performance. Les interventions programmées ainsi que les mesures spécifiques prises au niveau de chaque secteur constituent sa contribution pour la réalisation des objectifs de l'égalité genre au Mali. Ces actions et mesures spécifiques sectorielles en faveur de l'égalité genre, qui sont répertoriées dans une annexe à la loi de Finances, feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation. L'annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre est un document élaboré sur la base de la prise en compte des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budget-programmes. Elle recense les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre, en vue de faciliter le suivi de leur exécution dans l'annexe budgétaire sur le genre. Le rapport-genre de chaque ministère est structuré en trois parties :

- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

Les ministères sont regroupés par domaine d'interventions de la Politique Nationale Genre.

II. PRINCIPAUX DÉFIS-GENRE

Sur le plan juridique, social, économique et politique, la Politique Nationale Genre a fait l'état des lieux des inégalités entre les femmes et les hommes.

2.1. Sur le plan juridique

Sur le plan juridique, plusieurs instruments internationaux et régionaux ont été ratifiés par le Mali, reconnaissant aux femmes et aux hommes l'égalité en droits et devoirs et interdisant toute discrimination contre les femmes. Parmi ces instruments, on retiendra la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des femmes (CEDEF) et ses protocoles, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) etc.

Ainsi, la Constitution du Mali (25 février 1992) garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. Des avancées sont également constatées au plan de la législation interne et se caractérisent par la dotation du pays de différents codes visant à régir la vie sociale, économique et politique. Cependant, des problèmes perdurent en ce qui concerne l'élimination de pratiques comme la mutilation génitale des femmes ou l'excision. La ténacité des attitudes et des perceptions négatives de la société envers l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les limites du cadre juridique pour l'équité de genre concernent la faible harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux, certains vides juridiques dans le droit positif (violences faites aux femmes), et des discriminations à l'égard des femmes. De plus, le droit coutumier, souvent défavorable aux femmes, est appliqué au détriment de la loi, surtout en milieu rural, notamment en ce qui concerne la succession sur le foncier rural.

2.2. Sur le plan social

Malgré la volonté politique de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes à travers l'existence d'un ministère en charge de la promotion de la femme, on constate que :

- les inégalités persistent entre les sexes au niveau du taux brut de scolarisation au premier cycle qui est de 69,6% en 2016 dont 75,0% pour les garçons et 64,3% pour les filles ;
- les taux d'achèvement ont connu une évolution contrastée ces dernières années, notamment au second cycle. Cette disparité est plus importante chez les filles que les garçons à cause de:
- l'éloignement des domiciles par rapport aux écoles du second cycle ;
- mariages et grossesses précoces ;

- le faible niveau de revenu des ménages limitant la scolarisation des enfants(les ménages les plus pauvres scolarisent moins les filles) ;
- et l'insuffisance de communications sur la scolarisation des filles.

2.3. Sur le plan économique

Les résultats des enquêtes montrent que la rémunération des femmes (dans les secteurs structuré et non structuré) est généralement inférieure de moitié à celle des hommes. Cette situation est due aux contraintes comme l'accès relativement limité des femmes aux facteurs de production, notamment à la terre, à la technologie et au crédit. En 2016, le taux de chômage était de 10,6% pour les femmes contre 7,8% pour les hommes.

Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (faible accès aux structures de financement, de contrôle, à la terre et aux moyens de production etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités de transformation du poisson (séchage et fumage), la fabrication du bouillon de poisson et la commercialisation.

En 2016, la proportion de femmes propriétaires de parcelles était seulement de 11,93% pour les femmes en zone ODRS à Maninkoura et Selingué.

De plus, si l'engagement de principe visant à éliminer la pauvreté des femmes par l'intégration de la dimension genre dans le CREDD tend à augmenter, les réalisations concrètes des mesures tenues dans le cadre de performance de CREDD, au profit des femmes sont toujours attendues.

2.4. Sur le plan politique

Le taux de représentation dans les instances de prise de décision (postes électifs et nominatifs) reste faible. La faiblesse de cette représentation est habituellement due à l'absence générale de politiques tenant compte de la spécificité des sexes au sein des partis politiques. Malgré l'adoption de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives la situation de la représentative des femmes dans les instances nominatives reste faible.

Par exemple le gouvernement compte huit (08) femmes ministres sur 35 soit environ 23%. Ce constat de sous représentativité des femmes est aussi fait au niveau des organes de mise en œuvre et de suivi de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

La faible visibilité des femmes à l'échelon de la gouvernance locale, de l'appareil judiciaire, et aussi à la tête d'organisations de la société civile est un phénomène visible au Mali.

Si le cadre politique crée les conditions favorables à l'égalité de genre, il est limité par son manque d'opérationnalisation. La plupart des politiques sectorielles ne sont pas toujours suivies d'actions concrètes, ni traduites en dispositif.

Quelques indicateurs démographiques au Mali 2005 à 2020

Unité : Millier, pour cent, nombre et an

Période Indicateur	2005-2010	2010-2015	2015-2020
Nombre de naissances annuelles (millier)	680	746	816
Nombre de décès annuels (millier)	221	226	232
Taux d'accroissement annuel moyen en %	3,08	2,96	2,84
Taux brut de natalité (pour 1000 habitants)	47,6	45,0	42,5
Taux brut de mortalité (pour 1000 habitants)	15,5	13,6	12,1
Indice synthétique de fécondité (nbre d'enfants par femme)	6,46	6,12	5,78
Espérance de vie à la naissance, deux sexes (an)	50	52,1	54
Espérance de vie à la naissance, masculin (an)	48,9	50,9	52,9
Espérance de vie à la naissance, féminin (an)	51	53,1	55,1

***Source** : DNP Projection de la population_2013*

III. L'ANALYSE GENRE PAR MINISTERE

MINISTERE DE LA JUSTICE

1. Les enjeux-genre

Après une décennie de mise en œuvre, un Plan Opérationnel 2010-2014 du PRODEJ (PO PRODEJ) s'articulant sur le triptyque : crédibilité, efficacité et accessibilité de la justice a été lancé avec une participation plus accrue des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le Plan Opérationnel du PRODEJ a réservé une place de choix aux questions de droits de l'Homme et de genre en y consacrant une composante à part entière. Cette composante, essentiellement inspirée et bâtie sur la politique sectorielle genre du Ministère de la Justice et son Plan d' actions de 2008, a connu des résultats mitigés dus aux conséquences des crises politiques, sécuritaire et institutionnelle qu'a subi le Mali. Ces différentes crises ont entravé les appuis techniques et les financements en faveur des actions sensibles au genre.

La période post-crise 2012 qui avait très gravement détérioré l'offre de service public et hypothéqué la fonctionnalité de l'appareil judiciaire au Mali, a nécessité la construction d'un système judiciaire efficace qui inspire confiance pour assurer la bonne gouvernance et l'Etat de droit.

Sous l'impulsion du Président de la République, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel sera bâti le nouvel Etat du Mali.

La reforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Suite à une retraite à Sikasso du 14 au 18 juin 2015 avec l'appui financier du Royaume des Pays-Bas, d'une introspection du système judiciaire en vue de dégager les leviers nécessaires à l'émergence d'une justice responsable et respectueuse des droits humains, une justice réconciliée avec ses valeurs fondamentales.

Le Programme d'Urgence pour le Renforcement du Système Judiciaire et de Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (PU-RSJ-MOA 2015-2018) est né de la retraite de Sikasso.

Le PU-RSJ-MOA est un outil programmatique de mise à niveau de l'appareil judiciaire, articulé autour de trois (03) composantes en vue de l'émergence d'une Justice crédible.

La deuxième composante Protection des Droits de l'homme et promotion de la lutte contre l'impunité, la corruption et la délinquance financière :

L'objectif est d'améliorer la situation des droits de l'homme, de mettre fin à l'impunité, de lutter contre la corruption et la délinquance financière et de mettre en œuvre les stipulations de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger relatives à ces questions.

En matière d'impunité et de droits humains, il s'agit, entre autres :

- de créer une commission d'enquête internationale conformément à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger ;
- de réaffirmer le caractère imprescriptible des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, la non amnistie pour les auteurs desdits crimes y compris les violations sur les femmes, les filles et les enfants liés au conflit ;
- de rendre effective et fonctionnelle la justice transitionnelle ;
- de mettre en place une politique nationale de droits humains et son plan d'action et d'améliorer les conditions de vie en milieu carcéral.

Par ailleurs, à l'analyse des emplois du secteur de la justice, il est noté un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : les femmes ne représentent que 9,64% des magistrats et 9,6% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, les femmes sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 78,25% des auxiliaires de justice.

Répartition des magistrats par structures en 2016

Structure	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Cour Suprême	41	97,61	1	2,38	42
Cour Constitutionnelle	5	100	0	0	5
Cour d'Appel de Kayes	54	93 ,10	4	6,86	58
Cour d'Appel de Bamako	188	85,06	33	14 ,93	221
Cour d'Appel de Mopti	68	100	0	0	68
Total général	**356**	**90,35**	**38**	**9,64**	**394**

***Source** : DNAJ*

Effectifs des ordres professionnels du secteur de la justice en 2016

Corps professionnels	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Avocats	281	91,8%	25	8,2%	306
Huissiers/ Commissaires-priseurs	**91**	91%	**9**	9%	100
Notaires	**24**	68,57	**11**	31,43	35
Total Général					

***Source** : CPS*

Répartition des auxiliaires de justice

Auxiliaires de justice	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Greffier en chef	28	49 ,12	29	50,87	57
Greffiers	66	25,09	197	74,90	263
Secrétaires des Greffes et Parquets	13	7,55	159	92,44	172
Total général	**107**	**21,74**	**385**	**78,25**	**492**

***Source** : DNAJ*

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Mesures spécifiques et activités genre 2016 réalisées

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Egalité Femme-Homme du Ministère de la Justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Aviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, le département de la justice abrite le Programme "Appui Conjoint des Nations Unies pour la Promotion des Droits de l'Homme (PDH)" dont le but est la promotion des Droits Economiques, Sociaux et Culturels (DESC) des femmes et des hommes.

Enfin, la Réforme Judiciaire en cours de définition et d'élaboration compte bien donner la part belle à la problématique des droits de l'Homme autant qu'aux questions juridiques et judiciaires stricto-sensu.

L'année 2016 a été marquée par le renforcement du statut de la CNDH avec l'adoption de la Loi n°2016-036 du 07 juillet 2016 portant création de la CNDH et son Décret d'application n°2016-0853/P-RM du 08 novembre 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la CNDH conformément aux principes de Paris relatifs aux statuts et au fonctionnement des Institutions Nationales des Droits de l'Homme.

Le législateur a confié à la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) la mission d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et de rendre compte de la situation desdits droits aux pouvoirs publics et à l'opinion nationale et internationale à travers un rapport annuel sur l'état des Droits de l'Homme au Mali à l'attention du Gouvernement.

De nombreuses initiatives visant une **meilleure imprégnation des droits de l'Homme** dans la société et parmi les acteurs judiciaires ont été entreprises, dont :

- recueils des textes internationaux et régionaux relatifs aux DH ;
- modules de formation des professions judiciaires en DH : magistrats, Avocats, Agents Pénitentiaires, OPJ et APJ Gendarmerie et Police ;
- séminaire d'imprégnation des magistrats de la Cour Suprême et des trois (03) Cours d'Appel sur l'applicabilité des instruments internationaux ;
- mallette de formation aux droits de l'Homme de la chaîne pénale ;
- 3 conférences de parquets et sièges dans les ressorts des cours d'appel sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et de guerre ainsi que la non-amnistie de leurs auteurs, incluant auteurs de violations faites aux femmes / enfants ;
- campagnes d'information et sensibilisation sur les DH ;
- sensibilisation sur l'excision et le mariage précoce (Kita, Sikasso et Kayes) ;
- vulgarisation des principes de promotion, protection des droits humains et du genre auprès de 228 Magistrats, 114 Auxiliaires de justice (Greffiers et Surveillants de prison). La sensibilisation au VIH/SIDA et Ebola n'a touché que six (06) centres de détentions sur un total de cinquante-neuf (59).

Une attention particulière a été portée en 2016 au renforcement des capacités de la DNAPES via l'organisation de plusieurs formations de personnels pénitentiaires ont également été dispensées dont la formation de 90 greffiers et d'acteurs de la chaîne pénale de Tombouctou, Gao, Mopti, Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Bamako, la formation de responsables aux techniques de gestion d'une prison et le traitement des détenus et le perfectionnement du personnel du Centre de Détention pour Mineur de Bollé.

Les conditions de détention de la population carcérale s'améliorent lentement, sur 59 établissements pénitentiaires et de l'éducation surveillée seuls 10 disposent d'une infirmerie, 3 disposent à la fois d'une infirmerie et des quartiers séparés. Par ailleurs, beaucoup reste à faire dans le domaine de la séparation des quartiers de détenus mineurs et femmes.

Sur le plan alimentaire, les trois repas sont servis dans l'ensemble des centres de détentions. La promotion de la réinsertion sociale et professionnelle des détenus est assurée au niveau des centres de détentions de Bollé femmes et mineurs. Les détenus mineurs des centres de Bollé bénéficient de la scolarisation; les femmes de Bollé bénéficient d'une formation professionnelle pour leur réinsertion sociale ; par contre les détenus des autres maisons d'arrêt n'ont pas de réinsertion sociale et professionnelle faute d'ateliers et d'encadreurs.

De même, dans le cadre du Programme d'Appui à la Justice au Mali (PAJM) financé par l'Union Européenne, un programme de mise en œuvre de bureaux d'assistance judiciaire a été élaboré et est en cours d'opérationnalisation dans l'ensemble du pays.

<u>Programme 1</u> : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectif n°3 : Renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre							
Indicateur de résultats		**Unité de mesure**	**Période**			**2016**	
			2013	**2014**	**2015**	**Prévision**	**Réalisation**
3.1 Pourcentage des magistrats, des auxiliaires de justice et des agents de la DNAPES formé en droits humains et genre.	**Magistrats**	**%**	**-**	**-**	**-**	**40**	**39**
	Auxiliaires de justice		-	-	-	30	25
	Agents de la DNAPES					50	2
3.2 Rapports annuels sur la situation des droits humains et la Revue documentaire disponibles (Gouvernement, CNDH, AMDH OSC).		Nombre	3	0	3	4	2

Programme 2 : Elaboration de la Politique Juridique et Judiciaire de l'Etat, Gestion de la Carrière et Formation des Magistrats

Objectif n°1 : Améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services judiciaires.						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
1.3 Pourcentage des juridictions disposant d'un bureau d'accueil et d'orientation fonctionnel.	%	2,86	2,86	7.14	9	41

3. Planification et budgétisation des actions du genre

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre au Ministère de la Justice à travers deux programmes :

Programme 1 : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectifs	INDICATEURS DE RESULTATS					Activités 2018
	Libellé	Référence	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif 3. Renforcer la promotion des droits humains et du genre	**3.1** Pourcentage des magistrats, des auxiliaires de justice et des agents de la DNAPES formé en droits humains et genre. - Magistrats - auxiliaires de justice - agents de la DNAPES					**3.1.1** Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de droits humains (PDH) **3.1.2** Evaluation de l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments de droits de l'homme ratifiés par le Mali. **3.1.3** Formation des Magistrats, des Auxiliaires de justice et du personnel de la DNAPES en matière de droits humains
		45%	50%	50%	60%	
		40%	80%	80%	90%	
		70%	70%	100%	100%	
	3.2 nombre de rapports annuels sur la situation des droits humains (Gouvernement, Médiateur de la République,	4	4	4	4	**3.2.1** Renforcement des activités de la CNDH par la dotation en matériels et en ressources humaines et financières, tenue des sessions ordinaires (02) et extraordinaires (02)

Objectifs	INDICATEURS DE RESULTATS					Activités 2018
	Libellé	Référence	Cibles			
			2018	2019	2020	
	CNDH, Rapport alternatifs/OSC).					**3.2.2** Elaboration du Rapport 2016 sur la situation des droits humains à travers l'enquête de terrains, la visite des lieux de détention, les entretiens individuels et les focus groupe.
						3.2.3 Elaboration de la Revue documentaire des droits humains
						3.2.4 Tenue d'ateliers de sensibilisation des personnels judiciaires et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre

<u>Programme 3</u> : Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence	Cibles			
			2018	2019	2020	
1. Améliorer les conditions de détention de la population carcérale	**1.2** Valeur réelle de la ration alimentaire détenu/jour, basé sur le menu standard amélioré, le coût calculé de la ration sèche (non cuite) du menu pénitentiaire, cout menu par détenu et par jour + 10% . - Hommes - Femmes - Enfants	555	555	555	555	**1.2.1** Formation des agents aux normes internationales en matière de détention **1.2.2** Organisation de la semaine du détenu **1.2.3** Amélioration des services de détention : - affectation des surveillantes de prison - formation du personnel Droits humains - sensibilisation des femmes et des hommes détenu(e)s à leurs droits - programme de réinsertion sociale pour les détenu(e)s
2. Promouvoir la réinsertion sociale et professionnelle des détenus.	**2.1**. Pourcentage des détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle.	7%	10%	15%	20%	**2.1.2** Formation professionnelle des détenus mineurs, des détenues femmes et des détenus hommes
	2.2 Pourcentage des détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation formelle et non formelle.	50%	80%	100%	100%	**2.2.1** Alphabétisation des détenus hommes, de Bollé Femmes et de Bollé Mineurs. **2.2.2** Formation scolaire de la population carcérale.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1. Les Enjeux genre et gaps à combler

L'évaluation du plan d'action 2011-2013 de la Politique Nationale Genre a montré que des avancées ont été effectuées, notamment dans les domaines de la lutte contre la pratique de l'excision, la prise en charge et la réinsertion des victimes de complications liées à l'excision, la mise en place des organes de suivi de la PNG.

Par ailleurs, la situation des femmes dans les instances électives communales a connu une amélioration suite aux élections municipales de novembre 2016 avec 25,6% de femmes conseillères contre 9% en 2009.

Tableau 1. Taux des conseillers communaux par région selon le sexe en 2016[1]

N°	REGION	FEMME	HOMME
1	KAYES	24,9	75,1
2	KOULIKORO	25,0	75,0
3	SIKASSO	23,8	76,2
4	SEGOU	26,6	73,4
5	MOPTI	26,7	73,3
6	TOMBOUCTOU	28,3	71,7
7	GAO	27,2	72,8
8	BAMAKO	30,2	69,8
TOTAL		**25,6**	**74,4**

Source : CNDIFE _Base de données Femmes/Enfants

Malgré l'adoption de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives la situation de la représentativité des femmes dans les instances nominatives reste faible.

Par exemple le gouvernement compte 7 femmes ministres sur 35 soit 20%. Ce constat de sous représentativité des femmes est aussi fait au niveau des organes de mise en œuvre et de suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

[1] Les élections ne se sont pas déroulées principalement dans la région de Kidal et dans la plusieurs localités des régions Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.

2- <u>Les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre</u>

- adoption du Décret d'application de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ;
- adoption du Décret sur les compétences à transférer aux collectivités territoriales en matière de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- adoption de la feuille de route biennale pour l'abandon des mariages des enfants ;

a. <u>Evaluation des activités du rapport genre 2016</u>

<u>Programme 2</u> : promotion de la femme

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Développement d'un capital (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation	**1.1** pourcentage de femmes et d'hommes formés	97,01	80	85	90	1.1.1 Organisation des sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité 1.1.2. Dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures.
	1.2. Pourcentage de groupements de femmes appuyées dans les AGR	40	75	80	90	1.2.1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de micro finances 1.2.3. Suivi/évaluation de l'utilisation des fonds octroyés 1.2.4. Appui à la création d'entreprises féminines Suivi/évaluation des entreprises créées
	1.3. Pourcentage de femmes et filles victimes des VBG	60	50	55	60	1.3.1 .Organisation de sessions de sensibilisation et d'information des intervenants et de la population dans le domaine

	prises en charge					de la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre, SR, l'utilisation des services de santé pour l'amélioration de la santé de la femme, 1.3.2 Organisation de sessions de plaidoyer à l'endroit des décideurs pour leurs implications dans la lutte contre les pratiques néfastes et les violences basées sur le genre pour l'amélioration de la santé de la reproduction 1.3.3. Identification et prise en charge des cas de complication liés aux VBG, MGF/ Excisions 1.3.4. Mise en place des unités de prise en charge holistique des VBG dans 3 maisons de la femme et de l'Enfant, Centre d'Ecoute d'Animation et d'Orientation (CEAO) et 5 centres d'autopromotion. 1.3.5 Mise en œuvre du projet conjoint de promotion de l'abandon de la pratique transfrontalière des VBG/Excision/Mariage précoce Mali/Burkina Faso
Objectif 2 : Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation légale aux sphères de décision	2.1. Taux de femmes et d'hommes sensibilisés sur les droits des femmes	25	73	80	90	2.1.1. Traduction en langues nationales, multiplication et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme 2.1.2. Information, Education et communication sur les droits des femmes les textes de l'OHADA, le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance 2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet,

						15 Octobre, 25 Novembre) 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la situation des femmes. 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional.
	2.2. Pourcentage de femmes aux postes électifs	10	10	10	30	2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant. 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015- 052) 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues. 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
	2.3. pourcentage de femmes aux postes nominatifs	12	25	30	30	2.3.1. Organisation de visites d'échanges et d'expériences entre les femmes leaders maliennes et celles de la sous-région qui ont réussi la prise en compte du genre dans l'occupation des postes nominatifs et électifs 2.3.2. Organisation des sessions de plaidoyer auprès des hautes

						autorités, des leaders des partis politiques, des leaders religieux et coutumiers pour lutter contre les VBG.

Programme 4 : Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant (PAAFE).

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Accroître le potentiel économique des femmes	**1.1** Pourcentage d'organisations villageoises équipées en matériels et infrastructures de production		25	35	45	1.1.1 Identification et analyse des besoins en matériels et équipements de production. 1.1.2. Dotation des organisations villageoises en matériels et équipements de production. 1.1.3 : Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production
	1.2. Pourcentage de projets d'AGR/PME financés	104,4	100	100	100	1.2.1. Organisation des appels à proposition des projets. 1.2.2. Financement des projets retenus. 1.2.3. Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF.
	1.3. Taux de participation aux organisations aux activités commerciales et promotionnelles	-	15	25	40	1.3.1 Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles. 1.3.2 Suivi et évaluation des activités commerciales et promotionnelles.

Objectif 2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	2.1. Pourcentage de femmes formées	16,67	15	30	30	2.1.1. Identification de besoins de formations et des modules. 2.1.2. Evaluation des formations.
	2.2. Pourcentage d'emplois crées femmes	-	25	30	35	2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant. 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015- 052) 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues. 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
	2.3. pourcentage d'AGR/PME féminines accompagnées	-	60	65	70	

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	**3.1** Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	137	100	100	100	3.1.1 Financement de projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant
	3.2 Pourcentage de filles réinsérées	-	25	30	35	3.2.1. Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile.
	3.2. Pourcentage de filles encadrées	-	40	40	40	1.3.1 Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles. 1.3.2 Suivi et évaluation des activités commerciales et promotionnelles.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1. Les Enjeux genre / Gaps à combler

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Elimination de toute forme de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les Objectifs de Développement Durable N°4 et N°5 consacre spécifiquement la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes :

- **ODD 4 :** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ;
- **ODD 5 :** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi majeur que les acteurs doivent relever.

Pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

Le tableau ci-après donne un résumé des principaux indicateurs entre 2014 et 2015.

Tableau 1 : Evolution des effectifs au fondamental 1 et 2

Indicateurs	2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	TOTAL	Filles	TOTAL	Filles	TOTAL	Filles
Evolution des effectifs des élèves par sexe au fondamental 1er cycle	2 181 617	46,30%	2 227 082	46,50%	2 356 420	46,83%
Evolution des effectifs des élèves par sexe au fondamental 2ème cycle	647 186	43,90%	631 816	45,30%	685 038	44,56%

Source : Annuaire des statistiques de l'enseignement fondamental

Au fondamental 1er cycle, de 2013 à 2016, les effectifs ont augmenté de 174 803 élèves tous statuts confondus dont 129 338 élèves entre 2015 et 2016. La tendance à la hausse en 2015 et en 2016 est un signe probable de reprise. En 2015, les filles représentaient 46,5% des effectifs et mieux encore elles sont à 46,8 % en 2016.

S'agissant du fondamental 2ème cycle, les effectifs évoluent en dents de scie mais ont augmenté de 51 222 élèves entre 2015 et 2016. Le pourcentage de filles scolarisées est de 44,6% pour l'ensemble du pays avec 49,2% pour le District de Bamako (le plus élevé) et 20,4% pour Gao (le plus faible).

Entre 2015 et 2016, les régions de Kayes et Gao (pour les filles) ont vu leur effectif diminué. Les facteurs expliquant cette régression sont entre autres :

- les forts abandons dus à la situation socio-économique des parents d'élèves
- l'instabilité des écoles medersas pour mauvaise gestion ou manque de personnel enseignant dans ce cycle.

Tableau 2 : Evolution du personnel enseignant au fondamental

Années	Fonctionnaires Etat		Fonctionnaires Collectivités Territoriales		Contractuels		Autres		TOTAL	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes
Fondamental 1er cycle										
2013-2014	4 609	26,60%	13 318	29,80%	22 853	29,60%	10 583	25,70%	51 363	28,60%
2014-2015	3 964	33,90%	15 806	33,90%	21 602	28,30%	10 776	29,70%	52 148	30,00%
2015-2016	3 859	28,56%	18 827	29,77%	23 177	33,91%	11 488	32,93%	60 454	30,35%
Fondamental 2ème cycle										
2013-2014	2 723	19,90%	6 588	15,40%	10 563	15,30%	2 034	12,20%	21 908	15,60%
2014-2015	2 418	27,00%	8 339	27,00%	8 560	13,40%	2 704	12,60%	22 021	16,70%
2015-2016	2 248	23,60%	10 197	15,70%	8 784	14,50%	5 234	10,30%	27 296	14,50%

Source : Annuaire des statistiques de l'enseignement fondamental

Au fondamental 1er cycle, le nombre d'enseignants augmente progressivement, passant ainsi de 52 148 en 2015 à 60 454 en 2016. Le nombre de fonctionnaires des collectivités territoriales augmente plus vite que ceux de l'Etat du fait que ces dernières années le recrutement ne se fait qu'au niveau des collectivités territoriales.

Le pourcentage de femmes enseignantes est de 30,4% à l'échelle nationale. Il est légèrement moins élevé chez les fonctionnaires que chez les contractuels, avec respectivement 29,6% et 33,9%.

Au fondamental 2ème cycle, l'évolution des enseignants spécialistes en classe est assez significative dès lors qu'elle passe de 22 021 enseignants en 2015 à 27 296 en 2016, soit une augmentation de 5 275 enseignants. Le nombre de femmes enseignantes est très faible dans l'ensemble (14,5%). Les enseignants fonctionnaires de l'Etat sont en nette diminution (-170) au profit de ceux des fonctionnaires des collectivités territoriales (+1 869).

Tableau 3 : Quelques indicateurs de résultats de l'éducation

Indicateurs	2013-2014			2014-2015			2015-2016		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Taux Brut d'Admission au 1er cycle (en %)	65,7	55,5	60,5	66,4	57,1	61,7	68,1	57,5	62,7
Taux Brut d'Admission au 2ème cycle (en %)	48,4	36,1	42,2	40,9	33,9	37,4	42,0	32,9	37,4
Taux Brut de Scolarisation au 1er cycle (en %)	76,4	64,0	70,1	74,8	63,4	69,0	75,0	64,3	69,6
Taux Brut de Scolarisation au 2ème cycle (en %)	57,7	44,3	50,9	52,9	42,8	47,8	55,5	43,7	49,6
Taux Brut d'Achèvement au 1er cycle (en %)	52,7	44,0	48,3	53,8	45,7	49,7	49,4	43,0	46,2
Taux Brut d'Achèvement au 2ème cycle (en %)	33,1	24,7	28,8	32,0	24,2	28,1	32,1	23,8	27,9

Source : Annuaire des statistiques de l'enseignement fondamental

Quels que soient l'indicateur et le cycle (1er et 2ème cycles du fondamental), la disparité persiste entre filles et garçons en matière d'éducation. Les écarts entre filles et garçons, tant en termes d'accessibilité que d'achèvement du cycle fondamental, sont liés à un certain nombre de facteurs contraignants. Les enjeux concernent surtout la résolution de ces contraintes dont les principales sont :

En matière d'accès à l'enseignement fondamental :

- l'éloignement des écoles, en zone rurale, qui pénalise plus les filles que les garçons (écoles situées à plus de 5 Km de la résidence des enfants) ;
- les pesanteurs sociales qui n'incitent pas à envoyer les filles à l'école surtout en milieu rural ;
- l'insuffisance de structures d'accueil (inexistence souvent de cantines ou de latrines séparées pour les filles et les garçons) ;
- l'insuffisance de salles de classe (double division ou double vacation et effectifs pléthoriques dans beaucoup de classes) ;
- la faiblesse du pourcentage de femmes enseignantes (30,35 % seulement du personnel enseignant tenant une classe au premier cycle et 14,50 % au second cycle en 2015-2016).

Par ailleurs, l'insécurité persistante au Nord depuis 2012, occasionnant le déplacement massif de nombreuses familles et la fermeture de certaines écoles, a constitué un facteur majeur ayant contribué à creuser davantage l'écart entre les deux sexes entre 2014 et 2015.

Ainsi, Durant cette période, le taux de scolarisation au fondamental 1 et 2 s'est détérioré tant pour les garçons que pour les filles. A la faveur de la normalisation progressive de la situation sécuritaire au Nord du pays, les indicateurs se sont améliorés entre 2015 et 2016.

En termes d'achèvement du cycle de l'enseignement fondamental :

- le mariage précoce ;
- le faible niveau de revenu des ménages qui limite la scolarisation des enfants (les ménages les plus pauvres scolarisent moins les filles) ;
- l'insuffisance de communication sur la scolarisation des filles.

Avec l'effet combiné de la crise sécuritaire, notamment dans les régions du Nord, les taux d'achèvement ont connu une évolution contrastée entre 2014 et 2015, notamment au second cycle. Ainsi, sur cette période, le taux d'achèvement au second cycle a connu une baisse tant pour les garçons que pour les filles.

Dans le domaine de l'Enseignement Normal :

Dans le sous-secteur de l'Enseignement Normal, le genre doit être pris en compte conformément au Cadre Stratégique de Relance Economique pour le Développement Durable (CREDD) et aux engagements internationaux pris par l'Etat.

Tableau 4 : Statistiques des IFM en 2015-2016.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	263	204	77,60	59	22,40
Personnel enseignant	554	509	92	45	8
Achèvement des élèves-maitre de niveau DEF	1036	774	71,80	292	28,10
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	2265	1805	80	460	20

Source : MEN

Le constat général qui se dégage est la sous représentativité des filles par rapport aux garçons dans l'Enseignement Normal malgré tous les efforts consentis par l'état pour minimiser les disparités filles-garçons dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'Enseignement Normal et demeure à cet effet un enjeu majeur.

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Mesures spécifiques

Le Ministère en charge de l'Education Nationale a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles.

Au niveau de l'enseignement fondamental, les mesures portent notamment sur :

- la création du Comité Sectoriel d'Institutionnalisation Genre, par l'Arrêté n°2016-1874/MEN-SG du 07 juin 2016 ;
- la promotion de l'éducation inclusive pour permettre à un plus grand nombre de filles handicapées d'accéder à l'école ;
- le recrutement massif d'enseignantes en faveur des Institutions d'Education Spéciale (IES);
- le renforcement des capacités des enseignantes en matière d'Education Spéciale et en Education Inclusive ;
- le renforcement de l'alphabétisation des femmes et des filles ;
- le développement des mécanismes, (entre autres les Activités Génératrices de Revenus, AGR), visant la participation effective des femmes à la vie des Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE) et des Institutions d'Education Spéciale (IES) ;
- la mise en place d'une politique nationale en matière de scolarisation des filles ;
- l'intégration dans les différents curricula de la question genre ;

- la mise en œuvre du programme d'urgence Education Pour Tous (EPT) ;
- l'implication et la responsabilisation des collectivités territoriales dans la gestion du système éducatif ;
- la mise en place et le renforcement des capacités des comités de gestion scolaires (CGS) afin qu'ils soient les vecteurs de sensibilisation de la population ;
- la mise en œuvre de la politique nationale de l'alimentation scolaire ;
- le développement d'une stratégie de scolarisation accélérée/passerelle en direction des déscolarisés et non scolarisés.

b. <u>Evaluation des activités du rapport genre 2016</u>

Durant l'année 2016, les efforts du Ministère en charge de l'Education ont permis d'atteindre certains résultats.

Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2 : Développement de l'Education de Base

Objectif N°2 : Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2016**	
		2013	**2014**	**2015**	**Prévisions**	**Réalisations**
2.1. Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	72,10	64	63,4	77,10	64,3
2.2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	32,60	31,49	30,02	34,00	30,35

b.2 Programme 3 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2016**	
		2013	**2014**	**2015**	**Prévisions**	**Réalisations**
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.						
1.1. Taux de réussite au BAC	%	13,03	16,24		17,82	24
Objectif N°2 : Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.						
2.2. Ratio élèves/ salle de classe	Ratio	33	33	36	43	35

b.3. Programme 4 : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Indicateurs de résultats	Unité	Cycle	Périodes			Evaluation 2016	
			2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel							
1.1 Taux d'admission par examen	**%**	CAP BT BAC	20,51 34,62 34,45	36,71 36,10 31,99	37,65 44,50 24,42	50 50 50	37,43 48,18 23,74
OBJECTIF N° 03 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)							
3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	**%**		15	15	14,6	25	17,75

1. **Planification et budgétisation des actions du genre en 2018**
2. La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education et de l'Alphabétisation, à travers trois (03) programmes.
3. **Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base**

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2014	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif N°1 : Développer une éducation de base de qualité pour tous.	1.1 : Taux d'achèvement au fondamental 1	48,3%	62,5%	73,2%	75%	1.1.1 Amélioration de la capacité d'accueil des infrastructures préscolaires et fondamentales 1.1.2 Renforcement des capacités des acteurs 1.1.3. Amélioration des rendements scolaires 1.1.4. Suivi/supervision des activités pédagogiques
	1.2 : Taux brut d'Admission au fondamental 1	60,5%	73,25%	76,8%	78%	1.2.1. Mise en œuvre de la politique nationale de l'ALISCO
	1.3 : Pourcentage (%) de néo alphabète produit	60%	75,50%	68,45%	70%	1.3.1. Renforcement des capacités des acteurs 1.3.2. Mise en œuvre du programme vigoureux Alphabétisation
Objectif N°2 Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.	2.1 Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	64%	81,60%	88,7%	90%	2.1.1. Mise en œuvre de la politique nationale de SCOFI
	2. 2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	31,49%	36,30%	37,00%	40%	2.2.1. Mise en œuvre de la formation continue des Maîtres 2.2.2. Poursuite du Projet de Construction et d'Equipement des IFM au Mali

<u>Programme n° 2.042</u> : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2014	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.	1.1 Taux de réussite au BAC	16,24%	31%	33%	50%	1.1.1. Renforcement des capacités des acteurs 1.1.2 Supervision pédagogique 1.1.3. Acquisition d'équipements pour les établissements
Objectif N°2 : Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.	2.2. Ratio élèves / salle de classe	33	40	40	40	2.2.1 Poursuite du Projet de Construction et d'équipement de lycées

<u>Programme n°2.043</u> : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2014	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif N°3 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	15%	35%	40%	45%	3.2.1. Mise en œuvre de la réforme de l'ESTP 3.2.2 Elaboration et suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action et de communication centré sur l'accès des filles aux filières porteuses

L'Education au Mali se compose de l'Education Nationale et l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, ces deux grands secteurs sont trop mal représentés par rapport à la thématique genre.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1-Les Enjeux genre et gaps à combler

En matière de « développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation »,

Les enjeux majeurs sont :

- la création de nouvelles offres de formation (Formation Initiale Qualifiante et Continue visant les métiers ruraux porteurs) ;
- le renforcement institutionnel et développement des partenariats (Conseils régionaux, et Directions Régionales de la Formation Professionnelle ; Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Secteur Privé);
- la prise en compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle ;
- la promotion de l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- le développement des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses;
- le développement des stratégies pour augmenter le taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage ;
- l'extension de la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- le développement des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et plus spécifiquement des femmes et des jeunes ;
- la prise en compte du genre dans tous les projets du département (les cibles des projets du département sont généralement composées de 50% de femmes et de 50% d'hommes).

En matière de « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production », les enjeux majeurs sont :

- la promotion de l'entreprenariat féminin;
- la préparation à la création d'entreprise ;
- l'accès des femmes et des jeunes au financement ;
- l'accessibilité des services d'appui aux entreprises.

1.1. Les Enjeux genre

Les réformes économiques entreprises au Mali ces dernières décennies ont créé des défis et des possibilités d'emplois, toutefois leur mise en œuvre a fait de la formation professionnelle un enjeu crucial d'amélioration de l'employabilité. À ce jour, même si les indicateurs ne permettent pas de disposer d'une analyse pertinente de l'état des lieux, il paraît essentiel de soutenir le secteur, en développant des cursus de qualité, en adéquation avec les besoins de ressources.

À ce titre, des efforts importants dans ce sens sont en train d'être menés en matière d'emploi et de formation professionnelle pour réduire les inégalités, tels que :

- réduire le taux de chômage des femmes qui est de 11,59 contre 8,81 pour les hommes en 2016 ;
- promouvoir l'entreprenariat féminin ;
- développer des programmes de volontariat pour promouvoir l'emploi des jeunes ;
- tenir compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle ;
- promouvoir l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- développer des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses pour les femmes ;
- développer des stratégies pour augmenter le taux d'admission des femmes aux examens de fin d'apprentissage ;
- étendre la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- développer des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et spécifiquement les femmes.

Tableau 1 : Évolution du taux de chômage de la population selon le sexe de 2010 à 2016

Unité : Pour cent

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016
Femmes	11,43	7,43	9,5	9,3	11,0	11,59
Hommes	6,18	6,49	5,1	7,3	8,5	8,81
Ensemble	8,31	6,92	7,3	8,2	9,6	10,05

Sources : EPAM-2010, EMOP-2011-2016

Tableau 2 : Évolution du taux d'emploi selon le sexe de 2010 à 2016

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016
Hommes	78,06	75,14	81,6	79,3	77,9	78,1
Femmes	45,80	56,29	67,1	58,8	58,1	51,2
Ensemble	61,12	65,21	73,9	68,3	67,3	63,5

***Sources*: EPAM-2010, EMOP-2011-2016**

Tableau 3 : Répartition des jeunes sélectionnés et placés en stage de formation professionnelle par région et par sexe-2016

Unité : Nombre et pour cent

Régions	Effectif			Effectif en pourcentage		
	F	H	T	F	H	T
District de Bamako	1 823	1 851	**3 674**	49,62	50,38	**71,80**
Kayes	91	57	**148**	61,49	38,51	**2,89**
Koulikoro	217	214	**431**	50,35	49,65	**8,42**
Sikasso	129	65	**194**	66,49	33,51	**3,79**
Ségou	126	80	**206**	61,17	38,83	**4,03**
Mopti	119	136	**255**	46,67	53,33	**4,98**
Tombouctou	41	42	**83**	49,40	50,60	**1,62**
Gao	48	50	**98**	48,98	51,02	**1,92**
Kidal	6	22	**28**	21,43	78,57	**0,55**
Total	**2 600**	**2 517**	**5 117**	**50,81**	**49,19**	**100,00**

Source: APEJ, Rapport d'activités 2016

Tableau 4 : Nombre total d'emplois par secteur et par sexe en 2016

Unité : pour cent

Sexe / Secteur	Hommes		Femmes		Non Désagrégé		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif		Effectif		Effectif	
Public	34036	73,52	1906	4,12	10354	22,36	46296	68,89
Privé	17293	82 ,71	3615	17,29	-	-	20908	31,11
Total	**51329**	**76,38**	**5521**	**14,4**	**10354**	**10354**	**67204**	**100**

Source : ONEF Rapport d'activités 2016

Tableau 5: Répartition des emplois privés par tranche d'âge, type de contrat et par sexe en 2016

Groupe d'âge		CDD			CDI			Total
		F	H	Total	F	H	Total	Général
De 15 ans à 40 ans	15 - 24	210	864	1 074	168	704	872	1 946
	25-35	1 296	5 035	6 331	854	3 772	4 626	10 957
	36-40	263	1 583	1 846	231	1 245	1 476	3 322
	Sous total	1 769	7 482	9 251	1 253	5 721	6 974	16 225
Plus de 40 ans		283	2 113	2 396	253	1 669	1 922	4 318
Non déterminée		38	197	235	19	111	130	365
Total général		**2 090**	**9 792**	**11 882**	**1 525**	**7 501**	**9 026**	**20 908**

Source : ONEF Rapport d'activités 2016

Tableau 6 : Récapitulatif des Indicateurs d'activités de l'ANPE selon le sexe en 2016

Désignation	Hommes		Femmes		
	Effectif	%	Effectif	%	TOTAL
Demandes d'emploi enregistrées	10 438	74,5	3 574	25,5	14 012
Placements effectués	3 774	80,1	936	19,9	4 710
Bénéficiaire de projets financés	116	47,0	131	53,0	247
Perfectionnement - reconversion	335	71,6	133	28,4	468
Formation aux modules GERME (CREE, GERME)	40	47,1	45	52,9	85
Formation en Technique de Recherche d'Emploi (TRE) et en informatique	1 029	58,9	718	41,1	1 747
Formation - insertion (Savonnerie, transformation agroalimentaires, etc.)	302	39,1	471	60,9	773
Stage de formation professionnelle	36	40,4	53	59,6	89

Source : DPS/ANPE

Tableau 7 : Répartition des jeunes sélectionnés et formés par cohorte, par région et par sexe en 2016

Régions	Formation PROCEJ vague 2						Formation PROCEJ vague 3					
	Niveau 1			Niveau 2			Niveau 1			Niveau 2		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Kayes	101	118	219	74	74	132	278	247	525	183	137	320
Koulikoro	158	100	258	91	91	175	212	203	415	146	124	270
Sikasso			0	40	40	79			0	67	87	154
Ségou	331	206	537	190	190	322	427	348	775	255	210	465
Mopti	97	144	241	49	49	144	275	275	550	167	163	330
Tombouctou	49	41	90	26	26	54	94	81	175	34	42	76
Gao			0	208	208	650	417	383	800	303	299	602
Kidal	185	446	631	50	50	150	69	170	239			239
Bamako Rive gauche	89	54	143	56	56	91	59	43	102	39	36	75
Bamako Rive Droite			0			0			0	135	119	254
Total	**1 010**	**1 109**	**2 119**	**784**	**784**	**1 797**	**1 831**	**1 750**	**3 581**	**1 329**	**1 217**	**2 546**

Source : Rapport APEJ 2016

Tableau 8 : Répartition des projets reçus en 2016 par trimestre et par sexe

	Effectifs			
	Femmes	Hommes	Groupements	Total
Trimestre 1	71	8	2	81
Trimestre 2	9	54	2	65
Trimestre 3	20	58	2	80
Trimestre 4	0	0	0	0
Total	**100**	**120**	**6**	**226**

Tableau 9 : Évolution des Indicateurs de la formation professionnelle

Indicateurs	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de sortants des Centres de Formation Professionnelle par secteur (primaire, secondaire, tertiaire)	4 531	5 345	8 103	10 914	11 356
Taux de progression de la formation professionnelle en termes de localités couvertes	10	10	24	60	-
Taux de réalisation de la formation des femmes	5	11,3	30,8	18,1	35
Taux de centres équipés	10	23,7	26	64	0
Taux d'augmentation de financement de la formation professionnelle	94	80	73	91	68,60

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

L'expérience a prouvé que la création d'emplois est l'un des moyens les plus efficaces pour répartir équitablement les revenus et une des façons les plus durables pour lutter contre la pauvreté.

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle, une nouvelle vision de la formation professionnelle créatrice d'emploi à travers le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE).

Des actions ont été menées dans ce sens et plus spécifiquement, les mesures et stratégies mises en place sont essentiellement :

- l'insertion des femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- la formation en savonnerie exclusivement réservée aux femmes et groupes vulnérables ;
- l'appui des femmes à la création d'entreprises (PME-PMI) ;
- le quota genre retenu pour toutes les activités de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) ;
- la multiplication des centres d'apprentissage féminin ;
- le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminin ;
- la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles ;
- le développement de la stratégie de l'adéquation formation-emploi ;

- l'accès à la formation professionnelle qualifiante, continue et par apprentissage a été amélioré à travers : (i) la mise en œuvre des projets PROCEJ, FIER, ACEFOR; GCP/MLI/044/LUX et IPOMER ;
- le Projet FIER a élaboré et est en train de mettre en œuvre sa stratégie genre. Au total 169 acteurs ont participé à ces formations dont 125 hommes et 44 femmes soit 26% de taux de participation pour les femmes. Les activités de sensibilisation et de plaidoyer au niveau régional et local et de veille au niveau national ont permis de systématiser la prise en compte des questions de genre dans toutes les activités initiées ;
- à la date du 31 décembre 2016, 202 entrepreneurs ont reçu un crédit auprès des institutions de micro finance. Parmi eux, on dénombre 110 femmes (dont 17 personnes en situation de handicap), soit 54% ;
- dans le cadre du soutien aux instituts de la formation professionnelle du secteur public et privé, le PROCEJ a réalisé (i) les études de dimensionnement de quatre (04) instituts de formations professionnelles correspondant aux principales filières prioritaires pour le projet. Il s'agit de l'IFP de Kayes (filière dans le domaine des mines), l'IFSAB de Banankabougou (filière BTP), l'IFP de Ségou (filière dans le domaine de l'agroalimentaire) et le CFP de Missabougou (filières BTP et agroalimentaire) ; (ii) l'organisation de deux ateliers d'information et d'appropriation du manuel des procédures de gestion du fonds compétitif ; (iii) l'organisation de la formation de type dual pour 118 jeunes dont 86 ont réussi (parmi lesquels 82,89 sont des hommes et 17,11 de sont des femmes) ;
- en 2016, 5 117 jeunes dont 2517, femmes soit 50,81%, ont été sélectionnés et placés auprès des Services Publics, Parapublics, des Organisations Consulaires et Faîtières et des ONG, pour effectuer les stages.

Evaluation des activités genre 2016

3. La Planification et la budgétisation des actions genre

Dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle, les actions genre seront mises en œuvre à travers les programmes suivants :

Programme 2 : Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'emploi

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Etablir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales et les politiques de développement sectoriel	**1.1** Nombre d'emplois crées par les politiques sectoriels	-	40 000	40 000	40 000	1.1.1 Suivi des actions de promotion et de création d'emplois des départements intervenant dans la mise en œuvre de la PNE et son PA 1.1.2. Suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Ouagadougou des Chefs d'État et de Gouvernement sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté. 1.1.3. Activité: Organisation de la bourse de l'emploi
Objectif 2 : **Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois.**	**2.2.** Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle et de stages de qualification	-	3 311	6 000	6 010	2.2.1. établissement et Mise en œuvre des partenariats entre l'ANPE et d'autres institutions publiques en charge de projets et programmes spécifiques générateurs d'emplois ainsi que les cabinets privés de placement. 2.2.2. établissement et Mise en œuvre des partenariats avec les réseaux de micro finances. 2.2.3. établissement et Mise en œuvre des accords de partenariat formels. 2.2.4. Placement de 900 jeunes en stage de qualification professionnelle dans les entreprises privées.

Programme 3 : Formation professionnelle

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

1. Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsi que le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 98‰ en 2012 à 95°‰ en 2013, le taux de mortalité infantile est passé de 58‰ en 2012 à 56‰ en 2013 et le taux de mortalité maternelle est passé de 460 à 368 pour 100.000 naissances vivantes entre 2012 et 2013.

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vous pour les ODD V (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) ne sera pas respecté même au-delà de 2021.

Les déterminants directs de cette situation sont :

- la disponibilité et la qualité des soins prénataux et de l'assistance à l'accouchement ;
- la qualité et le fonctionnement du système de référence/évacuation ;
- la santé de la reproduction y compris la Planification familiale ;
- l'état nutritionnel de l'enfant et de la femme enceinte.

En perspective, les enjeux concernent essentiellement la poursuite de l'Objectif de Développement Durable (ODD3) à savoir ***« Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ».*** Il s'agit entre autres, d'ici 2030 de :

- faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes ;
- éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus ;
- mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles ;
- réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être ;
- assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.

Tableau 1 : Evolution récente de quelques indicateurs du secteur de la santé

Indicateurs	2015	2016
Indice d'assiduité à la CPN	2.13	2.13
Nombre de CSCOM fonctionnels	1241	1294
PMA < 5 Km (%)	58	58
PMA < 15 Km (%)	87	81
Taux d'accouchement par césarienne (%)	2,52	4
Accouchements Assistés (%)	61	66,03*
Nombre de femmes référées	17 815	16 976
Nombre de femmes évacuées	14 736	15 757
Penta3 <12mois (%)	91	94
Taux de prévalence contraceptive PF (%)	12,89	29,53*

Source : MSHP (SLIS), Rapport CREDD 2016. * Chiffre provisoire (Evaluation du budget-programmes)

De nombreux défis restent à relever dans le domaine de la santé comme attesté comme suit :

Dans le domaine des Soins prénataux et assistance à l'accouchement :

L'indice d'assiduité à la CPN est resté stationnaire de 2015 à 2016 (2.13). On note qu'aucune région n'a atteint l'objectif national qui est de 4. Le taux de Td2 + rappel chez les femmes enceintes est de 67% en 2016 contre 65% de couverture en 2015. Ce taux reste inférieur au taux de l'objectif national qui est de 89%. L'accouchement assisté a augmenté de 5 points de pourcentage passant de 61% en 2015 à 66,03% en 2016, le taux de césarienne est passé de 2,52% en 2015 à 4% en 2016 et le nombre de femme référée pour raison maternelle a diminué car il est passé de 17 815 en 2015 à 16 976 en 2016. Pendant la même période le nombre de femmes évacuées est passé de 14 736 en 2015 à 15 757 en 2016 selon le SLIS.

Dans le domaine de la planification familiale :

La majorité des femmes n'ont pas accès à des services de SR de qualité aux différents niveaux de la pyramide sanitaire et particulièrement au niveau communautaire où les besoins restent énormes. La situation des prestataires qualifiés (sages-femmes et infirmières obstétriciennes) reste dominée par une mauvaise répartition géographique et un déficit au plan quantitatif sur le territoire national et au niveau des districts sanitaires. Par ailleurs, bien que des bonnes pratiques et initiatives aient été mises en œuvre çà et là, il reste que celles-ci demeurent expérimentales et ne sont pas dupliquées à échelle dans le pays.

Dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants :

La violence envers les femmes et les filles est un phénomène universel et persistant. L'étude commanditée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille sur les VFF en 2002 assorti d'un plan d'action 2006-2011 a déterminé une typologie des violences d'ordre physique, sexuel, psychologique, psycho-physiologique et institutionnel.

Dans le domaine de l'état nutritionnel des femmes enceintes, des enfants et des nourrissons :

Bien que les progrès de ces dernières années aient permis d'infléchir la tendance à la baisse, les niveaux des indicateurs de la malnutrition demeurent encore élevés et indiquent clairement que la malnutrition reste encore un problème prioritaire de santé publique auquel il faut des réponses adéquates.

2. Les stratégies de réductions des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Les stratégies ou mesures de réduction des inégalités genre en matière de santé s'inscrivent, en général, dans le cadre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS 2014-2023) et plus particulièrement dans sa tranche quinquennale 2014-2018.

Les mesures envisagées par le Ministère en charge de la santé visent à améliorer les indicateurs de santé particulièrement chez la mère et l'enfant.

Pour ce faire, les principaux objectifs chiffrés sont les suivants :

- réduire le ratio de mortalité maternelle de 460 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 46 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2018 ;
- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2018 ;
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CSRéf, EPH) d'ici 2018 ;
- augmenter la prévalence contraceptive de 20% à 30% en 2018 ;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2018.

En vue de l'atteinte des objectifs susvisés, les mesures ou stratégies spécifiques sont :

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- renforcer le système de référence évacuation ;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants;
- lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

b. Evaluation des actions genre 2016

Durant l'année 2016, les efforts du Ministère en charge de la santé ont permis d'atteindre certains résultats dont les principaux, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2 : Soins de santé primaire

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2016	
		2013	214	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : *Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile*						
1.1 Taux d'accouchements assistés	%	55	59	61	63	66,03
1.2. Taux de prévalence contraceptif	%	9,68	12,16	10,89	12,89	29,53
OBJECTIF N°2 : *Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies -non transmissibles*						
2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	%	68	62	35	30	19,23
2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	%	89	99	90	90	94
Objectif N°3 : *Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé*						
3.2 Pourcentage d'infection des sites opératoire dans les CSRéf	%	ND	ND	≤1	≤1	0,37
Objectif N°4 : *Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations*						
4.1. Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an)	%	0,35	0,37	0,35	0,37	0,40
4.2. Taux de disponibilité et d'accessibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCom	%	11	12	17	25	34,10

b.2 Programme 5 : Soins Hospitalier et recherche

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2016	
		2013	2014	2015	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : ***Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile***						
1.1. Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière	**%**	**1,53**	**1,65**	**1,30**	**1,25**	**1,75**
1.2 Taux de mortalité néo-natale intra-hospitalière.	**%**	**6,35**	**5,84**	**5,30**	**5,20**	**7,91**

3. Planification et budgétisation des actions du genre

La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère de la santé et de l'hygiène publique, à travers les programmes suivants :

<u>Programme 2</u> : Soins de santé primaire et lutte contre les maladies

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	66,03%	67%	69%	71%	1.1.1 Prise en charge de la césarienne 1.1.2 Mise en œuvre du paquet minimum d'activités 1.1.3 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.2. Taux de prévalence contraceptif	29,53%	16,89%	18,89%	20,89%	1.2.1 Amélioration de la santé de la reproduction 1.2.2 Réalisation du projet de renforcement de la santé de la reproduction 1.2.3 Promotion de la communication et l'éducation en santé

	1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	1,1%	0,5%	0,5%	0,4%	1.3.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène
Objectif 2 : Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies - non transmissibles	2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	19,23	15	10	8	2.2.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène 2.2.2 Achat de vaccins et consommables
	2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	94%	≥90%	≥90%	≥9%0	2.2.1 Renforcement des capacités opérationnelles

<u>Programme 4</u> : Soins Hospitalier et Recherche

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2018	2019	2020	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,60%	1,20%	1,20%	1,15%	1.1.1 Amélioration des soins hospitaliers 1.1.2 Appui aux fonctionnements des EPH 1.1.3 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.2 Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière	7,91%	5%	5%	4.5%	1.2.1 Amélioration des soins hospitaliers 1.2.2 Appui aux fonctionnements des EPH 1.2.3 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.3. Proportion de résultats d'études publiée sur la santé de la mère et de l'enfant	25	100	100	100	1.3.1 Promotion de la recherche 1.3.2 Appui aux fonctionnements des structures de recherches 1.3.3 Réalisation des études et recherches
Objectif 2 : Réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles	2.1 Proportion de décès attribuée au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH	5,10	4	4		2.2.1 Amélioration des soins hospitaliers 2.2.2 Appui aux fonctionnements des EPH 2.2.3 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène

MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

1 - Les Enjeux genre et gaps à combler

Les grands défis sont relatifs à la recherche de solutions aux causes et aux conséquences du faible niveau de développement humain qui entravent l'épanouissement des personnes (femmes et hommes). Concrètement, il s'agit de la prise en charge de la scolarisation des enfants handicapés par sexe, des personnes démunies (enfants handicapés, femmes démunies seules chargées de famille) et de la promotion de la protection sociale.

Malgré les efforts fournis en matière d'accès des femmes et des filles aux infrastructures socio-économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre des défis demeurent.

Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles au niveau du département en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Scolarisation des enfants handicapés par sexe en 2016 DNDS

Unité : nombre

	Enfants handicapés	Enfants handicapés scolarisés		
Régions	**scolarisés**	**Masculin**	**Féminin**	**Total**
Kayes	6 885	1 432	741	2 173
Koulikoro	1 262	259	170	429
Sikasso	1 845	594	405	995
Ségou	4 281	1 384	1 107	2 491
Mopti	2 972	700	657	1 357
Tombouctou	733	147	174	321
Gao	1 347	277	261	538
Kidal	98	-	-	-
Bamako	4 142	2176	1 434	3 610
Total	**16 680**	**6 969**	**4 949**	**11 918**

Source : Annuaire statistique MASH 2016

Nombre de femmes démunies seules chargées de famille en 2016

Unité : nombre et pourcent

Régions	Femmes enregistrées	Femmes assistées /suivies	% des assistées
Kayes	612	184	**30,07**
Koulikoro	317	187	**58,99**
Sikasso	714	390	**54,62**
Ségou	540	316	**58,52**
Mopti	1 007	761	**75,57**
Tombouctou	1 467	1 141	**77,78**
Gao	994	502	**50,50**
Kidal	579	550	**94,99**
Bamako	3 591	2 081	**57,95**
TOTAL	**9 821**	**6 112**	**62,23**

Source : Annuaire statistique MASH 2016

Nombre d'adhérents et bénéficiaires de l'assurance maladie obligatoire (AMO) en 2016

Unité : nombre

OGD	CMSS				INPS		
Indicateurs	**Homme**	**Femme**	**Total**		**Homme**	**Femme**	**Total**
Nombre d'assurés principaux	103 793	60 487	**164 280**		124 540	55 660	**180 200**
Nombre d'ayant droit	69 271	164 284	**233 555**		92 229	146 525	**336 268**
Nombre d'enfants âgés de 0 – 13ans	73 359	70 460	**143 819**		49 953	47 561	**97 514**
TOTAL	**246 423**	**295 231**	**541 654**		**266 722**	**249 746**	**516 468**

Source /données : Rapport CANAM 2016

Nombre d'indigents bénéficiaires du régime d'assistance médicale (RAMED) en 2016

Unité : Nombre

Qualité de membre	Ouvrant droit		Ayant droit de 0-21 ans		Bénéficiaires de droit	
Sexe	M	F	M	F	M	F
	60 456	22 372	14 101	13 242	623	175
Total	82 828		27 343		798	

NB : bénéficiaires de droit = Établissements de Bienfaisance et pensionnaires des établissements pénitentiaires
Source : ANAM, Rapport annuel 2016

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Face à ces défis, le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire a élaboré et mis en œuvre un certain nombre de politiques, programmes et projets :

- la politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire et son plan d'actions ;
- la politique Nationale de la Protection Sociale et son plan d'actions ;
- la révision et l'adoption de la Politique Nationale de Solidarité en 2016 ;
- l'élaboration du Plan d'Actions de la politique nationale de l'action humanitaire en cours ;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Promotion socio-économique des Personnes Handicapées (2015 -2024) ;
- la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus pour faciliter la réinsertion des populations déplacées ;
- le Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des Populations du nord et du centre (PARSEP/NM) ;
- le Suivi et la consolidation du programme Jigisemejiri et du RAMED en faveur des groupes vulnérables ;
- les reformes en cours pour la mise en place d'un dispositif de Couverture Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique de Lutte contre la Mendicité.

A cela, il faut ajouter la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et du Régime d'Assistance Médicale (RAMED).

b. Situation Genre dans le Secteur 2016 :

Le ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire est issu de la scission en 2000 du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Il a pour mission fondamentale l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté, du développement humain durable, de l'action sociale, de la protection sociale, de l'économie sociale et solidaire, de la promotion des personnes âgées.

Dans tous ces domaines, les programmes et les projets mis en œuvre ciblent de façon particulière les femmes et les filles.

3-La <u>Planification et la budgétisation des actions genre</u>

<u>Programme 2</u> : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Promouvoir l'intégration socio-économique des catégories sociales vulnérables	**1.1** Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages	47,19%	65%	75%	85%	1.1.1 Organisation des sessions de formation sur les thématiques : Genre, technique de communication, santé, planification, leadership, AGR, de paix et de sécurité 1.1.2. Dotation ou renforcement des structures en équipements et en infrastructures.
	1.2. Nombre d'études et recherche réalisées sur les phénomènes du vieillissement	11	4	3	3	1.2.1. Appui en équipements pour la mise en œuvre d'AGR 1.2.2. Appui des organisations féminines en montage de microprojets et orientation vers les structures de micro finances 1.2.3. Suivi/évaluation de l'utilisation des fonds octroyés 1.2.4. Appui à la création d'entreprises féminines Suivi/évaluation des entreprises créées

Objectif 2 : Renforcer l'action humanitaire	2.1. Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	73,63%	90%	95%	97%	2.1.1. Traduction en langues nationales, multiplication et diffusion des textes juridiques sur les droits de la femme 2.1.2. Information, Education et communication sur les droits des femmes les textes de l'OHADA, le commerce transfrontalier et de l'utilisation des services d'assistance 2.1.3. Célébration des événements spéciaux : (06 Février, 08 Mars, 31 Juillet, 15 Octobre, 25 Novembre) 2.1.4. Organisation des espaces de contacts sur la situation des femmes. 2.1.5 Organisation de débats intergénérationnels au niveau national et régional.
	2.2. Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophe suivies	89,39%	90%	95%	98%	2.2.1. Organisation des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentativité des femmes dans les instances nationales, sous régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant. 2.2.2. Information et sensibilisation pour l'application de la loi sur la promotion du genre (loi 2015- 052) 2.2.3. Assistance technique (coaching, formation) aux femmes élues. 2.2.4. Sensibilisation pour l'émergence des femmes au sein des partis politiques
Objectif 3 : Promouvoir la mobilisation sociale de la	3.1 : Nombre de personnes ayant assisté aux séances d'IEC	483 376	3 500 000	100 000	1 200 000	

population autour des programmes socio-sanitaires	3 .2 : Nombre de groupes d'animation appuyés	5 549	45	6 000	6 500	

<u>Programme 4</u> : Lutte contre la pauvreté

Le premier objectif de ce programme contribue à la mise en œuvre de la PNG et visent à améliorer l'accès des femmes aux micros crédits.

<u>Objectifs Spécifiques</u> :

Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines.

INDICATEURS	Réf.	CIBLE			Activités 2018
	2016	2017	2018	2019	
1.1. Pourcentage d'infrastructure socio collectives et productives réalisées ;	5%	30%	30%	20%	1.1.1. Réalisation d'infrastructures socio collectives et productives ;
2.1. Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	3	3	3	3	2.1.1. Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable (ODHD).

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

1. Les enjeux -genre

Globalement il s'agit d'éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille à travers, entre autres, l'accès à un logement décent et des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement, la sécurisation foncière, l'accès de la femme à la terre et la prise en compte des femmes chefs de ménage, veuves, divorcées ou mariées dans l'attribution des logements sociaux.

2 .Les Stratégies de réduction d'inégalités liées au genre

a. Les mesures ou stratégies spécifiques

- le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Affaires Foncières a initié et mis en œuvre un vaste programme de construction de logements sociaux. Il a aussi initié d'autres projets comme : le Projet «Villes du Mali sans Bidonvilles » et le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM).

Concernant le 1er Projet, des actions ont été menées dans dix (10) villes du Mali. Dans ces villes, les femmes représentent près de 70% des populations. Dans ces Bidonvilles où les conditions de vie et de travail sont très pénibles pour les femmes et leurs enfants, des actions ont été menées pour les sensibiliser et les appuyer à accéder à des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement.

Le 4ème Projet Urbain du Mali est déjà en avance en ce qui concerne la prise en compte des femmes. Pour tous les appuis apportés aux collectivités par ce projet, le taux de 50,4% de femmes bénéficiant des avantages est fixé comme indicateur de performance.

b. Evaluation des activités genre

La PNG est mise en œuvre par le Ministère de l'habitat et de l'Urbanisme à travers son programme budgétaire N°2 : « développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires ». L'objectif est de faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.

Compte tenu des difficultés liées aux financements de l'habitat, dû d'une part à la faiblesse des moyens financiers de l'état, et d'autre part à la réticence par les banques d'investir dans le financement à long terme, cet objectif n'a pas connu une amélioration significative.

c. La planification et budgétisation des actions genre

Les activités genres du département relèvent de l'objectif 3 du programme 2 qui vise à augmenter le nombre de femmes ayant accès aux logements sociaux par l'organisation des femmes en coopératives, la définition d'un quota pour les femmes dans le cadre de la distribution des logements sociaux et la sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux coopératives d'habitat.

En conclusion, le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Affaires Foncières continue d'accorder une place privilégiée aux femmes dans l'acquisition des logements sociaux.

Objectifs	**Indicateurs**						**Activités 2017**
	Libellés	**Réf**	**Cibles**				
		2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	
Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes	Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	47%	47%	50%	50%	50%	Evaluation de l'impact du genre dans le processus d'attribution de logements sociaux

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1- Les Enjeux genre et gaps à combler

L'un des défis du développement équitable et durable est l'accès au service de l'énergie en vue d'alléger la charge de travail des femmes et d'améliorer leur revenu.

En dehors du besoin universel d'accéder à l'éclairage moderne, les femmes en milieu rural et péri- urbain ont des besoins énergétiques spécifiques pour :

- l'allègement des tâches domestiques (décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, irrigation, etc..) ;
- la modernisation/ développement d'activités génératrices de revenu ;
- la facilité d'accès aux soins modernes de santé et à l'éducation.

Ainsi, l'installation des plateformes multifonctionnelles et des projets à candidatures spontanées d'électrification rurale permet d'améliorer les conditions de vie des femmes à travers les moulins et décortiqueuses, par l'allégement des tâches quotidiennes, la production de biocarburant au niveau local qui occasionne des activités génératrices de revenus pour les femmes, notamment la fabrication du savon.

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques

Créée par l'Ordonnance n°02-060/P-RM du 05 juin 2002, l'AMARAP est l'Organisme chargée de la mise en œuvre de la règlementation en matière de radioprotection (Sureté et Sécurité radiologiques et nucléaires) afin d'assurer la protection des personnes et de l'Environnement contre les effets néfastes des radiations ionisantes. A ce titre, les activités de promotion se rapportant aux ressources énergétiques et aux ressources en eau ne font pas partie de ses missions statutaires.

Toutefois, dans le cadre de certaines de ses activités, notamment celles relatives aux formations du personnel, l'aspect genre est pris en compte par l'AMARAP.

1. ENJEUX - GENRE

L'AMARAP compte à ce jour 26 agents dont 09 personnels féminins soit 34,61%. Parmi les 09 personnels féminins, 05 sont dans les départements techniques et 04 dans l'administration.

2. STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Dans le cadre de la formation initiale en radioprotection, les candidatures féminines sont encouragées et privilégiées au moment de la sélection, en tenant compte du niveau académique exigé. La sélection définitive est faite par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Dans cette optique, sur quatre personnels techniques féminins dont disposait l'AMARAP avant juin 2017, deux ont déjà bénéficié d'une formation de 5 mois à l'étranger. La dernière venue courant l'année 2017 est en attente de sa titularisation.

Dans les dispositifs organisationnels notamment ceux se rapportant aux contrôles/inspections des structures, renforcement des capacités à travers des formations, l'aspect genre est pris en compte.

a- Evaluation des activités genre 2016

Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP)

Une femme est proposée pour la formation initiale en radioprotection pour une durée de 05 mois au Maroc courant l'année 2018. D'autres femmes participeront à des ateliers / séminaires d'une à deux semaines dans d'autres pays. La prise en charge est assurée par l'AIEA.

Laboratoire National des Eaux

L'effectif du Laboratoire National des Eaux : 52 dont 18 femmes.

Le Laboratoire National des Eaux est structuré en trois services et une agence comptable :

- le poste de directeur adjoint est occupé par femme ;
- sur quatre chefs de service, deux sont occupés par des femmes.

Les activités suivantes ont été réalisées dans le cadre genre :

- l'adhésion des femmes du laboratoire national des eaux au REMAFPEA (réseau malienne des femmes professionnelles de l'eau et de l'assainissement) ;
- à ce effet nous avons eu a participé dans plusieurs activités du réseau :
- la quinzaine de l'environnement des activités de reboisements et de fixation des poubelles respectivement à Sébénicoro, Kalabancoura et à Sotuba. C'est l'école SEBE 2 à Sébénicoro qui a abrité la journée des plantations d'arbres par le réseau.

Au total près d'une soixantaine de pieds d'arbres ont été planté et 12 poubelles fixées pour ordures au monument du Général SOUMARE à Sotuba en Commune I et à Kalanbancoura en Commune V.

- Participation au lancement du programme Eau Potable et Assainissement (PEPA) du CNCIEPA/WASH (Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement) et son partenaire GIZ à la remise d'un système WATA (standard) pour la chloration de l'eau aux femmes des communes lauréates.

2 : « Développement des ressources énergétiques ».

Le taux national d'accès à l'électricité est passé de 34,89% en 2014 à 36% en 2015 sans pour autant atteindre l'objectif visé qui était de 37,9%.

En milieu urbain, le taux d'accès a connu une augmentation de près de 9 points de pourcentage en passant de 71,2% en 2014 à 80% en 2015 contre un objectif dépassé de 0,6%. En milieu rural, le taux d'accès à l'électricité est en légère baisse passant de 17,39% en 2014 à 16,57% en 2015.

La part des énergies renouvelables dans le bilan énergique est en régression en passant de 8% en 2014 à 3,9% en 2015.

La consommation du gaz butane est passée de 8,79% en 2014 à 9,34% en 2015.

Ci-dessous les actions genre du Ministère de l'Energie réalisées en 2015.

Programme 2 : Développement des ressources énergétiques

Objectif 1: Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
1.1 Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	%					
National		31,74	32,43	34,89	37,9	36
Urbain		68	67	71,2	72,4	80
Rural		17,78	17,19	17,39	21	16,57
1.2 taux de progression de nouvelles abonnées AMADAER		-67,8	-97,6	-	-2	3,12
1.3 nombre de nouvelles localités raccordées au réseau interconnecté		-	-	0	2	2

OBJECTIF 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
2.1 taux de déploiement des énergies renouvelables	%	5	6	8	10	3,9
2.2 Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	%	14,62	9,7	8,79	30	9,34

Il est à signaler que la satisfaction des besoins énergétiques du pays se poursuit. Le taux d'accès à l'électricité en milieu rural n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en raison du retard dans les investissements.

3- La Planification et Budgétisation des actions genre

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme2 : « Développement des ressources énergétiques». Il s'agit de :

- satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité et à moindre coût ;
- assurer la promotion des énergies nouvelles et renouvelables par la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés, la sensibilisation pour une meilleure utilisation du gaz butane, de l'énergie solaire et du charbon amélioré.

<u>Programme 2</u> : Développement des ressources énergétiques

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf 2016	CIBLES			
			2017	2018	2019	
1. Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût	1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	national : 38%	40%	44%	49%	1.1.1. Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV….) d'énergie électrique
		urbain : 83%	86%	89%	93%	1.1.2. Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés.
		rural : 23%	25,62%	31,23%	38,67%	1.1.3. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté
2. promouvoir les énergies renouvelables et de substitution	2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée)	5%	10%	17%	19%	2.1.1. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé ;
						2.1.2. Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR ;
						2.1.3. Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie en milieu rural et péri - urbain ;
	2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	30%	35%	15%	20%	2.2.1. Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1. Les Enjeux genre et gaps à combler

Les résultats des Enquêtes Agricoles de Conjoncture (EAC) de 2014-2015 à 2016-2017 permettent de constater une situation satisfaisante en matière mise en œuvre de la Politique Nationale Genre dans les domaines de l'attribution des parcelles agricoles, de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides), au crédit et aux équipements agricoles. Ainsi, sur un total de 3 216 337 propriétaires de parcelles, 454 085 parcelles agricoles appartiennent aux femmes, soit 14 %.

Les femmes représentent 21 % des bénéficiaires d'engrais subventionnés (173 988 sur 842 436). Quant aux exploitants (femmes) ayant accès au crédit agricole, le taux est passé de 6 % en 2014-2015 à 12 % en 2016-2017.

Cependant, le nombre de femmes propriétaires de parcelles de riz n'a pratiquement pas évolué. Seulement 3% des femmes bénéficient de parcelles de riz.

2-Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

- Document de Politique Foncière élaboré en 2015 ;
- Loi n°2017-001 du 11 avril 2017 portant sur le foncier agricole, qui prévoit des avantages accordés aux femmes, aux jeunes et aux couches vulnérables par :
  - la reconnaissance des droits collectifs et individuels ;
  - l'octroi de 15% des terres aménagées par l'Etat ou les Collectivités Territoriales, et ;
  - l'augmentation de la représentativité des femmes dans les commissions foncières, notamment les femmes rurales.

a-*Evaluation des actions- genre 2016*

3- La Planification et la budgétisation des actions genre

Programme 2 : Appui au Monde Rural

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Référence 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 1 : Accroitre la production et la productivité Agricoles à travers l'intensification	1.1. Taux d'accroissement des productions céréalières	10%	11%	9%	9%	1.1.1 : Evaluation des techniques et technologies agricoles appropriées introduites auprès des producteurs et des productrices
						1.1.2 : Poursuite du renforcement des capacités (formation, équipements, etc.)
						1.1.3 Entretien des réseaux d'irrigation et les pistes rurales 1.1.4 Poursuite de la facilitation de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides) et aux équipements agricoles. 1.1.5 : Poursuite de l'appui aux femmes et jeunes ruraux pour l'acquisition des matériels et équipements agricoles
Objectif 4 : Promouvoir et diversifier Les filières agricoles	4.1 : Nombre de filières organisées 4.2 : Nombre d'OP Formées par filière	220	220	320	420	4.1.2 Appui à la mise en œuvre du plan d'action des filières 4.2.1 : Poursuite de la formation des OP par filière sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation 4.2.2 : Poursuite de la réhabilitation du Centre de conditionnement des semences de pomme de terre

Programme 3 : Aménagement et équipement rural

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	LIBELLE	Réf. 2016	CIBLES			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Moderniser et augmenter le niveau d'équipement des producteurs ruraux	3.1 : Nombre d'unités d'exploitations agricoles(UPA) équipés	39 920	21 000	22 654	18 687	3.1.1 Equipement des producteurs et productrices en matériels agricoles
						3.1.2 Formation des producteurs et productrices sur le matériel de culture attelée
	3.2 : Nombre d'UPA équipées de tracteurs	100	100	100	-	3.2.1 Suivi des Equipements motorisés et des techniques agricoles adaptées dans le domaine agricole.
						3.2.2 Formation des producteurs et productrices sur les matériels motorisés

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1. Les Enjeux genre et gaps à combler

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre à travers les programmes du Ministère de l'Elevage et de la Pêche.

Les enjeux des sous-secteurs Elevage et Pêche sont relatifs :

- à la mise en œuvre de la politique foncière ;
- à l'accroissement de la contribution des sous-secteurs de l'Elevage et de la Pêche au PIB respectivement de 19 à 30% et de 4,2 à 10% sur une période de 10 ans ;
- à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en mettant à leur disposition des protéines d'origine animale de qualité ;
- au faible niveau d'organisation et d'équipements des femmes des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche ;
- à la faible possession du cheptel par les femmes (9%) ;
- à la faible possession du gros bétail par les femmes : elles sont surtout présentes à 90% dans l'élevage du petit ruminant (ovins, caprins, porcins) contrairement aux hommes (l*e nombre moyen de bovin est de environ 8 par exploitation, cet effectif des bovins est quasiment détenu par les hommes dans toutes les régions, dépassant les 90%.(source : EAC 2013-2014).*

2-*Les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre*

Les mesures spécifiques

Plusieurs actions ont été réalisées visant à promouvoir l'approche sectorielle dans ce secteur en 2016, parmi lesquelles, on peut notamment citer l'élaboration de la Politique Foncière et l'adoption du projet de Loi Foncière Agricole constitue des instruments majeurs pour conduire les réformes foncières en milieu rural.

Une des innovations de la Loi Foncière Agricole réside dans la décentralisation de la gestion foncière et la création d'institutions foncières locales avec lesquelles les autorités coutumières doivent « composer ». Le nouveau cadre devrait aboutir à la mise en place d'une procédure obligatoire pour tenter de concilier les conflits avant qu'ils ne soient portés devant un tribunal et l'instauration de mesures de discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes pour favoriser l'accès aux ressources foncières.

Les avantages accordés aux femmes, aux jeunes et aux couches vulnérables sont : (i) la reconnaissance des droits collectifs et individuels, (ii) l'octroi de 15% des terres aménagées par l'Etat ou les Collectivités Territoriales et (iii) l'augmentation de la représentation des femmes dans les commissions foncières, notamment les femmes rurales.

3-*L'évaluation des activités genre 2016-2017*

Développement des Productions et des Industries Animales

Beaucoup d'activités de renforcement des capacités sont menées dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de la Direction Nationale des Productions et Industries Animales en faveur des femmes:

- la distribution de 977 coqs améliorateurs « Wassachiè » dans la commune de Kouniana, cercle de Koutiala, région de Sikasso à 807 femmes soit 82,60 % et à 170 hommes soit 17,40 %. Ces 17,40 % d'hommes sont tous des jeunes, ce qui ramène la part des jeunes à 17,40% ;
- organisation d'ateliers d'embouche et de ventes promotionnelles d'animaux au profit de 33 sociétés coopératives pastorales, et 4 groupements et associations de femmes de la zone du Sahel occidental à l'occasion des fêtes religieuses ;
- dotation de 203 ménages vulnérables de Nara en noyaux de petits ruminants et traction asine en zone PRODEZEM (1 218 petits ruminants et de 203 ânes) ;
- dotation de 1 500 ménages très pauvres des cercles de Gao et Bourem en noyaux de petits ruminants (9032 têtes) et en aliment bétail à travers l'appui de la FAO ;
- la formation de 200 femmes avicultrices, aux bonnes techniques d'élevage, dans la commune de Kouniana, (Koutiala).

Aperçu sur les appuis accordés par le PRODEZEM aux Femmes Transformatrices du Lait (FTL)

Groupements	Equipements de départ	Formation	Coût Petits Equipements pour la formation	Coût chaine de froid	Coût Equipements de bureau	Coût Total
Nara	1 779 405	500 000	400 000	0	0	2 679 405
Goumbou	1 779 405	575 000	400 000	1 651 333	321 500	4 727 238
Dilly	1 779 405	675 000	400 000	1 651 333	295 900	4 801 638
Guiré	1 779 405	775 000	400 000	0	381 000	3 335 405
Mourdiah	1 779 405	775 000	400 000	0	415 650	3 370 055
Ballé	1 779 405	925 000	400 000	1 651 334	643 500	5 399 239
TOTAL	**10 676 430**	**4 225 000**	**2 400 000**	**4 954 000**	**2 057 550**	**24 312 980**

Source : PRODEZEM 2016

Nara : construction mini laiterie et équipements 55 500 000 F CFA

Guiré : réhabilitation mini laiterie 25 800 000 F CFA

Champ solaire pour la chaine de froid pour les groupements de Mourdiah, Guiré, Dilly (réhabilitation) 6 000 000 F CFA.

Dotation de 500 ménages vulnérables en noyaux de petits ruminants (113 Millions de FCFA) sur lesquels 215 femmes (49 Millions de F CFA) en ont bénéficié. En plus des petits ruminants, ces ménages ont été dotés :

500 ânes et 500 charrettes destinés au transport d'eau et de fourrages pour un coût de plus de 100 Millions de FCFA.

Dotation des six (6) groupements de femmes en motos tricycles pour la collecte, le transport et la vente du lait et des produits laitiers transformés pour un coût total de près de 16 Millions de F CFA.

Au total près de 220 Millions de F CFA ont été investis dans la promotion des femmes.

Quelques indicateurs de résultats

Indicateurs :	Unité de Mesure	Période			2016	
		2013	2014	2015	Prévis.	Réalisations
1. Taux d'accès aux appuis des 300 organisations et coopératives de producteurs et productrices encadrés.	%	25	35	65	65	65
2. Le nombre de professionnelles des filières de productions animales formées et équipées	Nombre	-	1 924	889	2 023	2 023

Source : DNPIA 2016

Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

Les activités de renforcement des capacités sont menées dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de la Direction Nationale des Productions Halieutique et Aquacole en faveur des femmes :

Femmes et Pêche

Les femmes interviennent dans tous les maillons de la chaine de valeur poisson à différents degrés.

La transformation du poisson concerne environ 90% des produits de la pêche et de la pisciculture, commercialisés à l'état frais (Groupe de Sécurité Alimentaire, Interventions stratégiques dans la pisciculture au Mali, 2014). Les techniques de transformation traditionnelle sont surtout le fumage, le séchage, le brûlage et le salage. La transformation du poisson est la tâche de femmes. Généralement il s'agit des femmes des pêcheurs. Mais la transformation du poisson devient de plus en plus une activité indépendante du cadre familiale. Le nombre d'acteurs impliqués dans la transformation de poisson est estimé à 106 833 personnes, dont 96 041 (90%) sont des femmes. Sarro, A., Analyse de la filière/chaîne de valeur ajoutée « Poisson » au Mali, 2016, p. 19). Elles sont propriétaires des équipements utilisés pour les activités de transformation et elles travaillent individuellement ou regroupées en associations. Les transformatrices génèrent la plus grande partie de leur revenu à travers ces activités.

Différents programmes du sous-secteur intervient dans le domaine de la transformation par l'appui aux femmes transformatrices en équipement de transformation et par la formation des femmes transformatrices en techniques de transformation du poisson et les bonnes pratiques d'hygiènes des produits de la pêche et de la pisciculture.

On peut citer les actions du PRODEFA à Sikasso, de l'appui de la coopération allemande dans la région de Mopti, des équipements de transformation aux femmes transformatrices des régions de Tombouctou et de Gao à travers le PDREGDE/ABN et le PGIRE /OMVS dans les régions de Kayes.

Plusieurs ONG interviennent également dans l'appui des femmes dans le domaine de la production et de la transformation du poisson, il s'agit aussi de ceux financés par ONU FEMMES dans la région de Koulikoro à travers la production de poisson des cages flottantes et la mise en place d'une unité de transformation pour la coopérative Femme en action de Kalaban-coro. L'ONG al Farouk a appuyé les femmes par l'octroi de bacs hors sols pour la pisciculture familiale.

La commercialisation du poisson : les commerçants (grossistes et détaillants) de poisson sont majoritairement des femmes. Le poisson frais est surtout vendu par les femmes (les mareyeuses). Le nombre d'acteurs impliqués dans la commercialisation est estimé à 61 632 personnes, dont 48 193 (78%) sont des femmes, Analyse de la filière/chaîne de valeur ajoutée « Poisson » au Mali, 2016, p. 21).

L'intervention des femmes dans les maillons de production, transformation et commercialisation des produits de pêche n'est pas encore estimée en volume d'activités financière, de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Vu le nombre évoluant dans le secteur on peut l'estimer à plusieurs dizaines de milliards de FCFA et plusieurs milliers d'emploi sur le territoire nationale.

L'intervention des femmes dans les maillons de production transformation et commercialisation des produits de pêche n'est pas encore estimée en volume d'activités financière, de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Vu le nombre évoluant dans le secteur on peut l'estimer à plusieurs dizaines de milliards de FCFA et plusieurs milliers d'emploi sur le territoire nationale.

4- La Planification et la budgétisation des actions genre 2018

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre à travers les DPPD-PAP 2018 des programmes 2 et 3 du Ministère du de l'Elevage et de la Pêche.

Programme 2 : Développement des Productions et des Industries Animales

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf.	Cibles			
			2018	2019	2020	
Renforcer les capacités techniques et d'intervention des professionnels du sous-secteur de l'élevage	1. Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant bénéficié d'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions.	70%	75%	80%	85%	1 : Formation de 540 producteurs et 60 encadreurs en aviculture (techniques de production d'œufs, de chair et aviculture traditionnelle améliorée) 2 : Formation de 2 500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes.
	2. Nombre de professionnelles des filières de productions animales encadrées formés et équipés	20%	25%	30%	35%	Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unités Wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)

<u>Programme 3</u> : Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf.	Cibles			
			2018	2019	2020	
Développer et promouvoir les productions halieutiques et aquacoles	1. Quantité de poissons produits	34 808	44 000	48 000	50 000	1. Collecte, traitement et diffusion des informations et des données statistiques du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture
						2. Diffusion des techniques de pisciculture
	2. : Quantité de poissons exportés	6 797	9 000	10 000	11 000	1. Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENTET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

I. LES ENJEUX - GENRE

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement ;
- l'insuffisance d'une option sociale qui démontre une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières.

Aussi, il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

2.1. Les mesures spécifiques

Au MEADD, il existe deux Projets/Programmes qui identifient les lignes directrices de la prise en compte des femmes. Il s'agit du : (i) Projet Gestion Décentralisé des Forêts (GEDEFOR) (Phase II), et (ii) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN). Le GEDEFOR II à travers sa composante 2, articule sa démarche autour des actions suivantes :

- identifier, organiser et rendre compétitive les filières porteuses de produits forestiers ligneux et non ligneux ;
- renforcer le contrôle de l'accès aux ressources ligneuses à l'aide des mesures incitatives (exploitation contrôlée) et des mesures coercitives (exploitation incontrôlée) ;
- faciliter l'accès des productrices et producteurs ruraux aux prêts des caisses de crédits et d'épargne existantes dans les zones choisies ;
- renforcer les capacités des productrices et producteurs dans la gestion des caisses associatives.

Quant au PDD-DIN, l'atelier d'échanges sur l'élaboration de sa Stratégie Genre et son Plan d'Actions de novembre 2014 a permis de fixer un certain nombre de mesures à entreprendre dans le cadre de la prise en compte des femmes dans les activités du Programme.

La CTC-PDD-DIN a veillé à la prise en compte effective des femmes et des jeunes au niveau des différents organes déconcentrés, c'est à dire les cadres de concertation locaux et les commissions communales et intercommunales constituant des instances de décision, de coordination et de suivi du PDD-DIN. Le nombre de femmes au sein des organes déconcentrés de suivi du PDD-DIN est de :

- CROCSAD/Mopti : sous- commission/Economie Rurale, 33 membres dont 05 femmes ;
- Cadre de Concertation Locale/Mopti : 10 membres dont 04 femmes ;
- Comité Intercommunal de Suivi/Mopti : 08 membres dont 03 femmes ;
- Cadre de Concertation Locale/Djenné : 11 membres dont 04 femmes ;
- Comité Intercommunal de Suivi/Djenné: 15 membres dont 05 femmes.

Aussi, elle a entrepris des activités de renforcement de capacités des femmes concernant l'ensemble des AGR (maraichage, embouche paysanne, aviculture etc.) et en perspective la formation en alphabétisation fonctionnelle des membres du comité de gestion de 19 groupements de femmes des périmètres maraîchers encadrés par le Programme, soit 190 femmes des Cercles de Ké-Macina, Djenné, Mopti, Ténenkou, Youwarou, Goundam et Niafunké, afin de contribuer à l'amélioration de leurs capacités technique et organisationnelle, en vue de leur autonomisation.

A cet effet, en moyenne, 60 femmes participent au partage des bénéfices au niveau de chaque jardin maraîcher. Un minimum de 1 320 femmes sont regroupés sur 22 Périmètres maraîchers implantés. 950 femmes pour d'autres types d'activités : aviculture, fabrique de savon, apiculture, embouche paysanne et micro crédit.

2.2. Evaluation des activités genre 2016

Au niveau du programme n°2 : « Amélioration du Cadre de Vie », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises ont contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement. Il faut noter que, les projets et programmes comme le Projet d'Appui aux Communautés Urbaines du Mali (PACUM) et la GIZ apportent des appuis dans la réalisation des caniveaux et l'aménagement des collecteurs dans les régions.

Aussi, le taux de réalisation des latrines dans les lieux publiques est satisfaisant grâce aux efforts de sensibilisation.

Au niveau du programme n°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menée par les programmes Gestion Décentralisation des Forets (GEDEFOR II) et Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF qui est lié l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

2.3. Planification et budgétisation des actions Genre 2017

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes 2 et 4 du Département.

Programme 2 : Amélioration du Cadre de Vie

Objectif	Indicateurs						Activités 2018
	Libellé	Réf	Cibles				
		2016	2017	2018	2019	2020	
Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	**1.1 :** Pourcentage de ménages utilisant des latrines améliorées	24%	30%	35%	40%	50%	1.1.1. Organisations des réunions techniques statutaires
							1.1.2. Mission de suivi et de supervision
							1.1.3. Organisation de journées de sensibilisation (déchets liquides)
							1.1.4. Promotion (intermédiation sociale, subvention) des latrines familiales améliorées

	1.2 : pourcentage de ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain)	50%	60%	70%	80%	100%	1.2.1. Organisations des réunions techniques statutaires
							1.2.2. Mission de suivi et de supervision
							1.2.3. Promotion des poubelles
							1.2.4. Contrôle de la conformité de la gestion des déchets solides par les ménages (poubelles)

Commentaire : A travers ce programme, nous constatons une progression des pourcentages des ménages utilisant les latrines améliorées et des ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain) et du cout cela permettrait une amélioration du cadre de vie desdits ménages.

Programme 4 : Protection et conservation de la nature

Objectif	Indicateurs						Activités 2018
	Libellé	Réf	Cibles				
		2016	2017	2018	2019	2020	
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	**INDICATEUR 4.1** Taux de réalisation: - Des séances de CCC - Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	- 84,60%	85% 85%	100% 100%	100% 100%	100% 100%	4.1.1. Réalisation des séances de CCC 4.1.2. Réalisation de formation des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques

Commentaire : de plus en plus une performance est constatée dans l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF) à travers les appuis financiers, les formations et les encadrements.

MINISTERE DU COMMERCE

1 - Les enjeux du genre :

Au niveau du département, les enjeux concernent :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux moyens de production etc.

2 - Les stratégies de réductions des inégalités liées au genre :

Ces stratégies découlent des mesures ci-après :

a. Les mesures spécifiques

Le secteur du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La majeure partie des acteurs dans ce domaine est majoritairement féminine.

Ainsi, le projet cadre intégré vise d'une manière générale à l'intégration du Mali à l'économie mondiale à travers le développement des filières porteuses notamment celles de la mangue, du beurre de karité, des amandes, de la gomme arabique et des séances de renforcement de leurs capacités.

Ainsi, des actions spécifiques ont été menées dans les deux domaines en faveur des femmes.

b. **Evaluations des activités genre 2016**

MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE – RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	ACTIVITES	2016	
		Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
01	Appui à l'exploitation d'une unité de transformation de fruits à **Yanfoîla (UTRAFRUY)** en faveur des femmes du cercle de **Yanfoîla**	100	91 279 584
02	Participation des femmes au Salon international de l'Agriculture (SIA) de paris	04	29 988 000
03	Participation à l'Alliance Mondiale sur la karité	21	24 988 000
04	Participation à la Foire conférence internationale de Dakar (FDAK) Décembre 2016	37	24 897 643

N°	ACTIVITES	2016	
		Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
05	Formation des transformateurs en technique de séchage, et initiation aux normes de qualité, de sécurité, gestion de la coopérative des femmes	120	10 000 000
06	Mise en place du système de gestion de la qualité dans les PME de transformation agricole (coopératives des femmes)	75	38 068 684
07	Coopérative des productrices de karité de Zantiébougou (COPROZAN) pour le beurre et autres dérivés du karité de compte au bénéfice des femmes	1500	4 368 717
08	Appui à l'acquisition de petits matériels de maraîchage pour les femmes a l'occasion de la Journée Internationale de la Femme Rurale	20	3 000 000
09	Appui à la mise en place de groupements de femmes actrices de la filière gomme arabique	65	15 000 000
10	Formation 19 femmes en techniques d'exploitation de la gomme arabique	19	20 000 000
11	Formation des femmes aux techniques de pisciculture et mis à disposition des étangs	60	17 028 120
TOTAL GENERAL			**278 618 748**

c) PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS 2018

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre par le programme **N°2** du Ministère du Commerce à travers l'Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré.

Objectifs	Indicateurs					
	Libellés	Réf	Cibles			
		2016	2017	2018	2019	2020
Contribuer au développement et à la promotion des exportations	1.1 : Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités d'offre	100%	100%	100%	100%	100%

N°	ACTIVITES 2018	PREVISIONS ET CIBLES			
		2017		2018	
		Nombre de Femmes bénéficières de renforcement	Montant FCFA (Dépenses)	Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
01	Participation des femmes au Salon international de l'Agriculture (SIA) de paris	04	17 383 500	5	17 383 500
02	Participation à l'Alliance Mondiale sur la karité	25	4 885 000	25	20 000 000
03	Participation à la conférence internationale sur la certification à Abidjan (RCI)	5	8 000 000	5	8 000 000
04	Participation à la Foire conférence internationale de Dakar (FIDAK)	43	24 897 643	43	12 417 000
05	Participation à la Foire Exposition de Bamako (FEBAK) Décembre 2015 et 2017	5	565 000	-	-
06	Mise en œuvre du programme de durabilité en faveur des acteurs de la filière karité en collaboration avec ICCO et SOATAF : 20 000 femmes formées sur l'amélioration de la qualité des amendes, 23 magasins de stockage construits.	20 000	40 000 0000	20 000	40 000 0000
07	Mise en place d'une unité de transformation de beurre de karité dans les cercles de Dioila pour une association de femmes.	110	14 000 000	110	14 000 000
08	Mise en place du système de gestion de la qualité dans les PME de transformation agricole (coopératives des femmes)	75	45 566 741	-	-
09	Coopérative des productrices de karité de Zantiébougou (COPROZAN) pour le beurre et autres dérivés du karité de compte au bénéfice des femmes	1500	19 788 941	-	-
10	Appui à l'acquisition de petits matériels de maraîchage pour les femmes a l'occasion de la Journée Internationale de la Femme Rurale	20	3 000 000	20	3 000 000
11	Formations des membres de la coopérative des femmes de beurre de karité de Tioribougou (cercle de Kolokani) sur les techniques de production de beurre de karité	50	3 000 000	-	-
12	Organisation de deux sessions de formation sur les techniques de production du beurre de karité	100	8 000 000	100	8 000 000
13	Appui à la mise en place de groupements de femmes actrices de la filière gomme arabique	65	15 000 000	65	15 000 000
14	Formation des femmes en techniques de maraîchage (gomme arabique	260	20 000 000	260	20 000 000
15	Formation des femmes en technique de conduite de pépinière (gomme arabique)	260	20 000 000	260	20 000 000
TOTAL GENERAL		**22 312**	**564 703 325**	**793**	**529 800 500**

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1- ***Les Enjeux genre et gaps à combler***

La Constitution du Mali garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. C'est ainsi que notre pays dispose depuis 2010 d'une Politique Nationale Genre (PNG) qui constitue le cadre global de référence en matière de promotion d'égalité homme-femme, fille et garçon.

En effet cette Politique préconise dans ses orientations, la prise en compte du genre comme principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques.

Les Lois de la République du Mali ne contiennent aucune disposition discriminatoire entre l'homme et la femme en ce qui concerne leur droit inaliénable au travail.

Cependant, les femmes ne représentent que 31,16% des effectifs de la fonction publique. Cet écart est plus accentué au niveau de la catégorie A où elles ne représentent que 16,54%. C'est au niveau de la catégorie B1 que les femmes sont majoritaires avec 52,34%.

Sur les 750 agents recrutés dans la Fonction Publique en 2016 par voie de concours 513 étaient des hommes soit environ 68,73% et 237 femmes soit 31,27% environ. Les femmes étaient majoritaires au niveau de la catégorie B1. 28 personnes en situation d'handicap ont été recrutées dont 07 femmes soit 30,33% et 21 hommes 69,67%.

Au niveau des postes électifs, il ressort aussi qu'au Mali, sur 147 Députés, 14 seulement sont des femmes, 07 Conseillers Nationaux femmes contre 68 hommes, 11 femmes maires contre 634 hommes (dernières élections). Quant aux postes nominatifs à titre d'exemple, on compte 08 femmes sur 35 ministres dans l'actuel Gouvernement.

La situation n'est point meilleure au niveau des postes nominatifs au sein du département, qui se présente comme suit à titre exemple sur 27 Chefs de Division seulement 7 sont des femmes.

Tous les directeurs des services centraux et régionaux rattachés hormis la CPS sont dirigés par des hommes.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques :

Mesures spécifiques : compte tenu du caractère transversal de notre département**,** la Direction Nationale de Fonction Publique et du Personnel (DNFPP), dans sa nouvelle restructuration, a crée une **section Equité Genre** chargée entre autres :

- d'apporter un appui –conseil aux services publics pour la prise en compte de la dimension Equité- Genre dans la gestion des carrières des agents publics ;
- d'élaborer et mettre en œuvre les outils d'implantation de l'Equité-Genre au sein de l'administration publique… ;
- d'élaborer le programme de formation et d'habilitation des femmes et des responsables en Equité-Genre des directions des ressources humaines ;
- de produire les données statistiques sur le genre dans le système d'information de l'administration publique ;
- d'évaluer les résultats de l'application des mesures en Equité-Genre et d'assurer leur diffusion au sein de l'administration publique ;
- de développer un programme d'accès à l'égalité dans les emplois.

Aussi le **Comité Sectoriel d'Institutionnalisation** de la Politique Nationale Genre (PNG) est crée auprès du département. Ledit comité travaille en étroite collaboration avec la section Equité-Genre.

Avancées :

- le Chef du Département (Travail et Fonction Publique) est une femme ce qui est une avancée significative. Nous saluons la nomination d'une femme comme Directrice Nationale Adjointe de la DNFPP ;
- la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992 portant Code du Travail dispose qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs, quels que soient leur origine, leur sexe et leur âge ;
- la Gendarmerie Nationale et la Garde Nationale qui étaient des corps réservés aux hommes ont été ouverts aux femmes à partir de 2006. Il en fut de même pour la Protection Civile en 2008 et le Prytanée Militaire de Kati ;
- l'adoption par l'Assemblée Nationale de la Loi n°05 du 18 décembre 2015 et sa promulgation par le Président de la République constitue une avancée significative. Sa mise en œuvre permettra de réduire les inégalités de genre entre les femmes et les hommes dans les instances nominatives et électives.

Malgré cela, cette situation de représentativité demeure un enjeu majeur dans les prises de décision à tous les niveaux.

L'évaluation des activités du rapport genre 2015

Pour la mise en œuvre des projets et programmes, le Comité a réalisé les activités suivantes :

- renforcement des capacités des membres du Comité sur le thème: concept genre, fondement juridique et outils de collecte des données (mai 2016) ;
- organisation et tenue d'une journée d'échanges sur les réalisations genre du département (16 août 2017) ;
- participation aux travaux de suivi de l'Etude sur la sous représentation des femmes dans l'Administration piloté par le CDI (réunions et séances de travail).

En perspective, le Comité envisage de :

- former les membres du Comité à la budgétisation sensible au genre;
- entreprendre une campagne de sensibilisation des chefs de services rattachés à notre département sur le genre afin qu'ils prennent en compte l'aspect Genre dans toutes les prises de décisions internes ;
- continuer les travaux de suivi de l'Etude sur la sous représentation des femmes dans l'Administration piloté par le CDI.

Programme n°2 : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'Etat

Objectif n°3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible.						
Indicateurs de résultats	**Unité de mesure**	**Période**			**2016**	
		2013	**2014**	**2015**	**Prévisions**	**Réalisations**
3.1 : Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'État		-	50%	100%	85%	100%

Programme n°3 : Amélioration du cadre législatif du Travail

Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfant						
Indicateurs de résultats	**Unité de mesure**	**Période**			**2016**	
		2013	**2014**	**2015**	**Prévisions**	**Réalisations**
4.2. Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	**%**	-	37 (65)	0,38 (49)	42 (70)	32 (54)

3. <u>La planification et la budgétisation des actions genre</u>

La politique Nationale Genre est mise en œuvre par le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative à travers les programmes 2 et 3 :

<u>Programme n°2</u> : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'Etat

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf. 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible	3.1 Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat	85%	65%	70%	73%	3.1.1 Utilisation du logiciel de Gestion des R.H 3.1.2 Production des statistiques sur les R.H
Objectif N°4: Assurer l'équité genre dans la fonction publique	**4.1 :** Pourcentage d'identification des handicapés dans la Fonction publique	-	80%	85%	100%	
	Indicateur4.2 : Pourcentage de femmes cadres dans la Fonction publique	-	-	-	-	

Programme n°3 : Amélioration du cadre législatif du Travail

Objectif	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf. 2016	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfant	**4.1.** Taux de réalisation du programme d'activités de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	-	45%	55%	60%	4.1.1. Organisation d'une table ronde des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM)
	4.2. Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	32 (54)	40 (50)	45 (50)	50 (55)	4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions du Comité Directeur National de lutte contre le Travail des Enfants (CDN)

CONCLUSION

En dépit de ces avancées, l'accès aux postes de décision dans les organes politiques et dans l'administration générale, reste en deçà des attentes. Pourtant, le relèvement des indicateurs sociaux pourra se réaliser à travers l'application stricte des lois et mesures concrètes pour éliminer les disparités et inégalités.

MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

1- ***Les Enjeux genre et gaps à combler***

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins. Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

2- ***Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre***

La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.

L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût. Les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG.

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement et l'Agence Française de Développement avec le projet « Techno La Loi » sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

Les mesures spécifiques

1. les réalisations majeures enregistrées au cours de l'année 2016 ont porté sur la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur grâce à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.
2. un cadre juridique propice à la promotion des services privés de communication audiovisuelle est mis en place grâce au vote de la Loi relative aux services privés de communication audiovisuelle et ses décrets d'application, à l'adoption du texte de création de la Haute Autorité de la Communication et à l'élaboration du projet de Loi sur la publicité déposé à l'Assemblée Nationale.
3. l'année 2016 a aussi été marquée par (i) la poursuite des opérations de réhabilitation des infrastructures endommagées par la crise sécuritaire et sociopolitique du pays avec toujours des difficultés ; (ii) la connexion de deux (02) communes à l'Internet et de deux (02) écoles à l'Internet respectivement dans le cadre du projet de connexion des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC ; (iii) la promotion de l'information et de la communication assurée grâce à l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques.
4. la couverture du territoire national en télévision et en radio est restée stable (96% et 83%) due à l'instabilité au Nord pour la reconstruction de toutes les infrastructures endommagées.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La mise en œuvre du premier plan d'actions (2011-2013) de la Politique Nationale Genre a été affectée par les conséquences de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire survenue en Mars 2012.

Par ailleurs, la démarche de planification et de budgétisation sensible au genre souffre toujours (i) du retard dans la mise en place effective du mécanisme institutionnel de la Politique Nationale Genre, (ii) de l'insuffisance de données sexo-spécifiques, (iii) du faible niveau d'appropriation du concept genre. Au regard de ces difficultés, il est indispensable :

- de mettre en œuvre le plan stratégique (2016-2018) ;
- d'élaborer le profil genre des dix secteurs identifiés dans la Politique Nationale Genre ;
- de réaliser la formation sur l'Indice de Développement des Inégalités en Afrique (IDISA) ;
- de former les cadres des Départements ministériels en matière de Budgétisation sensible au Genre ;
- de mettre en place une base de données au niveau du Secrétariat Permanant de la Politique Nationale Genre (SP-PNG), des comités sectoriels genre, des comités régionaux genre conformément aux recommandations contenues dans le rapport 2016 du CREDD.

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2018

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

_____

SECRETARIAT GENERAL

_____

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

_____

RAPPORT PROVISOIRE SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2018

I. INTRODUCTION

Au premier semestre 2018, l'exécution du budget d'Etat s'est effectuée dans un contexte marqué par le raffermissement de l'activité économique au niveau international, en raison de la poursuite de la dynamique de croissance enclenchée en 2017 aux Etats Unis, en Europe et en Asie. Toutefois, cette dynamique d'expansion se révèle moins égale et fragile, avec une révision à la baisse des prévisions de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume Uni par rapport aux prévisions d'avril 2018. Les principales raisons de cette vulnérabilité résident dans les tensions financières et commerciales croissantes ainsi que des facteurs non économiques tels que l'incertitude politique dans le contexte d'élections qui prévaut dans plusieurs pays. La croissance mondiale devrait passer de 3,7% en 2017 à 3,9% en 2018[1].

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance du PIB est projeté à 4,9%. Toutefois, les perspectives varient d'un pays à un autre, en fonction de leur capacité d'adaptation aux phénomènes extérieurs (hausse des prix du pétrole, appréciation du dollar, tensions commerciales, conflits géopolitiques etc.)[1].

Dans la zone UEMOA, les perspectives macroéconomiques de juin 2018 projettent un taux de croissance de 6,8%, soit une légère hausse par rapport à 2017 (6,6%). Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,9%.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent moins favorables en 2018 par rapport à 2017. La projection du taux de croissance est de 5,1%, soit un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017. La variation des prix à la consommation en fin de période 2018 devrait augmenter de 0,9 point de pourcentage et atteindre (2,0%)[2]. En matière de fiscalité, l'accroissement des cours du pétrole devrait entrainer une baisse de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ; le mécanisme actuel ne prévoyant pas une répercussion intégrale des variations des cours du pétrole aux prix à la pompe.

Sur le plan budgétaire, les ressources de la loi de finances, sans les recettes des budgets annexes ont été réalisées au 30 juin 2018 à hauteur de **834,820 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle nette de **2 248,548 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **37,13%**.

Quant aux charges, elles ont été exécutées, à hauteur de **875,274 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle de **2 679,361 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **32,67%**.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cents trente-neuf (339) actions, quatre cents soixante-dix-sept (477) objectifs et mille quatre-vingt-un (1081) indicateurs.

[1] Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2018, Fonds Monétaire International ;

[2] Source : Revue FEC, juin 2018, Ministère de l'Economie et des Finances et Fonds Monétaire International ;

II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

La situation de recouvrement des ressources de l'Etat se présentent au 30 juin 2018 comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat, sans les recettes des Budgets annexes.

	Objectif annuel initial 2018 (en milliards de FCFA)			Réalisations au 30/06/2018 (en milliards de FCFA)			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4)/(1)]*100	Ressources de trésorerie (8) = [(5)/(2)]*100	Total (9) = [(6)/(3)]*100
RESSOURCES REALISEES PAR LES SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT									
DGD	616,387	-	**616,387**	261,895	-	**261,895**	42,49%		**42,49%**
DGI	808,529	-	**808,529**	369,790	-	**369,790**	45,74%		**45,74%**
DNTCP	32,863	14,160	**47,023**	16,242	1,452	**17,694**	49,42%	10,25%	**37,63%**
DND	243,161	10,178	**253,339**	33,158	1,958	**35,117**	13,64%	19,24%	**13,86%**
DGABE	-	6,000	**6,000**	-	-	**-**		0,00%	**0,00%**
DGDP	-	10,371	**10,371**	-	4,028	**4,028**		38,84%	**38,84%**
TOTAL DES RESSOURCES / SERVICES	**1 700,940**	**40,709**	**1 741,649**	**681,085**	**7,438**	**688,524**	**40,04%**	**18,27%**	**39,53%**
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**116,613**	**-**	**116,613**	**14,839**	**-**	**14,839**	**12,72%**		**12,72%**
APPUIS BUDGETAIRES									
ABS	7,391	-	**7,391**	3,375	-	**3,375**	45,66%		**45,66%**
ABG (DONS)	26,200	-	**26,200**	-	-	**-**	0,00%		**0,00%**
ABG (PRETS)		87,700	**87,700**	-	57,252	**57,252**		65,28%	**65,28%**
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	**33,591**	**87,700**	**121,291**	**3,375**	**57,252**	**60,627**	**10,05%**	**65,28%**	**49,98%**
PRODUITS DES DONS PROJETS (BSI FIN. EXT.)	**80,972**	**-**	**80,972**	**21,826**	**-**	**21,826**	**26,95%**		**26,95%**
PRODUITS DES EMPRUNTS PROJETS (BSI FIN. EXT.)	**-**	**169,028**	**169,028**	**-**	**35,504**	**35,504**		**21,00%**	**21,00%**
RECETTES EXCEPTIONNELLES									
RESSOURCES PPTE	18,995	-	**18,995**	13,500	-	**13,500**	71,07%		**71,07%**
TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES	**18,995**	**-**	**18,995**	**13,500**	**-**	**13,500**	**71,07%**		**71,07%**
TOTAL GENERAL	**1 951,111**	**297,437**	**2 248,548**	**734,625**	**100,194**	**834,820**	**37,65%**	**33,69%**	**37,13%**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

Au 30 juin 2018, les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de 37,65% tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à 33,69%. Environ **92,71%** des recettes budgétaires ont été réalisés par les services d'assiette et de recouvrement. Par ailleurs, plus de la moitié des ressources de trésorerie est constituée des tirages d'emprunts au titre de l'Appui budgétaire général.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision annuelle nette[3] de **1 951,111 milliards de FCFA**, sans les recettes des budgets annexes, les recouvrements de recettes budgétaires au 30 juin 2018 se sont chiffrés à **734,625 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **37,65%**.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les recettes budgétaires recouvrées par les services d'assiette et de recouvrement se chiffrent, au 30 juin 2018, à **681,085 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle nette, de **1 700,940 milliards de FCFA**. Ce montant correspond à un taux de réalisation de **40,04%** par rapport aux prévisions.

2.1.2. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de Finances 2018 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à **116,613 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS PLF 2018 (1)	REALISATIONS AU 30/06/2018 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	TAUX DE REALISATION en % (4) = [(2)/(1)]*100
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,515		- 0,515	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	1,264	0,210	- 1,054	16,63
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPF)	1,021	0,296	- 0,725	28,98
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPF)	0,279		- 0,279	0,00
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant	0,800		- 0,800	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,125	- 0,225	35,71
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000		- 5,000	0,00
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617		- 2,617	0,00
Fonds de remboursement de Crédits de TVA	61,786	14,208	- 47,578	23,00
Fonds National pour le Développement de la Statistique	2,981		- 2,981	0,00
Fonds de Développement Durable	40,000		- 40,000	0,00
TOTAL COMPTES SPECIAUX	**116,613**	**14,839**	**- 101,774**	**12,73**

Source : DNTCP, juin 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 juin 2018 s'élèvent à **14,839 milliards de FCFA** dont **14,208 milliards de FCFA** réalisés par le Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de **12,73%** par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds pour le financement de la recherche, de la formation et la promotion des activités minières, soit **35,71%** des prévisions.

[3] La valeur nette des prévisions de recettes est égale à la valeur brute moins les crédits de TVA.

2.1.3. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2018, il est prévu de mobiliser **33,591 milliards de FCFA** au titre de ces appuis.

Les ressources inscrites dans la loi de Finances 2018 au titre des dons de l'ABG, s'élèvent à **26,200 milliards de FCFA**, constituées uniquement des dons de l'Union Européenne.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent à **7,391 milliards de FCFA** dans la loi de Finances 2018. Elles sont constituées :

- de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur **4,946 milliards de FCFA** ;
- de l'ABS du Canada en faveur de la Santé pour **1,576 milliard de FCFA** et de l'éducation pour **869 millions de FCFA**.

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers se chiffrent à **3,375 milliards de FCFA** pour un objectif à fin juin du même montant soit un taux de réalisation semestriel de **100%** et annuel de **45,66%**. Ces décaissements ont été effectués par le Canada au titre de l'ABS.

A la date du 30 juin 2018, aucun décaissement n'a été réalisé au titre des dons de l'ABG.

2.1.4. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2018, des crédits d'un montant de **80,972 milliards de FCFA** ont été inscrits au budget d'Etat, au titre des dons projets et legs.

Sur ce montant, **21,826 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 juin 2018, soit un taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel de **26,95%.**

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 3. Répartition des dons projets mobilisés au 30 juin 2018 par ministère.

(En milliards de FCFA)

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1,144
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	-
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1,355
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	8,249
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0,179
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,968
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	7,325
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-
MINISTERE DU COMMERCE	0,372
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1,208
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0,026
TOTAL	**21,826**

Source : DNPD, juin 2018.

Il ressort du tableau 3 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau.

2.1.5. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles dans la loi de Finances 2018 se chiffrent à **18,995 milliards de FCFA**. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE[4].

Leurs réalisations au 30 juin 2018 s'élèvent à **13,500 milliards de FCFA**, soit un taux de **71,07%** par rapport à l'objectif annuel.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction nationale des Domaines (DND), la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique.

De manière globale, les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du 1er semestre, à hauteur de **33,69%**, soit un montant recouvré de **100,194 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **297,437 milliards de FCFA**.

Le tableau 5 présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2018 par rapport aux objectifs annuels.

Tableau 4. Situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2018.

(En milliards de FCFA)

RESSOURCES	PREVISIONS PLF 2018 (1)	REALISATIONS AU 30/06/2018 (2)	ECART (3) = (2) - (1)	TAUX DE REALISATION en % (4) = [(2) /(1)]*100
Produits provenant de la cession des actifs	16,178	1,958	- 14,220	12,11
Aliénations du domaine mobilier et immobilier	*10,178*	*1,958*	- *8,220*	
Recettes de privatisation	*6,000*	-	- *6,000*	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	256,728	92,756	- 163,972	36,13
Produits des emprunts projets	*169,028*	*35,504*	- *133,524*	
Produits des emprunts programmes	*87,700*	*57,252*	- *30,448*	
Dépôts sur les comptes des correspondants	14,160	1,452	- 12,708	10,25
Remboursement de prêts et avances	10,371	4,028	- 6,343	38,84
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	**297,437**	**100,194**	**- 197,243**	**33,69**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 30 juin 2018, les réalisations au titre des produits de cessions des actifs se sont élevées à **1,958 milliard de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **4,868 milliards de FCFA**, dégageant ainsi un gap de (**2,910 milliards de FCFA**). Ces recettes se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et titres fonciers réalisées par la Direction nationale des Domaines pour **1,694 milliard de FCFA** et les recettes issues des réformes de matières et matériels effectuées par la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat et versées aux guichets de la Direction nationale des Domaines pour **265 millions de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **12,11%**.

[4] PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Sur la même période, les recouvrements sur les remboursements des prêts et avances se sont chiffrés à **4,028 milliards de FCFA**, sur une prévision semestrielle de **5,220 milliards de FCFA**. Le gap s'élève à (**1,192 milliards de FCFA)**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de recouvrement des prêts et avances s'élève à **38,84%**.

Les dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor, au 30 juin 2018, s'élèvent à **1,452 milliard de FCFA,** sur une prévision semestrielle de **3,540 milliards de FCFA**, soit un écart de réalisation de **2,088 milliards de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces ressources s'élève à **10,25%**.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours de la période allant du 1er janvier au 30 juin 2018, un décaissement de **92,756 milliards de FCFA.** Ce montant se réparti entre les produits des emprunts programmes pour **57,252 milliards de FCFA** et ceux des emprunts projets inscrits au BSI pour **35,504 milliards de FCFA**. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **35,13%**.

Le détail des réalisations au titre des produits des emprunts projets se présente comme suit :

Tableau 5. Répartition des produits des emprunts projets mobilisés au 30 juin 2018 par ministère.

(En milliards de FCFA)

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	6,500
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4,974
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	14,858
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	2,324
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0,825
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	6,023
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-
MINISTERE DU COMMERCE	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-
TOTAL	**35,504**

Source : DNPD, juin 2018.

Il apparait dans le tableau 4 qu'à l'instar des dons projets, les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau.

En termes de perspectives pour le 3ème trimestre 2018, **9,554 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie sont attendues. Ces ressources sont ainsi réparties :

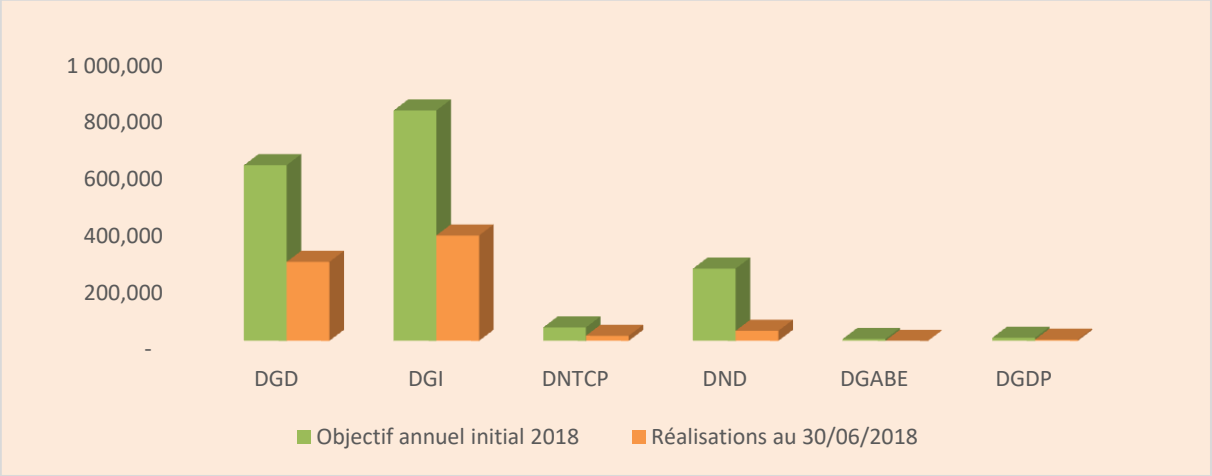
- Produits de cessions des actifs : **2,579 milliards de FCFA** ;
- Remboursements des prêts et avances : **3,435 milliards de FCFA** ;
- Dépôts sur les comptes des Correspondants : **3,540 milliards de FCFA**.

2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de **1 741,649 milliards de FCFA** en valeur nette[5], les réalisations des services d'assiette et de recouvrement se chiffrent à **688,524 milliards de FCFA,** soit un taux de réalisation de **39,53%.** Ces recouvrements représentent **82,48%** du total des recettes recouvrées. En sus des **681,085 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (***Cf. supra point 2.1.1***), elles intègrent **7,438 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants et aux produits de cessions d'actifs.

La situation des recouvrements par service ainsi que leurs parts dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service au 30/06/2018.

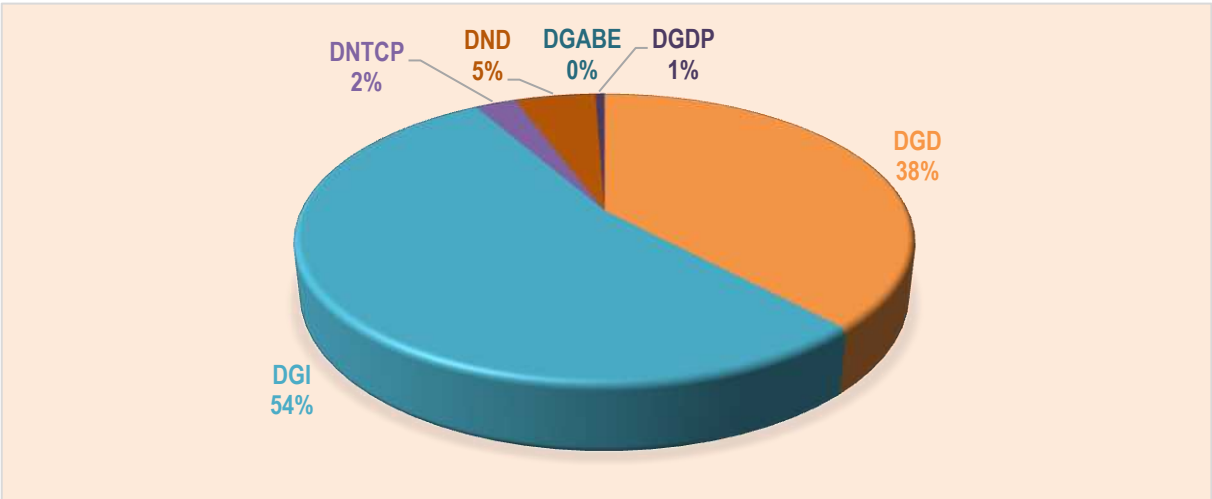


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

Il apparait dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des Impôts, suivie par la Direction générale des Douanes.

Il en est de même pour leurs parts dans le total des ressources mobilisées au 30 juin 2018 qui s'élèvent respectivement à **54%** et **38%**, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources mobilisées au 30/06/2018.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juin 2018.

[5] La valeur nette des prévisions de ressources est égale à la valeur brute nette des crédits de TVA

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2018, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées dans la loi de Finances à **641,100 milliards FCFA** dont **209,100 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **432 milliards FCFA** sur les autres marchandises. A titre de rappel, les prévisions de recettes budgétaires de la Direction générale des Douanes (DGD) en 2017, étaient de **586,591 milliards de FCFA**, soit une hausse de **9,3%**.

B. Réalisations des recettes douanières au 30 juin 2018

Tableau 6. Etat de réalisation des recettes douanières au titre du 1er semestre 2018.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Janvier	Février	Mars	Total 1er trimestre 2018	Avril	Mai	Juin	Total 2ème trimestre 2018	Cumul 1er semestre 2018	Cumul 1er semestre 2017	Ecart par rapport à 2017	MOY/MOIS	PREV- 2018
PP [6]	Réalisations	12,341	12,996	15,999	41,336	10,210	14,298	2,317	26,825	68,161	89,555	**-21,394**	11,360	**209,100**
	Prévisions	16,728	16,728	16,728	50,184	17,774	18,192	18,192	54,158	104,342	107,500	**-3,158**	17,390	
	Ecarts	**-4,387**	**-3,732**	**-0,729**	**-8,848**	**-7,564**	**-3,894**	**-15,875**	**-27,333**	**-36,181**	**-17,945**	**-18,236**	**-6,030**	
	Couverture en %	**73,77**	**77,69**	**95,64**	**247,11**	**57,44**	**78,59**	**12,74**	**49,53**	**65,32**	**83,31**			
PNP [7]	Réalisations	33,497	32,244	40,018	105,759	35,241	34,856	17,879	87,976	193,735	187,391	**6,344**	32,289	**432,000**
	Prévisions	34,502	35,570	36,024	106,096	36,798	36,617	36,871	110,286	216,382	170,715	**45,667**	36,064	
	Ecarts	**-1,005**	**-3,326**	**3,994**	**-0,337**	**-1,557**	**-1,761**	**-18,992**	**-22,310**	**-22,647**	**16,676**	**-39,323**	**-3,775**	
	Couverture en %	**97,09**	**90,65**	**111,09**	**298,82**	**95,77**	**95,19**	**48,49**	**79,77**	**89,53**	**109,77**			
TOTAL	Réalisations	45,838	45,240	56,017	147,095	45,450	49,154	20,196	114,800	261,895	276,946	**-15,051**	43,649	**641,100**
	Prévisions	51,230	52,298	52,752	156,280	54,572	54,809	55,063	164,444	320,724	278,000	**42,724**	53,454	
	Ecarts	**-5,392**	**-7,058**	**3,265**	**-9,185**	**-9,122**	**-5,655**	**-34,867**	**-49,644**	**-58,829**	**-1,054**	**-57,775**	**-9,805**	
	Couverture en %	**89,47**	**86,50**	**106,19**	**94,12**	**83,28**	**89,68**	**36,68**	**69,81**	**81,66**	**99,62**			

Source : DGD, juin 2018.

Suite à une évolution moins favorable que prévue de la conjoncture nationale et internationale, les recettes douanières cumulées au 30 juin 2018 restent inférieures aux prévisions. Ainsi, la Direction générale des Douanes a bouclé le semestre avec un gap de (**58,829 milliards FCFA)**, soit des réalisations de recettes cumulées de **261,895 milliards FCFA** pour des prévisions semestrielles de **320,724 milliards FCFA**.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

a. Recettes issues des produits pétroliers

Il ressort de la lecture du tableau 6 que, sur une prévision de **104,342 milliards de FCFA** au 30 juin 2018, il a été réalisé sur les produits pétroliers, la somme de **68,161 milliards de FCFA,** correspondant à un taux de réalisation de **65,32%** ou un gap de **(36,181 milliards de FCFA).**

[6] PP : produits pétroliers.

[7] PNP : produits non pétroliers.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

A partir du tableau 6, nous constatons que, sur une prévision de **216,382 milliards de FCFA** au 30 juin 2018, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de **193,735 milliards de FCFA** ; ce qui représente un taux de réalisation de **89,53%** ou un gap de **(22,647 milliards de FCFA)**.

En effet, au fur et à mesure de l'approche de la date des élections, les opérateurs économiques deviennent de plus en plus réticents à importer. Le phénomène a été couplé avec les grèves au Burkina Faso et la réticence à l'application des charges à l'essieu sur l'axe Dakar-Bamako. Ce constat est autant valable pour les produits non pétroliers que pour les produits pétroliers.

Tel que prévu, le cours du pétrole a poursuivi son ascension. Cette tendance haussière des prix fournisseurs des produits pétroliers a occasionné une dégradation continuelle des prélèvements fiscaux sur ces produits car, le mécanisme actuel de fixation des prix ne prévoie pas une répercussion intégrale des variations des cours du pétrole sur les prix à la pompe.

Il en résulte le transfert des importations de produits pétroliers sur l'axe du Niger au détriment des axes traditionnels.

En conséquence et malgré les efforts déployés par la Direction générale des Douanes, le gap de recouvrement s'est accru en juin contrairement aux attentes.

C. Perspectives de recouvrement pour le 2ème semestre 2018

Les perspectives de recouvrement de recettes par la DGD pour le deuxième semestre sont présentées dans le tableau 7.

Tableau 7. Prévisions de recouvrement pour le 2ème semestre 2018.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Cumul 1er semestre 2018	Juillet	Août	Septembre	Total 3ième trimestre 2018	Octobre	Novembre	Décembre	Total 4ième trimestre 2018	Cumul 2ème semestre 2018	MOY/MOIS	PREV-2018
PP	Réalisations	68,161											209,100
	Prévisions	104,342	29,974	29,974	29,973	89,921	17,146	17,146	16,728	51,020	140,941	23,490	
	Ecarts	-36,181											
	Couverture en %	65,32											
PNP	Réalisations	193,735											432,000
	Prévisions	216,382	42,758	42,758	42,758	128,274	36,348	37,002	36,642	109,992	238,266	39,711	
	Ecarts	-22,647											
	Couverture en %	89,53											
TOTAL	Réalisations	261,895											641,100
	Prévisions	320,724	72,732	72,732	72,731	218,195	53,494	54,148	53,370	161,012	379,207	63,201	
	Ecarts	-58,829											
	Couverture en %	81,66											

Source : DGD, juin 2018.

Objectivement, l'idéal est de programmer l'absorption du gap sur tout le second semestre 2018, c'est-à-dire de juillet à décembre 2018. Ainsi, les prévisions de recouvrement de la Direction générale des Douanes pour le 2nd semestre 2018 sont globalement fixées à **379,207 milliards de FCFA**, dont **140,941 milliards de FCFA** sur les produits pétroliers et **238,266 milliards de FCFA** sur les autres marchandises.

En décidant de rattraper le gap au plus tard le 30 septembre 2018, la Direction générale des Douanes a arrêté le planning de recouvrement ci-après :

- en juillet, les prévisions ont été ajustées à **72,732 milliards de FCFA**, contre **53,146 milliards de FCFA** initialement prévus ;
- en août, les prévisions ont été ajustées à **72,732 milliards de FCFA**, contre **52,071 milliards de FCFA** initialement prévus ;
- en septembre, les prévisions ont été ajustées **72,731 milliards de FCFA**, contre **54,147 milliards de FCFA** initialement prévus.

Le respect intégral du planning ci-dessus indiqué permettra à la Direction générale des Douanes d'atteindre ses objectifs annuels, conformément au plan de recouvrement prévu dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) au dernier trimestre 2018.

D. Mesures d'accompagnement

Afin d'atteindre ses objectifs de recettes au compte de l'année 2018, fixés à 641,100 milliards de FCFA, en absorbant au plus tard le 30 septembre le gap enregistré à fin juin 2018, la Direction générale des Douanes a pris les dispositions qui s'imposent, notamment. Ces mesures sont ci-dessous présentées.

- **Renforcement du contrôle interne** :

Le renforcement du contrôle interne, dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises, permettra aussi d'améliorer les recouvrements au niveau des bureaux de dédouanement. Il s'agit de l'apurement systématique des titres (T1) et des manifestes.

- **Renforcement de l'exploitation des résultats du scanning** :

La Direction générale des Douanes envisage de poursuivre le renforcement de l'exploitation des résultats du scanning.

- **Contrôle rigoureux des certificats d'origine** :

La Direction générale des Douanes procèdera également au contrôle rigoureux des certificats d'origine relatifs aux produits communautaires, surtout après l'élargissement des pays concernés.

- **Redynamisation de l'opération « base vie »** :

La redynamisation de l'opération « base vie » permettra d'obtenir un meilleur maillage du territoire national. Elle permettra en outre de juguler fortement, non seulement la fraude sur les versants guinéens et mauritaniens, mais aussi d'endiguer le ravitaillement frauduleux du pays par les régions du nord.

- **Maitrise des exonérations** :

Il s'agit de procéder à un meilleur suivi des exonérations, particulièrement de leur destination. L'octroi d'exonérations exceptionnelles sera revu à la baisse pour ne prendre en compte que celles qui sont indispensables.

L'application des mesures tendant à réduire les exonérations tarde à se mettre en place. L'effet attendu de leur mise en œuvre effective est une réduction des recettes du Bureau des Exonérations et des Maliens de l'Extérieurs (BEMEX). Le BEMEX a fait en moyenne des recouvrements mensuels de 243,7 millions de FCFA en 2017.

- **Renforcement du contrôle après dédouanement** :

Le renforcement du contrôle après dédouanement assurera un meilleur suivi de la prise en charge des marchandises dans les bureaux de dédouanement.

- **Lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière** :

La lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière se poursuivra par l'équipement des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) pour qu'elles soient plus efficaces.

La mise en œuvre des mesures ci-dessus produira comme effet direct, l'amélioration des recouvrements de la Direction générale des Douanes, qui tient au strict respect de ses dispositions. Elle tient au strict respect de ce planning. Pour y parvenir, elle compte, comme d'habitude, sur l'engagement individuel et collectif de tout son personnel.

La mise en œuvre diligente de la loi sur les exonérations viendra consolider les dispositions prises par la Direction générale des Douanes.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Les objectifs de recettes assignés à la Direction générale des Impôts (DGI) pour le premier semestre 2018 s'élèvent à **423,755 milliards de FCFA**.

A. Analyse générale

Le tableau 8 résume la situation des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions au 30 juin 2018.

Tableau 8. Situation des réalisations par nature d'impôt.

DESIGNATION DES IMPÔTS	EXERCICE 2017			EXERCICE 2018		
	Prévisions au 30 juin (en milliards de FCFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation en %	Prévisions au 30 juin (en milliards de FCFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation en %
Impôts Directs	225,030	223,858	99,48	237,789	221,071	92,97
Impôts Indirects	158,773	153,135	96,45	174,364	133,317	76,46
Enregistrements et Timbre	11,196	17,716	158,24	11,602	15,402	132,75
TOTAL	**394,999**	**394,709**	**99,93**	**423,755**	**369,790**[8]	**87,27**

Source : DGI, juin 2018.

Sur les objectifs de recettes assignés à la DGI, les réalisations totales au 30 juin 2018 se sont chiffrées à **369,790 milliards de FCFA,** soit un taux de réalisation de **87,27%** ou un gap de (**53,965 milliards de FCFA)**. Ces réalisations sont inférieures à celles du deuxième trimestre 2017 qui s'élevaient à **394,709 milliards de FCFA** sur une prévision de **394,999 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **99,93%.**

B. Analyse comparative

a. Analyse comparative par rapport au premier semestre de 2017

Le tableau 8 résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport à l'année 2017.

Tableau 9. Réalisations au 1er semestre 2017 et 2018.

(En milliards de FCFA)

DESIGNATION DES IMPOTS	IMPOTS DIRECTS	IMPOTS INDIRECTS	ENREGISTREMENTS ET TIMBRE	TOTAL
1er semestre 2017	223,858	153,135	17,716	**394,709**
1er semestre 2018	221,071	133,317	15,402	**369,790**
Ecart	- 2,787	- 19,818	- 2,314	**- 24,919**

Source : DGI, juin 2018.

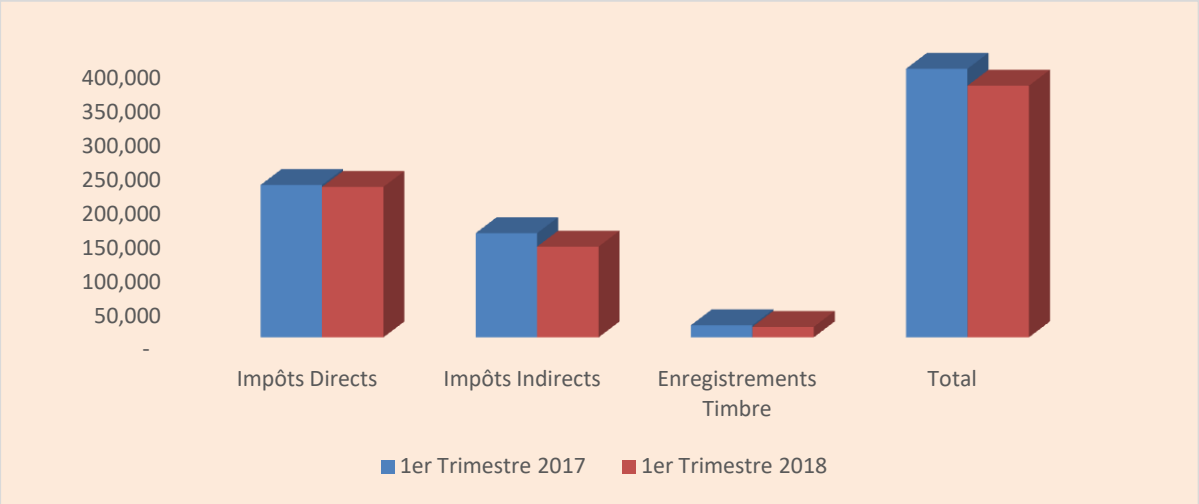
De l'examen du tableau 9, il ressort qu'au 30 juin 2018, les réalisations de 2018 sont inférieures à celles de 2017 à la même période pour toutes les rubriques. Les gaps enregistrés s'élèvent à :

- (**2,787 milliards de FCFA**) pour les impôts directs, soit une baisse de **1,24%** ;
- (**19,818 milliards de FCFA**) pour les impôts indirects, soit une régression de **12,94%** ;
- (**2,314 milliards de FCFA**) pour les droits d'enregistrements et de timbre, soit une baisse de **13,06%**.

[8] Le montant des réalisations de recettes par la DGI au 30 juin 2018 communiqué dans ce document est légèrement différent de celui du TOFE sur la même période. En effet, la situation du TOFE est provisoire tandis que celle fournie dans ce rapport provient de la comptabilité des recettes.

Le graphique 3 résume la situation comparative semestrielle par grandes masses pour les exercices 2017 et 2018.

Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations au 1er semestre 2017 et 2018 en grandes masses.



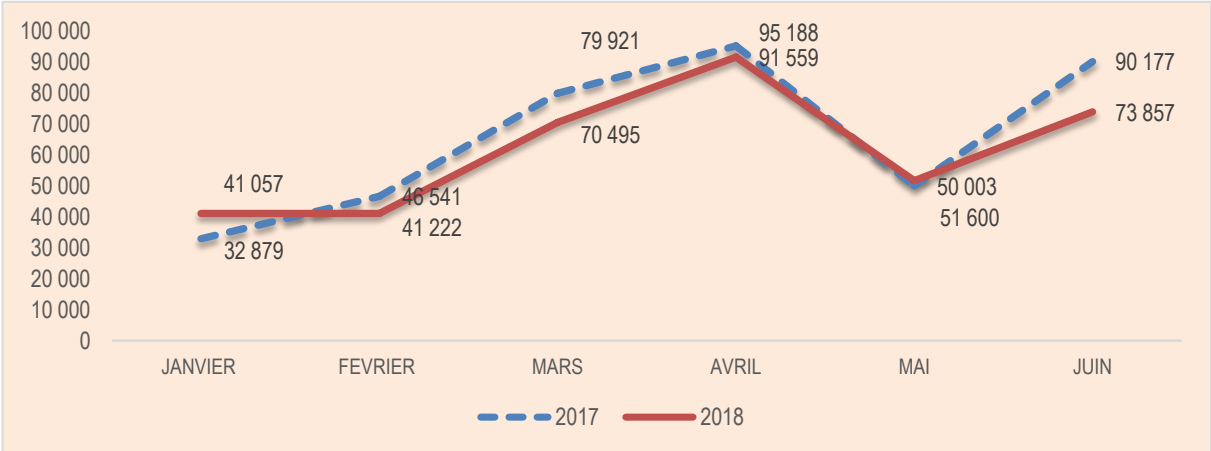
Source : DGI, juin 2018.

L'analyse de ce graphique illustre également une baisse générale au niveau des impôts directs, des impôts indirects et des droits d'enregistrements et de timbre par rapport à 2017.

b. Évolution mensuelle des recettes par rapport à 2017

Le graphique 4 donne l'évolution des recettes mensuelles de la DGI au premier semestre 2017 et 2018.

Graphique 4. Evolution comparative des recettes mensuelles de janvier à juin 2018.



Source : DGI, juin 2018.

De l'analyse du graphique 4, il ressort que les réalisations de janvier et mai 2018 sont supérieures à celles de 2017 tandis que celles de février, mars, avril et juin 2018 sont inférieures à celles de 2017. L'écart le plus important est relevé au niveau des mois de juin sur les deux années.

c. Analyse comparative par rapport aux objectifs de la période

Le tableau 10 présente la situation de réalisation des recettes par la DGI par rapport aux prévisions semestrielles.

Tableau 10. Prévisions et réalisations au 1er semestre 2018.

Désignation des Impôts	Impôts directs	Impôts indirects	Enregistrements et Timbre	Total
Prévisions (en milliards de FCFA)	237,789	174,364	11,602	**423,755**
Réalisations (en milliards de FCFA)	221,071	133,317	15,402	**369,790**
Taux de réalisation en %	92,97	76,46	132,75	**87,27**
Gap / Dépassement (en milliards de FCFA)	-16,718	-41,047	3,800	**-53,965**

Source : DGI, juin 2018.

i. Impôts directs

Les objectifs assignés à la DGI en matière de recouvrement des impôts directs n'ont pas été atteints au premier semestre 2018. Le gap enregistré s'élève à (**16,718 milliards de FCFA)**, soit un taux de réalisation de **92,97%**, contre **99,48%** à la même période en 2017.

ii. Impôts indirects

Les prévisions de recouvrement des impôts indirects au premier semestre n'ont pas été atteintes. Les réalisations se chiffrent à **133,317 milliards de FCFA** sur une prévision de **174,364 milliards de FCFA** pour la période, soit un gap de (**41,047 milliards de FCFA)** ou un taux de réalisation de **76,46%**, contre 96,45% à la même période en 2017.

iii. Droits d'enregistrements et de timbre

Les réalisations en ce qui concerne les droits d'enregistrements et de timbre s'élèvent à **15,402 milliards de FCFA** à la fin du premier semestre 2018, sur une prévision de **11,602 milliards de FCFA** pour la période, soit un taux de réalisation de **132,75%.** Ce niveau de réalisation est inférieur à celui de 2017 qui était de **158,24%**.

C. Explication sommaire du GAP

L'insuffisance de recouvrement au cours de la période écoulée s'explique essentiellement par :

- **Au titre des impôts directs** : une baisse du niveau des déclarations de l'Impôt sur les Sociétés (IS) du secteur de la téléphonie, la suspension des poursuites des écoles privées, la baisse des recouvrements de l'Impôt sur les Revenus des Valeurs Mobilières (IRVM) au niveau du secteur de la téléphonie, ainsi que de l' Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS) du secteur privé liée à la mise en œuvre de la réforme, la baisse de la contribution des banques due à l'incidence des produits réalisés sur les titres et obligations d'Etat qui sont entièrement défiscalisés ;
- **Au titre de la TVA** : la baisse du niveau de recouvrement est due notamment au secteur de l'énergie (absence totale de contribution de EDM-SA), de la téléphonie et des mines et à la chute du niveau de la TVA retenue à la source ;
- **Au titre des autres impôts** : une baisse du niveau de paiement de l'Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) et une baisse du niveau de déclaration de la taxe sur les contrats d'assurance.

En somme, il se dégage au 30 juin 2018 un gap global de (**53,965 milliards de FCFA**). Il est important de préciser que des éléments de stratégie ont été communiqués par les structures opérationnelles et l'appui du Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances est sollicité dans la mise en œuvre de ces stratégies en ce qui concerne certains secteurs.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) à la date du 30 juin 2018 s'élèvent à **15,720 milliards de FCFA** dont **10,914 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **4,674 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,132 milliard de FCFA** provenant du CASINO.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le 3ème trimestre 2018 sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2018

La situation d'exécution des recettes de la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 30 juin 2018 se présente comme suit :

Tableau 11. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2018.

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 31 mars 2018		2ème trimestre 2018						Cumul au 30 juin 2018	
			Avril		Mai		Juin			
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Impôts et Taxes	5,337	6,522	1,859	2,212	1,859	2,130	1,859	1,953	10,914	12,817
PMU-Mali	2,337	1,730 [9]	0,779	0,580	0,779	0,569	0,779	0,459	4,674	3,338
CASINO	0,066	0,029	0,022	0,019	0,022	0,017	0,022	0,022	0,132	0,087
TOTAL	**7,740**	**8,281**	**2,660**	**2,811**	**2,660**	**2,716**	**2,660**	**2,434**	**15,720**	**16,242**

Source : DNTCP, juin 2018.

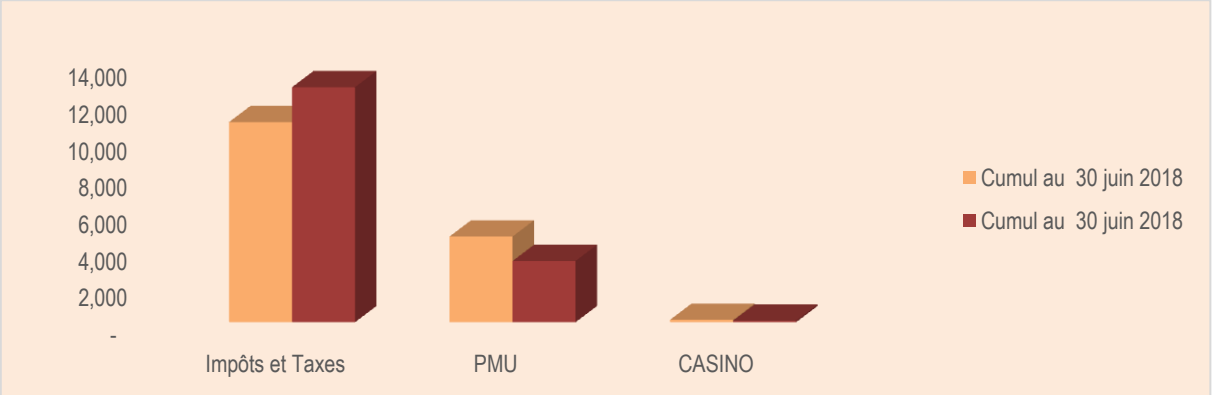
La lecture du tableau 11 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 juin 2018 s'élèvent à **16,242 milliards de FCFA** dont **12,817 milliards de FCFA** au titre des impôts et taxes, **3,338 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,087 milliard de FCFA** recouvrés au niveau du CASINO.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 juin 2018, il se dégage un excédent de **0,522 milliard de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **103%**.

Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouvrés par la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique, qui enregistrent un taux de réalisation de **117%**.

Le graphique 5 présente la situation des réalisations par rapport aux prévisions semestrielles.

Graphique 5. Histogramme comparatif des réalisations par rapport aux prévisions au 1er semestre 2018.



Source : DNTCP, juin 2018.

[9] Le montant définitif des réalisations de recettes provenant du PMU-Mali au 31 mars 2018 se chiffrent à 1,730 milliard de FCFA au lieu de 1,668 milliard de FCFA (montant provisoire publié dans le rapport de mars 2018).

B. Perspectives de recouvrement au 3ème trimestre 2018

Le tableau 12 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 3ième trimestre 2018.

Tableau 12. Prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP au 3ème trimestre 2018.

(En milliards de FCFA)

	Cumul des prévisions au 1ème trimestre	PREVISION DU 3ème TRIMESTRE			Cumul des prévisions du 3ème trimestre	TOTAL
		Juillet	Août	Septembre		
Impôts et Taxes	**10,914**	1,956	1,956	1,956	5,868	**16,782**
PMU	**4,674**	0,779	0,779	0,779	2,337	**7,011**
CASINO	**0,132**	0,022	0,022	0,022	0,066	**0,198**
TOTAL	**15,720**	**2,757**	**2,757**	**2,757**	**8,271**	**23,991**

Source : DNTCP, juin 2018.

Les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le 3ème trimestre 2018 s'élèvent à **8,271 milliards de FCFA** dont **5,868 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,337 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **66 millions de FCFA** de recettes provenant du CASINO.

Ces prévisions sont réparties de manière égale entre les mois de juillet, août et septembre, soit **2,757 milliards de FCFA** de recettes par mois.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du CASINO au cours du 3ème trimestre 2018, est de **22 millions de FCFA** par mois.

Quant au recouvrement des impôts et taxes, il est prévu un niveau de réalisation de **1,956 milliard de FCFA** par mois de juillet à septembre 2018.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **779 millions de FCFA** pour les mois de juillet, août et septembre 2018.

La DNTCP a pris les dispositions nécessaires pour pouvoir atteindre son objectif de recettes pour l'exercice budgétaire 2018 en fin décembre 2018. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction nationale des Domaines (DND) au premier semestre 2018 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre, sont ci-dessous présentées.

A. Constats

a. Prévisions

Les objectifs de recette assignés à la DND par la loi de Finances 2018 s'élèvent à **253,338 milliards de FCFA**. Les prévisions de recouvrement cumulées au 30 juin 2018 s'élèvent à **63,770 milliards de FCFA**.

b. Réalisations

Au 30 juin 2018, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier semestre s'est chiffrée à **35,117 milliards de FCFA** ; soit un taux de réalisation de **55%**, contre **79%** à la même période en 2017. Le taux de recouvrement par rapport aux prévisions annuelles, qui s'élèvent à **253,339 milliards de FCFA**, se chiffre à **13,86%**.

B. Analyse

Le montant réalisé au 30 juin 2018 a connu une diminution de **7,368 milliards de FCFA** par rapport à la même période en 2017, soit un taux de régression de **17,34%**.

La situation des recouvrements par nature de recette, à la fin du premier semestre, est présentée dans le tableau 13.

Tableau 13. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND au 30 juin 2018.

	(En milliards de FCFA)			
NATURE	**Prévisions au 30 juin 2018**	**Réalisations au 30 juin 2018**	**Ecart 1er semestre**	**Taux de réalisation semestriel en %**
Droits d'enregistrement	6,035	3,886	- 2,150	64,38
Enregistrement des LV	0,014	0,008	- 0,006	57,14
Droits de timbre	0,245	0,207	- 0,038	84,40
Droits de conservation foncière	0,767	0,724	- 0,043	94,41
Concessions ordinaires	20,218	9,239	- 10,978	45,70
Aliénations d'immeubles et TF	4,679	1,694	- 2,985	36,20
Aliénations de meubles	0,177	0,265	0,088	149,94
Dividendes des sociétés minières	11,339	2,108	- 9,231	18,59
Dividendes des autres sociétés	-	3,328	3,328	
Redevances superficiaires	0,403	0,265	- 0,139	65,64
Taxe ad valorem	19,000	12,576	- 6,424	66,19
Taxe d'extraction	0,120	0,019	- 0,101	15,66
Taxe sur la plus-value de cession	0,544	0,615	0,071	113,05
Prélèvement honoraires greffiers	0,007	0,008	0,001	110,14
Taxe sur frais d'édilité	0,180	0,147	- 0,033	81,66
Pénalités	0,027	0,011	- 0,016	40,71
Loyers administratifs	0,015	0,017	0,003	119,19
TOTAL	**63,770**	**35,117**	**- 28,653**	**55,07**

Source : DND, juin 2018.

La lecture du tableau 13 fait ressortir que les gaps les plus significatifs se situent au niveau des rubriques : (i) des recettes de téléphonie mobile (**10,978 milliards de FCFA**) ; (ii) des dividendes des sociétés minières (**9,231 milliards de FCFA**) et (iii) de la taxe ad valorem (**6,424 milliards de FCFA**).

A l'exception des dividendes des « autres sociétés » n'ayant pas fait l'objet de prévisions pour le premier semestre et dont le montant réalisé est supérieur à 3 milliards de FCFA, toutes les autres rubriques enregistrent des écarts négatifs importants par rapport aux montants prévisionnels.

a. Taxe Ad Valorem (TAV)

Concernant la taxe ad valorem, il a été recouvré un montant de **12,576 milliards de FCFA** au 30 juin 2018 (contre **11,681 milliards de FCFA** à la même période en 2017) sur une prévision semestrielle de **19 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 66,19%.

Il est important de signaler qu'en fin juin, il y avait un montant de **1,262 milliard de FCFA** de compensation TAV dans le circuit de traitement. En outre, le montant réalisé ne prend pas en compte les déclarations de TAV de juin 2018 qui sont exigibles à partir du 15 juillet 2018. A ce niveau, le gap semestriel s'élève à **6,424 milliards de FCFA**.

b. Recettes ordinaires

Les recettes ordinaires regroupent toutes les recettes autres que les dividendes, la TAV et les redevances des sociétés téléphoniques. Leurs réalisations au 30 juin 2018 se sont chiffrées à **7,865 milliards de FCFA** sur une prévision semestrielle de **13,213 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **59,53%**.

Cette contreperformance s'explique par la faiblesse du niveau des transactions foncières enregistrées en raison, selon les usagers, du niveau trop élevé des prix de cession et des redevances des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités territoriales.

Pour pallier cette contrainte, la DND a entrepris la relecture des décrets relatifs à ces prix et redevances, afin d'améliorer le niveau des recouvrements.

c. Redevances des sociétés de télécommunication

Au titre des concessions ordinaires, il a été recouvré au 30 juin 2018 un montant de **9,239 milliards de FCFA** sur une prévision semestrielle de **20,218 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **45,70%**. Ce montant représente les ressources tirées du renouvellement de la licence d'Orange Mali en 2017, dont le reliquat a été reporté sur l'exercice 2018.

Il est à signaler à ce niveau que la DND n'a aucune indication sur la périodicité des paiements de ladite recette dont la prévision annuelle s'élève à **133 milliards de FCFA**.

d. Dividendes des sociétés minières

Les recouvrements de dividendes des sociétés minières au 30 juin 2018 se sont chiffrés à **2,108 milliards de FCFA** sur un objectif semestriel de **11,339 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **18,59%**. Le gap s'élève à **9,231 milliards de FCFA**.

Ce niveau de recouvrement est en deçà des attentes. Cette situation peut s'expliquer, d'une part, par le non-paiement de dividendes par les autres sociétés en exploitation (seule la société Gounkoto SA a effectué des paiements au cours de la période) et, d'autre part, par les dispositions conventionnelles de certaines sociétés comme SOMILO SA.

Dans la mesure où la moyenne annuelle des réalisations de cette rubrique au cours des trois dernières années se situe autour de **8,5 milliards de FCFA**, il est attendu au 31 décembre 2018 un gap de **20 milliards de FCFA**.

e. Dividendes des autres sociétés

Au niveau de cette rubrique, les réalisations se sont chiffrées à 3,328 milliards de FCFA au 30 juin 2018.

Il est important de signaler que les prévisions de cette rubrique ont été reportées au second semestre, compte tenu des dispositions règlementaires de l'OHADA en la matière d'une part, et le fait que la plupart des sociétés contributrices tiennent leurs Conseils d'Administration et leurs Assemblées générales courant cette période, d'autre part.

C. Perspectives de recouvrement pour le 3ème trimestre 2018

En termes de perspectives, il est attendu, au titre du troisième trimestre :

- le règlement des **11 milliards de FCFA** de reliquat dû par Orange Mali au titre de la redevance téléphonique et la réalisation d'un premier paiement par la SOTELMA dans le cadre du renouvellement de sa licence ;
- le versement de dividendes par :
    - la SOTELMA pour environ **8,100 milliards de FCFA** ;
    - la CMDT, **3 milliards de FCFA** ;
    - d'autres sociétés comme BMS SA, BCS SA, SUKALA, BIM SA, DIAMOND CEMENT MALI SA, etc.
- **5,2 milliards de FCFA** de TAV soit, en moyenne, **2,6 milliards de FCFA** par mois ;
- **2,5 milliards de FCFA** de recettes ordinaires ;
- le paiement d'une tranche de dividendes par la société GOUNKOTO.

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2018 est de **10,371 milliards de FCFA**.

La situation d'exécution à la date du 30 juin 2018 est de **4,028 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **39%**, contre **169,60%** à la même période en 2017.

Les perspectives de recouvrement du troisième trimestre 2018 se chiffrent à **3,435 milliards de FCFA**.

La Direction générale de la Dette publique continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 14 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au premier semestre 2018 et les perspectives pour le reste de l'année.

Tableau 14. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP au 1er semestre et perspectives pour le reste de l'année 2018.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL GENERAL	
	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.	réal.
BNDA				12	9			9	407	407	12				8		406	12	**854**	**428**
EDM-SA											125							125	**250**	**0**
SOGEM	207		1131		228		959					1485	207	1115	222	941			**5 010**	**1 485**
BDM-SA							83			83						75			**158**	**83**
SOTELMA-SA							7			7						6			**13**	**7**
N-SUKALA					1898	1885									1883				**3 781**	**1 885**
BMS-SA						140	154									151			**305**	**140**
Total	207		1131	**12**	2135	**2 025**	1203	**9**	407	**497**	137	**1 485**	207	1115	2113	1173	406	137	**10 371**	**4 028**
Cumul				**12**		**2 037**		**2 046**		**2 543**		**4028**								
Taux de réalisation en %			**1,06**		**94,85**		**0,75**		**122,11**		**1083,94**								**38,84**	

Source : DGDP, juin 2018.

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat, devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2018, il a été inscrit dans la loi des Finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **6 milliards de FCFA** pour la DGABE.

Ces prévisions ont été faites sur la base de la cession de :

- l'Usine malienne de produits pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

Après plusieurs tentatives de cession de l'UMPP, il a été créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une nouvelle commission de privatisation de l'unité. Suite aux travaux de ladite commission, une offre a été retenue. L'usine sera cédée dès que le Gouvernement aura donné son autorisation.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession a démarré. Le choix d'un consultant est en cours en vue de l'évaluation de ses actifs (action préalable à toute cession).

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la Direction nationale des Domaines (DND), conformément à la loi des Finances 2018. À la date du 30 juin 2018, un montant de **259 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés sur une prévision de **353 millions de FCFA**.

En termes de perspectives pour le deuxième semestre, les produits de cession de l'UMPP et des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué sont attendus.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires de l'exercice 2018 se chiffrent à **2 330,778 milliards de FCFA** sur lesquelles, il a été exécuté au 30 juin 2018 un montant de **687,274 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **29,49%.**

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 15 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS PLF 2018 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP PLF 2018 AU 30-06-18		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4)/(2)]*100
Budget Général (1)	**796,119**	**2 207,651**	**811,205**	**660,014**	**29,90**
Dépenses ordinaires	**0,000**	**1 295,173**	**543,438**	**441,467**	**34,09**
Personnel		516,409	235,937	182,679	35,37
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales		*150,506*	*82,391*	*66,500*	44,18
Acquisitions de biens et services		358,137	127,543	98,517	27,51
dont Matériel		*123,397*	*45,676*	*32,113*	26,02
dont Communication		*45,838*	*18,423*	*16,430*	35,84
dont Autres Dépenses		*107,627*	*33,760*	*26,335*	24,47
dont dépenses électorales		*45,000*	*14,840*	*8,389*	18,64
Charges financières		78,337	27,241	27,141	34,65
Transferts et subventions		336,290	150,907	131,319	39,05
dont Bourses		*17,796*	*11,313*	*8,636*	48,53
dont subvention CMSS		*40,000*	*29,325*	*29,325*	73,31
dont Subvention Intrants		*43,000*	*7,970*	*7,365*	17,13
dont Subvention EDM-SA		*27,000*	*17,000*	*17,000*	62,96
Dépenses en atténuation des recettes		6,000	1,811	1,811	30,18
Dépenses en capital	**796,119**	**912,478**	**267,767**	**218,547**	**23,95**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	796,119	912,478	267,767	218,547	23,95
Dépenses de transferts en capital	-	-	-	-	
Budgets annexes (2)	**1,840**	**6,514**	**1,695**	**1,596**	**24,51**
Personnel		1,959	0,522	0,522	26,63
Acquisitions de biens et services		2,127	0,400	0,400	18,81
Transferts et subventions		0,588	0,234	0,234	39,75
Dépenses en capital	1,840	1,840	0,540	0,441	23,96
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**51,995**	**116,613**	**29,323**	**25,663**	**22,01**
Personnel		0,470	0,057	0,054	11,40
Acquisitions de biens et services		63,240	29,055	25,580	40,45
Transferts et subventions		0,908	0,000	0,000	0,00
Dépenses en capital	51,995	51,995	0,210	0,030	0,06
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	**849,954**	**2 330,778**	**842,223**	**687,274**	**29,49**

Source : DGB, juin 2018

3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les Départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les Institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 207,651 milliards de FCFA** pour l'exercice 2018 sur lesquelles **660,014 milliards de FCFA** ont été exécutées au premier semestre 2018, soit un taux d'exécution de **29,90%**.

Ce faible taux d'exécution s'explique essentiellement par la prudence observée dans l'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services en vue d'éviter les tensions de trésorerie.

- ***Dépenses ordinaires***

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2018 s'élèvent à **1 295,173 milliards de FCFA** sur lesquels **34,09%**, représentant **441,467 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

- ***Personnel :***

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2018 à **516,409 milliards de FCFA** exécutés à hauteur de **35,37%** soit **182,679 milliards de FCFA** sur lesquels **36,40%** représentent des charges salariales des fonctionnaires des Collectivités territoriales (**66,500 milliards de FCFA**).

- ***Biens et services :***

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Biens et services » ont été exécutés à hauteur de **98,517 milliards de FCFA** représentant **27,51%** des **358,137 milliards de FCFA** inscrits au budget d'Etat 2018. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (**32,60%**), aux autres dépenses (**26,73%**) et aux frais de communication et énergie (**16,68%**)

- ***Charges financières :***

Les crédits de paiement des charges financières servent à prendre en charge les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **46,678** et **31,659 milliards de FCFA** dans la loi de Finances 2018. Au 30 juin 2018, ils ont été exécutés à hauteur de **34,65%** correspondant à **27,141 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **18,716 milliards de FCFA** représentent les frais financiers sur la dette intérieure et **8,424 milliards de FCFA**, ceux sur la dette extérieure.

- ***Transferts et subventions :***

Evalués à **336,290 milliards de FCFA** en 2018, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de **131,319 milliards de FCFA,** représentant un taux d'exécution de **39,05%**. Ils ont permis de prendre en charge entre autres, la subvention accordée par l'Etat à EDM SA (**12,95%**), celle accordée à la caisse de sécurité (**22,33%**), la subvention en intrants agricoles (**5,61%**) et les bourses scolaires (**6,58%**).

- ***Dépenses en atténuation des recettes :***

Prévues pour **6,000 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des

dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du premier semestre une réalisation de **1,811 milliards de FCFA,** représentant **30,18%** des prévisions.

- ***Dépenses en capital***

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses en capital sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement[10] (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements décomposées en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

En 2018, les autorisations d'engagement des dépenses en capital s'élèvent à **796,119 milliards de FCFA**. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à **912,478 milliards de FCFA** dans le budget 2018. Sur ce montant, **218,547 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit un taux de réalisation de **23,95%** sur lesquels **39,93%** ont été réalisés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **33,12%** au compte du BSI financement intérieur et **26,23%** au compte du BSI financement extérieur.

- ***Equipement - investissement :***

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Equipement investissement » se chiffrent à **345,020 milliards de FCFA** dans le budget 2018 exécutés à **25,29%** dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

- ***Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :***

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **316,067 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **22,90%** ont été exécutés au 30 juin 2018. Les travaux de construction des bâtiments administratifs représentent **60,56%** des crédits liquidés et les autres dépenses en investissement **39,44%**.

- ***Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :***

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **250,000 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **22,93%** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit **57,330 milliards de FCFA**.

[10] Cf supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 16. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En milliards de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Etat d'exécution du 1er Trimestre 2018			Etat d'exécution du 2ème Trimestre 2018			Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018		
	Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-	481	**322**	-	663	**663**	-	1 144	**1 144**
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	4 542	-	**4 542**	1 958	-	**1 958**	6 500	-	**6 500**
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 178	756	**2 934**	2 796	599	**3 395**	4 974	1 355	**6 329**
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	7 384	4 851	**12 235**	7 474	3 398	**10 872**	14 858	8 249	**23 107**
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	909	179	**1 088**	1 415	-	**1 415**	2 324	179	**2 503**
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	**-**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	**-**
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	119	11	**130**	706	1 957	**2 663**	825	1 968	**2 793**
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	3 960	227	**4 187**	2 063	7 098	**9 161**	6 023	7 325	**13 348**
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	**-**
MINISTERE DU COMMERCE	-	-	**-**	-	372	**372**	-	372	**372**
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	1 208	**1 208**	-	-	**-**	-	1 208	**1 208**
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	13	**13**	-	13	**13**	-	26	**26**
TOTAL	**19 092**	**7 726**	**26 659**	**16 412**	**14 100**	**30 512**	**35 504**	**21 826**	**57 330**

Source : DNPD, juin 2018

3.1.1.2. Budgets annexes

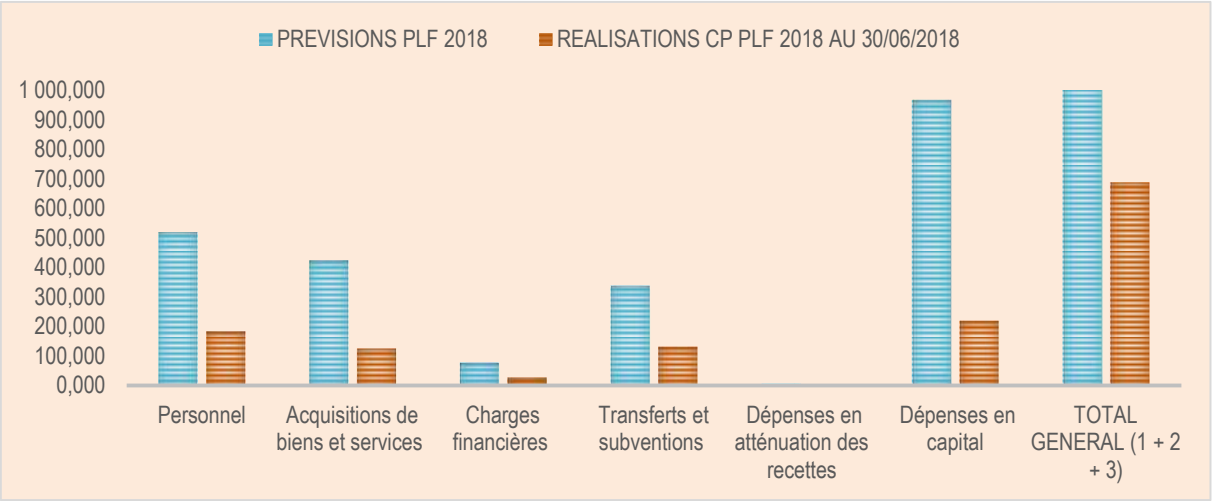
Les crédits de paiement des budgets annexes s'élèvent à **6,514 milliards de FCFA** dans la loi de Finances de 2018, sur lesquels, **1,596 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit **24,51%** des prévisions sur lesquels **63,27%** représentent les dépenses effectuées par les Entrepôts du Mali au Sénégal.

3.1.1.3. Comptes Spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2018 à **116,613 milliards de FCFA** sur lesquels **22,01%** ont été exécutés dont **99,02%,** au titre du remboursement de crédits TVA.

Agrégées par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le graphique 7.

Graphique 6. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2018 par nature économique.



Source : DGB, juin 2018

Ce graphique permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit des dépenses de transferts et de subventions avec **38,95%**, de personnel avec **35,32%**, des charges financières avec **34,65%** et des dépenses en atténuation des recettes avec **30,18%**.

Au niveau des Régions, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 30 juin 2018 se présente comme suit.

Tableau 17. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

NATURE ECONOMIQUE	**PREVISIONS LFI 2018** (en milliards de FCFA) **(1)**	**REALISATIONS CP AU 31/03/2018** (en milliards de FCFA) **(2)**	**TAUX D'EXECUTION** en % **(3) = (2)/(1)*100**
Personnel	219,296	102,112	46,56
Acquisition de biens et services	52,608	16,565	31,49
Transferts et subventions	13,505	3,216	23,81
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	52,624	5,933	11,27
TOTAL	**338,033**	**127,826**	**37,81**

Source : DGB, 2018

Il en ressort que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidés au niveau des Régions au 30 juin 2018 et présentent le taux d'exécution le plus élevé, soit 46,56% prévisions.

3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotations

Le budget d'Etat de 2018 comporte 148 programmes, 339 actions, 477 objectifs et 1081 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 18.

Tableau 18. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS PLF 2018						REALISATIONS CP PLF AU 30/06/2018		
	Nombre de Prog (1)	Nombre d'actions (2)	Nombre d'obj. (3)	Nombre d'indic. (4)	AE (en milliards de FCFA) (5)	CP (en milliards de FCFA) (6)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (7)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (8)	TAUX D'EXECUTION en % (9) = [(8)/(6)]*100
Programmes de pilotage (1)	**40**	**139**	**146**	**306**	**210,291**	**602,724**	**246,346**	**197,467**	**32,76**
Personnel						170,767	73,740	63,743	37,33
Biens et services						129,473	52,345	43,706	33,76
Transferts et subventions						74,793	38,216	33,794	45,18
Investissement					210,291	227,691	82,045	56,224	24,69
Programme opérationnel (2)	**96**	**183**	**301**	**725**	**438,084**	**1 185,656**	**409,638**	**337,743**	**28,49**
Personnel						293,539	158,309	134,926	45,97
Biens et services						102,748	37,373	25,758	25,07
Transferts et subventions						206,826	103,882	90,346	43,68
Investissement					438,084	582,543	110,074	86,713	14,89
Programmes des Budgets annexes (3)	**1**	**6**	**18**	**38**	**1,840**	**6,514**	**1,695**	**1,596**	**24,51**
Personnel						1,959	0,522	0,522	26,63
Biens et services						2,127	0,400	0,400	18,81
Transferts et subventions						0,588	0,234	0,234	39,75
Investissement					1,840	1,840	0,540	0,441	23,96
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	**11**	**11**	**12**	**12**	**51,995**	**116,613**	**29,323**	**25,663**	**22,01**
Personnel						0,470	0,057	0,054	11,40
Biens et services						63,240	29,055	25,580	40,45
Transferts et subventions						0,908	0,000	0,000	0,00
Investissement					51,995	51,995	0,210	0,030	0,06
Dotations (5)	**0**	**0**	**0**	**0**	**147,744**	**419,271**	**96,936**	**83,737**	**19,97**
Personnel						52,103	3,888	3,647	7,00
Biens et services						204,253	65,210	56,207	27,52
Transferts et subventions						54,671	8,665	7,166	13,11
Investissement					147,744	108,244	19,173	16,717	15,44
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**148**	**339**	**477**	**1 081**	**849,954**	**2 330,778**	**783,938**	**646,207**	**27,72**

Source : DGB, juin 2018.

3.1.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre des programmes de pilotage, s'élèvent à **602,724 milliards de FCFA** et permettent de financer 139 actions des 40 programmes d'administration générale. Ces crédits ont été exécutés à hauteur de **197,467 milliards de FCFA,** soit **30,56%** du total des crédits liquidés ou un taux d'exécution de **32,76%** par rapport aux prévisions.

Bien que leur taux d'exécution soit le plus élevé (**45,38%**) comparé aux autres natures de dépenses effectuées par ces programmes, les dépenses de transferts et subventions représentent seulement **17,11%** des liquidations des programmes de pilotage, suivi de ceux des dépenses d'acquisition de biens et services (**22,13%**), puis d'investissement (**28,47%**) et enfin de personnel **32,28%**.

3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2018, les crédits des 96 programmes opérationnels, d'un montant de **1 185,656 milliards de FCFA**, sont destinés au financement des 183 actions. Ils ont été exécutés à hauteur de **28,49%** et représentent **52%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel y sont également les plus importantes aussi bien en termes de taux d'exécution (**45,97%**) que de part dans les crédits liquidés (**39,95%**). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions qui représente **26,75%** des crédits liquidés et sont exécutés à **43,68%** par rapport aux prévisions. Malgré leur poids important dans les prévisions (**49%** des CP), les dépenses d'investissement des programmes opérationnels n'ont été exécutées qu'à hauteur de **14,89%** et elles représentent **25,67%** du total des crédits liquidés. Les dépenses d'acquisition de biens et services ne représentent, quant à elles, que **7,63%** des crédits liquidés et leur taux d'exécution par rapport aux prévisions s'élève à **25,07%**.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre du programme des budgets annexes s'élèvent à 6,514 milliards de FCFA et permettent de financer 6 actions.

Ces crédits ont été exécutés à hauteur de **1,596 milliard de FCFA**, soit **24,51%** des prévisions sur lesquels, **32,68%** représentent des dépenses de personnel, **25,06%** des acquisitions de biens et services, **27,62%** des investissements et **14,64%** des transferts et subventions.

3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat au titre des comptes spéciaux du trésor se chiffrent à **116,613 milliards de FCFA** et permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

Sur ce montant, **25,663 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2018, soit **22,01%** de taux de réalisation et **4%** du total des crédits liquidés, dont **99,67%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

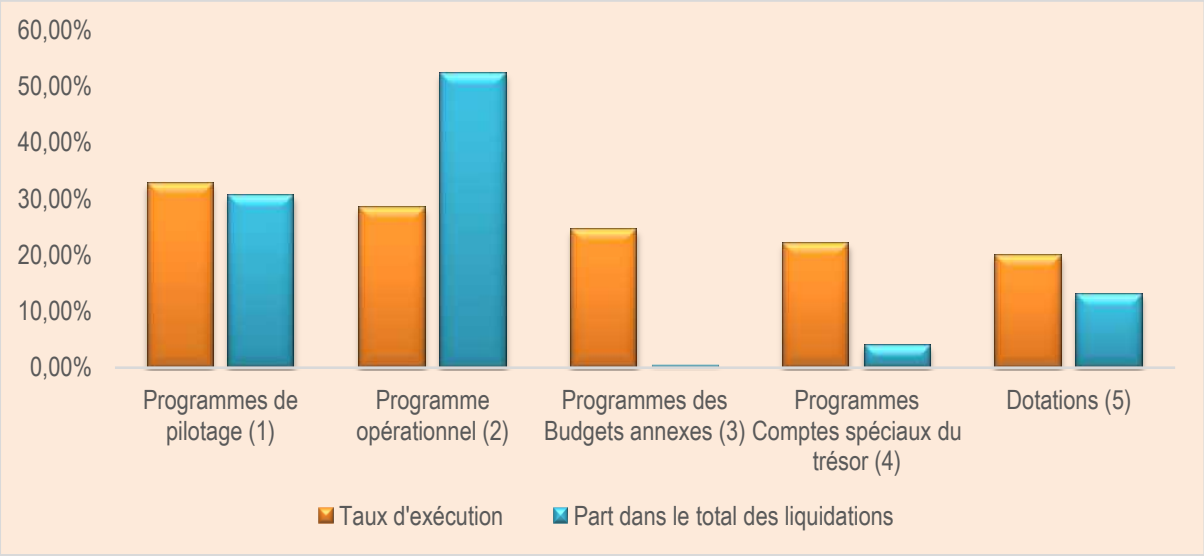
3.1.2.5. Dotations

Les crédits de paiement inscrits dans le budget d'Etat 2018 au titre des dotations, se chiffrent à **419,271 milliards de FCFA** sur lesquels **19,97%** ont été exécutés, soit **13%** du total des crédits liquidés. L'acquisition de biens et services représentent **67%** des liquidations de ces dotations, suivie des dépenses d'investissement qui représentent **20%**.

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Le graphique 8 présente la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 7. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, juin 2018.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent plus de **50%** des crédits liquidés au 30 juin 2018 tandis que le taux d'exécution par rapport aux prévisions le plus élevé est enregistré par les programmes de pilotage, soit **32,76%**.

3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 19 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle.

FONCTION	PREVISIONS LF 2018		REALISATIONS LF AU 30/06/2018			
	CP (en milliards de FCFA) **(1)**	**POIDS CP** en % **(2)**	**CREDITS ENGAGES** (en milliards de FCFA) **(3)**	**CREDITS LIQUIDES** (en milliards de FCFA) **(4)**	**TAUX D'EXECUTION DES CP** en % **(5) = (4)/(1)*100**	**POIDS CP** en % **(6)**
Services généraux des administrations publiques	551,876	23,68	182,136	153,165	27,75	23,70
Défense	272,338	11,68	133,473	107,655	39,53	16,66
Ordre et sécurité publics	130,515	5,60	51,574	46,195	35,39	7,15
Affaires économiques	668,747	28,69	137,750	121,295	18,14	18,77
dont Agriculture	*349,850*	*15,01*	*41,282*	*31,735*	*9,07*	*4,91*
Protection de l'environnement	8,969	0,38	3,604	3,387	37,77	0,52
Logement et équipements collectifs	55,363	2,38	6,468	5,521	9,97	0,85
Santé	124,490	5,34	32,074	24,182	19,43	3,74
Loisirs, culture et culte	22,160	0,95	7,806	6,404	28,90	0,99
Enseignement	396,424	17,01	181,578	133,039	33,56	20,59
Protection sociale	99,899	4,29	47,475	45,363	45,41	7,02
TOTAL	**2 330,779**	**100,00**	**783,938**	**646,207**	**27,72**	**100,00**

Source : DGB, 2018.

3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des services généraux des administrations publiques s'élève à **27,75%** à la date du 30 juin 2018. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **46,43%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **23,73%**, les opérations concernant la dette publique pour **21 ,76%**, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **23,70%** des dépenses totales.

3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **16,66%**. Leur taux d'exécution au 30 juin 2018 par rapport aux prévisions s'élève à **39,53%**.

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **35,39%** à la fin du premier semestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs.

3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des affaires économiques ont été exécutés au 30 juin 2018 à hauteur de **18,14%**, soit **18,77%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont les transports (**40%**), l'Agriculture, sylviculture, pêche et chasse (**26%**) et les affaires économiques non classées ailleurs (**18%**).

3.1.3.5. Protection de l'environnement, Logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte

Les poids des dépenses liés à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte sont les plus faibles (respectivement **0,52%**, **0,85%** et **0,99%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **37,77%**, **9,97%** et **28,90%**.

3.1.3.6. Santé

La fonction « santé » enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de **19,43%** sur lesquelles **46,04%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **28,44%** pour des services hospitaliers et **5,37%** pour les services de santé publique. Elle représente **3,74%** du total des crédits liquidés au 30 juin 2018.

3.1.3.7. Enseignement

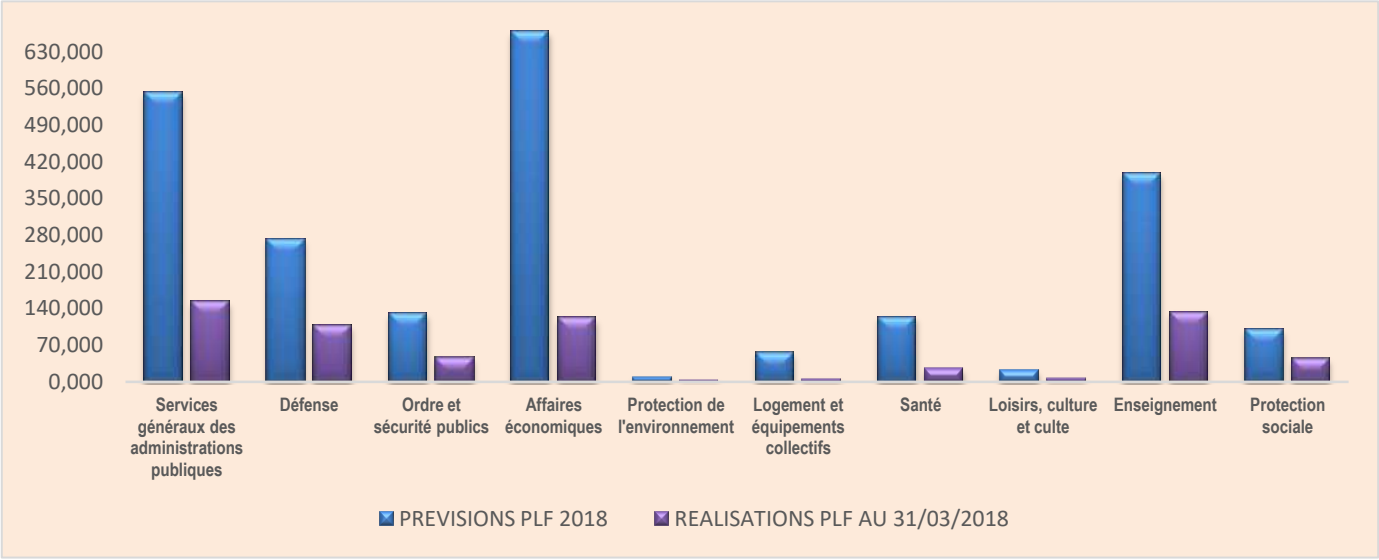
Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre de l'enseignement ont été exécutés au 30 juin 2018 à hauteur de **33,56%**, soit **20,59%** des crédits liquidés à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**49,92%**), l'enseignement secondaire (**25,56%**) et l'enseignement supérieur (**16,72%**).

3.1.3.8. Protection sociale

Avec le taux d'exécution le plus important, soit **45,41%** des prévisions à la fin du premier semestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de la protection sociale ne représentent que **7,02%** du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (**77,66%**).

Le graphique 8 ci-dessous, fourni une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 8. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

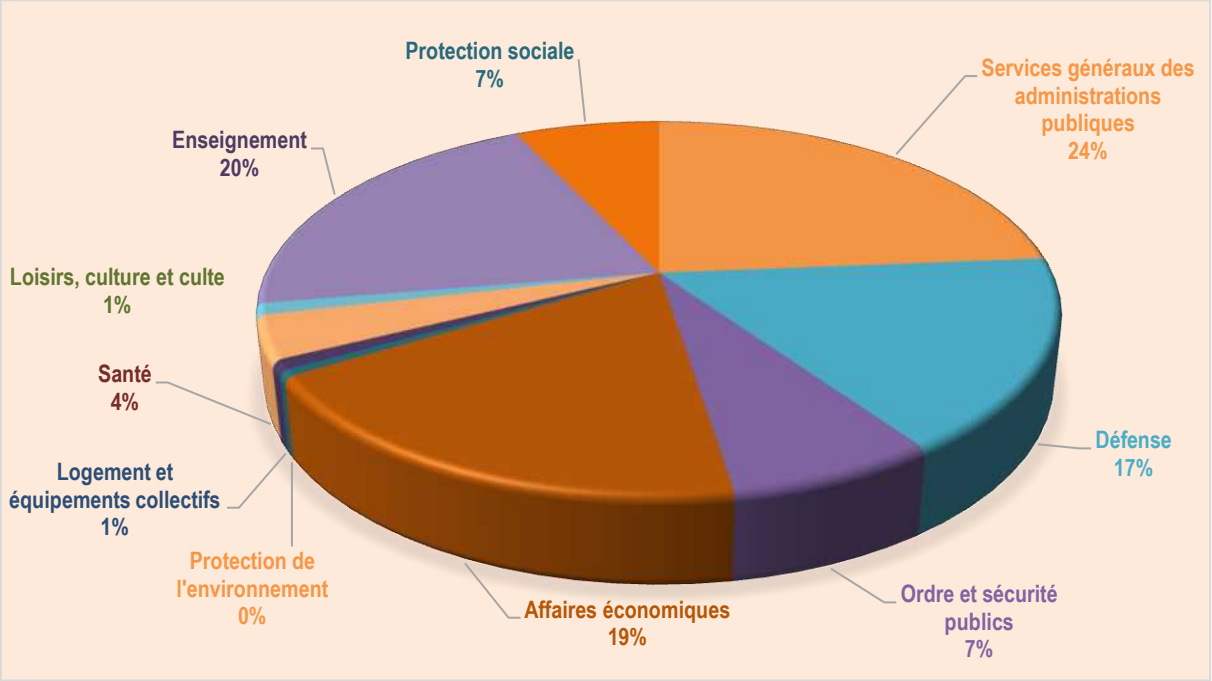


Source : DGB, juin 2018.

Il en ressort que, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions « protection sociale », « défense », « protection de l'environnement », « ordre et sécurité publics » et « enseignement », présentent les taux d'exécution les plus élevés.

Le graphique 9 quant à lui, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 30 juin 2018.

Graphique 9. Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source : DGB, 2018.

La lecture de ce graphique fait apparaitre que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importants en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au premier semestre 2018.

3.2. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice budgétaire 2018, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées **348,583 milliards de FCFA**, contre **156,00 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative 2017, soit une hausse **192,583 milliards de FCFA**.

De manière globale, les charges de trésorerie ont été exécutées à hauteur de **188,000 milliards de FCFA**, soit **53,93%** des prévisions.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2018 est présentée dans le tableau 20.

Tableau 20. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2018.

CHARGES	PREVISIONS LFI 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30/06/2018 (en milliards de FCFA) (2)	ECART (en milliards de FCFA) (3) = (2) - (1)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/ (1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	334,423	186,445	-147,978	55,75
Principal dette intérieure	*227,591*	*134,8*	*-92,791*	*59,23*
Principal dette extérieure	*106,832*	*51,645*	*-55,187*	*48,34*
Retraits sur les comptes des correspondants	14,160	1,555	-12,605	10,98
Prêts et avances	-	-	-	
Total charges de trésorerie	**348,583**	**188,000**	**- 160,583**	**53,93**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2018.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à **186,445 milliards de FCFA** dont **134,800 milliards de FCFA** de principal de la dette intérieure et **51,645 milliards de FCFA** de dette extérieure, soit un taux de réalisation de **97,77%** par rapport aux prévisions semestrielles et **55,75%** par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent 99,17% des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils sont prévus en 2018 pour **14,160 milliards de FCFA**. Les réalisations se chiffrent à **1,555 milliard de FCFA** composés essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et autres correspondants.

En termes de perspectives pour le 3ème trimestre 2018, il est programmé des paiements de **61,771 milliards de FCFA** dont **58,231 milliards de FCFA** de remboursement des produits des emprunts (dette intérieure **37,027 milliards de FCFA** et dette extérieure **21,207 milliards de FCFA**) ainsi que, **3,540 milliards de FCFA** de retraits sur les comptes des correspondants.

IV. CONCLUSION

L'année 2018 constitue la première année d'exécution du budget d'Etat de la République du Mali en mode programme. Pour ce premier exercice, l'exécution du Budget d'Etat au 30 juin 2018, dégage un solde de gestion de **266,369 milliards de FCFA**[11].

Les recettes budgétaires ont été exécutées à hauteur de **734,625 milliards de FCFA**, soit **37,65%** des prévisions, tandis que les charges budgétaires l'ont été à hauteur de **687,274 milliards de FCFA**, soit **29,49%**.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **188,000 milliards de FCFA**, soit **53,93%**, tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **100,194 milliards de FCFA**, soit **33,69%**.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **88,00%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **12,00%** des ressources réalisées. L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiette et de recouvrement représente **82,48%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie). Les parts les plus importantes de ces réalisations ont été effectuées par la Direction générale des Impôts (**53,71%**) et la Direction générale des Douanes (**38,04%**).

Classées par nature économique, les des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat constituent le principal poste de dépenses avec **31,87%** des liquidations, suivies des charges de personnel avec **26,66%** et des dépenses de transferts et subventions avec **19,14%**. Environ **18,60%** des liquidations ont été effectuées au niveau déconcentré où les dépenses de personnel et d'acquisition de biens et services sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **52%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **30,56%** au titre des programmes de pilotage, **3,97%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,25%** pour ceux des budgets annexes et **12,96%** au titre des Dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **23,70%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **23,81%**, l'enseignement **20,59%** et les affaires économiques **18,77%**. Les taux d'exécution les plus importants ont été enregistrés au niveau des fonctions « protection sociale » avec **45,41%**, « défense » avec **39,53%**, « protection de l'environnement » avec **37,77%**, « ordre et sécurité publics » avec **35,39%** et « enseignement » avec **33,56%**.

En perspective, il est prévu au cours du 3ème trimestre, (i) un rattrapage de certains gaps constatés au niveau de certains services d'assiette et de recouvrement ainsi que, (ii) le renforcement des mesures de régulation des dépenses incluant le renforcement de la prudence dans l'exécution, afin d'adapter le rythme de réalisation des dépenses au niveau de recouvrement des ressources.

[11] Solde net de gestion = recettes budgétaires – dépenses, hors dépenses en capital.

ANNEXE 1 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type programme / Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	53 455 166	20 118 395	3 887 707	3 647 401
3 Biens et services	0	209 252 696	86 281 842	65 209 849	56 206 593
4 Transferts et subventions	0	42 077 485	11 025 098	8 665 318	7 166 269
5 Investissement	147 744 443	103 630 655	29 320 339	19 173 429	16 716 754
TOTAL	**131 344 807**	**408 416 002**	**146 745 674**	**96 936 303**	**83 737 016**
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	170 844 748	79 221 077	73 740 260	63 743 165
3 Biens et services	0	126 762 502	69 049 367	52 344 666	43 706 461
4 Transferts et subventions	0	88 406 062	46 922 350	38 215 850	33 793 795
5 Investissement	210 291 239	232 425 598	122 113 136	82 044 889	56 223 812
TOTAL	**222 400 856**	**618 438 910**	**317 305 931**	**246 345 665**	**197 467 232**
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	292 109 138	186 990 146	158 309 200	134 926 311
3 Biens et services	0	99 929 402	53 435 555	37 373 339	25 757 563
4 Transferts et subventions	0	206 335 711	120 777 362	103 881 551	90 346 292
5 Investissement	438 084 098	582 422 527	168 659 333	110 074 384	86 712 526
TOTAL	**442 374 117**	**1 180 796 778**	**529 862 397**	**409 638 475**	**337 742 693**
3 Programme des comptes speciaux du tresor					
2 Personnel	0	470 000	85 470	57 481	53 598
3 Biens et services	0	63 240 020	62 306 762	29 055 467	25 579 592
4 Transferts et subventions	0	908 250	54 125	0	0
5 Investissement	51 994 770	51 994 770	1 727 831	209 553	29 957
TOTAL	**51 994 770**	**116 613 040**	**64 174 188**	**29 322 500**	**25 663 147**
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	1 959 000	971 100	521 744	521 744
3 Biens et services	0	2 127 273	1 014 932	400 097	400 097
4 Transferts et subventions	0	588 000	294 000	233 750	233 750
5 Investissement	1 839 935	1 839 935	863 518	539 791	440 896
TOTAL	**1 839 935**	**6 514 208**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**
TOTAL DU BUDGET GENERAL	**849 954 485**	**2 330 778 938**	**1 061 231 738**	**783 938 325**	**646 206 574**

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION AU 30 JUIN 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
0.001	Assemblée Nationale	1 507 529	16 419 340	7 503 839	7 503 839	7 321 583
TOTAL		**1 507 529**	**16 419 340**	**7 503 839**	**7 503 839**	**7 321 583**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
1.001	Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	450 000	4 122 543	1 952 269	1 794 719	1 800 558
1.002	Administration Générale	1 020 425	8 897 664	6 376 634	5 016 332	3 502 725
2.001	Sécurité et Défense	240 000	698 886	352 554	268 044	265 235
TOTAL		**700 285**	**13 719 093**	**8 681 457**	**7 079 095**	**5 568 517**
130	**PRIMATURE**					
1.003	Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	1 071 324	6 242 750	3 717 420	3 142 850	2 322 928
1.004	Administration Générale et Contrôle	685 293	6 320 910	3 145 727	1 408 273	1 098 881
2.002	Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	211 500	486 367	223 389	129 963	121 589
TOTAL		**2 078 117**	**13 050 027**	**7 086 536**	**4 681 086**	**3 543 397**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
2.003	Participation à la Gestion des Elections	45 119	562 411	244 307	219 158	211 374
TOTAL		**45 119**	**562 411**	**244 307**	**219 158**	**211 374**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	327 464	1 128 020	719 403	572 829	600 111
TOTAL		**327 464**	**1 128 020**	**719 403**	**572 829**	**600 111**
150	**COUR SUPREME**					
2.005	Cour Suprême	734 500	2 758 026	1 394 140	1 260 380	1 003 940
TOTAL		**734 500**	**2 758 026**	**1 394 140**	**1 260 380**	**1 003 940**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	916 821	467 914	388 517	283 114
TOTAL		**0**	**916 821**	**467 914**	**388 517**	**283 114**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	350 000	1 331 816	714 125	605 242	568 856
TOTAL		**350 000**	**1 331 816**	**714 125**	**605 242**	**568 856**
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	345 000	1 882 118	873 186	703 132	626 249
TOTAL		**345 000**	**1 882 118**	**873 186**	**703 132**	**626 249**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
1.006	Administration Générale	7 468 985	42 117 305	27 080 699	22 285 834	20 684 741
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	561 807	485 682	469 446	205 139
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	96 973	45 216	42 396	39 134
TOTAL		**8 768 985**	**42 776 085**	**27 611 597**	**22 797 676**	**20 929 015**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
1.007	Administration Générale	93 500	1 070 363	490 753	441 621	351 435
2.010	Intégration Africaine	0	171 632	127 154	107 152	22 055
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	626 000	986 059	343 605	331 372	271 475
TOTAL		**719 500**	**2 228 054**	**961 512**	**880 145**	**644 965**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	238 910	3 442 994	1 482 065	1 444 065	1 444 065
TOTAL		**238 910**	**3 442 994**	**1 482 065**	**1 444 065**	**1 444 065**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	30 000	1 005 374	446 100	446 100	438 510
TOTAL		**30 000**	**1 005 374**	**446 100**	**446 100**	**438 510**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	27 630	150 518	71 952	53 301	50 549
TOTAL		**27 630**	**150 518**	**71 952**	**53 301**	**50 549**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
1.008	Administration Générale	92 796 240	272 132 869	161 941 389	131 172 904	106 069 145
2.015	Gestion des Opérations Militaires	377 756	7 424 277	4 168 274	2 574 136	1 229 644
2.016	Inspection des Armées	15 000	303 837	150 492	130 360	126 847
2.017	Formation	33 388	639 616	310 120	310 110	249 676
2.018	Gestion des Transmissions	28 402	252 058	119 386	65 336	47 999
TOTAL		**107 115 191**	**280 752 657**	**166 689 661**	**134 252 845**	**107 723 311**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE**					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 062 252	6 750 989	3 132 743	2 291 522	1 207 104
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	680 584	9 300 287	4 856 679	3 855 373	3 591 176
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	30 017	5 178 530	3 036 791	2 910 727	2 242 829
TOTAL		**2 772 853**	**21 229 806**	**11 026 213**	**9 057 622**	**7 041 109**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	218 000	1 316 017	609 636	609 636	609 636
TOTAL		**218 000**	**1 316 017**	**609 636**	**609 636**	**609 636**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
225	**MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT**					
1.041	Administration Générale	0	426 700	269 201	223 221	193 513
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	350 000	521 660	246 438	91 533	56 899
TOTAL		**350 000**	**948 360**	**515 639**	**314 754**	**250 412**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	20 000	489 500	223 400	223 400	223 400
TOTAL		**20 000**	**489 500**	**223 400**	**223 400**	**223 400**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
1.010	Administration Générale	7 502 852	15 083 540	10 857 472	8 299 674	5 892 261
2.021	Ordre et Sécurité	15 799 282	52 632 602	23 925 172	21 301 729	21 536 192
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 564 669	12 512 701	3 400 585	3 116 253	3 221 430
TOTAL		**30 722 479**	**80 228 843**	**38 183 230**	**32 717 655**	**30 649 883**
235	**SECURITE D'ETAT**					
0.002	Securite d'Etat	500 000	8 432 573	4 967 232	4 644 049	4 644 049
TOTAL		**500 000**	**8 432 573**	**4 967 232**	**4 644 049**	**4 644 049**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
1.011	Administration Générale	34 830 342	37 341 989	9 921 360	6 587 815	4 631 471
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 215 953	8 607 662	3 607 975	2 529 065	1 371 633
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	2 215 827	14 317 060	7 952 051	6 034 955	4 988 620
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 112 395	5 842 426	2 834 525	2 266 155	1 369 941
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 062 571	5 093 834	2 951 708	1 799 687	1 167 265
2.027	Gestion de la Dette Publique	270 000	519 886	224 343	113 697	104 304
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 919 146	5 684 405	2 588 753	2 052 967	1 695 725
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 610 553	5 235 562	4 750 193	2 626 546	2 551 516
TOTAL		**49 750 436**	**82 642 824**	**34 830 908**	**24 010 886**	**17 880 475**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	400 000	1 327 305	548 522	340 444	315 057
TOTAL		**400 000**	**1 327 305**	**548 522**	**340 444**	**315 057**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
2.068	Régulation de la commande publique	0	430 391	190 756	189 756	189 756
TOTAL		**0**	**430 391**	**190 756**	**189 756**	**189 756**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
1.012	Administration Générale	986 711	2 289 587	1 251 307	1 000 971	734 633
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	752 000	940 756	651 169	472 953	244 072
2.031	Amelioration du Cadre legislatif du Travail	29 691	738 343	418 369	316 660	313 115
TOTAL		**1 352 402**	**3 968 686**	**2 320 844**	**1 790 584**	**1 291 819**
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**					
1.013	Administration Générale	217 194	2 040 938	988 736	667 757	449 594
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	8 946 798	9 851 136	585 617	520 133	477 960
2.034	Formation Professionnelle	939 235	1 816 984	608 393	454 417	306 042
TOTAL		**10 103 227**	**13 709 058**	**2 182 747**	**1 642 307**	**1 233 597**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	229 980	3 862 295	1 607 575	1 314 269	1 087 542
2.036	Administration du Territoire	3 151 075	23 786 753	12 002 118	9 252 036	6 564 248
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	305 000	426 038	167 111	44 142	36 948
TOTAL		**3 686 055**	**28 075 086**	**13 776 804**	**10 610 447**	**7 688 739**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	153 619	1 567 727	744 658	729 214	729 214
TOTAL		**153 619**	**1 567 727**	**744 658**	**729 214**	**729 214**
335	**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE**					
1.036	Administration Générale	160 215	692 656	287 061	205 698	214 187
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 628 381	27 943 398	9 649 265	9 163 550	8 242 181
TOTAL		**22 788 596**	**28 636 054**	**9 936 327**	**9 369 248**	**8 456 369**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
1.015	Administration Générale	65 640	924 609	480 887	399 818	388 862
2.039	Religion et du Culte	150 000	259 040	104 116	37 089	31 107
TOTAL		**215 640**	**1 183 649**	**585 003**	**436 907**	**419 969**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	48 900	956 552	446 582	409 979	391 443
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 129 145	893 697	874 436	701 665
TOTAL		**48 900**	**3 085 697**	**1 340 279**	**1 284 415**	**1 093 107**
380	**MINISTERE DU COMMERCE**					
1.032	Administration Générale	214 807	1 230 591	537 714	460 983	421 980
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	2 483 046	5 401 211	2 020 393	1 256 405	1 066 795
TOTAL		**2 697 853**	**6 631 802**	**2 558 107**	**1 717 388**	**1 488 775**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	3 352 578	37 886 274	15 465 905	12 389 857	6 416 982
2.041	Développement de l'Education de Base	34 440 123	245 541 121	169 629 540	132 101 873	98 510 102
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	4 299 726	11 209 991	6 029 711	2 227 755	1 521 824
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	890 686	4 545 208	2 850 237	840 933	433 766
TOTAL		**42 983 113**	**299 182 594**	**193 975 392**	**147 560 419**	**106 882 674**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	3 492 301	11 654 446	5 034 539	2 258 878	841 031
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	5 851 724	69 106 672	37 010 503	27 963 222	21 970 717
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	311 598	1 083 575	487 576	388 340	369 728
TOTAL		**9 655 623**	**81 844 693**	**42 532 619**	**30 610 440**	**23 181 476**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
1.019	Administration Générale	303 732	2 330 572	1 103 769	930 447	858 901
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	391 000	1 504 096	646 585	339 381	280 242
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 000 000	1 415 907	224 675	224 104	226 336
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 069 570	3 696 338	1 789 541	1 295 538	1 018 927
TOTAL		**2 764 302**	**8 946 913**	**3 764 570**	**2 789 470**	**2 384 406**
520	**MINISTERE DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	385 830	4 590 714	3 001 088	2 079 591	1 857 095
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	957 454	2 033 961	1 217 563	718 334	574 124
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	22 955	1 297 602	790 198	646 923	468 648
TOTAL		**1 286 239**	**7 922 277**	**5 008 850**	**3 444 847**	**2 899 868**
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
1.038	Administration Générale	30 000	538 144	285 938	247 792	205 650
2.035	Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 247 963	2 968 232	1 324 537	1 054 037	762 636
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	1 695 000	2 216 026	1 386 247	1 032 577	571 997
TOTAL		**3 352 963**	**5 722 402**	**2 996 722**	**2 334 406**	**1 540 283**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	5 643 822	23 483 203	7 252 743	3 759 428	2 012 141
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	1 831 556	34 010 666	18 572 107	13 517 428	11 191 739
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	6 749	3 538 479	1 464 465	138 558	25 552
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	21 064 829	45 187 003	15 352 192	11 968 939	8 725 477
TOTAL		**28 546 956**	**106 219 351**	**42 641 507**	**29 384 353**	**21 954 909**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 918 711	1 192 529	1 166 348	743 107
TOTAL		**0**	**2 918 711**	**1 192 529**	**1 166 348**	**743 107**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	978 767	2 582 921	1 128 245	1 043 480	853 405
2.059	Promotion de la Femme	4 866 952	5 437 393	994 508	476 215	398 538
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	553 418	1 367 841	639 205	407 635	370 891
TOTAL		**6 399 137**	**9 388 155**	**2 761 958**	**1 927 330**	**1 622 835**
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE**					
1.023	Administration Générale	8 185 929	10 933 141	2 183 057	1 257 316	497 763
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	280 000	2 247 744	1 107 730	667 601	639 416
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	343 225	53 421 609	37 603 068	36 551 317	36 282 564
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	645 000	1 207 683	596 540	483 279	357 703
TOTAL		**9 419 154**	**67 810 177**	**41 490 394**	**38 959 513**	**37 777 446**
700	**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT**					
1.024	Administration Générale	619 001	2 359 931	1 048 667	775 159	668 974
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	62 555 575	171 549 067	62 886 814	45 613 817	44 550 334
TOTAL		**63 617 288**	**173 908 998**	**63 935 481**	**46 388 976**	**45 219 308**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
1.025	Administration Générale	383 315	1 516 316	751 441	474 723	377 874
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	15 614 680	9 090 984	2 956 572	1 170 905	959 158
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	650 000	2 422 580	1 125 229	947 909	544 923
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 116 967	8 962 123	2 152 764	1 510 714	1 212 634
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	2 993 000	3 213 327	589 336	254 910	203 087
TOTAL		**26 637 962**	**25 205 330**	**7 575 343**	**4 359 160**	**3 297 675**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
1.026	Administration Générale	125 737	28 036 798	17 493 111	17 439 274	17 380 236
2.073	Développement des Ressources Energétiques	21 740 046	35 505 909	8 697 256	7 591 538	5 373 187
2.074	Développement des Ressources en Eau	33 149 706	47 158 043	4 226 124	2 859 023	1 958 411
TOTAL		**59 104 289**	**110 700 750**	**30 416 491**	**27 889 835**	**24 711 834**
726	**MINISTERE DES MINES**					
1.027	Administration Générale	226 843	2 321 926	1 283 601	1 035 243	457 790
2.075	Développement des ressources minérales	1 580 996	2 300 801	945 999	450 364	342 426
TOTAL		**1 807 839**	**4 622 727**	**2 229 600**	**1 485 607**	**800 216**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
730	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION**					
1.028	Administration Générale	68 778	1 067 214	443 867	339 786	319 898
2.076	Medias et Communication Publics	2 150 000	8 334 593	4 557 612	2 939 018	2 669 106
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	645 000	3 146 975	1 862 988	923 292	662 733
TOTAL		**3 768 163**	**12 548 782**	**6 864 467**	**4 202 096**	**3 651 736**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	400 000	1 403 706	663 853	580 567	400 845
TOTAL		**400 000**	**1 403 706**	**663 853**	**580 567**	**400 845**
740	**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES**					
1.029	Administration Générale	2 259 000	4 307 621	1 967 348	1 174 695	851 264
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	24 546	3 284 601	1 551 840	1 232 856	1 084 565
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	12 165 746	14 530 827	1 395 931	629 799	488 313
TOTAL		**14 449 292**	**22 123 049**	**4 915 119**	**3 037 350**	**2 424 142**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
1.031	Administration Générale et Contrôle	3 172 900	3 767 467	1 518 468	1 482 824	1 467 294
2.080	Population	7 370 000	7 525 120	214 243	181 288	124 343
2.081	Aménagement du Territoire	409 000	531 881	222 944	193 577	176 523
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	815 255	3 468 499	2 076 909	1 484 003	770 346
TOTAL		**11 767 155**	**15 292 967**	**4 032 564**	**3 341 692**	**2 538 507**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS**					
1.042	Administration Générale	100 000	667 623	283 866	165 928	102 961
2.066	Développement et sécurisation des transports	2 664 484	5 659 072	2 289 219	1 238 522	1 004 840
TOTAL		**2 764 484**	**6 326 695**	**2 573 085**	**1 404 449**	**1 107 800**
800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**					
1.039	Administration Générale	225 000	855 930	402 050	275 530	239 405
2.084	Développement du secteur industriel	488 396	1 735 318	806 381	678 103	286 200
TOTAL		**704 396**	**2 591 248**	**1 208 431**	**953 633**	**525 605**
812	**MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE**					
1.033	Administration Générale	95 225	1 130 979	501 993	441 599	353 366
2.085	Appui au développement du secteur privé	412 500	1 481 373	585 606	318 406	274 020
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	119 857	177 974	58 887	39 256	37 431
TOTAL		**627 582**	**2 790 326**	**1 146 485**	**799 260**	**664 817**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
1.034	Administration Générale	11 887 224	45 865 370	17 341 327	8 666 324	8 178 376
2.087	Appui au Monde Rural	22 744 669	28 446 599	4 134 106	3 450 496	2 757 115
2.088	Aménagement et Equipement Rural	58 384 813	66 379 157	10 806 697	8 148 080	5 909 294
2.089	Recherche - Formation	7 857 500	11 781 772	2 251 162	2 124 099	2 010 503
TOTAL		**100 878 260**	**152 472 898**	**34 533 291**	**22 388 999**	**18 855 288**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.037	Administration Générale	18 830 597	19 317 448	3 961 426	2 684 259	1 818 507
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	1 812 357	3 262 993	1 152 890	942 575	682 962
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 844 928	3 039 393	938 048	618 794	450 681
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	327 422	2 706 195	1 435 577	1 146 859	891 392
TOTAL		**19 421 399**	**28 326 029**	**7 487 941**	**5 392 487**	**3 843 541**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	6 530 000	6 904 578	4 939 940	4 389 321	4 366 576
TOTAL		**6 530 000**	**6 904 578**	**4 939 940**	**4 389 321**	**4 366 576**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
1.040	Administration Générale	20 000	720 022	367 951	299 292	265 317
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	939 546	1 611 131	658 391	265 999	229 202
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	169 070	556 360	238 327	200 055	123 221
TOTAL		**1 128 616**	**2 887 513**	**1 264 669**	**765 346**	**617 741**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provision pour imprevues	145 736 914	305 227 089	98 416 329	57 547 642	44 630 618
0.004	Dette	0	78 337 000	35 858 273	27 240 773	27 140 766
TOTAL		**129 337 278**	**383 564 089**	**134 274 602**	**84 788 414**	**71 771 384**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**796 119 780**	**2 207 651 690**	**993 914 001**	**752 920 443**	**618 946 941**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme / Chapitre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports					
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)					
Personnel	0	865 000	220 000	157 782	157 782
Biens et services	0	1 078 000	284 500	202 883	202 883
Transferts et subventions	0	983 000	246 500	233 750	233 750
Investissement	2 158 497	2 158 497	621 249	514 611	415 716
Total	**2 158 497**	**5 084 497**	**1 372 249**	**1 109 026**	**1 010 131**
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)					
Personnel	0	824 000	216 000	0	0
Biens et services	0	865 745	222 500	0	0
Transferts et subventions	0	160 000	47 500	0	0
Investissement	393 000	393 000	77 500	0	0
Total	**393 000**	**2 242 745**	**563 500**	**0**	**0**
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)					
Personnel	0	495 000	120 000	107 089	107 089
Biens et services	0	483 000	97 000	32 376	32 376
Investissement	308 000	308 000	29 600	0	0
Total	**308 000**	**1 286 000**	**246 600**	**139 465**	**139 465**
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)					
Personnel	0	711 000	173 600	161 068	161 068
Biens et services	0	557 100	112 820	100 993	100 993
Investissement	230 876	230 876	38 919	17 435	17 435
Total	**230 876**	**1 498 976**	**325 339**	**279 496**	**279 496**
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)					
Personnel	0	510 000	127 500	95 805	95 805
Biens et services	0	557 800	186 950	63 846	63 846
Investissement	125 000	125 000	31 250	7 744	7 744
Total	**125 000**	**1 192 800**	**345 700**	**167 395**	**167 395**
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)					
Personnel	0	436 500	114 000	0	0
Biens et services	0	442 896	111 162	0	0
Investissement	310 250	310 250	65 000	0	0
Total	**310 250**	**1 189 646**	**290 162**	**0**	**0**
Total	**3 525 623**	**12 494 664**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**
Total	**3 525 623**	**12 494 664**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**
TOTAL GENERAL	**3 525 623**	**12 494 664**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
3.001	Remboursement des Credits TVA	0	61 786 270	61 786 270	28 739 745	25 411 034
3.009	Fonds de Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
TOTAL		**40 000 000**	**101 786 270**	**61 786 270**	**28 739 745**	**25 411 034**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	0	0	0
TOTAL		**2 616 620**	**2 616 620**	**0**	**0**	**0**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	800 000	0	0	0
TOTAL		**0**	**800 000**	**0**	**0**	**0**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	139 375	74 871	0
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	510 625	199 656	0
TOTAL		**846 750**	**1 300 000**	**650 000**	**274 527**	**0**
726	**MINISTERE DES MINES**					
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	105 000	91 285	77 789
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	35 000	515 000	0	0	0
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	515 000	1 263 750	440 358	216 943	174 324
TOTAL		**550 000**	**2 128 750**	**545 358**	**308 229**	**252 113**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	1 192 560	0	0
TOTAL		**2 981 400**	**2 981 400**	**1 192 560**	**0**	**0**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	0	0	0
TOTAL		**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**51 994 770**	**116 613 040**	**64 174 188**	**29 322 500**	**25 663 147**

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 600 500	1 600 500	1 418 243
Biens et services	0	10 716 620	4 479 657	4 479 657	4 479 657
Transferts et subventions	0	1 747 191	820 671	820 671	820 671
Investissement	1 507 529	1 507 529	603 012	603 012	603 012
Total	**1 507 529**	**16 419 340**	**7 503 839**	**7 503 839**	**7 321 583**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 713 414	857 428	857 428	843 039
Biens et services	0	8 681 261	5 347 236	4 018 247	3 572 941
Transferts et subventions	0	2 624 133	2 195 133	2 137 096	1 106 428
Investissement	1 710 425	700 285	281 660	66 324	46 109
Total	**700 285**	**13 719 093**	**8 681 457**	**7 079 095**	**5 568 517**
130 PRIMATURE					
Personnel	0	1 753 950	1 112 278	881 764	765 527
Biens et services	0	5 716 881	3 121 819	2 300 483	1 940 042
Transferts et subventions	0	1 564 483	906 421	645 910	541 890
Investissement	1 968 117	4 014 713	1 946 018	852 929	295 938
Total	**2 078 117**	**13 050 027**	**7 086 536**	**4 681 086**	**3 543 397**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	66 816	33 408	33 408	31 357
Biens et services	0	452 731	188 192	165 073	159 340
Investissement	45 119	42 864	22 707	20 677	20 677
Total	**45 119**	**562 411**	**244 307**	**219 158**	**211 374**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	230 149	230 149	115 075	149 878
Biens et services	0	535 265	229 577	204 118	203 072
Transferts et subventions	0	41 515	16 606	16 466	16 466
Investissement	327 464	321 091	243 071	237 171	230 695
Total	**327 464**	**1 128 020**	**719 403**	**572 829**	**600 111**
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 266 603	827 363	827 363	644 362
Biens et services	0	603 423	251 154	209 734	194 317
Transferts et subventions	0	170 000	170 000	79 556	38 730
Investissement	734 500	718 000	145 623	143 726	126 531
Total	**734 500**	**2 758 026**	**1 394 140**	**1 260 380**	**1 003 940**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	233 751	150 165	91 686	110 028
Biens et services	0	72 250	36 125	29 923	29 923
Transferts et subventions	0	610 820	281 624	266 908	143 163
Total	**0**	**916 821**	**467 914**	**388 517**	**283 114**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	284 201	156 085	142 101	156 085
Biens et services	0	675 240	410 651	388 890	370 201
Transferts et subventions	0	30 875	12 350	12 179	9 524
Investissement	350 000	341 500	135 039	62 072	33 046
Total	**350 000**	**1 331 816**	**714 125**	**605 242**	**568 856**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	378 551	378 551	361 403
Biens et services	0	680 392	319 226	250 586	213 651
Transferts et subventions	0	106 875	42 750	35 955	35 955
Investissement	345 000	337 750	132 660	38 040	15 240
Total	**345 000**	**1 882 118**	**873 186**	**703 132**	**626 249**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 349 320	9 289 265	6 870 923	6 579 182
Biens et services	0	13 213 394	6 851 685	6 141 545	5 869 877
Transferts et subventions	0	4 973 563	3 016 600	2 894 146	1 851 211
Investissement	7 468 985	9 239 808	8 454 047	6 891 062	6 628 745
Total	**8 768 985**	**42 776 085**	**27 611 597**	**22 797 676**	**20 929 015**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	407 879	289 443	287 188	126 398
Biens et services	0	792 932	341 972	268 942	212 749
Transferts et subventions	0	313 668	125 467	123 965	112 041
Investissement	719 500	713 575	204 630	200 050	193 776
Total	**719 500**	**2 228 054**	**961 512**	**880 145**	**644 965**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 250 000	950 000	950 000	950 000
Biens et services	0	921 029	385 610	385 610	385 610
Transferts et subventions	0	45 000	45 000	45 000	45 000
Investissement	238 910	226 965	101 455	63 455	63 455
Total	**238 910**	**3 442 994**	**1 482 065**	**1 444 065**	**1 444 065**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	378 280	184 652	184 652	177 062
Biens et services	0	100 107	50 054	50 054	50 054
Transferts et subventions	0	498 487	199 995	199 995	199 995
Investissement	30 000	28 500	11 400	11 400	11 400
Total	**30 000**	**1 005 374**	**446 100**	**446 100**	**438 510**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	12 980	6 490	6 490	6 352
Biens et services	0	109 908	50 210	36 050	36 505
Investissement	27 630	27 630	15 252	10 760	7 693
Total	**27 630**	**150 518**	**71 952**	**53 301**	**50 549**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	98 607 968	49 180 945	49 176 561	47 535 868
Biens et services	0	58 113 764	32 969 404	23 696 916	20 314 658
Transferts et subventions	0	738 134	368 974	327 503	327 503
Investissement	93 250 786	123 292 791	84 170 337	61 051 865	39 545 281
Total	**107 115 191**	**280 752 657**	**166 689 661**	**134 252 845**	**107 723 311**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
Personnel	0	10 217 274	5 681 928	5 155 309	4 208 418
Biens et services	0	5 341 268	2 859 908	2 231 284	1 303 353
Transferts et subventions	0	922 046	278 293	263 786	241 567
Investissement	2 772 853	4 749 218	2 206 084	1 407 243	1 287 771
Total	**2 772 853**	**21 229 806**	**11 026 213**	**9 057 622**	**7 041 109**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	664 300	332 150	332 150	332 150
Biens et services	0	444 617	194 646	194 646	194 646
Investissement	218 000	207 100	82 840	82 840	82 840
Total	**218 000**	**1 316 017**	**609 636**	**609 636**	**609 636**
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT					
Personnel	0	200 240	100 120	77 620	71 276
Biens et services	0	368 120	237 519	211 133	171 479
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	0	0
Investissement	350 000	350 000	148 000	26 001	7 657
Total	**350 000**	**948 360**	**515 639**	**314 754**	**250 412**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	125 000	125 000	125 000
Biens et services	0	220 500	90 800	90 800	90 800
Investissement	20 000	19 000	7 600	7 600	7 600
Total	**20 000**	**489 500**	**223 400**	**223 400**	**223 400**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	39 111 122	18 740 825	17 525 825	18 733 383
Biens et services	0	9 369 877	4 925 566	3 660 210	2 033 976
Transferts et subventions	0	1 142 375	456 949	431 122	431 122
Investissement	28 866 803	30 605 469	14 059 889	11 100 498	9 451 402
Total	**30 722 479**	**80 228 843**	**38 183 230**	**32 717 655**	**30 649 883**
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	7 932 573	4 717 232	4 644 049	4 644 049
Investissement	500 000	500 000	250 000	0	0
Total	**500 000**	**8 432 573**	**4 967 232**	**4 644 049**	**4 644 049**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	17 185 101	9 060 399	8 708 738	6 769 207
Biens et services	0	10 309 241	5 754 564	4 236 953	2 654 402
Transferts et subventions	0	10 482 812	6 390 510	3 107 585	2 017 177
Investissement	52 236 787	44 665 670	13 625 435	7 957 610	6 439 690
Total	**49 750 436**	**82 642 824**	**34 830 908**	**24 010 886**	**17 880 475**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	250 000	125 000	69 935	69 935
Transferts et subventions	0	677 305	271 522	258 204	232 817
Investissement	400 000	400 000	152 000	12 305	12 305
Total	**400 000**	**1 327 305**	**548 522**	**340 444**	**315 057**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Transferts et subventions	0	430 391	190 756	189 756	189 756
Total	**0**	**430 391**	**190 756**	**189 756**	**189 756**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 058 994	625 156	538 482	522 232
Biens et services	0	1 567 708	727 296	496 573	417 232
Transferts et subventions	0	28 500	11 400	6 481	6 481
Investissement	1 768 402	1 313 484	956 993	749 048	345 874
Total	**1 352 402**	**3 968 686**	**2 320 844**	**1 790 584**	**1 291 819**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	622 044	338 047	320 646	288 131
Biens et services	0	1 259 510	625 358	356 228	214 653
Transferts et subventions	0	1 738 075	748 935	659 077	536 873
Investissement	10 103 227	10 089 429	470 406	306 355	193 940
Total	**10 103 227**	**13 709 058**	**2 182 747**	**1 642 307**	**1 233 597**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					
Personnel	0	5 307 116	2 803 719	2 687 683	2 037 764
Biens et services	0	16 570 975	8 506 069	6 534 102	4 828 345
Transferts et subventions	0	2 605 235	1 084 943	949 858	625 345
Investissement	3 686 055	3 591 760	1 382 073	438 803	197 285
Total	**3 686 055**	**28 075 086**	**13 776 804**	**10 610 447**	**7 688 739**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	129 731	72 768	72 768	72 768
Biens et services	0	396 057	251 315	235 871	235 871
Transferts et subventions	0	96 000	39 000	39 000	39 000
Investissement	153 619	945 939	381 575	381 575	381 575
Total	**153 619**	**1 567 727**	**744 658**	**729 214**	**729 214**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE					
Personnel	0	271 908	135 954	135 954	108 042
Biens et services	0	941 344	381 286	359 989	351 133
Transferts et subventions	0	5 397 022	2 584 656	2 343 303	1 894 437
Investissement	22 788 596	22 025 780	6 834 430	6 530 003	6 102 757
Total	**22 788 596**	**28 636 054**	**9 936 327**	**9 369 248**	**8 456 369**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	123 323	68 104	52 999	59 442
Biens et services	0	512 579	232 458	214 223	204 884
Transferts et subventions	0	342 889	194 155	136 401	136 401
Investissement	215 640	204 858	90 285	33 284	19 242
Total	**215 640**	**1 183 649**	**585 003**	**436 907**	**419 969**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	113 933	56 967	56 967	47 491
Biens et services	0	647 888	309 731	278 807	275 579
Transferts et subventions	0	2 277 421	953 008	933 648	759 835
Investissement	48 900	46 455	20 574	14 993	10 203
Total	**48 900**	**3 085 697**	**1 340 279**	**1 284 415**	**1 093 107**
380 MINISTERE DU COMMERCE					
Personnel	0	1 072 824	606 483	569 839	512 982
Biens et services	0	1 029 359	425 051	300 632	220 260
Transferts et subventions	0	295 007	130 130	102 073	79 327
Investissement	2 697 853	4 234 612	1 396 444	744 844	676 205
Total	**2 697 853**	**6 631 802**	**2 558 107**	**1 717 388**	**1 488 775**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	195 915 349	127 871 554	104 591 247	83 259 462
Biens et services	0	43 528 450	27 373 928	19 906 426	13 410 759
Transferts et subventions	0	11 571 858	5 937 901	4 837 745	3 784 114
Investissement	42 983 113	48 166 937	32 792 008	18 225 001	6 428 339
Total	**42 983 113**	**299 182 594**	**193 975 392**	**147 560 419**	**106 882 674**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	6 548 919	2 806 588	1 435 098	568 479
Biens et services	0	2 067 762	924 672	641 344	388 856
Transferts et subventions	0	58 970 946	34 686 856	27 594 998	21 647 232
Investissement	9 655 623	14 257 066	4 114 502	939 000	576 908
Total	**9 655 623**	**81 844 693**	**42 532 619**	**30 610 440**	**23 181 476**
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 246 595	674 570	611 226	560 439
Biens et services	0	1 684 441	709 582	601 945	496 279
Transferts et subventions	0	2 716 038	1 438 206	1 222 076	1 130 190
Investissement	2 764 302	3 299 839	942 212	354 223	197 498
Total	**2 764 302**	**8 946 913**	**3 764 570**	**2 789 470**	**2 384 406**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DES SPORTS					
Personnel	0	901 508	473 654	414 460	351 467
Biens et services	0	3 690 278	2 681 404	2 043 606	1 723 912
Transferts et subventions	0	1 657 556	1 167 487	960 612	811 900
Investissement	1 366 239	1 672 935	686 304	26 169	12 589
Total	**1 286 239**	**7 922 277**	**5 008 850**	**3 444 847**	**2 899 868**
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	997 169	544 387	508 492	386 813
Biens et services	0	1 034 606	447 592	397 811	340 182
Transferts et subventions	0	396 560	227 882	201 804	175 265
Investissement	2 972 963	3 294 067	1 776 861	1 226 300	638 022
Total	**3 352 963**	**5 722 402**	**2 996 722**	**2 334 406**	**1 540 283**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
Personnel	0	30 210 095	16 417 469	13 562 102	10 361 277
Biens et services	0	16 005 996	5 896 158	2 275 031	1 658 614
Transferts et subventions	0	30 822 300	16 567 982	12 754 646	9 292 114
Investissement	28 546 956	29 180 960	3 759 898	792 574	642 905
Total	**28 546 956**	**106 219 351**	**42 641 507**	**29 384 353**	**21 954 909**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	113 579	69 877	63 811	50 755
Transferts et subventions	0	2 805 132	1 122 652	1 102 538	692 352
Total	**0**	**2 918 711**	**1 192 529**	**1 166 348**	**743 107**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 409 324	801 259	719 223	566 205
Biens et services	0	1 272 456	511 551	452 217	389 799
Transferts et subventions	0	317 182	144 705	137 886	134 492
Investissement	6 399 137	6 389 193	1 304 444	618 004	532 338
Total	**6 399 137**	**9 388 155**	**2 761 958**	**1 927 330**	**1 622 835**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
Personnel	0	3 081 915	2 056 410	1 627 035	1 067 399
Biens et services	0	1 807 906	824 549	679 689	368 503
Transferts et subventions	0	53 513 903	37 637 618	36 316 403	36 200 492
Investissement	9 454 154	9 406 453	971 817	336 386	141 053
Total	**9 419 154**	**67 810 177**	**41 490 394**	**38 959 513**	**37 777 446**
700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT					
Personnel	0	1 125 438	582 982	562 469	508 613
Biens et services	0	1 013 294	439 487	299 177	201 934
Transferts et subventions	0	1 154 954	678 379	623 198	581 598
Investissement	63 174 576	170 615 312	62 234 633	44 904 133	43 927 165
Total	**63 617 288**	**173 908 998**	**63 935 481**	**46 388 976**	**45 219 308**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	3 294 120	1 886 583	1 596 854	1 383 399
Biens et services	0	1 717 009	750 754	501 107	405 520
Transferts et subventions	0	1 127 732	565 721	430 108	366 389
Investissement	25 757 962	19 066 469	4 372 286	1 831 091	1 142 367
Total	**26 637 962**	**25 205 330**	**7 575 343**	**4 359 160**	**3 297 675**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 453 983	740 057	679 266	589 613
Biens et services	0	1 164 256	510 401	421 136	337 451
Transferts et subventions	0	34 534 923	22 185 138	22 113 516	22 034 366
Investissement	55 015 489	73 547 588	6 980 896	4 675 916	1 750 405
Total	**59 104 289**	**110 700 750**	**30 416 491**	**27 889 835**	**24 711 834**
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	825 141	412 571	403 571	365 100
Biens et services	0	1 118 861	477 641	289 857	230 399
Transferts et subventions	0	880 425	652 410	599 358	94 368
Investissement	1 807 839	1 798 300	686 979	192 821	110 348
Total	**1 807 839**	**4 622 727**	**2 229 600**	**1 485 607**	**800 216**
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	199 682	99 841	99 841	96 328
Biens et services	0	564 332	237 498	177 122	160 764
Transferts et subventions	0	7 668 043	3 703 328	2 841 072	2 557 610
Investissement	2 863 778	4 116 725	2 823 800	1 084 061	837 034
Total	**3 768 163**	**12 548 782**	**6 864 467**	**4 202 096**	**3 651 736**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	347 355	268 926	268 249
Transferts et subventions	0	328 996	164 498	164 323	130 118
Investissement	400 000	380 000	152 000	147 318	2 478
Total	**400 000**	**1 403 706**	**663 853**	**580 567**	**400 845**
740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES					
Personnel	0	3 053 833	1 635 135	1 525 558	1 356 501
Biens et services	0	1 681 654	837 460	683 947	320 015
Transferts et subventions	0	648 734	397 494	117 684	91 460
Investissement	14 449 292	16 738 828	2 045 030	710 162	656 166
Total	**14 449 292**	**22 123 049**	**4 915 119**	**3 037 350**	**2 424 142**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	312 614	184 566	184 566	174 791
Biens et services	0	537 183	197 720	165 327	157 080
Transferts et subventions	0	684 052	460 602	445 131	402 385
Investissement	11 767 155	13 759 118	3 189 675	2 546 668	1 804 251
Total	**11 767 155**	**15 292 967**	**4 032 564**	**3 341 692**	**2 538 507**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	969 050	491 733	491 418	377 795
Biens et services	0	666 103	271 385	146 730	92 507
Transferts et subventions	0	1 016 907	411 762	352 557	339 577
Investissement	2 764 484	3 674 635	1 398 204	413 745	297 922
Total	**2 764 484**	**6 326 695**	**2 573 085**	**1 404 449**	**1 107 800**
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
Personnel	0	911 455	487 228	473 728	162 637
Biens et services	0	691 260	315 492	225 166	214 432
Transferts et subventions	0	290 606	143 742	104 572	84 144
Investissement	713 396	697 927	261 970	150 167	64 392
Total	**704 396**	**2 591 248**	**1 208 431**	**953 633**	**525 605**
812 MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE					
Personnel	0	248 377	124 189	124 189	72 421
Biens et services	0	1 023 263	427 431	365 024	346 515
Transferts et subventions	0	902 482	362 050	214 618	209 231
Investissement	627 582	616 204	232 816	95 429	36 650
Total	**627 582**	**2 790 326**	**1 146 485**	**799 260**	**664 817**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	5 688 866	2 956 615	2 930 639	2 286 978
Biens et services	0	3 211 913	1 352 224	961 317	689 083
Transferts et subventions	0	39 535 766	15 412 757	10 112 354	9 787 178
Investissement	100 874 206	104 036 353	14 811 695	8 384 689	6 092 049
Total	**100 878 260**	**152 472 898**	**34 533 291**	**22 388 999**	**18 855 288**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 177 981	1 685 285	1 618 214	1 176 113
Biens et services	0	1 612 867	780 295	593 416	500 478
Transferts et subventions	0	4 509 398	2 654 281	2 450 160	1 784 073
Investissement	22 815 304	19 025 783	2 368 080	730 697	382 877
Total	**19 421 399**	**28 326 029**	**7 487 941**	**5 392 487**	**3 843 541**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	110 899	110 899	95 664
Biens et services	0	125 681	58 998	43 122	38 323
Transferts et subventions	0	28 598	12 039	12 038	11 439
Investissement	6 530 000	6 528 501	4 758 004	4 223 263	4 221 151
Total	**6 530 000**	**6 904 578**	**4 939 940**	**4 389 321**	**4 366 576**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	462 063	231 582	213 532	188 218
Biens et services	0	824 713	384 219	299 867	243 068
Transferts et subventions	0	476 051	219 045	183 028	179 955
Investissement	1 128 616	1 124 686	429 824	68 920	6 500
Total	**1 128 616**	**2 887 513**	**1 264 669**	**765 346**	**617 741**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	51 007 166	18 517 895	2 287 207	2 229 157
Biens et services	0	190 603 503	77 084 953	56 086 143	47 082 887
Transferts et subventions	0	40 330 294	10 204 427	7 844 647	6 345 598
Investissement	145 736 914	101 623 126	28 467 328	18 570 417	16 113 742
Total	**129 337 278**	**383 564 089**	**134 274 602**	**84 788 414**	**71 771 384**
TOTAL	796 119 780	2 207 651 690	993 914 001	752 920 443	618 946 941

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	1 959 000	971 100	521 744	521 744
Biens et services	0	2 127 273	1 014 932	400 097	400 097
Transferts et subventions	0	588 000	294 000	233 750	233 750
Investissement	1 839 935	1 839 935	863 518	539 791	440 896
Total	**1 839 935**	**6 514 208**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**
TOTAL	1 839 935	6 514 208	3 143 549	1 695 381	1 596 486

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	61 786 270	61 786 270	28 739 745	25 411 034
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	**40 000 000**	**101 786 270**	**61 786 270**	**28 739 745**	**25 411 034**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**0**	**0**	**0**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	800 000	0	0	0
Total	**0**	**800 000**	**0**	**0**	**0**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	345 000	172 500	99 828	0
Transferts et subventions	0	108 250	54 125	0	0
Investissement	846 750	846 750	423 375	174 699	0
Total	**846 750**	**1 300 000**	**650 000**	**274 527**	**0**
726 MINISTERE DES MINES					
Personnel	0	470 000	85 470	57 481	53 598
Biens et services	0	1 108 750	347 992	215 894	168 558
Investissement	550 000	550 000	111 896	34 854	29 957
Total	**550 000**	**2 128 750**	**545 358**	**308 229**	**252 113**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Investissement	2 981 400	2 981 400	1 192 560	0	0
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**1 192 560**	**0**	**0**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	0	0	0
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**
TOTAL	51 994 770	116 613 040	64 174 188	29 322 500	25 663 147
TOTAL GENERAL	849 954 485	2 330 778 938	1 061 231 738	783 938 325	646 206 574

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 JUIN 2018.

Sans le financement extérieur du BSI

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangèr	43 242 525	195 652 550	129 643 252	83 063 293	71 113 616
01.3 Services généraux	15 867 734	38 437 920	26 454 499	6 342 940	4 653 070
01.4 Recherche fondamentale	30 000	343 404	162 470	141 859	133 292
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 781 579	1 916 661	1 260 438	780 024	611 019
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	43 651 764	192 756 795	70 060 590	49 133 327	36 348 283
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	116 019 640	44 813 265	35 701 045	33 331 726
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 000 000	17 483 747	6 973 497	6 973 497	6 973 497
TOTAL Services généraux des administrations publiques	**120 723 602**	**562 610 717**	**279 368 009**	**182 135 985**	**153 164 501**
02 Défense					
02.1 Défense militaire	33 448 874	84 518 156	40 435 096	27 718 660	11 984 311
02.2 Défense civile		1 547 500	1 199 170	1 199 170	1 199 170
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	122 776	82 566	82 566	40 439
02.5 Défense n.c.a.	70 545 026	191 664 086	123 941 992	104 472 610	94 430 827
TOTAL Défense	**104 044 319**	**277 852 518**	**165 658 825**	**133 473 006**	**107 654 748**
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	9 296 385	44 600 242	22 106 579	20 593 672	21 061 464
03.2 Services de protection civile	5 909 669	13 106 426	3 545 272	3 139 340	3 221 430
03.3 Tribunaux	3 390 884	17 947 049	8 987 009	7 275 280	6 312 219
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	5 003 500	2 966 779	2 842 685	2 226 249
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	19 672 837	40 172 176	22 032 026	17 723 282	13 373 574
TOTAL Ordre et sécurité publics	**38 299 792**	**120 829 393**	**59 637 665**	**51 574 258**	**46 194 937**
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	13 673 340	26 112 098	7 759 945	6 115 930	4 790 371
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	273 204 760	345 662 986	65 804 282	41 282 182	31 734 786
04.3 Combustibles et énergie	13 855 046	28 260 182	8 451 530	6 358 737	5 861 250
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 894 827	8 154 845	3 780 285	2 466 908	1 322 917
04.5 Transports	85 627 609	185 530 257	68 468 152	51 073 566	48 561 579
04.6 Communications	3 567 639	13 770 786	7 081 357	5 004 989	4 515 115
04.7 Autres branches d'activité	2 209 005	8 065 350	3 749 368	2 164 607	1 876 868
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	1 481 773	3 385 338	1 965 719	911 558	643 057
04.9 Affaires économiques n.c.a.	16 174 027	47 807 503	22 984 098	22 371 519	21 989 436
TOTAL Affaires économiques	**411 688 026**	**666 749 345**	**190 044 735**	**137 749 995**	**121 295 377**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	13 500 000	5 500 000	3 387 140	2 717 140	2 717 140
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 937 246	940 925	221 751	115 388
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	33 725	13 490	8 738	
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	255 000	276 600	105 640	98 039	96 596
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	76 680	1 168 219	597 360	558 439	458 206
TOTAL Protection de l'environnement	**15 459 680**	**8 915 790**	**5 044 555**	**3 604 107**	**3 387 330**
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	10 000 000	10 142 310	56 924	36 990	23 405
06.2 Équipements collectifs	14 759 000	8 065 515	2 108 588	519 037	448 291
06.3 Alimentation en eau	8 574 706	23 620 473	1 478 933	1 093 186	705 649
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	5 654 907	14 260 860	7 148 465	4 818 755	4 343 966
TOTAL Logement et équipements collectifs	**38 988 613**	**56 089 158**	**10 792 909**	**6 467 968**	**5 521 311**
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 046 959	1 005 534	974 649	974 649
07.2 Services ambulatoires	80 000	76 000	30 400	2 496	2 496
07.3 Services hospitaliers	19 682 241	37 866 258	11 730 062	9 650 473	6 876 780
07.4 Services de santé publique	1 853 893	13 225 579	6 288 323	4 999 862	3 896 242
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 150 250	4 587 667	2 363 073	1 560 232	1 298 195
07.6 Santé n.c.a.	5 844 257	65 812 830	24 299 475	14 886 131	11 133 806
TOTAL Santé	**28 610 641**	**122 615 293**	**45 716 867**	**32 073 843**	**24 182 169**
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 563 284	6 924 079	4 332 413	2 806 723	2 430 982
08.2 Services culturels	1 380 116	5 439 147	2 398 968	1 673 123	1 389 821
08.4 Culte et autres services communautaires		214 290	142 716	85 225	85 225
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	4 301 167	9 374 910	4 361 514	3 240 559	2 498 037
TOTAL Loisirs, culture et culte	**7 244 567**	**21 952 426**	**11 235 611**	**7 805 629**	**6 404 065**
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	149 114 877	101 812 575	82 444 100	66 409 824
09.2 Enseignement secondaire	33 184 088	106 100 711	73 494 556	52 010 942	34 010 059
09.4 Enseignement supérieur	3 501 179	65 313 633	37 365 354	28 303 804	22 237 579
09.5 Enseignement non défini par niveau	708 672	1 625 034	368 098	163 014	116 427

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
09 Enseignement					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	7 081 635	3 880 673	1 168 019	375 053
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 296 870	6 232 571	1 483 424	473 223	392 458
09.8 Enseignement n.c.a.	7 726 007	58 523 918	23 216 826	17 015 003	9 497 260
TOTAL Enseignement	**58 104 358**	**393 992 379**	**241 621 505**	**181 578 105**	**133 038 659**
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 477 679	594 072	52 221	26 862
10.2 Vieillesse		48 451 422	35 229 451	35 229 451	35 229 451
10.4 Famille et enfants	5 105 793	8 155 764	1 957 851	1 327 325	993 567
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	206 256	82 502	81 757	80 327
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	504 277	924 638	473 967	338 042	252 790
10.9 Protection sociale n.c.a.	21 177 056	39 956 160	13 773 213	10 446 632	8 780 479
TOTAL Protection sociale	**26 790 887**	**99 171 919**	**52 111 056**	**47 475 428**	**45 363 476**
TOTAL GENERAL	**849 954 485**	**2 330 778 938**	**1 061 231 738**	**783 938 325**	**646 206 574**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 507 529	16 419 340	7 503 839	7 503 839	7 321 583
Total		**1 507 529**	**16 419 340**	**7 503 839**	**7 503 839**	**7 321 583**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	500 000	4 789 018	2 514 788	2 350 101	1 917 301
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 285	7 958 012	5 706 357	4 347 404	3 272 434
02.5	Défense n.c.a.	0	137 487	52 914	48 574	46 875
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	511 399	279 640	219 470	218 360
04.6	Communications	0	232 158	91 350	77 138	77 139
07.4	Services de santé publique	0	1 019	408	408	408
08.2	Services culturels	0	90 000	36 000	36 000	36 000
Total		**700 285**	**13 719 093**	**8 681 457**	**7 079 095**	**5 568 517**
130	**PRIMATURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 071 324	5 617 500	3 412 520	2 856 144	2 073 930
01.3	Services généraux	0	159 554	75 670	72 201	67 412
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	595 293	3 937 920	2 210 856	1 317 740	1 106 261
03.3	Tribunaux	0	14 250	5 700	5 698	5 698
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	211 500	565 904	255 204	194 780	153 405
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	200 000	76 000	0	0
04.6	Communications	0	23 261	9 304	8 572	8 572
07.4	Services de santé publique	0	1 178	471	0	0
09.4	Enseignement supérieur	0	2 530 460	1 040 812	225 951	128 120
Total		**2 078 117**	**13 050 027**	**7 086 536**	**4 681 086**	**3 543 397**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 119	562 411	244 307	219 158	211 374
Total		**45 119**	**562 411**	**244 307**	**219 158**	**211 374**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	127 464	928 020	519 403	377 136	405 421
03.3	Tribunaux	200 000	200 000	200 000	195 693	194 690
Total		**327 464**	**1 128 020**	**719 403**	**572 829**	**600 111**
150	**COUR SUPREME**					
03.3	Tribunaux	734 500	2 758 026	1 394 140	1 260 380	1 003 940
Total		**734 500**	**2 758 026**	**1 394 140**	**1 260 380**	**1 003 940**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
03.3	Tribunaux	0	916 821	467 914	388 517	283 114
Total		**0**	**916 821**	**467 914**	**388 517**	**283 114**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	350 000	1 331 816	714 125	605 242	568 856
Total		**350 000**	**1 331 816**	**714 125**	**605 242**	**568 856**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	345 000	1 882 118	873 186	703 132	626 249
Total		**345 000**	**1 882 118**	**873 186**	**703 132**	**626 249**
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	7 330 985	40 347 546	25 289 156	20 657 444	18 801 392
01.3	Services généraux	152 000	161 598	61 941	39 624	27 015
04.6	Communications	0	11 432	4 992	2 603	2 603
07.1	Produits, appareils et matériaux médicaux	0	969 509	969 509	968 428	968 428
09.8	Enseignement n.c.a.	1 286 000	1 286 000	1 286 000	1 129 576	1 129 576
Total		**8 768 985**	**42 776 085**	**27 611 597**	**22 797 676**	**20 929 015**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	25 000	587 622	324 421	293 213	142 438
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	93 500	1 038 739	477 214	427 770	343 365
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	250 000	95 000	94 285	94 285
07.4	Services de santé publique	0	693	277	277	277
09.4	Enseignement supérieur	351 000	351 000	64 600	64 600	64 600
Total		**719 500**	**2 228 054**	**961 512**	**880 145**	**644 965**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	238 910	3 442 994	1 482 065	1 444 065	1 444 065
Total		**238 910**	**3 442 994**	**1 482 065**	**1 444 065**	**1 444 065**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
03.3	Tribunaux	30 000	1 005 374	446 100	446 100	438 510
Total		**30 000**	**1 005 374**	**446 100**	**446 100**	**438 510**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
04.6	Communications	27 630	150 518	71 952	53 301	50 549
Total		**27 630**	**150 518**	**71 952**	**53 301**	**50 549**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
02.1	Défense militaire	33 448 874	84 518 156	40 435 096	27 718 660	11 984 311
02.4	Recherche-développement concernant la défense	50 419	122 776	82 566	82 566	40 439
02.5	Défense n.c.a.	70 045 026	191 026 599	123 639 078	104 424 036	94 383 952
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 496 660	3 496 660	1 748 330	1 562 899	874 165
07.3	Services hospitaliers	0	514 713	252 895	252 891	252 891
07.4	Services de santé publique	0	11 267	5 634	5 634	5 634
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	9 738	3 895	3 895	3 895
07.6	Santé n.c.a.	18 935	641 071	322 550	58 383	48 547
09.2	Enseignement secondaire	12 325	225 467	110 080	106 382	95 074
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	10 250	9 738	3 895	3 895	3 895
10.9	Protection sociale n.c.a.	22 452	176 472	85 642	33 606	30 508
Total		**107 115 191**	**280 752 657**	**166 689 661**	**134 252 845**	**107 723 311**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE**					
02.2	Défense civile	0	47 500	19 000	19 000	19 000
03.3	Tribunaux	2 426 384	10 923 433	5 579 457	4 104 457	3 684 603
03.4	Administration pénitentiaire	30 017	5 003 500	2 966 779	2 842 685	2 226 249
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	258 252	4 504 883	2 245 777	1 903 563	932 438
07.4	Services de santé publique	0	678	271	0	0
09.4	Enseignement supérieur	58 200	549 812	134 929	107 998	98 900
10.7	Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	80 000	79 919	79 919
Total		**2 772 853**	**21 229 806**	**11 026 213**	**9 057 622**	**7 041 109**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	218 000	1 316 017	609 636	609 636	609 636
Total		**218 000**	**1 316 017**	**609 636**	**609 636**	**609 636**
225	**MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT**					
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	350 000	521 660	246 438	91 533	56 899
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	426 700	269 201	223 221	193 513
Total		**350 000**	**948 360**	**515 639**	**314 754**	**250 412**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	20 000	489 500	223 400	223 400	223 400
Total		**20 000**	**489 500**	**223 400**	**223 400**	**223 400**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
03.1	Services de police	9 296 385	44 600 242	22 106 579	20 593 672	21 061 464
03.2	Services de protection civile	5 909 669	12 857 701	3 545 272	3 139 340	3 221 430
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 516 425	22 734 057	12 516 643	8 975 299	6 357 645
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	36 843	14 736	9 344	9 344
Total		**30 722 479**	**80 228 843**	**38 183 230**	**32 717 655**	**30 649 883**
235	**SECURITE D'ETAT**					
02.5	Défense n.c.a.	500 000	500 000	250 000	0	0
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	7 932 573	4 717 232	4 644 049	4 644 049
Total		**500 000**	**8 432 573**	**4 967 232**	**4 644 049**	**4 644 049**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	27 247 366	53 462 165	25 057 411	17 630 128	12 538 933
01.3	Services généraux	4 326 434	6 506 937	3 064 952	2 522 816	1 844 077
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	931 579	895 001	539 000	393 200	283 463
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	3 696	134 817	62 836	42 484	38 384
01.7	Opérations concernant la dette publique	150 000	150 000	57 000	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 150 000	8 150 000	57 000	57 000	57 000
04.3	Combustibles et énergie	750 000	1 671 505	1 288 433	530 460	294 368
06.2	Équipements collectifs	600 000	600 000	228 000	0	0
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	956 361	3 806 361	3 806 361	2 217 600	2 217 600
07.4	Services de santé publique	0	745	298	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	135 000	765 293	99 617	47 199	36 650
10.9	Protection sociale n.c.a.	6 500 000	6 500 000	570 000	570 000	570 000
Total		**49 750 436**	**82 642 824**	**34 830 908**	**24 010 886**	**17 880 475**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	400 000	1 327 305	548 522	340 444	315 057
Total		**400 000**	**1 327 305**	**548 522**	**340 444**	**315 057**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	430 391	190 756	189 756	189 756
Total		**0**	**430 391**	**190 756**	**189 756**	**189 756**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	500 000	500 000	475 000	295 292	270 657
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	300 000	114 000	113 998	0
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	547 402	3 121 586	1 713 005	1 367 376	1 007 244
07.4	Services de santé publique	0	426	170	170	170
10.9	Protection sociale n.c.a.	5 000	46 674	18 669	13 748	13 748
Total		**1 352 402**	**3 968 686**	**2 320 844**	**1 790 584**	**1 291 819**
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	10 088 227	13 399 641	2 040 060	1 544 269	1 163 832
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	494	197	0	0
07.4	Services de santé publique	0	779	312	0	0
09.2	Enseignement secondaire	0	99 610	52 577	23 833	23 833
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	194 284	83 901	74 206	45 932
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	15 000	14 250	5 700	0	0
Total		**10 103 227**	**13 709 058**	**2 182 747**	**1 642 307**	**1 233 597**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE**					
01.3	Services généraux	1 500 000	1 500 000	570 000	43 374	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 182 294	26 514 867	13 182 716	10 555 323	7 688 330
04.6	Communications	0	53 272	21 309	9 912	0
07.4	Services de santé publique	0	691	276	0	0
10.7	Exclusion sociale n.c.a.	3 761	6 256	2 502	1 838	409
Total		**3 686 055**	**28 075 086**	**13 776 804**	**10 610 447**	**7 688 739**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
04.6	Communications	153 619	1 567 727	744 658	729 214	729 214
Total		**153 619**	**1 567 727**	**744 658**	**729 214**	**729 214**
335	**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE**					
01.3	Services généraux	330 000	1 815 000	829 514	638 014	432 501
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 008 596	4 148 858	1 751 998	1 493 726	793 763
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	16 000 000	17 483 747	6 973 497	6 973 497	6 973 497
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	459 738	183 895	180 761	178 755
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 400 000	4 400 000	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	50 000	328 711	197 423	83 250	77 852
Total		**22 788 596**	**28 636 054**	**9 936 327**	**9 369 248**	**8 456 369**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	237 750	95 600	30 483	24 500
08.4	Culte et autres services communautaires	0	214 290	142 716	85 225	85 225
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	65 640	731 609	346 687	321 200	310 244
Total		**215 640**	**1 183 649**	**585 003**	**436 907**	**419 969**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	48 900	955 533	446 175	409 979	391 443
03.3	Tribunaux	0	2 129 145	893 697	874 436	701 665
07.4	Services de santé publique	0	1 019	407	0	0
Total		**48 900**	**3 085 697**	**1 340 279**	**1 284 415**	**1 093 107**
380	**MINISTERE DU COMMERCE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	846 368	4 375 182	1 883 120	1 541 083	1 320 330
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 833 000	1 833 000	494 000	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	18 485	423 178	180 810	176 305	168 445
07.4	Services de santé publique	0	442	177	0	0
Total		**2 697 853**	**6 631 802**	**2 558 107**	**1 717 388**	**1 488 775**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	200 000	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 100	45 150	17 459	15 085	15 085
07.4	Services de santé publique	0	67 071	26 828	0	0
07.6	Santé n.c.a.	0	82 457	32 982	14 000	14 000
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	4 265 150	149 114 877	101 812 575	82 444 100	66 409 824
09.2	Enseignement secondaire	32 958 808	104 419 269	72 474 036	51 248 472	33 436 527
09.5	Enseignement non défini par niveau	214 555	236 965	93 845	15 279	11 276
09.6	Services annexes à l'enseignement	2 422 392	7 081 635	3 880 673	1 168 019	375 053
09.8	Enseignement n.c.a.	2 921 108	37 935 170	15 636 993	12 655 463	6 620 908
Total		**42 983 113**	**299 182 594**	**193 975 392**	**147 560 419**	**106 882 674**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
01.4	Recherche fondamentale	30 000	343 404	162 470	141 859	133 292
09.2	Enseignement secondaire	200 000	200 000	76 000	0	0
09.4	Enseignement supérieur	2 951 724	59 622 820	35 028 310	27 182 963	21 321 122
09.5	Enseignement non défini par niveau	150 000	150 000	57 000	0	0
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 855 000	2 791 963	1 153 829	149 328	68 563
09.8	Enseignement n.c.a.	3 468 899	18 736 506	6 055 010	3 136 289	1 658 499
Total		**9 655 623**	**81 844 693**	**42 532 619**	**30 610 440**	**23 181 476**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	13 500	6 750	0	0
01.3	Services généraux	0	18 611	7 444	6 733	4 590
07.4	Services de santé publique	0	2 360	944	944	944
08.2	Services culturels	840 570	4 138 016	1 856 577	1 371 124	1 124 619
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 878 732	3 551 172	1 180 510	840 498	767 364
09.2	Enseignement secondaire	0	453 813	352 012	277 449	262 123
09.4	Enseignement supérieur	45 000	769 441	360 332	292 722	224 766
Total		**2 764 302**	**8 946 913**	**3 764 570**	**2 789 470**	**2 384 406**
520	**MINISTERE DES SPORTS**					
07.4	Services de santé publique	0	596	238	238	238
08.1	Services récréatifs et sportifs	1 263 284	6 624 079	4 218 413	2 797 687	2 430 982
09.2	Enseignement secondaire	12 955	702 552	429 850	354 807	192 502
09.4	Enseignement supérieur	10 000	595 050	360 348	292 116	276 146
Total		**1 286 239**	**7 922 277**	**5 008 850**	**3 444 847**	**2 899 868**
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 216 168	1 529 236	597 933	546 674	377 007
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	2 136 795	4 193 166	2 398 789	1 787 732	1 163 276
Total		**3 352 963**	**5 722 402**	**2 996 722**	**2 334 406**	**1 540 283**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**					
07.2	Services ambulatoires	80 000	76 000	30 400	2 496	2 496
07.3	Services hospitaliers	19 654 241	36 924 801	11 291 730	9 225 792	6 478 414
07.4	Services de santé publique	1 850 893	13 091 049	6 233 387	4 974 711	3 871 829
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 140 000	4 577 929	2 359 178	1 556 337	1 294 300
07.6	Santé n.c.a.	5 821 822	51 549 572	22 726 812	13 625 017	10 307 870
Total		**28 546 956**	**106 219 351**	**42 641 507**	**29 384 353**	**21 954 909**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
07.6	Santé n.c.a.	0	2 918 711	1 192 529	1 166 348	743 107
Total		**0**	**2 918 711**	**1 192 529**	**1 166 348**	**743 107**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	250 000	250 000	95 000	18 059	18 059
07.4	Services de santé publique	3 000	38 000	15 200	14 622	13 885
07.6	Santé n.c.a.	3 500	53 263	24 602	22 384	20 282
08.1	Services récréatifs et sportifs	300 000	300 000	114 000	9 036	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	9 117	41 649	18 999	16 986	13 225
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	800 000	800 000	320 000	320 000	320 000
10.4	Famille et enfants	5 005 793	7 255 764	1 919 851	1 289 410	993 567
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	7 277	57 139	29 717	24 098	28 204
10.9	Protection sociale n.c.a.	20 450	592 340	224 589	212 735	215 614
Total		**6 399 137**	**9 388 155**	**2 761 958**	**1 927 330**	**1 622 835**
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE**					
04.9	Affaires économiques n.c.a.	100 000	100 000	38 000	37 998	19 000
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	4 165 000	4 165 000	190 000	0	0
07.3	Services hospitaliers	28 000	426 744	185 436	171 790	145 475
07.4	Services de santé publique	0	3 622	1 449	1 441	1 441
10.1	Maladie et invalidité	0	1 477 679	594 072	52 221	26 862
10.2	Vieillesse	0	48 451 422	35 229 451	35 229 451	35 229 451
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	497 000	867 499	444 251	313 945	224 586
10.9	Protection sociale n.c.a.	4 629 154	12 318 211	4 807 736	3 152 668	2 130 631
Total		**9 419 154**	**67 810 177**	**41 490 394**	**38 959 513**	**37 777 446**
700	**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	1 000 000	380 000	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	300 249	249 097	97 920	39 168
04.5	Transports	61 298 287	169 029 475	61 651 889	45 083 617	44 118 128
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	403 363	165 431	69 966	62 024
04.9	Affaires économiques n.c.a.	414 001	2 004 886	981 342	717 703	619 535
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	250 000	839 587	449 840	371 285	339 983
07.4	Services de santé publique	0	1 495	598	595	595
09.4	Enseignement supérieur	5 000	129 943	57 285	47 891	39 874
09.5	Enseignement non défini par niveau	200 000	200 000	0	0	0
Total		**63 617 288**	**173 908 998**	**63 935 481**	**46 388 976**	**45 219 308**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	15 928 282	21 039 540	5 062 928	3 287 193	2 442 485
05.1	Gestion des déchets	9 000 000	1 000 000	950 000	280 000	280 000
05.2	Gestion des eaux usées	1 620 000	1 937 246	940 925	221 751	115 388
05.3	Lutte contre la pollution	8 000	33 725	13 490	8 738	0
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	5 000	26 600	10 640	3 039	1 596
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	76 680	1 168 219	597 360	558 439	458 206
Total		**26 637 962**	**25 205 330**	**7 575 343**	**4 359 160**	**3 297 675**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	37 288 800	33 162 570	4 509 691	3 594 838	1 081 761
04.3	Combustibles et énergie	12 490 046	25 224 927	6 684 739	5 585 689	5 373 349
04.5	Transports	175 000	175 000	66 500	0	0
04.7	Autres branches d'activité	0	48 232	21 217	14 516	8 506
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	200 000	76 000	76 000	76 000
04.9	Affaires économiques n.c.a.	125 737	28 019 238	17 484 287	17 430 483	17 371 446
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	250 000	250 000	95 000	95 000	95 000
06.3	Alimentation en eau	8 574 706	23 620 473	1 478 933	1 093 186	705 649
07.4	Services de santé publique	0	310	124	123	123
Total		**59 104 289**	**110 700 750**	**30 416 491**	**27 889 835**	**24 711 834**
726	**MINISTERE DES MINES**					
04.3	Combustibles et énergie	100 000	100 000	38 000	25 644	19 209
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	1 242 035	2 738 899	1 428 476	996 772	390 480
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	250 000	95 000	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	215 804	1 533 828	668 124	463 191	390 527
Total		**1 807 839**	**4 622 727**	**2 229 600**	**1 485 607**	**800 216**
730	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	2 986 390	10 016 207	5 234 940	3 436 264	3 146 464
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	781 773	2 531 975	1 629 288	765 592	505 033
07.4	Services de santé publique	0	600	240	240	240
Total		**3 768 163**	**12 548 782**	**6 864 467**	**4 202 096**	**3 651 736**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	400 000	1 403 706	663 853	580 567	400 845
Total		**400 000**	**1 403 706**	**663 853**	**580 567**	**400 845**
740	**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 640 000	1 640 000	101 127	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	25 746	2 390 827	1 104 804	629 799	488 313
06.1	Logement	10 000 000	10 142 310	56 924	36 990	23 405
06.2	Équipements collectifs	2 500 000	2 500 000	950 000	140 691	126 041
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	283 546	5 449 912	2 702 264	2 229 871	1 786 382
Total		**14 449 292**	**22 123 049**	**4 915 119**	**3 037 350**	**2 424 142**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
01.3	Services généraux	4 177 900	6 894 820	3 452 419	3 020 177	2 277 473
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 000 000	7 000 000	0	0	0
06.2	Équipements collectifs	409 000	531 881	222 944	193 577	176 523
07.4	Services de santé publique	0	1 159	464	460	460
09.4	Enseignement supérieur	80 255	765 107	318 737	89 563	84 051
10.4	Famille et enfants	100 000	100 000	38 000	37 915	0
Total		**11 767 155**	**15 292 967**	**4 032 564**	**3 341 692**	**2 538 507**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	246 525	103 261	45 112	32 132
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 250 000	2 250 000	855 000	0	0
04.5	Transports	397 034	2 704 316	1 179 166	1 043 439	872 853
04.7	Autres branches d'activité	0	915 000	347 700	271 300	165 300
04.9	Affaires économiques n.c.a.	100 000	210 854	87 958	44 598	37 515
Total		**2 764 484**	**6 326 695**	**2 573 085**	**1 404 449**	**1 107 800**
800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	369 801	149 818	129 858	59 767
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	112 350	319 194	138 257	110 973	89 230
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	192 046	1 659 870	816 908	651 132	327 166
04.9	Affaires économiques n.c.a.	150 000	242 383	103 448	61 669	49 442
Total		**704 396**	**2 591 248**	**1 208 431**	**953 633**	**525 605**
812	**MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	119 857	177 974	58 887	39 256	37 431
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	457 725	2 360 389	993 853	666 511	557 018
04.9	Affaires économiques n.c.a.	50 000	251 583	93 594	93 494	70 368
07.4	Services de santé publique	0	380	152	0	0
Total		**627 582**	**2 790 326**	**1 146 485**	**799 260**	**664 817**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 878 260	152 472 898	34 533 291	22 388 999	18 855 288
Total		**100 878 260**	**152 472 898**	**34 533 291**	**22 388 999**	**18 855 288**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	19 421 399	28 326 029	7 487 941	5 392 487	3 843 541
Total		**19 421 399**	**28 326 029**	**7 487 941**	**5 392 487**	**3 843 541**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 530 000	6 904 578	4 939 940	4 389 321	4 366 576
Total		**6 530 000**	**6 904 578**	**4 939 940**	**4 389 321**	**4 366 576**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
04.7	Autres branches d'activité	369 070	756 360	314 327	200 055	123 221
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	21 059	8 423	8 163	8 163
08.2	Services culturels	539 546	1 211 131	506 391	265 999	229 202
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	220 000	898 963	435 528	291 129	257 153
Total		**1 128 616**	**2 887 513**	**1 264 669**	**765 346**	**617 741**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
990	**CHARGES COMMUNES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	4 000 000	5 235 948	233 581	168 076	154 598
01.3	Services généraux	2 400 000	18 400 000	17 200 000	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	36 115 171	141 195 394	43 961 939	28 507 798	20 810 965
01.7	Opérations concernant la dette publique	0	115 869 640	44 756 265	35 701 045	33 331 726
02.2	Défense civile	0	1 500 000	1 180 170	1 180 170	1 180 170
03.2	Services de protection civile	0	248 725	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	22 314 819	32 210 027	6 583 774	1 753 700	965 760
04.5	Transports	23 757 288	13 621 466	5 570 598	4 946 511	3 570 598
04.6	Communications	0	312 505	239 000	107 417	99 727
04.9	Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	3 337 915	3 337 915	3 254 994
05.1	Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	2 437 140	2 437 140	2 437 140
06.2	Équipements collectifs	11 250 000	4 433 634	707 643	184 769	145 727
07.6	Santé n.c.a.	0	10 567 756	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	10 000 000	20 322 463	8 066 577	6 463 875	5 819 978
Total		**129 337 278**	**383 564 089**	**134 274 602**	**84 788 414**	**71 771 384**
TOTAL		**796 119 780**	**2 207 651 690**	**993 914 001**	**752 920 443**	**618 946 941**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
04.7 Autres branches d'activité	1 839 935	6 345 758	3 066 124	1 678 736	1 579 841
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	77 450	36 025	6 221	6 221
09.8 Enseignement n.c.a.	0	91 000	41 400	10 424	10 424
Total	**1 839 935**	**6 514 208**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**
TOTAL	**1 839 935**	**6 514 208**	**3 143 549**	**1 695 381**	**1 596 486**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2018

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	61 786 270	61 786 270	28 739 745	25 411 034
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	**40 000 000**	**101 786 270**	**61 786 270**	**28 739 745**	**25 411 034**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**0**	**0**	**0**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	800 000	0	0	0
Total	**0**	**800 000**	**0**	**0**	**0**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	846 750	1 300 000	650 000	274 527	0
Total	**846 750**	**1 300 000**	**650 000**	**274 527**	**0**
726 MINISTERE DES MINES					
04.3 Combustibles et énergie	515 000	1 263 750	440 358	216 943	174 324
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	35 000	865 000	105 000	91 285	77 789
Total	**550 000**	**2 128 750**	**545 358**	**308 229**	**252 113**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	1 192 560	0	0
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**1 192 560**	**0**	**0**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	0	0	0
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**
TOTAL	**51 994 770**	**116 613 040**	**64 174 188**	**29 322 500**	**25 663 147**
TOTAL GENERAL	**849 954 485**	**2 330 778 938**	**1 061 231 738**	**783 938 325**	**646 206 574**

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2018.

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Nationale de la Planification du Développement

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2018

(En millions de FCFA)

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	Coût du projet	Nom bailleurs	Montant Accord	Nature du financement			Cumul décaissements au 31/12/2017	Dotation 2018			Etat d'exécution du 1er Trimestre 2018				Etat d'exécution du 2ème Trimestre 2018				Etat d'exécution cumulée au 30 juin 2018			
					Prêt	Subv	Total		Prêt	Subv	Total	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux
1	714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13 170	IDA, Danemark	17 127	-	16 618	11 303	900	-	9 383	**9 383**	-	481	322	3	-	663	663	7	-	1 144	**1 144**	**12,19%**
2	700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	119 434	BOAD, BID, OPEP, KOWEIT, Exim BANK, FED, BM	3 017	20 500	-	20 500	129 633	56 000	-	**56 000**	4 542	-	4 542	8	1 958	-	1 958	3	6 500	-	**6 500**	**11,61%**
3	323 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	60 650	IDA , IMF, PAPAM, FIDA	55 353	28 322	26 931	55 253	13 874	3 750	4 750	**8 500**	2 178	756	2 934	35	2 796	599	3 395	40	4 974	1 355	**6 329**	**74,46%**
4	820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	288 161	EXIM BANK, OFID, FSD, FKDEA, BOAD, BID, BM, FAD, BAD, BIDC, FIDAB, FEM, Belgique	346 402	172 779	31 279	204 058	164 624	47 443	23 157	**70 600**	7 384	4 851	12 235	17	7 474	3 398	10 872	15	14 858	8 249	**23 107**	**32,73%**
5	822 MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	22 500	BM, Belgique, BAD, BID	22 500	22 500	-	22 500	1 924	11 000	1 150	**12 150**	909	179	1 088	9	1 415	-	1 415	12	2 324	179	**2 503**	**20,60%**
6	640 MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	55 498	PNUD	2 200	-	2 200	2 200	2 036	-	3 000	**3 000**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,00%**
7	410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	13 000	IDA, BID	38 622	7 000	31 622	38 622	2 477	2 000	5 500	**7 500**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,00%**
8	412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	15 500		15 500	7 000	9 500	16 500	4 052	3 000	2 000	**5 000**	119	11	130	3	706	1 957	2 663	53	825	1 968	**2 793**	**55,86%**
9	720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	289 434	IDA, BOAD, FAD, AFD,UE, BEI, BID, BAD, Coop Italie; KFW, UEMOA,	284 620	205 011	74 609	279 620	107 546	36 807	18 346	**55 153**	3 960	227	4 187	8	2 063	7 098	9 161	17	6 023	7 325	**13 348**	**24,20%**
10	750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	24 865	BM	24 865	24 865	-	24 865	576	7 000	-	**7 000**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,00%**
11	380 MINISTERE DU COMMERCE	-		4 569	-	4 569	4 569	4 908	-	533	**533**	-	-	-	-	-	372	372	70	-	372	**372**	**69,79%**
12	310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	IDA	35 000	-	37 500	-	2 777	2 000	13 000	**15 000**	-	1 208	1 208	8	-	-	-	-	-	1 208	**1 208**	**8,05%**
13	185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	985	PNUD	300	-	300	300	50	-	181	**181**	-	13	13	7	-	13	13	7	-	26	**26**	**14,36%**
TOTAL		**903 197**		**850 075**	**487 977**	**235 128**	**680 290**	**435 377**	**169 000**	**81 000**	**250 000**	**19 092**	**7 726**	**26 659**	**98**	**16 412**	**14 100**	**30 512**	**224**	**35 504**	**21 826**	**57 330**	**22,93%**

Source : DNPD, juin 2018